



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 07137070 8



100

~~1145~~
DAF

~~1145~~

HISTOIRE DE FRANCE.



PARIS. — IMPRIMERIE DE SAPIA,
RUE DU DOYENNÉ, 12.

HISTOIRE DE FRANCE

PAR

M. DE GENOUDE.

L'histoire d'un peuple: c'est sa constitution
en action.

2
TOME SECOND.

PARIS
LIBRAIRIE DE PERRODIL, ÉDITEUR,
RUE DE CHARTRES, 12.

—
1844.
(

PRÉFACE.

Les lettres que j'ai reçues de toutes les parties de la France me prouvent que le premier volume de mon ouvrage a paru vrai et impartial, et que l'on approuvera généralement une histoire raisonnée et racontée. On a dit il y a longtemps que les fautes et les erreurs du passé doivent être la leçon de l'avenir, et qu'on doit connaître ce qui s'est fait pour savoir ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter. Sur un si grand intérêt, l'historien ne peut pas tout laisser à la sagacité du lecteur, il faut la provoquer, il faut l'aider par des réflexions. Tous les bons historiens, anciens et modernes, ont agi ainsi; chez eux, les réflexions accompagnent toujours le récit des faits; ils ont tous été philosophes, et sans philosophie, qu'est-ce que l'histoire? Ce

n'est pas qu'il n'y ait des lecteurs ennemis des réflexions, qui disent encore : *Racontez-nous les faits et laissez-nous juger*. On ne peut que féliciter les esprits assez portés à la réflexion pour n'avoir aucun besoin du travail d'autrui ; mais ce n'est pas sans doute le plus grand nombre. D'ailleurs, l'historien, plus rempli, plus pénétré des événements qu'il raconte, les ayant vus sous plus de faces, n'en est-il pas en quelque sorte plus près que ses lecteurs ? N'est-il pas plus apte à en saisir les rapports, à en fixer le résultat, à en suivre les conséquences ? Le lecteur peut-il comparer l'impression légère qu'il reçoit par la lecture à l'impression profonde que l'historien a dû recevoir par l'étude ? Le lecteur le plus attentif n'a-t-il pas toujours besoin d'être averti, d'être excité ? Dans tous les genres, l'auteur qui pense le plus sera toujours celui qui fera le plus penser le lecteur.

Croit-on que, sans les énergiques coups de pinceau, sans les traits profonds de Tacite, on eût des idées aussi fortes des crimes de la politique, des violences de la tyrannie, des bassesses de l'adulation. Les Mémoires historiques sont la partie la

plus agréable de l'histoire, parce que c'est une conversation plutôt qu'un ouvrage; c'est là partie la plus strictement renfermée dans le récit des faits, et qui semblerait pouvoir le plus se passer de philosophie, par l'intérêt personnel que l'auteur a presque toujours aux choses qu'il raconte, et par les détails auxquels il peut se livrer; cependant les Mémoires historiques même plaisent surtout en proportion de la philosophie qui y règne, et des jugements qu'ils contiennent.

L'histoire est tout à la fois un témoin qui dépose et un juge qui prononce.

Mais les historiens, même les plus éclairés, n'ont pas toujours jugé assez sainement des choses; ils ont été trop souvent entraînés par les idées de leur siècle; la plupart des jugements de l'histoire sont à réformer, et c'est un motif de plus de raisonner aujourd'hui l'histoire. Il faut rayer de ses annales, il faut démentir à la face de l'univers tous ces jugements infectés de l'esprit de machiavélisme, ces hommages prostitués au crime réputé heureux, à la fourberie réputée adroite; il faut s'élever contre ces ennemis du genre humain qui ont osé distin-

guer deux morales, l'une pour le peuple, l'autre pour les rois, l'une qui règle les droits des particuliers, l'autre qui fait la destinée des empires; contre ces écrivains ou pervers ou stupides qui, laissant dans l'oubli, ou livrant même au mépris les vertus pacifiques et bienfaitantes, ont toujours célébré les crimes heureux, l'astuce couronnée de succès, et ont fourni par là aux tyrans et aux rebelles des prétextes et des encouragements. On dira peut-être que cette discussion est d'un avocat plus que d'un historien; que c'est plaider plutôt qu'écrire l'histoire. Oui, c'est plaider la cause de l'humanité contre l'oppresseur et l'esclavage. Quel plus noble emploi pour l'histoire!

L'histoire et la fable doivent l'une et l'autre avoir pour objet une moralité: la fable fonde cette moralité sur des faits qu'elle invente et qu'elle y adapte, l'histoire la fonde sur des faits vrais, et lui donne par là une base plus solide.

C'est surtout quand on écrit l'histoire de France que toutes ces réflexions empruntées à un académicien célèbre (1) paraissent plus vraies encore.

(1) M. Gaillard.

Notre histoire est toute rationnelle, que l'on me passe cette expression ; on peut suivre la vie du peuple français comme la vie d'un individu , parce que son histoire est l'histoire des événements qui servent à faire connaître les progrès de sa constitution, de ses lois et de ses mœurs. L'histoire des hommes, rois, ministres, magistrats, guerriers, n'y est comprise qu'autant qu'elle se lie au mouvement politique, au développement de la force nationale, ou aux révolutions qui ont marqué les périodes de l'existence d'une société.

Voilà pourquoi l'histoire aujourd'hui envisage, dans les faits, des principes et des causes qui ont eu une influence décisive sur les événements et en ont déterminé la nature et le sens. Il n'y a pas de règne qui n'ait servi au développement des principes, soit en les favorisant, soit en provoquant, lorsqu'il les contrarie, la réaction des idées qui s'attachent à ces principes, soit en exaltant leur énergie.

Chaque époque a eu une idée dominante qui reste et se joint plus tard dans sa marche à une autre idée. C'est ainsi que le corps de la science se com-

pose de ce que les hommes ont acquis dans un siècle et ajouté à l'expérience des siècles précédents. Nos idées nationales sont comme un fleuve célèbre qui, faible, sans largeur ni profondeur à son origine, grandit par ses affluents et à son embouchure porte de grands vaisseaux.

Les principes de notre nationalité ne sont pas nés tout d'un coup et tous à la fois. Ils ont été souvent séparés les uns des autres ; on les a vus successivement en lutte entre eux. Le travail de notre époque a pour but de les posséder non séparés, mais réunis. La royauté, la religion, le système représentatif, la propriété, la commune, la liberté, l'égalité civile et politique, sont des conquêtes poursuivies par l'esprit français avec une constance admirable à travers toutes les révolutions. Les noms symboliques de ces principes sont : Clovis (1), Charlemagne, Louis-le-Gros, Philippe-le-

(1) Nous disons Clovis et Charlemagne, et non Chlodowigh et Karl, parce que si Mirabeau ne voulait pas s'appeler Riquetti de peur de désorienter l'Europe, elle serait encore plus embarrassée de tous ces changements de noms. Nous disons aujourd'hui en France Louis de Bavière, quoiqu'on dise à Munich *Ludwigh*.

Du Tillet a voulu qu'on prononçât Chlodovig au lieu de Clovis, et d'autres noms de notre histoire conserveront leur orthographe et leur prononciation tandis qu'on a très-bien répondu : si l'on veut rendre aux noms propres d'hommes leur ancienne

Bel, saint Louis, Louis XII, Louis XIV et Louis XVI.
Un nom manque pour clore cette glorieuse liste;
l'avenir nous le réserve sans doute, car le progrès

orthographe, quand on écrit l'histoire de ces temps reculés, pourquoi ne pas en faire autant pour les noms des villes, des rivières, de tous les lieux, dont quelques-uns ont été tellement changés, qu'ils n'ont rien conservé de leur première forme. Pourquoi ne pas dire *Arverna*, au lieu de Clermont, *Pictavium*, au lieu de Poitiers, *Burdigala*, au lieu de Bordeaux, l'*Arar*, au lieu de la Saône, *Ligeris*, au lieu de la Loire, et ainsi des autres. C'était ainsi que ces noms s'écrivaient, quand on disait : Hlod-wig, Hildérîk, Karle, et que la langue latine et la langue tudesque étaient parlées simultanément dans les Gaules. Quand les deux peuples se sont confondus, quand, des différents idiomes dont ils se servaient, est sorti une langue commune à tous, les noms propres d'hommes, comme de villes ou de rivières, ont subi des changements en rapport avec le nouveau langage. Pourquoi vouloir donner aujourd'hui aux noms tudesques seuls le privilège de se remontrer sous leur forme primitive, quand on ne l'accorde pas aux noms latins? Ainsi, nous disons Remi, Didier, Grégoire, et non pas *Remigius*, *Desiderius*, *Gregorius*; pourquoi ne dirions-nous pas Clovis, Childeric, Charles?

D'ailleurs, y a-t-il dans cette permutation de noms un profit pour la science historique? nous ne le croyons pas. L'histoire se compose de faits accomplis par tels ou tels personnages. L'essentiel, c'est la connaissance de ces faits, du caractère et des actes de ses personnages. Quant aux noms, qu'importe qu'il y ait une légère différence dans la prononciation adoptée par telle ou telle nation, par telle ou telle époque, pourvu qu'il n'y en ait pas dans l'identité? que je dise Mahomet, Jérusalem, je serai entendu de tout le monde, et chacun saura que je parle du fondateur de l'Islamisme, ou de la ville sainte des Hébreux; combien de personnes me comprendront-elles, au contraire, si je dis Mohamed et Hesralaïm, qui sont leurs véritables noms?

Enfin nous prétendons que cette innovation, loin d'avoir un résultat avantageux, pourrait amener une grande confusion dans l'histoire. Prenons pour exemple deux noms seulement : Louis et Charles. Nous avons une série de dix-huit rois du premier de ces noms, à commencer par Louis I^{er}, dit le Débonnaire, jusqu'à Louis XVIII; le second fournit une série de dix rois depuis Charlemagne jusqu'à Charles X. Si, comme le prétend M. Thierry, on doit appeler Lodowig et Karle, tous les rois de ces deux

doit avoir son accomplissement et l'ère nouvelle prendre un nom.

L'histoire de France nous présente donc l'admirable développement de ces principes par lesquels elle a été et doit être la grande nation investie de la suprême autorité morale dans le monde, chargée de la glorieuse mission de marcher à la tête de la civilisation et du progrès, ces deux conditions de l'humanité. Nous ne voulons pas assurément faire remonter les idées et les institutions vers le passé, dont nous connaissons les imperfections. Nous demandons aux temps antérieurs ce qui est encore vivant dans les esprits, ce qui n'a pas pu périr sous l'effort des factions, ce qui a résisté aux orages, ce qui est impérissable, imprescriptible et

séries, qui ont régné avant la troisième race, époque où, d'après lui, commence seulement la nation française, et où, par conséquent, on peut les appeler Louis et Charles; il en résulte qu'il faudra retrancher cinq noms de la première série, et trois de la seconde. Ainsi Louis-le-Gros, qui s'est fait appeler Louis VI, sera Louis I^{er}; Louis XIV ira prendre le rang de Saint-Louis et deviendra Louis IX, et Louis XVI, le roi martyr, sera appelé Louis XI! Charles-le-Bel, qui, en 1322, a reçu le nom de Charles IV, devrait s'appeler Charles I^{er}, et par suite de cette réforme, Charles X, qui est mort dans l'exil, recevra le nom de Charles VII, qu'a porté jusqu'à-présent un roi surnommé le *victorieux*, parce qu'il avait reconquis son royaume.

En voilà assez pour faire voir que de pareils changements ont plus d'importance réelle qu'on ne le penserait d'abord, et qu'ils peuvent produire des effets tout différents de ce qu'on s'en était promis.

n'a pas vieilli ; ce qui constitue enfin notre unité nationale , le lien moral et politique de notre patrie.

Telles sont les considérations qui nous ont décidé à diviser notre travail en huit grandes époques , dont voici les caractères :

PREMIÈRE ÉPOQUE. — Conquête des Gaules par les Francs , fondation de la monarchie française par Clovis. Cette époque peut s'exprimer par un mot : *la conquête*. Tout est fait par elle et pour elle. La monarchie est conquérante ; elle partage le territoire. La liberté , la représentation appartiennent à la nation guerrière , qui a pris possession du royaume par le droit de la victoire. La religion intervient pour adoucir des lois barbares et prépare la fusion des sociétés franque et gauloise.

DEUXIÈME ÉPOQUE. — Extension de la race franque en Europe ; première et seconde races ; empire de Charlemagne. L'ordre social à cette époque commence à prendre une existence régulière et distincte. Il fallait qu'il y eût déjà une grande force au temps de Charles Martel pour soutenir à la fois la guerre contre les Neustriens , l'invasion en Ger-

manie, la défense du territoire contre les Arabes, et à l'époque de Charlemagne pour fonder cet empire d'Occident, dont le royaume de France était la clé de voûte.

TROISIÈME ÉPOQUE. — Affranchissement des communes. Commencement de la lutte des rois contre la féodalité.

QUATRIÈME ÉPOQUE. — Atteintes profondes portées aux institutions féodales. La justice royale rétablie. Développement du principe religieux, du principe monarchique et du principe de liberté. Les rapports entre Rome et l'Eglise de France fixés.

La monarchie se révèle alors par le commandement militaire appartenant au roi, les *missi dominici* et les baillis institués dans certaines provinces pour les affaires civiles.

Alors commence cette admirable lutte entre la royauté, appuyée sur l'Eglise et sur la nation, et l'usurpation féodale, commencée sous Pepin et qui aboutit, sous Philippe-le-Bel, la CINQUIÈME ÉPOQUE, à l'établissement de magistratures indépendantes et à la convocation des assemblées générales. On peut

dire que la monarchie et la liberté s'appuyèrent l'une par l'autre et se soutinrent dans un mouvement parallèle et simultané, non-seulement contre la féodalité, mais encore contre la puissance spirituelle des papes usurpée sur le temporel des peuples et des rois.

Les Croisades servirent aussi la liberté par l'affranchissement des serfs et l'institution des communes. N'auraient-elles eu d'autre effet que d'affaiblir la puissance seigneuriale et d'augmenter l'influence de la royauté se développant dans les institutions de saint Louis, tandis que la liberté allait pénétrer au milieu des assemblées nationales, il faudrait considérer cette époque comme l'affranchissement des peuples par l'indépendance de la royauté qui porta le premier coup à la féodalité.

SIXIÈME ÉPOQUE. — La monarchie représentative dans tous ses principes sous Louis XII.

Ici nous voyons distinctement la nation représentée par la royauté, et les assemblées générales. La souveraineté nationale est définie et mise en action. Le système représentatif, fondé sur le droit commun et le concours de tous les hommes libres,

se montre sous chaque règne et devient pour ainsi dire périodique. La justice avait été enlevée aux seigneurs par saint Louis ; il restait à leur enlever les armées et les forteresses avec lesquelles ils opprimaient les peuples et combattaient la royauté, souvent à l'aide de l'étranger. Ce grand travail fut accompli par les Valois, appuyés sur les assemblées de la nation. La royauté et la liberté sont unies contre l'ennemi du dehors et le despotisme féodal ; elles concourent à l'agrandissement du territoire, et le règne de Louis XII nous montre l'image de la monarchie représentative avec une assemblée unique et un grand conseil de la royauté.

SEPTIÈME ÉPOQUE. — Les guerres de religion ; formation de l'unité nationale par le cardinal de Richelieu et Louis XIV.

La réforme luthérienne au Nord et calviniste au midi vient de mettre un temps d'arrêt aux progrès de l'unité nationale et de la liberté politique. Les débris de la puissance féodale, abattue par Louis XI et Louis XII, décimée sur les champs de bataille sous Charles VIII et François I^{er}, se réunissent sous le symbole de Calvin et donnent la main à l'Angle-

terre et à l'Allemagne protestantes pour remettre les peuples sous le joug. La société est profondément divisée par les opinions religieuses, et la guerre civile vient mêler ses horreurs aux querelles de dogmes et de doctrines. Les assemblées nationales sont plus rares ; elles subsistent encore comme principe.

Les partis appellent l'étranger qui voulait profiter de la division des esprits pour envahir et démembrer la France. La royauté conserve l'intégrité du territoire. Elle conserve l'unité nationale en absorbant en elle le gouvernement, en maintenant l'autorité et la police dans ses mains, afin de résister à l'effort des factions. On peut dire qu'elle a sauvé l'unité nationale du plus grand danger qu'elle ait couru depuis Clovis, et cela sans l'inquisition, comme en Espagne et en Portugal ; sans le secours du despotisme ou d'une aristocratie fédérale, comme en Angleterre et en Allemagne.

HUITIÈME ÉPOQUE. — Sous Louis XVI, nous voyons l'égalité politique, la tolérance et la liberté proclamées ; lutte des principes nationaux et de la constitution nationale contre les constitutions étrangères et les déviations.

Il y a chez les peuples un sens admirable qui leur fait comprendre les nécessités des situations et des temps. Cette nation, qui avait accepté le gouvernement de Richelieu et de Louis XIV pour échapper au double péril dont la menaçaient la féodalité et les guerres de religion, revient aux idées de liberté et aux principes de sa constitution. Louis XVI comprit admirablement cette situation; il voulut continuer Louis XII, le père du peuple, en appelant la nation à l'exercice de ses droits, suspendus pendant cent soixante-quinze ans.

La nation se montra ce qu'elle avait été sous le successeur de Charles VIII, et la constitution nationale se retrouva sans altération et complète dans les vœux écrits de six millions de Français. Les principes qui, sous trois races royales, avaient subsisté tantôt séparés, tantôt en lutte les uns contre les autres, offrirent une harmonie parfaite dans cette solennelle déclaration de tout un peuple appelé par la royauté à manifester ses sentiments, à exprimer les conditions de la société politique.

Mais les idées étrangères que des écrivains et des hommes politiques avaient propagées, l'ambi-

tion d'un prince du sang qui s'était formé un parti au sein de l'assemblée et dans le peuple, les rivalités et les haines que cent soixante-quinze ans de désuétude des Etats-Généraux avaient produites entre les ordres, la faiblesse du gouvernement devant une révolte déclarée, ont empêché l'accomplissement des vœux de la nation française et de son roi. Depuis cinquante-quatre ans la constitution nationale est suspendue, mais elle est restée dans les esprits et lutte avec persévérance contre la constitution anglaise et la constitution américaine, qui n'ont pu faire pénétrer leurs racines dans le sol. Tous les faits qui se présentent depuis 1789, république conventionnelle et directoriale, consulat, empire, restauration, révolution de 1830, sont les incidents de ce combat de la nationalité française contre les pouvoirs constituants et les partis qui lui font obstacle. Au milieu de ces luttes, toutes les expériences ont été faites, l'opinion publique s'est éclairée, la civilisation a été en progrès, les idées de pouvoir et de droits se sont fixées; le dénouement du grand drame de cette époque résumera nécessairement dans un avenir prochain tout ce que les quatorze cents ans de

notre histoire ont offert de gloire, de force, de puissance et de liberté. En un mot, nous aurons les limites de la grande nation, le développement complet de ses principes, le progrès de tous les éléments de l'ordre social réunis pour le bonheur public, toutes les forces nationales concourant au même but, et tout ce qui a été pensé, écrit, exécuté de beau, de noble, de grand, réalisé par une puissante unité. Nous entrevoyons déjà l'aurore de ces jours meilleurs.



LIVRE QUATRIÈME.

Т. II.

1

LIVRE QUATRIÈME.

LES GERMAINS DANS LES GAULES.

Nous avons à faire connaître une des époques les plus importantes de l'histoire, celle qui vit les nations germaniques, si longtemps dispersées dans des contrées couvertes de bois et de marais, s'établir définitivement dans les Gaules, et y porter, avec leurs mœurs guerrières, l'esprit de liberté qu'elles avaient puisé dans ce privilège unique de n'avoir jamais été subjuguées par les maîtres de la terre. Un mot de Germanicus révèle toute la situation des Germains : « Point de prisonniers, disait-il à ses soldats, la paix de l'empire ne peut être proclamée que sur le tombeau des Francs (1). » Et c'est sur le tombeau de Rome que les Francs ont proclamé la liberté du monde !

Rome avait achevé son œuvre, le christianisme était répandu chez tous les peuples où les aigles ro-

(1) Tacit., liv. II, chap. 2.

maines avaient pénétré, quand Dieu évoqua les nations germaniques; et, après une lutte de six siècles, il leur livra l'empire d'Occident.

Les Francs, dont nous sommes sortis, étaient Germains (1). Ces peuples avaient résisté à la domination romaine, qui ne put s'établir parmi eux. Les causes qui ont maintenu leur indépendance, tandis que les Gaulois ont été conquis, sont curieuses à étudier. Il en ressort de nouvelles lumières sur les institutions qui peuvent conserver l'intégrité des nations, et sur les causes qui livrent les peuples à leurs ennemis extérieurs.

De notre double origine gauloise et franque, la seconde est la plus caractéristique, parce qu'elle a eu une influence très-étendue sur nos institutions et sur nos lois. Les Francs sont sortis de la Germanie, c'est donc là que nous avons dû chercher la source principale de leur constitution et de leurs mœurs, conservées jusqu'à nos jours. Rien n'est plus frappant dans l'histoire que la conformité des mœurs des Germains avec celles des Francs, et

(1) Par nations germaniques, nous entendons tous les peuples compris dans le vaste territoire qui s'étend de la Baltique au Rhin, de l'Océan à la Vistule; au-delà de la Vistule étaient les Sarmates ou Scythes, race consanguine de la race germanique, et qui a fourni son contingent à l'œuvre de la destruction de Rome, mais qui composait un faisceau de nations essentiellement distinct du faisceau germanique.

cette conformité est une preuve de l'identité de ces peuples.

La France est formée de trois éléments, des Gaulois, des Romains et des Francs ou Germains; nous devons donc donner la plus grande attention à tout ce qui regarde ces trois peuples, et faire connaître à nos lecteurs la lutte des Germains contre les légions romaines, comme nous avons mis sous leurs yeux la guerre que les Gaulois ont eu à soutenir contre elles.

Nous allons suivre ces nations dans leur mission providentielle; passer rapidement en revue les vicissitudes guerrières, les alternatives de succès et de revers qu'elles ont traversées pour arriver à l'accomplissement des grandes destinées que leur réservait la Providence, et faire connaître auparavant leurs institutions et leurs lois.

CHAPITRE PREMIER.

Des lois, des mœurs et des coutumes des Germains.

C'est à César et à Tacite qu'il faut renvoyer quiconque aurait besoin de lumières sur les nations germaniques. Nulle part l'âme de la vieille Germanie ne respire d'une façon plus vivante que dans les pages de leurs livres. Quatre siècles de notre histoire n'en sont, à vrai dire, que le commen-

taire. Ce qu'ils ont su découvrir dans le génie des races teutoniques, alors qu'elles vivaient errantes sur les bords de leurs fleuves ou au fond de leurs forêts, ne fait que se développer et se mettre en action sur un nouveau théâtre. Goths, Bourguignons et Francs apportent tous avec eux un esprit de tribu qui les distingue; mais tous ont le front également marqué de ces traits que César et Tacite ont dessinés avec tant d'énergie (1). »

« Les mœurs des Germains, dit César, sont très-différentes des mœurs des Gaulois; ils n'ont ni Druides qui président à la religion, ni sacrifices. Ils ne mettent au nombre des dieux que ceux qu'ils voient et dont ils ressentent manifestement les bienfaits, le soleil, le feu, la lune; ils n'ont pas la moindre notion des autres. Toute leur vie se passe à la chasse et dans les exercices de la guerre; ils s'endurcissent dès l'enfance au travail et à la fatigue. Ils estiment fort une puberté tardive, persuadés que le corps en devient plus robuste et les nerfs plus vigoureux.

« Ils s'adonnent peu à l'agriculture, et ne vivent guère que de lait, de fromage et de chair. Nul n'a chez eux de champs limités, ni de terrain qui lui appartienne en propre; mais tous les ans les magistrats et les principaux chefs assignent partout où il leur plaît, à chaque famille vivant en société com-

(1) *Collection des Mémoires.*

mune; une suffisante étendue de terre, et l'année d'après ils l'obligent de passer ailleurs. Ils allèguent plusieurs raisons de cet usage : 1° Ils craignent que la longue habitude des travaux champêtres ne fit négliger les armes; chacun songerait à étendre ses possessions, et les plus forts dépouilleraient les faibles; on se garantirait de la saison par des habitations plus commodes; avec l'amour des richesses naîtraient les factions et les discordes. Le sentiment de l'égalité maintient la paix parmi le peuple, qui se voit avec plaisir aussi riche que les plus puissants.

« C'est pour ces peuples le plus beau titre de gloire de n'être environnés que de vastes déserts. Ils regardent comme une marque éclatante de valeur, de chasser au loin leur voisins, et ne permettent à personne de s'établir auprès d'eux. Ils y trouvent d'ailleurs un moyen de se garantir contre des invasions subites. Lorsqu'un état déclare la guerre, il choisit, pour la diriger, des magistrats qui ont droit de vie et de mort. En temps de paix, il n'y a point de magistrature générale : les principaux habitants des cantons et des bourgs rendent la justice et arrangent les procès. Le brigandage n'a rien de honteux, s'il se commet hors des limites du pays : c'est, disent-ils, un moyen d'exercer la jeunesse et de bannir l'oisiveté. Lorsque, dans une assemblée, un chef propose une entreprise et demande qui veut

le suivre, ceux auxquels plaisent l'expédition et le chef se lèvent et lui promettent leur assistance : aussitôt la multitude applaudit. Ceux d'entre eux qui l'abandonnent sont regardés comme déserteurs et comme traîtres ; toute confiance leur est désormais refusée. Chez eux, le droit d'hospitalité est sacré. Quiconque vient les implorer, est garanti de toute insulte, et trouve auprès d'eux un asile inviolable : toutes les maisons lui sont ouvertes ; on partage les vivres avec lui.

« Il fut un temps où les Gaulois surpassaient les Germains en valeur, portaient la guerre chez eux, et envoyaient au-delà du Rhin des colonies pour soulager leur territoire d'un excédant de population. C'est ainsi que les Volsques-Tectosages vinrent se fixer dans les contrées les plus fertiles de la Germanie, près de la forêt Hercynie, qui paraît avoir été connue d'Eratosthène et de quelques autres Grecs, sous le nom d'Arcynie. Cette nation s'y est maintenue jusqu'à ce jour, et jouit d'une grande réputation de justice et de valeur. Aujourd'hui encore, ses habitants vivent dans la même pauvreté, la même indigence, la même frugalité que les Germains : ils ont adopté leur genre de vie et leur costume. Quant aux Gaulois, le voisinage de la province et le commerce maritime leur ont fait connaître l'abondance et les jouissances du luxe. Accoutumés peu à peu à se laisser battre, vaincus dans

un grand nombre de combats, ils n'osent plus eux-mêmes se comparer aux Germains.

« La largeur de cette forêt d'Hercynie est de neuf longues journées de marche, et ne peut être déterminée autrement, nos mesures itinéraires n'étant point connues des Germains. Cette forêt commence aux frontières des Helvétiens, des Némètes et des Rauraques, et s'étend le long du Danubé jusqu'au pays des Daces et des Anartes; de là, elle tourne sur la gauche, en s'éloignant du fleuve, et par sa vaste étendue borde le territoire de plusieurs peuples. Il n'est point de Germain qui, après soixante jours de marche, puisse dire où elle finit, ni savoir où elle commence. On assure qu'elle renferme plusieurs espèces d'animaux sauvages qu'on ne voit pas ailleurs (1). »

(1) Voici, ajoute César, celles qui diffèrent le plus des autres, et qui paraissent le plus remarquables : d'abord, une espèce de bœuf, de la forme d'un cerf, portant au milieu du front, entre les oreilles, une seule corne, plus élevée et plus droite que celles qui nous sont connues : cette corne se partage, à son sommet, en rameaux semblables à des palmes. La femelle est de même nature que le mâle ; la forme et la grandeur de leur bois est la même.

Il y a une autre espèce d'animaux qu'on nomme élans. Ils ont la forme d'une chèvre, mais la peau tachetée et la taille un peu plus haute. Ils n'ont point de cornes, point d'articulations aux jambes ; ils ne se couchent point pour dormir, et s'ils tombent, ils ne peuvent se soulever ni se redresser : les arbres leur servent de lit ; ils s'appuient contre l'écorce et se reposent en s'inclinant un peu. Lorsqu'on découvre à leurs traces les lieux qu'ils fréquentent, le chasseur dé-

CHAPITRE II.

Du livre de Tacite sur les Germains.

Nous trouvons chez les Germains l'assemblée des hommes libres, des rois primitivement élus, puis rendus héréditaires. Chaque homme libre a part à la législation, en tout ce qui se rapporte aux intérêts communs, tandis que le roi héréditaire et les chefs élus ont le gouvernement et l'exécution des lois consenties dans les assemblées de la nation. Les associations se forment sous l'influence des intérêts communs, association des familles, associations de ducs et de comtes, associations de guerriers, association de patrons et de clients.

racine les arbres ou les scie de manière qu'ils puissent encore se soutenir debout. L'animal venant s'y appuyer selon sa coutume, les fait fléchir par son poids, et tombe.

Une troisième espèce est l'urus, sorte de bœuf sauvage, un peu moindre que l'éléphant : sa couleur et ses formes sont celles de nos taureaux. La force et la vitesse de ces animaux sont prodigieuses. Rien de ce qu'ils aperçoivent, hommes ou bêtes, ne peut leur échapper. On les tue en les prenant dans des fosses préparées avec soin. Ce genre de chasse est pour les jeunes gens un exercice qui les endure à la fatigue. Ceux qui ont tué le plus de ces animaux en apportent les cornes en public, et reçoivent de grands éloges. On ne peut les apprivoiser, même dans le jeune âge. La grandeur, la forme et l'espèce de leurs cornes, diffèrent beaucoup de celles de nos bœufs ; elles sont avidement recherchées : les Germains les garnissent d'argent sur les bords, et en font des coupes pour les festins solennels.

Le principe de l'élection subsiste dans les institutions germanes. Les généraux sont élus pour la guerre, des hommes sont élus pour rendre la justice, d'autres pour diriger les délibérations publiques. Les grandes accusations sont même portées devant les assemblées publiques. Partout on rencontre le concours du peuple dans les affaires importantes, pour la guerre et pour la paix, pour la milice et les subsides; le pouvoir est tempéré par la liberté modérée par le pouvoir.

Telles furent les institutions de ces populations barbares qui, fortes par les armes, plus fortes encore par le principe d'unité qui les réunissait, triomphèrent des Gaules plus démocratiquement organisées et n'ayant d'autre base qu'un principe municipal imparfaitement établi. C'est par l'association de leurs lois constitutives que les deux peuples formèrent, comme nous le verrons, une des sociétés les plus fortes et les plus durables de l'Europe.

La cause du triomphe des Germains est dans leur constitution politique, organisation monarchique et représentative qui unissait la nation armée et son chef dans une même pensée et dans une même volonté.

En approfondissant ce que Tacite nous dit des Germains, nous trouvons des institutions bien différentes de ce qui existait et chez les Romains et chez les Gaulois. Les Germains avaient des races

royales. Selon le même historien, les armées germaniques n'étaient pas des attroupements fortuits ; elles se composaient de parents, de familles rassemblées. Les armées romaines se composaient de stipendiés et de mercenaires, n'ayant d'autre mobile que l'esprit conquérant de la mère-patrie, le pillage et le salaire.

Chez les Germains, les rois et les chefs n'entreprenaient rien que du consentement de la nation. La guerre était délibérée dans des assemblées ; on s'y rendait en armes ; c'était par des murmures qu'on rejetait une proposition ; en applaudissant avec les armes, qu'on l'accueillait. L'autorité des rois Francs n'était illimitée que pour l'exécution, elle ne l'était point pour la résolution délibérée dans les assemblées.

Toute guerre était consentie par ceux qui allaient la faire, en sorte que chaque combattant devait apporter dans l'action la force de volonté qui la lui avait fait accepter, différence considérable avec les troupes romaines, n'ayant pour mobile que l'obéissance passive, et le plus ou le moins de confiance qu'elles avaient dans l'habileté de leurs chefs.

Les Germains avaient donc le principe monarchique et le principe de liberté politique, constituant ensemble la plus forte unité, et ces deux principes opposés à la Gaule républicaine, c'est-à-dire à l'a-

narchie, et à la Rome de l'Empire, c'est-à-dire au despotisme, étaient les éléments d'une force irrésistible.

Remarquons que, chez les Germains, tous les hommes, après l'âge de quinze ans, portaient les armes; par conséquent, l'armée était la nation ayant son roi à sa tête, et les résolutions adoptées dans les assemblées étaient à l'instant mises à exécution. Le peuple et le roi, l'armée et le général, marchaient ensemble et formaient un tout présentant l'unité la plus complète.

Il ne pouvait en être de même des Romains, obligés d'attendre des ordres, soit de la capitale de l'empire, soit du siège du gouverneur des Gaules; leurs généraux étaient nommés ou révoqués au gré d'empereurs électifs, dont le choix donnait lieu à de funestes divisions, et qui pensaient plutôt à conserver leur autorité qu'à maintenir la grandeur et la dignité du nom romain.

« Les rois, dit Tacite, n'ont pas une puissance infinie et arbitraire, et les chefs commandent plus par l'exemple que par l'autorité. » Ainsi, le principe de liberté se montre déjà à côté du principe de la royauté. C'est ce qui apparaît encore mieux lorsque Tacite ajoute : « Réprimander, charger de liens, frapper, n'est permis à qui que ce soit, si ce n'est aux pontifes. Les punitions ne paraissent point infligées par l'ordre du chef, mais par la volonté du

dieu qu'ils croient présider aux batailles. Ainsi la liberté individuelle était pour eux une si grande chose, qu'ils la soumettaient à la religion, et non pas au pouvoir politique (1).

On trouve l'origine des cours de justice et du jury dans l'usage, chez les Germains, de porter devant l'assemblée du peuple les accusations et les affaires criminelles. La peine était en raison du délit. Les traîtres et les transfuges étaient pendus à des arbres; les lâches, les faibles et ceux qui se mutilaient étaient plongés dans la boue d'un marais. Quant aux délits moins graves, ils étaient punis par des châtimens plus légers : les coupables payaient une amende en chevaux ou en bétail, ou bien ils étaient livrés au roi, à la cité, au plaignant ou à ses proches. Les chefs chargés de rendre la justice dans les cantons ou les communes étaient choisis dans ces assemblées ainsi que leurs assesseurs.

Leurs armes les plus ordinaires étaient des lances ou framées terminées par un fer étroit, court et fort acéré. Ils étaient bons fantassins, combattant, de près ou de loin, avec leurs lances et des javelots; la cavalerie était médiocre et mal montée. Reculer dans le combat pour revenir aussitôt à la charge était chez eux plutôt un artifice de guerre

(1) Voir la Préface.

qu'une lâcheté; ils remportaient les corps de leurs guerriers, même lorsque la victoire était incertaine. Abandonner son bouclier passait pour la plus grande des ignominies; elle faisait exclure les soldats des sacrifices et des assemblées.

La chaîne des Alpes et le cours du Rhin formaient une frontière naturelle à l'occident et au nord; entre cette frontière et les Sarmates et les Daces à l'orient, la mer Baltique au nord, et l'Italie au midi, était la vaste étendue de pays habitée par la race germaine et divisée en plusieurs états.

La conformation des individus, quoiqu'ils soient très-nombreux, est partout la même; ils ont les cheveux blonds et les yeux bleus, le corps grand et capable de supporter un premier choc. Ils endurent peu la fatigue et les travaux; ils ne supportent point la soif et la chaleur. Quant au froid et à la faim, leur climat et leur sol les y ont accoutumés. Après avoir félicité les Germains de ce qu'ils ignoraient la valeur de l'or et de l'argent, métaux qu'ils ne possédaient pas, Tacite dit que le fer n'était pas abondant chez eux.

Voici maintenant l'origine de la hiérarchie militaire qui a existé pendant une suite de siècles en France. Les jeunes gens jugés dignes de porter les armes étaient publiquement, et en assemblée de la cité, revêtus du bouclier et de la framée, avec des formalités semblables à celles de l'initiation aux

ordres de chevalerie; une noblesse élevée, ou le grand mérite des parents donnaient le titre de *prince* même à des enfants; d'autres servaient d'escorte à des chefs plus âgés et d'une valeur éprouvée. Ils s'appelaient Comtes, *comites*, et mettaient une grande émulation à tenir le premier rang auprès de leurs chefs ou *ducs*. Ceux-ci n'étaient pas moins jaloux d'avoir auprès d'eux le plus grand nombre de comtes vaillants dans les combats.

Tacite affirme que les Germains n'habitaient point de villes, et que leurs agrégations se composaient de villages formés d'habitations isolées entre elles. L'hiver, ils se creusaient des retraites souterraines où ils cachaient leurs récoltes. Quant au vêtement, ils portaient une saye fixée par une agraffe ou une épine. Les plus riches se revêtaient de peaux, et les femmes de manteaux de toile teinte en pourpre, laissant nus leurs bras, leurs épaules et le haut de la poitrine.

En parcourant cette série de tableaux tracés d'une main ferme et hardie, concis dans leur forme, mais pleins de profondeur et d'énergie dans l'expression, nous trouvons des traits nombreux qui deviennent des caractères de famille, comme lorsque des enfants ont conservé la physionomie de leurs ancêtres. Ainsi, longtemps avant l'établissement du christianisme, les Germains avaient rejeté la polygamie; les mariages étaient chastes, et l'on punis-

sait rigoureusement parmi eux l'adultère. On y voit la femme associée aux idées de courage et de valeur guerrière, vivant dans la vertu et le soin du foyer domestique; les héritages sont transmis aux enfants, et, à défaut d'enfants, les plus proches parents succèdent. Comme chez tous les peuples où la législation n'a pas été perfectionnée, on trouve des coutumes barbares avec des vertus naïves. Aussi, la solidarité des familles dans les inimitiés se montre en même temps que l'exercice de l'hospitalité. Fermer sa maison à qui en demande l'entrée est un crime, chacun accepte ou donne selon sa fortune.

Tacite parle ensuite des repas prolongés, de la propension à l'ivresse et des rixes qui en résultent. Les banquets sont fréquents et longs; on y traite des alliances, des réconciliations, de l'élection des chefs, de la paix et de la guerre; les Germains pensent qu'aucune autre occasion ne dispose mieux l'âme à la franchise, et ne l'élève à de plus nobles pensées. Le jour suivant, on arrête ce qui a été délibéré la veille; prudente réserve qui remédie aux égarements de la raison. La bière, comme boisson, était connue des anciens germains. Tacite dit expressément que ces peuples s'abreuvent d'une liqueur faite avec l'orge ou le blé fermentés. Il parle aussi de leur passion pour les jeux guerriers, et même les jeux de hasard, dans lesquels ils engagent jusqu'à leur personne et leur liberté.

L'esclavage, chez les Germains, avait quelque ressemblance avec ce qu'on a nommé depuis vasselage ou glèbe. L'esclave était maître dans sa maison; il n'était tenu qu'à certaines redevances en froment, en bétail ou en vêtements comme un fermier; rarement on le frappait. Il y avait des affranchis, mais sans influence dans la maison de leur ancien maître ou dans la cité.

L'usure était inconnue parmi les Germains; les terres étaient successivement occupées par tous, selon le nombre de bras, et ensuite partagées selon les rangs. Ces arrangements se trouvaient favorisés par l'étendue du territoire plus que suffisant pour tous les besoins de la population.

Tacite termine cette peinture des mœurs germanes par les funérailles, qui se faisaient sans faste. On ne brûlait que le corps des hommes les plus illustres. Un simple tertre de gazon suffisait comme mausolée. L'auteur latin finit par un de ces traits énergiques tels qu'on en trouve dans tous ses écrits... « Leurs lamentations, leurs pleurs cessent promptement, dit-il; ils pensent qu'il convient aux femmes de pleurer, aux hommes de se souvenir: *Feminis honestum est lugere, viris meminisse.* »

Nous ne suivrons point Tacite dans l'esquisse rapide qu'il fait de plus de trente peuplades diverses ayant un caractère commun avec des institutions particulières. Cette partie du tableau de

la Germanie, intéressante pour l'histoire générale, n'a qu'un rapport indirect et assez éloigné avec le but que nous proposons. Il nous importe peu, en effet, de savoir ce que furent les Pictes, les Celtes, les Usipiens, les Teuctères, les Bructères, les Suèves, les Sennones, les Hermundures, soit coalisés contre leurs voisins, soit en guerre entre eux; ce que nous savons par des traditions postérieures à Tacite, c'est que ces peuples, sous le nom de Francs, ont fait irruption dans les Gaules après avoir été eux-mêmes plusieurs fois attaqués par les Gaulois.

Montesquieu, frappé de la coïncidence de la royauté héréditaire et de l'élection d'un maire exerçant le pouvoir, a fait les réflexions suivantes, dans son livre de *l'Esprit des lois* : « La nation des Francs croyait qu'il était plus sûr de mettre la puissance dans les mains d'un maire qu'elle élisait, et à qui elle devait imposer des conditions autres que celles d'un roi dont le pouvoir était héréditaire. Un gouvernement dans lequel une nation qui avait un roi élisait celui qui devait exercer la puissance royale, paraîtra bien extraordinaire; mais, indépendamment des circonstances dans lesquelles on se trouvait, je crois que les Francs tiraient leurs idées de bien loin. Ils étaient descendus des Germains, dont Tacite dit que, dans le choix de leur roi, ils se déterminaient par sa noblesse, et, dans

le choix de leur chef, par sa vertu. Voilà les rois de la première race et les maires du palais. Les premiers étaient héréditaires, les seconds étaient électifs. »

Montesquieu ne pensait-il et ne raisonnait-il pas en homme de parlement ? De nos jours, peut-être, cet esprit pénétrant trouverait dans ce gouvernement, qui lui paraît étrange, la pensée de l'inviolabilité royale et de la responsabilité ministérielle assurées par un double pouvoir, l'un stable et héréditaire, l'autre amovible. Les Francs avaient cherché l'unité sans l'arbitraire, ils l'avaient trouvée dans cette combinaison.

C'est par suite de ces traditions que Clotaire II, faisant l'énumération des objets dont s'occupaient ces assemblées, dit : « On les convoque parce que tout ce qui regarde la sûreté commune doit être examiné et réglé par une délibération commune; et je me conformerai à tout ce qu'elles auront résolu (1). »

Quant aux subsides ou impôts, ils étaient volontaires et consistaient originellement en présents non d'argent, dont l'usage était inconnu ou très-borné, mais en nature. Chez les Francs, dans les assemblées de Mars et de Mai, qu'on tenait annuellement, on avait coutume de faire au roi un pré-

(1) Aimoin.

sent de chevaux, d'armes ou de quelques autres objets précieux. C'était une coutume qu'ils tenaient de leurs ancêtres. « Les cités, dit Tacite, ont l'usage de fournir à leurs princes (*principibus*) du bétail et des grains. Ces dons, reçus comme honneurs, sont des subsides pour leurs besoins. » Plus tard, ces présents furent convertis en impôts; mais ils ne cessèrent pas d'être volontaires, et s'appelèrent subsides ou dons gratuits (1).

CHAPITRE III.

Lutte des Germains contre les Romains et les Gaulois.

La première fois qu'on voit les Germains apparaître sur la scène du monde romain, c'est l'an de Rome 640, cent treize ans avant Jésus-Christ, lorsque les Cimbres et les Teutons firent dans la Gaule cette irruption mémorable qui se prolongea pendant douze ans. Nous les avons vus, dans notre livre sur les Gaulois avant la conquête, détruisant cinq armées consulaires envoyées par les Romains au secours de la province Narbonnaise. La première apparition de cet ennemi nouveau avait jeté

(1) Nous trouvons dans l'ancienne Germanie l'origine de plusieurs institutions modernes, entr'autres de la landwer, ou levée en masse, pour la défense du pays.

les Romains dans une consternation profonde; on eût dit qu'avertis de la ruine future de Rome ils avaient deviné dans ces Teutons, les pères de ces Francs, de ces Goths et de ces Vandales; qui devaient plus tard renverser leur Empire.

A dater de ce jour, Rome ne détacha plus ses regards de cette Germanie, d'où étaient sortis les Cimbres; et sa politique eut désormais pour but de mettre entre elle et eux un territoire assez vaste pour les préserver d'irruptions nouvelles. Ce territoire était la Gaule. Le plus grand guerrier que Rome eût produit, Jules César, crût servir sa patrie en consacrant dix ans à cette importante conquête, et il mit la barrière du Rhin entre la Germanie et Rome.

A dater de la conquête, les rives de ce fleuve offrirent le théâtre d'une lutte incessante, acharnée, jamais totalement interrompue, et qui devait finir par l'extinction complète de la puissance romaine et l'établissement définitif de la puissance germanique dans les Gaules. Les Gaules devinrent l'arène où se débattit, pendant six siècles, cette grande querelle entre deux nationalités ennemies.

Sous le règne d'Auguste, l'an de sa fondation 717, Rome prend sur le Rhin ses postes avancés dans la fondation de Colonia Agrippina, aujourd'hui Cologne.

Dès cette époque, la puissance d'Octave, maître de la république, sous le nom d'empereur, im-

pose si peu aux peuples germaniques, que, la troisième année après la victoire d'Actium, l'an de Rome 735, ils font déjà des incursions au-delà du Rhin.

En 742, Drusus apparaît sur les bords de ce fleuve, qu'il franchit; il jette un pont sur la Lippe, traverse le territoire des Sicambres, et s'avance, chez les Chérusques jusqu'au Vésér, dont il s'éloigne ensuite pour se rapprocher des Frisons et de sa flotte. Les Germains confédérés le suivent de près, lui dressent des embûches, et le resserrent dans une vallée étroite et profonde, où il eût infailliblement péri avec toute son armée, si la témérité et la fougue des Germains, n'eussent permis à la discipline romaine de triompher de tous leurs efforts. L'année suivante il reprit l'offensive, et la mort vint le frapper au milieu d'une campagne plus heureuse que la première.

Tibère le remplaça et opposa, non sans succès, sa prudence consommée, son habileté profonde, au génie turbulent de ses adversaires. Il employa contre eux les armes de la ruse et de la corruption, rompit l'unité de leur confédération, et les amena ainsi à demander la paix.

Il eut pour successeur Quintilius Varus, qui attacha son nom à l'une des plus mémorables catastrophes dont l'orgueil de Rome ait jamais été frappé. Ce nouveau général, homme vain et présomptueux, qui venait de s'enrichir dans le gou-

vernement de la Syrie, entreprit de transformer tout d'un coup les peuples germaniques, de leur imposer des tributs comme à des sujets, et de les traiter en esclaves.

Dans son orgueil, il s'avance sans précaution des bords du Rhin sur les rives du Vésér, à travers le territoire des Chérusques; autour de lui tout était tranquille, nulle apparence d'hostilité; tout tendait à fortifier sa présomption et sa fausse sécurité. Pendant ce temps se tramait contre lui un complot qu'il ne soupçonnait même pas. Le patriotisme german s'apprêtait à déjouer toutes les tentatives faites pour l'étouffer. A la tête de cette ligue formidable était cet Arminius, fils de Sigimer, destiné à remplir une si belle place dans les annales de la Germanie, et dont la mémoire, consacrée par la reconnaissance nationale, est, aujourd'hui encore, entourée d'une gloire immortelle.

Le vengeur de la Germanie est un jeune homme de vingt-cinq ans; mais chez lui la maturité et la prudence ont devancé l'âge. Au dévouement de la jeunesse, à l'intrépidité d'un Germain, il joint l'habileté qui calcule, le calme qui sait attendre, la résolution qui exécute. Nourri dans les camps des Romains, il a combattu sous leurs aigles; il a surpris les secrets de la discipline et de la tactique romaines, et c'est à l'école de ces maîtres du monde qu'il a appris à les vaincre.

Par les ordres d'Arminius, une peuplade établie sur la frontière des Chérusques, se soulève. Varus marche contre elle pour la réduire; se croyant en pays ami, son insouciance présomption ne prend aucune de ces précautions que le génie guerrier de Rome ne négligeait jamais. Les Chérusques doivent venir le joindre et réunir leurs forces aux siennes pour accabler les rebelles. Ils viennent en effet; mais en ennemis, et avec les signes les moins équivoques d'une hostilité longtemps contenue. L'armée romaine, engagée dans les marais de la Germanie, dans ses forêts profondes, inextricables, ne peut déployer ses ailes; des nuées d'ennemis s'abattent sur elle de toutes parts; elle fait pour les repousser d'impuissants efforts; deux jours s'écoulent dans cette lutte terrible du désespoir contre une destruction inévitable; le troisième jour éclaira le tombeau de cette armée composée de trois légions, d'autant d'*ailes* de cavalerie et de six cohortes auxiliaires.

La nouvelle de ce grand désastre alla porter à Rome la terreur et la consternation. Auguste trembla au fond de son palais, et on l'entendit, frappant du pied la terre, redemander à Varus mort ses légions égorgées. Ceci se passait 763 ans après la fondation de Rome; la dixième année de la naissance de Jésus-Christ.

Après la mort d'Auguste, à l'avènement de Ti-

bère son successeur, les légions préposées à la garde du Rhin, cette clé de la Germanie, se révoltèrent. Germanicus, neveu du nouvel empereur, après avoir apaisé la sédition, conduisit contre les Germains, les légions coupables qui demandaient à expier leur faute dans le sang des ennemis de Rome. Grâce à la division survenue entre Arminius le libérateur de la Germanie, et Ségeste, dont il avait enlevé la fille promise à un autre mari, les Romains obtinrent des succès chèrement achetés; ils les durent surtout à la trahison de Ségeste, qui prit ouvertement parti pour les oppresseurs de sa patrie, et donna le premier l'exemple d'une défection funeste, qui, grâce à la politique de Rome, eut par la suite plus d'un imitateur.

Après avoir recouvré une des aigles de Varus dans un combat contre les Bructères, le vainqueur s'avança sur les confins de leur territoire, jusqu'à la forêt de *Tautberg*, où depuis six ans gisaient sans sépulture les ossements des trois légions exterminées. Il les fit recueillir religieusement par son armée, pour les renfermer dans un vaste tombeau sur lequel on éleva un tertre de gazon, monument expiatoire que les Germains, reprenant bientôt l'offensive, ne laissèrent pas longtemps subsister.

L'an 17 de notre ère, une seconde expédition de Germanicus fut signalée par la sanglante bataille

d'*Idistavise*, livrée entre le Vésér et les montagnes parallèles. L'Océan se chargea de venger les Germains; la flotte, qui portait l'armée victorieuse, assaillie par une affreuse tempête, couvrit la mer de ses débris, et l'abîme dévora ce qu'avait épargné le glaive de l'ennemi. Bientôt Germanicus, rappelé du théâtre de ses triomphes par la jalousie de Tibère, fut envoyé en Orient, où une mort prématurée, ouvrage du tyran, l'enleva aux espérances des Romains:

Arminius ne tarda pas à le suivre dans la tombe; victime d'une conspiration des siens, ce grand homme mourut à trente-sept ans, douze ans après la défaite de Varus. Sous le nom d'Hermann, dans ses légendes guerrières, la Germanie chante encore son patriotisme et sa gloire.

Après avoir combattu pendant près d'un siècle contre les armées de Jules-César et de ses deux successeurs, les Germains se voyaient, à la mort de Tibère, l'an de Rome 790, l'an 87 de notre ère, à-peu-près dans le même état où les avait trouvés le dictateur, à l'époque de son premier passage du Rhin et de sa victoire contre Arioviste, l'an de Rome 695, aussi fiers, aussi libres, aussi braves, mais instruits par un siècle de lutttes et d'expérience.

Sous les empereurs suivants, la guerre continua avec des alternatives de succès et de revers. L'an

70, on voit apparaître Velléda, héroïne, prophétesse vénérée, arbitre de la paix et de la guerre, promettant la victoire, et allumant au cœur des Germains ce feu d'un patriotisme invincible, d'un dévouement surhumain. C'est un trait caractéristique de ce peuple héroïque, que cet empire de la femme, que cette suprématie de la faiblesse sur la force, que ce culte voué au génie et à l'intelligence par un peuple barbare et indompté.

Sous le règne de Marc-Aurèle, 166 ans après Jésus-Christ, on voit se former d'un grand nombre de nations de l'orient et du nord de la Germanie, auxquelles se joignent divers peuples des bords du Danube, l'une de ces confédérations redoutables, contre lesquelles l'empire eut à soutenir une lutte de plusieurs siècles, et sous l'effort desquelles il lui fallut enfin succomber.

De 166, sous Marc-Aurèle, à 268, sous Gallien, les Germains concentrent leurs forces contre l'empire, abjurent leurs querelles, et mettent dans leurs hostilités et leurs attaques cet ensemble qui, jusqu'alors, leur avait manqué.

L'épée d'Aurélien, en 273, arrêta, comme nous l'avons vu, les effrayants progrès des ennemis de l'empire; sa mort fut le signal d'hostilités nouvelles, dont le résultat eût été funeste à l'empire, s'il ne se fût rencontré sur le trône des Césars, des hommes tels qu'Aurélien et Probus, qui pouvaient en-

core éloigner la catastrophe , mais impuissants à la conjurer.

Sous le règne de Dioclétien , en 292 , Rome comprit que l'étendue même de son empire était un obstacle insurmontable à sa défense efficace , et offrait trop de prise aux nombreux ennemis qui menaçaient la ligne trop prolongée de ses frontières. L'empire fut partagé en quatre parts , sans que son indivisibilité fût rompue. Dioclétien s'attribua l'Orient ; l'Italie et l'Afrique , à Maximin ; les Gaules et l'Espagne , à Constance Chlore ; la Thrace et l'Illyrie , à Galérius.

Ce partage permit à chacun des quatre souverains de concentrer sur sa province , sa vigilance et ses efforts ; et les Germains se ressentirent les premiers de cette nouvelle constitution de l'empire.

Rome mit plus de vigueur dans sa résistance , empreinte parfois d'une férocité et d'une barbarie qui laissaient bien loin derrière elles les plus grands excès des nations en lutte avec la civilisation romaine. En 306 , on vit Constantin livrer aux bêtes du Cirque , dans un grand et pompeux spectacle , deux rois Francs avec l'élite de leurs guerriers ; on voulait , par cet exemple d'un châtimement lâche et cruel , effrayer ces peuples énergiques et paralyser leur vigueur ; on ne fit que redoubler leur acharnement et leur furie. Les historiens du

temps exaltent le courage des Francs livrés à ce supplice ; ils les représentent dans le Cirque , aussi intrépides que dans les batailles , impatients de recevoir la mort , et moins sensibles à la perte de la vie qu'à la joie insultante des spectateurs.

Le règne de Julien fut pour les nations germaniques une longue suite de désastres ; sa mort , arrivée en 363 , les délivra de l'ennemi le plus redoutable qu'elles eussent eu encore à combattre ; les quinze années du règne de Théodose , de 380 à 395 , ne leur furent pas moins fatales ; et leur imposèrent pendant quelque temps un repos forcé.

César et Tacite nous disent que les Germains se faisaient volontiers les alliés des ennemis de leurs ennemis. Ils se joignirent à César comme auxiliaires dans sa guerre des Gaules , et l'on voit la cavalerie germanique décider du sort de la bataille livrée contre Vercingétorix pendant le siège d'Alésia. Il est donc raisonnable de penser que lorsque les Romains , maîtres des Gaules , tournèrent leurs armes contre les Germains , ceux-ci avaient appris la stratégie et la tactique des vainqueurs , et purent résister et plus tard attaquer.

Mais le moment approchait où devait finir l'empire romain , partagé en deux souverainetés distinctes à la mort de Théodose. L'empire d'Orient , échu à son fils Arcadius , devait prolonger , pendant plus de mille ans encore , une existence toujours

chancelante et mal assurée. Quant à l'empire d'Occident, placé sous le sceptre d'Honorius, et à Rome sa capitale, la dernière heure devait bientôt venir. En vain à ce moment suprême, Dieu lui suscite dans Stilicon un dernier défenseur. Le cinquième siècle s'ouvre et inaugure une série d'événements qui changent la face de l'Europe occidentale : l'Italie est ravagée par les Goths; Rome, assiégée, se rachète avec une partie de ses richesses; attaquée une seconde fois, elle est prise et saccagée pendant que son faible empereur tremble dans les murs de Ravenne.

A ce signal la barrière du Rhin est franchie pour toujours; l'œuvre de six siècles s'accomplit; la Gaule est envahie de toutes parts par les nations germaniques; les Bourguignons prennent définitivement possession du territoire de l'Est, où ils installent leur monarchie naissante; au Midi, les Visigoths s'établissent dans l'Aquitaine.

Puis, en 476, un long cri d'agonie et de mort s'élève de l'Italie; c'est Rome qui ouvre ses portes à Odoacre; c'est l'empire romain d'occident qui tombe pour ne plus se relever. Un Romulus avait fondé Rome : sous un prince appelé par dérision Romulus Augustule, en 476, l'empire de Rome expire.

CHAPITRE IV.

Suite des événements jusqu'à l'entrée des Francs dans les Gaules.

Pendant la grande irruption des Goths, des Bourguignons, des Vandales et des Huns, les Francs semblèrent s'effacer un moment; mais un peu plus tard ils reparaissent pour se rendre maîtres de toutes les provinces occupées par ceux qui les avaient précédés dans la conquête.

« Depuis la mort d'Attila, en 453, jusqu'à la suppression de la dignité impériale en 476, dix empereurs, dans l'espace de vingt-trois ans, occupèrent successivement le trône; dix révolutions les en précipitèrent : c'était plus de convulsions qu'une aussi frêle machine ne pouvait en supporter. Ces révolutions furent surtout dues aux vices du dernier descendant du grand Théodose. Valentinien III était parvenu à l'âge d'homme; sa mère était morte; Boniface, général romain qui avait ouvert l'Afrique aux Vandales, était mort; Attila était mort. Aëtius, patrice romain et vainqueur d'Attila, vivait encore. La grandeur et la renommée d'Aëtius fatiguaient Valentinien, et, de la première épée que ses lâches mains eussent maniée de sa vie, il tua, au milieu de sa cour, avec l'aide de ses eunuques et de ses courtisans, le général qui avait sauvé, le

seul qui pût sauver encore l'empire. Moins d'un an après, il fut poignardé par Maximus, sénateur dont il avait outragé la femme. Maximus fut reconnu pour empereur; mais Eudoxie, veuve de Valentinien, que Maximus avait épousée, appela à Rome Genséric, roi des Vandales. Le 12 juin 455, les Vandales débarquèrent à Ostie; Maximus fut massacré dans une sédition, et Rome saccagée une seconde fois (1). »

Les Barbares alors réclamèrent le droit de nommer un empereur; deux ministres d'Attila se disputèrent le premier rang : l'un, le patrice Oreste, éleva sur le trône son fils Romulus Augustus, surnommé Augustule; l'autre, Odoacre, souleva les Barbares contre le chef qu'ils venaient de reconnaître, fit massacrer Oreste, et enferma son fils dans le château de Lucullus, en Campanie, sans lui donner un successeur. Ce fut ainsi que l'empire d'Occident finit en 476.

Les Germains furent les plus grands ennemis de l'empire romain d'Occident, et ce sont eux qui renversèrent la puissance romaine. Cette vérité est incontestable, quand même on ne voudrait pas admettre au nombre des nations germaniques les Hérules et les Rugiens, avec lesquels Odoacre fonda son royaume italique, les Ostro-

(1) Simonde de Sismondi.

goths de la Pannonie, les Visigoths de la Gaule et de l'Espagne, et toutes les nations gothiques. C'est ce que Tacite a très-bien exprimé quand il a dit : « Depuis les Teutons et les Cimbres, jusqu'au second consulat de Trajan, durant 210 ans, les nations germaniques firent plus de mal aux Romains, leur donnèrent plus de leçons que les Samnites, les Carthaginois, les Espagnols, les Gaulois et toute la puissance des Arsacides. » Les Germains ne cessèrent véritablement leurs hostilités contre l'empire que pendant soixante ans, sous les règnes de Trajan, d'Adrien et d'Antonin. « Ils étonnèrent, dit un de leurs historiens, le courage philosophique et guerrier de Marc-Aurèle, se moquèrent des faux triomphes de Commode et de Caracalla, comme ils avaient fait de ceux de Domitien, embarrassèrent l'intrépide et confiant Aurélien, pénétrèrent victorieusement au centre de l'Italie, et firent trembler Rome, lorsqu'elle était encore l'effroi des nations. Ils ne se laissèrent point tromper par les faveurs insidieuses de l'empereur Constance II; ils ne redoutèrent véritablement, et après de longues et funestes épreuves, que la valeur active et savante de Julien, et se méfièrent des perfidies de Valentinien I^{er} plus qu'ils ne craignirent sa colère et ses armes. Sous le nom de présents, de gratification, ils exigèrent de vrais tributs de la plupart des autres empereurs, auxquels ils vendaient la paix ou des

trèves, des alliances peu durables, des soldats auxiliaires aussi fidèles que braves, et des chefs qui parvenaient souvent aux plus hautes dignités de la milice et de l'état. Ils montrèrent autant d'opiniâtreté à renverser les forts et les camps retranchés construits par les troupes romaines sur les bords du Rhin, que celles-ci à les relever, et ils ne cessèrent jamais entièrement de faire des courses en-deça du fleuve, jusqu'à l'invasion décisive qui les établit dans la Gaule. C'est alors que deux des peuples germains, les Vandales et les Suèves, allèrent enlever l'Espagne et l'Afrique aux Romains; que les Angles et les Saxons s'emparèrent de l'île Britannique; que les Francs, les Bourguignons, les Allemands, s'attachèrent à la Gaule, et que nous voyons peu d'années après les Francs maîtres du cours du Bas-Rhin et de la ville de Cologne, de quelques places dans les deux Belghiques, et de plusieurs contrées entre la Meuse et la Somme. Vers le Haut-Rhin, les Allemands occupaient Mayence et les villes voisines, possédaient l'Helvétie, l'Alsace, les cantons de la Souabe et la Rhétie. Dans l'intérieur de la Gaule, les Bourguignons occupaient les deux provinces qui portent encore leur nom, la première Lyonnaise, les villes de Lyon et de Vienne, et vers les Alpes la ville de Genève et la Savoie. Les Visigoths dominaient sur presque toutes les provinces méridionales, depuis les Alpes jusqu'aux

Pyrénées. Tout le reste était au pouvoir de la ligue armorique. Dès-lors l'Occident fut affranchi pour toujours de la domination romaine, ouvrage de tant de siècles, prix de tant d'efforts, de victoires et de sang. »

Odoacre n'osa pas prendre le titre d'empereur et se fit appeler roi d'Italie. Mais il ne jouit pas longtemps de sa fortune. Théodoric, fils d'un des rois ostrogoths qui avaient suivi Attila, élevé à Constantinople, et plus tard en guerre avec Zénon, proposa à l'empereur de Byzance de l'autoriser à conquérir l'Italie; et, descendant des Alpes du Frioul, il vainquit Odoacre dans trois batailles rangées, et le força de se rendre, après avoir assiégé pendant trois ans la citadelle de Ravenne, où il s'était retiré. Peu de temps après, Théodoric, le plus vertueux, disait-on, de ces conquérants barbares, fit poignarder Odoacre à l'issue d'un festin de réconciliation. Théodoric conserva à ses sujets romains ce qu'ils appelaient leur liberté : le nom de la république, le sénat, les consuls, la magistrature, les lois, le langage, et jusqu'aux habits de Rome. La nation des Ostrogoths avait deux cent mille hommes en âge de porter les armes, ce qui supposait près d'un million de population. Elle occupait alors non-seulement l'Italie et la Sicile, mais les provinces de Rhétie et de Norique jusqu'au Danube, l'Istrie de l'autre côté de l'Adriatique, et la Gaule méridionale

jusqu'au Rhône. Théodoric avait donné sa fille à Alaric II, et, après la mère de son gendre, il fit couronner son petit-fils et gouverna l'Espagne, la Gaule méridionale et l'Italie; les Visigoths et les Ostrogoths, les Vandales et les Bourguignons s'étaient donc partagé l'empire d'Occident. Mais des ennemis redoutables vont s'élever contre eux, ces ennemis sont les Francs.

Leur apparition coïncide avec les efforts de la reine Zénobie contre les Romains. Les Saliens, les Sicambres, les Celtes, les Chérusques, les Bructères et plusieurs autres peuples portaient le nom de Francs. Avant de passer le Rhin, ils occupaient les pays situés entre le Mein, le Rhin, l'Océan et le Weser (1). « Les Francs, dit Bossuet, commençaient alors à se faire craindre; c'était une ligue de peuples germains qui habitaient le long du Rhin. Leur nom montre qu'ils étaient unis par l'amour de la liberté. » La liberté, en effet, a été encore plus que leur valeur la cause de leur triomphe sur le despotisme de Rome. On les voit arriver non-seulement comme les vengeurs de l'humanité opprimée par l'empire, mais encore comme les libérateurs du monde et les fondateurs de la civilisation nouvelle. Leurs commencements ont été comme les commencements de tout ce qui a rempli l'univers, humbles et obscurs.

(1) La ligue des Francs, au moment où elle entra en lutte avec la

CHAPITRE V.

Pourquoi les Germains ont résisté aux Romains, tandis que les Gaulois ont succombé.

Arrêtons-nous un moment, et comparons le sort des Gaulois et des Germains. Deux grands exem-

puissance romaine, étendait son empire sur les côtes de la mer du Nord, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'à celle du Rhin, et sur la rive droite de ce dernier fleuve, à peu près jusqu'à l'endroit où le Mein s'y jette. A l'est et au sud, l'association franque confinait avec les associations rivales des Saxons (1) et des Alamans. Mais il est impossible de fixer la limite de leur territoire respectif.

Les guerres des Francs contre les Romains, depuis le milieu du troisième siècle, ne furent point des guerres défensives. Dans ses entreprises militaires, la confédération avait un double but, celui de gagner du terrain aux dépens de l'Empire, et celui de s'enrichir en s'emparant des provinces limitrophes. Sa première conquête fut celle de la grande île du Rhin, qu'on nommait l'île des Bataves. Il est évident qu'elle nourrissait le projet de s'emparer de la rive gauche du fleuve et de conquérir le nord de la Gaule. Animés par de petits succès et par les relations de leurs espions et de leurs coureurs à la poursuite de ce dessein gigantesque, les Francs suppléaient à la faiblesse de leurs moyens d'attaque par une activité infatigable. Chaque année ils lançaient de l'autre côté du Rhin des bandes de jeunes fanatiques dont l'imagination s'était enflammée au récit des exploits d'Odin, et des plaisirs qui attendaient les braves dans les salles du palais des morts. Peu de ces enfants perdus repassaient le fleuve. Souvent leurs incursions, qu'elles fussent avouées ou désavouées par les chefs de leurs tribus, étaient cruellement punies, et les légions ro-

(1) Le nom de Saxon, Saxen, dérivé de leur arme nationale, signifie *long couteau*. *Ala-man* veut dire *entièrement homme*.

ples serviront à rendre plus frappante la situation différente de la Gaule et de la Germanie, c'est ce qui est arrivé à Vercingétorix et à Clovis.

Clovis a vaincu les Romains, les a chassés de la Gaule; Vercingétorix a succombé avec la liberté gauloise.

Vercingétorix était un chef improvisé pour une

maines revenaient mettre à feu et à sang la rive germanique du Rhin; mais, dès que le fleuve était gelé, les passages et l'agression recommençaient. S'il arrivait que les postes militaires fussent dégarnis par les mouvements de troupes qui avaient lieu d'une frontière de l'Empire à l'autre, toute la confédération, chefs, hommes faits, jeunes gens, se levaient en armes pour faire une trouée et détruire les forteresses qui protégeaient la rive romaine. C'est à l'aide de pareilles tentatives bien des fois répétées, que s'accomplit enfin, dans la dernière moitié du cinquième siècle, la conquête du Nord de la Gaule par une portion de la ligue des Francs.

Parmi les tribus dont se composait la confédération franke, un certain nombre se trouvaient placées plus avantageusement que les autres pour l'invasion du territoire Gaulois. C'étaient les plus occidentales, celles qui habitaient les dunes voisines de l'embouchure du Rhin. De ce côté, la frontière romaine n'était garantie par aucun obstacle naturel; les forteresses étaient bien moins nombreuses que vers le cours du Haut-Rhin; et le pays, coupé de marécages et de vastes forêts, offrait un terrain aussi peu propre aux manœuvres des troupes régulières, qu'il était favorable aux courses aventureuses des bandes germaniques.

C'est en effet près de l'embouchure du Rhin que sa rive gauche fut pour la première fois envahie d'une manière durable, et que les incursions des Francs eurent un résultat fixe, celui d'un établissement territorial, qui s'agrandit ensuite de proche en proche. Le nouveau rôle que jouèrent dès-lors, comme conquérants territoriaux, les Francs de la contrée maritime, leur fit prendre un ascen-

tentative de délivrance et il devint subitement le lien d'unité entre ces républiques nombreuses dont chacune portait des ferments de division dans son sein. Dans l'Arvernne même, province où était né Vercingétorix, il avait été traité en proscrit, et obligé d'employer la violence pour avoir des soldats.

dant marqué sur le reste de la confédération. Soit par influence, soit par force, ils devinrent population dominante, et leur principale tribu, celle qui habitait vers les bouches de l'Ysser, le territoire appelé Saliland, ou pays de Sale, devint la tête de tous les autres. Les Saliskes, ou Saliens, furent regardés comme les plus nobles d'entre les Francs; et ce fut dans une famille salienne, celle des *Merowings*, ou enfants de Merowée, que la confédération prit ses rois. Le premier de ces rois, dont l'histoire constate l'existence par des faits positifs, est Clodion; car Pharamond, fils de Marcomir, quoique son nom fût bien germanique et son règne possible, ne figure pas dans les histoires les plus dignes de foi. C'est au nom de Clodion que se rattachent, dans les temps postérieurs, tous les souvenirs de la conquête. On lui attribuait à la fois l'honneur d'être entré le premier sur le territoire des Gaules, et celui d'avoir porté jusqu'au bord de la Somme la domination des Francs. Ainsi l'on personnifiait en quelque sorte les victoires obtenues par une succession de chefs dont les noms demeuraient dans l'oubli, et l'on concentrait sur quelques années les progrès qui avaient dû être fort lents, et mêlés de beaucoup de traverses.

Le terrain de la seconde province Belgique fut plus d'une fois pris et repris avant de rester au pouvoir des Francs. Clodion lui-même fut battu par les légions romaines, et obligé de ramener ses troupes en désordre vers le Rhin ou au-delà du Rhin.

La peinture que les écrivains du temps tracent des guerriers Francs à cette époque, et jusque dans le sixième siècle, a quelque chose de singulièrement sauvage. Ils relevaient et attachaient sur le sommet

Clovis, au contraire, était roi incontesté d'un état germanique, et toute sa nation combattait avec lui. Le principe d'unité qui existait chez les Francs a été la cause des victoires de Clovis, comme le défaut de cette unité, dans les nations gauloises, a perdu Vercingétorix.

Tous les plus grands généraux de Rome, César,

du front leurs cheveux d'un blond roux, qui formaient une espèce d'aigrette et retombaient par derrière en queue de cheval. Leur visage était entièrement rasé, à l'exception de deux longues moustaches qui retombaient de chaque côté de la bouche. Ils portaient des habits de toile serrés au corps et sur les membres avec un large ceinturon, auquel pendait l'épée. Leur arme favorite était une hache à un ou deux tranchants, dont le fer était épais, acéré, et le manche très-court. Ils commençaient le combat en lançant de loin cette hache, soit au visage, soit contre le bouclier de l'ennemi. Rarement ils manquaient d'atteindre l'endroit précis qu'ils voulaient frapper.

Outre la hache, qui, de leur nom s'appelait francisque, ils avaient une arme de trait qui leur était particulière, et que dans leur langue ils nommaient hang, c'est-à-dire hameçon. C'était une pique de médiocre longueur et capable de servir également de près et de loin. La pointe, longue et forte, était armée de plusieurs barbes ou crochets tranchants et recourbés comme des hameçons. Le bois était recouvert de lames de fer dans presque toute sa longueur, de manière à ne pouvoir être brisé ni entamé à coups d'épée. Lorsque le hang s'était fiché au travers d'un bouclier, les crocs dont il était garni en rendait l'extraction impossible; il y restait suspendu, balayant la terre par son extrémité : alors le Franc qui l'avait jeté s'élançait, et posant un pied sur le javelot, il forçait l'adversaire à baisser le bras et à se dégarnir ainsi la tête et la poitrine.

Quelquefois le hang, attaché au bout d'une corde, servait en guise de harpon à amener tout ce qu'il atteignait. Pendant qu'un des Francs lançait son trait, son compagnon tenait la corde, puis tous deux

Drusus, Germanicus, Cécinna, Corbulon, n'ont pu subjuguier les Germains en plusieurs siècles, et César a dompté les Gaulois en dix années.

Cette force de l'unité nationale, nous la retrouverons encore plus puissante sous Clovis, Pépin, Charles - Martel et Charlemagne. Elle se représente dans tout le cours de cette histoire.

joignaient leurs efforts, soit pour désarmer leur ennemi, soit pour l'attirer lui-même par son vêtement ou son armure.

Les soldats francs conservaient encore cette physionomie et cette manière de combattre un demi-siècle après la conquête, lorsque le roi Théodebert passa les Alpes et alla faire la guerre en Italie. La garde du roi avait seule des chevaux et portait des lances du modèle romain : le reste des troupes était à pied, et leur armure paraissait misérable. Ils n'avaient ni cuirasses, ni bottines garnies de fer ; un petit nombre portaient des casques ; les autres combattaient nu-têtes. Pour être moins incommodés de la chaleur, ils avaient quitté leurs justaucorps de toile grossière, et gardaient seulement des culottes d'étoffe ou de cuir qui leur descendaient jusqu'au bas des jambes. Ils n'avaient ni arc, ni fronde, ni autres armes de trait, si ce n'est le hang et la francisque. C'est dans cet état qu'ils se mesurèrent avec peu de succès contre les troupes de l'empereur Justinien.

Quant au caractère moral qui distinguait les Francs à leur entrée en Gaule, c'était celui de tous les croyants à la divinité d'Odin et aux joies sensuelles du Walhalla. Ils aimaient la guerre avec passion, comme le moyen de devenir riches dans ce monde, et, dans l'autre, convives des dieux. Les plus jeunes et les plus violents d'entr'eux éprouvaient quelquefois dans le combat des accès d'extase frénétique, pendant lesquels ils paraissaient insensibles à la douleur et doués d'une puissance de vie tout-à-fait extraordinaire. Ils restaient debout et combattaient encore, atteints de plusieurs blessures, dont la moindre eût suffi pour terrasser d'autres hommes.

Nous avons dû dès le début en déterminer le caractère (1).

Les Gaulois cependant étaient belliqueux, comme

(1) Nous plaçons ici une dissertation remarquable sur cette question : le royaume était-il électif ou héréditaire sous la première et la seconde race ?

Du Haillan, celui des auteurs de notre histoire générale qui, au récit des faits historiques, a le plus ajouté de réflexions, s'explique ainsi sur ce sujet : « Après la mort de Clodion-le-Chevelu, Mérovée fut élu roi des Français, qui se réservèrent cette puissance d'élire et bannir et chasser leurs rois. Et, bien que les enfants aient succédé quelquefois à leurs pères, et les frères à leurs frères, ce n'a été par droit héréditaire ; ainsi par l'élection et consentement des Français qui, se trouvant bien d'un roi, ont voulu, en récompense des biens reçus de lui, élire et recevoir pour roi son fils ou son frère.

« Et, en un autre endroit, par ces exemples et autres semblables dont l'histoire de France est pleine, on lira que les rois français étaient jadis électifs, et non héréditaires, et encore depuis qu'ils se sont attribué la possession héréditaire d'icelui, rejetant l'élection que le peuple en faisait, est demeurée une forme d'élection qui se fait à leur sacre et couronnement à Reims, auquel les pairs de France, au nom de l'Eglise, de la noblesse et du peuple, élisent le roi là présent. Mais cette forme d'élection n'est qu'une des ombres de l'ancienne. » C'est là le sentiment de cet historien sur ce sujet. D'autres, au contraire, prétendent que l'empire français était dès lors héréditaire comme aujourd'hui ; que les enfants des rois, selon le droit de la nation, succédaient à leurs pères ; qu'au défaut des enfants mâles, les frères succédaient, et qu'au défaut de ceux-là, c'étaient les parents les plus proches. Je crois cette seconde opinion très-vraie, et celle de Du Haillan très-fausse, au moins pour la première race ; car il me paraît qu'il y eut du changement pour la seconde.

La première preuve de ma proposition est la manière dont notre

ils l'ont prouvé sous Brennus et contre César; ils égalaient les Germains en courage; ils formaient une population vaillante et nombreuse. Il faut donc

ancien historien s'exprime sur le partage que les enfants de Clovis firent de l'empire français après sa mort. *Clovis étant mort*, dit Grégoire de Tours, *ses quatre fils Thierry, Clodomir, Childebert et Clotaire, partagèrent entr'eux son royaume*. Il n'y a là nulle mention d'élection; au contraire, il est expressément marqué que ce sont les enfants qui partagent eux-mêmes entr'eux la succession de leur père. Certainement rien n'est plus conforme à la succession héréditaire que ce partage, et rien ne parait s'accorder moins avec une élection. Si l'élection y était intervenue, elle aurait apparemment intervenu sur un seul. C'est là l'usage ordinaire des états électifs; mais supposons que les Français, comptant pour rien l'affaiblissement de la monarchie, et plusieurs autres inconvénients, eussent résolu de la partager, il aurait au moins fallu que d'abord les seigneurs eussent fait eux-mêmes le partage de l'état en quatre royaumes, et qu'ensuite chaque royaume eût élu son roi. Or, il ne parait dans l'histoire nul vestige de cela, ni en cette occasion, ni en d'autres pareilles; et au contraire, l'historien dit expressément que ce furent les fils de Clovis qui firent eux-mêmes les partages entr'eux.

Je tire une seconde preuve de la manière dont se fit le partage du même empire français entre les-fils de Clotaire I^{er}. Ce prince avait réuni en sa personne toute la monarchie française, et il laissa aussi quatre fils. Chilpéric, le cadet, se saisit de la ville de Paris; mais, dit Grégoire de Tours, ses trois frères, unis ensemble, le chassèrent de Paris et en vinrent à un partage légitime qui se fit entr'eux. *Inter se divisionem legitimam faciunt*: et le sort donna à Caribert le royaume de Paris, *deditque sors Cariberto regnum Childeberti, sedemque habere Parisiis*; à Gontran le royaume d'Orléans, qui avait été autrefois le partage de Clodomir; à Chilpéric, celui de Soissons, qui avait appartenu à Clotaire, son père; et

qu'une cause, ayant sa source dans un principe organique ou constitutif, ait influé sur ces événements et communiqué aux Germains la force qui a

à Sigebert, le royaume de Thierry, qui avait pour capitale la ville de Metz. Outre cette manière de partager, qui n'est, comme j'ai dit, nullement propre des élections faites par le peuple, outre que ce sont encore les princes eux-mêmes qui font ce partage entr'eux, ils est marqué expressément qu'ils tirèrent au sort. Peut-on rien voir qui resente moins l'élection?

Troisième preuve. Gontran, roi de Bourgogne, étant demeuré seul après la mort de ses trois frères, se saisit d'une partie du royaume de Chilpéric et de quelque autre partie de celui de Sigebert, qu'il prétendait lui appartenir en vertu d'un traité qu'il avait fait avec ces deux princes ses frères. Ce prince n'avait point d'enfants mâles; mais il avait deux neveux, Childebert, roi d'Austrasie, fils de Sigebert, et Clotaire II, fils de Chilpéric. Il fit un traité avec Childebert par lequel il le faisait héritier de tous ses états, à quelque peu de chose près qu'il songeait à laisser à Clotaire; et en effet, Childebert, après sa mort, se mit en possession du royaume de Bourgogne. Est-ce là la conduite d'un roi qui possède un royaume électif? Les peuples ne se seraient-ils pas opposés à un traité qui eût violé si ouvertement leurs droits? Et il ne faut pas dire que ce fût là une usurpation de Gontran : c'était un bon et saint prince qui n'était ni vaillant ni fort ambitieux, et dont le gouvernement était faible.

La quatrième preuve est que les fils des rois de la première race étaient appelés rois même sans avoir été associés au trône par leurs pères. Cela se voit en plusieurs endroits de notre histoire, et même, dès leur naissance, ils portaient le titre de roi. C'est ce que nous apprend la trente-neuvième formule du premier livre de Marculphe, dont le titre est : *Ut pro natiuitate regis ingenui relaxentur*. Et, dans cette formule, le roi ordonne que, pour obtenir de Dieu une longue vie au prince nouveau né, on donne la liberté à un certain nombre d'esclaves des maisons royales. Rien ne montre mieux

manqué aux Gaulois. C'est ce que nous avons établi au commencement de ce livre.

Les Romains avaient sur les Germains le même

que la naissance donnait aux fils des rois, par elle-même, droit à la royauté.

Une cinquième preuve est ce que dit l'historien Agathias en parlant de la mort de Théodebalde, roi de la France austrasienne, qui n'avait point laissé d'enfants mâles. Cet auteur dit que la loi du pays, après la mort de Théodebalde, appelait à la couronne Chilbert et Clotaire, ses deux grands oncles, comme ses plus proches parents. C'était donc la loi et la proximité du sang, et non pas l'élection, qui réglait alors la succession à l'empire français.

Mais il y a sur cela un préjugé qui me paraît fonder une démonstration dans une matière telle qu'est celle dont il s'agit ; c'est que, pendant plus de trois cents ans, la couronne s'est conservée dans la même famille, tant au-delà qu'au-deçà du Rhin ; car, depuis Pharamond, qui commença à régner vers l'an 421 jusqu'à 731 ou 732, que Childéric III fut déposé, et que Pépin, chef de la seconde race, prit le titre de roi, il y a 331 ans. Que si, suivant l'idée de du Haillan, le royaume avait été purement électif, et que toutes les autres familles illustres parmi les Français eussent eu droit d'y prétendre, il est manifeste qu'elles n'eussent pas laissé celle-ci si longtemps en possession de cet avantage et de cet honneur ; outre la prescription qui était à craindre, les intérêts particuliers de toutes ces familles y étaient trop contraires.

C'est par cette raison qu'en Pologne, qui est un royaume électif, nous avons vu de nos temps les familles monter sur le trône les unes après les autres ; c'est ce que l'on a vu dans d'autres Etats d'Europe tandis qu'ils ont été électifs. Au contraire, dans l'empire français, sous la première race, non-seulement on ne voit point de différentes familles sur le trône ; mais, ce qui est encore très-remarquable, on ne les voit point faire de tentative pour y monter.

On trouve sous Thierry 1^{er}, roi d'Austrasie, fils de Clovis, un

avantage qu'ils avaient sur les Gaulois , la supériorité de la tactique militaire, et les mêmes raisons les ont fait succomber.

aventurier nommé Mondéric , qui prend la qualité de roi ; mais ce n'est qu'en se disant de la famille royale. Un Gondebaud , du temps des petits-fils de Clovis , vient de Constantinople et se fait proclamer roi à Brives-la-Gaillarde ; mais c'est en se disant fils de Clotaire I^{er}. Cet exemple montre que la seule naissance donnait droit à la succession du roi mort ; car , si l'élection était nécessaire pour avoir droit à la couronne , Gondebaud , quand même il aurait été certainement fils de Clotaire , n'y aurait pas eu même un droit apparent , puisqu'après la mort de Clotaire on n'avait eu nul égard à lui dans l'élection des successeurs de ce prince. Un seul prince , Grunoald , maire du palais d'Austrasie , ose faire prendre le titre de roi d'Austrasie à son fils : aussitôt il se fait un soulèvement général contre tous deux ; on se saisit du père , on l'envoie en prison à Paris , où il mourut ; le fils est chassé ou tué , et l'on remet ce royaume dans la famille royale. Si le royaume de France avait été électif , qui aurait empêché les maires du palais de se faire élire ? ils eurent sous plusieurs rois la puissance entière entre les mains. Maîtres des armées , des finances , des charges , ils disposaient absolument de tout ; il ne leur manquait que le nom de roi et la couronne.

Que ne se faisaient-ils élire à la mort de quelqu'un de ces rois , au lieu d'élever à leur place , comme ils faisaient , les frères ou les enfants de ces princes encore tout jeunes et incapables de gouverner ?

Cette raison de leur incapacité à cause de leur âge ne devait-elle pas suffire pour les exclure du trône électif , vu principalement que la France avait sur ses frontières tant de peuples , ou ennemis , ou tributaires , très-difficiles à contenir dans la soumission.

On voit , par la suite de l'histoire , les descendants de Pépin premier du nom jusqu'à Pépin III , qui fut enfin roi , prendre des mesures pour monter sur le trône ; et cela pendant l'espace de plus de cent ans. Pourquoi tant de précautions , tant d'artifices , tant de modestie affectée ? Rien ne leur était plus aisé , vu le grand nombre d'a-

mis et de serviteurs qu'ils avaient, que de se faire élire rois, si le royaume avait été électif.

Pépin, père de Charles-Martel, s'empara du royaume d'Austrasie, et s'en fit duc sans dépendance du roi de France; mais il n'osa jamais prendre le titre de roi. Charles-Martel, son fils, étant devenu maître absolu de ce duché, garda non-seulement la même conduite, mais même il fut obligé, pour s'accommoder à l'inclination des Français Austrasiens, d'y établir un roi de la race mérovingienne, qui s'appelait Clotaire; et cela, après trente-sept ans d'inter règne dans cette partie de l'empire français. Peut-on rien alléguer de plus convaincant, pour prouver que ces princes avaient par leur naissance un droit incontestable à la couronne?

Le même Charles-Martel, après la mort de Clotaire, reconnut Thierry de Chelles non-seulement pour roi de Neustrie et de Bourgogne, mais encore pour roi d'Austrasie, Thierry étant mort, il ne jugea pas à propos de donner à la France même un fantôme de roi, comme il avait fait jusqu'alors; mais aussi il se garda bien de prendre lui-même le titre de roi, et de dater les actes publics des années de son gouvernement, comme faisaient les rois de France. On a des Chartes de ce temps-là, et une entr'autres de Charles-Martel même, datée en ces termes : « La cinquième année d'après la mort du roi Thierry ; » et c'est par ces sortes de chartes que l'on prouve cet inter règne général dans tout l'empire français, que le Père Sirmon et le Père Petau ont découvert les premiers dans notre histoire. Pépin, fils de Charles-Martel, fit mettre sur le trône Childéric III; c'est celui qu'il détrôna lui-même quelque temps après, en s'emparant de la couronne. Que ne se faisait-il élire d'abord, si le royaume était électif?

Mais non, les Français, depuis longtemps, s'étaient volontairement soumis à la famille régnante. Grégoire-de-Tours nous le fait assez clairement entendre, quoique sur une simple tradition : « Plusieurs disent que les Français, après s'être établis sur les confins de la Thuringe, avaient créé, pour les gouverner, des rois chevelus de la première et de la plus noble famille qui fût parmi eux, de laquelle était Clovis. » Et cela est si vrai, que tous les petits rois français qui

passèrent le Rhin avec lui étaient tous ses parents, et qu'on n'en nomme aucun qui ne le fût. Ranacaire, roi de Cambrai; Reinomer, roi du Maine; Sigebert, roi de Cologne, et Cararic, étaient tous de la famille de Clovis, n'étant permis à personne qu'à ceux de cette famille, depuis que la nation s'y était soumise, de prendre le nom de roi. Ce que Grégoire-de-Tours ne rapporte que comme une autre tradition reçue parmi les Français, saint Grégoire-le-Grand le dit affirmativement. « C'est la naissance, dit-il, qui fait les rois chez les Français, aussi bien que chez les Perses. » *In Persarum Francorumque terra reges ex genere prodeunt.* Ce saint pape vivait du temps des petits fils de Clovis.

Enfin, ce que du Haillan avance, pour rendre son système vraisemblable, ne se peut pas soutenir; savoir, que cette succession continue venait de l'affection des peuples, qui reconnaissaient dans la personne des enfants des bienfaits qu'ils avaient reçus de leur pères. Car, par exemple, Clotaire II, qui fut reconnu pour roi à l'âge de quatre ou cinq mois par les Français du royaume de Neustrie, était fils de Chilpéric et de Frédégonde, tous deux infiniment haïs de leurs sujets : de sorte que par la raison contraire à celle que du Haillan apporte, il devait être entièrement exclu de la succession du royaume, qui lui fut néanmoins déféré. Toutes ces réflexions me paraissent être des preuves invincibles de mon sentiment, et rendre l'autre insoutenable.

Le défaut du raisonnement de l'historien que je réfute consiste principalement en ce qu'il prouve le droit que les peuples avaient, selon lui, à l'élection de leurs rois, par de certains faits très-peu propres à le prouver.

Le premier est la déposition chimérique de Childéric, père de Clovis, et l'élection du comte Gilles, général de l'armée romaine, en sa place : le second est l'offre que les Français du royaume de Soissons vinrent faire à Sigebert, roi d'Austrasie, de se soumettre à lui dans le temps qu'il tenait son frère Chilpéric I^{er} assiégé dans Tournai, sans aucune apparence qu'il pût lui échapper. Il ajoute la déposition de Childéric III et l'élévation de Pépin, chef de la seconde race, et puis l'élection de Hugues-Capet, chef de la troisième, à la

place de Charles, duc de Basse-Lorraine. Tous ces faits et d'autres pareils, où dans la plupart la violence est manifeste, ne prouvent en aucune manière en eux-mêmes le droit des peuples pour la déposition ou l'élection de leurs rois. Combien de fois les peuples, soulevés par les grands ou par les ennemis d'un Etat, ont-ils exercé ces violences contre les rois les plus légitimes et les plus incontestablement héréditaires?

Ne serait-ce pas très-mal raisonner, que de conclure des deux fameux exemples d'Angleterre que nous avons vus dans notre siècle, et de plusieurs autres qui sont marqués dans l'histoire de cette île, que le royaume d'Angleterre n'est pas un état héréditaire, mais électif? ceux que cet historien rapporte, pour prouver que la France, sous la première race, était un royaume électif, ne sont-ils pas très-semblables à ceux-ci? Je sais bien que quelquefois nos anciens historiens se servent à cette occasion du mot d'élection, par exemple, le continuateur de Frédégaire, en parlant de Clovis III, fils de Thierry, dit que les Français l'élurent pour roi tout enfant qu'il était, *Clodovicum filium ejus parvulum elegerunt in regnum*. Mais cette manière de parler ne signifie pas une élection telle qu'elle se fait dans un royaume électif par des suffrages dans les formes. Ce terme signifie tout au plus le consentement unanime de tous les seigneurs dans ces assemblées publiques où, selon la coutume de la nation, les rois étaient proclamés; mais un consentement qui ne se refusait jamais, et ne pouvait se refuser, étant fondé sur la loi, comme le dit Agathias, et sur le droit de la naissance, comme parle saint Grégoire; c'était comme un renouvellement du choix que la nation avait fait autrefois de la maison royale pour en être gouvernée, et ce renouvellement se faisait par un nouveau serment de fidélité.

Je confirme ce que je viens de dire, à cet égard, par un ancien cérémonial des sacres de nos rois, composé, ainsi que le prétend Du Tillet, par le commandement de Louis-le-Jeune, père de Philippe-Auguste, et qu'on a continué d'observer jusqu'à ces derniers temps. Dans une des oraisons que récite l'archevêque qui a sacré le roi, il y a ces paroles: « Multiplie les dons de tes bénédictions sur

cettui ton serviteur, lequel par humble dévotion nous élisons par ensemble au royaume. » Et néanmoins l'archevêque, dans la suite de la cérémonie, adressant la parole au roi, ajoute : « Sois stable, et retiens longtemps l'état lequel tu as tenu jusqu'à présent par la succession de ton père, de droit héréditaire délégué par l'autorité de Dieu tout-puissant, etc. » Ce qui montre que ce terme d'élection ne signifie, en ces occasions, qu'une simple acceptation des peuples, et rien d'opposé aux droits et à l'idée que nous avons d'une couronne héréditaire. Il me paraît donc constant que le royaume de France ne fut point électif dans ces premiers temps, mais qu'il fut parfaitement héréditaire, et qu'il ne l'est aujourd'hui que conformément à la première institution. Je n'en dis pas de même de la seconde race, où presque tout ce que l'on voit donne l'idée d'un royaume électif. Il est certain premièrement que Pépin, chef de cette lignée, fut fait roi par élection, et que, par cette élection même, le droit des fils des rois à la couronne de leur père fut aboli, c'est-à-dire que la couronne cessa d'être héréditaire; et il est question de voir si elle le redevint depuis.

Secondement, un royaume ne devient héréditaire qu'en deux manières : la première, lorsqu'un peuple par un engagement solennel se soumet, non-seulement à un roi, mais à la famille de ce roi, pour en être gouverné. C'est ainsi que, selon saint Grégoire de Tours, les Français, après s'être établis sur les confins de la Thuringe, avaient créé, pour les gouverner, des rois chevelus de la première race et de la plus noble famille qui fût parmi eux, de laquelle était Clovis. C'est ainsi que de notre temps, en 1660, les états du royaume de Danemarck assurèrent cette couronne à la postérité de Frédéric III. On ne voit point un pareil engagement des Français à l'égard de la seconde race. Pépin fut élu roi; mais sans qu'il paraisse aucune obligation de la part des Français de conserver la couronne dans sa maison; et pour peu qu'on réfléchisse sur ce qui se passa dans la suite, on trouvera le contraire.

Le pape Etienne étant venu en France pour demander du secours contre les Lombards, Pépin, qui avait déjà été sacre par saint Boniface, évêque de Maillonu, le fut de nouveau par ce pape, qui

donna ensuite l'onction royale à Charles et à Carloman, enfants de Pépin. Après la cérémonie, Etienne harangua l'assemblée, et en donnant la bénédiction aux seigneurs français, les exhorta, et les conjura au nom de saint Pierre, dont Dieu lui avait confié l'autorité, de maintenir la couronne dans la famille de Pépin, sous peine d'interdit et d'excommunication, d'autant que Pépin et ses enfants avaient été élevés sur le trône par la divine miséricorde, et par l'intercession des saints apôtres : que leur élection avait été confirmée, et qu'ils avaient été sacrés par les ministres de Jésus-Christ. Il n'est fait là nulle mention d'aucune promesse ou serment fait par les seigneurs français d'attacher la couronne à la famille de Pépin; et s'il y en avait eu, le pape n'aurait pas manqué de la leur remettre sous les yeux. Il n'emploie que la voie d'exhortation et les menaces des peines spirituelles, appuyées sur l'assurance qu'il leur donnait que telle était la volonté de Dieu, et des apôtres saint Pierre et saint Paul.

Secondement, après la mort de Pépin, dit Eginart, la succession du royaume échoit à Charles et à Carloman par la volonté de Dieu, *Divino nutu*, qui avait été déclarée par le pape. Les Français, dans une assemblée générale, les choisirent tous deux pour leurs rois, à ces conditions : que le royaume serait partagé en deux parties égales; que Charles aurait la partie que Pépin son père avait gouvernée avant que d'être roi, et que Carloman aurait celle que son oncle Carloman avait administrée avant sa retraite du monde. Les conditions furent acceptées de part et d'autre, ajoute Eginart.

La succession à la couronne vient à ces deux princes par l'ordre de Dieu, au lieu que saint Grégoire, parlant des rois de la première race, dit qu'elle leur venait de naissance. *Reges ex genere procedunt*. Ce sont, selon Grégoire de Tours, les quatre fils de Clovis qui partagent entre eux le royaume; ici ce sont les seigneurs français qui règlent le partage. Sous la première race, les quatre fils de Clotaire connaissent des différents lots entr'eux, et tirent au sort; ici tel et tel lot sont déterminés pour chacun, et on ne les reconnaît pour rois qu'à condition que chacun se contentera de ce qui lui est assigné.

Troisièmement, Pépin, Charlemagne, Louis-le-Débonnaire, s'associent leurs enfants, ou leur partagent leur royaume de leur vivant, avec le consentement des assemblées ou diètes de l'Etat, et ils veulent que ces partages soient approuvés par les papes, pour qui ils avaient inspiré beaucoup de vénération à leurs sujets. C'étaient autant de précautions qu'ils prenaient pour assurer la couronne à leur famille, et qu'ils n'auraient pas prises, si elle fut venue de plein droit à leurs enfants.

Quatrièmement, Carloman, frère de Charlemagne, étant mort, ce prince est aussitôt élu pour roi par les sujets de Carloman, qui avait des enfants, lesquels se retirèrent en Italie, à la cour du roi des Lombards.

Cinquièmement, dans la charte de partage que Charlemagne fit de son état à ses trois fils, où il tâcha de prévenir tous les inconvénients qui pourraient troubler la paix entre eux, et où, en cas qu'un des trois mourût, il marque comment les deux autres partageront ensemble l'état de leur frère mort, il ajoute ces mots remarquables que si un des trois a un fils qui soit tel, *que le peuple veuille bien l'élire pour succéder à l'état de son père*; nous voulons que ses deux oncles donnent leur consentement à l'élection, et qu'ils le laissent régner dans la partie de l'Etat que son père avait eue en partage.

Sixièmement, après la mort et un règne fort court de Louis-le-Bègue, petit-fils de Louis-le-Débonnaire, le duc Boson, frère de l'impératrice Richilde, femme de Charles-le-Chauve, se fit élire dans un concile roi d'Arles et de Provence, et ce royaume était d'une grande étendue. Cet exemple, peu de temps après, fut imité par Rodolphe, duc de la Bourgogne transjurane, et il y prit le nom de roi. Il me paraît, par tous ces faits, que l'Empire français sous la seconde race n'était plus regardé comme héréditaire.

La seconde manière par laquelle un royaume devient héréditaire, c'est une fort longue possession, et une longue suite de princes du même sang, élevés les uns après les autres sur le trône, et qui marque un consentement unanime des peuples pour perpétuer la couronne dans une même branche. Or, cela ne se trouve point dans la race Carlovingienne. Car, après cinq générations, c'est-à-dire après

Carloman, fils de Louis-le-Bègue, la couronne fut transportée par l'élection à Charles-le-Gros, empereur, qui était de la branche germanique de Charlemagne, et aussitôt après à Eudes, et puis à Robert, et ensuite à Rodolphe, qui n'étaient point de la race masculine de Pépin.

Charles *le Simple* reconnut lui-même Eudes pour roi d'une partie de la France, par un accommodement qui se fit entr'eux : mais ce ne fut pas seulement en cette occasion, où l'on pourrait dire qu'il fut forcé de le faire. Il reconnut Eudes pour tel après la mort de ce prince. Il lui donna le titre de roi dans une charte, *Odo rex* ; il ordonne qu'un anniversaire, fondé par *ledit roi*, se fasse dans l'église de Saint-Corneille de Compiègne. A la vérité, après la mort de ces trois rois, Eudes, Robert et Rodolphe, on en revint à Louis *d'outremer*, fils de Charles *le Simple*, et Louis V son petit-fils : mais deux générations ne suffisent point pour ce titre de longue possession dont je parle. Il y en a bien plus aujourd'hui dans la maison d'Autriche pour l'empire, et cependant l'empire n'y est pas encore regardé comme héréditaire.

On peut résoudre, par ces réflexions, une question, savoir, si l'élection de Pépin, la déposition de Childéric, et l'exclusion d'un fils de ce prince furent légitimes. Il n'aurait pas été sûr d'agiter cette question sous les règnes des rois de la seconde race ; mais on y peut répondre maintenant sans conséquence, nos rois n'ayant aujourd'hui nul intérêt à soutenir la validité de cette élection. Au contraire, cette validité supposerait une maxime également fausse et pernicieuse pour les souverains ; savoir, que les peuples auraient droit de se soustraire à l'obéissance de leur prince légitime et héréditaire, pour s'en choisir un autre. Supposez donc que le royaume de France fût héréditaire, comme j'ai montré clairement qu'il était dans la première race, on ne doit point hésiter à dire que Pépin n'y avait nul droit, et qu'il l'avait injustement envahi sur celui que la naissance en avait fait le juste et véritable possesseur.

On pourrait faire une pareille question au sujet de Hugues-Capet par rapport aux descendants de Charlemagne ; mais il n'est pas difficile d'y satisfaire. Je dis donc premièrement que, quand il serait

vrai q^{ue} Hugues-Capet aurait usurpé le royaume sur le légitime successeur du dernier roi de la race Carlovingienne, huit siècles de possession forment une prescription contre laquelle il n'y a pas à réclamer ; et le consentement unanime des peuples rectifierait parfaitement ce que cette possession avait eu d'abord de vicieux ; d'autant plus qu'il n'y a plus au monde aucun descendant de Pépin , chef de la seconde race Il ne se trouve dans l'Europe , ni même dans l'univers , aucun souverain qui puisse produire un si beau titre.

Je dis , en second lieu , qu'il y a beaucoup de différence à cet égard entre Pépin et Hugues-Capet ; car Pépin s'était emparé d'un trône qui était héréditaire , au moins depuis sa fondation dans les Gaules , et Hugues-Capet s'y était fait élever par l'élection des seigneurs , depuis que ce même trône était devenu électif et n'était plus regardé comme héréditaire , bien que quelques seigneurs , surtout en Aquitaine , soutinssent le contraire. Supposez ce préjugé , Hugues-Capet pouvait y prétendre avec d'autant plus de fondement que Robert , son aïeul , et Eudes , son grand-oncle , avaient été sur le trône.

Lors donc que Hugues-Capet se fit élire roi , l'élection avait été introduite en France , et il y avait plus de droit qu'aucun autre , étant petit-neveu et petit-fils du roi. De là , il s'ensuit qu'il serait injuste de traiter Hugues-Capet d'usurpateur , comme quelques-uns ont fait , faute de réfléchir sur les choses remarquables que je viens d'exposer. Il y eut une très-grande différence entre les conjonctures où il monta sur le trône et celles où Pépin s'en empara.

Il est très-vraisemblable que Hugues-Capet , ayant confirmé les ducs , les comtes , et d'autres seigneurs dans leurs usurpations , non-seulement pour eux , mais encore pour leur postérité , désirât aussi d'eux le rétablissement du droit successif à la couronne dans sa maison. Mais , comme il se défiait toujours de leurs caprices , il s'associa son fils Robert. Ce prince en fit dans la suite autant pour son fils Henri , et l'usage de l'association dura jusqu'à Philippe-Auguste , lequel , jugeant le droit successif suffisamment rétabli par la succession de plusieurs rois ses prédécesseurs , qui se succédèrent

de père en fils jusqu'à Hugues-Capet, et dont les règnes, pour la plupart, furent fort longs, ne se mit pas en peine de s'associer Louis VIII, son fils. L'expérience a montré qu'il en avait bien jugé : car ce droit, depuis près de huit cents ans, a été observé en France avec encore plus d'exactitude qu'il ne l'avait été sous la première race où il fut institué.



NOTE

DU QUATRIÈME LIVRE.

Gibbon a terminé son livre sur la chute de l'empire d'occident par des considérations remarquables qui complètent tout ce que nous avons dit, et prouvent que cet écrivain a vu comme nous que l'humanité est en voie de progrès successifs depuis le christianisme :

« Nous pouvons examiner si l'Europe est exposée à craindre encore une répétition des calamités qui renversèrent l'empire de Rome et anéantirent ses institutions : les mêmes réflexions serviront peut-être à expliquer les causes qui contribuèrent à la ruine de ce puissant empire, et celles qui motivent aujourd'hui notre sécurité.

Les Romains ignoraient l'étendue de leur danger et le nombre de leurs ennemis. Au-delà du Danube et du Rhin, les pays septentrionaux de l'Europe et de l'Asie étaient remplis d'innombrables tribus de pâtres et de chasseurs pauvres, voraces et turbulents, hardis les armes à la main, et avides de s'emparer des fruits de l'industrie. La rapide impulsion de la guerre se fit sentir dans tout le monde barbare, et les révolutions de la Chine entraînèrent celles de la Gaule et de l'Italie. Les Huns, fuyant devant un ennemi victorieux, dirigèrent leur marche vers l'occident, et le torrent s'augmenta de la foule des captifs et des alliés. Les tribus fugitives, qui cédaient aux Huns, furent saisies à leur tour de l'esprit de conquête. Le poids accumulé d'une multitude de Barbares qui se précipitaient les uns sur les autres, fondit avec impétuosité sur l'empire romain ; à peine

avaient-ils détruit les premiers, que d'autres occupaient leur place et présentaient de nouveaux assaillants. On ne peut plus voir sortir du nord ces émigrations formidables, et le long repos qui a été attribué au décroissement de la population est la suite heureuse du progrès des arts et de l'agriculture. Au lieu de quelques villages placés de loin en loin parmi les bois et les marais, l'Allemagne compte aujourd'hui deux mille trois cent villes environnées de murs. Les royaumes chrétiens du Danemark, de la Suède et de la Pologne se sont élevés successivement ; les négociants anséatiques et les chevaliers teutons ont étendu leurs colonies le long des côtes de la mer Baltique, jusqu'au golfe de Finlande. Depuis le golfe de Finlande jusqu'à l'Océan oriental, la Russie prend aujourd'hui la forme d'un empire puissant et civilisé. On voit sur les bords du Volga, de l'Obi et du Lena, le tisserand travailler à son métier, et le forgeron battre le fer sur son enclume ; les plus féroces des Tartares ont appris à craindre et à obéir. Les Barbares indépendants n'occupent plus qu'un bien petit espace, et les restes des Kalmouks et des Usbeks, réduits à un si petit nombre, que l'on peut pour ainsi dire les compter, n'ont pas le pouvoir d'inquiéter sérieusement la grande république d'Europe (1). Cependant cette sécurité apparente ne doit pas nous faire oublier que du sein de quelques peuples obscurs, à peine visibles sur la carte du monde, peuvent naître de nouveaux ennemis et des dangers imprévus. Les Arabes ou Sarrasins qui étendirent leurs conquêtes depuis l'Inde jusqu'en Espagne languissaient dans l'indigence et dans l'obscurité, lorsque Mahomét anima leurs corps sauvages du souffle de l'enthousiasme.

(1) Les éditeurs français et anglais de l'histoire généalogique des Tartares, y ont joint une description curieuse, mais imparfaite, de l'état de ces peuples ; nous pourrions révoquer en doute l'indépendance des Kalmouks ou Eluths, puisqu'ils ont été vaincus récemment par les Chinois, qui soumièrent (en 1759) la petite Bucharie, et avancèrent dans le pays de Badakshan, près des sources de l'Oxus (*Mém. sur les Chinois*, t. I, p. 325-490) ; mais ces conquêtes sont précaires, et je ne m'aventurerais point à cautionner la sûreté de l'empire de la Chine.

« L'empire de Rome était solidement établi sur la singulière et parfaite union de toutes ses parties. Les peuples, devenus ses sujets, avaient renoncé à l'espoir et même au désir de l'indépendance, et se trouvaient honorés du titre de citoyens romains. Forcés de céder aux Barbares, les provinces de l'occident se virent avec douleur séparées de leur mère-patrie (1); mais elles avaient acheté cette union par la perte de la liberté nationale et de l'esprit militaire; et, dénuées de vie et de mouvement, ces provinces asservies attendaient leur salut de troupes mercenaires et de gouverneurs dirigés par les ordres d'une cour éloignée. Le bonheur de cent millions d'individus dépendait du mérite personnel d'un ou deux hommes, peut-être de deux enfants dont l'éducation, le luxe et le despotisme avaient corrompu le caractère et les inclinations. Ce fut sous les minorités des fils et des petits-fils de Théodose que l'empire reçut les plus profondes blessures; et lorsque ces princes méprisables parurent avoir atteint l'âge de la virilité, ils abandonnèrent l'Eglise aux évêques, l'Etat aux eunuques, et les provinces aux Barbares. Aujourd'hui, l'Europe est divisée en douze royaumes puissants, quoiqu'inégaux, trois républiques respectables, et un grand nombre d'autres souverainetés plus petites, mais indépendantes.

Les chances des talents dans les princes et les ministres sont au moins multipliées en raison du nombre des souverains : un Julien, une Sémiramis, peuvent régner dans le nord, tandis qu'Arcadius et Honorius dorment encore sur les trônes du Midi.

L'influence réciproque de la crainte et de la honte arrêtent l'abus de la tyrannie. Les républiques ont acquis de l'ordre et de la stabilité; les monarchies ont adopté les maximes de liberté ou au moins de modération; et les mœurs générales du siècle ont introduit quelques sentiments d'honneur et de justice dans les constitutions les plus défectueuses. En temps de paix, l'émulation active de tant

(1) Le lecteur raisonnable jugera à quel degré cette proposition générale peut être affaiblie par la révolte des Isauriens, l'indépendance de la Bretagne et de l'Armorique; les tribus moresques ou les Bagaudes de la Gaule et de l'Espagne, vol. II, p. 181; vol. VI, p. 108, 230, 378.

de rivaux accélère les progrès des sciences et de l'industrie; en temps de guerre, des contestations passagères et peu décisives, exercent les forces militaires de l'Europe. Si un conquérant sauvage sortait des déserts de la Tartarie, il aurait à vaincre, en différents combats, les robustes paysans de la Russie, les nombreuses armées de l'Allemagne, la vaillante noblesse de France, et les intrépides citoyens de la Grande-Bretagne, qui peut-être même se réuniraient tous pour la défense commune. En supposant que les Barbares victorieux portassent l'esclavage et la désolation jusqu'à l'Océan-Atlantique, dix mille vaisseaux mettraient les restes de la société civilisée à l'abri de leurs poursuites, et l'Europe renaîtrait et fleurirait en Amérique, où elle a déjà fait passer ses institutions avec de nombreuses colonies (1).

Le froid, la pauvreté, l'habitude des dangers et de la fatigue, entretiennent les forces et le courage des Barbares. Dans tous les siècles, ils ont fait la loi aux nations paisibles et policées de la Chine, de l'Inde et de la Perse, qui négligeaient et négligent encore de suppléer à ces avantages naturels par les ressources de l'art militaire. Les nations guerrières de l'antiquité, de la Grèce, de la Macédoine et de Rome, élevaient une race de soldats, exerçaient leurs corps, disciplinaient leur courage, multipliaient leurs forces par des évolutions régulières, et convertissaient le fer, production de leurs climats, en armes utiles pour l'attaque et la défense; mais la corruption de leurs mœurs et de leurs lois fit insensiblement disparaître cette supériorité. La politique faible de Constantin et de ses successeurs arma et instruisit la valeur indisciplinée des mercenaires barbares qui renversèrent l'empire. L'invention de la poudre a produit une grande révolution dans l'art militaire, en soumettant au pouvoir de l'homme l'air et le feu, les deux plus redoutables

(1) L'Amérique contient aujourd'hui environ six millions d'Européens de naissance et d'origine, et leur nombre, au moins dans le nord, augmente continuellement; quelles que soient les révolutions de leur système politique, ils conserveront les mœurs de l'Europe; et nous pouvons penser avec quelque plaisir que la langue anglaise sera probablement répandue sur un continent immense et richement peuplé.

agents de la nature. Les mathématiques, la chimie, la mécanique et l'architecture, ont appliqué leurs découvertes au service de la guerre, et les combattants emploient aujourd'hui, pour l'attaque et la défense, les méthodes les plus savantes et les plus compliquées. Les historiens peuvent observer avec indignation que les préparatifs d'un siège établiraient et entretiendraient une colonie florissante (1); on n'en regarde pas moins sans doute comme un bonheur, que la destruction d'une ville soit une entreprise difficile et dispendieuse, ou qu'un peuple industrieux fasse servir à sa défense les arts qui survivent et suppléent à la valeur militaire. Le canon et les fortifications forment une barrière impénétrable à la cavalerie des Tartares, et l'Europe n'a plus à redouter une irruption des Barbares, puisqu'il serait indispensable qu'ils se civilisassent avant de pouvoir conquérir. Leurs découvertes dans la science de la guerre seraient nécessairement accompagnées, comme l'exemple de la Russie le démontre, de progrès proportionnés dans les arts paisibles et dans la politique civile; ils mériteraient alors d'être comptés dans le nombre des nations civilisées qu'ils pourraient soumettre.

Si ces réflexions paraissaient insuffisantes, il nous resterait encore une source plus humble d'espoir et de sécurité : les découvertes des navigateurs anciens et modernes, et l'histoire domestique ou la tradition des nations les plus éclairées, représentent l'homme sauvage comme également dépouillé de vêtement et d'imagination, privé de lois, d'arts, d'idées et presque d'un langage qui puisse les expri-

(1) On avait fait venir (pour le siège de Turin), 140 pièces de canon, et il est à remarquer que chaque gros canon revient environ à deux mille écus. Il y avait 110,000 boulets, 100,000 cartouches d'une espèce et 300,000 d'une autre, 21,000 bombes, 27,700 grenades, 15,000 sacs à terre, 30,000 instruments pour le pionnage, et 1,200,000 livres de poudre : ajoutez à ces munitions, le plomb, le fer, le fer-blanc, les cordages, et tout ce qui sert aux mineurs, le soufre, le salpêtre, les outils de toute espèce. Il est certain que les frais de tous ces préparatifs de destruction suffiraient pour fonder et faire fleurir la plus nombreuse colonie. (*Voltaire, siècle de Louis XIV, c. xx*).

mer (1); de cette situation abjecte, peut-être l'état primitif et universel de l'homme, il est parvenu à dompter les animaux, à fertiliser la terre, à traverser l'Océan et à mesurer les cieux. Ses progrès dans le développement et dans l'usage de ses facultés mentales (2) et corporelles, ont été irréguliers et divers; très-lents dans le principe, ils se sont étendus par degrés avec une rapidité toujours croissante; une chute subite a souvent détruit en un instant les travaux pénibles de plusieurs siècles, et tous les climats de la terre ont éprouvé successivement les vicissitudes de la lumière et de l'obscurité; cependant l'expérience de quatre mille ans doit diminuer nos craintes et encourager nos espérances.

Nous ne saurions déterminer à quelle hauteur le genre humain est capable de s'élever dans la route de la perfection; mais on peut présumer raisonnablement qu'à moins d'une révolution générale qui bouleverse la face du globe, aucun des peuples qui l'habitent ne retombera dans sa barbarie originelle. Nous envisagerons les progrès de la société sous trois aspects : 1° le poète et le philosophe éclairent leur pays et leur siècle par les efforts d'un seul génie; mais ces prodiges de raison ou d'imagination sont des productions libres et rares. Le génie d'Homère, de Cicéron, ou de Newton exciteraient moins d'admiration s'ils pouvaient être créés par les ordres d'un prince ou par les leçons d'un précepteur. 2° Les avantages des lois,

(1) Il serait aussi ai-é que fastidieux de produire les autorités des poètes, des philosophes et des historiens, et je me contenterai d'en appeler au témoignage authentique et décisif de Diodore de Sicile, t. I l. 1, p. 11 et 12; l. III, p. 184 etc., éd. Wesseling. Les Ichtyophages, qui erraient de son temps sur les côtes de la mer Rouge, ne peuvent se comparer qu'aux sauvages de la Nouvelle-Hollande. L'imagination, ou peut-être la raison, peut supposer un état de pure nature fort inférieur à celui des sauvages qui avaient acquis quelques arts, quelques outils.

(2) Voyez le savant et judicieux ouvrage du président Coquet : *de l'Origine des lois, des arts et des sciences*. Il cite quelques faits et propose des conjectures sur les premiers pas de l'invention humaine, qui furent sans doute les plus difficiles.

de la politique, du commerce, des manufactures, des sciences et des arts sont plus solides et plus durables ; l'éducation et l'instruction peuvent rendre un grand nombre d'hommes, dans leurs différentes situations, utiles à l'intérêt de la communauté ; mais cet ordre général est l'effet du travail et de l'intelligence. Le temps peut dégrader cette machine compliquée, et la violence peut l'altérer ; mais les arts les plus utiles, ou du moins les plus nécessaires, peuvent, heureusement pour le genre humain, s'exercer sans talents supérieurs et sans subordination nationale, sans le génie d'un seul ou l'union d'un grand nombre. Un village, une famille, ou même un individu, ont toujours assez d'intelligence et de volonté pour perpétuer l'usage du feu (1) et des métaux, la propagation et le service des animaux domestiques, la chasse, la pêche, les premiers principes de la navigation, la culture imparfaite du blé ou de quelque autre graine nourrissante, et la pratique simple des arts mécaniques et grossiers. L'industrie publique et le génie des particuliers pourront disparaître, mais ces plantes solides et robustes survivront à la tempête et pousseront des racines profondes dans le sol le plus ingrat. Un nuage épais d'ignorance éclipsa les jours brillants d'Auguste et de Trajan ; les Barbares anéantirent les lois et les palais de Rome ; mais la faux, invention ou emblème de Saturne (2), continue à abattre les moissons de l'Italie, et ces repas où les Lestrignons se nourrissaient de chair humaine (3) ne se sont jamais renouvelés sur les

(1) Il est certain, quoique ce fait soit extraordinaire, que plusieurs peuples ont ignoré l'usage du feu. Les ingénieux habitants d'Otaïti, qui manquent de métaux, n'ont inventé aucun ustensile de terre capable de supporter l'action du feu et de communiquer la chaleur au liquide qu'il contient.

(2) Plutarque, *Quæst Rom.*, t. II, p. 275 ; *Macrob., Satur.*, l. I, c. VIII, p. 152, éd. de Londres. L'arrivée de Saturne dans un vaisseau peut indiquer que la côte sauvage du Latium fut originairement découverte et civilisée par les Phéniciens.

(3) Dans le neuvième et le dixième livres de l'*Odyssée*, Homère a em-

côtes de la Campanie. Depuis la première découverte des arts, la guerre, le commerce et le zèle religieux ont répandu ces dons inestimables parmi les sauvages habitants de l'ancien et du nouveau monde; ils se sont propagés et ne seront jamais totalement perdus. Nous pouvons donc conclure avec confiance que, depuis le commencement du monde, chaque siècle a augmenté et augmente encore les richesses réelles, le bonheur, l'intelligence et peut-être les vertus de la race humaine (1).

belli les contes de quelques matelots timides et crédules, qui transformèrent en géants monstrueux les cannibales de la Sicile et de l'Italie.

(1) L'avarice, le fanatisme et la cruauté ont trop souvent effacé le mérite des découvertes, et le commerce des nations a répandu des maladies et des préjugés. Nous devons faire une juste exception en faveur de notre patrie. Les cinq grands voyages entrepris successivement par les ordres du roi actuel d'Angleterre, n'avaient d'autre but que l'amour pur et généreux des sciences et de l'humanité. Ce même prince, adaptant ses bienfaits aux différentes classes de la société, a fondé une école de peinture dans sa capitale, et a introduit, dans les îles de la mer du sud, les végétaux et les animaux les plus utiles au genre humain.

FIN DE L'INTRODUCTION.

CLOVIS.

HISTOIRE DE FRANCE.



PREMIÈRE ÉPOQUE.

CONQUÊTE DU TERRITOIRE GAULOIS PAR LES FRANCS.



CLOVIS.



CHAPITRE PREMIER.

Situation des Gaules avant la conquête des Francs.

Voici comment Salvien, quarante ans avant l'entrée de Clovis dans les Gaules, peignait la situation de ces provinces : « Les veuves gémissent, les pauvres sont opprimés, les orphelins foulés aux pieds, plusieurs personnes d'une naissance illustre se retirent chez les Barbares. Elles aiment mieux y vivre en liberté sous le nom de captifs que d'être réellement esclaves sous le nom d'hommes libres. Ceux qui ne peuvent se réfu-

gier dans cet asile se jettent entre les bras des riches et se mettent à leur discrétion. Les riches semblent défendre ces misérables, mais c'est pour les rendre plus misérables encore. Ceux-ci commencent par se dépouiller de tout entre les mains de leurs prétendus protecteurs; ils se rendent leurs colons et s'allient avec leurs esclaves. Tout le fruit qu'ils retiennent de tant de bassesse, c'est qu'après avoir fait le sacrifice de leurs biens, ils sont forcés de faire celui de leur liberté (1). » Les lois romaines confirment ce que nous venons de dire. Les impôts étaient si forts, que des villages et des bourgs entiers désertaient. Les membres des curies, qui recouvraient ces impôts en répondaient; aussi abandonnaient-ils leurs places et le séjour des villes, préférant être esclaves et cultiver la terre dans des campagnes écartées. Les lois leur ôtaient souvent cette ressource. Ces désordres, suivant un écrivain judicieux (2), étaient plus communs dans les Gaules que partout ailleurs.

Telles étaient les causes du grand nombre d'esclaves et de serfs qui se trouvaient dans les Gaules lorsque les Francs s'y établirent (3). Il était permis à leurs possesseurs non-seulement de les maltraiter, mais même de les faire mourir sous les coups, pourvu qu'ils ne se servissent que des instruments

(1) *Le gouvernement de Dieu* de Salvien.

(2) M. de Gourcy.

(3) Les Francs ou Français sont le seul peuple de l'Europe dont l'origine remonte par une succession suivie jusqu'aux conquêtes de l'empire d'occident. (GIBBON.)

A l'entrée des Francs dans les Gaules, trois langues y étaient déjà en usage, la langue celtique, langue primitive des Gaulois; la langue latine, pour laquelle Caligula avait fondé des écoles à Lyon et à Besançon; la langue romane, langage populaire né du mélange et de la corruption des deux autres. Les Francs y en ajoutèrent une quatrième, la langue tudesque, qui était la leur, et qu'on appelait aussi franc-theuch, théotiste, théotique ou thiois. Voilà de quelles sources le temps, après douze siècles, a fait sortir la noble langue de Racine et de Bossuet. (M. DE PEYRONNET.)

affectés aux esclaves. Les maîtres n'avaient à craindre d'être poursuivis comme homicides que lorsqu'ils avaient ordonné de les tuer, ou qu'ils leur avaient eux-mêmes ôté la vie avec le fer, à coups de bâtons ou de flèches. Les églises, asile ouvert à tous les criminels, n'en offraient point à ces malheureux. Il était ordonné aux clercs, sous peine de dégradation, d'avertir le maître quand un esclave venait à se réfugier dans l'Eglise, et de le lui rendre sans délai (1). Les esclaves ne pouvaient absolument disposer de rien, ils ne pouvaient jamais engager leurs maîtres ni s'engager eux-mêmes. Toute alliance, tout commerce était sévèrement défendu entre eux et les hommes libres. Les serfs ou colons étaient dépendants de la terre à laquelle ils étaient attachés, *terræ servi erant*. La domination de Rome, comme celle de tous les grands empires, avait dégradé et flétri l'espèce humaine (2).

Le corps de la nation gauloise était libre sans doute, mais le nombre des esclaves, des serfs et des affranchis était considérable (3). Il se composait des neuf dixièmes des habitants. Il

(1) Ce n'est qu'en 511, dans le premier concile d'Orléans, qu'il fut ordonné que les esclaves qui se réfugiaient dans l'église ou dans la maison de l'évêque n'en seraient tirés qu'après que celui à qui on les livrerait aurait juré sur l'Evangile qu'il ne leur serait fait aucun mal.

(2) Robertson.

(3) Athènes, Sparte, Syracuse, Rome, Carthage, comptaient sur leur territoire infiniment plus d'esclaves que de citoyens. Démétrius de Phalère fit un dénombrement à Athènes; au rapport d'Athénée, il y avait vingt-un mille citoyens, dix mille étrangers et quarante mille esclaves. La disproportion était encore plus grande à Rome, où tous les métiers étaient exercés par des esclaves, et il n'était pas rare de voir des particuliers qui en avaient cinq à six cents à leur service. Qu'était alors la dignité humaine? Qu'il y a loin de cette situation à la nôtre, dans laquelle tous les habitants de la France peuvent être citoyens! A Sparte, il y avait des ilotes, et à Rome des *capite censi*, appelés ainsi parce qu'on les dénombrait par tête, comme le bétail. Dix millions d'hommes dans l'empire romain avaient disposé de la liberté de plus de cent vingt millions de leurs semblables.

y avait quatre sources d'esclavage, la guerre, la vente, la naissance et les délits.

Tel était l'état des personnes dans les Gaules. Voyons maintenant la situation des différentes parties de cette vaste contrée.

Il y avait impossibilité d'union civile entre des classes entièrement séparées dans leurs situations et dans leurs intérêts.

« L'esclavage, dit M. Michelet, était un mal social dont rien ne pouvait tarir la source, à moins qu'une société nouvelle ne vint remplacer la société antique; les autres maux de l'empire, au moins pour la plupart, la fiscalité dévorante, l'exigence toujours croissante du gouvernement militaire, n'en étaient, comme on va le voir, qu'une suite, un effet direct ou indirect.

« L'esclavage n'était point un résultat du système impérial, nous le trouvons partout chez les nations antiques. Tous les auteurs nous le montrent en Gaule avant la conquête romaine. S'il nous apparaît plus terrible et plus désastreux dans l'empire, c'est que d'abord l'époque romaine nous est mieux connue que celles qui précèdent; ensuite, le système antique étant fondé sur la guerre, sur la conquête de l'homme (l'industrie est la conquête de la nature), ce système devait, de guerre en guerre, de proscription en proscription, de servitude en servitude, aboutir vers la fin à une dépopulation effroyable. Tel peuple de l'antiquité pouvait, comme les sauvages d'Amérique, se vanter d'avoir mangé cinquante nations. J'ai déjà indiqué, dans mon histoire romaine, comment la classe des cultivateurs, ayant peu-à-peu disparu, les grands propriétaires qui leur succédèrent, y suppléèrent par des esclaves. Les esclaves s'usaient rapidement par la rigueur des travaux qu'on leur imposait; ils disparurent bientôt à leur tour. Appartenant en grande partie aux nations civilisées de l'antiquité, Grecs, Syriens, Carthaginois, ils avaient cultivé les arts pour leurs maîtres. Les nouveaux esclaves qu'on leur substituait, Thraces, Germains, purent tout au plus imiter grossièrement les modèles que les premiers avaient laissés. D'imitations en imitations, tous les objets qui demandaient quelque industrie, devinrent de plus en plus grossiers. Les hommes capables de les perfectionner se trouvant devenir de plus en plus rares, les produits de leur travail enchérirent chaque jour. Dans la même proportion devaient augmenter les salaires de tous ceux qu'employait l'Etat. Le pauvre soldat qui payait la livre de viande 50 sous de notre monnaie, et la plus grossière chaussure 22 francs, ne devait-il pas être tenté de réclamer sans cesse de nouveaux adoucissements à sa misère, et de faire des révolutions pour les obtenir? On a beaucoup déclamé contre la violence et l'avidité des soldats qui, pour augmenter leur solde, faisaient et défaisaient les empereurs. On a accusé les exactions cruelles des Néron, des Caracalla, des princes qui épuisaient le pays au profit du soldat. Mais a-t-on songé au prix excessif de tous les objets qu'il était obligé d'acheter sur une solde bien modique? Les légionnaires révoltés disent dans Tacite: « On estime à 10 as par jour notre sang et notre vie. C'est là-dessus qu'il faut avoir des habits, des

Les dissidences religieuses n'étaient pas moins profondes, et le territoire appartenait à des peuples différents.

Les Bourguignons ou Burgundes, avec l'autorisation de Valentinien III, s'étaient emparés du pays des Allobroges à condition de défendre les passages des Alpes contre les Barbares du nord, et ils avaient fondé un royaume qui comprenait d'un

armes, des tentes; qu'il faut payer les congés qu'on obtient, et se racheter de la barbarie du centurion.

« Ce fut bien pis encore, lorsque Dioclétien eut créé une autre armée, celle des fonctionnaires civils.

« Jusqu'à lui il existait un pouvoir militaire, un pouvoir judiciaire trop souvent confondus. Il créa, ou du moins compléta le pouvoir administratif. Que l'on juge ce que fut cette institution, au milieu d'une société qui ne renouvelait pas incessamment la richesse par l'industrie. Voici comment Lactance peint cette lutte meurtrière entre le fisc affamé et la population impuissante. « Je ne sais combien d'emplois et d'employés fondirent sur chaque province, sur chaque ville, *magistri, rationales*, vicaires des préfets. Tous ces gens-là ne connaissaient que condamnation, proscription, exactions. Mais la calamité publique, le deuil universel, ce fut quand le fléau du cens ayant été lancé dans les provinces et dans les villes, les censitaires se répandirent partout, bouleversèrent tout; vous auriez dit une invasion ennemie, une ville prise d'assaut. On mesurait les champs par mottes de terres, on comptait les arbres, les pieds de vigne. On inscrivait les bêtes, on enregistrait les hommes. On n'entendait que les fouets, les cris de la torture, l'esclave fidèle était torturé contre son maître, la femme contre son mari, le fils contre son père; et faute de témoignage on les torturait pour déposer contre eux-mêmes; et quand ils cédaient, vaincus par la douleur, on écrivait ce qu'ils n'avaient pas dit. Point d'excuse pour la vieillesse ou la maladie, on apportait les malades, les infirmes. On estimait l'âge de chacun, on ajoutait des années aux enfants, on en ôtait aux vieillards; tout était plein de deuil et de consternation. Encore ne s'en rapportait-on pas à ces premiers agents; on en envoyait toujours d'autres pour trouver davantage, ceux-ci ne trouvant rien, mais ajoutant au hasard pour ne pas paraître inutiles. Cependant les animaux diminuaient, les hommes mouraient, et l'on n'en payait pas moins l'impôt pour les morts. » Sur qui retombaient tant d'exactions? sur les esclaves. On comprend dès-lors que tous les serfs, les colons des Gaules aient pris les armes sous le nom de Bagaudes. Si l'on veut se donner le spectacle d'une agonie de peuple, il faut parcourir l'effroyable code par lequel l'Empire essaie de retenir le citoyen dans la cité qui s'écroule sous lui. Aussi le peuple n'implorait que l'invasion des Barbares. Viennent donc les Barbares, la société antique est condamnée. Le long ouvrage de l'esclavage, de la dépopulation est près de son terme. »

côté l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, et de l'autre les pays enclavés entre le Rhin, les Alpes suisses et les montagnes d'Auvergne. Les Burgundes avaient été convertis par des missionnaires venus de Constantinople, au temps des triomphes de l'hérésie d'Arius, qui, en contestant la divinité de Jésus-Christ, détruisait la grandeur du Christianisme.

Les Visigoths occupaient l'Espagne et avaient conquis les pays situés entre le Rhône, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan et la Loire. Ils étaient aussi sectateurs d'Arius.

Les Armoricains, bornés au nord par la Seine, à l'ouest par l'Océan, l'étaient au sud par la Loire, à l'est par quelques provinces soumises encore aux Romains.

Rome ne possédait plus que les pays situés entre la Somme et la Seine, la première Belgique, une partie de la Sénonaise et du Berri, et les bords du Rhin étaient occupés par les Francs ripuaires.

Ainsi, l'état de la Gaule présentait le plus triste aspect : l'esclavage s'étendait sur la plus grande partie de la population ; les hommes abandonnaient les privilèges de l'administration romaine pour se faire esclaves, l'unité religieuse n'existait pas, l'unité politique était détruite ; et ces contrées, qui avaient vu naguère fleurir des écoles célèbres, étaient plongées dans les ténèbres de l'ignorance.

Nous trouvons sur les Visigoths, les Francs et les Burgundes, dans Sidoine Apollinaire (1), des vers qui servent à faire connaître les mœurs des Barbares à cette époque et leur profonde ignorance. « Je suis, dit-il, au milieu des peuples

(1) Sidoine Apollinaire était d'une famille illustre des Gaules, gouverneur de Clermont, puis élevé sur le siège épiscopal de cette ville en 472, et placé parmi les meilleurs poètes chrétiens.

chevelus, obligé d'entendre le langage du Germain, d'applaudir avec un visage sombre au chant du Bourguignon ivre, qui répand sur ses cheveux un beurre acide. Heureux vos yeux, heureuses vos oreilles, vous qui ne les voyez ni ne les entendez ! heureux votre odorat, qui ne respire pas dix fois le matin l'odeur empestée de l'ail et de l'oignon. » Léon, ministre d'Euric, roi des Visigoths, demanda au poète d'écrire l'histoire de ce prince ; Sidoine refusa, mais il nous a laissé des vers sur son séjour à Bordeaux et sur les différents peuples qu'il y avait vus. « Ici se présente le Saxon aux yeux d'azur ; ferme sur les flots, il chancelle sur la terre. Ici l'ancien Sicambre, à l'occiput tondu, rejetant en arrière, depuis qu'il est vaincu, ses cheveux renaissants sur son cou ; ici on voit l'Hérule, aux joues verdâtres, qui pénètre dans les retraites profondes de l'Océan, et dispute de couleur avec les algues. Ici le Bourguignon, haut de sept pieds, mendie la paix en fléchissant le genou. »

Les nations barbares n'étaient pas seulement ignorantes, elles méprisaient les sciences, les arts et la littérature. Le nom de Romain était devenu pour elles synonyme de *lâche*, et la mollesse et la corruption des mœurs des pays où Rome dominait encore leur paraissait la suite de l'instruction et de l'amour des lettres. « Lorsque nous voulons insulter un ennemi, dit Luitprandt, et lui donner un nom odieux, nous l'appelons *Romain*. Ce nom seul renferme tout ce qu'on peut imaginer de bassesse, de lâcheté, d'avarice, de débauche, de mensonge, enfin l'assemblage de tous les vices. » Les Barbares ne voulaient pas que leurs enfants fussent instruits dans les sciences, car, disaient-ils, les sciences tendent à corrompre, à énerver et à avilir leurs âmes. Celui qui s'est accoutumé à trem-

blier sous la férule d'un pédagogue, osera-t-il jamais regarder de sang-froid une lance ou une épée (1)? »

Pour se faire une idée des ravages exercés par les Barbares dans les Gaules, soixante ans avant l'entrée de Clovis, nous devons rapporter ces vers latins que Tillemont a traduits : « Quand l'Océan aurait inondé les Gaules, il n'y aurait point fait de si horribles dégâts que cette guerre. Si l'on nous a pris nos bestiaux, nos fruits et nos grains, si l'on a détruit nos vignes et nos oliviers, si nos maisons à la campagne ont été ruinées par le feu ou par l'eau, et si, ce qui est encore plus triste à voir, le peu qui en reste demeure désert et abandonné, tout cela n'est que la moindre partie de nos maux. Mais hélas ! depuis dix ans les Goths et les Vandales font de nous une horrible boucherie. Les châteaux bâtis sur les rochers, les bourgades situées sur les plus hautes montagnes, les villes environnées de rivières n'ont pu garantir les habitants de la fureur de ces Barbares, et l'on a été partout exposé aux dernières extrémités. « Se ruant sur nos pères, disait plus tard Théodoric, ils leur ravirent tout. Ils suspendirent leurs enfants aux arbres par le nerf de la cuisse. Ils firent mourir plus de deux cents jeunes filles d'une mort cruelle ; les unes furent attachées par les bras au cou des chevaux qui, pressés d'un aiguillon acéré, les mirent en pièces ; les autres furent étendues sur les ornières des chemins et clouées en terre avec des pieux ; des charrettes chargées passèrent sur elles, leurs os furent brisés, et on les donna en pâture aux corbeaux et aux chiens. »

Idace, témoin oculaire des ravages exercés par les Vandales, s'exprime ainsi : « Les Barbares détruisirent tout avec la plus

(1) Procope, *Guerre des Goths*.

grande férocité ; la peste vint ajouter ses horreurs à cette calamité ; la famine fut si générale , que les vivants furent obligés de se nourrir de cadavres. » Un auteur contemporain nous a laissé un récit effrayant des désastres causés par ces peuples : « Ils trouvèrent , dit-il , un pays bien cultivé , l'ornement de la terre , et qui jouissait d'une heureuse abondance. Ils y portèrent le fer et la flamme , aucun endroit de cette belle province n'échappa à leur rage destructive , tout fut dépeuplé , ravagé ; ils arrachèrent les vignes et détruisirent les arbres , afin que ceux qui s'étaient sauvés dans les cavernes et dans des montagnes inaccessibles ne pussent plus trouver de nourriture. Ils exercèrent sur les prisonniers des cruautés inouïes pour les obliger à découvrir leurs trésors ; plus ils en découvraient , plus ils voulaient en découvrir , et ils n'en devenaient que plus implacables. Ni la faiblesse de l'âge et du sexe , ni le rang , ni la noblesse , ni la sainteté du sacerdoce , ne pouvaient adoucir leur fureur ; plus au contraire les prisonniers étaient distingués , plus ils les accablaient d'outrages. Ils rasèrent tous les édifices publics qui avaient échappé à la violence des flammes , et ils laissèrent plusieurs villes sans un seul habitant. Lorsqu'ils s'approchaient d'une ville fortifiée que leurs troupes indisciplinées ne pouvaient réduire , ils rassemblaient un grand nombre de prisonniers , les passaient au fil de l'épée et les laissaient sans sépulture , afin que l'infection des cadavres forçât la garnison d'abandonner la place (1). »

(1) Ces dévastations ont été les mêmes dans tous les pays de l'Europe. Dans plusieurs des plus anciennes chartes qui subsistent aujourd'hui , les terrains qu'on accorde aux monastères ou aux particuliers sont distingués en terrains cultivés et habités , et en terrains déserts , *eremi*. On voit des exemples de terres accordées à des particuliers parce qu'ils en avaient prises dans le désert , *ab eremo* , et qu'ils les avaient ensuite peuplées et cultivées.

Un écrivain anglais a dit avec raison que ces invasions étaient un torrent qui croissait sans cesse et qui entraînait tout ce qui s'offrait sur son passage. Depuis la première irruption, on vit en moins de deux siècles des Barbares de noms et de races différentes, envahir successivement et ravager la France, la Pannonie, les Gaules, l'Espagne, l'Afrique, enfin l'Italie et Rome elle-même. Ainsi ce vaste édifice que la puissance romaine n'avait élevé qu'avec le secours des siècles, fut renversé dans ce court espace et détruit jusqu'en ses fondements.

La dévastation était partout. « Rien ne resta, dit un historien, après la défaite de Valens, dans les contrées qui s'étendent des murs de Constantinople au pied des Alpes Juliennes; les deux Thraces offraient au loin une solitude verte semée d'ossements blanchis. » « Les cités furent dévastées, les hommes égorgés, dit saint Jérôme, les quadrupèdes, les oiseaux et les poissons même disparurent, le sol se couvrit d'épaisses forêts. » Le pape Gélase, en 496, parle de la Toscane et d'autres provinces où l'espèce humaine a été presque anéantie; saint Ambroise des villes de Bologne, de Modène, de Reggio et de Plaisance, demeurées désertes, aussi bien que tout le pays qui les entourait.

Voilà ce qu'était l'Empire avant l'arrivée de Clovis. « Si l'on voulait fixer, a dit Robertson, la période où le genre humain fut le plus misérable, il faudrait nommer sans hésiter celle qui s'écoula depuis la [mort de Théodose jusqu'à l'établissement des Lombards en Italie (1). »

(1) Théodose mourut en 395. Le règne d'Alboin, en Lombardie, commença en 571; de sorte que ce période est de cent soixante-seize ans.

CHAPITRE II.

Invasion de Clovis. — Bataille de Soissons.

Les provinces qui n'avaient pas été conquises par les Barbares reconnaissaient encore pour empereur Zénon, le successeur de Léon sur le trône de l'Orient. Les empereurs Grecs n'avaient aucun moyen de défendre les Gaules ni d'en tirer de l'argent, aussi les abandonnèrent-ils à l'administration des hommes riches ou de famille sénatoriale, qui prenaient le titre de comtes de chaque cité. Ces comtes de l'Occident agissaient presque comme des souverains indépendants. *Ægidius*, comte de Soissons, était un des plus puissants d'entre les Gaulois, et il gouvernait au nom de l'Empire avec une sorte de souveraineté. Les Barbares étant maîtres de l'Italie, ce général ne dépendait que de Constantinople, et ne pouvait avoir de communication avec l'empereur, ni par terre, ni par la mer Méditerranée dont les Visigoths occupaient les rives. Il avait battu les Visigoths avec les peuples qui servaient souvent à la solde de Rome.

Syagrius, son fils, gouverna Soissons, Reims, Provins, Sens, Troyes, Châlons, Auxerre et leur territoire, pendant soixante dix ans, après la chute de l'empire (1). Les Francs

(1) Comme Romain, l'étude des belles-lettres et de la jurisprudence faisait partie de son éducation, dit Gibbon, mais il s'était attaché par hasard ou par politique à parler familièrement l'idiome des Germains. Les Barbares indépendants venaient en foule au tribunal d'un étranger qui possédait le rare talent d'expliquer dans leur langue les règles de la raison et de l'équité. L'activité et l'affabilité du juge le rendaient cher au peuple; c'est ainsi que Sidoine Apollinaire parle de *Syagrius*, qu'il nomme le Solon et l'Amphion des Barbares.

(GIBBON.)

étaient alors maîtres de Tournai, de Cambrai, de Téroüane et de Cologne. Dans chacune de ces villes, ils avaient un roi différent. Tous ces petits rois se disaient issus d'un Mérovée, Meer-Wigh, ou héros de la mer, dont l'existence demi-fabuleuse doit être plutôt rapportée à la première apparition des Francs, vers l'an 250, qu'au milieu du cinquième siècle, où on la fixe communément (4).

Parmi tous ces rois des Francs (2), on distinguait Clovis, qui régnait à Tournai. Il était fils de Childéric, chassé par ses sujets à cause du scandale de ses mœurs et rappelé plus tard (3). Les Francs Saliens étaient depuis longtemps établis sur les bords du Rhin, et en communication fréquente avec les Gaulois-Romains.

(1) Simonde de Sismondi.

(2) Quand on dit *Rex Francorum*, Roi des Francs, cela est d'une clarté évidente; un Roi des Francs est un chef des Francs. Quand on dit *Roi de France*, une tout autre idée, celle d'une situation politique plus moderne et bien autrement complexe se présente à l'esprit. On ne peut pas établir des rois de France dans un temps où la France actuelle était l'ennemie des rois Francs, loin de constituer leur royaume.

(3) En 1653, on a découvert le tombeau de Childéric à Tournai, et l'on y a trouvé des aigles d'or, un globe de cristal, un style avec des tablettes, des médailles de plusieurs empereurs, des lambeaux d'une étoffe de pourpre, une pierre gravée représentant un homme fort beau, portant les cheveux longs, séparés sur le front et rejetés en arrière, tenant un javelot de la main droite. Autour de la figure est le nom de Childéric en lettres romaines.

« La mort de Childéric, dit Gibbon, mit Clovis, dès l'âge de quinze ans, à la tête de la tribu des Francs-Saliens. Son royaume n'était composé que de l'île des Bataves et de l'ancien diocèse d'Arras et de Tournay. Au moment où Clovis reçut le baptême, le nombre de ses guerriers n'excédait pas celui de cinq mille. Les autres tribus de Francs qui habitaient les bords de l'Escaut, de la Meuse, de la Moselle et du Rhin, obéissaient à des rois indépendants de race mérovingienne, les égaux, les alliés et quelquefois les ennemis du prince salien; mais les Germains, soumis en temps de paix à la juridiction de leurs chefs héréditaires, étaient libres de suivre à la guerre le général dont la réputation et les succès leur semblaient mériter la préférence, et le mérite de Clovis entraîna bientôt sous ses drapeaux toute la confédération. (GIBBON.)

Dans une des lettres de Sidoine Apollinaire, on trouve le portrait d'un roi Franc : « Le jeune chef, dit-il, marchait à pied au milieu des siens ; son vêtement d'écarlate et de soie blanche était enrichi d'or ; sa chevelure et son teint avaient l'éclat de sa parure. Ses compagnons portaient pour chaussure des peaux de bête garnies de tous leurs poils ; leurs jambes et leurs genoux étaient nus ; les casques bigarrés de ces guerriers montaient très-haut, serraient les hanches et descendaient à peine au jarret ; les manches de ces casques ne dépassaient pas le coude. Par-dessous ce premier vêtement se voyait une saye (1) de couleur verte brodée d'écarlate , puis un manteau fourré retenu par une agrafe. Les épées de ces guerriers se suspendaient à un étroit ceinturon , et leurs armes leur servaient autant d'ornement que de défense ; ils tenaient dans la main droite des piques à deux crochets ou des haches à lancer ; leur bras gauche était caché par un bouclier aux limbes d'argent et à la bosse dorée. »

« Les chefs Francs , dit Agathias , portent une chevelure longue ; ils la partagent sur le front et la laissent tomber sur leurs épaules ; ils la font friser ; ils l'entretiennent avec de l'huile ; elle n'est point sale comme celle de quelques peuples , ni tressée en petites nattes , comme celle des Goths. Les simples Francs ont les cheveux coupés en rond , et il ne leur est pas permis de les laisser croître. »

Clovis (Chlod-Wigh) (2) proposa aux guerriers de Tournai ,

(1) La saye était une pièce d'étoffe carrée qui couvrait les épaules et s'agrafait sur la poitrine.

(2) Voici les règles que M. Augustin Thierry donne pour la prononciation des mots tudesques :

1° La lettre *c*, à cause de son double son , doit être remplacée par un *k*.

2° *Ch*, à cause du son qu'on lui donne en français , doit être remplacé par *h* lorsqu'il

de la tribu des Saliens, de s'emparer des richesses des Romains et de s'établir dans les Gaules. Trois ou quatre mille guerriers seulement levèrent la francisque (la hache d'armes), et déclarèrent qu'ils étaient prêts à le suivre. Clovis avait alors vingt ans.

Alaric venait de succéder à Euric son père (1), roi des Visigoths; et les rois des Bourguignons, Gondebaud et Godegisile, régnaient sans contestation après avoir fait périr leurs frères. Odoacre, qui avait renversé Augustule, était roi de cette Italie dont Théodoric le chassa bientôt après.

Ce fut en ce temps que Clovis passa le Rhin à Cologne pour faire disparaître les derniers vestiges de la domination romaine dans les Gaules, et fonder la monarchie française. Il n'y eut

se trouve devant une voyelle. Hilderick, Hildebert, Haribert; quelquefois cependant on devra lui substituer le *kk*: Riklid, ou le *k* simple: Ankinbald. On devra le conserver comme signe d'aspiration devant les consonnes; les *r* au commencement des mots: Chlodowig, Chlodowir. Chlotilde, à moins qu'on n'écrive comme les Francs: *Hlodowig*, *Hlodowir*, *Hlotilde*.

3° Le *g* devant l'*e* et l'*i* doit, pour retrouver son ancienne consonnance, être remplacé par *gh*: Sighebert, Sighwald, Sighismond, etc.

4° L'*u*, voyelle ou consonne, suivi d'un *i*, d'un *e* ou d'un *a*, doit être remplacé par le *w*: Chlodowigh, Merowig, Galeswinthe.

5° On doit conserver la syllabe *bald* et ne pas la remplacer par *bawd*: Théodebald, Gondebald, Baldwin, etc. De même qu'on ne dit plus Mahaut pour Mathilde, il faut écrire *Brunchilde* et non *Brunchaut*.

6° Enfin l'on doit supprimer la terminaison *atre*, qui est anti-germanique, et la remplacer par *her*: Clother, Lothar, Raghenher, Fredegher.

Ceci est bon à savoir; mais ce n'est pas une raison pour changer les noms connus, il faudrait alors appeler Homère, Omeros; Virgile, Virgilius; Caton, Cato; Jules César, Julius Caesar; Pompée, Pompeius.

(1) Le hasard a souvent décidé du sort des nations, et la France peut attribuer sa gloire à la mort prématurée du roi des Goths (Euric) (*), qui laissait pour successeur son fils Alaric, alors dans l'enfance, et pour adversaire Clovis, jeune prince rempli de valeur et d'ambition.

(GIBBON.)

(*) Odoacre, roi d'Italie, avait abandonné à Euric toutes les conquêtes des Romains au-delà des Alpes jusqu'au Rhin et à l'Océan.

alors , à proprement parler, ni usurpation ni conquête. Le pouvoir qui allait s'établir n'en déplaçait aucun. Le gouvernement romain était réduit à un Comte de l'Empire sans droit et sans autorité.

Clovis , après avoir passé le Rhin , traverse la forêt des Ardennes et vient mettre le siège devant Soissons (1), où Syagrius, fils d'Ægidius , général des armées romaines dans les Gaules , avait établi le siège de son gouvernement. Le roi Franc envoie défier le général gaulois au combat. Syagrius reçoit le défi , et les deux armées se rangent en bataille. Quand l'invasion d'Attila fut repoussée par Aëtius , les Francs et les Visigoths , dont cette grande victoire fut l'ouvrage , combattirent dans les champs catalauniques , pour le maintien de leurs conquêtes , et ce fut le courage des Barbares , et non les armées romaines , qui repoussa le roi des Huns. Mais , dans l'armée de Syagrius , les Barbares étaient des mercenaires combattant pour des maîtres qu'ils méprisaient. Depuis longtemps les armes défensives des légions étaient trop lourdes pour les bras énervés d'hommes, Romains seulement de nom. L'infanterie romaine n'était plus , et à des guerriers sans vigueur il fallait des chevaux pour les porter au combat. Le despotisme jaloux ne permettait pas aux populations d'avoir des armes. Courbées sous l'oppression , elles étaient con-

(1) Dès le temps de César , Soissons aurait pu fournir cinquante mille cavaliers , et ses trois arsenaux ou manufactures les auraient abondamment fournis de boucliers , de cuirasses et de tous les objets d'armement ; mais la jeunesse gauloise , réduite depuis longtemps à un petit nombre , ne possédait plus son ancienne valeur , et les bandes indisciplinées , volontaires ou mercenaires qui suivirent les drapeaux de Syagrius , étaient incapables de résister au courage national des Francs. Les trois fabriques de Soissons étaient Soutaria , Balistoria et Clinaboria. La dernière fournissait l'armure complète des cuirassiers.

damnées à assister en silence à la lutte des Francs contre leurs oppresseurs. Au contraire, les Francs étaient une nation armée, et cette nation n'était composée que d'hommes libres. Leur chef n'agissait qu'avec leur concours, et les fruits de la victoire étaient partagés entre tous. La bataille ne fut pas douteuse un moment. Syagrius s'enfuit chez Alaric, qui le livra au vainqueur (1).

Toutes les villes de la seconde Belgique se soumirent aux Romains. Les Parisiens auxquels les premières conquêtes des Francs avaient fait éprouver une longue disette dont ils ne furent soulagés que par le courage de sainte Geneviève, ouvrirent leurs portes aux Francs (2).

CHAPITRE III.

Mariage de Clovis. — Bataille de Tolbiac. — Sa conversion.

Nous avons été obligés de rapporter succinctement ce qui est relatif à l'expédition de Clovis dans les Gaules et à la bataille de Soissons, parce que les monuments historiques de cette

(1) M. Biet, dans une dissertation qui mérita le prix de l'Académie de Soissons, a soigneusement décrit l'état et l'étendue de la domination de Syagrius et de son père Ægidius. Il a marqué avec exactitude le lieu de la bataille; elle se donna à Nogent, abbaye de bénédictins éloignée de Soissons d'environ dix milles vers le nord. Le champ de bataille était environné par un cercle de sépultures palennes, et Clovis fit présent à l'église de Reims des terres de Leuilly et de Coucy, situées dans le voisinage.

(2) Les Gaulois conservèrent longtemps le nom de Romains sous la domination des Barbares, et c'est par là qu'on les distinguait de ceux-ci. Romain de naissance, Franc de naissance, lit-on souvent dans nos anciens historiens. Ils ne le perdirent qu'insensiblement, lorsque, par leur habitation et leurs alliances avec les Barbares, ils vinrent à être presque entièrement confondus avec eux. D'ailleurs, ils s'empressèrent eux-mêmes de le quitter. Ce nom autrefois si glorieux, et l'objet de l'ambition des rois, était devenu l'objet du mépris et la risée des conquérants des Gaules, qui s'honoraient du nom de Barbares qu'on leur donnait communément et qu'ils se donnaient eux-mêmes.

époque manquent entièrement ; mais, à dater de la victoire de Clovis, Grégoire de Tours nous offre des détails intéressants sur la vie et la politique de ce prince, et la naïveté de son langage donne du prix à sa narration. Nous imiterons donc nos devanciers, en faisant connaître les événements de ces temps reculés d'après ses récits.

C'est Grégoire de Tours qui nous a transmis tout ce que nous savons sur les origines de la monarchie française. Il a donné à son livre le titre d'*Histoire ecclésiastique des Francs*, titre qui rend parfaitement la situation de la société à cette époque. Le clergé et les Francs participaient seuls au gouvernement ; vivant seuls de la vie politique, seuls ils pouvaient avoir une histoire. Le reste de la population végétait misérablement. C'est à un évêque que nous devons l'histoire de ce temps. Les Germains étaient trop ignorants pour écrire, les Romains ne pouvaient vouloir constater eux-mêmes leur honte. Le clergé était un témoin impartial (1).

« Dans le même temps, beaucoup d'églises furent pillées par l'armée de Clovis, dont l'esprit était encore aveuglé par les erreurs du paganisme. On avait enlevé d'une église un vase d'une grandeur et d'une beauté remarquables avec les autres ornements du saint ministère. L'évêque envoya des messagers

(1) A l'aspect de leur pays ravagé, de leurs monuments détruits, tout sentiment un peu élevé, toute idée un peu étendue s'évanouit pour les Gaulois romains, tout intérêt pour le passé ou l'avenir cessa ; ceux qui étaient vieux et usés crurent à la fin du monde ; ceux qui étaient jeunes et actifs prirent parti les uns dans l'Eglise, les autres parmi les Barbares eux-mêmes. Le clergé, confiant en ses croyances et investi de quelque force, continua de mettre un grand prix à ses souvenirs, à ses espérances, et, comme il avait des pensées qui ne se renfermaient pas dans le présent, seul il prit plaisir à raconter à d'autres générations ce qui se passait sous ses yeux. (*Collection des Mémoires.*)

au roi , pour lui demander que , si son église ne pouvait recouvrer les autres vases , on lui rendit au moins celui-là. Le roi répond en ces termes à l'envoyé : « Suis-nous jusqu'à Soissons , c'est là qu'on partage le butin ; si le sort fait tomber ce vase dans mes mains , je ferai ce que le pontife me demande. » A son arrivée à Soissons , on rassembla tout le butin , et le roi dit en montrant le vase : « Je vous prie , mes braves compagnons , de m'accorder , outre ma part , ce vase que voilà. » A ces paroles les plus sensés répondirent : « Glorieux roi , tout ce que nous voyons ici vous appartient , nous sommes nous-mêmes soumis à votre pouvoir ; faites donc ce que bon vous semblera , personne ne peut vous résister. » Lorsqu'ils eurent tenu ce langage , un des soldats de Clovis , léger , jaloux et vain , ayant déchargé sur le vase un coup de sa hache à deux tranchants , dit en élevant la voix : « Vous ne recevrez que ce que le sort vous accordera. » Ces mots frappèrent tous les guerriers de stupeur , le roi dissimula sa colère sous un grand calme ; et ayant reçu le vase , il le rendit au messager de l'évêque , gardant en lui-même un profond ressentiment (1). Une année s'étant écoulée , il fait assembler l'armée dans tout son appareil militaire , afin que chacun montre , dans le Champ-de-Mars , l'éclat de ses armes. Après avoir passé tous ses soldats en revue , il arrive à celui qui avait frappé le vase , et lui dit : Aucun guerrier n'a des armes si mal tenues que les tiennes :

(1) Lorsque les Francs , les Bourguignons et les Goths faisaient leurs invasions , ils prenaient l'or , l'argent , les meubles , les vêtements , les hommes , les femmes , les garçons dont l'armée pouvait se charger. Le tout se rapportait en commun , et l'armée le partageait. Le corps entier de l'histoire prouve qu'après le premier établissement , c'est-à-dire après les premiers ravages , ils reçurent à composition les habitants et leur laissèrent tous les droits politiques et civils. C'était le droit des gens de ce temps-là. On enlevait tout dans la guerre , on accordait tout dans la paix. (MONTESQUIEU.)

ta lance, ton glaive, ta hache, rien n'est en bon état ; » et à l'instant il saisit la hache et la jette à terre. Le soldat s'incline pour la ramasser ; mais le roi, élevant les mains, lui fend la tête d'un coup de sa hache. « Voilà, dit-il, ce que tu as fait dans Soissons au vase. » Après cette mort, il fait retirer son armée, inspirant par cette action une grande crainte à ses soldats. Il fit beaucoup de guerres et remporta de nombreuses victoires (1). »

(1) Les historiens ont remarqué, avec raison, que les habitants des Gaules n'opposèrent aucune résistance aux invasions des Barbares.

Il n'est pas inutile de rechercher et de juger les principales causes de cette inertie, qu'on pourrait appeler une désertion coupable, si aucune circonstance ne l'excusait.

Quelques-unes de celles qui ont pu amener ce découragement funeste auront été déjà remarquées :

1° La sorte de servitude qui retenait le citoyen attaché à la curie, comme le serf le fut depuis à la glebe ; l'obligation de remplir des devoirs pénibles et onéreux, ou d'être puni par la perte de sa fortune ; la prohibition de vendre ses domaines ou de s'absentier sans autorisation, avaient sans doute rendu très-pénible la condition des propriétaires que leur fortune ou leur naissance plaçait parmi les curiales.

2° Les vexations des agents du fisc ou des officiers de l'Empire, le taux exorbitant des impôts, et la manière plus injuste encore de les exiger, avaient ruiné à la fois le commerce et l'agriculture ; et l'avidité imprévoyance de diverses lois, par lesquelles le gouvernement croyait remédier au mal, ne faisait que l'aggraver.

3° Les brigandages et la révolte des Gaulois pauvres, réduits à un état malheureux et insupportable, suscitaient des guerres intestines, qui ajoutaient encore à tant de désastres. Voilà des causes majeures et terribles de la dissolution des empires ; et il faut y ajouter le désespoir qui saisit les habitants des Gaules, lorsque Stilicon appela tout-à-coup en Italie les trois seules légions qui pouvaient les défendre, et leur donner l'exemple de résister à l'ennemi.

Les habitants des Gaules restèrent ainsi abandonnés aux périls de l'invasion ; n'espérant plus de prospérité publique ni privée, qu'avaient-ils à redouter dans un changement de tyrans et d'infortune ?

Après l'indication de ces causes déjà remarquées, je révélerai ici une erreur profonde du gouvernement impérial, je dénoncerai un principe tyrannique dont les funestes effets auraient suffi pour livrer l'Empire romain aux invasions des étrangers.

Le grand malheur des habitants des Gaules, et peut-être de tout l'Empire romain, fut de ne pouvoir franchir cette barrière insurmontable, posée par la loi et par un gouvernement ombrageux, entre l'exercice des droits municipaux, entre les devoirs de la curie, et le droit et le devoir honorable de défendre et de venger la patrie.

La dixième année de son règne, Clovis agrandit ses conquêtes vers l'Est en s'emparant de la Tongrie (diocèse de Liège). Le roi des Bourguignons, Gondeuch, de la race du roi persécuteur Athanaric, avait laissé quatre fils : Gondebaud, Godegésile, Chilpéric et Godemar. Gondebaud tua son frère

Il était interdit au citoyen de la curie d'être soldat ; combattre pour sauver l'Empire ou la patrie était un privilège qu'une fausse politique avait affecté à une classe de citoyens et refusé à l'autre. Dès-lors la plus grande partie de la population ne fut plus que l'enjeu des combats livrés entre les étrangers et les légions romaines. Les habitants, les propriétaires restaient spectateurs inquiets d'une guerre dont le résultat se bornait pour eux à conserver les tyrans militaires auxquels ils étaient habitués, ou à essayer des tyrans étrangers.

Si, au lieu de confier aux seules légions ou à quelques troupes mercenaires le privilège exclusif de défendre la patrie, les empereurs avaient accordé à tous les citoyens romains le droit et l'honneur de s'armer pour elle, si les curies avaient pu se transformer en milices nationales, j'ose croire qu'elles auraient rempli avec zèle et dévouement ce précieux devoir ; j'ose croire que les mêmes hommes qui avaient le courage civil d'accuser dans l'assemblée des Gaules et de dénoncer devant l'empereur, un préfet du prétoire, auraient eu le courage guerrier de défendre et leur patrie et leur famille, et eux-mêmes et leurs possessions contre l'invasion des Barbares ; sans doute, la chute de l'Empire eût été longtemps retardée, ou du moins elle n'eût pas été si ignominieuse.

Dirai-je que la même cause amena et facilita l'expulsion des Goths établis en Italie ? Ils avaient gardé pour eux seuls les soins, les périls de la guerre, et abandonné l'administration aux anciens habitants ; ceux-ci ne prirent et ne purent prendre aucune part aux efforts que firent les Goths pour défendre leur conquête.

C'était la prudence habilement tyrannique de Mécène, qui, alarmant le triumvir Octave, devenu le maître du monde, lui avait conseillé de se méfier des Romains auxquels il ravissait la liberté ; les sujets de l'empereur ne devaient plus toucher aux armes victorieuses qui avaient conquis l'Empire à Rome.

Dion rapporte le discours de Mécène :

« Si nous permettons l'usage des armes et l'exercice de l'art militaire aux citoyens qui sont d'un âge propre à la guerre, ils exciteront toujours des séditions et des querelles intestines..... Je pense donc qu'il faut enrôler pour les combats et exercer à la discipline guerrière les hommes les plus vigoureux, qui n'ont pas de quoi suffire à leurs besoins, et exclure tous les autres citoyens de la profession des armes et des emplois militaires.

« L'avis de Mécène prévalut. »

Hérodien dit aussi : « Auguste ayant changé la forme du gouvernement, désarma les citoyens et les condamna à languir dans le repos. »

et noya son épouse après lui avoir attaché une pierre au cou. Il condamna ses deux filles à l'exil ; la plus jeune s'appelait Clotilde ; l'aînée, du nom de Chrona, prit l'habit de religieuse. Clovis envoyait souvent des députés chez les Burgundes ; la jeune Clotilde fut rencontrée par eux. Voyant sa beauté et sa sagesse, et apprenant qu'elle était de sang royal, ils en parlèrent à Clovis. Le roi ne pouvant résister aux Visigoths qu'en s'appuyant sur les Burgundes, envoya à Gondebaud demander Clotilde en mariage : Gondebaud, n'osant refuser, la livra à ses envoyés, qui la conduisirent promptement au roi. Transporté de joie à sa vue, Clovis devint son époux. Il avait déjà eu, d'une autre femme, un fils nommé Théodoric. Clotilde était très-belle.

Voici sur ce mariage un ancien récit que Frédégaire (1) a conservé :

« Le gaulois Aurélien, déguisé en mendiant, portant sur

Une loi expresse ne permettait d'avoir dans les maisons, dans les campagnes, que les armes nécessaires pour la chasse ou pour le voyage.

L'an 440, Genseric, sorti du port de Carthage avec une flotte très-considérable, menaçait les côtes maritimes de l'Empire.

Le péril et la crainte dictèrent aux empereurs Valentinien et Théodose, un édit qui fut intitulé : *le Droit des armes rendu*.

Les peuples entendirent un langage nouveau. Le gouvernement reconnaissait que tous devaient exécuter ce qui devait être profitable à tous.

« Si l'ennemi débarque, disait-il, défendez contre lui vos personnes et vos biens ; armez-vous de la manière que vous le pourrez. »

Cette loi de circonstance ne produisit aucun effet heureux ; et elle est restée comme une nouvelle preuve que les citoyens étaient ordinairement privés du droit si naturel de combattre pour la patrie. La mesure ne concernait que les débarquements imprévus de la flotte de Genseric ; mais se prémunir dans les cités des Gaulois contre les hordes du Nord, eût été une sorte de conspiration ; combattre et arrêter les Barbares, eût été un attentat politique, qui, peut-être n'eût pas été absous par la victoire. (RAYN.)

(1) Le plus ancien historien français depuis Grégoire de Tours. Il composa, par ordre de Childebrand, frère de Charles-Martel, une Chronique qu'on trouve dans le *Recueil des Histoires de France*.

son dos une besace au bout d'un bâton, est chargé du message : il devait remettre à Clotilde un anneau que lui envoyait Clovis, afin qu'elle eût foi dans les paroles du messager. Aurélien, arrivé à la porte de la ville (Genève), y trouva Clotilde assise avec sa sœur Sadehleuba : les deux sœurs exerçaient l'hospitalité envers les voyageurs, car elles étaient chrétiennes. Clotilde s'empresse de laver les pieds d'Aurélien. Celui-ci se penche vers elle et lui dit tout bas : « Maitresse, « j'ai une grande nouvelle à t'annoncer, si tu me veux confier dans un lieu où je puisse te parler en secret. » — « Parle, lui répond Clotilde. » Aurélien dit : « Clovis, roi des « Francs, m'envoie vers toi ; si c'est la volonté de Dieu, il « désire vivement t'épouser, et, pour que tu me croies, « voilà son anneau. »

Clotilde l'accepte, et une grande joie brille sur son visage ; elle dit au voyageur :

« Prends ces cent sous d'or pour récompense de ta peine, « avec mon anneau. Retourne vers ton maître ; dis-lui que « s'il me veut épouser, il envoie promptement des ambassadeurs à mon oncle Gondebaud. »

Aurélien part ; il s'endort sur le chemin ; un mendiant lui vole sa besace, dans laquelle était l'anneau de Clotilde ; le mendiant est pris, battu de verges, et l'anneau retrouvé. Clovis dépêche des ambassadeurs à Gondebaud, qui n'ose refuser Clotilde. Les ambassadeurs présentent un sou et un denier, selon l'usage, fiancent Clotilde au nom de Clovis et l'emmènent dans une litière. Clotilde trouve qu'on ne va pas assez vite ; elle craint d'être poursuivie par Aridius, son ennemi, qui peut faire changer Gondebaud de résolution. Elle saute sur un cheval, et la troupe franchit les collines et les vallées.

Aridius, sur ces entrefaites, étant revenu de Marseille à Genève, remontre à Gondebaud qu'il a égorgé son frère Chilpéric, père de Clotilde; qu'il a fait attacher une pierre au cou de sa mère, et l'a précipitée dans un puits; qu'il a fait jeter dans le même puits les têtes des deux frères de Clotilde; que Clotilde ne manquera pas d'accourir se venger, secondée de toute la puissance des Francs. Gondebaud, effrayé, envoie à la poursuite de Clotilde; mais celle-ci, prévoyant ce qui devait arriver, avait ordonné d'incendier et de ravager douze lieues de pays derrière elle. Clotilde sauvée s'écrie : « Je te rends
« grâces, Dieu tout-puissant, de voir le commencement de la
« vengeance que je devais à mes parents et à mes frères! »
Reprenons le récit de Grégoire de Tours :

« Clovis eut de la reine Clotilde un fils premier né. Sa mère voulant lui faire donner le baptême, disait sans cesse à son époux : « Les dieux que tu adores ne sont rien, ils ne peuvent rien ni pour eux ni pour les autres, car ils sont faits de pierre, de bois ou de métal. Les noms que tu leur as donnés sont des noms d'hommes, et non de dieux. Comme Saturne, qui, craignant d'être détrôné par son fils, prit la fuite; comme Jupiter, qui s'est souillé de tous les crimes, qui a déshonoré tant d'hommes, et qui n'a pas craint de déshonorer les femmes de sa famille et de vivre avec sa propre sœur, puisqu'elle dit elle-même :

Je suis de Jupiter et la femme et la sœur.

qu'ont pu Mars et Mercure, qui ont plutôt possédé l'art de la magie que la puissance divine? Ne doit-on pas plutôt rendre ses hommages à celui qui a créé de rien et d'une seule parole le ciel, la terre, la mer, et tout ce qu'ils renferment; qui

a fait briller le soleil, orné le firmament d'étoiles, peuplé les eaux de poissons, la terre d'animaux et les airs d'oiseaux, et dont la puissance couvre la terre de moissons, suspend les fruits aux arbres et les raisins à la vigne, dont la main a formé le genre humain, et qui dans sa libéralité a voulu que l'homme soumit à son empire toutes les créatures? Mais ces paroles de la reine ne pouvaient dissiper les doutes de Clovis, qui répétait sans cesse : « C'est par l'ordre de nos dieux que toutes choses sont créées et produites : il est évident que votre Dieu ne peut rien, bien plus, rien ne prouve qu'il soit de la race des dieux. » Sur ces entrefaites, la reine présenta son fils au baptême, elle fit orner l'église de voiles et de tapis, pour que cette pompe gagnât plus facilement à la foi Clovis, qui restait insensible à toutes les exhortations.

« L'enfant, baptisé sous le nom d'Ingomer, mourut dans les jours qui suivirent son baptême. Le roi, fort aigri par cette perte, faisait de vifs reproches à la reine : « Mon enfant, disait-il, vivrait encore, s'il avait été consacré au nom de mes dieux, mais comme il a été baptisé au nom de votre Dieu, il n'a pu vivre. » La reine répondait à ces paroles : « Je rends grâces au Dieu puissant, créateur de toutes choses, de m'avoir jugée digne de voir le fruit de mes entrailles admis dans son royaume. La douleur de cette perte ne peut m'accabler, car je sais que les enfants enlevés de ce monde après le baptême jouissent de la vue de Dieu. » La reine mit au monde un autre fils, qui reçut au baptême le nom de Clodomir ; et comme il tomba malade, le roi disait : « Cet enfant éprouvera le même sort que son frère ; baptisé au nom de votre Christ, il ne peut que mourir aussitôt. » Mais grâce aux prières de Clotilde, l'enfant recouvra la santé.

« Cependant la reine ne cessait de presser le roi de reconnaître le vrai Dieu et d'abandonner le culte des idoles ; mais rien ne pouvait l'engager à y croire jusqu'à ce qu'enfin , dans une guerre contre les Allemands , sa volonté opiniâtre et rebelle céda devant la nécessité.

« Les Allemands , sortis de la Germanie et établis dans l'Alsace et la Lorraine , avaient attaqué à Cologne les Francs ripuaires , alliés de Clovis , qui courut à leur rencontre (1). Les deux armées en étant venues aux mains , se livraient un combat acharné ; l'armée de Clovis allait être taillée en pièces. A la vue du danger , il lève ses yeux vers le ciel , et fondant en larmes , ils s'exprime ainsi : « Jésus-Christ , que Clotilde prétend être fils du Dieu vivant , toi qui viens , dit-on , au secours de ceux qui sont dans le danger , et qui accordes la victoire à ceux qui espèrent en toi , j'implore avec sincérité ton glorieux appui. Si tu me donnes la victoire sur mes ennemis , si j'éprouve l'effet de ce pouvoir que le peuple dit avoir éprouvé lui-même , je croirai en toi , et me ferai baptiser en ton nom. J'ai invoqué mes dieux ; mais , comme je le vois , ils sont sourds à mes prières , ce qui me fait croire qu'ils n'ont aucun pouvoir ,

(1) On a mal à propos attribué l'origine du nom des Allemands à leur établissement imaginaire sur les bords du lac Léman. Cette heureuse terre , depuis le lac jusqu'à Avenèle et au mont Jura , était occupée par les Bourguignons. Les féroces Allemands avaient , à la vérité , envahi la partie septentrionale de l'Helvétie et avaient détruit de leurs propres mains le fruit de leur conquête. Une province embellie et civilisée par les Romains redevint déserte et sauvage. On aperçoit encore dans la fertile vallée de l'Aar quelques vestiges de l'importante ville de Vindonèse. Depuis les sources du Rhin jusqu'à son confluent avec le Mein et la Moselle , les formidables es-saims allemands occupaient les deux bords du fleuve , par le droit de possession ancienne ou de victoire récente. Ils s'étaient répandus dans les provinces connues aujourd'hui sous le nom d'Alsace et de Lorraine , et l'invasion du royaume de Cologne appela les Francs-Saliens au secours de ses alliés les Francs-Ripuaires. (GIBBON.)

eux qui ne secourent pas ceux qui leur obéissent. Que j'échappe seulement à mes ennemis ! » Pendant qu'il parlait, les Allemands commençaient à prendre la fuite. La mort de leur roi achève de les abattre ; ils se rendent à Clovis et lui disent : « Cesse de faire périr notre peuple, nous sommes à toi. » Après le combat, Clovis harangue l'armée, revient avec la paix et raconte à la reine comment, par l'invocation du Christ, il a remporté la victoire. Clovis s'empara des territoires de la Gaule occupés par les Allemands, et cette fière nation, toujours invincible aux armes des Romains, ou rebelle à leur pouvoir, se soumit au roi mérovingien. Après la conquête des provinces occidentales, les Francs conservèrent seuls leur ancien établissement au-delà du Rhin. Ils conquièrent et civilisèrent peu à peu un pays épuisé jusqu'à l'Elbe et aux montagnes de la Bohême, et la soumission de la Germanie assura la paix de l'Europe. Cela se passait la quinzième année du règne de Clovis.

« Alors la reine fit venir en secret saint Remi, évêque de Reims, le priant de faire entrer dans le cœur de Clovis des paroles de salut. Le pontife commença à l'engager peu à peu à croire au Dieu créateur du ciel et de la terre, et à quitter les idoles, qui ne peuvent rien ni pour elles ni pour les autres. Clovis lui répondit : « Je vous écouterai volontiers, très-saint Père, mais il reste une difficulté, le peuple qui me suit ne veut point renoncer au culte de ses dieux ; je vais cependant lui parler dans le sens de vos paroles. » Etant venu au milieu des siens, avant même d'avoir ouvert la bouche, car la puissance divine se faisait déjà sentir, tout le peuple s'écria : « O roi, nous abandonnons les dieux mortels ; c'est le Dieu immortel annoncé par Remi que nous sommes prêts à servir. »

« On annonce cette nouvelle à l'évêque , qui , transporté de joie , fait préparer les fonts sacrés. Les rues sont ombragées de toiles peintes , les églises sont ornées de tentures ; le baptistère est disposé , on répand des parfums , des cierges brillent de toute part ; tout le temple est rempli d'une odeur divine , et Dieu accorde une telle grâce aux assistants , qu'ils se croient transportés tout-à-coup au milieu des parfums du paradis. Le roi le premier demande le baptême au pontife. Il s'avance , nouveau Constantin , vers le bain qui doit laver les taches de sa vie passée. Le saint lui dit alors , d'une bouche éloquente : « Courbe humblement ta tête , fier Sicambre ; adore ce que tu as brûlé , brûle ce que tu as adoré ! » Saint Remi était un évêque d'une science remarquable , connaissant parfaitement la rhétorique , et si célèbre par sa sainteté , qu'on l'égalait à saint Sylvestre. Le roi ayant donc confessé un Dieu tout-puissant dans la Trinité , fut baptisé au nom du Père , du Fils et du Saint-Esprit , et oint du saint Chrême avec le signe de la croix. Plus de trois mille personnes de son armée furent baptisées. Sa sœur Alboflède reçut le baptême et mourut bientôt après ; et comme le roi était affligé de cette perte , saint Remi lui écrivit une lettre de consolation dont voici le commencement : « Je suis affligé , vivement affligé , du sujet qui cause votre tristesse : la mort de votre sœur Alboflède. Mais nous pouvons nous en consoler , elle est sortie de ce monde plus digne d'envie que de larmes. » Une autre sœur du roi , du nom de Lantechilde , se convertit aussi ; elle était tombée dans l'hérésie des Ariens. Elle confessa le Fils et le Saint-Esprit égaux au Père , et reçut le saint Chrême (1). »

(1) Il est certain que saint Remi ajouta à la cérémonie du baptême celle du sacre , et

Le pape écrivit alors à Clovis et l'exhorta à être désormais une colonne d'airain pour l'Eglise; il l'appela son glorieux et illustre fils. Le roi des Francs reçut aussi une lettre d'Avitus, évêque de Vienne, un des plus illustres prélats de la Burgundie(1). « La divine Providence, disait Avitus, vous a donné pour arbitre à notre siècle, en choisissant pour vous la vraie croyance; vous décidez pour tous, votre foi est notre victoire... Quoique je n'aie pas assisté corporellement aux pompes de votre régénération, j'ai participé aux joies de ce grand jour; grâce à la bonté divine, nos contrées avaient appris l'heureuse nouvelle avant que votre baptême fût accompli; notre anxiété avait disparu, et la nuit sainte de la Nativité nous a trouvés sûrs de vous! Nous suivions en esprit toutes les cérémonies; nous voyions la troupe des pontifes répandre sur vos membres les ondes vivifiantes; nous voyions cette tête redoutée des nations se courber devant les serviteurs de Dieu; ces cheveux, toujours sous le casque, revêtir l'armure de l'onction sainte, et ce corps purifié déposer la cuirasse de fer pour briller sous la robe blanche du nouveau chrétien. Ce léger vêtement fera plus

qu'il oignit Clovis d'une huile bénite; mais il n'a été question de la fiole de la fable apportée du ciel par une colombe blanche, la Sainte-Ampoule, que trois cent soixante ans après. Cette fiole a été brisée en 1794. Pluche croit que cette fiole a été trouvée dans le tombeau de saint Remi. M. Valkenaër la croit plus ancienne encore; elle ressemble à une de ces fioles que l'on trouve fréquemment dans les tombeaux romains, auxquelles on a donné le nom de *lacrymatoires*, mais qui paraissent plutôt avoir servi à contenir les baumes destinés à arroser les cendres des morts.

(1) Sous l'empire des Romains, dit Gibbon, l'étendue de la juridiction des évêques, leur caractère sacré, leur office inamovible, leurs nombreux subordonnés, leur éloquence populaire et leurs assemblées provinciales, les rendaient très-considérables, et l'on peut attribuer en quelque façon l'établissement de la monarchie française à l'alliance de cent prélats qui commandaient dans les villes révoltées ou indépendantes de la Gaule.

pour vous qu'une impénétrable armure ! Poursuivez vos triomphes ; désormais partout où vous combattez, nous sommes victorieux (1). » Frédégaire raconte que Clovis étant encore catéchumène, écoutait la lecture de l'Evangile que lui faisait saint Remi. Quand le prélat vint à raconter comment Jésus-Christ avait été livré aux bourreaux, Clovis entra en fureur : « Que n'étais-je là avec mes Francs, s'écria-t-il, j'aurais promptement vengé son injure ! »

Parmi les Allemands vaincus, les uns se réfugièrent dans la Norique et la Rhétie, sous la protection de Théodoric, roi des Ostrogoths, en Italie; les autres supplièrent Clovis de les admettre au rang de ses sujets. C'est alors que les Armoriques (2), c'est-à-dire les cités maritimes voisines de l'Océan et d'autres contrées près de la Loire, confédérées auparavant pour la liberté, se réunirent à lui. Voici comment Procope, auteur presque contemporain, parle de cet événement : « Les Armoriques ou Arboriques, limitrophes des Francs et soumis aux Romains avec le reste de la Gaule, essayèrent pendant longtemps une rude guerre de la part des Francs, qui prétendaient les assujettir. La belle et opiniâtre défense des Armoriques ayant rendu la force inutile, les Francs eurent recours aux négociations, et invitèrent ces peuples à s'unir à eux par un traité d'amitié et par des mariages. Les Armoriques y consen-

(1) On peut suivre et admirer la véritable influence du christianisme dans les effets salutaires quoique imparfaits qu'il produisit sur les Barbares du nord. La religion de Constantin rompit la violence de la chute de l'Empire en adoucissant la férocité des conquérants.

(GIBBON.)

(2) Le nom d'Armorique paraît restreint, dans ce siècle, aux cités qui se confédérèrent. La partie ouest prit à cette époque le nom de Bretagne à cause des habitants de la Grande-Bretagne forcés de s'y réfugier; mais l'Armorique (*Tractus armoricanus*) comprenait, dans les derniers temps de la puissance romaine, cinq grandes provinces des Gaules.

tirent, et ces deux peuples, n'en faisant ainsi plus qu'un, devinrent très-puissants. D'un autre côté, les soldats romains (1), placés sur les frontières des Gaules pour les défendre contre les incursions des ennemis, voyant tous les chemins fermés pour se retirer à Rome, et fuyant tout commerce avec les Barbares plongés dans l'arianisme, se donnèrent eux-mêmes, leurs drapeaux, et les postes qu'ils occupaient aux Francs et aux Armoriques; mais, jaloux de conserver leurs mœurs et leurs usages, ils les ont transmis à leurs descendants. A leur exemple, ceux-ci marchent au combat sous les enseignes romaines, vivent selon les lois romaines et portent même l'habit romain. »

Cette adjonction des troupes armoricaines et des présides romains mit Clovis en état d'essayer ses forces contre les Bourguignons, possesseurs des pays auxquels leur nom est demeuré, c'est-à-dire du Dauphiné, de la Savoie, d'une partie de la Provence et d'autres contrées vers le Haut-Rhin.

CHAPITRE IV.

Guerres contre les Bourguignons.

Clovis fut un moment le seul souverain catholique dans le monde chrétien. L'empereur Anastase, ainsi que les autres rois d'Italie, d'Afrique, d'Espagne et des Gaules étaient Ariens. Aussi tous les évêques catholiques des Gaules désiraient ardemment avoir les Francs pour maîtres. On eût dit que les Gaulois avaient été battus à Tolbiac, tant ils s'empressèrent de se soumettre au joug du vainqueur des Allemands.

(1) Les forces militaires qui protégeaient les Gaulois étaient composées de cent différentes bandes d'infanterie ou de cavalerie.

Il ne restait plus dans les Gaules que deux puissances rivales de celle des Francs, les Bourguignons et les Visigoths. Nous allons voir Clovis ébranler tellement la puissance des Bourguignons, que ses fils en firent aisément la conquête et ruinèrent la domination des Visigoths au-delà de la Loire.

« Dans ce temps (1), deux frères, Gondebaud et Godegésile, occupaient les royaumes qui s'étendaient le long du Rhône et de la Saône et dans la province de Marseille. Ils étaient, comme leurs peuples, attachés à l'hérésie des Ariens. Les deux frères se faisaient la guerre. Godegésile apprit les victoires de Clovis, et lui envoya des députés en secret pour lui dire : « Si tu m'aides à poursuivre mon frère, si je puis le tuer ou le chasser de son royaume, je te paierai tous les ans le tribut que tu voudras fixer toi-même. » Clovis accepta volontiers, et lui promit du secours partout où il en aurait besoin. Au temps marqué, il fit marcher son armée contre Gondebaud. A cette nouvelle, celui-ci qui ignorait la ruse de son frère, lui fait dire : « Viens à mon secours, les Francs marchent contre nous et vont envahir notre pays. Réunissons donc nos forces contre ces terribles adversaires, de peur qu'en nous séparant nous n'éprouvions le sort des autres peuples. » Son frère lui répond : « J'irai avec mon armée, et je te porterai secours. Les trois rois, chacun de son côté, mirent leurs armées en mouvement, et arrivèrent dans tout l'appareil de la guerre sous les murs de Dijon. Les armées en vinrent aux mains près de la rivière d'Ouche, et Godegésile, se réunissant à Clovis et combinant ses forces avec celles du roi Franc, écrasa l'armée de Gondebaud. Reconnaisant trop tard la perfidie de son frère,

(1) Grégoire de Tours.

qu'il n'avait pas soupçonnée; Gondebaud prit la fuite le long des rives du Rhône, et s'enferma dans Avignon. Godegèsle victorieux promit à Clovis une partie de son royaume, et, se retirant en paix, il rentra triomphant dans Vienne, comme s'il eût déjà possédé tout le royaume. Clovis renforça son armée, et marcha sur Gondebaud; afin de l'attacher d'Avignon et de le faire périr. Le roi Bourguignon, frappé de crainte, se crut menacé d'une mort soudaine. Mais il avait près de lui Aridius, homme illustre; brave et très-prudent; il le fait venir, et lui dit: « Des embûches m'entourent de tous côtés; je ne sais que faire: les Barbares ont fondu sur nous pour nous tuer et ravager notre pays. » Aridius répondit: « Pour échapper à la mort, il faut apaiser l'orgueil de cet homme. Maintenant, si cela te plaît; je feindrai de te fuir, d'aller comme transfuge auprès de Clovis; et lorsque je m'en serai approché, j'agirai de manière qu'il ne ruine ni toi ni ton pays. Fais seulement tout ce qu'il te demandera, jusqu'à ce que Dieu, dans sa bonté, fasse triompher ta cause. » Le roi répond: « Je ferai tout ce que tu auras conseillé. » A ces mots, Aridius prend congé de Gondebaud; et, venant vers Clovis, il lui dit: « Roi très-pieux, je viens, humble esclave, m'offrir à ta puissance après avoir abandonné ce misérable Gondebaud. Si tu daignes, dans ta bonté, jeter un regard sur moi; tu auras dans ma personne, toi et ta postérité, un serviteur intègre et fidèle. » Le roi l'accueillit avec empressement et le retint auprès de lui. Aridius, en effet, était très-agréable dans la conversation, sage dans les conseils; juste dans ses jugements et fidèle dans ce qu'on lui confiait. Lorsque Clovis eut répandu toute son armée autour des murs de la ville, Aridius lui dit: « O roi, si dans ta grandeur tu veux accueillir mes

humbles avis, bien que tu n'aies pas besoin de conseils, je te les soumettrai avec fidélité; ils pourraient t'être utiles, à toi et aux cités par lesquelles tu te proposes de passer. Pourquoi conserver une armée, quand ton ennemi se tient dans une forteresse inaccessible? tu ruines les champs, dévastés les prairies, tu coupes les vignes, abats les oliviers, détruis les récoltes du pays, et cependant tu ne fais aucun mal à ton adversaire. Envoie-lui plutôt des députés; impose-lui un tribut qu'il paiera tous les ans: le pays sera épargné, et tu conserveras toujours ton pouvoir sur ton tributaire. S'il refuse, tu feras alors ce qu'il te plaira. » Le roi goûta cet avis, licencia son armée, et envoya des députés à Gondebaud, lui ordonnant de payer chaque année un tribut déterminé. Celui-ci le paya sur-le-champ, et promit de le payer à l'avenir.

« Cependant Gondebaud, après avoir réparé ses forces, négligea de payer au roi Clovis le tribut promis, marcha contre son frère Godegésile et l'assiégea dans la ville de Vienne. Bientôt les vivres commencèrent à manquer au peuple, et Godegésile, craignant que la famine n'arrivât jusqu'à lui, fit chasser de la ville tous les pauvres gens. De ce nombre, était un ouvrier auquel était confié le soin des aqueducs. Indigné d'avoir été chassé de la ville avec les autres, il va dans sa colère trouver Gondebaud, et lui indique comment il pourra pénétrer dans la ville et se venger de son frère. L'armée fut dirigée par lui à travers l'aqueduc, elle était précédée d'un grand nombre d'hommes armés de leviers de fer, parce qu'il y avait un soupirail bouché par une grosse pierre. Cette pierre une fois soulevée avec les leviers, les soldats se précipitent dans la place, et surprennent par derrière les assiégés, qui lançaient des flèches du haut des murailles. Tout à coup la trompette sonne

au milieu de la ville, les assiégeants s'emparent des portes, les ouvrent, et y entrent tous à la fois. Pendant que, pressés des deux côtés, les assiégés étaient taillés en pièces, Godegésile se réfugia dans l'église des hérétiques, où il fut tué avec l'évêque arien. Quelques Francs qui étaient à sa solde se rassemblèrent dans une même tour. Gondebaud défendit de leur faire aucun mal, et se contenta de les envoyer à Toulouse, en exil, auprès du roi Alaric. Après avoir fait tuer les sénateurs et les Bourguignons qui étaient attachés à Godégésile, il revint, et fit rentrer sous son pouvoir tout le pays qu'on appelle aujourd'hui la Bourgogne. Il donna des lois plus douces aux Bourguignons afin d'empêcher l'oppression des Romains.

« Cependant Gondebaud reconnut la fausseté des assertions des hérétiques; il confessa que le Christ, fils de Dieu, et le Saint-Esprit sont égaux au Père, et alla demander en secret le baptême à saint Avitus, évêque de Vienne. Le pontife lui dit : « Si tu crois réellement, tu dois suivre ce que le Seigneur nous a enseigné lui-même; il a dit : Celui qui me confessera devant les hommes, je le confesserai aussi moi-même devant mon Père qui est dans les cieux. Roi qui redoutes ton peuple, ignores-tu que c'est plutôt au peuple à suivre ta foi qu'à toi de favoriser sa folie. Car tu es le chef du peuple, et le peuple n'est point ton chef. Lorsque tu vas à la guerre, tu es à la tête des guerriers, tu précèdes les soldats, et ils te suivent où tu les mènes. Il vaut donc mieux pour toi les conduire à la connaissance de la vérité que de périr en les laissant dans l'erreur, car on ne se joue pas du Seigneur, et il n'aime pas celui qui pour un royaume terrestre refuse de le confesser en ce monde. » Bien que confondu par ces raisons, Gondebaud n'osa pas confesser publiquement la Trinité, et persista dans son hérésie

jusqu'à la fin de sa vie. Le bienheureux Avitus était alors un homme d'une grande éloquence, et lorsque les hérésies d'Eutychès et de Sabellius eurent pris naissance, hérésies qui soutenaient que Notre-Seigneur-Jésus-Christ n'avait rien de divin, il écrivit, à la demande de Gondebaud, contre ces coupables erreurs. Il nous reste encore des lettres admirables qui édifient maintenant l'Eglise, comme autrefois elles confondirent l'hérésie. »

Ainsi le monde, livré à des guerres interminables pour des conquêtes de territoire, s'occupait alors de questions relatives au bonheur d'une vie future et à la rédemption de l'humanité. Gibbon remarque que l'attention des empereurs abandonna les camps pour s'occuper des synodes. C'était une révolution intellectuelle qui se préparait. Les grands siècles de l'esprit humain, celui de Léon X et de Louis XIV, devaient naître de cette direction nouvelle de l'esprit humain. Le sacerdoce était définitivement séparé de l'empire, et la liberté dès ce moment fondée dans les intelligences et dans les cœurs.

C'est alors que Clovis choisit Paris pour capitale de son royaume. Ses habitants s'étaient enrichis par le commerce et la navigation. Quelques édifices romains avaient été construits au sud et hors de l'enceinte de la ville, et des habitations étaient entassées sur les deux rives du fleuve.

Sur le sommet de la montagne, au pied de laquelle se trouvait le palais des Thermes, Clovis, au milieu des arbres et des vignes, jeta les premiers fondements de l'église de Sainte-Genève.

CHAPITRE V.

Guerre contre les Visigoths. — Bataille de Vouglé.

Les Visigoths et les Francs s'observaient mutuellement. Alaric, roi des Goths, voyant Clovis soumettre tous les jours de nouveaux peuples à son pouvoir, lui envoya dire par des députés : « Si mon frère le voulait, suivant mon désir, et par la faveur de Dieu, j'aurais une entrevue avec lui. » Clovis ne refusa pas et vint vers Alaric. Ils se réunirent dans une île de la Loire, près du bourg d'Amboise, sur le territoire de la ville de Tours, et là s'entretinrent et mangèrent ensemble, puis, s'étant promis amitié, ils se retirèrent en paix.

« Un grand nombre d'habitants des Gaules désiraient ardemment vivre sous la domination des Francs. De là vint que Quintien, évêque de Rhodéz, après avoir encouru pour ce sujet la haine des Goths, fut chassé de la ville. Ceux-ci lui reprochaient de désirer l'arrivée des Francs, et ils avaient même formé le dessein de le tuer. L'homme de Dieu, averti de ce complot, se leva la nuit avec ses plus fidèles serviteurs, sortit de Rhodéz et se réfugia à Clermont, où il fut reçu avec bonté par l'évêque saint Euphrase, qui avait succédé à Apruncule de Dijon. Celui-ci lui donna des maisons, des terres, des vignes, et lui dit : « Les revenus de l'Eglise suffisent pour nous entretenir tous les deux ; que la charité prêchée par le bienheureux apôtre demeure au milieu des prêtres du Seigneur. »

Le roi Clovis dit à ses sujets : « Je ne peux supporter que des ariens occupent une partie des Gaules ; marchons avec l'aide de Dieu, et, après les avoir vaincus, soumettons le pays

à notre pouvoir. » Ce discours plut à toute l'armée. Les Francs, toujours pleins de leur ancienne valeur et animés par le zèle d'une religion nouvelle, applaudirent à leur monarque et déclarèrent qu'ils voulaient vaincre ou mourir. Clotilde demanda à son époux une fondation pieuse pour obtenir la bénédiction de Dieu et le secours des fidèles. Le héros, lançant d'un bras nerveux sa hache de bataille : je promets, dit-il, d'élever dans l'endroit où tombera ma francisque une église en l'honneur des apôtres.

« L'armée se mit en marche et se dirigea vers Poitiers ; c'est là que résidait Alaric. Mais, comme une partie des troupes passait par le territoire de Tours, Clovis, par respect pour saint Martin, défendit de rien prendre dans ce pays que des herbes et de l'eau. Un des soldats ayant trouvé le foin d'un pauvre homme, dit : « Le roi n'a-t-il pas ordonné de ne prendre que de l'herbe ? ceci est de l'herbe, nous ne violerons donc pas les ordres en prenant ce foin. » Et, faisant violence au pauvre, il lui enleva son foin. Le roi apprit ce qui s'était passé, et, tirant son glaive, il tua le soldat, en s'écriant : « Où sera l'espoir de vaincre, si nous offensoas saint Martin ? » Cela suffit pour empêcher l'armée de rien enlever dans ce pays. Le roi envoya des députés à la basilique de Saint-Martin : « Allez, leur dit-il, et ce temple vous donnera peut-être quelques présages de la victoire. » Il ajouta, en leur remettant des présents pour le saint lieu : « Seigneur, si tu m'es en aide, si tu as résolu de me livrer cette nation incrédule et toujours ton ennemie, daigne, à leur entrée dans la basilique de Saint-Martin, me révéler si tu es favorable à ton serviteur. » Les envoyés se hâtèrent d'arriver ; ils entrèrent dans le saint lieu, suivant l'ordre du roi ;

Au moment où ils entrèrent, le premier chantre entonnait cette antienne :

« Seigneur, vous m'avez donné la force pour la guerre; vous avez abattu ceux qui s'élevaient contre moi, vous avez fait fuir mes ennemis devant moi et vous avez dispersé ceux qui me haïssaient. »

« En entendant ces paroles du psaume, les envoyés rendent grâce à Dieu, présentent leurs offrandes au saint confesseur, et reviennent pleins de joie rapporter cette nouvelle à Clovis. Le roi arriva avec son armée sur les bords de la Vienne, mais il ne savait dans quel endroit il devait traverser le fleuve, considérablement grossi par l'abondance des pluies; il pria le Seigneur de lui indiquer un passage, et le matin une biche d'une grandeur extraordinaire entra dans le fleuve et le traversa à sec, montrant au peuple la route qu'il devait suivre. Le roi, arrivé à Poitiers, était dans sa tente : tout-à-coup un feu sorti de la basilique de Saint-Hilaire sembla venir au-dessus de lui, afin qu'aidé de la lumière du saint confesseur il vainquit plus facilement ces armées d'hérétiques contre lesquels l'évêque avait si souvent combattu pour la foi (1). Clovis défendit encore de rien prendre à personne, dans ce lieu ni dans la marche, et de s'emparer du bien de qui que ce fût.

« Ces événements se passaient dans la vingt-cinquième année du règne de Clovis.

« Sur ces entrefaites, Clovis en vint aux mains avec Alaric, roi des Goths, dans les plaines de Vouglé, à dix mille de Poitiers. Les Goths livrèrent la bataille à coups de traits, les

(1) Nous conservons soigneusement ces expressions de Grégoire de Tours, afin qu'on puisse juger l'esprit de cette époque.

Francs se précipitèrent sur eux l'épée à la main. Les Goths, selon leur coutume, ayant pris la fuite, Clovis, avec l'aide de Dieu, remporta la victoire. Le fils de Sigebert, nommé Clodéric, était son auxiliaire : ce Sigebert boitait d'une blessure qu'il avait reçue en combattant les Allemands à Tolbiac. Clovis avait mis les Goths en fuite et tué leur roi Alaric, lorsque deux soldats arrivent tout-à-coup sur lui et le frappent des deux côtés à coups de pique ; mais grâce à sa cuirasse et à la rapidité de son cheval, il échappe à la mort. Dans cette bataille (1) périt un grand nombre d'Arvernes et les plus considérables des sénateurs avec Apollinaire. Après le combat, Amalaric, fils d'Alaric, s'enfuit en Espagne et gouverna le royaume de son père avec sagesse. Clovis envoya son fils Théodoric à Clermont, par Albi et Rhodéz. Celui-ci soumit à la domination de son père toutes les villes, depuis les frontières des Goths jusqu'au territoire des Bourguignons. Alaric avait régné vingt-deux ans. »

Clovis passa l'hiver dans la ville de Bordeaux et enleva à Toulouse tous les trésors d'Alaric. Il s'avança ensuite vers Angoulême. Après avoir chassé les Goths, il soumit la ville à son pouvoir. Il pénétra jusqu'aux frontières d'Espagne, fixa une colonie de Francs en Aquitaine, et chargea quelques-uns de ses généraux d'achever d'abattre la puissance des Visigoths dans les Gaules ; mais Théodoric envoya une armée d'Ostrogoths, et pour la première fois les Francs, qui assiégeaient Arles, eurent un revers ; ils perdirent une partie de leurs nouvelles acquisitions. Clovis écouta des propositions de paix.

(1) Le champ de bataille est Voclade, à dix milles au midi de Poitiers, près de Champagné-Saint-Hilaire et de Vivonne, entre les deux petites rivières de Vonne et de Clouire.

C'est alors que le pays appelé *province de Marseille*, depuis la mer jusqu'à la Durance, et qui appartenait aux Bourguignons, fut cédé aux Ostrogoths; la *Septimanie* seule fut laissée aux Visigoths, et elle comprenait une étroite étendue de territoire le long de la côte depuis le Rhône jusqu'aux Pyrénées; mais, depuis ces montagnes jusqu'à la Loire, l'Aquitaine fut réunie au royaume des Francs.

Clovis se rendit à Tours et offrit à la basilique de Saint-Martin de nombreux présents. Il reçut de l'empereur Anastase des lettres de consul, revêtit, dans la basilique de Saint-Martin, la tunique de pourpre et la chlamyde. Mettant sur sa tête le diadème, il monta à cheval et répandit de l'or et de l'argent pour le peuple, sur la route qui est en face la porte de la cour de la basilique de Saint-Martin et de l'église. Ce jour-là il reçut le titre de consul ou d'Auguste. Il partit ensuite pour Paris et y fixa le siège de son royaume. Son fils Théodoric vint l'y rejoindre.

CHAPITRE VI.

Clovis s'empare des états des petits rois francs établis en deça du Rhin.

Clovis avait ébranlé la monarchie des Bourguignons, détruit la puissance des Visigoths en deça des Pyrénées, et renversé la domination romaine. Il résolut de consolider sa domination par la ruine des chefs de sa nation, il réservait cette entreprise pour la dernière, et il n'eût pas osé la commencer plus tôt (1). Les Francs, dispersés dans les Gaules, semblaient avoir perdu leur première indocilité, ou plutôt il leur était moins facile de

(1) *Annales du moyen-âge.*

se rallier au premier signal de leur liberté menacée. Leurs propres victoires, ainsi que la soumission des Romains et des autres peuples établis dans ces contrées, avaient accru l'autorité du prince sur la nation. Clovis ne voyait désormais de concurrence que dans sa famille. Ce fut contre elle qu'il dirigea ses coups. Plusieurs tribus de Francs étaient gouvernées par des princes particuliers. Clovis, chef de leur ligue, quoiqu'il commandât à la plus grande partie de la nation, n'avait point encore réuni toutes ces tribus sous ses lois. Après avoir étendu si loin sa domination, il se crut assez fort pour l'entreprendre. Ainsi, la loi publique des Francs, qui divisait la souveraineté entre tous les princes du sang royal, les plaçait dans un état d'hostilité et de haine réciproque et leur donnait pour premier intérêt de verser le sang l'un de l'autre, intérêt qui était tout pour un prince barbare, et pour ainsi dire sa loi et sa morale.

« Clovis, pendant son séjour à Paris, envoya dire secrètement au fils de Sigebert : « Ton père avance en âge, il boîte d'un pied ; s'il mourait, son royaume serait à toi de droit avec notre amitié. » L'ambition séduit Sigebert, et il forme le dessein de tuer son père. Sigebert, au sortir de la ville de Cologne, traversa le Rhin pour aller se promener dans la forêt de Buchenna. Pendant son sommeil, au milieu du jour, son fils le fait égorger. Mais la justice de Dieu le fit tomber dans la fosse qu'il avait creusée à son père. Il envoya des messagers à Clovis chargés de lui dire en lui annonçant la mort de Sigebert : « Mon père est mort ! son royaume, ses trésors, tout est en ma puissance. Envoie tes messagers près de moi, et ce qui pourra te plaire dans ces trésors, je te le remettrai avec plaisir. » Clovis lui répondit : « Je te remercie de ta bonne volonté, je te prie

de montrer à mes envoyés tous les trésors que tu posséderas ensuite. » A leur arrivée, il étale devant eux tous les trésors de son père. Pendant qu'ils les examinaient en détail, Clodéric leur dit : « Dans ce petit coffre, mon père avait coutume d'entasser toutes ses pièces d'or. » Plonge ta main, lui dirent les envoyés, jusqu'au fond, afin de prendre tout. Clodéric s'étant baissé, un des envoyés leva sa main et lui brisa le crâne d'un coup de hache. C'est ainsi que ce fils indigne subit le même sort qu'il avait préparé à son père. A cette nouvelle, Clovis arrive à Cologne, convoque tout le peuple et lui dit : « Sachez ce qui est arrivé. Pendant que je traversais le fleuve de l'Escaut, Clodéric, fils de mon parent, tourmentait son père en lui disant que je voulais le tuer. Ayant pris la fuite à travers la forêt de Buchaw, son fils a envoyé à sa poursuite des brigands qui l'ont égorgé : lui-même a été immolé je ne sais par qui, en ouvrant les trésors de son père. Je suis entièrement étranger à tout ce qui s'est passé : je ne puis verser le sang de mes parents, car c'est un crime. Puisqu'il en est arrivé ainsi, je vous offre un conseil que vous suivrez s'il vous convient. Venez vers moi pour vivre sous ma protection. » A ces mots, le peuple applaudit des mains et de la voix, l'élève sur un grand bouclier et le salue roi. Clovis soumit ainsi ce peuple à sa puissance, après avoir reçu les trésors de Sigebert.

« Clovis tourna ensuite ses armes contre le roi Chararic. Quand il avait combattu Syagrius, il avait appelé ce roi à son secours ; celui-ci s'était tenu à l'écart, et aurait voulu rester neutre, attendant l'issue du combat pour faire alliance avec celui qui remporterait la victoire. Plein de colère, Clovis marche contre lui, le circonvient, et le fait prisonnier avec

son fils. Après les avoir fait charger de fers, il les fait tondre et ordonner Chararic prêtre et son fils diacre.

« Chararic se plaignait de cette humiliation et versait des larmes. On rapporte que son fils lui tint ce langage : « Ces branches ont été coupées sur un arbre vert ; elles ne sont pas desséchées entièrement , mais elles repousseront pour grandir encore. Plût à Dieu que celui qui a fait tout cela meure aussi promptement ! » Ces paroles vinrent aux oreilles de Clovis. Il crut que ces deux princes le menaçaient de faire croître leur chevelure et de le tuer, il leur fit donc trancher la tête à tous deux. Après leur mort , il s'empara de leur royaume, de leurs trésors et du peuple auquel ils commandaient.

« Il y avait alors à Cambrai un roi nommé Ragnachaire , plongé dans une débauche si effrénée qu'il n'épargnait même point ses proches parents. Son conseiller était Farron, plongé dans les mêmes désordres. Lorsqu'on apportait quelques présents, il disait que c'était pour lui et pour son Farron. Les Francs en étaient indignés. Clovis, pour se rendre les leudes de ce roi favorables à ses dépens, leur envoya des pièces de monnaie, des bracelets et des baudriers, le tout en or faux, c'est-à-dire imitant parfaitement l'or. Comme il avançait contre Ragnachaire, celui-ci envoya des éclaireurs pour le découvrir, et connaître la force de l'armée. Ils répondirent : « C'est une bonne fortune pour toi et ton Farron. » Clovis en vint aux mains avec lui. Voyant les siens vaincus, Ragnachaire se préparait à fuir ; mais des soldats s'en emparent, lui lient les mains derrière le dos et l'amènent à Clovis avec son frère Riquier. « Pourquoi, lui dit Clovis, as-tu déshonoré ta race en te laissant lier ? il valait mieux mourir. » Et, levant la main, il lui brise la

tête. Il se tourne ensuite vers Riquier et lui dit : « Si tu avais secouru ton frère, il n'aurait pas été tué, » et il lui décharge sur la tête un grand coup de hache. Après leur mort, ceux qui les avaient trahis reconnaissant que l'or qu'ils avaient reçu de Clovis était faux, en firent l'observation au roi, qui leur dit : Celui qui entraîne son maître à la mort mérite un or pareil, et il ajouta que leur vie devait leur suffire s'ils ne voulaient point expier dans les tourments leur trahison. À ces mots, pour obtenir leur pardon, ils lui assurèrent qu'il leur suffisait de vivre. Ces deux rois dont on vient de parler étaient parents de Clovis. Leur frère, nommé Rignomère, fut égorgé par son ordre dans la ville du Mans. Ces trois rois étant morts, Clovis recueillit leur royaume et leurs richesses. Après avoir fait périr plusieurs autres rois et ses plus proches parents, de peur qu'ils ne lui enlevassent son royaume, il étendit son pouvoir sur toutes les Gaules. Ayant un jour rassemblé ses sujets, il leur parla ainsi des parents qu'il avait fait périr : « Malheur à moi, qui suis resté comme un voyageur parmi les étrangers, qui n'ai plus de parents qui puissent me secourir en cas d'infortune ! » Ce n'était pas qu'il s'affligeât de leur mort, mais il parlait ainsi par ruse pour découvrir s'il avait encore quelqu'un à tuer.

« Après cela Clovis mourut à Paris, et fut enterré dans la basilique des Saints-Apôtres, qu'il avait fait construire avec la reine Clotilde. Il mourut cinq ans après la bataille de Vouglé; son règne avait été de trente ans et sa vie de quarante-cinq. Depuis la mort de saint Martin jusqu'à la mort de Clovis, qui arriva la onzième année de l'épiscopat de Licinius, on compte cent douze ans. Clovis étant mort, Clotilde vint à Tours, et consacra ses soins au service de l'abbaye de Saint-

Martin. Elle y vécut le reste de ses jours dans une grande vertu. Elle venait rarement à Paris. »

Au temps de Clévis, nous trouvons l'histoire d'une femme admirable; qui porte encore aujourd'hui le nom de patronne de Paris. Elle naquit à Nanterre; à deux lieues de cette ville; vers l'an 423. Son père, nommé Sévère, et sa mère Géronce, habitaient ce lieu. Une tradition populaire fait de Geneviève une simple bergère; d'autres prétendent que ses parents étaient des personnes considérables. Saint Germain, d'Auxerre, et saint Loup, de Troyes, chargés d'aller dans la Grande-Bretagne combattre l'hérésie de Pélage; passant à Nanterre, le peuple se rassembla pour les recevoir et les conduire à l'église.

Germain distingua dans la foule la jeune Geneviève; qui alors n'avait guère que sept ans. L'enfant parla de son désir de se vouer à Dieu.

Germain la bénit et lui imposa les mains, recommandant au père de la lui amener le lendemain avant son départ. Sévère ne manqua pas de présenter sa fille au saint, qui lui demanda si elle persistait dans sa résolution, et sur sa réponse affirmative, il lui passa au cou une petite médaille de cuivre, sur laquelle était gravée la croix, signe de salut. Elle doit être, lui dit Germain, le seul ornement d'une épouse du Sauveur, et en même temps il lui prescrivit de s'abstenir de tous bijoux, de colliers d'or et de pierreries.

La leçon de Germain demeura profondément gravée dans le cœur de l'enfant. Dès lors elle mena une vie exemplaire. A l'âge de quinze ans, elle reçut le voile des mains de Vélicus, évêque de Chartres. Après la mort de ses parents, elle se retira à Paris.

Lorsque les Huns menaçaient cette ville, les habitants, ef-

frayés, voulaient fuir ; Geneviève rassura ses concitoyens, et, malgré l'imminence du danger, leur annonça qu'il ne leur arriverait aucun mal. On lui reprocha de vouloir faire la prophétesse, on l'injuria, on alla même jusqu'à vouloir attenter à ses jours : elle souffrit tout avec patience. Cependant la prédiction s'accomplit. Rien d'important ne se faisait dans Paris qu'on ne la consultât. Les Parisiens se trouvant par quelque autre circonstance affligés d'une longue disette, Geneviève parvint à leur procurer des vivres en abondance. On croit qu'elle contribua à la conversion de Clovis, et qu'elle le détermina à construire, en l'honneur des saints apôtres Pierre et Paul, la basilique qui depuis porta son nom. Elle-même fit bâtir, à ses frais, une église dans le lieu où saint Denis et ses compagnons avaient été martyrisés. Quand elle passa de ce monde à l'autre, elle était âgée d'environ quatre-vingt-huit ans, et fut enterrée ainsi que Clovis, qui mourut à peu près vers la même époque, dans cette même église de saint Pierre et de saint Paul.

CHAPITRE VII.

Réflexions sur le meurtre des petits rois francs.

Après avoir accordé une admiration réelle aux grandes actions de Clovis dans la guerre et dans la politique, on ne peut se défendre d'une impression douloureuse et pénible en voyant les meurtres par lesquels ce prince a couronné sa carrière.

L'assassinat de Sigebert par Clodéric son fils, celui de Clodéric par Clovis, le supplice de Chararic, le drame sanglant dans lequel périrent, sous la hache du roi franc, Ragnacaire et ses frères Régnier et Rignomère; la fin tragique de plu-

sieurs autres parents du vainqueur de Syagrius, obscurcissent une si glorieuse vie.

Nous sommes loin de vouloir excuser ou pallier des crimes que la loi chrétienne réproouve; nous croyons seulement que les actes de cette époque doivent être jugés au point de vue, non du dix-neuvième siècle et de la civilisation moderne, mais avec les idées de ces temps de barbarie et de leurs institutions.

Au début de l'établissement d'une société, il n'y a point de loi qui protège le pouvoir et les individus. On peut dire que la loi manquait à Clovis comme elle avait manqué à Romulus lorsqu'il fit périr son frère, qui semblait s'élever en compétiteur contre lui. Le christianisme en lui n'avait pas reçu son développement, et le baptême donné après une victoire remportée ne suffisait pas pour corriger une nature âpre, inculte, et rendue plus impérieuse par l'habitude du commandement.

Nous avons vu les sanglants démêlés de Gondebaud et de Godegésile rois des Bourguignons, tous les deux frères, cherchant l'un et l'autre l'entière possession d'un état qu'il avait fallu partager. Godegésile succomba dans cette lutte; et l'empire resta à Gondebaud. Le même sort était réservé sans doute à celui-ci en cas de revers.

Telle était la position de Clovis, conquérant et non maître ou roi effectif d'une grande partie des Gaules. On doit le considérer comme le chef de la confédération des Francs dont les princes lui obéissaient pour la guerre, mais se montraient disposés à lui contester le pouvoir après la conquête. C'est ce qui paraît évidemment dans le passage de Grégoire de Tours où, après avoir raconté les meurtres de Clodéric, de Chararic

de Ragnacaire et des deux frères, il ajoute : « Ayant tué de même beaucoup d'autres rois et ses plus proches parents, dans la crainte qu'ils ne lui enlevassent l'empire, il étendit son pouvoir dans toute la Gaule. »

Clovis avait donc une pensée d'unité qui devait être aussi celle des compétiteurs que la guerre et la conquête lui avaient donnés. Mais la règle lui manquait ; la seule qu'il eût était l'hérédité masculine avec partage dans la famille des rois francs. De là le morcellement à l'infini, préjudiciable au peuple et odieux à celui des princes qui se sentait le plus courageux et le plus fort.

Dans cette situation, un vaste champ était ouvert à la ruse et à la violence. Clovis répondait à des trahisons par la trahison, aux embûches, par des embûches. Chararic et son fils sont jetés dans un cloître ; mais ils méditent la vengeance et font des vœux pour la mort de leur ennemi. Le roi leur fait trancher la tête : ce qui est de nature à étonner, c'est que Grégoire de Tours, qui raconte ces crimes, ne les accompagne d'aucun blâme et n'en paraît pas même ému. Il les rapporte comme des événements ordinaires, et finit sa narration par ces lignes pleines de calme : « Toutes ces choses s'étant passées ainsi, Clovis mourut à Paris, où il fut enterré dans la basilique des Saints-Apôtres. » Cette indifférence d'un pieux évêque prouve qu'il existait alors relativement aux attributions du commandement suprême, aux droits de la victoire et de la conquête, et aux formes de la justice royale, des idées changées par le christianisme et par le temps.

Une époque où la vie d'un homme se rachetait par une amende, et qui a produit la longue coutume des combats judiciaires, n'est pas à comparer à nos temps de civilisation où

la loi protège la vie, la fortune et la liberté du dernier des citoyens.

Mais le point sur lequel nous insisterons, c'est l'absence en ce temps de la grande loi qui a complété la monarchie française, de cette hérédité par ordre de primogéniture et de mâle en mâle, qui ne laisse qu'un roi et des sujets, quel que soit le rang des personnes placées le plus près du trône. Nous allons voir, sous les successeurs de Clovis, l'empire et le pouvoir partagés de règne en règne, les peuples changeant de maîtres, et les mêmes causes produisant les mêmes violences, les mêmes crimes, jusqu'à ce qu'éclairés par les lumières du christianisme, instruits par le malheur, les familles royales et les peuples se sont rangés sous une loi salulaire qui a rendu à l'humanité ses droits et au pays cette unité que Clovis cherchait dans la mort de ses parents, appelés tous au trône après sa mort.

Nous avons cru cette explication nécessaire, non pour justifier le chef des Francs, mais pour faire comprendre l'immense bienfait que notre pays doit à l'un des principes fondamentaux de sa constitution.

CHAPITRE VIII.

Réflexions sur la fondation de la monarchie française.

Quoiqu'en aient dit quelques écrivains qui ont voulu en attaquant le passé réagir contre le présent, Clovis doit être considéré comme le fondateur de la monarchie française. Sans doute le gouvernement royal n'a pas eu sous la première et la seconde race le caractère qu'il a pris sous la troisième; mais

il faut bien reconnaître que Clovis a été roi, et que s'il ne l'a pas été de tout le territoire de la Gaule, il l'était du pays qu'il avait conquis. S'il ne l'a pas été comme Louis XII ou Louis XIV, il n'en exerçait pas moins les prérogatives essentielles de la royauté, c'est-à-dire le gouvernement et le commandement. Il représentait l'unité franque. Fils de Clodion, il a apporté avec lui l'hérédité, si ce n'est dans l'ordre de primogéniture par rapport à ses enfants, du moins dans sa famille. Clovis a été roi à quinze ans. Il fallait donc qu'il y eût une loi, une règle, une coutume, et plus tard cet âge a été celui de la majorité des rois de France. Comment méconnaître ici l'existence d'un grand principe fondamental qui s'est développé, fortifié, amélioré sous des nécessités nouvelles, et qui a sa source dans la loi salique apportée par les Francs (4)?

(4) Si la dénomination de la loi salique lui vient de Salogast, l'un de ses auteurs; ou de *Sala*, mot latin, ou de *Salechim*, nom barbare d'une bourgade bâtie sur les bords du Sal; ou du sel, emblème de la sagesse; ou de Salien, *Salinus pede*, nom qu'on avait donné, pour la vitesse, à cette race de Francs; c'est une question oiseuse, dit M. de Peyronnet. Montesquieu, qui trouve cette étymologie plus favorable au système qu'il s'était fait sur la loi elle-même, rapporte, comme Aventin, Cénal et Echard, cette dénomination à *Sala*, terme latin auquel il donne la signification absolue de maison. Comme je doute de l'exactitude du système, j'aimerais mieux croire avec Foncemagne, Vertot et Pasquier, que le nom de la loi lui vient du peuple auquel elle était donnée.

J'ajoute que c'était l'usage parmi les Barbares, sinon universel, au moins étendu. On avait la loi des Visigoths, la loi des Saxons, la loi des Frisons, la loi des Bava-rois, la loi des Allemands, la loi des Lombards; et puisque la loi des Francs-Ripuaires se nommait elle-même ripuaire, je ne vois rien de plus naturel que d'avoir nommé salienne ou salique, la loi des Francs-Saliens.

Elle contient infailliblement des dispositions déjà en usage avant le passage du Rhin, mais, telle qu'elle est aujourd'hui, elle ne fut certainement donnée que dans les Gaules. La loi salique excluait les femmes de la succession des terres saliques, et n'excluait qu'elles. Ce n'était pas le droit de primogéniture; c'était celui de masculinité seulement.

Mais qu'était-ce que les terres saliques? On croit, et il y a grande apparence, qu'il faut entendre par là les terres qui étaient échues aux Francs par le partage qu'on en

Clovis apporta également dans la Gaule la représentation nationale qui avait disparu depuis la domination romaine. Voyez-le sous les murs de Paris : lorsqu'il veut envahir le territoire des Goths, il assemble tous les hommes en état de porter les armes pour leur soumettre son projet, et l'assemblée y donne son adhésion. Qu'on ne dise pas que cette réunion fut composée de la race conquérante, et que la race indigène n'y eut point de part ; il n'y en a pas moins là un principe qui s'est étendu et qui a fini par embrasser le peuple conquis

fit après la conquête : celles qui, ayant cessé d'être aux Romains ou aux Gaulois, étaient maintenant aux Saliens : terres saliennes.

Les autres étaient allodiales, c'est-à-dire franches. Les femmes en prenaient leur part. De ces terres-ci, il y en avait de plusieurs origines : celles qui étaient restées aux Gaulois et aux Romains après le partage ; toutes celles des Armoriques, qui n'avaient pas été partagées ; celles enfin de ces quelques villes qui ne se soumirent qu'après les Armoriques, et par un traité.

Parce que salique viendrait de *Sala*, que *Sala* n'aurait d'autre sens que maison, Montesquieu conclut que, dans l'origine, le seul avantage des héritiers mâles était de recueillir la maison avec son enceinte. Sa raison est, outre celle du nom, que chez les Germains, du temps de Tacite, on changeait de champ chaque année, et qu'on y cultivait la terre sans la posséder. En ce cas, la loi salique aurait été rédigée avant que les Francs fussent sortis de la Germanie, et Montesquieu avance, en un autre lieu, qu'elle ne fut faite qu'après.

Puis, si elle a été faite en Germanie, on ne lui a sûrement pas donné une dénomination latine, et les inductions tirées de cette dénomination n'ont plus sur quoi s'appuyer.

Puis enfin, la portion de la loi qui règle le partage des terres saliques, est intitulée *des Alleux*. Il y avait donc des Alleux.

La couronne fut réputée chose salique. Il vint de là deux effets de bien différente nature : l'un excellent, l'invariable exclusion des femmes ; l'autre désastreux, la division de l'Etat, et à chaque mort de rois, de nouveaux royaumes. On comprit enfin la nécessité du droit de primogéniture, mais à force de temps et de malheurs.

Clovis, la première année de sa conversion, fit traduire du teuton en latin la loi salique. Ce code, rédigé au-delà du Rhin, ne régissait que les Francs-Saliens. Clovis permit que les différents peuples qui habitaient ses états conservassent leurs lois, ainsi les Gaulois-Romains étaient régis par le code Théodosien ; les Visigoths, par ce même code, extrait et modifié par Alaric ; les Bourguignons par la loi Gombette.

lorsque la distinction des races s'est effacée. Il n'en est pas moins vrai que le roi ne faisait la guerre que du consentement de ceux qui étaient appelés à en courir les dangers. En face du despotisme des Romains et de cette aristocratie sénatoriale qui ne tenait plus au peuple, c'était une amélioration évidente dans l'état social, et si elle ne s'appliquait pas immédiatement à toutes les classes et à tous les intérêts, elle contenait le germe fécond de la grande institution de liberté qui plus tard a protégé la France.

Dira-t-on aussi qu'il n'a pas établi le principe chrétien en même temps que la monarchie et le système représentatif, parce que tous les Germains ne se sont pas convertis au catholicisme en même temps que lui? Mais un roi qui embrasse la religion chrétienne avec toute sa famille et trois mille hommes d'élite de son armée; qui a protégé, par son autorité, un des premiers conciles tenus en France, et qui a mis les lois d'accord avec sa doctrine par l'abolition des coutumes païennes, peut bien être considéré comme ayant uni le catholicisme à l'Etat.

Ainsi Clovis a paru dans la Gaule avec les trois principes des assemblées libres de la monarchie et du catholicisme, et c'est sur ses bases que l'ordre social en France s'est élevé.

Maintenant, comment s'est-il fait qu'en moins de trente années il ait pu jeter les fondemens de cette monarchie française, de ce royaume qui surpasse tous les royaumes en Europe? c'est qu'il vint opposer l'unité monarchique à l'anarchie républicaine et à la division fédérative, les assemblées générales à la représentation factice de la conquête romaine. L'expérience des siècles qui s'étaient écoulés sous l'anarchie gauloise et le despotisme de Rome avait préparé les

peuples de la Gaule à recevoir ces grands bienfaits. Clovis apparut à tous les opprimés comme un sauveur.

La Gaule avait succombé par le défaut d'unité, et la forme républicaine l'avait livrée à César plus que les légions romaines. On a vu que tous les petits états électifs de la Gaule avaient offert un appât à l'ambition des chefs, et ces dissensions intestines avaient détruit le fédéralisme gaulois. La Gaule n'avait pu se défendre contre les Romains, à cause de ses divisions, ni contre les Francs, à cause de l'extinction de l'esprit public par suite du despotisme de Rome.

Clovis combattit et vainquit tour à tour avec ses seules forces les Romains à Soissons, les Allemands à Tolbiac, les Visigoths dans l'Aquitaine, en vertu de ce grand principe d'unité qui a fait la carte de la France et sa grande destinée.

L'empire romain avait détruit les institutions politiques de la Gaule. A la place des assemblées générales des divers états, on eut des sénats impériaux; le régime municipal était celui des décuries, fondé sur un cens territorial. Le patriotisme lui-même n'avait plus pour but le pays, tout devait être Romain comme les lois émanées du Capitole. Les Romains avaient conquis le sol de la Gaule, mais non les Gaulois. Aussi l'empire, attaqué de toutes parts, ne put se défendre contre les Barbares. Les peuples de l'Occident se réfugièrent dans l'unité monarchique, la représentation générale et le Christianisme.

Il fallait bien qu'il y eût dans la domination nouvelle des principes de vérité et de justice pour que des peuples qui, pendant une domination de cinq cents années, n'avaient pu s'accoutumer à la domination romaine, reçussent avec tant de sympathie le vainqueur de Syagrius. Que signifie d'ailleurs

la bataille de Tolbiac, si elle n'est pas le symptôme d'une nationalité nouvelle, le commencement d'une fusion entre les anciens et les nouveaux habitants de la Gaule? « Quel était donc ce héros de quinze ans, dit Voltaire, qui, des marais des Chamaves et des Bructères, vint à Soissons mettre en fuite un général romain et jeter les fondements d'un des plus florissants Etats de l'Europe? On ne nous dit point qui fut le Chiron ou le Phénix de ce jeune Achille. Les Francs n'écrivirent point son histoire. Comment fut-il conquérant et législateur dans l'âge qui touche à l'enfance? C'est un exemple unique. » Ce qui est encore unique sur le globe, c'est que la troisième race règne dans cet état depuis huit cents ans, alliée à celle de Charlemagne, qui l'était à celle de Clovis, ce qui fait une continuité d'environ treize siècles. »

L'unité et la liberté étaient des éléments dont les Gaulois devaient facilement reconnaître l'avantage politique. Il en avait été de même pour la religion chrétienne. Le paganisme avait détruit la religion des Druides, mais il l'avait remplacée par ces dieux et ces empereurs romains qui, grands-prêtres de l'Olympe, se défiaient eux-mêmes et prétendaient être adorés comme des génies tutélaires. Quel contraste avec la sainteté, la charité, la douceur des évêques chrétiens ! Voilà ce qui avait préparé les esprits à recevoir la monarchie, la liberté politique et le catholicisme ; voilà comment Clovis, soutenu par ces trois principes, put, à l'âge de seize ans, rallier autour de lui ces Gaulois qui avaient souffert pendant cinq siècles toutes les alternatives de l'anarchie et du despotisme. Voilà comment trois grandes idées sont devenues les lois fondamentales de la France.

CHAPITRE IX.

Jugement des historiens sur Clovis.

Clovis dominait seul sur la moitié des Gaules quand il mourut, dit l'abbé Mably : « Peu de princes, dans ces circonstances, ont été aussi propres que Clovis, je ne dis pas seulement à conquérir, mais à former un empire. Sans cette férocité qui caractérise son siècle et les héros de la Germanie, ce prince, supérieur à sa nation et à ses contemporains, avait des lumières, des talents, et même des vertus, qui auraient honoré le trône des empereurs romains. Dans une nation policée, la cruauté et la fourberie annoncent une âme faible, lâche et timide : chez un peuple encore sauvage, elles s'associent souvent avec une âme grande, noble et fière. A qui ne connaît pas les bornes étroites qui séparent la vertu du vice, la violence peut paraître du courage, et la perfidie de la prudence. Clovis, qui n'avait pour toute règle de morale que les préjugés de sa nation, son estime ou sa censure, se permit pour réussir dans ses desseins tout ce qui ne devait pas le rendre odieux. Mais la manière différente dont il se comporta, suivant la différence des conjonctures, avec les Gaulois, les Français, les Bourguignons, les Visigoths, les empereurs d'Orient et les peuples de Germanie, fait voir en lui un génie aussi droit et ferme dans ses vues, que fécond en ressources, et un courage propre à réussir dans tous les temps, et trop supérieur aux événements pour recourir par nécessité à des moyens bas et honteux.

« Il fallait, dit M. Bourdon de Sigrais, que Clovis posséd-

dât des qualités supérieures pour avoir su se faire obéir par les rois Francs, ses collègues, et réunir, après s'en être défait, leurs diverses tribus à la sienne, pour se faire redouter de ses ennemis, aimer des Gaulois, et chérir de l'ordre sacerdotal. »

« Dans les temps barbares, dit un auteur contemporain (1), comme dans les temps civilisés, c'est par l'activité, par cette activité infatigable née du besoin d'étendre en tout sens son existence, son nom et son empire, que se fait connaître un homme supérieur. Tel, à coup sûr, était Clovis. Il était, au milieu des Barbares, un Barbare doué de facultés supérieures et de cette insatiable activité qui les accompagne; un de ces hommes que rien ne satisfait ni ne lasse; qui ne trouvent dans le repos que l'impatience et la fatigue; nés pour le mouvement, parce qu'ils portent en eux-mêmes la force qui remue tout, et incapables de s'arrêter devant un crime, un obstacle ou un danger. Tel fut le principe des guerres continuelles de Clovis. Ce ne fut point une nécessité extérieure, le déplacement de sa tribu, mais l'impulsion de sa propre nature, qui le poussa dans les Gaules et fit de ce chef de quelques milliers de guerriers le fondateur de la prééminence des Francs sur tous les peuples voisins. C'est par de tels hommes que commencent les grands Etats. »

« L'œuvre de Clovis était achevée; son empire, qui, du côté du midi, s'étendait maintenant jusqu'au-delà de Toulouse, était paisible, stable et puissant. L'amitié d'Anastase, la paix de Théodoric, l'abaissement des Bourguignons et des Visigoths, la ruine de ceux qui, parmi les siens, pouvaient encore inquiéter son ambition, tout concourait à sa grandeur et à son

(1) M. Guizot.

repos ; et ce fut alors qu'il mourut. Clovis était heureux , car il vainquit ; il était habile , car il fonda ; il était éclairé , car il plia les vainqueurs à la religion des vaincus ; il était sage , car il accoutuma les vaincus à la domination des vainqueurs ; il était prévoyant , car il donna des lois qui durèrent ; il était politique , car il se concilia Anastase et déconcerta plusieurs fois les desseins de Théodoric. Il fut donc grand et puissant ; mais il était ambitieux , cruel , implacable : il fut grand de la grandeur qu'exige peut-être l'établissement des empires (1). »

« Clovis ne créa point les temps , il en profita ; il ne suscita ni la décadence de l'Empire , ni la faiblesse des Gaules , ni l'imprévoyance de Syagrius , ni les présomptions d'Alaric , ni l'aversion des chrétiens pour ce prince ardent et rigoureux sectateur d'Arius. Mais , dans ces accidents indépendants de sa puissance , il sut reconnaître et saisir d'heureuses et infallibles occasions de succès , de conquête , de domination , de grandeur. Les Gaules l'attendaient , il le comprit et n'y faillit point. Il fit ce qu'avec son peuple et son siècle il pouvait tenter et achever de plus vaste. Il n'y a point d'autre grandeur pour les chefs de peuple ni d'autre génie. »

« A la mort de cet homme extraordinaire , dit M. Henri Martin , se termine la première des deux grandes périodes de notre origine ; tous les éléments qui doivent enfanter la nationalité française sont maintenant juxta-posés sur le sol gaulois ; la seconde période sera l'histoire de leur fusion. »

« Ce prince , selon l'auteur des *Annales du moyen-âge* , posséda toutes les grandes qualités propres au fondateur d'un empire. Conquérant plein d'ardeur , politique rusé , ennemi redoutable , allié perfide. Son esprit juste et ferme lui mon-

(1) *Histoire des Francs* de M. de Peyronnet.

trait avec promptitude tous les moyens d'arriver à son but. Il employa tour-à-tour, et avec le même succès, une valeur impétueuse contre les Romains et les Visigoths, la négociation et l'adresse avec les peuples libres de l'Armorique, la séduction unie à la force contre Gondebaud, un courage patient contre Théodoric, la trahison et la fourberie avec les grands de sa nation, l'activité et l'audace pour étonner des sujets mécontents qu'il soumit par sa seule présence. La religion même servit à ses fins : son attachement à la foi catholique lui fit des amis de tout le clergé des Gaules et lui donna les sujets de ses rivaux. Nouveau Constantin, il l'établit sur le trône, la fit respecter et la respecta lui-même dans ses ministres; mais cette doctrine sainte ne lui inspira pas les vertus qu'elle enseigne. Enfin, il plaça la nation des Francs au premier rang parmi tous les peuples qui envahirent les provinces romaines; il ruina l'hérésie dans les Gaules, accoutuma à l'obéissance des hommes qui n'avaient point encore oublié la liberté tumultueuse de la Germanie; il légua à sa postérité un immense héritage et éleva presque à son plus haut degré la grandeur de la monarchie française.

« Clovis, selon Gibbon, apprit aux indociles Barbares à connaître les avantages d'une discipline régulière. Inexorable dans sa justice, Clovis faisait périr sur-le-champ les soldats négligents ou indociles. Il serait superflu de parler de la valeur d'un Franc, mais la valeur de Clovis était toujours dirigée par une prudence calme et consommée. En traitant avec les hommes, il faisait soigneusement entrer dans la balance leurs passions, leurs intérêts et leurs opinions, et sa conduite était tantôt adaptée à la violence sanguinaire des Germains, tantôt modérée par la politique plus douce de Rome et du christia-

nisme. La mort lui ferma la carrière de la victoire, dans la quarante-cinquième année de son âge ; mais sous son règne, qui dura trente ans, la monarchie française s'établit solidement dans les Gaules. »

« Ce prince, dit M. Raynouard, habilement politique, ne déplâça aucune institution. Il avait trouvé un gouvernement monarchique, il se mit à la tête de ce gouvernement ; il avait trouvé une administration populaire, il la respecta, il la dirigea ; il plaça un comte, un agent royal dans chaque cité, comme le faisait le gouvernement de l'Empire.

« Et lorsque Anastase accorda au roi Franc le titre honoraire de consul, l'empressement et l'ostentation qu'il mit à l'accepter avec solennité, le plaisir orgueilleux qu'il montra en revêtant les insignes consulaires, en mêlant les pompes de la religion aux pompes de la représentation royale, n'étaient-ils pas un nouvel hommage rendu aux institutions romaines ?

« Sous Clovis et sous ses successeurs, les anciens habitants des Gaules furent élevés aux premiers emplois, aux plus hautes dignités.

« Clovis était doué de cet instinct heureux qui, dans les grands hommes, supplée souvent à l'expérience ; il jugea aisément combien les Romains pouvaient lui devenir utiles, et il ne les estima point assez pour craindre qu'ils fussent infidèles. Aucun ne le trahit, tous le servirent avec zèle et avec dévouement. Il nomma Aurélien au duché de Melun, et le chargea, comme conseiller et comme ambassadeur, de demander Clotilde en mariage. Aurélien réussit dans cette importante négociation. A la bataille de Tolbiac, il combattait à côté de Clovis. »

« Clovis, fondateur d'un empire stable dans les Gaules, dit le duc de Nivernais fut un prince vraiment fait pour vaincre et pour régner, en qui l'on trouve toutes les vertus, non-seulement des héros, mais des conquérants, c'est-à-dire de ces hommes supérieurs qui dirigent leur valeur et leur ambition même par une sagesse que la fortune est pour ainsi dire obligée de seconder. »

CHAPITRE X.

De l'état des personnes chez les Gaulois (1).

L'état des personnes renferme, comme on l'a dit, dans son acception la plus générale, la liberté et la servitude. On a vu dans nos considérations sur la France germanique et sur les Gaules qu'il y avait chez les Germains quatre ordres de personnes nobles, ingénus, affranchis, serfs, et l'espèce d'esclavage qui y était établi. Chez les Gaulois il n'y avait de considérés que les druides et les chevaliers; le peuple était presque réduit à la condition des esclaves. L'état des personnes ne changea point chez les Gaulois, lorsqu'ils passèrent sous la domination romaine, si ce n'est qu'ils acquirent les droits et les honneurs de citoyens romains. Le peuple, avec de tels privilèges, sortit de la dépendance où il était réduit.

Nous n'avons rien à dire sur l'état antérieur des personnes à Clovis et aux Francs.

Le premier des biens de l'humanité, sans lequel les autres perdent tout leur prix, la liberté était, dans ces temps malheureux, inconnue à une grande partie du genre humain.

(1) Nous avons abrégé ici l'excellente dissertation de M. de Gouarcy sur ce sujet.

Des peuples polis et passionnés pour les lettres et les arts , ainsi que des nations nourries dans l'ignorance , les forêts de la Germanie , comme les cités des Gaules , avaient admis la servitude. Un usage barbare , qu'on appelait droit des gens l'étendait à l'infini pendant la guerre. Le droit civil et le droit public la consacraient dans le sein de la paix. Il s'est écoulé un grand nombre de siècles , avant qu'une politique éclairée , et une religion descendue du Ciel pour le bonheur de la terre , aient pu rompre des fers qui dégradent ceux qui les portent , et font l'approbre de ceux qui les donnent.

Qu'il y ait eu une multitude de serfs chez les Francs et chez les Gaulois , c'est une de ces vérités historiques qui n'ont pas besoin de preuves , parce qu'elles ne sont contestées par personne.

La première difficulté qui se présente ici , c'est de savoir si les Gaulois demeurèrent libres , comme ils l'étaient avant la conquête de leur pays par les Francs. Un auteur , connu par sa hardiesse à imaginer des paradoxes , et par sa vivacité à les soutenir , prétend que les Gaulois furent réduits en servitude par les Francs , qu'il érige en autant de souverains presque indépendants.

On ne peut nier qu'un grand nombre de Gaulois ou de Romains dans la chaleur du combat ou dans le sac des places , n'aient sauvé leur vie qu'aux dépens de leur liberté. Tel était le droit des gens de ces temps-là. Mais que les Armoriques , qui font un traité d'égal à égal avec les Francs ; que les soldats romains , qui vont d'eux-mêmes se joindre aux uns et aux autres , pour ne faire tous ensemble qu'un même peuple ; que tous les Gaulois enfin , dont la plupart couraient au-devant du joug de Clovis , aient renoncé à tous les droits et à

tous les privilèges dont ils jouissaient sous le gouvernement romain, aient refusé d'être libres sous celui du Visigoth et du Bourguignon, pour accepter, sous les Francs, un esclavage éternel; c'est une opinion insoutenable et démentie d'ailleurs par tous les monuments qui nous restent de nos antiquités.

Nous voyons que Clovis dut ses rapides conquêtes, autant à sa politique et à la douceur de son gouvernement, qu'à ses talents militaires et à la valeur de ses troupes. C'est après qu'il avait subjugué une partie des Gaules, qu'un grand nombre de Gaulois souhaitaient passionnément l'avoir pour roi. Ce n'était donc pas un maître terrible, qui gouvernait ses sujets avec un sceptre de fer. Les Gaulois n'avaient pas montré moins d'inclination pour Childéric, père de Clovis. Ces dispositions des peuples, que les Bourguignons et les Visigoths ne pouvaient ignorer, les tenaient dans de perpétuelles alarmes, et leur firent souvent persécuter de saints prélats, qu'ils soupçonnaient d'intelligence avec les Francs (1).

Comment les Gaulois auraient-ils perdu la liberté, eux qui conservèrent le droit de se gouverner suivant leurs lois. ou même de partager les privilèges de leurs vainqueurs, en adoptant les lois barbares? L'ordonnance de Thierry, fils du grand

(1) *Cum omnes eos (Francos) amore desiderabili cuperent regnare, S. Aprunculus, Lingonicæ civitatis Episcopus, apud Burgundiones capit haberi suspectus.* « Comme tous désirait ardemment d'avoir les Français pour maîtres, S. Aprunculus, évêque de Langres, devint suspect aux Bourguignons. » C'était sous Childéric I^{er}, en 473. *Greg. Tur. hist. l II, c. 22.* S. Quintien, évêque de Rhodéz était devenu odieux aux Visigoths par les mêmes raisons, sous le règne de Clovis. *Ibid. c. 36.* Tous deux furent obligés de s'enfuir de nuit, pour échapper à la fureur des Barbares qui avaient conjuré leur mort. Le même prétexte d'intelligence avec les Français fit aussi chasser par les Goths Volusien, septième évêque de Tours, et Vêrus son successeur, qui moururent en exil.

Clovis, pour la rédaction des lois des Francs, des Bavarois et des Allemands, laisse à chaque peuple de son empire la liberté de vivre selon ses coutumes (4). C'est ce qu'on trouve répété presque à chaque page des ordonnances des rois de la première race, surtout en faveur de la loi des vaincus, ou de la loi romaine.

La constitution de Clotaire vers l'an 560 (2), ordonne que chaque peuple, et en particulier les Romains, soient jugés selon leurs lois. Le titre trente et unième de la loi des Ripuaires porte que les Francs, les Bourguignons, les Allemands, les hommes de quelque nation que ce soit, qui seront cités en jugement, se défendront selon leur loi particulière (3). Ce règlement ne fut pas toujours observé avec la même exactitude. Mais la tyrannie de quelques rois, ou la prévarication des juges, ne purent qu'en suspendre l'exécution. Dès qu'il fut permis, on réclama pour en demander l'observation.

Les Gaulois, bien loin d'être asservis par leurs vainqueurs,

(1) *Theodoricus, rex Francorum, fuisse conscribere legem Francorum, Alamannorum et Bajoariorum, et unicuique genti que in ejus potestate erat, secundum consuetudinem suam.* Præfatio Leg. Sal. Heroldi editio.

(2) Clotaire était alors seul roi des Français.

(3) *Sicut lex loci continet ubi natus fuerit respondet.* Tit. 31. Leg. Rip. M. l'abbé de Mably observe judicieusement que *loci* ne signifie pas ici le pays, mais la famille où l'on est né. *Observ. sur le gouvern. de Fr.*, t. 1 p. 279. C'est le seul moyen de concilier cette loi avec une foule d'autres; car deux choses sont certaines: l'une, que chaque peuple avait la liberté de suivre ses lois et ses coutumes; l'autre, que les différents peuples dont la monarchie était composée, habitaient pêle mèle les mêmes contrées. Voyez la formule 8^e du livre I de *Marculle*, qui le dit expressément, si cela avait besoin de preuve, et la lettre d'Agobard, archevêque de Lyon, à l'empereur Louis le Debonnaire, (*T. vi. D. Bouq. p. 356, etc.*), où il se plaint qu'il y a tant de lois, que non-seulement dans chaque pays ou chaque cité, mais souvent même dans des maisons particulières, il se trouve ensemble quatre ou cinq personnes qui ont chacun une loi différente.

se virent presque en tout égalés à eux (4). Ils eurent même un avantage marqué durant les premiers siècles de la monarchie, où l'on n'admettait guère qu'eux dans le clergé et aux dignités ecclésiastiques, comme les noms des évêques le montrent assez, quand les historiens ne nous en avertiraient pas. A la fin du sixième siècle, Grégoire de Tours demandait au diacre Vulfilaïcus, comment il avait pu parvenir à la cléricature, puisqu'il était Lombard de naissance. On sent de quelle conséquence était cet avantage chez un peuple qui, suivant Tacite, déjà cité par nous, respectait singulièrement les ministres de la religion, et leur déférait le pouvoir le plus étendu dans les assemblées de la nation. Le clergé héritant, si je puis ainsi parler, des dispositions favorables des Francs pour les prêtres des idoles, dont il occupa la place, prit outre cela sur ces peuples l'ascendant que donnent les mœurs, la science, le mérite de les convertir, après avoir eu celui de contribuer à faciliter leurs conquêtes. Persécutés par les Visigoths et par les Bourguignons, les ecclésiastiques regardèrent comme leur protecteur un prince qui les ménagea habilement, et qu'ils espérèrent désabuser bientôt de ses superstitions grossières. Ils disposèrent insensiblement les esprits des peuples en sa faveur. Clovis, par politique bien plus que par reconnaissance, ne cessa de les honorer. Le clergé se servit sans doute de la considération et du crédit dont il jouissait, pour adoucir la situation de ses compatriotes et de ses parents.

Les Gaulois, qui occupaient seuls les dignités de l'Eglise,

(4) Telle était l'égalité entre les anciens et les nouveaux habitants, que les Romains ou Gaulois parvenaient aux premières dignités de l'Etat, qu'ils devenaient ainsi dépositaires de l'autorité civile et militaire. (Mounier, *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres.*)

partagèrent avec les Francs les dignités séculières. On en voit un grand nombre, tels que Celsus, Chramnelus, Protadius, Bunomius, Mummolus, Claudius, Aurelianus, Richomeris, etc. élevés aux premières places de l'Etat, de maire, de patrice, de duc, de général d'armée, etc.

En un mot, les Gaulois, presque en tout égaux à leurs vainqueurs, ne s'aperçurent de leur état de vaincus, qu'en ce que leur sang fut jugé moins précieux que celui des Francs et des autres Barbares. La composition pour le meurtre d'un Franc était double de la composition pour le Gaulois.

Peut-être ces Barbares crurent-ils devoir prendre cette sûreté au milieu d'un peuple beaucoup plus nombreux qu'ils n'étaient, et à qui un nouveau joug, quelque léger qu'il fût, pouvait paraître odieux; mais il dépendait encore des Gaulois de faire évanouir cette unique différence, quelle qu'elle pût être. L'article trente-sixième de la loi ripuaire est ainsi conçu : « Si un Ripuaire tue un Franc, il payera deux cents sous; si c'est un Bourguignon, un Allemand, un Frison, un Bavaïrois ou un Saxon, cent soixante; si c'est un Romain, cent. » Voilà les différences marquées entre les nations. Voici l'égalité parfaitement rétablie. La loi salique de l'édition d'Hérolde et de Wéndelin porte : « Si un ingénu tue un Franc ou un Barbare, ou un homme qui vit sous la loi salique, il payera deux cents sous. » On voit encore dans différents endroits des Capitulaires, la liberté qui était laissée à chacun de choisir sa loi, par exemple, dans le Capitulaire de l'empereur Lothaire I, publié à Rome en 824, et inséré dans la loi des Lombards (l. 2, tit. 578). » Nous voulons, y est-il dit, qu'on demande à tout le Sénat et au peuple romain sous quelle loi il veut vivre, afin qu'il vive sous cette loi. » Il était encore bien plus con-

venable de naturaliser Français les Gaulois, et de les associer aux privilèges des Francs, avec qui ils ne devaient former qu'un même peuple. C'était même une sorte d'indemnité pour le droit de citoyen romain, qu'ils avaient perdu, en cessant de faire partie de l'empire romain.

Parmi les Gaulois et les Francs, il y avait une multitude de serfs, de colons et d'affranchis, dont nous allons approfondir la condition.

Avant de distinguer les différentes sortes d'esclaves qui étaient dans les Gaules, faisons une remarque essentielle d'après le droit romain. C'est que quelque diversité qu'il y ait dans les occupations et les offices des esclaves ils se ressemblent tous en un point : ils sont tous également esclaves. L'esclavage est un atôme, qui n'est susceptible ni de plus, ni de moins. Les esclaves sont sans état, ne font pas de tête. *Nulum statum vel caput habent*. Ils ne sont pas tant vils que nuls. *Non tam viles quam nulli sunt*.

Parmi les esclaves, les uns étaient nés de parents esclaves eux-mêmes ; d'autres étaient des prisonniers de guerre, que le barbare droit des gens d'alors réduisait par grâce à l'esclavage ; ceux-ci avaient été vendus par leurs parents, ou s'étaient vendus eux-mêmes ; ceux-là avaient été condamnés à la servitude, en punition de quelque crime. Les serviteurs étaient tous serfs ; et un grand nombre d'artisans occupés pour le public ou pour les particuliers, étaient également serfs, ou descendants de serfs.

Les Gaulois, ainsi que les Romains, avaient plusieurs espèces de serfs : il faut distinguer surtout ceux de la ville et ceux des champs. Les premiers faisaient partie du mobilier ; les seconds, regardés comme immeubles, étaient tellement at-

tachés aux fonds de terre qu'ils cultivaient, qu'on les vendait et qu'on les achetait avec ces fonds. Il y avait divers rangs parmi ces serfs, selon les différentes occupations auxquelles on les appliquait. On distinguait aussi les esclaves publics et ceux des particuliers. Les premiers étaient chargés de différentes fonctions et de différents travaux, qui regardaient toujours le public. Les uns étaient préposés pour les chevaux de poste de l'Etat. Il était expressément défendu de les échanger et de les affranchir ; et le juge qui de sa propre autorité aurait osé donner la liberté à quelqu'un d'eux, était condamné à payer une livre d'or. Les autres avaient la garde des bourgs, c'est-à-dire des petits châteaux situés sur les frontières de l'empire : de là leur nom de *Burgarii*. D'autres faisaient des habillements pour le compte de l'Etat ; d'où ils étaient appelés *Gynœciarii*. Il était défendu de même de les débaucher ou de les retirer chez soi. Enfin, une autre classe d'esclaves publics était appliquée à la culture des terres fiscales. Au reste les esclaves, qui avaient appartenu à des maîtres morts sans héritiers, ou qui avaient été condamnés à la servitude pour quelque délit, devenaient, par là même, esclaves de l'Etat : et quand les derniers étaient délivrés de cette servitude pénale, ils ne retombaient plus au pouvoir de leurs maîtres ; mais ils demeuraient dans la dépendance du fisc, d'une façon à la vérité moins humiliante, c'est-à-dire comme les serfs ordinaires, et non plus comme des serfs punis de quelque crime.

Mais pouvait-on ajouter beaucoup à la situation déplorable de ceux-là, sur qui leurs maîtres avaient un pouvoir despotique et outrageant pour l'humanité ? Il était permis aux maîtres non-seulement de les maltraiter, mais même de les faire mourir sous les coups, pourvu qu'ils ne se servissent que des ins-

truments affectés aux esclaves, etc. Les Eglises, qui étaient un asile ouvert à tous les criminels, n'en offraient point à ces malheureux contre les emportements de leurs maîtres. S'il était défendu, sous peine de mort, à tout créancier et aux collecteurs d'impôts d'arrêter, pour sûreté du paiement, les esclaves qui cultivaient la terre, ce n'était point par ménagement pour ceux-ci : on ne faisait en cela que les élever aux animaux qui ouvraient le sein de la terre ; et la loi même, qui prend sous sa protection les esclaves et les bœufs, en donne une raison commune à tous. C'est, dit-elle, parce que les tributs ne se perçoivent qu'à la faveur de leurs travaux. On est étonné, après cela, de trouver dans la loi une sorte d'égard, qui montre qu'on n'avait pas entièrement oublié que les esclaves fussent des hommes. Quoiqu'on fût aussi libre d'en disposer que de tout autre bien, la loi de Constantin le Grand (Liv. 2, tit. 25, l. 4.) ordonne que dans le partage des domaines de l'Etat ou des particuliers, on ne sépare point les proches parents qui se trouveraient ensemble dans l'esclavage, les pères et les mères d'avec leurs enfants, les frères d'avec les sœurs, les maris d'avec les femmes. Pour indemniser les héritiers, on donnait d'autres esclaves à la place de ceux-ci.

Les esclaves ne pouvaient absolument disposer de rien ; ils ne pouvaient jamais engager leurs maîtres, ni s'engager eux-mêmes. Si on leur prêtait quelque chose, on n'avait d'action ni contre eux, puisqu'ils étaient dans la dépendance absolue de leurs maîtres, ni à plus forte raison contre leurs maîtres. Il était seulement permis au créancier de recevoir quelque chose de leur pécule, s'ils n'étaient redevables de rien à leurs maîtres ; car le pécule ne se comptait que déduction préa-

lablement faite de ce que le maître répétait. Cependant, pour l'avantage du maître, les esclaves, en son absence, étaient regardés comme habiles à revendiquer son bien contre un usurpateur; mais leur négligence à le faire ne préjudiciait en rien au droit du maître. Dans tout autre cas, ils ne pouvaient tester en jugement; ils pouvaient encore moins se déclarer délateurs de leurs maîtres: le crime de lèse-majesté était excepté. Les affranchis qui accusaient leur patron, les esclaves qui accusaient leur maître, quand même ils auraient prouvé leur accusation, étaient punis du dernier supplice; leurs libelles d'accusation étaient condamnés aux flammes avec eux.

La liberté et le droit de bourgeoisie romaine étaient la récompense des esclaves, qui déféraient les faux monnoyeurs. Le fisc payait aux maîtres le prix qu'ils étaient estimés. Ceux qui accusaient du crime de rapt, obtenaient la liberté des Latins. S'ils étaient déjà Latins, ils devenaient citoyens romains. Les esclaves convaincus de rapt étaient condamnés au feu, tandis que les hommes libres étaient décapités. La loi punissait toujours plus sévèrement les esclaves. C'est ainsi encore que les esclaves qui enlevaient les enfants, étaient exposés aux bêtes, avant de souffrir le dernier supplice. Les libres étaient simplement punis de mort. Les esclaves qui chargeaient les bêtes de l'Etat de plus gros fardeaux que les ordonnances ne le permettaient, étaient condamnés aux mines pour leur vie, et les libres n'étaient qu'exilés. Pour ce qui regarde le droit de servir dans la milice, il y avait de la contradiction dans les lois romaines. Plusieurs déclarèrent les esclaves incapables de porter les armes; et la loi seizième d'Arcadius et d'Honorius, en 406, les y invita, et leur promet la liberté pour récompense.

La liberté se perdait et s'acquerrait de bien des façons. La loi permettait aux pères et aux mères de vendre ou d'engager leurs enfants, lorsque, réduits à une extrême indigence, ils n'avaient point d'autre ressource. Mais elle voulait que ces malheureuses victimes de la misère recouvraissent au plutôt leur liberté, sans qu'on fût obligé de rendre le prix de leur vente. L'esclavage d'un ingénu, de quelque courte durée qu'il soit, a suffi pour le payer, dit la loi.

Les enfants de droit commun suivaient la condition de leur mère. Aussi une esclave avec qui son maître partageait son lit, ne pouvait donner le jour qu'à des esclaves. *Si ancilla herilem lectum ascenderit*, etc. Ce n'est pas tout. La femme libre qui ne rougissait pas de donner sa main à l'esclave d'un autre, tombait elle-même dans l'esclavage, et par conséquent y entraînait avec elle tous ses enfants. D'autres lois plus douces demandent pour cela que le maître de l'esclave ait fait trois fois sa dénonciation. La loi ne décernait pas de peine contre la femme libre, si on lui avait fait violence. Une femme libre qui commettait un adultère avec son esclave, était punie de mort, et l'esclave condamné aux flammes. Tous les esclaves étaient reçus à accuser de ce crime : s'ils le prouvaient, ils obtenaient la liberté.

Si un homme libre attaquait la liberté d'un autre, et le réclamait comme son esclave, celui-ci pouvait chercher, où bon lui semblait, un défenseur de sa liberté; sans quoi, incapable de se défendre par lui-même, il était remis entre les mains de celui qui le réclamait. S'il se présentait ensuite un défenseur, l'affaire pouvait toujours s'engager. Quand le jugement était *en faveur de la liberté*, le demandeur donnait un esclave au citoyen, qu'il avait voulu réduire en servitude.

Ce défenseur était également nécessaire, soit que la liberté d'un citoyen fût attaquée, comme nous venons de voir, ou qu'au contraire un esclave prétendit être libre. L'esclave ne pouvait alors agir en son nom, de peur que si le jugement était rendu *contre la liberté*, il ne se trouvât que l'esclave avait plaidé contre son maître.

Un ingénu élevé comme esclave, qui depuis sa majorité a fait des actes d'esclave, se croyant tel, n'en est pas moins reçu à réclamer sa liberté. *Ad libertatem proclamare potest.* Si c'est un esclave qui ait été affranchi avant l'âge de quatorze ans, il a le même droit; ce qui ne serait plus s'il avait été affranchi depuis l'âge de puberté. Celui qui recouvre ainsi sa liberté, doit rendre à son maître tout ce qui vient de lui; mais il gardera tout ce que d'autres lui auront donné. La possession de la liberté pendant seize ans avait force de prescription; mais ce n'était pas pour ceux qui étaient nés d'une mère esclave, à moins qu'on ne les eût rachetés ou échangés, ou que leur maître ne leur eût assigné un pécule, dont ils pussent user, comme de leur bien propre. Une loi postérieure est plus favorable. Elle règle que ceux qui ont joui de la liberté durant vingt ans, ou qui ont exercé des emplois publics, ou qui ont été sous les yeux des personnes qui prétendent être leurs maîtres, n'ont pas besoin de défenseur, mais qu'ils peuvent se défendre eux-mêmes.

La manière ordinaire de recouvrer la liberté était l'affranchissement, qui dépendait absolument des maîtres. La loi permettait aux laïcs de donner à leurs affranchis une liberté entière, et les droits de citoyens romains, pourvu que ce fût dans l'Eglise, avec les formalités requises, et sous les yeux des prélats. Les clercs avaient le même pouvoir, sans être as-

treints à aucune de ces formalités. Au reste, l'acte d'affranchissement n'était pas irrévocable. Le crime d'ingratitude mettait le patron en droit de rappeler ses affranchis au joug de l'esclavage, et une légère offense suffisait pour ce crime. L'héritier du patron avait le même droit contre les enfants des affranchis, quand même ils auraient été dans la mélice.

Les affranchis ne pouvaient aspirer à aucun honneur, ni à la milice du palais. Il n'en était pas de même de leurs enfants. Les affranchis ne pouvaient se porter pour accusateurs ni de leurs patrons ; ni des enfants de leurs patrons. S'ils osaient le faire, ils étaient menacés du même supplice que les esclaves. La liberté était regardée comme le bien suprême. C'est pour cela qu'on porta si loin les devoirs des affranchis envers les patrons. Les affranchis étaient tenus de servir et de nourrir leur patron et ses enfants, quand ils étaient dans le besoin. La loi voulait même qu'on vendit les affranchis, s'il n'y avait pas d'autre moyen pour tirer de la misère le patron et ses enfants.

Les affranchis ne jouissaient que bien imparfaitement des douceurs de la liberté. Outre les restrictions que leurs maîtres y mettaient arbitrairement ; ils passaient pour infâmes ; et comme tels, les ingénus pouvaient les écarter de la succession ; quand leurs frères avaient institué héritiers leurs affranchis. Le patron qui avait donné quelque chose à ses affranchis, parce qu'il n'avait point d'enfants, redevenait le maître de disposer de ses dons, lorsqu'il lui en était né.

Quand des affranchis, en punition de leur ingratitude, étaient descendus de l'état de citoyens romains à celui des latins, la loi excluait de la succession leurs enfants, quoique nés antérieurement à leur crime. Leurs biens passaient par

droit de pécule, *jure peculii*, au patron et à ses enfants. Godefroi remarque ici qu'il y avait deux sortes d'affranchis, les uns citoyens romains et les autres latins. C'est ce que Salvien explique dans son troisième livre à l'église catholique. « Il est d'usage tous les jours que les maîtres donnent à leurs esclaves une liberté médiocre... Ceux qui jugent leurs esclaves indignes des honneurs de citoyens romains, les attachent au joug de la liberté Latine. » Ces affranchis latins tenaient donc le milieu entre les citoyens romains et les esclaves. *Servorum liberi et spurii liberorum erant*, dit la loi. Ils vivaient riches, ils mouraient pauvres. Leurs biens, après la mort, étaient dévolus au patron et à ses enfants, à moins cependant que les derniers ne fussent émancipés. Alors les fils de l'affranchi étaient préférés.

Après nous être assez étendus sur les serfs et sur les affranchis, selon le code théodosien, il est à propos de discuter ce qui regarde les colons.

Observons d'abord que le terme de *colon* a plusieurs acceptions différentes. 1° Il se prend pour tous les habitants de la campagne, qui cultivent leurs terres, et ce sont ceux-là principalement que nous trouvons appelés colons libres, *liberi coloni*. Il signifie 2° tous ceux qui font valoir les terres d'autrui, sous quelque titre que ce soit. 3° Les étrangers ou *inquilins*, si je puis user d'un mot qui m'est ici nécessaire. 4° Il faut entendre spécialement sous ce nom tous ceux qui se devaient à la culture des champs qui les avaient vus naître, et qui y demeuraient sous la puissance des propriétaires, comme dit saint Augustin, liv. 10, de la *Cité de Dieu*, c. 1. En ce sens *colons* et *propriétaires* sont opposés. Il est fait très-souvent mention de ces derniers colons, dans les monuments

de la première et de la seconde race de nos rois. Ils étaient affectés à de certaines terres, attachés à *la glèbe*, selon le terme de la loi.

Les colons demeuraient donc dans les terres d'autrui, par le droit de leur naissance et de leur origine. C'est de là qu'ils étaient appelés *originels*, *originaires*. Le prince avait ses colons, ainsi que les particuliers; et ces particuliers, comme le prince, on les appelait maîtres et patrons des colons; maîtres, parce qu'ils l'étaient effectivement, et patrons, à cause des sentiments de pères qu'ils devaient avoir pour leurs colons. Les colons sont distingués expressément des esclaves dans plusieurs endroits, en particulier dans la loi *de mendicantibus validis*, tom. 5, tit. 48, et ils sont dits *libres*. Ils n'étaient pas susceptibles d'affranchissement. Les colons fugitifs étaient même faits esclaves par punition. Les noces des colons étaient légales et solennelles, privilèges que n'avait point le mariage des esclaves.

Cependant on lit dans plusieurs autres endroits que les colons sont esclaves, attachés à une certaine servitude; et on les oppose aux hommes libres. Ils passaient pour esclaves de la terre à laquelle ils étaient attachés. Ainsi les colons étaient proprement attachés à la terre dont ils faisaient partie, non aux personnes. Ils ne pouvaient en être séparés ni retenus par le maître qui aliénait sa terre. Tout le droit qu'avait celui-ci était de les faire passer à une autre terre, lorsqu'il en possédait plusieurs. Voici une loi qui établit formellement la distinction des colons d'avec les esclaves et d'avec les libres. « Si quelqu'un a gardé chez lui le colon d'un autre, qu'il le rende à son maître, qu'il paye le tribut que devait le colon, tandis qu'il l'a gardé, et que le colon soit réduit à l'état d'esclavage. »

Les colons étaient inscrits parmi les tributaires. De là leur nom d'*ascriptitii*, ou de *censiti*. Ils payaient la capitation, ou les maîtres la payaient pour eux. Les maîtres n'étaient point obligés de la payer pour leurs colons fugitifs, quand ceux-ci étaient inscrits sur les rôles des impôts, qu'ils possédaient des terres en leur propre nom, et que les maîtres n'avaient rien dans ces terres. Mais quand c'étaient des colons originaires, attachés à la glèbe par leur naissance, et qui n'avaient pas de domaines à eux, ils n'étaient inscrits sur les rôles qu'au lieu et place de leurs maîtres, qui par conséquent répondaient pour eux. La loi porte expressément que les propriétaires des terres sont obligés de satisfaire aux tributs, quand ceux qui recueillent leurs fruits, négligent de le faire, quels qu'ils soient, colons, procureurs, etc.

Les colons ne pouvaient être ordonnés clercs sans le consentement de leurs maîtres, ou sans deux conditions : l'une qu'ils exerçassent les fonctions de leur ordre dans leurs terres, l'autre qu'ils se fissent remplacer pour les travaux dont ils étaient chargés. Au reste ils étaient, comme les esclaves, exclus de tous les honneurs, de la milice et de la gestion des affaires des particuliers. Leur état ou le *colonat*, (*colonatus*) était pour toujours. Les enfants étaient absolument de la même condition que les pères.

Les colons étaient tenus de donner à leurs maîtres une partie des fruits de la terre qu'ils cultivaient. La quotité était réglée par la coutume. Le surplus leur appartenait en propre. C'était leur pécule qu'ils pouvaient aliéner, même à l'insu du maître. Une loi de l'empereur Valens déclare que le colon ne peut aliéner ni la terre qu'il cultive, ni même celles qui lui appartiendraient en toute propriété, sans l'agrément de son

maître. Par d'autres lois il lui est défendu de disposer de rien, même de son pécule, attendu qu'il appartient à son maître. Mais les colons nés d'une femme libre, et qui ne sont devenus tels que par la prescription, ne sont pas compris dans ces défenses. Voilà un moyen naturel d'accorder ces lois.

Les colons nés d'un colon et d'une femme libre, étaient libres en tout, à cela près qu'il ne leur était point permis de quitter leur terre. Ils ne pouvaient intenter de procès à leur maître que dans quatre cas : s'il était question de leur état ou de la propriété des terres, s'ils se plaignaient d'être surchargés ; enfin ils pouvaient l'accuser de crimes qui attaquaient la République.

Tacite compare les colons des Romains aux serfs des Germains. Or, les serfs des Germains tenaient les terres de leurs maîtres et les faisaient valoir, à la charge seulement d'une redevance. Tels étaient les colons *homologues*. On appelait ainsi des Barbares qui avaient passé chez les Romains, où ils cultivaient des terres sous certaines conditions. Au reste les colons, et ceux qu'on appelait *ascriptitii*, *originarii*, *inquilini*, sont tantôt confondus, et tantôt distingués dans le droit.

Il y avait en effet deux sortes de colons. Les uns n'avaient qu'un pécule, qui appartenait à leur maître. C'étaient de ces colons originaires et tributaires, nés dans la maison de leur maître, *ascriptitii*, *originarii*. Les autres n'étaient chargés que de cultiver la terre et d'en rendre une partie des fruits au propriétaire. Ceux-ci, dont parle Salvien, étaient dans leur origine des hommes libres et des étrangers, *inquilini*, que la misère avait obligés de prendre à ferme les biens des riches. Ils étaient devenus colons par la force de la prescrip-

tion, après le terme de trente ans. Leur pécule leur appartenait. Le droit de prescription rendait colons au bout de trente ans, et affranchissait de cette condition, dans le même espace de temps, ceux qui l'avaient quittée. Mais tant que ce terme n'était pas expiré, le maître pouvait toujours ramener le colon dans sa terre. La prescription avait lieu pour la *colone*, après vingt ans écoulés. Auparavant le maître avait droit de la reprendre. Mais, si elle avait un mari, le maître devait se contenter d'une autre colone, qu'on lui donnait à la place de la sienne, pour ne pas séparer les époux. Si un colon avait des enfants de la colone d'un autre maître que le sien, les deux tiers de ses enfants appartenaient au maître du colon, et un tiers à celui de la colone, en observant toujours qu'on donnait d'autres colons à la place du dernier tiers, pour ne pas séparer la famille. Mais si la colone avait eu commerce avec un homme libre, tous les enfants appartenaient au maître de cette femme.

Je résume en peu de mots ce que je viens de dire sur les colons. On appelait colons ou cultivateurs chez les Romains et chez les Gaulois, qui suivaient la loi romaine, tous ceux qui cultivaient la terre, soit des hommes entièrement libres, qui cultivaient leurs propres terres ou celles des autres, soit des esclaves, soit enfin, et plus ordinairement, ceux qui étaient proprement colons, et qui tenaient comme le milieu entre les libres et les esclaves. Ces derniers colons étaient libres par rapport au propriétaire de la terre, duquel ils n'étaient pas les esclaves; ils étaient esclaves par rapport à la terre qu'ils étaient obligés de faire valoir et dont ils ne pouvaient s'éloigner en aucun temps. *Non domino preedii servibant, sed ipsi preedio. Terras servi erant.* Il y a eu, selon

les lieux et les temps, bien des différences dans cette dernière classe de colons.

CHAPITRE XI.

Etat des personnes chez les Francs.

Passons à présent chez les Francs. Examinons quel était parmi eux l'état des libres et des serfs, comme nous l'avons fait pour les Gaulois.

Les Germains, selon Tacite, se regardaient comme les plus libres des peuples. Leurs serfs avaient en quelque façon part à la liberté germanique, puisqu'ils étaient les moins esclaves de tous les esclaves. Tranquilles et presque indépendants dans les terres qu'ils faisaient valoir, ils n'étaient tenus qu'à rendre au propriétaire du grain, du bétail, des habits, suivant leurs conventions. Ils étaient rarement maltraités par leurs maîtres, qui pouvaient cependant les tuer impunément. Il n'y avait point d'esclaves dans les maisons des Germains. La mère et les enfants en tenaient lieu. Il est vrai que les Germains mêlés dans la suite avec les Romains, dont ils empruntèrent les vices avec la politesse, connurent des besoins qu'ils avaient ignorés jusqu'alors, et firent servir une foule d'esclaves à leur mollesse ou à leur vanité. Ce changement dans leurs mœurs, joint aux grands domaines qu'ils acquirent dans les Gaules, dut multiplier considérablement chez eux le nombre des serfs. Par différentes causes le nombre des libres diminua toujours en France, jusqu'au commencement de la troisième race, où l'on ne voit plus que seigneurs, vassaux, sujets des seigneurs, serfs de corps ou d'héritage.

Ces causes furent principalement le partage de la monarchie entre les fils des rois, leurs guerres perpétuelles entr'eux, l'usage d'alors de réduire en servitude tous les prisonniers, la faiblesse de la plupart des princes, la puissance excessive des grands, les misères, les famines, les brigandages affreux des Normands, la multiplication et l'accroissement des fiefs et des seigneuries, la décadence entière du gouvernement, et l'espèce d'anarchie où tomba la France, pendant laquelle tout fut en proie à l'ambition et à la cupidité du plus fort. Les peuples, et surtout ceux des campagnes, se trouvèrent heureux de se donner aux seigneurs qui avaient des châteaux et des forces pour les défendre des ennemis du dedans et du dehors. Une dévotion bizarre, digne de ces siècles grossiers, augmenta encore les servitudes. On se consacrait avec ses biens et sa famille au service des saints, c'est-à-dire des églises et des monastères. La cause la plus universelle et la plus rapide fut la tyrannie des grands, des ducs et des comtes, qui se rendirent indépendants et perpétuels dans leurs places, qui n'étaient auparavant que des offices amovibles, et se firent des sujets et des serfs dans les lieux, où ils devaient rendre la justice et lever des milices au nom du roi. Ne parlons ici que de ce qui regarde proprement la servitude et la liberté, sans entamer ce qui a trait à la sujétion féodale.

Remarquons d'abord quelques faits sur l'usage de réduire en servitude les prisonniers de guerre. Après la victoire que remporta Frédégonde sur l'armée de Childebert, elle fait une invasion en Champagne, où elle met tout à feu et à sang. On égorgea tous ceux qui étaient en état de porter les armes. On garda les autres pour faire le service d'esclaves.

Thierri, roi d'Austrasie, fils de Clovis, conduisit son armée

dans l'Auvergne, qui, sur un faux bruit de sa mort, s'était soumise à la domination du roi Childebert, et promit à ses soldats le pillage de cette province et tous les habitants pour esclaves. On voit qu'en effet il emmena un grand nombre de prisonniers. Thierrî et Childebert se réconcilièrent, et se donnèrent de part d'autre des otages, parmi lesquels il y avait plusieurs enfants de sénateurs. Mais, les deux frères s'étant brouillés de nouveau, les otages furent faits esclaves au profit de l'Etat. Atalus, d'une illustre naissance, et neveu de saint Grégoire, évêque de Langres, était du nombre. Son maître lui donna le soin d'un haras, et tous ceux qui avaient de ces otages en garde, les réduisirent de même en esclavage.

Grégoire de Tours nous parle ailleurs des Saxons, qui emmènent un grand nombre de captifs des royaumes de Gontran et de Sigebert. Sigebert fait la même chose dans les environs de Paris, sur les terres de Chilpéric. Récarède, fils de Leuvigilde, roi d'Espagne, enlève aussi tous les effets et tous les habitants des territoires de Toulouse et d'Ugerne, où il fit une incursion en 586.

Sous les deux premières races, remarque très-bien l'auteur de l'*Esprit des lois*, « la résistance, la révolte, la prise des places emportaient avec elles la servitude des habitants. Et comme, outre les guerres que les différentes nations eurent entr'elles, il y eut cela de particulier chez les Francs, que les divers partages de la monarchie firent naître sans cesse des guerres civiles entre les frères ou neveux, dans lesquelles ce droit des gens fut toujours pratiqué, les servitudes devinrent plus générales en France que dans les autres pays. » Les rois eux-mêmes dévastaient leur propres états, et réduisaient en servitude une partie de leurs sujets pour punir les fautes de quel-

ques particuliers, comme **Thierri I^{er}**, dont nous avons parlé plus haut.

On voit dans plusieurs endroits de notre histoire, qu'il se faisait en France un grand commerce de ces prisonniers, et que la reine Bathilde le défendit absolument, et racheta un grand nombre de ces malheureux, à qui elle rendit la liberté. **Saint Bonet**, nommé gouverneur de la province de Marseille par **Thierri III**, vers l'an 700, ne souffrait pas qu'on vendit les hommes à l'encan, comme c'était l'usage dans ce pays, ni qu'on les retint en captivité. S'il en savait quelques-uns qui eussent été vendus malgré ses ordres, il les rachetait de ses propres deniers, et les renvoyait chez eux. Les évêques signalaient, par-dessus tous les autres, leur zèle et leur charité dans ces circonstances. Je ne parlerai que de **saint Eloi**, évêque de **Noyon**, sous **Dagobert I^{er}**. Dès qu'il savait, dit l'auteur de sa vie, qu'il y avait quelques esclaves à vendre, il les rachetait. Quelquefois il en rachetait jusqu'à vingt, trente, cinquante, et même cent à la fois, lorsqu'on les débarquait. Il y en avait de toutes sortes de nations, de Romains, de Gaulois, de Bretons, de Maures, et surtout de Saxons, qu'on arrachait du sein de leur patrie, et qu'on conduisait en différentes contrées, comme de vils troupeaux. Ce saint évêque avait un grand nombre d'esclaves nés dans sa maison. Il en affranchit et fit ordonner plusieurs.

On n'aura pas de peine à croire que les grands et les officiers du prince se soient prévalus souvent des troubles de l'Etat et de la faiblesse des souverains, pour opprimer les petits, et leur ravir avec leurs possessions ce qui leur était bien plus précieux encore, la liberté, lorsqu'on remarquera que sous le règne le plus juste et le plus ferme, sous le plus grand

peut-être de nos rois, sous Charlemagne, en un mot, il s'est commis des excès affreux en ce genre. Dans plusieurs capitulaires, dans ceux de Charlemagne même, il est défendu de vexer les libres qui sont dans la misère, et de les forcer par de mauvais traitements à vendre ou à donner leurs biens.

On peut juger, par le tarif des compositions pour les crimes, à quel point la personne d'un libre était plus prisee que celle d'un serf. Les compositions qu'on accorde au premier sont beaucoup plus fortes, et la punition du dernier est toujours plus rigoureuse, à moins qu'elle ne soit en argent. La bassesse de l'esclave et sa pauvreté sont la cause de cette double différence.

La loi salique punit les vols des esclaves par le fouet, la prison, et par une peine encore plus forte; les vols des libres par une somme d'argent; quelquefois même ceux des esclaves, mais la somme est beaucoup moindre. Pour avoir volé deux deniers, le libre est condamné à seize cents deniers d'amende, l'esclave à cent-vingt. Les serfs convaincus d'avoir volé, étaient condamnés à la potence, si personne ne payait pour eux, dit Grégoire de Tours.

Les compositions pour un homme tué étaient au profit des parents, qui étaient chargés de poursuivre la vengeance de sa mort. C'était une sorte d'indemnité ou d'intérêts civils, que l'offenseur devait offrir, et dont le magistrat, quand les lois eurent acquis assez d'autorité, obligeait l'offensé de se contenter.

Il était permis à quiconque ne voulait point de ce droit dangereux et sanguinaire, ni être exposé à payer des compositions au défaut de ses parents, de renoncer à sa famille par une cérémonie bizarre, qui consistait à rompre sur sa tête

quatre bâtons d'aune, et à les jeter devant le juge. Il est vrai qu'alors il ne pouvait rien prétendre aux compositions pour ses parents, qui avaient été tués, non plus qu'à leur succession. Et quand lui-même venait à mourir, ou à être tué, sa composition et ses biens passaient au roi. Il était censé n'avoir plus de parents.

La fonction du magistrat était toute différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Ce n'était pas l'offensé, c'était l'offenseur qu'il prenait sous sa protection, pour le dérober à la vengeance d'une famille, à qui la loi elle-même avait mis les armes à la main. Le coupable reconnaissait cette espèce de sauve-garde, en payant le tiers de la composition au roi, c'est-à-dire au juge qui tenait sa place. Dans les lieux exempts de la juridiction royale, ce droit, comme tous les autres du fisc, était pour les privilégiés, ou pour le seigneur. C'est ce qui est expressément marqué dans une foule de diplômes de nos rois, de la première et de la seconde race. Nous en citerons quelques-uns dans la suite. Au reste, afin que tout se passât dans l'ordre, et que le prince ne perdît rien de ses droits, l'autorité publique devait intervenir pour régler ces compositions. Celui qui aurait reçu clandestinement une composition de la personne qui l'avait volé, était puni comme le voleur même.

Cette loi des compositions admettait des exceptions, selon les temps et les crimes. Nous voyons en effet différentes ordonnances de nos rois, sous la première et la seconde race, qui punissent de mort les mêmes crimes, pour lesquels la loi avait décerné des compositions, ou qui excluent positivement toute composition.

« Quant aux homicides, dit le roi Childebert II, nous avons ordonné que quiconque aura tué un autre méchamment

et sans raison , soit puni de mort , sans qu'il puisse se racheter par aucune composition.

Les rois qui avaient assez de zèle pour la justice , et de vigueur pour la faire observer ou la venger , ont jugé de temps en temps que le frein des supplices était nécessaire , pour arrêter des crimes que l'opulence et l'impunité enhardissaient. Mais les ordonnances particulières, rendues en différents temps, quelles qu'en aient été la durée et l'étendue , ne sont après tout que des exceptions , qui prouvent la loi générale , et l'esprit de la nation française sur la punition des crimes.

Parmi les serfs , il faut distinguer ceux des rois et de l'Eglise , auxquels la loi accorde une composition triple. La même loi marque les redevances que les serfs de l'Eglise étaient tenus d'acquitter. Les serfs devaient remplir exactement leur tâche , ainsi que les serves ; partager leurs journées entre leurs maîtres et eux , cultiver la terre pour leurs maîtres trois jours de la semaine , et trois jours pour eux. Les serfs de l'Eglise avaient encore cette prérogative , qu'on ne pouvait les tirer du service de l'Eglise , pour les attacher à un autre. Mais si on entreprenait , malgré la loi , de les échanger contre d'autres serfs , ceux-ci à la vérité passaient sous la puissance de l'Eglise , mais le serf ecclésiastique était par cet acte seul mis en liberté.

Les serfs du roi et de l'Eglise avaient plusieurs autres privilèges ; un des principaux était de pouvoir *tester en jugement*. Le serf d'un citoyen était puni de mort pour un meurtre commis dans l'Eglise ; tandis que le serf du roi ou de l'Eglise était reçu pour la première fois à payer sa composition , et n'était envoyé au supplice qu'en cas de récidive.

Les libres et les serfs étaient séparés par une barrière insurmontable. Toute alliance entre eux était défendue. Il n'y

avait d'exception que pour les serfs du fisc, avec qui les libres pouvaient se marier, sans perdre droit à l'héritage paternel, ni celui de plaider et de témoigner en justice. « Qu'on ait cet égard pour nous, dit l'Empereur Charlemagne, comme on l'a eu pour les rois nos prédécesseurs. » Les libres qui osaient, malgré la défense, contracter mariage avec les serfs des autres, tombaient eux-mêmes dans l'esclavage, et y entraînaient eux-mêmes leurs enfants. Si c'était un serf qui se mariât avec l'esclave d'un autre maître, il payait trois sous, ou recevait six-vingts coups de fouet.

Il y avait deux classes principales de serfs chez les Francs, comme chez les Gaulois : des serfs attachés à la glèbe, appelés *serfs casés*, *servi casati* ; on les comptait au nombre des immeubles, parce qu'ils ne pouvaient être séparés de la terre : les autres nommés *non casés*, *mancipia non casata*, servaient chez leur maître, et étaient regardés comme biens meubles. La vente des uns et des autres était également permise, quoique Charlemagne eût défendu à ses fils d'acheter ou de recevoir les premiers d'un autre royaume que le leur, ainsi que tous les biens immeubles. Il paraît que le serf nommé *Gasin-dus* était de la dernière classe, et distingué dans cette classe. Les maîtres donnaient quelquefois aux Gasindes des terres exemptes de toutes sortes de redevances et de corvées, avec des serfs, etc.

L'établissement des fiefs donna naissance à des espèces de serfs singuliers, qu'on n'avait pas connus jusques-là. Sur la fin du huitième siècle il est parlé de serfs qui *sont honorés, qui tiennent des ministères et des bénéfices, et en qualité de vassaux, prêtent serment de fidélité au roi, et viennent à son armée à cheval, armés de toutes pièces.*

Une autre espèce de serfs tout différents, dont je ne trouve le nom, et dont l'état ne fut bien fixé que sous la troisième race, ce sont les gens de poète et les vilains. La différence entre l'homme de poète et le vilain était considérable, puisque celui-ci ne pouvait, comme l'autre, abandonner sa tenure, et que ses services n'avaient rien de fixe. Les vilains étaient tellement dépendants des seigneurs, qu'un ancien jurisconsulte ne craint pas de les comparer à *beast en parkes*, *pissons en servors* et *ouseaux en cage*. Leurs meubles, leurs enfants appartenaient aux seigneurs. Ils ne pouvaient se racheter, parce que leurs épargnes n'étaient point à eux. Le vilain recouvrait sa liberté lorsque le seigneur commettait un adultère avec sa femme; et lorsque celui-ci le blessait grièvement, il pouvait se plaindre en la cour du roi, qui l'affranchissait. Si le seigneur affranchissait un vilain sans la permission du roi, il était bien libre à l'égard de ce seigneur, mais il ne pouvait se prévaloir de ce titre contre d'autres personnes.

Il était défendu de faire passer les serfs hors du royaume, et de les vendre autrement qu'en présence ou de témoins connus, ou de personnes publiques, telles que l'évêque, le comte, l'archidiacre, le centenier, le juge du comte. C'était une attention de la loi non-seulement pour les serfs, mais aussi pour les maîtres même, à qui on enlevait souvent leurs serfs, et pour tous les libres en général, qui étaient exposés à perdre leur liberté. C'est un danger que couraient surtout ces ingénus, qui étaient dans une telle dépendance d'autres ingénus, que ceux-ci devaient les représenter devant le juge, lorsqu'ils étaient accusés de quelque crime; sinon ils étaient eux-mêmes condamnés à payer pour eux.

Nous avons une formule là-dessus dans celles du père Sir-

mond. On y voit un ingénu, qui pressé par l'indigence se met sous la sauve-garde et au service d'un autre, à condition qu'il sera nourri et vêtu, et demeurera toujours dans sa condition de libre. Mais il paraît par la nature et par la durée des engagements qu'il contracte, qu'il ne lui reste guère que le nom de libre. Il promet que tant qu'il vivra, il rendra à son maître tous les services possibles, *ingenuili ordine*, et que dans aucun temps il ne lui sera libre de s'affranchir de cette dépendance. L'autre s'engage de son côté à prendre soin de son serviteur; et celui des deux qui tentera de manquer à son engagement, se condamne à payer à son pair, *pari suo*, une somme convenue, sans que le contrat perde rien de sa force.

Faisons connaître une dernière espèce d'esclaves bien singulière. Je veux dire ceux qui avaient à leur service d'autres esclaves, qu'il dépendait d'eux de mettre en liberté, après en avoir reçu la permission de leurs maîtres. Le concile de Verberie, en 753, parle d'un esclave qui a pour concubine sa propre esclave. On nous a conservé un acte par lequel un de ces esclaves en affranchit un autre. Je mettrai sous les yeux du lecteur cette pièce curieuse.

Acte d'affranchissement qu'un serf peut accorder à un autre serf.

« Quoique esclave de tous les serviteurs de Dieu, cependant avec la permission de mon maître, *tel évêque* ou *tel abbé*, je consens et je veux qu'en vertu de cette charte d'affranchissement, mon esclave N, que j'ai acheté de N, comme il est notoire, soit libre et ingénu; de façon que

« dès aujourd'hui il soit libre et demeure libre, comme s'il
 « était né de parents libres, qu'il ait en propre son pécule,
 « qu'il puisse choisir un défenseur de sa liberté où bon lui
 « semblera; etc., sans qu'il soit tenu de rendre aucun ser-
 « vice d'affranchi à mes héritiers. »

On voit que cet esclave fait passer son esclave à un état beaucoup plus relevé que le sien, qu'il lui donne la liberté la plus parfaite, tandis que lui-même demeure dans les fers. Il lui remet les devoirs et la dépendance de l'affranchi à l'égard de son patron. Il pouvait donc ne pas les remettre; et il serait alors arrivé quelque chose de plus singulier encore, c'est qu'un homme libre, essentiellement supérieur par son état à un serf, se serait trouvé réellement inférieur à lui et en sa puissance.

Examinons à présent dans quelle classe il faut placer ceux qu'on appelait *hommes du roi* et de l'*Eglise*, *lides* et *olons*; si ce sont véritablement des esclaves ou des libres. Ducange, dans son Glossaire, dit une chose qu'on peut vérifier en mille endroits de nos antiquités. C'est que ces mots, *hommes de quelqu'un*, signifient en général sujets et dépendants, soit libres, affranchis ou serfs.

Ces hommes du roi sont-ils les mêmes que les *fiscaux* ou *fiscalins*, *fiscales*, *fiscalini*, dont il est fait mention si souvent dans nos lois anciennes?

Il faut distinguer, d'après les savants éditeurs de Ducange (Glossaire, mot *Fiscalinus*), deux sortes de fiscalins, les uns serfs, les autres libres. Les premiers sont les serfs du fisc, dont nous avons eu occasion de parler, et qui, pour avoir plusieurs privilèges au-dessus des autres serfs, n'étaient point pour cela tirés de leur état.

On sait que nos rois de la première et de la seconde race avaient un grand nombre de domaines, qui faisaient la meilleure partie de leurs revenus, et fournissaient presque à toutes leurs dépenses. Il y avait dans ces domaines un grand nombre de serfs pour les exploiter, et faire tous les ouvrages nécessaires, sous l'inspection d'un intendant, nommé d'abord *domestique*, puis *maire*. Ce sont là les serfs du fisc ou fiscalins, tels que ceux que le roi Chilpéric I^{er} força de suivre en Espagne sa fille Riginthe. Qu'ils fussent véritablement serfs, plusieurs passages nous en convainquent. Ils sont appelés dans la loi même *serfs fiscaux*, *servi fiscales*, *libertate carentes*. Les serfs ecclésiastiques et fiscalins sont condamnés à soixante coups de fouet, châtiment d'esclave, tandis que tous les libres ne le sont qu'à payer soixante sous. Le privilège même qu'on accorde aux fiscalins, de ne pas faire perdre les droits des libres à ceux qui s'allieront avec eux, prouve assez qu'ils étaient serfs. Autrement auraient-ils eu besoin de ce privilège?

Il est parlé dans un Capitulaire de serfs fiscalins, de fiscalins qui possèdent des manses, et d'hommes ingénus qui demeurent dans les fiscs. Il y avait en effet des libres ou affranchis nommés fiscalins, qu'on peut confondre avec les *hommes royaux*, dont nous venons de discuter l'état. *Homme royal*, c'est-à-dire *fiscalin*, ce sont les termes de la loi, qui donne à ces fiscalins la même composition qu'aux lides. Ils avaient des alleux dont ils pouvaient disposer, du moins en faveur des églises. Il est ordonné dans un Capitulaire que ces fiscalins labourent un jour de la semaine les champs de leur maître, sans être tenus à aucun autre service.

L'état de nos *lites* était-il absolument le même, comme pa-

rait l'indiquer la loi de Charlemagne? Les sentiments sont fort partagés, et les différents passages, où il est parlé des lites, ne semblent pas tous signifier exactement la même chose.

Ce qui résulte du grand nombre de ces passages combinés ensemble, c'est que les lites étaient ou des affranchis de la dernière classe, ou des serfs d'une condition plus douce et moins abjecte que le commun des serfs. Dans le titre trente-sixième de la loi ripuaire, le lite est distingué du libre et du serf. L'article premier du soixante-deuxième est ainsi conçu : « Si quelqu'un fait son esclave tributaire ou lide, et que ce-
« lui-ci soit tué, sa composition sera de trente-six sous,
« comme celle d'un esclave. » Dans le Capitulaire quatrième de 803, cette composition est portée à cent sous, comme celle de l'homme du roi ou fiscalin. Dans le titre vingt-huitième de la loi salique il est parlé du lide, qui va à l'armée avec son maître, et dont les effets appartiennent à son maître. Sa composition est le triple de celle du serf. Dans le titre quarante-quatrième, elle est la moitié de celle du libre. Dans le Capitulaire troisième de 813, elle est également la moitié du libre, et double du serf. Dans les chartes anciennes on voit que les lites étaient obligés à des redevances, à des corvées, à une sorte de service nommé *litidium* ou *litimonium*. Les lois des Frisons et des Saxons, qui parlent souvent des lites, sont assez conformes aux nôtres. Tantôt elles semblent en faire des serfs, tantôt elles les placent entre les libres et les serfs. Il est remarquable même que la loi des Frisons fixe la composition du lite précisément à la moitié de celle du libre, au double de celle du serf. D'où l'on peut conjecturer avec Chantereau le Febvre, que le lite était une espèce d'affranchi; d'autant plus que plusieurs lois barbares, qui parlent des lites, ne font au-

cun réglemeut touchant les affranchis, quoiqu'elles descendent dans les plus petits détails. Or, il n'est nullement vraisemblable qu'elles aient oublié une classe d'hommes alors si nombreuse. Mais en adoptant le sentiment de Chantereau, il faut ajouter que les lites étaient une espèce d'affranchis du dernier ordre, lesquels se sentaient encore beaucoup de leur premier état, et sur qui les maîtres s'étaient réservé des droits fort étendus. *Litimonium* répond au service des affranchis, *libertaticum*, *libertinitatis obsequium*,

Voici des textes assez formels, pour prouver que les lites n'étaient rien moins que libres. « Si un libre s'est soumis à l'état et au service de lite, et qu'il le nie, son maître doit le sommer de prêter serment, avec un certain nombre de témoins. S'il le prête, qu'il soit délivré de servitude. Si un lite s'est racheté de son propre argent, et qu'après avoir joui quelques années de la liberté, son maître nie qu'il se soit racheté, le lite doit le sommer de jurer le fait avec un certain nombre de personnes. Si le maître jure en effet, qu'il emmène le lite en servitude; sinon que celui-ci jure et conserve sa liberté..... » *C'est au maître à payer ou à être puni, pour tout ce que son lite ou son serf aura fait par ses ordres.* Chap. 2 et 10 de la loi des Saxons.

Les colons n'étaient pas fort différents des lites, à cela près qu'ils étaient par état appliqués à la culture des terres. Sans répéter ce que nous avons dit des colons suivant la loi romaine, éclaircissons en peu de mots ce qui regarde les colons Francs. On ne peut concilier les textes opposés sur les colons, qu'en reconnaissant qu'il y en avait en général de deux sortes; les uns serfs à la rigueur, les autres libres, mais avec beaucoup de sujétion et de dépendance. Voyez les notes de Bignon

in *Marc Form.*, et le Glossaire de Ducange, *verbo Colonus*.

Quoique les colons soient quelquefois confondus avec les serfs, ou parce qu'il y en avait qui l'étaient réellement, ou parce qu'ils étaient assujettis à des services et à des obligations, qui tenaient quelque chose du serf, cependant on les trouve pour l'ordinaire compris parmi les libres. Dans la loi des Allemands, les colons sont appelés libres. On leur marque seulement le tribut et les travaux qu'ils doivent à l'Eglise, comme les colons du roi les doivent au roi.

Ainsi on peut dire avec Ducange, les colons étaient d'une condition moyenne entre les libres et les serfs. Leur personne était libre; mais les terres qu'ils avaient reçues, étaient chargées de droits, qu'ils étaient obligés d'acquitter. Les colons de l'Eglise soustraits à toute juridiction séculière, n'étaient soumis qu'à l'Eglise. On appelait la condition des colons *colonarius ordo* et *colonatus*, *colonat*, si l'on me permet de hasarder une expression qui nous manque; le service qu'ils devaient à leur maître, *colonaticum* et *colonatium*. Il y avait des serfs, qui travaillaient sous les colons, et qu'on appelait *colonaria mancipia*.

Nous avons vu que le droit romain reconnaissait quatre sources d'esclavage, la guerre, la naissance, le délit et la vente. Remarquons seulement ce qu'il y avait de particulier à cet égard chez les Francs. Dans les Formules de Marculfe, le débiteur s'engage à servir son créancier comme esclave, jusqu'à ce qu'il l'ait payé. Dans l'Appendice, un homme insolvable et qui n'a pas de quoi vivre, sacrifie sa liberté à son créancier, et consent qu'on le vende, qu'on l'échange, le punisse, etc., comme s'il était né dans l'esclavage. Celui qui avait été délivré du dernier supplice, moyennant une somme d'ar-

gent, qu'il ne pouvait rendre, devenait aussi et pour toujours l'esclave de celui qui l'avait donnée. En général, quiconque avait causé quelque dommage à un autre par négligence ou par malice, était fait son esclave, s'il se trouvait hors d'état de le réparer, du moins jusqu'à ce qu'il eût payé la composition entière.

Nous voyons dans la loi des Bavarois et dans nos Capitulaires, que des hommes pressés par la misère se vendaient eux et leurs enfants. Il y avait aussi des hommes assez passionnés pour l'argent, ou plutôt assez insensés, pour préférer à la liberté un vil métal, auquel la perte de la liberté était même tout le prix qu'il aurait pu avoir. Ils se vendaient eux-mêmes pour une somme d'argent.

Il y a plusieurs délits, pour lesquels les lois condamnent à une servitude perpétuelle, par exemple, pour avoir été surpris, plus de trois fois, faisant des œuvres serviles le dimanche. Il y avait même de grands crimes, pour lesquels le coupable était puni du dernier supplice, et sa famille réduite en esclavage.

Il est clair que la porte de tous les honneurs et de toutes les charges publiques était fermée nécessairement aux serfs ; mais ils pouvaient recouvrer leur liberté, et dès-lors aspirer à toutes les dignités séculières et ecclésiastiques. « La constitution du royaume de France est si excellente, qu'elle n'a jamais exclu et n'exclura jamais les citoyens nés dans le plus bas étage, des dignités les plus relevées. » Aussi voit-on plusieurs affranchis parvenir aux premières places, comme un Lendaste, né dans l'esclavage, après avoir été appliqué aux plus viles fonctions, devint comte des écuries, et enfin comte de Tours. « Et la loi des Ripuaires, remarque un auteur mo-

derne, ne regarde point ces événements comme un scandale contraire à l'ordre ordinaire du gouvernement. Ils y étaient même tellement analogues, qu'elle fait à cet égard une disposition particulière. » *Si un serf qui a été affranchi dans l'Eglise devient comte, sa composition ne sera que de trois cents sous.*

L'entrée dans le clergé n'était pas seulement interdite aux serfs. Il était défendu même aux libres de s'engager dans les ordres sacrés, sans la permission du roi, parce qu'ils lui devaient le service militaire, dont les ecclésiastiques étaient dispensés.

Quant aux serfs, nos rois réglèrent conformément aux canons, qu'aucun évêque n'entreprit de conférer les ordres à un serf, à moins que son maître ne l'eût auparavant mis en liberté. Et si le serf s'était fait ordonner par fraude, il devait être déposé et remis entre les mains de son maître. L'Eglise ne pouvait le garder sans faire tort au maître, et sans déshonorer la cléricature. Il était également défendu aux serfs d'entrer dans un monastère, sans le consentement de leur maître. Il ne suffisait pas même d'être affranchi pour recevoir les ordres; il fallait l'être de la façon la plus complète et la plus indépendante, ou avoir le consentement exprès de son patron.

La plupart des affranchissements ne ressemblaient pas aux affranchissements parfaits et absolus. Il y en avait trois principales espèces : l'une par le jet du denier devant le roi, elle était particulière aux Saliens et aux Ripuaires; la seconde dans l'Eglise, selon la loi romaine; la troisième dans la maison de chaque particulier, par un écrit signé du maître. Les affranchis de la première espèce vivaient sous la loi salique,

ou ripuaire , ou sous quelque autre loi barbare. Les derniers suivaient la loi de leur maître. Les premiers que j'appellerai , pour abrégér , *affranchis par le denier* , *manumissi per denarium* , étaient distingués entre les autres. Mais il ne faut regarder comme tels que ceux qui étaient affranchis en présence du roi avec une cérémonie particulière , soit que le roi fût leur maître ou non. Car souvent le roi affranchissait , ou faisait affranchir d'une autre manière ses propres serfs par ses officiers. C'était l'usage que pour témoigner sa joie de quelque heureux événement , et pour rendre grâces à Dieu , le prince donnât la liberté à quelques serfs. Dans les formules anciennes , le roi , à l'occasion de la naissance d'un fils , ordonne aux ducs et aux comtes de renvoyer libres trois serfs de chacune de ses terres ou maisons de campagne.

Il y avait encore d'autres sortes d'affranchissement. Par exemple celui qui était ordonné par la justice , lorsque le maître était convaincu d'avoir exercé des violences extraordinaires contre son esclave. Enfin un serf pouvait se racheter lui-même , lorsque son maître voulait bien accepter la somme qu'il lui offrait pour cela. Mais si c'était de son pécule , il était nécessaire , pour la validité de l'acte , que le maître en fût instruit. Assurément le serf ne sortait pas de sa puissance , parce que le maître , dit la loi , n'avait pas reçu le prix de sa liberté , mais le bien de son esclave. Le serf pouvait acheter une liberté pleine et entière , sans devoir pour la suite aucune sorte de service , pas même comme affranchi , *à personne qu'à Dieu* , disent les formules.

Cet affranchissement absolu non-seulement tirait de l'esclavage , mais conférait tous les droits d'un homme né libre. Aussi ajoutait-on dans la formule : *sois ingénu , comme si tu étais*

ne d'ingénus. Le pécule appartenait au maître, s'il ne le cédait point à l'affranchi. Souvent il lui accordait expressément le droit de faire son testament, de se mettre sous la sauvegarde de l'Eglise, ou de qui il lui plairait. Cette dernière clause, loin de nuire à sa liberté, lui donnait un protecteur pour la défendre.

Plusieurs conciles recommandent aux évêques et aux prêtres de défendre avec zèle contre qui que ce puisse être, la liberté des affranchis, que l'Eglise a pris sous sa protection, qui lui sont recommandés par testament, ou ont été mis en liberté par l'Eglise. On excepte seulement ceux qui avaient commis des fautes, donnant aux patrons le droit de les faire rentrer dans la servitude.

L'affranchi par le denier recevait, il est vrai, sa liberté des mains de son maître, qui avait l'option de cette manumission ou de toute autre. Mais le prince qui était présent, confirmait cet acte, et y mettait comme le sceau de son autorité. Dès lors la personne et la liberté de l'affranchi passaient sous la sauvegarde et la protection immédiate du roi. Il était libre comme les autres Francs. Sa composition, s'il était tué, était celle même du Franc, de deux cent sous, et au profit de son protecteur, qui héritait aussi de ses biens, quand il ne laissait pas d'enfants. Ni lui, ni ses descendants jusqu'à la troisième génération, ne pouvaient recueillir de succession collatérale. Il en était de même de l'affranchi dans l'Eglise. On ne peut guère douter que dans ce cas la succession n'échût au roi et à l'Eglise, laquelle, suivant la loi, succédait au défaut d'enfants. Ceux que leur maître préférait affranchir dans l'Eglise par la main de l'évêque, jouissaient d'une entière liberté, selon la loi du clergé, c'est-à-dire la loi romaine, et passaient sous la

protection spéciale de l'Eglise. Ils devenaient ses hommes, et en quelque façon ceux de l'évêque. Il leur était défendu de chercher d'autre protection, et de se faire affranchir devant le roi.

L'affranchi qui était simplement citoyen romain, sans devenir homme de l'Eglise, avait le fisc pour héritier, quand il mourait sans enfants. Sa composition était de deux cents sous. En général, tous les affranchis qui n'avaient pas de protecteur et de patron particulier, passaient très-vraisemblablement sous la protection du roi. Ce qui est certain, c'est que leur composition, fixée à quarante sous, était pour le roi. Quant à ceux qui avaient été pris par les ennemis, si on les rachetait, ils rentraient dans leur ancienne liberté, en remboursant le prix de leur rançon.

Il s'en fallait bien, nous l'avons déjà dit, que tous les affranchis jouissent d'une entière liberté. Les Romains, comme nous le voyons dans leurs lois, avaient coutume, en affranchissant leurs esclaves, de les charger de travaux et de corvées. Chez les Francs, ainsi que chez leurs pères, les Germains, les affranchis n'étaient guère plus considérés que les serfs. Souvent ils étaient renvoyés à des conditions si dures qu'ils semblaient plutôt avoir changé d'esclavage qu'avoir obtenu la liberté. Aussi le cinquième concile d'Orléans, suivi en cela par plusieurs autres, ne permet pas d'ordonner les affranchis, sans le consentement exprès du patron, qui autrement aurait pu les remettre en esclavage. Ils étaient libres à la vérité, mais à la charge de services et de devoirs compris sous le nom de *libertaticum*. Ils faisaient partie de la maison de leur patron, il n'étaient reçus en témoignage contre aucun homme libre, ni même leurs descendants jusqu'à

la troisième génération, à moins que, faute de libres, leur déposition ne devint nécessaire. S'il mouraient sans enfants et intestat, leurs biens passaient à leurs patrons; ce sont ces sortes d'affranchis, qui sont appelés *hommes de tête, de cens, etc., homines de capite, capitales homines, capite censi, censuales, etc.*, parce qu'ils payaient tous un cens à leurs patrons. Dans la suite on les appela *hommes conditionnels, conditionnés, conditionales, etc.*, des conditions sous lesquelles ils avaient obtenu la liberté.

Ils y avait des serfs que leur maître remettait dans l'état de liberté naturel à tous les hommes, sans qu'ils fussent tenus à aucune sorte de devoirs envers ses héritiers. Mais ce n'était qu'à condition qu'ils continueraient à le servir pendant sa vie comme auparavant. Ainsi cet acte était une espèce de testament, puisqu'il ne devait avoir d'exécution qu'après la mort du maître. D'autres maîtres, en exemptant leurs serfs de tout service à leur égard, et en les déclarant ingénus, les rendaient les hommes de l'Eglise ou du saint, comme on parlait alors, sous la protection et le patronnage de qui ils les mettaient. Ils donnaient à ces affranchis des terres, qu'ils ne devaient tenir que comme usufruitiers, puisqu'après leur mort elles passaient à l'Eglise. Il leur était expressément défendu d'en rien aliéner, et de sortir eux-mêmes des terres de cette Eglise, où ils devaient demeurer toute leur vie dans l'état d'ingénus. Ainsi, lorsqu'il est marqué dans différentes formules, qu'on donne et qu'on transporte avec les terres des serfs et des ingénus, il faut entendre sans doute cette espèce d'ingénus, c'est-à-dire des affranchis sous de pareilles réserves.

La liberté des affranchis, quelque imparfaite, quelque dure qu'elle fût pour l'ordinaire, était encore exposée tous les jours

à être attaquée et ravie. Elle n'était pas plus respectée, que ne l'est parmi nous la possession des biens, fondée sur les titres les plus légitimes et les plus incontestables.

Les Francs, qui, comme nous l'avons observé, ne changeaient rien aux usages et aux lois des nations vaincues, laissèrent dans cette possession les Gaulois des royaumes des Bourguignons et des Visigoths, ainsi qu'ils permirent aux Visigoths et aux Bourguignons eux-mêmes de se conduire suivant leurs lois particulières. Nous avons plusieurs preuves positives, que les lois romaines et barbares furent en vigueur chez ces peuples jusque sous la seconde race.

CHAPITRE XII.

Des impôts.

Quelle était la condition des Gaulois par rapport aux tributs? Les rois levaient sur eux des impôts proprement dits. Y avait-il sur ce point quelque différence entre les vaincus et les vainqueurs?

Les Francs, absolument libres, étaient exempts de toute sorte d'impôts en Germanie. Il est incontestable que les Francs, avant leur établissement dans les Gaules, ne payaient point d'impôts, soit lorsqu'ils habitaient les marais et les forêts de la Germanie, soit lorsqu'après avoir passé le Rhin, ils se répandirent dans les Gaules, pour essayer de s'y fixer sur les débris de l'empire, et s'enrichir du butin qu'ils faisaient sans cesse, et que la loi du sort partageait également entre le chef et les soldats. Clovis sans doute, pour prix de leur valeur, n'aura pas entrepris de soumettre les compagnons de ses

victoires au joug d'un impôt qu'ils n'avaient jamais porté. Toute la narration de Grégoire de Tours présente des idées fort opposées. Des passages formels nous montrent que les Francs conservèrent cette immunité sous les petits-fils de Clovis, qu'ils regardèrent toute imposition comme une atteinte portée à leurs privilèges, et qu'ils ne manquèrent pas d'en tirer une vengeance éclatante, à la première occasion favorable.

On ne voit pas que depuis le règne tyrannique de Chilpéric et de Frédégonde on ait disputé aux Francs leurs privilèges. L'autorité des rois de la première race, qui alla toujours en s'affaiblissant, dut les rendre moins entreprenants; et les maires du palais, qui s'emparèrent de toute l'autorité, étaient trop intéressés à ménager des guerriers si redoutables. J'excepte Ebroin, qui se trouva mal d'avoir voulu les braver et les opprimer.

Malgré la force des raisonnements et la foule d'autorités, dont s'appuient quelques écrivains du dernier siècle, entr'autres Montesquieu et l'abbé de Mably, je penche fort à croire que les Gaulois payèrent, du moins dans les commencements de la monarchie, et sous une grande partie de la première race, des impôts réglés. Sans insister sur les preuves de présomption que nos adversaires savent aussi faire valoir en leur faveur, on pourrait cependant remarquer qu'il serait bien étonnant qu'il ne fût rien resté, du moins pendant quelque temps, de l'administration que les Francs trouvèrent dans les Gaules, et en particulier des impôts qu'on payait sous le gouvernement romain.

La capitation est désignée clairement dans la vie de la reine sainte Bathilde. L'auteur remarque qu'environ l'an 679, elle

supprima un ancien impôt, qui réduisait les pères de famille au désespoir, et leur faisait souhaiter la mort de leurs enfants, dont la naissance était pour eux une source de nouvelles exactions. Une formule de Marculfe, qu'on a citée pour prouver que les *ingénus* n'étaient pas soumis aux impôts, me paraît prouver tout le contraire. Le roi permet à un particulier de se faire clerc, s'il est ingénu de son chef, et qu'il ne soit pas inscrit sur le registre public du cens. Voici encore une autorité d'un grand poids, c'est celle des évêques du premier concile de Clermont en 535, qui reconnaissent en termes exprès l'existence des impôts comme une charge publique, ordinaire et légitime, répartie sur les fonds de terre. Dans leur lettre synodale à Théodebert, petit-fils de Clovis, ils demandent que personne ne soit dépouillé des terres qu'il possède dans d'autres royaumes de France; que tous, soit évêques, clercs ou laïques, puissent jouir en sûreté de leurs propriétés, en payant les tributs dus au prince, dans le royaume de qui elles sont situées. Ils représentent qu'il est même de l'intérêt de son épargne de maintenir ses sujets dans la jouissance paisible de leurs biens, afin qu'ils puissent fournir aux impositions ordinaires.

Il paraît que les impositions générales s'éteignirent insensiblement sur la fin de la première race. La faiblesse des règnes, les troubles et les révolutions perpétuelles du gouvernement doivent y avoir contribué; et en général, à mesure qu'on s'éloigne de l'origine de la monarchie, on voit les traces du gouvernement romain s'effacer.

Les Capitulaires de Charlemagne, de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve, nous apprennent que tous les hommes libres, à proportion de l'étendue de leurs terres, étaient

obligés d'aller à la guerre à leurs dépens, ou de contribuer à l'entretien d'un soldat, de faire la garde, de fournir des chevaux et des voitures aux envoyés du roi, et de les défrayer à leur passage. Il est expressément défendu aux comtes et aux autres officiers du roi de rien exiger au-delà des Espagnols réfugiés en France, qui en ce point sont assimilés à tous les hommes libres. *Alius census non exigatur*. Les hommes libres n'étaient donc soumis à aucune autre charge publique.

On ne trouve nulle part dans ces temps-là qu'il soit fait mention de tribut proprement dit, d'imposition générale levée sur le peuple. On ne voit que des droits particuliers du fisc, semblables à ceux des églises ou des seigneurs; et ces droits particuliers sont toujours exclusifs. « Nous voulons, est-il dit dans le Capitulaire de 805, qu'on paye le cens royal partout où il était dû légitimement, soit sur la personne, soit sur les biens. » Et dans le Capitulaire de 842 : « que nos envoyés recherchent avec soin quel cens nous appartenait autrefois; qu'on paye le cens des choses pour lesquelles on avait coutume de le payer autrefois. » Ces ordonnances furent renouvelées par Charles le Chauve. En conférant tous ces Capitulaires, et le quatrième Capitulaire de 849, on voit que le cens se payait à l'Eglise comme au roi, que les choses pour lesquelles on le payait étaient des terres tributaires ou censuelles, que ces terres enfin avaient été cédées ou engagées par le roi ou par l'Eglise, à la charge d'un tribut ou d'un cens. On exige ce droit de quiconque se trouve en possession de ces terres, à moins qu'il ne produise un privilège exprès d'immunité, sans doute parce que l'immunité des personnes ne pouvait avoir lieu là où il ne s'agissait point d'impôts. Il est marqué formellement que si ces terres passent en d'autres

main, le nouveau propriétaire demeurera chargé du cens, s'il n'aime mieux remettre la terre à celui de qui il la tient.

Tous ces droits joints à plusieurs autres, aux confiscations, aux tiers des compositions nommées *fredum*, et surtout aux nombreux et opulents domaines des rois Francs, étaient plus que suffisants pour fournir aux dépenses du monarque et de sa cour. Il était déchargé des plus considérables, puisque tous ses sujets, du moins ceux qui avaient un petit domaine, ou la valeur de cinq sous d'or, étaient obligés de faire la guerre à leurs dépens, au premier ordre qu'ils en recevaient.

« Les douanes, les cens, les capitations, dit Mably, tous ces tributs que l'avarice et le faste des empereurs avaient exigés de leurs sujets, tombèrent dans l'oubli sous le gouvernement des Francs. Le prince eut pour subsister ses domaines, les dons libres que lui faisaient ses sujets, en se rendant à l'assemblée du Champ-de-Mars, les amendes, les confiscations, et les autres droits que la loi lui attribuait. Au lieu d'une société toujours pauvre, parce que les sujets mercenaires devaient s'y faire payer pour remplir les devoirs de citoyens, les Gaulois se trouvèrent dans un état riche, parce que le courage et la liberté en étaient l'âme. Comme les Francs ne vendaient point leurs services à la patrie, il n'imaginèrent pas d'acheter ceux des Gaulois ni des Barbares qui se soumièrent à leur autorité. Toute imposition devint donc inutile, et les sujets, simplement obligés, ainsi que leurs maîtres, de faire la guerre à leurs dépens, quand leur cité était commandée, ne contribuèrent comme eux qu'à fournir des voitures aux officiers publics qui passaient dans leur province, et à les défrayer ; c'était moins les assujettir à un impôt, que les asso-

cier à la pratique de l'hospitalité, vertu extrêmement précieuse aux Germains.

La richesse des princes Mérovingiens consistait, selon Gibbon, dans l'étendue de leurs domaines. Après avoir conquis la Gaule, ils conservèrent la simplicité de leurs ancêtres. Les villes dépeuplées tombaient en ruines ; et leurs monnaies, leurs chartes et leurs synodes, portent le nom de quelque une des maisons de campagne ou des palais agrestes qu'ils habitaient successivement. On comptait, dans les différentes provinces qui composaient le royaume, cent soixante de ces habitations appelées *palais*, nom auquel il faut se garder, dans cette occasion, d'attacher aucune idée de luxe ou d'élégance. Quelques-uns pouvaient être honorés du titre de forteresses ; mais la plupart n'étaient que de riches fermes environnées de basse-cours et d'étables pour nourrir des volailles et enclore des troupeaux. Les jardins ne contenaient que des végétaux utiles ; et des mains serviles exerçaient divers commerces, les travaux de l'agriculture, et même la pêche et la chasse au profit du souverain. Leurs magasins étaient remplis de blés et de vins ; ils vendaient le surplus de leur consommation, et toute l'administration se conduisait d'après les plus sévères maximes de l'économie domestique. Ces vastes domaines fournissaient à l'abondance de la table hospitalière de Clovis et de ses successeurs, et leur donnaient les moyens de récompenser la fidélité des braves compagnons attachés, en paix comme en guerre, à leur service personnel. Au lieu d'un cheval ou d'une armure, chaque compagnon recevait, à raison de son sang, de son mérite ou de la faveur du prince, un *bénéfice*, nom primitif des possessions féodales et qui désignait leur forme la plus simple. Le souverain pouvait toujours le reprendre, et

ses faibles prérogatives tiraient leur plus grande force de l'influence que lui donnait sa libéralité ; mais les nobles indépendants et avides abolirent insensiblement cette sorte de vassalité , et usurpèrent la propriété héréditaire des bénéfices. Cette révolution fut avantageuse à l'agriculture , qui avait été négligée par des maîtres incertains de la durée de leur jouissance. Indépendamment de ces bénéfices royaux , une grande partie des terres de la Gaule était divisée en *saliques et allodiales* , les unes et les autres exemptes de tout tribut ; les terres saliques se partageaient en portions égales entre les descendants mâles des Francs.

CHAPITRE XIII.

De la liberté politique établie par Clovis après sa conquête.

On peut voir par ce passage de Sidoine-Apollinaire si les Francs avaient réellement apporté dans les Gaules la liberté politique :

« A l'égard du Franc , maîtrisé par des lois librement consenties par lui , sa parole l'enlaçait d'indissolubles liens. Il se condamnait à l'esclavage plutôt que d'y manquer. Ce même homme qui , dans les combats , sacrifiait sa vie à sa liberté , sacrifiait sa liberté à ses promesses. Il se donnait un maître quand il ne pouvait autrement acquitter ses dettes , et son âme restait libre au sein de la servitude. Mais , dans toutes les autres situations , il ne voyait au-dessus de lui que les lois et ses chefs librement choisis par lui. »

Les Francs (1), sous le règne de Clovis, avaient fait de grands

(1) L'origine des Francs a longtemps été le sujet de fables savantes et de contestations patriotiques. Les uns voulaient absolument que l'antiquité de la race franque ne fût

progrès dans la vie sociale. Ce conquérant leur avait servi de législateur en les amenant au christianisme. La religion et la société commençaient à adoucir les esprits et à polir les mœurs grossières. Placés entre les ténèbres du paganisme et les subtiles erreurs des sectes, les Francs connaissaient la vraie

surpassée par aucune autre; ils ont fait des Francs une colonie de Troyens réfugiés vers l'embouchure du Danube, et poussés de là par les Goths sur les bords du Rhin. Les autres, plus jaloux de l'inviolabilité du sol gaulois que de l'antiquité de ses habitants, n'ont pu supporter la pensée que la Gaule eût été conquise par une race étrangère; les Francs ont été pour eux des Gaulois qui, précipités d'abord sur la Germanie par des causes inconnues, revinrent ensuite reprendre possession de leur patrie. Aucune de ces hypothèses ne s'appuie sur aucun témoignage, sur aucun fait; ce sont les rêveries d'un patriotisme puéril et d'une érudition fantastique.

Les Francs sont un peuple Germain. Leur langue, leurs mœurs, les premiers lieux où les rencontre l'histoire, ne permettent pas d'en douter. Mais ce fait reconnu, la question de leur origine n'est pas encore résolue, et les hypothèses, bien que resserrées dans un champ plus étroit, n'ont pas laissé de s'y multiplier. On s'est obstiné longtemps à chercher dans la Germanie un peuple distinct, établi dans un lieu fixe, et constamment revêtu du nom de Francs. Quelques érudits ont cru le trouver dans l'ancienne Pannonie. Une phrase de Grégoire de Tours, le nom de Sicambres donné sous Tibère à une cohorte de Pannoniens, la présence en Pannonie d'une bande de Francs, qu'y avait transportés l'empereur Probus, leur ont suffi pour placer sur cette rive du Danube le séjour primitif de toute la nation franque. D'autres, d'après un passage du géographe de Ravenne, ont prétendu reconnaître vers l'embouchure de l'Elbe, dans un territoire dit *Maurungania*, la demeure originaire d'une tribu spéciale de Francs qui, s'avancant peu à peu vers le Rhin, soumit les tribus environnantes et leur donna son nom. Cette opinion est celle de Leibnitz.

Ce sont encore des hypothèses dénuées de preuves directes, et indirectement repoussées par les faits auxquels s'attache quelque certitude. Le nom de Francs ne se rencontre dans aucune description, latine ou grecque, de la Germanie; et cependant les historiens nomment les tribus qui habitaient les lieux où on veut les placer. Ils désignent surtout, avec assez de détails, les tribus de la Pannonie, plus voisines et mieux connues des Romains. D'autre part, l'autorité du géographe de Ravenne est fort peu sûre; il vivait au septième siècle, c'est-à-dire déjà bien loin du temps dont il parle, et n'avait à notre connaissance aucun moyen particulier de savoir la vérité.

L'opinion de ceux qui regardent les Francs comme une confédération formée par les tribus germaniques situées entre le Rhin, le Mein et le Weser, me paraît seule probable. Les confédérations de ce genre sont communes entre les peuplades barbares. L'Amérique du nord en a offert et en offre encore de nombreux exemples. Ce fut une confédération analogue qu'Arminius souleva contre les Romains. Plus tard, et au midi

doctrine de l'Eglise, et en pratiquaient le culte, qu'ils ont maintenu sans altération dans les Gaules. C'est le témoignage que leur rend le grec Agathias, contemporain des fils de Clovis. Cet historien prétend que les mœurs des Français n'avaient rien de commun avec la rudesse des autres barbares,

des Francs, se forma la confédération des Allemands (All men), qui a donné son nom à toute l'ancienne patrie des Germains. Les guerres continuelles que portaient les Romains dans cette partie de la Germanie donnaient lieu à ces alliances des tribus voisines, unies dans un intérêt commun de défense. Enfin, et c'est ici un témoignage positif, on trouve sur la carte, dite de Poutinger, le mot *Francia* écrit sur la rive droite du Rhin comme nom du pays que je viens d'indiquer, et en même temps on y lit : Chauci, Cimsibarii, Cherusci, Chamavi et Franci. Ces tribus formaient donc la confédération des Francs. Plusieurs autres tribus qui erraient dans les mêmes contrées comme les Bructères, les Catts, les Attuariens, les Sicambres, paraissent aussi être entrés dans cette confédération nécessairement mobile dans des siècles où l'Europe entière, romaine et barbare, était en proie au plus grand mouvement de dissolution et de formation dont l'histoire offre l'exemple.

Quant au nom de Francs, on convient généralement qu'il signifie hommes libres. Les Germains n'auraient pas songé à se donner un nom pareil avant l'époque où l'Empire romain menaçait leur liberté; mais on conçoit aisément que, dans la longue lutte qu'ils eurent à soutenir, ils se soient plu à prendre un nom qui attestait leur indépendance.

On ne peut rien affirmer quant à l'époque où naquirent les confédérations et le nom. Quelques-uns pensent que ce fut après la grande insurrection des Bataves contre Rome, c'est-à-dire vers la fin du premier siècle de l'ère chrétienne. D'autres en retardent l'origine jusqu'aux expéditions de l'empereur Maximin en Germanie, de l'an 235 à 238. De telles questions sont insolubles, non-seulement à cause de l'absence des documents historiques, mais en raison de l'état de la civilisation. Tous les événements, les alliances, les guerres, les formations d'état ont, de nos jours, une date précise; ils commencent dans une intention et avec un but déterminés. Dans la barbarie, tout est spontané, partiel, fortuit; les tribus voisines du Rhin ne se sont point réunies à jour fixe pour former dans un intérêt commun une confédération générale et se donner un nom nouveau. La confédération, le nom et tous les rapports qui, plus tard, ont donné naissance à un peuple, se sont formés accidentellement, progressivement, et la prétention d'en assigner l'époque primitive révèle un oubli complet de l'état matériel et moral de cette grossière société.

Quoi qu'il en soit de son ancienneté, c'est vers l'an 240, sous le troisième Gordien, que le nom des Francs paraît pour la première fois dans l'histoire; une bande qui le portait avait fait une invasion dans la Gaule : Aurélien, alors tribun de la sixième légion stationnée sur le Rhin, la repoussa; et comme on se préparait à la

et il ne trouvait presque d'autre différence entre cette nation et ses compatriotes , que celle de l'habit et du langage. Quoique nourris parmi les armes , ils avaient en horreur le sang de leurs citoyens ; ils étouffaient eux-mêmes les dissensions de leurs chefs , et se rendaient arbitres de la paix civile. C'est par cette union , et en conservant les mêmes coutumes , quoique vivant sous différents princes , qu'ils étendaient toujours leur puissance et ne perdaient rien de celle qu'ils avaient acquise. « On les a vus souvent , dit Mably, après que la jalousie et l'ambition de leurs rois leur avaient mis les armes à la main , les jeter bas dès qu'ils se trouvaient en présence , et forcer ces princes à terminer leurs différends devant le tribunal des grands de la nation , s'ils n'aimaient mieux décider eux-mêmes la querelle avec l'épée , et verser leur sang dans un combat singulier pour une cause où leur intérêt était séparé de celui des peuples. »

« Il fallait des lois aux Francs établis dans un pays nouveau , il fallait régler leurs rapports civils avec les anciens habitants et avec les Armoriques réunis et non subjugués.

Clovis donna à ceux-ci la loi ripuaire , où les habitants du pays sont traités à l'égal des Francs. Il donna aux autres la loi salique , et où le Romain ne reçoit , pour le même crime , qu'une composition de moitié.

guerre de Perse , les soldats romains chantaient une chanson qui avait pour refrain : Mille Francos , mille Sarmatas occidimus , mille , mille , mille Persas quærimus.

Depuis cette époque , les invasions des tribus franques , dans la Belgique et la Gaule orientale , furent continuelles. Elles avaient pour cause , tantôt le goût des aventures et le besoin du pillage , tantôt la nécessité de fuir devant quelque tribu nouvelle qui arrivait sur la rive droite du Rhin ; quelquefois , des alliances temporaires avec les empereurs ou les prétendants à l'Empire , qui cherchaient parmi les Barbares , des satellites et des soldats ; enfin le mouvement général qui précipitait alors les peuples d'Orient en Occident , et provenait sans doute de l'accroissement progressif d'une population toujours errante.

(*Essais sur l'Histoire de France.*)

Voici le commencement du texte de la loi salique :

« La nation des Francs , illustre , ayant Dieu pour fondateur , forte sous les armes , ferme dans les traités de paix ,
 « profonde en conseil , noble et saine de corps , d'une blancheur et d'une beauté singulière , hardie , agile et rude au
 « combat , depuis peu convertie à la foi catholique , libre
 « d'hérésie ; lorsqu'elle était encore sous une croyance barbare , avec l'inspiration de Dieu , recherchant la clef de la
 « science , selon la nature de ses qualités , désirant la justice ,
 « gardant la piété ; la *loi salique* fut dictée par les chefs de
 « cette nation , qui en ce temps commandaient chez elle.....

« Vive le Christ qui aime les Francs ! Qu'il regarde leur
 « royaume..... Cette nation est celle qui , petite en nombre ,
 « mais brave et forte , secoua de sa tête le dur joug des Romains. »

Les vaincus conservèrent une précieuse liberté. Il leur fut permis de garder entr'eux leurs anciennes lois , et ils ne subirent forcément la loi salique que pour la réparation des délits commis envers le Franc. On eut même la faculté de vivre , comme nous l'avons dit , sous la loi que l'on préférerait. Il suffisait qu'on en eût fait la déclaration (1).

(1) « La publication des lois des Bourguignons qui fut l'ouvrage de Gondebaud , dut contribuer plus encore à réconcilier les Gaulois avec leurs maîtres. Ces lois de Gondebaud , qu'on appelle lois *Gombettes* , sont les plus anciens des codes barbares dont on ait conservé le texte. Elles continuèrent à régir le royaume de Bourgogne jusqu'au temps de Louis-le-Débonnaire , qui les abrogea. Probablement la plupart d'entr'elles étaient déjà en vigueur comme coutumes nationales parmi les Bourguignons , puisqu'en les publiant , le législateur invoqua les constitutions anciennes aussi bien qu'actuelles. Elles ne sont point émanées de la seule autorité royale , mais des comtes et des grands du royaume ; et elles sont adressées à tous les officiers civils et militaires , tant Bourguignons que Romains , leur ordonnant de s'y conformer dans le jugement de toutes les causes , soit entre Bourguignons , soit entre un Romain et un Bourguignon. Mais toutes les fois que la cause sera agitée entre deux Romains , elle devra être décidée

« Si les Gaules ne furent pas réduites en servitude, dit encore Mably, c'est que les Francs n'avaient d'idée que de la liberté, et qu'ils traitaient, ainsi que les autres Germains, leurs esclaves

par le droit romain seul. Dans chaque tribunal, un comte bourguignon et un comte romain sont chargés de maintenir la loi, et il est interdit à l'un de procéder jamais sans l'autre.

Le but de la loi des Bourguignons paraît être constamment de protéger le romain contre l'oppression de son hôte barbare. Sa propriété réduite, il est vrai, par un premier partage, est désormais garantie à l'égal de celle du vainqueur. Il ne peut jamais être traduit que devant un tribunal où siège un juge, son compatriote; toute offense à laquelle il peut être exposé, est punie tout aussi sévèrement que si elle avait été infligée à un Bourguignon. La loi qui les compense presque toutes par des amendes, établit trois classes dans l'une et l'autre nation. L'optimat bourguignon et le noble romain forment la première; les hommes libres dans l'une et l'autre nation forment la seconde; les hommes de condition inférieure ou les tributaires forment la troisième. Gondebaud n'établit point entr'eux ces distinctions humiliantes en vertu desquelles chez les Francs le sang du Romain était estimé à moitié prix de celui du barbare. Les Ripuaires ne s'étaient pas contentés d'estimer la vie d'un Romain moitié moins que celle d'un Franc, ils avaient de plus pris un terme moyen entre ces deux amendes pour fixer le prix du sang du Bourguignon, de l'Allemand, du Frison, du Bavaïois et du Saxon. Il en coûtait cent sous d'or pour tuer un Romain, cent soixante pour tuer un étranger barbare, deux cents pour tuer un Franc.

Les Bourguignons n'adoptèrent point par représailles cette loi inhospitalière; la vie de l'étranger fut à leurs yeux aussi sacrée que celle de leurs compatriotes. Cependant leur hospitalité, qui pour eux était un devoir étroit, et qui s'étendait à tout le monde, était soumise à d'étranges restrictions, d'après les lois 38 et 39 de leur code. Elles portent : « Quiconque refusera son toit ou son foyer à un étranger qui surviendra, « paiera trois sous d'or d'amende; il en paiera six si cet étranger est un convive « du roi. Le Bourguignon à qui l'étranger aura demandé l'hospitalité, et qui, au lieu « de la donner, lui aura indiqué la maison du Romain, paiera trois sous à ce Ro- « main et trois sous d'amende; le colon du roi qui n'aura pas voulu recevoir l'étran- « ger, sera puni par le fouet... Mais celui qui aura reçu un homme étranger, de « quelque nation qu'il soit, qui sera venu s'établir chez lui, devra le présenter au « juge à examiner, pour lui faire avouer, à l'aide de la torture, à qui il appartient. « S'il a laissé passer sept jours sans le faire, et si l'étranger reconnu esclave est « réclamé par son maître, celui qui l'avait recueilli sera obligé d'en payer trois fois « la valeur, à moins cependant que cet esclave ne soit un captif qui, échappant à « l'ennemi, retourne vers ses maîtres, ses parents, ou son sol natal. » Cette torture, partie nécessaire de l'hospitalité offerte par le Bourguignon, était une conséquence du système d'esclavage que leurs lois garantissaient, et peut-être par cette

comme des hommes ; il ne faut que jeter les yeux sur nos lois saliques (4) et ripuaires pour voir combien les Francs étaient attachés aux coutumes dans lesquelles ils avaient été élevés. Cet

sanction même, croyaient-ils protéger la propriété du Romain. Un code pénal fondé sur des amendes, ne pouvait atteindre ni les esclaves, ni les indigents ; mais pour que celui qui ne possédait rien ne fût pas exempt de peines, la loi des Bourguignons convertissait les amendes en châtimens corporels, dans la proportion de cents coups de fouet pour douze sous d'or d'amende.

La loi des Bourguignons n'avait pas seulement réglé les droits, et proportionné les peines aux délits, elle avait aussi établi une nouvelle procédure, et celle-là sans doute dut inspirer aux Romains plus d'effroi que de confiance. Notre expérience ne nous apprend que trop combien il est difficile de démêler la vérité au milieu des dénégations opposées des deux parties. Cette difficulté s'accroissait pour le Barbare, elle lui paraissait presque insoluble ; et, forcé de donner au juge une règle, il eut presque toujours recours à l'intervention miraculeuse de la divinité.

Les Bourguignons, comme tous les Germains, étaient persuadés que tous les événements étaient immédiatement dirigés par la Providence. Ils croyaient surtout que les saints et les reliques prenaient un soin particulier de faire respecter leur autorité, toutes les fois qu'elle était invoquée ; qu'un faux serment était immédiatement puni d'une manière visible, et par conséquent qu'un réprouvé ne se hasarderait pas plus qu'un fidèle à se parjurer. Ils permirent donc de déférer le serment à l'accusé qui niait un crime, de le déférer à un débiteur qui niait sa dette, et ils regarderent cette interpellation solennelle comme un premier jugement de Dieu.

Cependant la fréquence des parjures les avait contraints à révoquer en doute cette certitude de la justice divine, et à donner une garantie de plus à l'ordre public. Les lois Barbares obligèrent l'accusé ou le défenseur qui voulait repousser l'accusation ou nier la dette, non-seulement à jurer lui-même pour soutenir ce qu'il avait affirmé, mais encore à produire douze, et quelquefois un plus grand nombre de ses parents, de ses amis ou de ses voisins, qui juraient avec lui et qui attestaient ainsi son innocence ou la vérité de ses paroles. Ces garants assermentés ont donné naissance aux jurés. Ils étaient appelés à attester l'innocence d'un homme ou la vérité d'un fait, et pour cela ils devaient être unanimes. Avant de recevoir leur serment, on leur accorda donc le droit d'examiner eux-mêmes les circonstances du fait sur lequel le juge allait accepter leur témoignage, et de s'assurer de la vérité. Ainsi, d'une obligation absurde imposée au prévenu, et qui, dans la loi des Ripuaires, est répétée presque à chaque ligne, est née l'une des plus belles institutions de l'ordre social le plus perfectionné. La loi des Bourguignons avait permis au Romain, tout aussi bien qu'au Barbare, de se purger de toute accusation par le serment de sa femme, de ses enfants et de douze de ses proches. Mais en même temps elle avait voulu que la partie adverse pût arrêter celui qui voulait jurer avant qu'il eût prêté le serment, avant

attachement pour les usages les moins importants est la preuve la plus forte que leur gouvernement ne souffrit d'abord aucune altération dans ses principes les plus essentiels. La nation tou-

même qu'il fût entré dans l'Eglise, pour en appeler au jugement de Dieu. Dans ce cas, le juge ne peut point refuser aux deux parties le combat judiciaire, et c'est en se fondant sur la fréquence des faux serments que le législateur établit cette forme plus franche de procédure. L'issue du combat fut regardée cependant comme une preuve si indubitable de la vérité, que ceux qui avaient juré ou offert de jurer avec les vaincus, furent punis comme faux témoins. L'introduction du combat judiciaire est due aux lois des Bourguignons : ils ne sont autorisés ni par les lois des Saliens, ni par celles des Ripuaires, ni par celles des Visigoths. Mais cette institution était trop d'accord avec les sentiments et les préjugés de tous les peuples Barbares, pour n'être pas rapidement adoptée. Le combat fit bientôt partie de la procédure des Francs, et de tous les autres peuples au moyen âge. Il n'y eut aucun homme d'honneur qui ne préférât échapper par ce moyen aux subtilités des légistes. Le combat judiciaire dispensait de la torture qui, d'après la loi des Bourguignons, ne pouvait se donner qu'aux esclaves. Quand le combat judiciaire fut aboli, la torture fut mise à sa place, et l'homme libre n'en fut point exempt; entre ces deux manières de rechercher la vérité, on ne sait laquelle est plus absurde; mais celle des temps qu'on a nommés civilisés est sans doute la plus cruelle. (SISMONDI.)

(1) Il y a dans les manuscrits qui nous en restent, deux textes de cette loi : l'un purement latin; l'autre latin aussi, mais mêlé d'un grand nombre de mots germaniques, de gloses, d'explications dans l'ancienne langue franque, intercalées dans le cours des articles. Celui-ci contient deux cent-cinquante-trois intercalations de ce genre. Ce second texte a été publié en 1537, à Bâle, par le jurisconsulte Jean Héroid, d'après un manuscrit de l'abbaye de Fulde. Le texte purement latin a été publié une première fois, à Paris, sans date ni nom d'éditeur; et pour la seconde fois par Jean Dutillet, également à Paris en 1573; l'un et l'autre ont eu depuis une foule d'éditions. Il existe de ces deux textes dix-huit manuscrits, savoir : quinze du texte purement latin, trois du texte mêlé de mots germaniques. Ces manuscrits ont été trouvés, quinze sur la rive gauche du Rhin, en France; trois seulement en Allemagne. Vous pourriez être tenté de croire que les trois manuscrits trouvés en Allemagne sont ceux qui contiennent la glose germanique : il n'en est rien; sur les trois manuscrits, avec la glose, deux seulement viennent d'Allemagne, le troisième a été trouvé à Paris; sur les quinze autres, quatorze ont été trouvés en France, et un en Allemagne.

Les quinze manuscrits du texte purement latin sont semblables, à peu de chose près. Il y a bien quelques variantes dans les préfaces, les épilogues, dans la disposition ou la rédaction des articles, mais de peu d'importance. Les trois manuscrits contenant la glose germanique diffèrent beaucoup plus; ils diffèrent quant au nombre des titres et des articles, quant à leur ordre, leur contenu même, et encore plus quant

jours libre, et formant une vraie république dont le prince était le chef, régnait en corps sur les différents peuples qui habitaient ses conquêtes. Le Champ-de-Mars fut encore assem-

au style. De ces manuscrits deux sont rédigés dans le latin le plus barbare. Voilà donc deux textes de la loi salique qui appuient les deux solutions du problème; l'un paraît d'une origine plus romaine, l'autre plus purement germanique. Aussi la question a-t-elle pris cette forme : des deux textes, quel est le plus ancien? lequel peut être considéré comme primitif?

L'opinion commune, surtout en Allemagne, attribue au texte portant la glose germanique la plus haute antiquité. Il y a bien, à la première vue, quelques raisons de le supposer. Les trois manuscrits de ce texte portent : *Lex salica antiqua, antiquissima, vetustior*; tandis que, dans ceux du texte purement latin, on lit ordinairement : *lex salica recentior, emendata, reformata*. Si l'on s'en rapportait à ces épigraphes, la question serait résolue.

Le plus savant ouvrage où cette controverse ait été résumée, est celui de M. Wiarda, intitulé : *Histoire et explication de la loi salique*, et publié à Brême en 1808.

Selon M. Wiarda, le texte mêlé de mots germaniques dans les copies du moins que nous en avons, n'est pas plus ancien que l'autre; on pourrait même être tenté de le croire plus moderne. Deux articles surtout semblent l'indiquer : 1° l'article de *chrenecruda*, lequel traite de la cession de biens, se trouve également dans les deux textes; mais le texte purement latin le donne comme une disposition en vaineur, tandis que le texte avec la glose ajoute : « Dans le temps actuel, ceci ne s'explique plus; » 2° au titre 58, § 1^{er}, le texte avec la glose porte : « Selon l'antique loi, quiconque aura déterré ou dépouillé un corps déjà enseveli, sera banni, etc. » Cette loi qualifiée ici d'antique se trouve dans le texte purement latin, sans aucune observation. On ne saurait nier que ces deux passages du texte avec la glose ne semblent indiquer une date postérieure.

De cette comparaison des textes, M. Wiarda passe à l'examen des préfaces, et il en fait aisément ressortir les invraisemblances et les contradictions. Un grand nombre de manuscrits n'ont point de préface; dans ceux qui en ont, elles sont fort différentes. Celle-là même que je viens de vous lire est composée de parties incohérentes; la seconde, depuis ces mots : *des inventeurs des lois*, etc., est copiée textuellement dans le traité *des Etymologies et des Origines*, d'Isidore de Séville, écrivain du huitième siècle; la troisième, depuis ces mots : *Théodoric, roi des Francs*, se trouve également en tête d'un manuscrit de la loi des Bavarois. Les noms des premiers rédacteurs de la loi des Francs-Saléens ne sont pas semblables dans la préface et dans le corps même de la loi. De ces circonstances et de beaucoup d'autres, M. Wiarda conclut que les préfaces sont de simples additions écrites, en tête du texte, par les copistes qui ont recueilli, chacun à sa guise, des bruits populaires, et qu'on ne saurait leur attribuer une véritable autorité. Aucun d'eux des anciens documents, au-

blé, les grands continuèrent à former le conseil du prince, et les villes des Gaules furent gouvernées comme l'avaient été les bourgades de la Germanie.

Clovis faisait sa résidence à Soissons d'abord, puis à Paris. Dans les autres villes, soumises à son gouvernement, il envoya, pour être son lieutenant, un officier Franc auquel les lois donnent le titre de Grafion, équivalent à celui de comte. Il le chargea de présider les assemblées des Francs où se rendait la justice, et de correspondre avec le gouvernement; mais il

cun des premiers chroniqueurs qui ont raconté avec détail l'histoire des Francs, ni Grégoire de Tours, ni Frédégaire, par exemple, ne parlent de la rédaction de leurs lois. Il faut descendre jusqu'au huitième siècle pour trouver un passage qui en fasse mention, et c'est dans l'une des plus confuses, des plus fabuleuses chroniques de cette époque, dans le *Gesta Francorum*, qu'on lit :

« Après une bataille que leur livra l'empereur Valentinien, et où tomba leur chef Priam, les Francs sortirent de Sicambrie, et vinrent s'établir dans les régions de la Germanie, aux extrémités du cours du fleuve du Rhin.... Là, ils élurent roi Pharamond, fils de Marcomir, et, l'élevant sur leurs boucliers, le proclamèrent roi Chevelu; et alors ils commencèrent à avoir une loi que leurs anciens conseillers gentils, Wisogast, Windogast, Aregast et Sologast rédigèrent dans les bourgades germanes de *Bodechim*, *Salechim*, et *Windechim*. (*Gesta Franc.*, c. 3). »

C'est sur ce paragraphe que se fondent toutes les préfaces, inscriptions, ou narrations placées en tête des manuscrits; elles n'ont point d'autre garantie et ne méritent pas plus de foi.

Après avoir ainsi écarté les documents indirects allégués à l'appui de la haute antiquité et de l'origine purement germane de la loi, M. Wiarda aborde directement la question et pense : 1° que la loi salique a été rédigée pour la première fois sur la rive gauche du Rhin, en Belgique, dans le territoire situé entre la forêt des Ardennes, la Meuse, la Lys et l'Escaut; pays où s'établit et qu'occupa longtemps la tribu des Francs-Saliens, que cette loi régissait spécialement, et de qui elle a reçu son nom; 2° que dans aucun des textes actuellement existants, elle ne paraît remonter au-delà du huitième siècle; 3° enfin qu'elle n'a jamais été rédigée qu'en latin. Ceci est reconnu de toutes les autres lois barbares, des lois ripuaire, bavarroise, allemande, et rien n'indique que la loi salique ait fait exception. Les dialectes germaniques, d'ailleurs, ne furent point écrits avant le règne de Charlemagne; et Alfried de Weissembourg, traducteur de l'Evangile, appelle encore, au neuvième siècle, la langue franque *linguam indisciplinabilem*.

Tels sont les résultats généraux de ce savant travail,

(Guizot.)

ne changea rien à l'administration municipale qu'il avait trouvée établie avant lui. Chaque cité conserva sa curie, ses coutumes et ses usages ; et un magistrat romain que Marculfe, dans ses formules, nomme le *défenseur*, fut placé par ses concitoyens à la tête du gouvernement municipal.

« Ce que les Germains ont surtout apporté dans le monde romain, dit M. Guizot, c'est l'esprit de liberté individuelle, le besoin, la passion de l'indépendance, de l'individualité. Aucune puissance publique, aucune puissance religieuse n'existait, à vrai dire, dans l'ancienne Germanie. La seule puissance réelle de cette société, ce qui y était fort et actif, c'était la volonté de l'homme ; chacun faisait ce qu'il voulait à ses risques et périls. Le régime de la force, c'est-à-dire de la liberté personnelle, c'était là le fond de l'état social des Germains ; c'est par là qu'ils ont puissamment agi sur le monde moderne. S'il fallait exprimer en quelques mots les caractères dominants des éléments divers de notre civilisation, je dirais que l'esprit de légalité, d'association régulière, nous est venu du monde romain, des municipalités et des lois romaines. C'est au Christianisme, à la société religieuse que nous devons l'esprit de moralité, le sentiment et l'empire d'une règle, d'une loi morale, des devoirs mutuels des hommes. Les Germains nous ont donné l'esprit de liberté, de la liberté telle que nous la concevons et la connaissons aujourd'hui, comme le droit et le bien de chaque individu, maître de lui-même, de ses actions et de son sort, tant qu'il ne nuit à aucun autre, fait immense, car il était étranger à toutes les civilisations antérieures. Dans les républiques anciennes, la puissance publique disposait de tout, l'individu était sacrifié au citoyen. Dans les sociétés où dominait le principe religieux, le croyant apparte-

naît à sa religion, non à lui-même. Ainsi l'homme avait toujours été absorbé dans l'Eglise ou dans l'Etat. Dans notre Europe seule, il a vécu, il s'est développé pour son compte ; à sa guise, chargé sans doute ; disons mieux, de plus en plus chargé de travaux et de devoirs ; mais trouvant en lui-même son but et son droit. C'est aux mœurs germaines que remonte ce caractère distinctif de notre civilisation. L'idée fondamentale de la liberté dans l'Europe moderne lui vient de ses conquérants. §

Non-seulement les Gaulois eurent la satisfaction de conserver leurs propres lois, avantage dont jouirent également tous les autres peuples soumis à la domination franque ; mais ils se virent encore élevés à une sorte de magistrature. En effet ; les ducs, les comtes et les centeniers, ou vicaires, distribués en différents endroits de leur gouvernement pour y rendre la justice, ne pouvaient prononcer un jugement sans prendre, parmi les citoyens les plus notables, sept assesseurs ; connus sous les noms de Rachimbourgs ou de Scabins ; et ces assesseurs, toujours choisis dans la nation de celui contre qui le procès était intenté, faisaient la sentence ; le chef du tribunal la prononçait seulement. Les Gaulois se trouvèrent par là leurs propres juges, prérogative que la vénalité des magistrats, sous le gouvernement de l'Empire, rendait bien précieuse ; et ils ne durent plus s'en prendre qu'à leur propre corruption, si la justice fut encore vendue ou mal administrée.

• Tous les liens par lesquels Rome était parvenue à unir entre elles les diverses parties du monde ; dit encore l'auteur des Essais, ce grand système d'administration, d'impôts, de recrutement, de travaux publics, de routes ; ne put se maintenir. Il n'en resta que ce qui pouvait subsister isolément ; loca-

lement ; c'est-à-dire les débris du régime municipal. Les habitants se renfermèrent dans les villes ; là , ils continuèrent à se régir à peu près comme ils l'avaient fait jadis avec les mêmes droits , par les mêmes institutions. Mille circonstances prouvent cette concentration de la société dans les cités. En voici une qu'on a peu remarquée sous l'administration romaine : ce sont les gouverneurs de province , les consulaires , les correcteurs ; les présidents , qui occupent la scène et reviennent sans cesse dans les lois et dans l'histoire. Dans le sixième siècle leur nom devient beaucoup plus rare ; on voit bien encore des ducs , des comtes , auxquels est confié le gouvernement des provinces ; les rois barbares s'efforcent d'hériter de l'administration romaine , de garder les mêmes employés , de faire couler leur pouvoir dans les mêmes canaux ; mais ils n'y réussissent que fort incomplètement et avec grand désordre ; leurs ducs sont plutôt des chefs militaires que des administrateurs ; évidemment les gouverneurs des provinces n'ont plus la même importance , ne jouent plus le même rôle ; ce sont les gouverneurs des villes qui remplissent l'histoire. La plupart de ces comtes de Chilpéric , de Gontran , de Théodebert , dont Grégoire de Tours raconte les exactions , sont des comtes de villes , établis dans l'intérieur de leurs murs à côté de leur évêque. Il y aurait de l'exagération à dire que la province a disparu , mais elle est désorganisée , sans consistance , presque sans réalité. La ville , l'élément primitif du monde romain , survit presque seule à sa ruine. »

M. Michelet fait remarquer qu'une organisation nouvelle allait peu à peu se former , dont la ville ne serait plus l'unique élément , où la campagne , comptée pour rien dans les temps anciens , prendrait place à son tour.

A certaines époques, la nation se réunissait dans un lieu qu'on nommait Champ-de-Mars. Le roi, au milieu de ses principaux officiers, paraissait à cette assemblée revêtu des habits royaux. La majesté du trône n'apparaissait que dans cette circonstance. L'assemblée étant dissoute, le prince reprenait les vêtements simples et la vie privée qui convenaient au chef d'un peuple libre (1).

C'est dans ces assemblées que se discutaient toutes les affaires de l'Etat. On y réglait le partage des trésors et la succession aux états du roi mort; on y jugeait les grands criminels. C'est là qu'on nommait les ducs et les comtes. Ces titres héréditaires de nos jours, mais sans autorité et sans fonctions, étaient alors de grandes charges de l'Etat. Les ducs et les comtes recevaient de simples commissions qui pouvaient être annulées par l'assemblée de l'année suivante.

En vertu de ces commissions, ces grands officiers gouvernaient civilement et militairement un canton plus ou moins étendu. Ils avaient sous leurs ordres des vicaires ou des échevins qui les aidaient dans l'exercice de leurs fonctions. Chacun (2) avait le droit d'appeler de leurs décisions à l'assemblée du Champ-de-Mars.

On verra plus tard Clotaire écrire au sujet de l'assemblée nationale: « Je dois me conformer à ce qu'ils ont résolu (3). Ce prince exposa dans cette assemblée les crimes imputés à la reine Brunehaut: « *Mes chers compagnons*, dit-il, ordonnez du supplice que doit subir une femme coupable de tant de forfaits. »

(1) Bouquet, tom. II.

(2) Grégoire de Tours.

(3) Bouquet.

Plus tard ces assemblées devinrent difficiles, et la raison en a été très-bien développée par un écrivain célèbre :

« Lorsque les Francs se trouvèrent sur le sol gaulois, les chefs de famille s'établirent à une bien plus grande distance les uns des autres; ils occupèrent de vastes domaines; leurs maisons devinrent plus tard des châteaux; les villages qui se formèrent autour d'eux furent peuplés non plus d'hommes libres, leurs égaux, mais des colons attachés à leurs terres. Ainsi, sous le rapport matériel, la tribu se trouva dissoute par le seul fait de son nouvel établissement.

« On devine sans peine quel effet dut produire dans ses institutions ce seul changement. L'assemblée des hommes libres où se traitaient toutes choses devint beaucoup plus difficile à réunir; tant qu'ils vivaient les uns près des autres, ils n'avaient pas besoin de combinaisons savantes pour traiter en commun de leurs affaires: mais quand une population est éparse, pour que les principes et les formes des institutions libres lui demeurent applicables, il faut un grand développement social, il faut de la richesse et de l'intelligence, mille conditions en un mot qui manquaient à la peuplade germane, transportée tout-à-coup sur un territoire beaucoup plus vaste que celui qu'elle occupait auparavant. En ouvrant les plus anciennes lois germaniques, celles des Allemands, des Bava-rois, des Francs, on voit qu'originellement l'assemblée des hommes libres, dans chaque canton, se tenait très-fréquemment, d'abord toutes les semaines, puis tous les mois: toutes les affaires y étaient portées; les jugements y étaient rendus, non-seulement les jugements criminels, mais les jugements civils; presque tous les actes de la vie civile s'accomplissaient en sa présence, les ventes, les donations, etc. Quand une

fois la peuplade est établie en Gaule, les assemblées deviennent rares et difficiles, si difficiles qu'il faut employer les moyens coercitifs pour y faire venir les hommes libres. Et si vous passez tout d'un coup du sixième siècle au milieu du huitième, vous trouvez qu'à cette dernière époque il n'y a plus dans chaque comté que trois assemblées d'hommes libres par an; encore manquent-elles souvent; la législation de Charlemagne en fait foi.

Quand les assemblées étaient fréquentes, les hommes libres, sous le nom de *rachiniburgi*, *ahrimani*, *boni homines*, et dans des formes diverses, y décidaient les affaires. Quand ils ne vinrent plus, il fallut trouver, dans les occasions indispensables, un moyen de les suppléer; aussi voit-on à la fin du huitième siècle les hommes libres remplacés, dans les fonctions judiciaires, par des juges permanents; les *scabini*, ou échevins de Charlemagne, sont de vrais juges; dans chaque comté, cinq, sept, neuf hommes libres sont désignés par le comte ou tout autre magistrat local, avec charge de se rendre à l'assemblée du comté et de juger les procès. Les institutions primitives sont devenues impraticables; le pouvoir judiciaire a passé du peuple à des magistrats. »

CHAPITRE XIV.

De l'Eglise et du clergé catholiques.

Il est bon de rappeler où en était le Christianisme à l'époque de l'entrée des Francs dans les Gaules et jusqu'à la mort de Clovis.

Nous avons vu la persécution violente que l'Eglise souffrit

sous Dioclétien et son triomphe sous Constantin. Sous Constante et sous Valens la vérité fut combattue par les empereurs, et l'arianisme fut au moment de triompher. Sous Julien, le paganisme fit les plus grands efforts pour se relever. Après lui Valens persécuta la foi en Orient, et saint Basile se plaignait de ce que les plus grandes souffrances supportées en ce temps ne donnaient pas le nom glorieux de martyr. L'arianisme remplit le quatrième siècle. Sous Théodose, l'Eglise triompha de l'idolâtrie et des hérétiques. Le cinquième siècle vit briller saint Athanasé, saint Jean-Chrysostôme; saint Augustin; saint Basile, saint Jérôme et saint Epiphane. C'est alors que Pélage et Célestin enseignèrent leurs erreurs. Nestorius et Eutychès se sont suivis de près:

Nous avons déjà remarqué quels progrès le Christianisme fit faire à l'esprit humain en rendant les questions spirituelles les plus hautes l'objet des débats des hommes de toutes les classes. Qu'il y avait loin du temps où le peuple athénien applaudissait aux railleries d'Aristophane contre Socrate prêchant l'unité de Dieu, au temps des discussions sur l'arianisme qui occupaient l'Orient et l'Occident, aux disputes sur la grâce et la liberté, de Pélage et de saint Augustin, questions formant l'essence même de la pensée humaine!

La moralité humaine est-elle tout entière expliquée par le libre arbitre? Quelle est l'action de Dieu sur l'action de l'homme? Quelle est l'action de l'homme dans l'œuvre de Dieu? Comment se concilient la grâce et la liberté? Comment l'homme reste-t-il libre sous l'action divine: voilà les problèmes qui agiterent l'Eglise chrétienne et enfantèrent les livres de l'évêque d'Hippone et de saint Paulin. Après le pélagianisme, vint le semi-pélagianisme; défendu par Faustus, évêque de Riez.

Faustus fit assembler un concile dans la grande église d'Arles ; la prédestination mal entendue y fut condamnée, et le semi-pélagianisme sembla un moment triompher dans la Gaule ; mais Césaire d'Arles le fit condamner, en 529, au concile d'Orange.

On voit dans quelles profondeurs l'esprit humain avait pénétré. Après Arius, qui voulut examiner les rapports des personnes divines entre elles, Nestorius prétendit séparer l'homme de Dieu en Jésus-Christ : la personne divine et la personne humaine. Il fut condamné au concile d'Ephèse. Le nestorianisme ne pénétra pas dans l'Occident, non plus que l'eutychéisme, qui niait les deux natures en Jésus-Christ. Voici comment le grand pape saint Léon fit justice de cette nouvelle erreur :

« C'est le même Fils éternel et consubstantiel au Père qui est né du Saint-Esprit et de la vierge Marie. Cette génération temporelle n'a rien ôté ni rien ajouté à la génération éternelle ; mais elle a été employée tout entière à la réparation de l'homme pour vaincre la mort et le démon ; car nous n'aurions pu surmonter l'auteur du péché et de la mort, si celui qui ne pouvait être souillé par le péché ni retenu par la mort n'avait pris notre nature et ne se l'était rendue propre. La nature divine et la nature humaine, demeurant chacune en son entier, ont été unies en une seule personne, afin que le même médiateur pût mourir, étant d'ailleurs immortel et impassible. Il a tout ce qui est en nous, tout ce qu'il y a mis en nous créant, tout ce qu'il s'est chargé de réparer ; mais il n'a point ce que le séducteur y a mis ; il a pris la forme d'esclave sans la souillure du péché. Une nature n'est point altérée par l'autre ; le même qui est vrai Dieu est vrai homme ; tout est vérité dans

cette union. Dieu ne change point par la grâce qu'il nous fait ; l'homme n'est point absorbé et consumé par la dignité qu'il reçoit ; le Verbe et la chair gardent les opérations qui leur sont propres.

« L'Écriture, ajoute saint Léon, prouve également la vérité des deux natures. Il est Dieu, puisqu'il est dit : Au commencement était le Verbe, et le Verbe était Dieu. Il est homme, puisqu'il est dit : Le Verbe a été fait chair et a habité parmi nous. C'est un enfant dans le berceau, et le Très-Haut glorifié par les anges. Hérode veut le tuer, mais les Mages viennent l'adorer. Il vient au baptême de saint Jean, et en même temps la voix du Père le déclare son Fils bien-aimé. Comme homme, il est tenté par Satan ; comme Dieu, il est servi par les anges ; Comme homme, il souffre la faim, la soif, la lassitude ; comme Dieu, il rassasie cinq mille hommes avec cinq pains, donne l'eau vive à la Samaritaine, apaise la tempête. Comme homme, il pleure son ami mort ; comme Dieu, il le ressuscite. Comme homme, il est attaché à la croix ; comme Dieu, il fait trembler la nature et ouvre le ciel au voleur pénitent. C'est à cause de l'unité de personne que nous disons que le Fils de l'Homme est descendu du ciel, et que le Fils de Dieu a été crucifié et enseveli, quoiqu'il ne l'ait été que dans la nature humaine.

« Eutychès, dit encore ce grand pape, niant que notre nature est dans le Fils de Dieu, doit craindre ce que dit saint Jean : *Tout esprit qui divise Jésus-Christ n'est pas de Dieu, c'est l'Antechrist.* Car, qu'est-ce que diviser Jésus-Christ, sinon en séparer la nature humaine ? Cette erreur anéantit la passion de Jésus-Christ et l'efficacité de son sang. Et quand Eutychès vous a répondu (la lettre est adressée à saint Flavien

à Constantinople) : Je confesse que Notre-Seigneur était de deux natures avant l'union, mais après l'union je ne reconnais qu'une nature; je m'étonne que vous n'ayez point relevé un si grand blasphème, puisqu'il n'y a pas moins d'impiété à dire que le Fils de Dieu était de deux natures avant l'incarnation que de n'en reconnaître qu'une en lui après l'incarnation. Ne manquez pas de lui faire rétracter cette erreur, si Dieu lui fait la grâce de se convertir. »

Le concile de Chalcédoine, le quatrième général, confirma toute cette magnifique explication du dogme catholique. Le cinquième Concile général fut assemblé à Constantinople et condamna quelques écrits favorables à Nestorius. C'est ce qu'on appelait les trois chapitres, à cause des trois auteurs déjà morts il y avait longtemps. On condamna la mémoire et les écrits de Théodore, évêque de Mopsueste, une lettre d'Ibas, évêque d'Edesse, et parmi les écrits de Théodore ceux qu'il avait composés contre saint Cyrille.

Nous croyons, pour faire comprendre la nécessité de l'établissement de l'Eglise et le bien qu'elle a fait au monde, devoir rappeler ici ce que nous avons dit ailleurs sur le Symbole catholique et sur la reconnaissance que nous devons à ceux qui l'ont conservé :

« L'Eglise catholique nous transmet la vérité, comme la société nous transmet la vie; et, si tout, dans les royaumes temporels, est disposé pour nous conserver le bienfait de la vie, nous voyons aussi que, dans l'Eglise, tout a servi à conserver la vérité à travers les siècles malgré l'incrédulité, malgré les schismes, malgré les attaques de l'orgueil.

« L'Eglise porte avec elle son symbole, elle le développe à ses enfants, elle en fait l'objet de leurs méditations; et ce sym-

bole contient toutes les vérités objet de notre foi, ces vérités notre consolation, la sanction de tous nos devoirs, la source de tous nos droits à l'immortalité.

« Une seule vérité importe essentiellement à l'homme, c'est qu'il a été créé pour s'unir à Dieu dans l'éternité. Mais comment se forme cette union? Nous l'avons dit, l'homme étant tombé, un médiateur lui a été promis, et ce médiateur, l'espérance du genre humain, est descendu sur la terre pour nous introduire dans le ciel.

« Depuis la chute, les hommes ont toujours conservé cette espérance. Chez les patriarches, la religion consistait dans trois dogmes : Dieu, la chute de l'homme et la rédemption. Les Juifs n'ont pas eu une autre religion; ils ont cru en Dieu, ils ont attendu le Messie à cause de la chute de l'homme. Et maintenant qu'est-ce que notre religion? c'est aussi le Messie, mais le Messie venu sur la terre, le Messie qui nous a dit ce que nous sommes, d'où nous venons, où nous allons. Telle est donc la religion du genre humain : un médiateur à venir, un médiateur venu pour sauver l'homme de la mort et lui rendre l'immortalité; et ce médiateur, quel est-il? Un homme-Dieu pacifiant le ciel et la terre, unissant l'homme à Dieu.

« Rien de plus grand, rien de plus essentiel à l'homme que ce dogme, aussi précieux pour nous que la vie. Aussi l'Eglise a-t-elle défendu à toutes les époques cette grande vérité attaquée par toutes les passions : la croyance en un homme-Dieu, en un rédempteur-Dieu venu pour sauver tous les hommes. Cette vérité, conservée par elle dès l'origine du Christianisme, a créé l'amour de Dieu sur la terre.

« Toutes les erreurs successivement frappées d'anathème par l'Eglise allaient toutes à détruire la divinité de Jésus-

Christ, et par conséquent à rompre le lien ineffable qui unit maintenant l'homme et Dieu.

« La première erreur, anathématisée dans un concile universel, a été celle d'Arius. Elle renversait tout le Christianisme. Les Ariens, en effet, prétendaient que Jésus-Christ, né avant l'aurore, avant les collines, était au-dessus de toutes les créatures, de tous les anges, mais ils ajoutaient qu'il y avait eu un moment où il n'était pas ; et pour exprimer cette opinion, ils disaient : le Verbe est semblable à Dieu, mais non consubstantiel.

« On connaît les railleries du siècle dernier sur l'arianisme. Le philosophe de cette époque, le plus hostile à la religion, se moquait de ce que la différence entre les Ariens et les Catholiques consistait seulement dans un *iota*, les Catholiques se servant du mot *omoousios*, quand les Ariens employaient le mot *omoiousios* ; mais si Jésus-Christ n'est pas de la même substance que son père, s'il est seulement semblable à son père, il n'est plus Dieu, il a été créé, l'humanité n'est plus unie à la nature divine dans la personne de Jésus-Christ, la plaisanterie de Voltaire n'a donc aucun sens.

« Chacun voit aisément l'intérêt immense du genre humain à ce que cette vérité fût défendue, comme elle l'a été, au péril de la vie de ses confesseurs.

« L'erreur fut condamnée, et l'Eglise soutint que Jésus-Christ, comme Verbe, était de la même substance que son père. Ainsi, le Christ, ce médiateur annoncé dès l'origine du monde, est réellement Dieu. Un Dieu s'est uni à notre nature, un Dieu est médiateur entre l'homme et Dieu.

« Après Arius, d'autres esprits superbes voulurent encore attaquer le dogme de l'incarnation et de la rédemption. On

prétendit que, dans Jésus-Christ, il y avait deux personnes, l'une descendue du ciel, l'autre formée dans le sein de la vierge Marie; et il résultait de là que Jésus-Christ, le Verbe incréé, n'avait pas été réellement enfanté comme nous. Le genre humain se trouvait encore déshérité de sa communauté avec Dieu. Or, ce qu'il y a de plus touchant dans le Christianisme, c'est la pensée qu'un Dieu a voulu naître comme nous, et subir toutes les conditions de notre destinée.

« Si Jésus-Christ, en effet, eût été composé de deux personnes, toute notre grandeur serait anéantie, parce que la personne humaine agirait indépendamment de Dieu, au lieu que, dans Jésus-Christ, la personne humaine a disparu, et l'humanité ne forme avec la Divinité qu'une seule personne.

« La ville d'Ephèse reçut avec des transports de joie la déclaration des Pères du concile après l'anathème prononcé contre cette erreur. La salle où délibéraient les évêques était entourée d'un peuple immense, et c'est à la lueur des flambeaux, au milieu des transports de l'admiration et de l'allégresse, qu'ils furent reconduits jusqu'à leurs demeures.

« Un nouvel hérétique voulut nier dans Jésus-Christ les deux natures; mais s'il n'y avait pas dans Jésus-Christ deux natures, la nature divine et la nature humaine, comment pourrions-nous pratiquer tout ce que Jésus-Christ nous a enseigné et tout ce qu'il a fait lui-même? A ceux qui disent : l'exemple du Christ n'est-il pas suffisant pour vous soutenir? on pourrait répondre : Jésus-Christ est Dieu, il n'était pas homme comme nous, nous ne pouvons pas imiter un Dieu.

« Or, les chrétiens disent : Jésus est Dieu, et il est homme; en lui la nature divine et la nature humaine se trouvent réu-

nies. Chacun de nous peut donc supporter tout ce qu'il a supporté, faire ce qu'il a fait.

« La constance avec laquelle l'Eglise a perpétuellement veillé sur ce dogme adorable de l'incarnation et de la rédemption du genre humain, ce dogme d'où dépend notre éternel bonheur, est donc le plus grand des spectacles, un ordre surnaturel de faits qui surpasse toutes nos idées. Ce dogme des dogmes, un Dieu uni à l'homme, qui nous ravit d'admiration ! Telle est notre religion, voilà le Christianisme, voilà la révélation tout entière !

« L'erreur ne s'arrêta pas là ; elle voulut établir qu'il y avait dans Jésus-Christ une seule volonté. C'était encore la destruction de tout le mystère de l'Incarnation. Il y a deux volontés dans Jésus-Christ, la volonté divine et la volonté humaine, et la volonté humaine en lui est sans cesse unie à la volonté divine. Par là, nous comprenons que notre volonté peut toujours s'unir à la volonté divine. Jésus-Christ, au jardin des Olives et sur le Calvaire, nous montre en effet qu'il y avait en lui deux natures et deux volontés. Que dit-il au moment où le calice lui est présenté ? « Mon père, que ce calice s'éloigne de moi ; cependant que votre volonté soit faite, votre volonté et non la mienne. »

« L'erreur attaqua successivement tous les dogmes du Christianisme. Les Pélagiens disaient que l'homme, par le secours du libre arbitre, pouvait, indépendamment de la grâce, accomplir des œuvres méritoires pour le salut.

« Cette erreur détruisait encore le mystère de la rédemption ; car, si l'homme par lui-même pouvait faire des actes dignes de la gloire éternelle, l'Incarnation de Jésus-Christ devenait inutile.

« La première des vérités pour nous est que Jésus-Christ a paru sur la terre pour nous sauver, Jésus-Christ le fils de Dieu ; c'est que Dieu a tant aimé le monde, qu'il a donné son fils unique pour le racheter.

« Qu'est-ce qui distingue les catholiques de toutes les sectes, de toutes les religions ? Ce n'est pas la morale, car la morale se trouve partout, non sans doute aussi pure que dans l'Evangile, mais ses grands préceptes se rencontrent chez tous les peuples. La lumière du Verbe n'a jamais été complètement détruite. Et ce qui n'existe que chez les catholiques, c'est la foi en un Dieu rédempteur, foi sublime qui nous introduit dans un ordre de vérités propre à satisfaire nos esprits et nos cœurs. C'est notre foi qui nous distingue des Juifs, des mahométans, des idolâtres ; c'est cette foi qui nous fait catholiques. »

Les esprits superficiels peuvent juger maintenant de la beauté de la mission de l'Eglise et de l'importance des combats qu'elle a livrés. Elle a conservé parmi les hommes le dogme de l'union de la divinité à l'humanité. Il n'y eut jamais de philosophie plus sublime. Le catholicisme est la théologie du genre humain. L'histoire de l'Eglise est donc un des plus grands intérêts du monde, et désormais elle est mêlée à tout. Nous sommes arrivés au temps où Rome, libre des empereurs, est conduite par les papes.

« Parmi les grands écrivains qui ont illustré l'Eglise, dit M. Ampère, il ne s'est pas encore trouvé d'évêque de Rome ; saint Léon est le premier. Maintenant le tour de Rome est arrivé ; la fin du même siècle verra naître Grégoire le Grand ; pendant les dix siècles qui vont venir, les hommes éminents se suivront de près sur le siège de Pierre.

« Saint Léon peut être considéré comme ouvrant cette série glorieuse de grands papes ; il apparaît dans l'histoire entre les Huns et les Vandales , modérant Genséric , arrêtant Attila. Il commence le rôle civilisateur de la papauté en domptant et ployant les Barbares. D'autre part , le dogme est consommé , le système de la foi chrétienne est construit , la morale de l'Evangile a été développée dans une innombrable quantité de traités , de discours , d'homélies. Elle a été multipliée à l'infini , comme le pain miraculeux ; elle a pénétré dans tous les esprits. La hiérarchie est complètement organisée ; l'Eglise , au quatrième siècle , siècle de grands évêques et de grands conciles , siècle des patriarches , l'Eglise est une forte aristocratie , et au cinquième on voit déjà le couronnement monarchique que la main des papes va placer sur l'édifice.

« Nous avons traversé toutes les phases de cette formation du christianisme qui remplit environ quatre siècles ; nous les avons traversées sans sortir de la Gaule ; peut-être aucune autre portion de l'Empire ne nous aurait offert autant de représentants illustres de ces phases diverses. Le pays qui sera la France est déjà le point central auquel tout aboutit ; il joue dès à présent le rôle que nous lui verrons jouer toujours plus glorieusement. Grâce à lui , l'histoire de la littérature française pourra être jusqu'à un certain point une histoire de l'esprit moderne.

« Rappelons rapidement les principaux monuments de cette construction du christianisme. Le christianisme , en tombant dans le monde , avait à lutter contre ce monde , à y faire sa place , à terrasser des oppositions de tout genre ; nous l'avons vu aux prises avec ces oppositions , les vaincre l'une après l'autre. D'abord il combattit contre les puissances ma-

térielles, contre cette vieille société romaine qui ne se souciait pas qu'on ébranlât sa despotique unité, contre les passions des hommes, contre des philosophies, des religions. Le christianisme triompha de tous ces obstacles; il triompha des périls qui pouvaient naître de lui-même. Le premier combat qu'il ait livré sous nos yeux a été le combat du martyr; la lettre des martyrs de Lyon contient un des plus touchants épisodes de ce combat de trois siècles. Puis, les doctrines de l'Orient, de la Grèce, accumulées à Alexandrie, voulurent faire irruption dans la loi sous le nom de *gnoticisme*. Le christianisme repoussa cet alliage étranger, et saint Irénée a représenté cette guerre du christianisme contre ce qui était avant lui, ce qui n'était pas lui, ce qui voulait, malgré lui, être lui. Puis, après s'être isolé du monde grec, du monde oriental, le christianisme a distingué dans son propre sein ce qui pouvait l'égarer, ce qui pouvait le faire tomber du côté de la philosophie, du côté du rationalisme, et enfin le perdre dans le déisme. C'était la tendance arienne, tendance au fond rationaliste, préparée par le platonicien Origène, consommée par le péripatéticien Eunomius. Un homme de notre pays, saint Hilaire de Poitiers, a figuré vaillamment dans cette seconde campagne du christianisme. Saint Hilaire de Poitiers représente en même temps la grande époque de l'épiscopat résistant au pouvoir des empereurs et gouvernant la société chrétienne comme se gouvernaient les anciennes républiques, par la politique et l'éloquence. Puis est venu le monachisme, qui contenait un élément dangereux, un élément oriental; si cet élément eût prévalu, le christianisme se pouvait abîmer dans un quiétisme impuissant. Nous avons vu l'esprit d'active charité, qui est l'essence du christianisme, l'arrêter sur cette

pente. La tendance rationaliste, qui avait produit l'arianisme, a reparu plus timide et sur un terrain plus à sa portée dans le pélagianisme; elle a reparu plus modeste encore dans le semi-pélagianisme; mais, dans cette retraite devant l'esprit de foi, elle a été battue par l'inflexibilité et la rigueur peut-être extrêmes de la dogmatique chrétienne personnifiée dans saint Augustin. Dès ce moment, le christianisme a pris un caractère arrêté, précis; il a été nettement formulé. Nous n'en sommes plus à l'aimable liberté de son premier âge, quand nous relevions dans saint Irénée, dans Lactance; tant de variétés d'opinions. Maintenant on est d'accord sur tout, on a tout discuté; tout réglé, le christianisme est devenu un système compact de foi; en même temps les dogmes les plus sombres ont été creusés avec complaisance; et, dans les siècles qui s'approchent, quand les Barbares seront là, ces idées exerceront un grand empire et auront leur utilité sociale, car si le christianisme n'eût parlé qu'un langage tendre et consolant, les Barbares n'auraient pas entendu son langage, mais ils entendaient ses menaces. S'ils ne comprenaient pas l'amour, ils comprenaient l'enfer. D'autre part, Rome se constitue, un grand pape a paru, d'autres suivront. L'Europe chrétienne aura un centre visible, un chef visible; une unité visible. Ainsi tout est préparé, l'édifice est construit; nous l'avons vu élever pierre à pierre. L'organisation de la foi, de la morale de l'Eglise chrétienne est complète: les Barbares peuvent venir, ou plutôt ils sont déjà venus..... Si nous ne les avons pas entendus, c'est que les hommes dont nous nous occupons ne les entendaient pas non plus. Qui le croirait? c'était pendant qu'on remuait ces problèmes si subtils de la grâce et de la prédestination que les Barbares entraient dans

la Gaule ! L'esprit humain était , comme Archimède au siège de Syracuse , absorbé dans sa méditation et sourd au pas des vainqueurs ; les théologiens de la Gaule discutaient tandis que la Gaule était envahie comme les philosophes conversaient encore sous les portiques et dans les jardins de l'Académie , pendant qu'Alaric marchait sur Athènes. »

Au temps de Frédégonde , au milieu des malheurs de l'Italie , et pendant que Rome était affligée d'une peste épouvantable , trente ans après saint Léon , en 590 , saint Grégoire le Grand sera élevé malgré lui sur le siège de saint Pierre. Ce grand pape , dit Bossuet , apaisera la peste par ses prières , instruira les empereurs , et leur fera rendre l'obéissance qui leur est due ; il consolera l'Afrique et la fortifiera , confirmera en Espagne les Visigoths convertis de l'arianisme , et recommandera le catholique qui rentrera au sein de l'Eglise ; convertira l'Angleterre , reformera la discipline en France , dont il exalte les rois , toujours orthodoxes , au-dessus de tous les rois de la terre ; il fléchit les Lombards , sauve Rome et l'Italie , que les empereurs ne pouvaient aider ; réprime l'orgueil naissant des patriarches de Constantinople ; éclaire toute l'Eglise par sa doctrine , gouverne l'Orient et l'Occident avec autant de vigueur que d'humilité , et donne au monde un parfait modèle de gouvernement ecclésiastique. L'histoire de l'Eglise n'a rien de plus beau que l'entrée du saint moine Augustin dans le royaume de Kent avec quarante de ses compagnons , qui , précédés de la croix et de l'image du grand roi , Notre-Seigneur Jésus-Christ , faisaient des vœux solennels pour la conversion de l'Angleterre. Saint Grégoire , qui les avait envoyés , les instruisait par des lettres véritablement apostoliques , et apprenait à saint Augustin à trembler parmi les miracles con-

tinuels que Dieu faisait par son ministère. Berthe, princesse de France, attira au christianisme le roi Ethelbert son mari. Les rois de France et la reine Brunehaut protégèrent la nouvelle mission. Les évêques de France entrèrent dans cette bonne œuvre ; et ce furent eux qui, par l'ordre du pape, sacrèrent saint Augustin. Le renfort que saint Grégoire envoya au nouvel évêque produisit de nouveaux fruits , et l'église anglicane prit sa forme. »

Au milieu des mœurs des Barbares, il est impossible de ne pas être frappé des prodiges de sainteté qui s'opèrent. Les monastères sont remplis d'hommes et de femmes admirables qui étonnent les Barbares par leur austérité et leurs vertus. Au temps de saint Remi, le clergé nous offre une multitude de saints évêques : saint Loup de Troyes, saint Euphrone d'Autun, saint Maxime de Riez, saint Rustique de Narbonne, saint Agnès d'Orléans, saint Euchère de Lyon, saint Mamers de Vienne, saint Victor du Mans successeur de saint Victus, saint Eustache de Tours, saint Léon de Bourges, saint Nasneau d'Auvergne.

Plusieurs saints habitaient les solitudes du Perche et du Maine ; quelques-uns des disciples formés par saint Germain d'Auxerre, pendant son séjour en Angleterre, passèrent en Bretagne et fondèrent diverses églises. Saint Samson, saint Malo, saint Brioux, saint Maglon, furent comme les apôtres de ces peuples. Saint Melaine convertit les habitants de Rennes, sa patrie ; ils étaient encore païens. Saint Avit de Vienne fit embrasser la foi catholique à Sigismond, roi des Bourguignons, qui était arien.

On voyait dans diverses provinces des solitaires recommandables par la sainteté de leur vie : saint Severin de Paris, saint

Cloud , saint Hospice , saint Severin d'Agaune , étaient plutôt des anges que des hommes. « Ce dernier, dit Racine, parut à la cour de Clovis comme l'arbitre de la vie et de la santé. »

Saint Nicet de Trèves avait une fermeté vraiment épiscopale qui le portait à reprendre les désordres même du roi. Saint Médard de Noyon , saint Germain de Paris , saint Grégoire de Tours , saint Aubin d'Auxerre , nourrissaient le peuple de la doctrine évangélique. Nous ne pouvons nous dispenser de joindre encore ici les noms de plusieurs saints pasteurs qui furent alors la gloire de nos Gaules. Saint Gilsard de Rouen , saint Quintien de Rhodéz , saint Théodore d'Auxerre , saint Lô de Coutances , saint Gal de Clermont , saint Nizier de Lyon , saint Paterne d'Avranche , saint Paul de Léon en Bretagne , saint Salvi d'Alby , saint Léon de Sens , saint Innocent du Mans , saint Hilaire de Mende , saint Grégoire de Langres , saint Ferréol d'Uzès , saint Sulpice de Bourges. Un des plus illustres fut saint Césaire d'Arles , l'âme des conciles dans lesquels on travaillait à corriger les abus et à maintenir la discipline.

On peut lire les canons des conciles d'alors, on y verra comment sont caractérisés tous les vices qui nous frappent dans les mœurs des Barbares, et il ne faut pas oublier ce qu'étaient les Gaulois au moment de l'invasion des Francs. L'avarice, l'ivrognerie, toutes sortes de désordres, dit Salvien, les avaient réduits à ce degré de dégradation qui rend insensible à tout; ils ne se levèrent pas même de table au moment où l'ennemi entra dans la ville de Trèves. L'amour des pauvres était quelque chose de tout nouveau dans l'histoire de l'humanité. Un beau-frère de Sidoine , Euric, non content de recevoir et de nourrir tous les mendiants qui se présentaient, envoya ses serviteurs avec des chevaux et des chariots par les villes et

par les bourgades , avec ordre de lui amener tous les pauvres qu'on pourrait y trouver.

Il en rassembla plus de quatre mille qu'il nourrit pendant un temps de famine ; et , quand l'abondance fut revenue , il les fit reconduire où on les avait pris. Saint Palome , évêque de Lyon , étendit ses aumônes aux provinces les plus éloignées , et fit conduire une grande quantité de blé sur la Saône et le Rhône pour la subsistance des pauvres. Il en envoya à Arles , à Riez , à Avignon , à Orange , à Viviers , à Valence , à Trois-Châteaux. Il en fit même passer dans l'Auvergne , et saint Sidoine lui en témoigna sa reconnaissance dans une lettre qui nous a été conservée ; « d'autres feront consister la félicité en d'autres choses. Pour moi , j'estime que l'homme le plus heureux est celui qui vit pour le bonheur d'autrui , et qui , compatissant aux calamités des fidèles , fait sur la terre les œuvres du ciel. C'est de vous que je parle , très-heureux pontife. Vous ne vous contentez pas de soulager les misères que vous connaissez , votre charité ingénieuse va les chercher jusqu'aux extrémités des Gaules. Vous essuyez souvent les larmes de ceux dont vous n'avez pas vu les yeux. »

Voici la fin d'un Testament de saint Perpétue ; après avoir affranchi des esclaves achetés de son argent ; il ajoute : « Mais vous , mes délices , mes très-chers frères , ma couronne , ma joie , mes seigneurs , pauvres de Jésus-Christ , indigents , mendiants , malades , veuves , orphelins , c'est vous que je constitue et déclare mes héritiers. Je veux que tout ce qui reste de mes biens et dont je n'ai point disposé , par ce testament , vous appartienne ; qu'on le vende aussitôt après ma mort et qu'on en fasse trois parts , dont deux seront confiées au prêtre Agrarius et au comte Agilon , pour être distribuées à leur

volonté aux hommes qui sont dans l'indigence ; et la troisième à la vierge Dadoline, pour être distribuée ; comme il lui plaira, aux veuves et aux autres femmes pauvres. »

On pourra juger par la lettre suivante de saint Remi à Clovis quel langage les évêques tenaient aux rois Barbares : « Il s'est répandu jusqu'à nous que vous entreprenez une seconde expédition militaire. Ce n'est pas une chose nouvelle que vous soyez tel que vos ancêtres ont été ; mais vous devez surtout faire en sorte que vous ne vous écartiez pas de la loi du Seigneur, parce que c'est par la fin qu'on juge de l'action. Choisissez des conseillers dont la sagesse donne un nouvel éclat à votre gloire. Soulagez vos peuples, consolez les affligés ; protégez les veuves et nourrissez les orphelins. Faites en sorte que tous vous craignent et vous aiment. Rendez exactement la justice, ne recevez rien ni des pauvres ni des étrangers. Que votre palais soit ouvert à tous et que personne n'en sorte la tristesse dans le cœur. Employez au rachat des captifs les biens de votre domaine paternel. Qu'aucun de ceux qui paraissent en votre présence ne s'aperçoive qu'il est étranger. En un mot, si vous voulez régner avec gloire, montrez-vous agréable avec les jeunes gens ; mais ne traitez d'affaires qu'avec les vieillards. »

Voici comment saint Marculf parlait à Childébert : « Les peuples t'ont constitué prince ; ne t'enorgueillis pas, ne t'élève pas, mais sois un d'eux au milieu d'eux. »

Saint Césaire fut un prodige de charité dans ces temps barbares.

« Était-il donc si injuste, si faux, s'écrie M. Ampère en parlant des légendes des saints de cet époque, de dire qu'ils avaient ouvert les yeux aux aveugles et guéri les sourds, ces

hommes qui avaient expliqué aux Barbares la parole du christianisme et leur avaient dévoilé sa lumière? Était-il si injuste et si faux de dire que ceux qui avaient calmé les passions furieuses des Barbares avaient banni les démons de leurs cœurs? quand, par exemple, on racontait de saint Médard que les fers des captifs se brisaient aux approches de son tombeau; quand on disait de saint Gall qu'il avait chassé par un signe de croix l'ours qui occupait avant lui la caverne où il était allé s'établir, ne disait-on pas quelque chose de vrai? Ne disait-on pas que le christianisme, dont saint Médard était le représentant, brisait les fers de tous les esclaves? Ne disait-on pas que le christianisme, dont saint Gall était l'apôtre, dans les forêts et dans les montagnes de la Suisse, allait rendre à l'humanité, à la culture, à la civilisation, des pays jusque là possédés exclusivement par les animaux sauvages? Au septième et au huitième siècle la légende est presque toute l'histoire comme elle est toute la poésie. »

Les martyrs furent opposés à la dissolution du paganisme, les anachorètes et les cénobites, qui se séparaient du monde et combattaient contre eux-mêmes, furent l'enseignement donné aux Barbares abandonnés à leurs passions. « Avec l'arrivée des Barbares, dit encore M. Ampère, naît une nouvelle lignée de saints, ce sont les grands hommes du christianisme qui, en présence des Barbares, protègent les populations épouvantées, s'interposent entre elles et les vainqueurs, ou quelquefois même arrêtent les conquérants. »

Dès que la religion eut assuré ses conquêtes, les cités qui avaient un sénat acceptèrent un évêque; la circonscription politique devint la circonscription ecclésiastique.

« La faculté accordée au peuple de concourir à l'élec-

tion des évêques, et de se donner des chefs ecclésiastiques de son choix, fut le plus beau, le plus noble, le plus cher et le plus utile peut-être des droits municipaux. L'exercice constant de cette faculté, pendant plus de mille ans, en France, atteste d'une manière évidente et irréfutable le droit même. Ce droit se lia au droit représentatif, quand les évêques, élus avec le concours des magistrats et du peuple, furent appelés aux assemblées nationales.

La religion chrétienne, fondée sur les principes de l'égalité devant Dieu, de la fraternité entre les hommes, pouvait-elle, dans ses institutions fondamentales, ne pas consacrer ces principes? Quand les prosélytes de la religion nouvelle devaient reconnaître l'autorité d'un chef ecclésiastique, qui pouvait conférer cette autorité, sinon les fidèles mêmes qui lui obéiraient? Les institutions municipales avaient accoutumé à interroger et à respecter les suffrages populaires. Ce fut donc par ces mêmes suffrages que les premiers chefs de la hiérarchie ecclésiastique furent appelés et élevés aux dignités qui conféraient la puissance spirituelle.

Jusqu'au sixième siècle, les élections des évêques se sont faites dans les Gaules sous la seule influence et sous la seule protection des lois romaines (1). »

(1) On suivait en France, comme en Italie et dans les autres parties de la chrétienté, le mode réglé pour l'élection du défenseur de la cité.

Dans le cours du troisième siècle, Marcien, évêque d'Arles, devint coupable ou suspect d'hérésie. Les catholiques sollicitèrent le pape d'autoriser le *peuple d'Arles* à remplacer l'évêque hérétique. Ravénus avait été appelé au siège épiscopal de la même ville; le pape Léon I^{er} écrivait aux évêques consécrateurs : « Vous avez consacré « unanimement cet évêque selon le désir du clergé, des *honorés* et du *peuple*. » Dans une autre circonstance, ce pape disait à d'autres évêques : « Respectez la souscription du clergé, le témoignage des *honorés*, le consentement du clergé et du *peuple*. »

Et il proclamait cette maxime fondamentale : « Que celui qui doit commander à tous soit élu par tous. »

On ne peut se dissimuler que l'entrée des Barbares dans l'Eglise n'affaiblit la discipline. La plupart des conciles tenus en Occident étaient occupés d'affaires temporelles. On fut obligé d'interdire la chasse et la guerre aux clercs. Et cependant on cherchait à ne pas rebuter les Barbares que l'on voulait convertir. Pour les attirer, on eut devoir se proportionner à leur faiblesse. On vit dans les Gaules des superstitions et des désordres auxquels les évêques pieux ne

Lorsqu'Amator, évêque d'Auxerre, mourut, Germain fut élu, en 448, avec l'assentiment général. Le biographe contemporain, Constant, prêtre de l'Eglise de Lyon, s'exprime en ces termes sur cette élection : « Tous les clercs et toute la noblesse, le peuple de la ville et celui de la campagne furent du même avis, et demandèrent Germain d'une voix unanime. »

Sous le règne de Charles-le-Chauve, Eric, moine d'Auxerre, écrivant en vers la vie de ce saint évêque, ne manqua pas de conserver toutes les circonstances de son élection :

« Vous eussiez vu, dit-il, les peuples se précipiter dans les mêmes vœux. »

« Et il explique ce qu'il entend par les peuples ; car la foule du clergé se précipite d'abord avec les nobles, le peuple des campagnes s'accorde avec le peuple de la ville, même opinion à tous, même unanimité de vœux. »

C'est un fait à remarquer, que l'élection de Simplicius à l'évêché de Bourges, en 472.

« Le nombre des compétiteurs était si grand, dit Sidoine Apollinaire, qu'il n'y aurait pas eu une écaille pour chacun ; tous se croyaient dignes de l'épiscopat, et personne ne reconnaissait à aucun d'eux le mérite nécessaire. »

Pour mettre fin au scandale des débats, le peuple consentit à renoncer à son droit de suffrage, et laissa le choix de l'évêque à Sidoine Apollinaire lui-même, qui nomma Simplicius.

Mais cette renonciation momentanée ne prouve-t-elle pas d'une manière incontestable non-seulement que le peuple avait ce droit, mais encore qu'il l'exerçait véritablement et librement, qu'il n'élisait point sur parole, et que, lorsque le candidat épiscopal n'était pas tel qu'il le désirait, il osait lui refuser son suffrage ?

Je dois avertir que, dans les premiers siècles de l'Eglise, le choix du clergé et du peuple s'arrêtait quelquefois sur des personnes qui n'étaient point prêtres, qui même étaient dans les liens du mariage ; le même pape, Grégoire-le-Grand, qui exigeait le maintien des règles établies pour l'élection canonique, défendit aux laïques de prétendre à l'épiscopat ; mais on trouve encore dans l'histoire de l'Eglise un grand nombre d'exemples contraires.

(RAYNOUARD.)

purent remédier. Saint Gildas attribuait la désolation de la Grande-Bretagne par la conquête des Anglo-Saxons à la corruption des mœurs. Il reprochait aux chrétiens leurs crimes, aux clercs leur ignorance, leur négligence, leur avarices. Les guerres continuelles des princes de l'Occident amenèrent des pillages, des meurtres, les plus grandes violences. Souvent même les églises étaient remplies de sang. On cessa de faire l'office dans l'église de Saint-Denis, qui avait été profanée par des meurtres. A Poitiers, après la mort de Radegonde, Chrodielde, fille du roi Chérechert, fit jurer à plusieurs religieuses qu'elles accuseraient l'abbesse de plusieurs crimes et la nommeraient abbesse elle-même. Elle mit dans son parti quarante religieuses, qui rompirent les serrures et les portes, et, sans écouter les remontrances de l'évêque, sortirent du monastère. Elles assemblèrent une troupe d'assassins et se réfugièrent dans l'église de Saint-Hilaire. Elles firent une irruption dans le monastère, où se commirent des excès de toutes sortes. Comme deux princesses du sang étaient à la tête de cette révolte, elles vinrent à bout non-seulement d'éviter la punition qu'elles méritaient, mais même de se faire absoudre dans un concile de Metz.

Un évêque de Reims conspira contre la vie du roi et fut déposé du sacerdoce. Il parut dans les Gaules à la fin du sixième siècle un grand nombre d'imposteurs accompagnés de femmes fanatiques. Il y en eut un entre autres qui persuada à beaucoup de personnes qu'il avait des révélations. On lui amenait des malades, et il prétendait les guérir en les touchant. On lui donnait de l'or, de l'argent, des habits qu'il distribuait aux pauvres. Il séduisit un grand nombre de personnes, et il était suivi de plus de trois mille.

« Païens encore et sans doute indifférents dans la vie indécise qu'ils menaient sur la frontière, les Francs devaient, dit M. Michelet, accepter facilement la religion du clergé des Gaules. Tous les autres Barbares à cette époque étaient ariens. Tous appartenaient à une race, à une nationalité distincte. Les Francs seuls, population mixte, semblaient être restés flottants sur la frontière, prêts à toute idée, à toute influence, à toute religion. Eux seuls reçurent le christianisme par l'Eglise latine, c'est-à-dire dans sa forme complète, dans sa haute poésie. Placés au nord de la France, au coin nord-ouest de l'Europe, les Francs tinrent ferme, et contre les Saxons païens, derniers venus de la Germanie, et contre les Visigoths ariens, enfin contre les Sarrasins, tous également ennemis de la divinité de Jésus-Christ. Ce n'est pas sans raison que nos rois ont porté le nom de fils aînés de l'Eglise. L'Eglise fit la fortune des Francs. L'Etablissement des Bourguignons, la grandeur des Goths, maîtres de l'Aquitaine et de l'Espagne, la formation des confédérations armoriques, celle d'un *royaume romain* à Soissons, semblaient devoir resserrer les Francs dans la forêt Carbonaria, entre Tournai et le Rhin. Jamais leurs faibles bandes n'auraient détruit les Goths, humilié les Bourguignons, repoussé les Allemands, si partout ils n'eussent trouvé dans le clergé un ardent auxiliaire qui les guida, éclaira leur marche, leur gagna d'avance les populations.

« Clovis reconnut dans l'Eglise le droit le plus illimité d'asile et de protection. A une époque où la loi ne protégeait plus, c'était beaucoup de reconnaître le pouvoir d'un ordre qui prenait en main la tutelle et la garantie des vaincus. Les esclaves mêmes ne pouvaient être enlevés des Eglises où ils se réfugiaient. Les maisons des prêtres devaient couvrir et protéger,

comme les temples, *ceux qui paraîtraient vivre avec eux*. Il suffisait qu'un évêque réclamât avec serment un captif pour qu'il lui fût aussitôt rendu. Sans doute il était plus facile à Clovis d'accorder ces privilèges à l'Eglise que de les faire respecter. L'aventure d'Attale, enlevé comme esclave si loin de son pays, puis délivré, comme par miracle, nous apprend combien la protection ecclésiastique était insuffisante. C'était du moins quelque chose qu'elle fût reconnue en droit. Les biens immenses que Clovis assura aux Eglises, particulièrement à celle de Reims, dont l'évêque était, dit-on, son principal conseiller, durent étendre infiniment cette salutaire influence de l'Eglise. Quelque bien qu'on mit dans les mains ecclésiastiques, c'était toujours cela de soustrait à la violence, à la brutalité, à la barbarie.

« Héritière du gouvernement municipal, l'Eglise était sortie des murs à l'approche des Barbares; elle s'était portée pour arbitre entr'eux et les vaincus, et une fois hors des murs, elle s'arrêta dans les campagnes. Fille de la cité, elle comprit que tout n'était pas dans la cité, elle créa des évêques des champs et des bourgs, des chorévêques. Sa protection salutaire s'étendit à tous : ceux même qu'elle n'ordonna point, elle les couvrit du signe protecteur de la tonsure. Elle devint un immense asile. Asile pour les vaincus, pour les Romains, pour les serfs des Romains; les serfs se précipitèrent dans l'Eglise, plus d'une fois on fut obligé de leur en fermer les portes; il n'y eût eu personne pour cultiver les terres. Asile pour les vainqueurs, ils se réfugièrent dans l'Eglise contre le tumulte de la vie barbare, contre leurs passions, leurs violences, dont ils souffraient autant que les vaincus. Ainsi les serfs montèrent à la prêtrise, les fils des rois, des ducs, descendirent à l'épiscopat; les petits

et les grands se rencontrèrent en Jésus-Christ. En même temps d'immenses donations enlevaient la terre aux usages profanes, pour en faire la dot des hommes pacifiques, des pauvres, des serfs. Les Barbares donnèrent ce qu'ils avaient pris, ils se trouvèrent avoir vaincu pour l'Eglise, et il en devait être ainsi : comme asile, comme école, l'Eglise avait besoin d'être riche. Les évêques devaient marcher de pair avec les grands, pour en être écoutés. De même que le prophète qui se couchait sur l'enfant pour le ressusciter, l'Eglise se fit petite pour couvrir ce nouveau monde.

« C'est saint Martin qui garantit les traités. Tours, Reims, et toutes leurs dépendances sont exempts d'impôts. Les possessions de Reims s'étendent dans les pays les plus éloignés, dans l'Ostrasie, dans l'Aquitaine.

« Tout favorisait l'absorption de la société par l'Eglise, tout y entraît. Romains et Barbares, serfs et libres, hommes et terres, tout se réfugiait au sein maternel. L'Eglise améliorait tout ce qu'elle recevait du dehors, mais elle ne pouvait le faire sans se détériorer elle-même. Avec les richesses, l'esprit du monde entraît dans le clergé; avec la puissance la barbarie, qui en était alors inséparable. Les serfs devenus prêtres gardaient les vices des serfs, la dissimulation, la lâcheté. Les fils des Barbares devenus évêques restaient Barbares. Les écoles monastiques de Lerins, de Saint-Maixent, de Réomé, de l'île Barbe, avaient perdu leur éclat; les écoles épiscopales d'Autun, de Vienne, de Poitiers, de Bourges, d'Auxerre, subsistaient silencieusement. Les conciles devenaient de plus en plus rares, cinquante-quatre au sixième siècle, vingt au septième, sept seulement dans la première moitié du huitième. Le génie spiritualiste de l'Eglise se réfugia dans les moines. L'état monastique fut un

asile pour l'Eglise, comme l'Eglise l'avait été pour la société.

« Comment les Francs (1), en embrassant le christianisme, n'auraient-ils pas conservé, pour les prêtres de leur nouvelle religion, les sentiments de vénération auxquels ils étaient accoutumés à l'égard des prêtres de leurs idoles? Ils trouvèrent dans les Gaules un clergé que la libéralité des empereurs avait comblé de privilèges; qui avait des mœurs au milieu des richesses qu'il devait à la piété des fidèles, la réputation de faire des miracles, et qui profitant, dans la décadence de l'Empire, de la faiblesse du gouvernement, s'était attribué une autorité favorable au bien public, à laquelle il eût été dangereux de vouloir porter atteinte, et qui fut utile à Clovis même, quand il fit la guerre aux Visigoths et aux Bourguignons.

« Des prêtres qui convertissent une nation, en sont les maîtres s'ils veulent l'être. Quoique pendant longtemps ils fussent encore tous Gaulois de naissance, et se gouvernassent par conséquent par les lois romaines, non-seulement ils entrèrent dans les assemblées de la nation, mais y occupèrent même la première place. Ils exercèrent une sorte d'intendance sur tous les tribunaux de la nation; et, dans l'absence du roi, à qui on appelait des jugements rendus par les comtes et les ducs, on s'adressa aux évêques, qui eurent, comme lui, le droit de châtier les juges qui malversaient dans l'exercice de leur emploi, de casser et de réformer leurs sentences.

« Il est vraisemblable que les ecclésiastiques, encore plus accrédités par leurs lumières, dans ces temps d'ignorance, que par le rang qu'ils occupaient, servirent de lien entre les deux nations, et employèrent leur crédit et leur autorité pour empê-

(1) Mably.

cher l'oppression de leurs compatriotes et de leurs parents. C'est à leur prière sans doute que les Gaulois, d'abord humiliés, méprisés et traités en vaincus, obtinrent le privilège qu'avait tout barbare établi sur les terres de la domination française, de s'incorporer à la nation victorieuse, et de se naturaliser français. C'est-à-dire qu'un Gaulois, après avoir déclaré devant le prince, ou en présence du duc et du comte, dans le ressort duquel il avait son domicile, qu'il renonçait à la loi romaine pour vivre sous la loi salique ou ripuaire, commençait à jouir des prérogatives propres aux Francs, obtenait les mêmes compositions, de sujet devenait citoyen, avait place dans les assemblées du Champ-de-Mars, et entra en part de la souveraineté et de l'administration de l'Etat. »

Clovis, vers la fin de son règne, convoqua un concile. Trente-deux évêques se rendirent à Orléans, et préparèrent d'utiles réglemens pour la discipline. Le droit d'asile, si précieux dans ce temps, et si nécessaire, fut accordé de nouveau aux églises et maisons des évêques ; des mesures bienveillantes furent adoptées en faveur des clercs qui abjuraient l'arianisme après l'avoir embrassé ; et, ce qui mérite peut-être le plus d'attention, toutes ces décisions du concile furent soumises à l'approbation de Clovis, afin, dirent les évêques, qu'elles fussent rendues plus efficaces par l'autorité d'un si grand roi.

Nous croyons devoir rapporter ici ce qu'un auteur contemporain nous a conservé d'une réunion d'évêques près de Lyon, afin qu'on juge ce qu'était un concile alors et l'effet que devaient produire de pareilles assemblées :

« Plusieurs évêques du pays des Burgundes se rassemblèrent, à la sollicitation de saint Remi, pour aviser aux moyens de rappeler Gondebaud et son peuple arien à l'unité de la reli-

gion catholique. Afin que la chose ne parût point avoir été préparée d'avance, le seigneur Etienne écrivit aux évêques, les invitant à la fête de Saint-Juste, où la multitude des miracles attirait un concours immense de peuple. Arrivèrent donc successivement Avitus de Vienne, Aonius d'Arles, les évêques de Valence, de Marseille, et un grand nombre d'autres professant tous la religion catholique. Ils se rendirent tous aussitôt, sous la conduite du seigneur Etienne, à Sardiniacum (bourg situé non loin de Lyon), pour saluer le roi, qui s'y trouvait avec quelques ariens des plus considérables. Après que les évêques catholiques eurent salué le roi, le seigneur Avitus, pour qui on avait beaucoup de respect, quoiqu'il ne fût pas le plus élevé en âge et en dignité, lui dit : « Si votre excellence désire sincèrement la paix de l'Eglise, nous sommes prêts à lui démontrer clairement deux choses : la première, que notre foi est conforme à l'Evangile et aux apôtres ; la seconde, c'est que la vôtre n'est ni selon Dieu ni selon l'Eglise. Vous avez ici des vôtres qui sont instruits dans toutes les sciences : ordonnez-leur de conférer avec nous, et qu'ils voient s'ils peuvent répondre à nos raisons, comme nous sommes prêts à répondre aux leurs. » Le roi dit : « Si votre foi est la véritable, pourquoi vos évêques n'empêchent-ils pas le roi des Francs, qui m'a déclaré la guerre et s'est allié à mes ennemis, de dévaster mon pays et de me nuire ? car il n'y a point de foi là où se trouve avidité du bien d'autrui et soif du sang des hommes. Qu'il montre sa foi par ses œuvres. » Le seigneur Avitus, dont le visage et les discours étaient empreints d'une douceur angélique, lui répartit humblement : « O roi, nous ignorons pour quelle cause le roi des Francs agit ainsi ; mais l'Ecriture nous enseigne que souvent l'abandon de la loi de Dieu a causé

la chute des royaumes, et que ceux qui s'établissent ennemis de Dieu voient s'élever autour d'eux une foule d'ennemis. Revenez avec votre peuple à la loi du Seigneur, et il placera la paix sur vos frontières; car si vous êtes en paix avec lui vous serez en paix avec les autres, et vos ennemis ne prévaudront pas contre vous. » Le roi reprit : « Est-ce que je ne professe pas la loi de Dieu? Parce que je ne veux pas reconnaître trois dieux, vous dites, vous, que je ne professe pas la loi de Dieu. J'ai lu dans l'Ecriture-Sainte qu'il y en a un seul, et non pas trois. » Alors Avitus lui expliqua fort au long la consubstantialité des trois personnes qui composent la Trinité; et, voyant que le roi l'écoutait tranquillement, il s'écria : « O roi, si votre sagacité pouvait connaître sur quelle base inébranlable repose notre foi, quelle source de biens en découlerait sur vous et sur votre peuple! La gloire céleste vous serait réservée là haut, la paix et l'abondance habiteraient dans vos tours! mais vos croyances étant ennemies du Christ allument les feux de sa colère sur votre puissance et sur votre peuple; ce qui n'arriverait pas, si vous vouliez suivre nos avertissements et ordonner que vos prêtres discutent avec nous, en présence de votre sublimité et de votre peuple, afin que vous sachiez que le Seigneur Jésus est fils éternel du Père éternel, et que co-éternel à l'un et à l'autre est le Saint-Esprit. » Ayant prononcé ces paroles il se jeta aux pieds du roi, qu'il embrassait en pleurant amèrement, et à son exemple tous les évêques se prosternèrent. Le roi se penchant vers eux avec émotion, releva le seigneur Avitus, et leur dit que le lendemain il leur répondrait sur toutes leurs demandes. Le lendemain, comme il allait s'embarquer sur la Saône pour s'en retourner à Lyon, il manda près de lui les seigneurs Etienne et Avitus, et leur dit :

« Vous avez ce que vous me demandez¹, car mes prêtres sont disposés à vous prouver que nul ne peut être éternel ni consubstantiel à Dieu. Je ne veux pas que cela se passe devant la multitude, de peur d'occasionner quelque tumulte, mais seulement en présence de mes sénateurs et de quelques autres personnes de mon choix : choisissez de votre côté un petit nombre des vôtres. La conférence aura lieu demain, dans le lieu où nous sommes. » A ces mots, les évêques ayant salué le roi, se retirèrent et allèrent avertir leurs collègues. C'était alors la Vigile de la solennité de Saint-Juste, et bien qu'ils eussent souhaité que la conférence eût lieu le jour même de la fête, ils ne voulurent pas différer davantage ce qu'ils regardaient comme un grand bien, et résolurent unanimement de passer la nuit près du tombeau du saint pour obtenir son intercession. Or, il arriva cette nuit là que le lecteur, suivant la coutume, commençant les leçons par Moïse, tomba sur ces paroles du Seigneur : *J'endurcirai son cœur, et je multiplierai les signes et les prodiges sur la terre d'Egypte, et il ne vous entendra pas!* Ensuite, comme, après le chant des Psaumes, on récitait les leçons des prophètes, ces paroles du Seigneur à Isaïe se représentèrent : *Aveugle le cœur de ton peuple, bouche ses oreilles et ferme ses yeux, de peur que ses yeux ne voient, que ses oreilles n'entendent, que son cœur ne comprenne, qu'il ne se convertisse et que je ne vienne le guérir.* Et comme il ouvrait l'Evangile, le lecteur tomba sur ces paroles par lesquelles le Seigneur reproche aux Juifs leur incrédulité : *Malheur à toi Corozain; malheur à toi Bethsaïde, parce que si Tyr et Sidon avaient été témoins des prodiges opérés chez vous, depuis longtemps elles auraient fait pénitence dans la cendre et sous le cilice.* Enfin, comme on faisait une lecture de

l'apôtre, ces paroles furent prononcées : *Par la dureté et l'impénitence de ton cœur, tu amasses un trésor de colère pour le jour de la vengeance.*

Tous les évêques remarquèrent que ces phrases s'étaient présentées par la volonté de Dieu, afin qu'ils connussent bien que le cœur du roi était endurci et que Dieu l'abandonnait à son impénitence. Tristes et émus de pitié, ils passèrent la nuit dans les larmes ; mais ils ne renoncèrent pas pour cela à discuter la vérité de la foi contre les Ariens. L'heure de la conférence arrivée, on se rendit de part et d'autre au palais. Avitus parla pour les catholiques, et Boniface pour les Ariens : celui-ci proposa des questions difficiles à résoudre, et pressé à son tour par Avitus, il promit de détruire le lendemain toutes ses objections ; du reste, il se laissa emporter à des paroles injurieuses, traitant les catholiques de païens, de magiciens qui adoraient une foule de dieux. Le roi, pour mettre fin à cette scène tumultueuse, se leva de son siège et ajourna la conférence. Les évêques catholiques, s'attribuant la victoire, allèrent rendre grâce à Dieu dans la basilique de saint Juste ; mais comme ils se présentèrent le lendemain au palais du roi, Aridius vint au devant d'eux et s'efforçait de les éloigner. Les disputes, leur dit-il, exaspèrent l'esprit de la multitude et ne peuvent produire rien de bon. Mais le seigneur Etienne qui n'ignorait pas qu'Aridius, quoique catholique, favorisait les Ariens dans la vue de plaire au roi, lui répondit qu'il ne fallait pas redouter les discussions qui prenaient leur source dans l'amour de la vérité ; que rien au contraire n'était plus favorable à la sainte union des âmes que de connaître où est la vérité, parce que là où elle se trouve il faut l'aimer et respecter ceux qui la professent. Il ajouta qu'au reste ils ne venaient que d'a-

près le désir du roi. Ces derniers mots mirent fin aux instances d'Aridius. Les évêques entrèrent donc, et le roi, sitôt qu'il les aperçut, se leva et s'avança à leur rencontre; puis, s'étant placé entre le seigneur Avitus et le seigneur Etienne, il leur parla longtemps contre le roi des Francs qui, disait-il, sollicitait son frère à se révolter contre lui. Les évêques ayant répondu qu'une conformité de croyance serait le meilleur moyen de rétablir la paix, et ayant proposé leurs bons offices pour concourir à une alliance si désirable, Gondebaud se tut, et chacun de nous occupa la place qu'il avait occupée le jour précédent. Lorsqu'on fut assis, Avitus démontra que les catholiques n'adoraient pas plusieurs dieux, et la lucidité et la chaleur de son éloquence furent telles, que les Ariens, aussi bien que les catholiques, en furent stupéfaits. Quant à Boniface, il ne put que répéter ce qu'il avait dit la veille, amoncelant injure sur injure, criant et s'emportant à tel point qu'il s'enroua et faillit étouffer. Le roi se leva, regardant Boniface d'un air courroucé; mais le seigneur Avitus lui dit : Que votre sublimité permette à ceux-ci de nous répondre afin qu'elle puisse juger quelle foi elle doit prendre. Mais ni Boniface ni les autres Ariens ne purent trouver un autre argument, tant la science et l'éloquence du seigneur Avitus les avaient frappés de stupeur. Celui-ci, voyant leur silence, reprit : Puisque les vôtres ne peuvent rien répondre à nos raisons, qui s'oppose encore à ce que nous nous réunissions dans la même croyance? Et comme les Ariens murmuraient, eh bien! s'écria-t-il, si la raison est impuissante pour vous convaincre, remettons à un signe d'en haut la décision de cette conférence; que votre sublimité ordonne que les Ariens et nous, nous nous rendions au tombeau de l'homme de Dieu, le bienheureux Juste; nous l'interroge-

rons sur notre foi, Boniface le consulera sur la sienne, et le Seigneur prononcera entre lui et nous, par la bouche de son serviteur. Le roi paraissait y consentir; mais les Ariens s'écrièrent qu'il ne fallait pas faire, pour manifester la vérité de leur croyance, ce qui avait attiré à Saül les malédictions de Dieu, et recourir à la magie; qu'ils se contentaient de l'Ecriture, plus respectable à leurs yeux que tous les enchantements. Il ne fut jamais possible de tirer autre chose de leurs docteurs. Le roi, qui s'était déjà levé, prenant la main des seigneurs Etienne et Avitus, les conduisit jusque dans sa chambre, et les embrassa en les suppliant de prier pour lui, leur faisant connaître par là la perplexité et les angoisses de son cœur; mais il ne se convertit pas encore à la foi catholique. »

« Loin de porter atteinte à la puissance du clergé (1), l'établissement des Germains dans la Gaule ne servit qu'à l'accroître. On a beaucoup parlé des avantages que lui valut la conversion des conquérants. Je ne conteste point, tant s'en faut, l'ascendant acquis si rapidement par la religion chrétienne sur l'esprit des Barbares. Elle s'adressait à des instincts moraux que n'étouffent point les mœurs les plus brutales; elle réveillait des idées et des sentiments qui peuvent paraître nouveaux à l'homme, mais ne lui sont jamais étrangers; elle agitait et résolvait des questions qui préoccupent l'imagination confuse et mobile du sauvage comme la pensée du philosophe; que l'homme porte en lui-même et qui le poursuivent dans tous les degrés de la civilisation comme dans toutes les conditions de la société. Peu importe que les dogmes du Christianisme ne fussent pas, pour les nouveaux convertis, le sujet de bon-

(1) M. Guizot.

gues méditations ; que ses préceptes ne réformassent que bien peu la férocité de leurs habitudes et la violence de leurs penchans. On leur prêchait une foi , une loi qui étonnait et remuait toute leur nature morale , qui bravait la force matérielle et parlait avec autorité à des vainqueurs. Ce fut là certainement , au milieu de ces populations grossières , la première source et le plus ferme appui du pouvoir de l'Eglise ; mais des causes d'une autre sorte contribuèrent aussi à ses progrès , et sa grandeur prit racine ailleurs que dans des croyances. Si le clergé avait besoin des conquérans , les conquérans , à leur tour , avaient grand besoin du clergé. Tout était dissous , détruit dans l'Empire ; tout tombait , disparaissait , fuyait devant les désastres de l'invasion et les désordres de l'établissement. Point de magistrats qui se crussent responsables du sort du peuple , et chargés de parler ou d'agir en son nom ; point de peuple même qui se présentât comme un corps vivant et constitué capable , sinon de résister , du moins de faire reconnaître et admettre son existence. Les vainqueurs parcouraient le pays , chassant devant eux des individus épars et ne trouvant presque en aucun lieu avec qui traiter , s'entendre , contracter enfin quelque apparence de société. Il fallait pourtant que la société commençât ; qu'il s'établît quelque rapport entre les deux populations , car l'une , en devenant propriétaire , renonçait à la vie errante , et l'autre ne pouvait être exterminée. Ce fut là l'œuvre du clergé. Seul , il formait une corporation bien liée , active , se sentant des forces , se croyant des droits , se promettant un avenir , capable de traiter , soit pour elle-même , soit pour autrui. Seul , il pouvait représenter et défendre jusqu'à un certain point la société romaine , parce que seul il avait conservé des intérêts généraux

et des institutions. Les évêques, les supérieurs de monastères conversaient et correspondaient avec les rois Barbares ; ils entraient dans les assemblées des Leudes, et en même temps la population romaine se groupait autour d'eux dans les cités. Par les bénéfices, les legs, les donations de tout genre, ils acquéraient des biens immenses, prenaient place dans l'aristocratie des conquérants. En même temps ils retenaient dans leurs terres l'usage des lois romaines, et les immunités qu'elles obtenaient tournaient au profit des cultivateurs romains. Ils formaient ainsi la seule classe du peuple ancien qui eût crédit auprès du peuple nouveau, la seule portion de l'aristocratie nouvelle qui fût étroitement liée au peuple ancien. Ils devinrent le lien des deux peuples, et leur puissance fut une nécessité sociale pour les vainqueurs comme pour les vaincus.

« Aussi fut-elle acceptée dès les premiers moments et ne cessa-t-elle de croître. C'était aux évêques que s'adressaient les provinces, les cités, toute la population romaine, pour traiter avec les Barbares ; ils passaient leur vie à correspondre, à négocier, à voyager, seuls actifs et capables de se faire entendre dans les intérêts soit de l'Eglise, soit du pays. C'était à eux aussi que recouraient les Barbares pour rédiger leurs propres lois, conduire les affaires importantes, donner à leur domination quelque ombre de régularité. Une bande de guerriers errants venait-elle assiéger une ville ou dévaster une contrée, tantôt l'évêque paraissait seul sur les remparts, revêtu des ornements pontificaux, et après avoir étonné les Barbares par son tranquille courage, il traitait avec eux de leur retraite ; tantôt il faisait construire dans son diocèse une espèce de fort où se réfugiaient les habitants des campa-

gnes quand on pouvait craindre que l'asile des églises ne fût pas respecté. Une querelle s'élevait-elle entre le roi et ses leudes, les évêques servaient de médiateurs. De jour en jour leur activité s'ouvrait quelque carrière nouvelle, et leur pouvoir recevait quelque nouvelle sanction. Après que les évêques eurent pris place parmi les leudes, ceux-ci vinrent à leur tour prendre place parmi les évêques, et l'amalgame des deux peuples s'opéra de la sorte dans les deux classes supérieures qui devaient former l'aristocratie du régime féodal. »

« Quand les Barbares se furent établis, voici dans quelle situation se trouva l'Eglise, au moins ce qu'elle devint bientôt. Les évêques étaient les chefs naturels des villes; ils administraient le peuple dans l'intérieur de chaque cité; ils le représentaient auprès des Barbares; ils étaient ses magistrats au-dedans, ses protecteurs au-dehors. Le clergé avait donc dans le régime municipal, c'est-à-dire dans ce qui restait de la société romaine, de profondes racines. Il en poussa bientôt ailleurs: les évêques devinrent les conseillers des rois Barbares. Ils les conseillèrent sur la conduite qu'ils avaient à tenir avec les peuples vaincus, sur ce qu'ils devaient faire pour devenir les héritiers des empereurs romains. Ils avaient beaucoup plus d'expérience et d'intelligence politique que les Barbares à peine sortis de la Germanie; ils avaient le goût du pouvoir, ils étaient accoutumés à le servir et à en profiter. Ils furent donc les conseillers de la royauté naissante en restant les magistrats et les patrons de la municipalité encore debout.

« Les voilà établis d'une part auprès du peuple; de l'autre, auprès des trônes. Ce n'est pas tout, une troisième situation commence bientôt pour eux, ils deviennent de grands proprié-

taires, ils entrent dans cette organisation hiérarchique de la propriété foncière qui n'existait pas encore, mais tendait à se former ; ils travaillent et réussissent très-promptement à y occuper une grande place. En sorte qu'à cette époque, dans les premiers rudiments de la société nouvelle, déjà l'Eglise tient à tout, est partout accréditée et puissante, symptôme assuré qu'elle atteindra la première à la domination (1). »

« La rage des guerres civiles (2) produisit un bien ou du moins elle apporta d'utiles soulagements à ces maux, en obligeant des hommes de toutes les conditions à chercher leur tranquillité dans des asiles inviolables. Rien probablement ne contribua autant que le désordre même à multiplier, à remplir les monastères dans le sixième siècle, comme dans le précédent, au milieu de la dépravation des mœurs ; et l'on peut, sans exclure les dévouements inspirés par la piété seule, attribuer l'empressement qu'il y avait alors à se renfermer dans les cloîtres plus à la misère publique qu'au mépris des richesses. Mais si, dans ces temps malheureux, la guerre fit par contre-coup des cénobites, ceux-ci défrichèrent, fécondèrent des terres qu'elle avait rendues stériles et dont elle respecta presque toujours les moissons ? ils cultivèrent surtout la littérature autant qu'ils le pouvaient dans sa décadence, en conservant l'étude de la langue latine, en gardant avec soin, en transcrivant laborieusement des manuscrits précieux. Quelle gratitude ne leur doivent pas tous les amis des lettres pour cet éclatant service ! »

« Il suffit (3) d'ouvrir au hasard les conciles, le droit ca-

(1) M. Guizot.

(2) Sigrais.

(3) *Géné du Christianisme.*

nonique, les bulles et les rescrits de la cour de Rome, pour se convaincre que nos anciennes lois ont emprunté une foule de réglemens à l'Eglise, ou plutôt qu'elles ont été rédigées en partie par de savants prêtres ou des assemblées ecclésiastiques.

« De temps immémorial, les évêques et les métropolitains ont eu des droits assez considérables en matière civile. Ils étaient chargés de la promulgation des ordonnances impériales relatives à la tranquillité publique; on les prenait pour arbitres dans les procès; c'étaient des espèces de juges de paix naturels que la religion avait donnés aux hommes.

« L'Eglise prenant toujours la morale pour base, ses ordonnances doivent avoir un fond naturel de rectitude et d'universalité. La charité et le pardon des offenses formant tout le Christianisme et étant spécialement recommandés dans le sacerdoce, l'action de ce caractère sacré sur les mœurs doit participer de ces vertus. L'histoire nous offre sans cesse le prêtre priant pour le malheureux, demandant grâce pour le coupable ou intercédant pour l'innocent. Le droit d'asile dans les églises, tout abusif qu'il pouvait être, est néanmoins une grande preuve de la tolérance que l'esprit religieux avait introduite dans la justice criminelle.

« En matière criminelle, le prélat se refusait, parce que la religion a horreur du sang. Le concile de Sardique fait même une loi aux évêques d'interposer leur médiation dans les sentences d'exil et de bannissement. Ainsi le malheureux devait à cette charité chrétienne, non seulement la vie, mais, ce qui est bien plus précieux encore, la douceur de respirer l'air natal.

« Ces autres dispositions de notre jurisprudence sont tirées

du droit canonique. « 1° On ne doit point condamner un absent qui peut avoir des moyens légitimes de défense. 2° L'accusateur et le juge ne peuvent servir de témoins. 3° En quelque dignité qu'une personne soit constituée, sa seule déposition ne peut suffire pour condamner un accusé.

« On peut voir dans Héricourt la suite de ces lois qui confirment ce que nous avons avancé, savoir : que nous devons les meilleures dispositions de notre droit civil et criminel au droit canonique.

« Enfin, les juridictions seigneuriales, sous la féodalité, furent de nécessité moins vexatoires dans la dépendance des abbayes et des prélatures que sous le ressort d'un comte ou d'un baron. Le seigneur ecclésiastique était tenu à de certaines vertus que le guerrier ne se croyait pas obligé de pratiquer. Les abbés cessèrent promptement de marcher à l'armée, et leurs vassaux devinrent de paisibles laboureurs. Saint Benoît d'Aniane, réformateur des bénédictins en France, recevait les terres qu'on lui offrait, mais il ne voulait point accepter les serfs; il leur rendait sur-le-champ la liberté : cet exemple de magnanimité, au dixième siècle, est bien frappant; et c'est un moine qui l'a donné!

« Nos pères pensaient comme Platon, Aristote, Cicéron, Plutarque, que la religion est la base de la société civile, et ils avaient donné le premier rang au clergé dans les assemblées. Le Français n'a pas besoin d'être excité, mais d'être retenu; l'influence sacerdotale produisait cet effet admirable.

« C'est donc de ces principes qu'il faut partir pour considérer l'influence du clergé dans notre ancienne constitution, et non pas de quelques détails particuliers, locaux, accidentels. Toutes ces déclamations contre la richesse du clergé,

contre son ambition , sont de petites vues d'un sujet immense ; c'est considérer à peine la surface des objets et ne pas jeter un coup-d'œil ferme dans leurs profondeurs.

« Si l'on consulte l'histoire de nos assemblées, on verra que le clergé a toujours rempli le beau rôle de modérateur. Il calmait, il adoucissait les esprits, il prévenait les résolutions extrêmes. L'Eglise avait seule de l'instruction et de l'expérience, quand des barons hautains et d'ignorantes communes ne connaissaient que les factions et une obéissance absolue ; elle seule, par l'habitude des synodes et des conciles, savait parler et délibérer ; elle seule avait de la dignité lorsque tout en manquait autour d'elle. Nous la voyons tour-à-tour s'opposer aux excès du peuple, présenter de libres remontrances aux rois et braver la colère des nobles. La supériorité de ses lumières, son génie conciliant, sa mission de paix, la nature même de ses intérêts, devaient lui donner en politique des idées généreuses qui manquaient aux autres. Si vous voulez considérer plus en grand l'influence du Christianisme sur l'existence politique des peuples de l'Europe, vous verrez qu'il prévenait les famines et sauvait nos ancêtres de leur propre fureur, en proclamant ces paix appelées *paix de Dieu*, pendant lesquelles on recueillait les moissons et les vendanges. L'esclavage était reconnu légitime, et l'Eglise ne reconnaissait point d'esclaves parmi ses enfants (1).

« Montesquieu a fort bien prouvé que le Christianisme est opposé d'esprit et de conseil au pouvoir arbitraire, et que *ses principes font plus que l'honneur dans les monarchies, la*

(1) Voyez le décret de Constantin qui déclare libre tout esclave qui embrasse le Christianisme.

vertu dans les républiques, et la crainte dans les états despotiques. N'est-ce pas encore sous la loi évangélique que s'est formé ce gouvernement représentatif dont l'excellence paraissait telle au plus grave des citoyens, qu'il le croyait impraticable? Les passions sous le polythéisme auraient bientôt renversé un gouvernement qui ne se conserve que par la justesse des contrepoids. Le phénomène de son existence était réservé à une religion qui, en maintenant l'équilibre le plus parfait, permet d'établir la plus parfaite balance politique.

« Nous ne devons pas négliger une remarque qui vient à l'appui des faits précédents et qui prouve que le génie évangélique est éminemment favorable à la liberté. La religion chrétienne établit en dogme l'égalité morale, la seule qu'on puisse prêcher sans bouleverser le monde. En général, le Christianisme est surtout admirable pour avoir converti l'homme physique en l'homme moral. Tous les grands principes de Rome et de la Grèce, l'égalité et la liberté, se trouvent dans notre religion appliqués à l'âme et au génie.

Les conseils de l'Evangile forment le véritable philosophe, et ses préceptes le véritable citoyen. Il n'y a pas un petit peuple chrétien chez lequel il ne soit plus doux de vivre que chez le peuple antique le plus fameux. Il y a une paix intérieure chez les nations modernes, un exercice continuel des plus tranquilles vertus qu'on ne vit point régner aux bords de l'Ilisus et du Tibre. Si la république de Brutus ou la monarchie d'Auguste sortait tout-à-coup de la poudre, nous aurions horreur de la vie romaine. Il ne faut que se représenter les jeux de la déesse Flore, et cette boucherie continuelle de gladiateurs, pour sentir l'énorme différence que l'Evangile a mise entre nous et les païens. Le dernier des chrétiens honnête homme

est plus moral que le premier des philosophes de l'antiquité,

« Enfin, dit Montesquieu, nous devons au Christianisme et dans le gouvernement un certain droit politique, et dans la guerre un certain droit des gens que la nature humaine ne saurait assez reconnaître.

« C'est ce droit qui fait que parmi nous la victoire laisse aux peuples vaincus ces grandes choses, la vie, la liberté, les lois, les biens, et toujours la religion quand on ne s'aveugle pas soi-même.

« Ajoutons, pour couronner tant de bienfaits, un bienfait qui devrait être écrit en lettres d'or dans les annales de la philosophie : l'abolition de l'esclavage. »

Les lecteurs comprendront pourquoi nous lui présentons les jugements des écrivains catholiques, protestants ou philosophes, sur l'action du clergé à l'origine de la monarchie. Ce que nous voulons avant tout, c'est que les faits soient mis en évidence sans qu'on puisse nous accuser de dissimulation ou de réticence. Ce n'est pas la pensée particulière d'un homme ou d'un parti qu'on veut avoir quand on lit l'histoire, mais bien la vérité résultant du rapprochement et de l'ensemble des faits. Le clergé, comme on le voit, a été un des éléments les plus actifs de la régénération sociale, et les institutions politiques des Germains unies à la religion catholique ont véritablement constitué la France. L'esclavage a disparu dans les Gaules, grâce à cette heureuse combinaison, et un nouveau monde a remplacé le monde romain. On peut dire que le renouvellement des institutions politiques a servi autant que la religion à former la France. On n'a qu'à jeter les yeux sur le Bas-Empire pour reconnaître cette vérité. La liberté n'existait pas à Constantinople, et le catholicisme, la religion de

la liberté, n'a pas pu s'y développer et produire tous ses fruits (1).

(1) Nous allons donner ici un examen de l'état moral de la société civile et de la société religieuse dans les Gaules aux quatrième et cinquième siècles :

Si les institutions pouvaient tout faire, si les moyens fournis par la société et les lois suppléaient à tout, l'état intellectuel de la société civile gauloise, à cette époque, aurait été très supérieur à celui de la société religieuse. La première en effet possédait seule toutes les institutions propres à seconder le développement des esprits, le progrès et l'empire des idées. La Gaule romaine était couverte de grandes écoles : les principales étaient celles de Trèves, Bordeaux, Autun, Toulouse, Poitiers, Lyon, Narbonne, Arles, Marseille, Vienne, Besançon.

Quelques-unes étaient fort anciennes ; celles de Marseille et d'Autun, par exemple, dataient du premier siècle ; on y enseignait la philosophie, la médecine, la jurisprudence, les belles lettres, la grammaire, l'astrologie, toutes les sciences du temps. Dans la plupart des autres écoles, on n'enseignait que la rhétorique et la grammaire ; vers le quatrième siècle seulement, des professeurs de philosophie et de droit furent partout introduits. Non-seulement ces écoles étaient nombreuses et pourvues de plusieurs chaires, mais les empereurs prenaient sans cesse en faveur des professeurs de nouvelles mesures. Leurs intérêts sont, depuis Constantin jusqu'à Théodose le jeune, l'objet de constitutions fréquentes, qui tantôt étendent, tantôt confirment leurs privilèges ; voici les principales.

Constantin Auguste à Valusianus, en 321.

Nous ordonnons que les médecins, les grammairiens et les autres professeurs de lettres soient, ainsi que les biens qu'ils possèdent dans leurs cités, exempts des charges municipales, et qu'ils puissent être revêtus des honneurs. Nous défendons qu'on les traduise (*indément*) en justice, ou qu'on leur fasse quelque tort ; si quelqu'un les tourmente, qu'il soit poursuivi par les magistrats, afin qu'eux-mêmes ne prennent pas cette peine, et qu'il paie cent mille pièces au fisc ; si un esclave les a offensés, qu'il soit frappé de verges par son maître, devant celui qu'il a offensé, et si le maître a consenti à l'outrage, qu'il paie vingt mille pièces au fisc et que son esclave reste en gage jusqu'à ce que toute la somme soit livrée. Nous ordonnons de rendre aux dits professeurs leurs traitements et salaires ; et, comme ils ne doivent pas être chargés de fonctions onéreuses..... nous permettons qu'on leur confère les honneurs, quand ils le voudront, mais nous ne les y forçons point.

Confirmant les bienfaits de nos divins prédécesseurs, nous ordonnons que les médecins et les professeurs de lettres, ainsi que leurs femmes et leurs enfants, soient exempts de toutes fonctions et charges publiques ; qu'ils ne soient pas compris dans le service de la milice, ni obligés de recevoir des hôtes, ou de s'acquitter d'aucune charge afin que par là ils aient plus de facilité pour instruire beaucoup de gens dans les études libérales et les arts susnommés.

Gratien Auguste à Antoine, préfet du prétoire des Gaules, en 336.

Qu'au sein des grandes cités qui, dans tout le diocèse confié à ta magnificence, fleurissent et brillent par d'illustres maîtres, les meilleurs président à l'éducation de la jeunesse; nous voulons parler des rhéteurs et des grammairiens, dans les langues attique et romaine; que les orateurs reçoivent du fisc, à titre d'émoluments, vingt-quatre rations; que le nombre moins considérable de douze rations soit suivant l'usage accordé aux grammairiens grecs et latins. Et afin que les cités qui jouissent des droits de métropoles choisissent de fameux professeurs, et comme nous ne pensons pas que chaque cité soit libre de payer suivant son gré ses rhéteurs et ses maîtres, nous voulons faire, pour l'illustre cité de Trèves, quelque chose de plus: ainsi donc que trente rations y soient accordées au rhéteur, vingt au grammairien latin et douze au grammairien grec, si l'on peut en trouver un capable.

Valentinien, Honorius, Théodose II rendirent plusieurs décrets semblables.

Depuis que l'empire était partagé entre plusieurs maîtres, chacun d'eux s'inquiétait un peu plus de la prospérité de ses Etats et des établissements publics qui s'y rencontraient. De là une amélioration momentanée dont les écoles se ressentirent; particulièrement celles des Gaules, sous l'administration de Constance Chlore, de Julien et de Gratien.

A côté des écoles étaient placés en général d'autres établissements analogues. Ainsi il y avait à Trèves une grande bibliothèque du palais impérial, sur laquelle aucun renseignement spécial ne nous est resté, mais dont nous pouvons juger par des détails qui nous ont été conservés sur celle de Constantinople. Celle-ci avait un bibliothécaire et sept scribes, constamment occupés, quatre pour le grec et trois pour le latin; ils copiaient soit les ouvrages anciens qui se détérioraient, soit les ouvrages nouveaux. Il est probable que la même institution subsistait à Trèves et dans les grandes villes de la Gaule.

La société civile était donc pourvue de moyens d'instruction et de développement intellectuel. Il n'en était pas de même de la société religieuse: elle n'avait pas, à cette époque, d'institution spéciale consacrée à l'enseignement; elle ne recevait de l'Etat aucun secours dans ce but particulier. Les chrétiens pouvaient comme les autres fréquenter les écoles publiques, mais la plupart des professeurs étaient encore païens, ou indifférents en matière religieuse, et, dans leur indifférence, assez malveillants pour la religion chrétienne. Ils attiraient donc fort peu de chrétiens. Les sciences qu'ils enseignaient, la grammaire, la rhétorique, païennes d'origine, dominées par le vieil esprit païen, n'avaient d'ailleurs que peu d'intérêt pour le christianisme. Enfin, ce fut longtemps dans les classes inférieures, parmi le peuple, que se propagea le christianisme, surtout dans les Gaules; et c'étaient les classes supérieures qui suivaient les grandes écoles. Aussi n'est-ce guère qu'au commencement du quatrième siècle qu'on voit les chrétiens y paraître, et encore y sont-ils rares. Aucune autre source d'étude ne leur était ouverte. Les établissements qui devinrent, peu après, dans l'Eglise chrétienne, le refuge et le foyer de l'instruction, les monastères commençaient à peine dans les Gaules; ce fut seulement après l'an 360 que les deux premiers furent fondés par

saint Martin, l'un à Ligugé, près de Poitiers, l'autre à Marmoutiers, près de Tours; et ils étaient consacrés plutôt à la contemplation religieuse qu'à l'enseignement.

Toute grande école, toute institution spécialement vouée au service des progrès de l'intelligence, manquait donc alors aux chrétiens; ils n'avaient que leurs idées mêmes, le mouvement intérieur et personnel de leur pensée. Il fallait qu'ils tirassent tout d'eux-mêmes; leurs croyances et l'empire de leurs croyances sur la volonté, le besoin qu'elles avaient de se propager, de prendre possession du monde, c'était là toute leur force. Cependant l'activité et la puissance intellectuelle des deux sociétés étaient prodigieusement inégales. Avec ses institutions, ses professeurs, ses privilèges, l'une n'était et ne faisait rien; avec ses idées seules, l'autre travaillait sans relâche et s'emparait de tout.

Tout atteste au cinquième siècle la décadence des écoles civiles. Les beaux esprits contemporains, Sidoine Apollinaire et Mamert Claudien, par exemple, la déplorent à chaque page, disant que les jeunes gens n'étudient plus, que les professeurs n'ont plus d'élèves, que la science languit et se perd.

On essayait, par une multitude de petits expédients, d'échapper à la nécessité de langues et fortes études; c'est le temps des abrégés, des abrégés d'histoire, de philosophie, de grammaire, de rhétorique; et ils se proposent évidemment, non de propager l'instruction dans les classes qui n'étudiaient pas, mais d'épargner le travail de la science à ceux qui pouvaient et ne voulaient pas s'y livrer. C'étaient surtout les jeunes gens des classes supérieures qui fréquentaient les écoles; or, ces classes étaient, vous l'avez vu, en pleine dissolution. Les écoles tombaient avec elles; les institutions subsistaient encore, mais vides; l'âme avait quitté le corps.

L'aspect intellectuel de la société chrétienne est bien différent. La Gaule était au cinquième siècle sous l'influence de trois chefs spirituels, dont aucun ne l'habitait; saint Jérôme à Bethléem, saint Augustin à Hippone, saint Paulin à Nole; celui-ci seul gaulois d'origine. Ils gouvernaient véritablement la chrétienté gauloise; c'était à eux qu'elle s'adressait en toute occasion, pour en recevoir des idées, des solutions, des conseils. Les exemples abondent d'un prêtre né au pied des Pyrénées, et qui s'appelait Vigilance, avait voyagé en Palestine; il y avait vu saint Jérôme, et s'était pris avec lui de controverse sur quelques questions de doctrine ou de discipline ecclésiastique. De retour dans les Gaules, il écrivit sur ce qu'il regardait comme des abus; il attaqua le culte des martyrs, leurs reliques, les miracles opérés sur leurs tombeaux, les jeûnes fréquents, les austerités, même le célibat. A peine son ouvrage était publié qu'un prêtre, nommé Ripaire, qui habitait dans son voisinage, probablement le Dauphiné ou la Savoie, en informa saint Jérôme, lui rendant compte en gros du contenu du livre et de son danger, disait-il. Saint Jérôme répond sur-le-champ à Ripaire; et sa réponse est une première réfutation qui en promet une seconde plus détaillée. Aussitôt Ripaire et un autre prêtre voisin, Didier, envoient à Bethléem, par un troisième prêtre, Sisinus, l'écrit de Vigilance, et, moins de deux ans après le commencement de la querelle, saint Jérôme fait passer dans les Gaules une réfutation complète, qui s'y répand avec rapidité. Le même fait avait lieu presque au même moment entre la Gaule et saint Augustin au sujet de l'hérésie de Pelage, sur le libre arbitre et la grâce: même

soin de la part des clercs gaulois d'informer de tout le grand évêque ; même activité de sa part à répondre à leurs questions, à lever leurs doutes, à soutenir, à diriger leur foi. Toute hérésie qui menaçait, toute question qui s'élevait, devenait entre les Gaules d'une part, Hippone, Bethléem et Nôle de l'autre, l'occasion d'une rapide succession de lettres, de messages, de voyages, de pamphlets. Il n'était pas même nécessaire qu'il s'élevât une grande question, qu'il s'agît d'un intérêt général et pressant. De simples fideles, des femmes étaient préoccupées de certaines idées, de certains scrupules ; les lumières leur manquaient ; ils recouraient aux mêmes docteurs, aux mêmes remèdes. Une femme de Bayeux, Hédibic, et au même moment une femme de Cahors, Algasie, rédigeaient, pour les adresser à saint Jérôme, l'une douze, l'autre onze questions, sur des matières philosophiques, religieuses, historiques ; elles lui demandent l'explication de certains passages des livres saints ; elles veulent savoir de lui quelles sont les conditions de la perfection morale, ou bien quelle conduite on doit tenir dans certaines circonstances de la vie. En un mot, elles le consultaient comme un directeur spirituel, quotidien et familial, et un prêtre, nommé Apodème, part du fond de la Bretagne, chargé de porter ces lettres au fond de la Palestine, et d'en rapporter la réponse. La même activité, la même rapidité de circulation, règnent dans l'intérieur de la chrétienté gauloise ; saint Sulpice Sévère, compagnon et ami de saint Martin de Tours, écrit une vie du saint encore vivant ; en quatre ou cinq ans, de l'an 395, en l'an 402, elle est partout répandue dans la Gaule, en Espagne, en Italie ; on en vend des copies dans toutes les grandes villes ; les évêques se l'envoient avec empressement. Partout où se manifeste un besoin, une affaire, un embarras religieux, les docteurs travaillent, les prêtres voyagent, les écrits circulent. Et ce n'était pas une chose facile que cette activité, cette vive et vaste correspondance. Les moyens matériels manquaient, les routes étaient peu nombreuses, périlleuses ; il fallait porter bien loin les questions, attendre bien longtemps les réponses ; il fallait que le zèle actif, que la patience immobile ne s'épuisassent point ; il fallait enfin cette persévérance dans les besoins moraux, qui est de tout temps une vertu rare et qui peut seule suppléer à l'imperfection des institutions.

Du reste, les institutions commencent à naître et à se régulariser parmi les chrétiens. A la première moitié du quatrième siècle appartient la fondation de la plupart des grands monastères des provinces méridionales ; on attribue à saint Castor, évêque d'Apt jusqu'en vers 422, celui de saint Faustin à Nîmes, et un autre dans son diocèse. Vers le même temps, Cassien fondait à Marseille celui de saint Victor ; saint Honorat et saint Caprais celui de Lérins, le plus célèbre du siècle, dans l'une des îles d'Hierres ; un peu plus tard naquirent celui de Condat ou saint Claude de Franche-Comté, celui de Grigny dans le diocèse de Vienne, et plusieurs autres de moindre importance. Le caractère primitif de ces monastères gaulois a été tout autre que celui des monastères orientaux. En Orient, les monastères ont eu surtout pour but l'isolement et la contemplation ; les hommes qui se retiraient dans la Thébaïde voulaient échapper aux plaisirs, aux tentations, à la corruption de la société civile ; ils voulaient se livrer seuls, hors de tout commerce social, aux élans de leur imagination et aux rigueurs de leur conscience. Ce ne fut que plus tard qu'ils se rapprochèrent dans les

lieux où ils s'étaient d'abord dispersés, et d'anachorètes ou solitaires, devinrent cénobites, *koinôbioi*, vivant en commun. En Occident, et malgré l'imitation de l'Orient, les monastères ont eu une autre origine ; ils ont commencé par la vie commune, par le besoin, non de s'isoler, mais de se réunir. La société civile était en proie à toutes sortes de désordres ; nationale, provinciale ou municipale, elle se dissolvait de toutes parts. Tout centre, tout asile, manquait aux hommes qui voulaient discuter, s'asseoir, vivre ensemble ; ils en trouvèrent un dans les monastères ; la vie monastique n'eut ainsi, en naissant, ni le caractère contemplatif, ni le caractère solitaire ; elle fut au contraire très-sociale, très-active ; elle alluma un foyer de développement intellectuel ; elle servit d'instrument à la fermentation et à la propagation des idées. Les monastères du midi de la Gaule sont les écoles philosophiques du christianisme ; c'est là qu'on médite, qu'on discute, qu'on enseigne ; c'est de là que partent les idées nouvelles, les hardiesses de l'esprit, les hérésies. Ce fut dans les abbayes de Saint-Victor et de Lérins que toutes les grandes questions sur le libre arbitre, la prédestination, la grâce, le péché originel, furent le plus vivement agitées, et que les opinions pélagiennes trouvèrent, pendant cinquante ans, le plus d'aliment et d'appui. On le voit, l'état intellectuel de la société religieuse et celui de la société civile ne sauraient se comparer : d'une part, tout est décadence, langueur, inertie ; de l'autre, tout est mouvement, ardeur, ambition, progrès. Quelles sont les causes d'un tel contraste ? Il faut savoir d'où provenait, comment s'entretenait, pourquoi s'aggravait chaque jour, entre les deux sociétés, une différence si éclatante : par là seulement nous parviendrons à bien comprendre et à bien connaître, leur état moral.

Il y a, je crois, au fait que je viens de signaler, deux grandes causes : 1^o la nature même des sujets, des questions, des travaux intellectuels dont s'occupaient les deux sociétés ; la liberté très-inegale des esprits dans l'une et dans l'autre. La littérature civile, si je puis me servir de cette expression, n'offre guère, à cette époque, dans les Gaules, que quatre sortes d'hommes et d'ouvrages : des grammairiens, des rhéteurs, des chroniqueurs et des poètes, poètes non pas en grand, mais en petit, des faiseurs d'épithalames, d'inscriptions, de descriptions, d'idylles, d'épigrammes. Voilà sur quels sujets s'exerçait alors ce qui restait de l'esprit romain.

La littérature chrétienne est toute autre. Elle abonde en philosophes, en politiques, en orateurs : elle renoue les plus grandes questions, les plus pressants intérêts (1).

(1) *Cours d'histoire de France.*



LIVRE II.

LES FILS DE CLOVIS.

CHAPITRE PREMIER.

Coup-d'œil sur le passé et sur l'avenir.

Nous voici arrivés à l'époque où la double conquête des Romains et des Francs a placé les Gaules dans une situation nouvelle. Quelques lumières brillaient dans les hautes classes qui avaient accepté le joug de Rome ; mais la masse du peuple, plongée dans l'ignorance, se trouvait véritablement esclave.

Grégoire de Tours, dans sa préface, déplore le dépérissement des lettres et des sciences dans les cités de la Gaule. Il dit « que les Barbares se livraient à leur férocité et les rois à leur fureur. » Et il ajoute : « Aussi beaucoup d'hommes gémissaient, disant : malheur à nos jours ! l'étude des lettres périt parmi nous, et l'on ne trouve personne qui puisse raconter dans ses écrits les faits d'à-présent. »

Et pour qui aurait-on écrit ? Toute littérature suppose une nationalité avec un fonds commun d'idées et une même langue. Or, il y avait plusieurs idiomes, ainsi que plusieurs codes

de lois. La guerre, les invasions, les émigrations avaient divisé ce vaste territoire, et, en le divisant, apporté des dialectes et des institutions parasites, mêlées à ce qui était naturel au sol. Les Celtes et les Gaulois primitifs, les Romains, les Burgundes, les Germains et les Francs, tous se partageaient le vaste territoire qui s'étendait de la Batavie et du Rhin aux Pyrénées et à la Méditerranée. Il y avait un mélange confus de décrépitude et de jeunesse, de culture et de barbarie, de corruption et d'énergie, formant un immense chaos. Du reste, point d'administration, point de justice régulière et indépendante. Tout était fait par et pour la conquête, jusqu'à ces simulacres d'assemblées que les villes possédaient sous les noms de municipes et de curies. Que l'on se représente, dans cette situation, les Francs arrivant au sein des Gaules, et y apportant leurs principes et leur organisation, si forte qu'ils avaient pu résister aux maîtres du monde ! Ils avaient d'abord la royauté, servant de point de ralliement, pouvoir central qui de guerrier et de conquérant devait, par la force des choses, devenir bientôt organisateur. L'hérédité royale dans une famille ajoutait à cette institution qui, en se développant, est arrivée de siècle en siècle à cette grande unité monarchique transmise depuis Hugues - Capet jusqu'à nos jours.

Les Francs avaient le principe de la délibération commune sur les intérêts communs, les assemblées d'hommes libres dont le consentement était nécessaire à tout acte important. Quelque imparfaite que fût cette institution à son origine, comme celle de la royauté, elles n'en devaient pas moins produire l'une et l'autre cette belle organisation sociale qui a fait la puissance de la nation française. Ainsi les germes in-

formes confiés à la terre produisent, si le sol leur est favorable, des arbres majestueux. Clovis fut donc le véritable fondateur de la monarchie représentative.

Et si l'on ajoute, comme nous l'avons vu, l'alliance de ces principes avec le christianisme apportant ses idées d'émancipation, d'égalité devant Dieu, de morale dominant les peuples et les rois, de droits et de devoirs, on comprendra que les peuples aient été au-devant de ces conquérants si différents des autres.

Remarquons, contre l'opinion de quelques écrivains, que malgré la division du territoire entre les enfants de Clovis, malgré leurs dissentiments, l'unité des principes se conserve toujours dans ce vaste empire partagé entre plusieurs princes, mais restant uni pour les besoins de la conquête. Ainsi, on ne voit pas se former une république à côté d'une monarchie; le despotisme ne s'établit pas auprès d'un gouvernement libre. Au milieu des morcellements et même des invasions, on retrouve constamment la même forme d'hérédité et les assemblées effectives; toujours la royauté, toujours l'intervention des hommes libres et les grands conseils publics. Il faut même dire que ces querelles de famille, ces destructions violentes de races, ces meurtres qui, à distance, paraissent inexplicables, tant ils sont barbares, n'étaient que l'effort des principes pour le rétablissement de l'unité, afin de réunir ce qui avait été divisé. Aussi voyons-nous que la lumière du christianisme, en se répandant, et le besoin de repos chez les peuples, ont fini par corriger ce que les institutions avaient de defectueux.

L'hérédité masculine établie sous la première et la seconde race se perfectionne sous la troisième, en devenant l'hérédité

unique. La liberté marche d'un pas égal avec la royauté dans la voie du progrès. Le régime de l'esclavage devient le régime féodal, destiné lui-même à s'effacer par des affranchissements successifs. Les guerriers ouvrent les rangs de leurs assemblées représentatives à de nouveaux intérêts ; le clergé y prend place, et bientôt après lui la magistrature, qui précédait la bourgeoisie. Les formes de la liberté politique se perfectionnent en même temps que les formes de la royauté et du gouvernement. Il n'est pas plus donné aux nations qu'à l'homme individuellement d'atteindre tout d'un coup au point où doivent les conduire le progrès et le développement de leurs principes constitutifs.

Nous sommes obligés de reconnaître que ces formes tutélaires du pouvoir, cette liberté et cette égalité dont nous jouissons aujourd'hui sont l'héritage apporté des forêts et des marais de la Germanie, naturalisé sur notre sol, d'après les propriétés qu'ont les principes vrais de s'enraciner sans peine et de croître en étouffant tous les mauvais germes, comme les arbres qui trouvent une terre favorable à leur accroissement. Nous sommes maintenant faits à cette image qui apparaît aux premiers jours de notre existence sociale.

Et si, comme nous l'avons dit, le lecteur, se plaçant au point de départ, porte ses regards en avant, il trouvera sur cette terre, où un si grand travail s'est accompli, trente-cinq millions d'hommes libres et égaux entre eux, la gloire et la littérature des siècles de François I^{er} et de Louis XIV, des dix-huitième et dix-neuvième siècles, les sciences, les arts, le commerce et l'industrie, là où régnaient le despotisme de Rome et la barbarie des hordes du Nord.

On peut juger le chemin que nous avons fait pendant qua-

torze siècles, malgré les erreurs et les fautes des hommes, à travers de nombreuses déviations qui ont été des temps d'arrêt. On peut prévoir celui que nous ferons encore quand les mêmes principes auront repris leur influence, et lorsque le pays sera rendu à sa nature constitutive.

Disons ici aux écrivains qui ont voulu établir de nos jours une nationalité gauloise et une nationalité franque, comme deux fleuves qui se seraient rencontrés sans que leurs eaux se fussent confondues, que nous ne pouvons voir là qu'un jeu de leur imagination, si ce n'est un calcul pour nous diviser encore plus. La fusion s'est accomplie depuis longtemps par le principe de liberté. Et si les Bretons, les Alsaciens et d'autres peuples réunis depuis peu de temps à la grande famille sont devenus Français, peut-on soutenir qu'il existe encore des Francs et des Gaulois ?

Qu'est-ce que l'histoire, sinon le tableau fidèle du développement et du progrès des principes qui font la grandeur et la prospérité des états, ou, par leur altération, la décadence et la chute des empires ? Notre histoire, heureusement, est une suite non interrompue d'imperfections sociales au milieu de perfectionnements continus.

Ne pas reconnaître les imperfections des premiers âges de la monarchie française, c'est ne pas vouloir constater les admirables progrès qui se sont accomplis dans la succession des siècles.

Ces imperfections ne sauraient exclure la présence et la réalité des principes. Ils existent d'abord comme l'embryon dans le sein de la mère ; ils se forment, se développent, naissent faibles, débiles, puis grandissent et se fortifient de plus en plus jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur maturité. A l'état de

végétation dans leurs commencements, ils arrivent à celui de perfection par un long travail.

Ainsi, dans l'origine, nous voyons la monarchie sous la forme du commandement militaire; son palais est un camp, sa parure des armes et du fer, son gouvernement la guerre; la liberté politique se montre sous les traits de soldats réunis en conseil et votant en agitant leurs armes. La religion est mêlée d'obscurités et de superstitions; des prêtres portent la cuirasse et le glaive; ils exercent des magistratures et des fonctions temporelles. Qu'il y a loin de cet ordre social inculte, imparfait comme les grossiers monuments de cette époque, à nos institutions perfectionnées, fruits de l'intelligence, de l'expérience et du développement des idées!

Les révolutions dans les lois, les mœurs et les habitudes des peuples ne se font pas tout d'un coup; elles s'opèrent par de lentes transitions. Le passage du paganisme au christianisme laisse subsister des superstitions; le passage de l'esclavage à la liberté et à l'égalité civiles se fait par un patronage, puis par la féodalité, enfin par une aristocratie. Le passage de l'état fédératif ou républicain à la monarchie héréditaire telle qu'elle existe aujourd'hui, nous offre les modifications d'une sorte d'élection avec l'hérédité dans la famille, sous la seule exclusion des femmes; puis, l'adjonction d'un maire du palais, enfin l'hérédité pure et simple dans les mâles par ordre de primogéniture. Le système représentatif se complète par l'adjonction et l'affiliation successives des membres du clergé, de la magistrature, des nobles, des bourgeois, des paysans, des marchands et des ouvriers. Le régime municipal est mêlé aussi d'imperfections et d'irrégularités qui disparaissent peu à peu. Certaines communes ont des chartes dont

d'autres sont privées. L'inégalité est dans les familles communales comme dans les personnes. Mais peu à peu la liberté civile et la liberté politique deviennent le patrimoine de tous les Français, et la commune, dans son existence et ses droits, se met en harmonie avec la représentation nationale.

Nous venons de parler des maires du palais. Tacite a dit que les rois étaient choisis *ex nobilitate*, et les chefs *ex virtute*. Mais l'hérédité, créée pour la sûreté commune et l'ordre public, ne garantissait pas la bonne gestion des affaires. Le roi pouvait être incapable, et, dans tous les cas, il devait être inviolable. On plaça donc à côté du trône un pouvoir fait pour remédier au seul inconvénient possible du droit héréditaire. Si le roi gouvernait bien, ce pouvoir devenait inutile ; s'il ne gouvernait pas ou gouvernait mal, l'adjonction devenait une garantie pour l'état. Qui ne voit dans l'institution des maires du palais l'origine du ministère responsable qui n'a pas toujours été une illusion comme aujourd'hui ?

Quant au système représentatif, il est à remarquer qu'il ne s'est pas réalisé tout d'un coup par délégation. Il nous offre dans son origine le vote direct tel qu'il convenait à une armée peu nombreuse de conquérants votant dans le Champ-de-Mars. Lorsque les guerriers de l'invasion se furent répandus sur le sol, et qu'il y eut un commencement de fusion de la race germaine avec la race gauloise, le système représentatif par délégation fut établi d'une manière distincte. Les assemblées se composèrent d'évêques nommés par le peuple et investis ainsi d'un mandat politique, de comtes placés à la tête des magistrats élus aussi par le peuple, de ducs représentant les comtés qu'ils étaient appelés à gouverner. Ainsi de nombreuses populations et de grands intérêts avaient leurs

envoyés émanant de l'élection et formant deux ou trois degrés. Telle est l'origine de nos assemblées nationales, avec leurs mandats et leur mode de formation. Si, plus tard, la représentation nationale parut n'appartenir qu'à quelques chefs féodaux, ce ne fut qu'une usurpation temporaire des droits de la royauté et des droits du peuple, usurpation qui dut céder au développement des idées, comme aux progrès de l'esprit humain, des arts et de l'industrie.

Les mêmes imperfections existaient dans les lois ou les coutumes qui réglaient la propriété, les successions, les mariages, le droit de cité, etc. Les lois sur la justice criminelle n'étaient pas moins empreintes de barbarie, d'ignorance et d'une sorte de superstition. Le rachat des plus grands crimes à prix d'argent a été longtemps en rapport avec le régime de l'esclavage, car l'esclave valait moins que l'homme libre, le Gaulois moins que le Romain ou le Franc, le serf ou le vassal moins que le noble ou le seigneur. Il y eut ensuite le jugement de Dieu par les épreuves de l'eau et du feu, ou par le duel. Les formes de la justice nous offrent des juges ambulants tenant des assises tantôt dans une province, tantôt dans une autre; une justice royale et des justices seigneuriales. Viennent ensuite les parlements jugeant d'après des lois générales et des *coutumes* locales, jusqu'à ce que, par le travail des idées et des temps, aidé de l'expérience, il n'y a plus eu pour tout un grand empire qu'un code, une procédure, une jurisprudence, des tribunaux uniformes, une même justice.

La population elle-même n'était pas en rapport avec la terre. Il y avait disproportion entre elles. A mesure que la première a pris de l'accroissement, et que celle-ci a été cultivée et partagée, il a fallu régler les rapports des hommes entre eux,

constituer la famille et la communauté, établir les droits et les conditions de la propriété, les rapports des intérêts privés avec les besoins de l'état et de la civilisation. Voilà comment un progrès en a enfanté un autre, comment les perfectionnements s'enchaînent et se suivent par une loi suprême qui est l'héritage de l'humanité.

C'est ainsi que nous constatons que la France a marché et que l'ordre social a été en progrès durant quatorze siècles.

C'est surtout l'alliance du peuple français et de ses rois qui, en produisant l'unité, a perfectionné les institutions. Comme nous le verrons, il n'y a pas eu une époque de notre histoire qui n'ait servi à réformer un vice de la constitution et des lois, à redresser une déviation, à faire faire un grand pas à l'ordre et à la liberté.

Mais ne perdons pas de vue aussi que les principes existaient dès l'origine, comme le chêne dans le gland d'où il doit sortir pour devenir un arbre majestueux. Ces principes, le temps n'a fait que les confirmer et les fortifier; ils ont résisté aux passions des hommes et aux révolutions, comme l'arbre dont nous venons de parler grandit sous les tempêtes.

CHAPITRE II.

Partage entre les quatre fils de Clovis.

Il y avait dans la Gaule partagée entre les Romains, les Bourguignons et les Visigoths, un territoire magnifique qui attendait un empire : c'est cet empire que Clovis et ses fils furent chargés de fonder.

Tout fut organisé chez les Francs pour la défense, à mesure qu'ils faisaient des conquêtes, et pour l'occupation des

provinces qui leur restaient à conquérir. En occupant les Gaules et en partageant les terres, ils formaient des armées unies au sol.

Il ne faut donc pas chercher, dans les commencements de cette histoire, des institutions régulières, aucun ordre administratif; la Gaule conquise était véritablement un camp, les Francs étaient une armée sous la tente. Mais les Gaulois voyaient qu'ils allaient être délivrés de ces incursions continuelles des peuples du nord, se poussant les uns sur les autres pour ravager tout sur leur passage; en sorte que saint Jérôme a pu dire : « Dans ces temps malheureux où la guerre est allumée de toutes parts, on est assez riche quand on a du pain, on est assez puissant quand on n'est pas forcé d'être esclave; » et saint Ambroise : « Il y avait tant de captifs à vendre, que ce qui restait d'hommes libres n'avait pu peupler une province. » Il n'y avait pas de société possible avec ces menaces d'invasions toujours nouvelles suspendues sans cesse sur les Gaules.

On peut donc dire, comme nous l'avons montré plus haut, que le chaos avait été fait au milieu des peuples et que toutes les anciennes institutions étaient venues s'y abîmer. Au christianisme, qui avait eu la force de lutter contre l'empire et d'en triompher, était réservé de faire sortir de la barbarie tous les peuples du nord, et de former une société toute nouvelle. Il lui a été donné, en effet, de vaincre le despotisme des empereurs et d'adoucir la férocité des mœurs barbares.

Le partage qui se fit entre les enfants de Clovis constitua la Gaule à l'image de la Germanie. Il y eut autant d'armées que de royaumes. Ces armées appartenrent à un seul peuple sous divers chefs; elles étendaient leurs conquêtes de tous les côtés,

c'est ce qui maintint l'esprit guerrier et facilita l'extension de la race des Francs jusqu'aux limites naturelles du territoire des Gaules (4).

On peut voir dans le partage entre les quatre fils de Clovis que ces princes étaient plutôt des généraux donnés à des armées que des rois à des Etats.

La force vitale de la monarchie des Francs était tout entière dans l'armée. Le partage de l'héritage de Clovis en quatre portions ne détruisit pas le lien social; jamais la nation ne fut plus unie, jamais elle ne fut plus puissante et plus redoutée des étrangers, jamais elle n'étendit plus loin ses conquêtes (2).

(1) Vingt-cinq ans après la mort de Clovis, le royaume des Bourguignons tomba au pouvoir des Francs; les Ostrogoths cédèrent Arles et Marseille, et l'empereur Justinien leur concéda la souveraineté des Gaules. Depuis cette époque (536), ils jouirent du privilège de célébrer à Arles les jeux du cirque, et les monnaies frappées par leurs rois eurent un cours légal dans tout l'empire.

(2) « C'est à tort, dit M. Augustin Thierry, qu'on regarde les partages entre les fils des rois Francs comme de véritables démembrements du corps social et de la puissance publique. Il est impossible de saisir en Gaule, aux sixième, septième et huitième siècles, rien de ce que nous entendons par ces mots, d'une langue toute moderne. Les partages de ce qu'on appelle la monarchie n'avaient point dans le principe le caractère d'actes politiques; ce caractère ne s'y est introduit qu'à la longue et indirectement. Comme les terres du domaine royal, distribuées sur toute la surface du pays conquis, se trouvaient en plus grand nombre dans les lieux où les tribus Francs s'étaient établies de préférence, les fils des rois, quand ils avaient reçu leur part de l'héritage patrimonial, étaient par le fait revêtus d'une prééminence naturelle sur les petits propriétaires et les guerriers cantonnés autour de leurs domaines.

Ainsi l'exercice du commandement était la conséquence, mais non l'objet du partage qui n'avait réellement lieu qu'à l'égard des propriétés personnelles, soit mobilières, soit immobilières. Rien ne le prouve mieux que le tirage au sort qui avait souvent lieu entre les enfants des rois. Aujourd'hui encore, dans certains cas, on tire au sort les différentes portions d'un héritage; jamais il n'est tombé dans l'esprit des hommes de diviser en lots l'administration sociale et les dignités politiques. Les fils des rois Francs semblaient attacher moins d'importance aux domaines territoriaux qu'à l'argent dont ils s'emparaient d'abord. Ils jugeaient qu'une ample distribution d'or et de bijoux aux capitaines et aux braves était, pour eux, le plus sûr moyen de devenir rois

La manière dont les partages furent entremêlés fait conjecturer à l'abbé Dubois que chaque frère dut avoir une part égale au commandement des lieux où les Francs se trouvaient établis. Ils ne se trouvaient point répandus uniformément dans les provinces : la plupart étaient cantonnés en corps d'armée entre Paris et le Rhin, et le prince qui n'aurait eu aucun de leurs cantonnements dans son partage, aurait été sans

comme leurs pères, c'est-à-dire d'être reconnus par un nombre suffisant de soldats bien déterminés à soutenir le chef qu'ils auraient proclamé.

Quand les faits sont ainsi éclaircis, la question de savoir si les partages étaient réglés par les rois Francs de leur propre autorité, ou si le consentement de l'assemblée nationale était nécessaire, devient claire à son tour. En tant qu'il distribuait entre ses enfants ses trésors ou ses terres, le roi n'avait besoin du consentement de personne ; il ne faisait qu'un acte de propriétaire ou de père de famille. Mais, pour faire accepter comme chef par les guerriers, le fils auquel il avait donné ses biens, dans telle ou telle portion du territoire, il lui devenait indispensable d'obtenir le consentement de ceux-ci ; et l'usage était de le demander. De là le mélange apparent de pouvoir absolu et de délibération libre qui se présente dans les chroniques.

On se trompe beaucoup lorsque, attribuant au titre de roi une signification ou trop ancienne ou trop moderne, on s'imaginerait que le royaume des Francs créa pour toute la Gaule un centre d'administration. Le gouvernement des Francs n'existait à proprement parler qu'au nord de la Loire où habitaient les tribus franques. Hors de ces limites, toute l'administration consistait dans une occupation militaire. Des bandes de soldats parcouraient le pays et le dominaient, mais ne le gouvernaient point, et l'abandonnaient soit au régime municipal, soit au gouvernement des évêques.

« Parmi les nombreux partages du territoire gaulois opérés dans tous les sens sous la dynastie des Mérovingiens, il n'y en a pas un qui dure et se reproduise d'une manière fixe, excepté celui du pays au nord de la Loire en *Oster* et *Neoster*. Cette division est aussi la seule qui, pendant cette période, offre le caractère d'une séparation politique et paraisse véritablement créer deux états distincts, et cela vient de ce que le pays à l'est de la forêt des Ardennes et du cours de l'Escaut, formant la région orientale, était sinon habité entièrement, du moins dominé par une tribu distincte de celle qui dominait à l'ouest et au sud, depuis la frontière des Ardennes jusqu'aux Bretons. Quoique membres de la même confédération, les Francs établis entre le Rhin et la Meuse, et qui s'appelaient Ripuaires, hommes de la rive, ne se confondaient point avec les Francs saliens, fixés entre la Meuse et la Loire. Ces derniers ayant formé l'avant-garde dans la grande invasion, étaient devenus dès le commencement la tribu prépondérante, celle qui imposait aux autres ses chefs et sa politique.

force à l'égard de ses rivaux (1). La nation subsista donc dans son unité sous quatre chefs.

Nous allons voir la nation franque, sous ces quatre rois nouveaux, entrer en Espagne et en Italie, pénétrer chez les peuples slaves, établir une confédération avec les nations germaniques, soumettre les Bourguignons et les Visigoths; nous allons voir Justinien leur céder la Provence, et Théodose, roi d'Italie, leur faire de grandes concessions pour dispu-

* Les Francs orientaux, placés à l'extrême limite de l'empire gallo-franc, servant de barrière à cet empire contre les agressions réitérées des peuples païens de la Germanie, nourrissaient, au milieu d'occupations guerrières, le désir de l'indépendance et même de la domination politique à l'égard de leurs frères du Sud. Ils tendaient à s'affranchir et à former la tête de la confédération. Voilà pourquoi les Leudes de l'Ostler voulaient avoir des rois à part; voilà pourquoi la guerre s'établit entre la Neustrie et l'Austrasie, et pourquoi, au commencement du huitième siècle, la réaction s'accomplit par un changement de dynastie qui transporta la domination des Saliens aux Ripuaires, et la royauté des Mérovingiens aux Carolingiens.

Dans cette lutte des tribus franques de l'Orient et du Nord contre celles de l'Occident et du Sud, il était impossible que les premières ne prévalussent pas à la longue, et que le siège du gouvernement ne fût pas transporté un jour des bords de la Seine ou de l'Aisne sur ceux de la Meuse ou du Rhin. En effet, la population orientale n'était pas claire comme l'autre au milieu des Gallo-Romains; incessamment grossie par des émigrés de la Germanie, par tous ceux que l'envie de chercher fortune ou l'attrait d'une religion nouvelle, déterminaient à se ranger sous l'empire des rois trèschrétiens, elle formait une masse plus compacte, moins énermée par l'oisiveté, la richesse et l'exemple des mœurs romaines.

L'énergie belliqueuse des anciens envahisseurs se changea bientôt chez les Neustriens en esprit de guerres privées et ils furent forcés de se piller les uns les autres, de se disputer un à un tous les lambeaux de la conquête. Les familles riches, surtout la famille royale, s'abandonnèrent à un goût effréné pour les jouissances et les plaisirs sensuels. On peut dire, il est vrai, que ceux des Mérovingiens qu'on nomma *saincants* furent corrompus à dessein et avec une sorte d'art par les chefs qui s'étaient emparés de leur tutelle; mais si cette disposition à la mollesse n'eût pas existé chez les Francs occidentaux, la race des Pépins aurait fait d'inutiles efforts pour s'élever au rang de dynastie royale.

(1) Ce n'est qu'à la fin du sixième siècle que les Francs commencèrent à considérer leurs rois comme dominateurs des provinces et non plus des armées, et qu'ils perdirent le caractère de soldats conquérants pour prendre celui de sujets.

ter leur alliance à Justinien. La Septimanie seule manqua à leurs conquêtes, elle fut conquise plus tard par Charles-Martel.

La nouvelle monarchie s'étendit des bouches de la Meuse à celles de l'Elbe; elle se trouva limitée par les Saxons au nord et par les Thuringiens au levant, et elle comprit par conséquent la Westphalie et la Hollande.

Les Saxons avaient ravagé les côtes des Gaules pendant la décadence de l'Empire romain; ils suspendirent leurs expéditions maritimes quand ils se trouvèrent limitrophes des Francs.

Au levant des Saxons et des Francs, les Thuringiens venaient de former une nouvelle monarchie. Ces peuples s'étaient réunis aux Varnes, et ils s'étaient répandus des bords de l'Elbe et de l'Undstrudt jusqu'à ceux du Neckar. Ils avaient envahi la Hesse et le pays des Cattes, l'un des peuples Francs, et la Franconie.

Nous allons voir les Francs réunir la Thuringe à la grande monarchie des Francs, et pendant deux siècles les élus héréditaires de cette province marcher sous les ordres des Mérovingiens. Les Allemands, qui occupaient la Souabe, la Rhétie et une partie de la Suisse, obéissaient aux ordres des fils de Clovis.

Ainsi se forma cette France orientale qui comprit la plus grande partie de la Germanie, et qui porta la civilisation des Gaulois sur la partie septentrionale de l'Europe.

Ainsi, la mort de Clovis, qui semblait devoir suspendre les progrès des Francs dans les Gaules, n'arrêta pas un instant leurs conquêtes. Loin de rompre les alliances que Clovis avait formées avec les Allemands et les Ripuaires, l'éclat de ses con-

quêtes attira autour de ses fils tous les Barbares répandus dans les Gaules.

On doit remarquer que les fils de Clovis ne s'engageaient jamais dans une expédition importante sans le concours de leurs frères ou de leurs alliés. Le principe qui avait fait leurs succès depuis leur sortie de la Germanie subsistait toujours. Au printemps, la nation armée se réunissait tout entière au Champ-de-Mars. Les Francs se pressaient autour de celui des fils de Clovis, qui semblait *le plus utile* (nom donné à l'un de leurs rois). C'est ainsi que Théodebert se trouva avec une armée de cent mille hommes quand il entra en Italie.

La preuve (1) que les diverses nations réunies sous le nom de Francs vécurent sous un gouvernement commun depuis le moment de leur association, résulte d'un préambule de la plus ancienne rédaction de la loi salique et d'un texte particulier de cette loi. Le préambule porte que, lorsque les Francs étaient encore tous idolâtres, les grands de cette nation, qui la gouvernaient alors, déclarèrent la loi salique; que quatre de ces grands furent élus entre plusieurs, discutèrent et traitèrent attentivement toutes les causes en général, et chacune en particulier dans trois différents *mallum* (2). Les Francs s'étaient donc soumis à une loi générale, à des règles écrites, à une véritable puissance législative souveraine, enfin à un gouvernement commun dès le temps où leur association commença en Germanie, et leurs *mallum* étaient les assemblées générales du peuple où s'exerçaient tous les pouvoirs du gouvernement.

Ce qui prouve que le partage s'effectua en vue de la défense

(1) Mlle de Lezardière.

(2) Le texte particulier de la loi salique montre que le *mallum* était l'assemblée où le peuple avait coutume de se réunir.

et de l'extension du territoire, c'est que parmi les quatre fils de Clovis, Théodoric ou Thierry (1), quoique né avant le mariage de son père avec Clotilde, eut la plus grande part, et que cette part enclavait les états de ses frères et les protégeait. Il eut vers le Midi, l'Auvergne, le Rouergue, le Querci, l'Albigois, tous les pays qui confinaient aux possessions du roi d'Italie et d'Amalaric; vers l'Orient, toutes les provinces d'outre-Rhin, toute la première et toute la seconde Belgique, tout ce qui touchait à la Thuringe, à la Saxe et à la Bourgogne.

Clodomir eut l'Orléanais, le Berri, le Maine, l'Anjou, la Touraine. Childebert eut les territoires de Paris, de Melun, et de Chartres. Clotaire, enfin, eut la Picardie, l'Artois et la Flandre, jusqu'à la Meuse et l'Océan.

Théodoric prit le titre de roi d'Austrasie. On appela de ce nom les provinces orientales, situées entre le Rhin et la Meuse, et du nom de Neustrie les provinces occidentales situées entre l'Océan, la Meuse et la Loire.

La monarchie n'était point divisée comme la royauté, lorsque les quatre fils de Clovis s'établirent dans quatre villes différentes, mais rapprochées, Paris, Orléans, Soissons et Metz. Les Francs formaient toujours un seul peuple. Chacun des princes avait ses leudes, ses guerriers, qu'il s'attachait par des faveurs particulières. Les provinces étaient divisées entre les frères, mais d'une manière si singulière, qu'il faut bien reconnaître que cette division n'avait pas pour but le gouvernement. C'étaient les tributs des villes romaines, les propriétés qui étaient divisés plutôt que les états; cha-

(1) Théodoric était seul en âge de commander des armées.

cun des frères avait voulu avoir sa part des vignes et des oliviers du Midi, comme des prairies et des forêts du Nord, et leurs possessions se trouvaient entremêlées, dans toute l'étendue des Gaules, de telle sorte, qu'on pouvait à peine faire dix lieues sans changer de dénomination (1).

Chaque prince avait le désir de s'étendre hors des limites qui lui étaient assignées. Il y avait émulation entre les armées franques. A cette situation sont dues évidemment les conquêtes rapides qui s'accomplirent sous les fils de Clovis.

Théodoric, lors du partage, avait vingt-huit ans et un fils nommé Théodebert; Clodomir avait dix-sept ans, Childebert treize, et Clotaire douze.

Ces princes régnaient sans ministère et sans aucun établissement civil; répétons-le, ils n'étaient point les rois des Gaules, mais les rois des Francs cantonnés dans les Gaules.

L'armée, toujours réunie, ne délibérait pas seulement dans ce qu'on nommait le Champ-de-Mars, la revue qui se faisait au commencement du printemps, mais dans toutes les occasions publiques, pour la paix, pour la guerre, pour les lois, pour les jugements. Les villes continuèrent à se gouverner selon les lois romaines, avec leurs curies ou municipalités. Les rois leur envoyaient, comme nous l'avons dit, un officier franc. Il surveillait la municipalité, percevait quelques revenus royaux et présidait les assemblées partielles des Francs, les plaids où se rendait la justice lorsque quelque troupe de Francs se trouvait établie dans la ville.

(1) Cette observation est de Sismondi. La nation franque resta une sous des chefs divers, et ne fut plus fractionnée qu'en deux grandes sections : les Saliens et les Ripuaires, les Francs de l'Ouest et les Francs de l'est. La Meuse était la ligne de démarcation.

Dans cette période des fils de Clovis, il y eut deux grands règnes en Occident et en Orient : celui de Théodoric, le roi des Ostrogoths, et celui de Justinien, et deux grands hommes de guerre, Bélisaire et Narsès. Le roi des Ostrogoths, maître de l'Italie, de la Sicile, des régions situées entre le Danube et les Alpes, et de la Gaule méridionale jusqu'au Rhône, avait deux cent mille hommes en âge de porter les armes. Pendant un règne de trente-trois ans, il fit la guerre avec beaucoup de succès ; et, s'il avait eu un fils au lieu de n'avoir que des filles, il aurait pu relever l'empire d'Occident. A sa mort, les Visigoths et les Ostrogoths, qu'il avait réunis, se divisèrent. Amalaric, fils du gendre de Théodoric, régnait à Narbonne, et de là gouvernait l'Espagne et la partie de la Gaule placée entre le Rhône, le Lot et les Pyrénées. Alaric, âgé de cinq ans, demeura à Ravenne sous la tutelle de sa mère, Amalasonte. Quatre rois des Visigoths passèrent sur le trône après le grand Théodoric, et en Italie sept rois des Ostrogoths.

Pendant que les fils de Clovis iront renverser le royaume des Bourguignons, Bélisaire, lieutenant de Justinien, fera tomber sous ses coups le royaume des Vandales, et reconquerra sur les Barbares l'Afrique, la Sicile et l'Italie. C'est pendant les guerres des Goths et des Grecs en Italie, de Bélisaire et de Vitigès, que les Francs feront une expédition dont nous parlerons plus tard.

Pour juger la nécessité de l'entrée des Francs dans les Gaules et du renouvellement du monde, on n'a qu'à jeter les yeux sur Constantinople à la même époque. Certes, les sciences, les lettres, la législation, étaient portées à un haut degré de perfection, et à quoi s'occupait le peuple de Constantinople ? aux courses des chars. La ville était partagée entre les cochers

revêtus d'un uniforme, les uns vert, les autres bleu. Justinien, poussé par l'impératrice Théodora, épousa les passions des bleus. Il y eut des révoltes à cette occasion, la capitale fut livrée pendant cinq jours à la populace et une grande partie fut réduite en cendres. Voilà ce qu'était la ville où s'étaient conservés les restes de la civilisation (1).

Il faut remarquer deux principes qui semblent contradictoires dans la constitution de la nation franque : l'esprit de guerre et de conquête, qui tendait à reculer les limites de la France, de l'empire nouveau, et à soumettre ses voisins, et

(1) Parmi les causes de conservation de l'empire grec, nous remarquons sans difficulté la position de Constantinople entre deux mers, sur un détroit d'un accès difficile, ayant de plus pour rempart au nord-ouest le Mont Hémus, au sud-ouest le mont Taurus, la tradition de quelques règles de discipline romaine ; la tactique navale des Grecs, la connaissance du feu grégeois et de plusieurs machines de guerre, enfin une habileté dans les négociations propre à dérouter la politique grossière des Barbares.

Parmi les causes de destruction, il faut placer l'absence de tout système représentatif et d'une règle fixe pour la succession, l'amalgame du despotisme militaire des Césars avec les maximes tyranniques des Cours d'Asie, l'influence des eunuques et des femmes de palais, ou, pour mieux dire, le sérail ; enfin la mollesse incroyable des mœurs qui livrait à une poignée de soldats un peuple aussi efféminé que turbulent et avide de changements. Le christianisme devint incontestablement la source innocente d'un violent esprit de parti, d'agitations désastreuses, et même de plus d'une révolution funeste ; mais, d'un autre côté, il conserva dans le sein même de la corruption byzantine quelques restes d'une vertu sévère, d'une mâle énergie. Si les intrigues de prêtres, devenus trop riches, bouleversaient quelquefois l'état, on vit aussi sortir de la vie monacale des héros et des monarques restaurateurs du trône. Le siège patriarcal de Constantinople devint même un centre d'union pour les provinces. Même compensation à l'égard des peuplades semi-barbares du mont Hémus et du mont Taurus. Rebelles, les tribus des Isauriens et des Albanais désolaient l'empire ; fideles, elles lui fournissaient ses meilleures troupes et ses plus grands généraux. Enfin si l'esprit du commerce, dominant à côté du fanatisme théologique, dans les murs de Constantinople, en bannissait les hautes vertus du citoyen et du guerrier pour y substituer tout l'égoïsme de l'individu uniquement attaché à ses trésors, les vastes relations commerciales de cette grande capitale accumulaient aussi dans son sein d'immenses richesses, et lui fournissaient les moyens d'équiper ces armées et ces flottes que sans relâche elle opposait à ses ennemis. Bysance, à cet égard, ressemblait à Carthage.

l'usage des partages, qui semblait affaiblir sa puissance et qui, comme on l'a observé, était cependant devenu nécessaire pour défendre et gouverner de si vastes provinces. Les accroissements de la France nécessitaient ces partages (4), ces partages amenaient les guerres civiles : à côté de l'avantage était l'inconvénient.

Le remède était la conquête entière du territoire, borné par les mers, les montagnes et les grands fleuves, afin qu'il n'y eût qu'un roi et qu'un peuple, et que la loi de primogéniture fût reconnue. Ce sont là des progrès que le temps a amenés et qui ont été achetés bien cher.

Tout le travail des deux premières races s'est fait pour enfanter la France.

La constitution d'un peuple, qu'on le sache bien, n'est point une création du génie et de la puissance de l'homme ; ce n'est pas une combinaison élaborée sur le papier, un plan tracé à l'équerre et au compas et qu'on exécute ensuite à l'aide d'une matière inerte. Il faut embrasser de ses regards toute la vie d'une nation pour comprendre les causes qui agissent en elle, et pour cela remonter de faits en faits jusqu'à l'origine de la société : ce sont les faits de cette origine qui sont les prin-

(1) Voici un fait que nous plaçons ici par anticipation et qui aide à faire comprendre l'avantage des partages de la première race. Dagobert, un des rois mérovingiens, fit la guerre contre les Esclavons, les Gascons et les peuples de la Bretagne. La première de ces guerres ne fut pas heureuse, car les Austrasiens, mécontents d'être gouvernés par un roi qui n'habitait pas au milieu d'eux, et qui retenait près de lui Pépin, leur maire du palais, s'enfuirent du champ de bataille pour se venger. Alors Dagobert leur donna pour roi son fils Sigebert, encore enfant. Ils n'en demandaient pas davantage : le roi mineur avait le titre ; mais tous les grands reprenant leur place au conseil, leurs charges à la cour, les obstacles au rassemblement des hommes armés cessèrent aussitôt et la guerre se fit avec ardeur. L'événement justifia encore cette fois, dit un publiciste célèbre, les raisons politiques du partage de la France en plusieurs royaumes, car les Esclavons furent battus et le furent par les Austrasiens.

cipes véritables puisque dans cette société il n'y a rien avant ni au-dessus d'eux. Plusieurs choses sont à considérer dans l'origine d'un peuple pour déterminer sa constitution : le territoire, la religion, l'état des personnes et les faits au moyen desquels l'unité nationale a été défendue. On a beaucoup controversé en Allemagne et en France sur les mots *limites naturelles* ; il est certain cependant que la nature a destiné certaines parties du globe à devenir l'habitation des mêmes peuples, à les contenir, à les fixer, à conserver leur unité, leur nationalité à travers les siècles et au milieu des grandes luttes morales auxquelles ils devaient participer.

Il est impossible d'examiner les circonstances topographiques et géologiques particulières à la France, à l'Angleterre, à l'Espagne, à la Suisse, à la Hollande, et de croire que ces circonstances peuvent être indifférentes à l'existence, aux institutions, au caractère et à l'esprit de ces diverses nations. Ce sont ces circonstances qui font qu'un peuple est agricole ou navigateur, guerrier ou pacifique, oisif ou occupé. Quand un peuple est situé dans une contrée d'une étendue convenable, circonscrite par la mer ou par les montagnes, et que ce peuple n'est pas en possession de la totalité de ce territoire, il y a en lui une irrésistible tendance à réaliser ces indications de la nature, et l'on peut être assuré qu'il n'aura ni repos ni bien-être jusqu'à ce que son unité nationale ait atteint son unité territoriale.

La religion étant le lien qui unit les hommes à Dieu, l'idée plus ou moins parfaite qu'ils ont de Dieu, de sa providence, de sa justice, les prescriptions qui leur ont été faites en son nom, leurs opinions et leurs croyances dans les rémunérations d'une autre vie, influent nécessairement sur le sentiment qu'ils

ont de leurs droits et de leurs devoirs; sur l'esprit; le caractère et les habitudes d'une société, sur les développements de ses institutions, et détermine sa conduite à l'égard des nations voisines. C'est la différence des religions qui fait qu'un peuple est éclairé ou aveugle, progressif ou stationnaire, généreux ou égoïste; qu'il tend à l'égalité ou aux privilèges de naissance.

La religion d'un peuple tient donc une grande place parmi les causes morales qui l'ont constitué et qui agissent en lui.

On doit aussi examiner, pour connaître la constitution d'une société, l'état des personnes qui habitaient le territoire au moment où le corps politique s'est formé. Quelle était la situation des hommes et des familles? Étaient-ils chasseurs ou bergers, colons ou nomades? Habitaient-ils des tentes ou des bourgades? Avalent-ils une ou plusieurs cités? Comment la propriété était-elle partagée ou transmise? Possédaient-ils des institutions municipales? Étaient-ils les uns à l'égard des autres dans une parfaite égalité? Y avait-il des esclaves, une noblesse, des chefs et des princes? Toutes ces questions tiennent au fond même de l'existence sociale. Elles mettent en lumière des éléments d'organisation qu'on retrouve dans le travail des temps et dans les formes définitives qui résultent tôt ou tard de ce travail.

Enfin les faits au moyen desquels l'unité sociale a été obtenue dans l'origine sont, sans aucun doute, ce qu'il y a de plus prépondérant, de plus énergique, de plus vivace, dans les principes constitutifs d'une nation, puisque ces faits ont accompli l'opération la plus prodigieuse : l'union des individus et des intérêts, et la personnification d'un pays

et de ses habitants. Vainement voudrait-on nier les rapports qui existent entre les faits primitifs d'une société et ses développements, le temps ne peut développer dans une nation que ce qui s'y trouve (1).

CHAPITRE III.

La féodalité et le vasselage.

La féodalité (2) fut dans le principe l'organisation ou l'administration de la conquête. Les conquérants durent pourvoir

(1) M. de Lourdoux, dans son admirable livre de la *Restauration*.

(2) Fief, en latin moderne, *feodum*, du saxon *fee*, salaire, et *od*, propriété, d'où *féodalité* et *feudataire*.

On désignait par ce mot la terre donnée à titre de récompense, par un chef Germain ou Franc, aux guerriers de sa bande qui l'avaient suivi dans les combats.

C'est dans une charte de Charles-le-Gros, en 884, que le mot *fief* est employé pour la première fois pour désigner ces sortes de concessions que jusqu'au neuvième siècle on avait appelées *beneficium*, bénéfice. On distinguait les fiefs en *grands fiefs* ou *pairies féodales*, en *fiefs simples*, qui relevaient de la couronne, et *arrière fiefs*, dont les possesseurs ne relevaient qu'indirectement de la couronne et dépendaient d'un seigneur qui lui-même était feudataire et soumis à un suzerain plus puissant.

Alleu, *allodium*, du saxon *alod*, c'est-à-dire fort, lot. Ce mot désignait dans les premiers temps du moyen âge, après l'établissement des Barbares, les terres, fruit de la conquête, que les vainqueurs s'étaient partagées par la voie du sort. Les alleux étaient libres de toute obligation ou redevance, excepté le service militaire : aussi leurs propriétaires étaient-ils appelés *hommes libres*, par opposition aux *vassaux*, possesseurs de fiefs ou de bénéfices. Dès le dixième siècle, on ne trouve plus d'alleux ni en France ni en Allemagne; d'un côté l'usurpation, et de l'autre le besoin de protection avaient, de gré ou de force, transformé la plupart des alleux en fiefs et en bénéfices.

Bénéfice, du latin *beneficium*, bienfait, avantage, profit. Ce mot fut mis en usage après l'établissement des Barbares dans l'empire romain, par les rois Goths et Lombards. Il s'appliquait aux terres que ces princes donnaient en récompense à ceux de leurs guerriers qui s'étaient distingués, qui avaient bien fait à la guerre. Les possesseurs des bénéfices devaient en échange, soit le service militaire, soit une redevance en argent ou en nature. Les bénéfices, d'abord amovibles, devinrent ensuite pour la plupart viagers, et enfin héréditaires. Au neuvième siècle, le nom de *bénéfice*

au moyen de se maintenir contre toute attaque intérieure et extérieure, et de conserver les fruits de l'invasion. Cette organisation emprunta ses conditions et sa forme à leur caractère, à leurs usages, à leurs lois (1).

avait fait place à celui de *fief*; quand les bénéfices militaires eurent cessé d'exister, le nom de *bénéfice* s'appliqua encore aux fonds de terre ou aux revenus affectés à certaines charges ou dignités ecclésiastiques, et ces sortes de bénéfices se sont conservés jusqu'à la révolution de 89.

féodalité, ou *régime féodal*, de *feodum*, *fief*. On appelle ainsi un état de choses né au moyen âge, de l'envahissement et de la conquête de l'empire romain par les Barbares, et qui consistait dans une espèce de confédération de seigneurs investis chacun d'un pouvoir souverain dans leurs propres domaines, mais inégaux en puissance, subordonnés entre eux et ayant des devoirs et des droits réciproques. De là, une distinction entre les seigneurs suzerains et les vassaux ou feudataires. Le vassal était celui qui, ayant reçu à titre de récompense une propriété territoriale nommée *bénéfice* ou *fief*, se trouvait par là dans la dépendance du donateur auquel il devait foi et hommage. Le suzerain était celui qui, ayant conféré le fief, avait droit à l'obéissance du vassal. Du reste, le même seigneur pouvait être suzerain pour certains fiefs (ceux qu'il avait conférés), et vassal pour d'autres (ceux qu'il avait reçus). Le système féodal paraît avoir existé en germe de temps immémorial chez les Germains. Il fut régulièrement établi en Gaule à l'époque de la conquête des Francs; toutes les terres conquises furent alors divisées en *alleux* ou terres libres, dévolues par le sort à des chefs indépendants, et en bénéfices ou fiefs, comme on les appela plus tard, terres concédées par un chef à ses compagnons d'armes, en récompense des services qu'ils lui avaient rendus à la guerre. En France, l'hérédité des fiefs fut sanctionnée en 587 par le traité d'Andelot. Elle le fut de nouveau trois siècles après par l'édit de Quierzy-sur-Oise (877), qui étendit l'hérédité aux gouverneurs des provinces de l'Empire carlovingien. De ce moment commença ce qu'on appelle l'époque féodale, et qui serait mieux nommée l'anarchie féodale. Les possesseurs de fiefs devenus héréditaires accrutaient facilement leur puissance sous les derniers Carlovingiens, et les grands feudataires devinrent de fait indépendants. En 987, Hugues Capet consumma le triomphe de la féodalité en renversant la dynastie régnante.

(1) Les empereurs romains, dit M. de Sismondi, avaient toujours trouvé dans les Gaules des terres vacantes à distribuer à leurs soldats. Les guerres désastreuses qui avaient accompagné la chute de l'Empire avaient détruit de nombreuses familles de propriétaires, et augmenté considérablement le fond des domaines dont le prince pouvait disposer. Toutes les fois qu'un Franc se retirait du service et qu'il demandait du repos, il ne devait pas être difficile de le satisfaire, en lui concédant une de ces fermes vacantes; il n'est pas probable non plus que le barbare montrât un grand respect pour la propriété, lorsque la ferme qui convenait à un soldat se trouvait occupée. Dans

Or, nous avons vu que ces conditions furent l'unité du gouvernement, l'hérédité masculine dans le partage du territoire, la consultation des hommes libres possesseurs du sol et formant une hiérarchie militaire sous les noms de rois, *reges*, ducs, *duces*, comtes, *comites*. Cette hiérarchie fut substituée à celle des Romains, hiérarchie militaire aussi, mais mobile et amovible, et se réalisant par les gouverneurs, les préfets et les chefs de légions et de cohortes.

L'unité régnait dans l'ensemble de cette organisation ; car il faut considérer une circonstance à laquelle peu d'historiens ont fait attention. Ils ont parlé de partage du royaume, de démembrement du territoire, et cependant nous verrons la conquête conserver son unité malgré ces morcellements apparents, et le royaume reparaitre entier après en avoir formé pour ainsi dire plusieurs.

Après Clovis, en 520, nous voyons Théodoric premier roi à Metz, Clodomir roi à Orléans, Childebart roi à Paris, et Clotaire roi à Soissons. En 560, par la mort de trois de ces rois et l'extinction de leur race, Clotaire, roi de Soissons, régnera seul sur les quatre royaumes.

Mort en 562, Clotaire laissera quatre fils : Caribert roi de Paris, Gontran roi d'Orléans, Sigebert roi d'Austrasie, et

les lois barbares, de semblables concessions de terre sont désignées sous le nom de *sortes* ; et c'est de ces domaines acquis par l'épée et garantis aux soldats nationaux, qu'il est question dans la loi célèbre d'après laquelle aucune terre salique ne peut passer aux femmes. Mais les Francs n'étaient point un peuple qui eût émigré avec toutes les familles des conquérants, comme les Goths et les Bourguignons. Les femmes, les enfants, les vieillards, n'avaient point suivi Clovis ; ils étaient demeurés dans leurs anciennes possessions sur le *Wahal* et le *Rhin*, ou dans le Tournaisis. Les aventuriers seuls avaient formé l'armée, et ils se regardaient toujours comme une armée, non comme une colonie. Aussi leurs lois ne conservent-elles pas de traces du partage des propriétés romaines.»

Chilpéric I^{er} roi de Soissons. Cinquante ans se passent après lesquels le royaume se trouvera revenu à l'unité sous le sceptre de Clotaire II, petit-fils de Chilpéric I^{er}.

Clotaire II mort, il y aura momentanément un royaume d'Aquitaine sous Charibert; le reste composera l'héritage de Dagobert. Après eux, il y aura d'autres partages; mais, en 688, l'unité se refera sous le nom et la couronne de Thierri III.

Il faut donc en conclure qu'il y avait un principe permanent d'unité, puisque les royaumes qui naissaient de ces partages ne formaient point des nationalités et des souverainetés particulières, puisque l'élection n'y suppléait pas à l'hérédité après extinction; puisqu'il y avait retour et adjonction au corps du royaume quand un trône devenait vacant.

Pour définir complètement cet ordre de choses, il faut se reporter aux lois et aux usages de la conquête. Le partage avait réellement pour but la terre domaniale et les richesses et valeurs mobilières acquises originairement sur les vaincus. On se les partageait par droit d'hérédité masculine, comme on se les était partagées par le droit de la victoire. En 534, Childebert, Clotaire et Théodebert conquièrent sur Gontran le royaume de Bourgogne, et le partagent entre eux; mais ce n'en était pas moins une réunion au royaume des Francs.

On peut dire qu'il y avait, en réalité, association pour l'attaque et pour la défense; si l'on trouve quelquefois les copartageants divisés entre eux, ils sont plus souvent réunis contre l'ennemi commun. C'est leur ligue qui met un terme à la puissance et aux entreprises des rois de Bourgogne et des princes Visigoths; les dissensions intérieures ne font jamais

perdre de vue le but de la nation des Francs, qui était de se conserver et s'agrandir.

L'origine du système féodal est donc dans cette association des hommes libres, armés pour la défense du territoire dont ils possédaient une grande partie à titre de domaines. Et, de même que les rois donnaient ou laissaient des domaines et des terres à leurs enfants, de même les chefs d'un rang inférieur étaient dotés de portions dont les rois avaient hérité, et sous l'obligation du service militaire. Tout ce qui habitait ces parties de territoire était vassal, serf ou esclave, selon la naissance ou la condition.

Telle est aussi l'origine de l'état du clergé en France. Les évêques et les clercs ayant une grande part au gouvernement civil des villes et des provinces, délaissé par les Francs, entièrement appliqués à la guerre et d'ailleurs ignorants, eurent aussi des domaines et des biens avec les privilèges qui y étaient attachés. Les monastères eurent aussi leur part. La famille ecclésiastique, perpétuelle de sa nature, a possédé ces dotations sans interruption jusqu'à notre première révolution.

Les Francs étaient guerriers et uniquement guerriers; homme et soldat étaient synonymes. Ils ne s'adonnaient point à l'agriculture, ils avaient des hommes qui étaient engagés pour la guerre, et qui les y suivaient. C'était donc une armée et non un gouvernement civil. Cette armée s'empara de tout ce qui appartenait aux Romains; mais elle ne dépouilla pas les Gaulois. Parmi ceux-ci, les hommes libres restèrent libres, les esclaves devinrent serfs. Mais il y eut entre les conquérants une subordination nécessaire au maintien de l'association. Plus tard seulement on voit naître des souverainetés indépendantes et les prétentions des grands vas-

saux. Ce temps est celui non de la féodalité, mais de l'anarchie féodale.

Quant au gouvernement proprement dit, il se rapportait surtout au service militaire et à la condition des individus. La diversité des lois et des coutumes qui ont traversé les âges prouve que chaque province, chaque ville suivait ses traditions et ses usages d'administration et de police. Les évêques et autres dignitaires de l'Eglise avaient alors aussi une grande part dans la délibération et la direction des affaires.

Les revenus des rois, des ducs, des comtes et autres officiers, consistant dans leurs domaines, il n'y avait pas, comme nous l'avons déjà vu, d'impôts tels qu'ils se sont établis depuis. Les possesseurs étaient en même temps collecteurs et s'appliquaient les revenus, sauf quelques redevances en nature offertes aux rois dans certaines occasions solennelles. Plus tard, il y eut les biens du fisc du roi, donnés viagèrement ou héréditairement, moyennant une redevance, mais toujours sous la condition du service militaire, dont les évêques eux-mêmes n'étaient pas exempts.

Cette organisation nous offre l'image d'un vaste camp formé d'hommes libres, courageux et fiers, où tout est constitué pour la conquête et pour la défense. A la tête est le roi, ayant la plus grande portion du territoire. Après lui viennent les grands officiers, ducs et comtes, conduisant à la guerre leurs leudes ou fidèles, lesquels menaient à leur tour leurs vassaux et arrière-vassaux. Tout commandement particulier se rattachait au commandement général, et la puissance civile se confondait avec la puissance militaire(1).

(1) L'histoire de l'établissement et des progrès du système féodal est un objet inté-

De ce que la féodalité a changé de nature, de ce qu'elle est devenue oppressive et tyrannique, en voulant se constituer indépendante de la royauté pour le gouvernement et la justice, on ne doit en rien conclure contre les principes apportés dans les Gaules par les Francs. C'est un beau spectacle que

ressant pour toutes les nations de l'Europe. Les lois et la jurisprudence de quelques pays sont encore presque entièrement féodales. Dans d'autres, on voit que plusieurs pratiques établies par la coutume, ou fondées sur des réglemens, ont pris naissance dans le système féodal, et qu'elles ne peuvent être bien entendues sans la connaissance des principes particuliers à ce système. Plusieurs auteurs, très-célebres par leur génie et leur érudition, ont fait tous leurs efforts pour éclaircir ce sujet; mais ils y ont laissé encore beaucoup d'obscurité. Je vais tâcher de suivre avec précision les progrès ou les variations des idées que les nations Barbares s'étaient faites sur la propriété des terres, et d'exposer les causes qui ont occasionné ces variations, ainsi que les effets qui en sont résultés.

Il paraît que la propriété des terres a subi successivement quatre sortes de révolutions chez les peuples qui s'établirent dans les différentes provinces de l'Empire romain.

1^o Tant que les nations Barbares restèrent dans leur pays natal, elles ne connurent point la propriété des terres, et n'eurent aucune limite fixe à leurs possessions. Après avoir laissé quelque temps paître un troupeau dans un canton, toute la famille quittait bientôt ce canton pour aller s'établir dans un autre, qu'elle abandonnait de même peu de temps après. Une espèce de propriété si imparfaite n'imposait aux individus aucune obligation positive de servir la communauté; et tout ce qu'ils faisaient pour elle était purement volontaire. Il était donc libre à chacun de prendre la part qu'il voulait à une expédition militaire. Ainsi l'on ne suivait un chef à la guerre que par attachement et sans aucune idée de devoir. Tant qu'il n'y eût pas d'autre propriété, il n'est pas possible de rien découvrir dans leurs usages qui ait la moindre ressemblance avec la tenure féodale, ou avec la subordination et le service militaire introduits par le système féodal.

2^o Quand ces peuples s'établirent dans les pays subjugués, l'armée victorieuse se partagea les terres conquises; chaque soldat regardait la portion qui lui était échuë par le partage, comme une récompense due à sa valeur, et comme un établissement acquis par son épée; et il en prenait possession comme homme libre en toute propriété. Il en jouissait pendant sa vie; il pouvait en disposer à son gré, et la laisser en héritage à ses enfants. La propriété des terres reçut alors une forme constante et stable. Elle fut en même temps allodiale, c'est-à-dire que le possesseur avait le droit absolu de propriété et de domaine, et qu'il ne relevait d'aucun souverain ou seigneur, auquel il fût obligé de rendre hommage et de consacrer ses services. Cependant comme ces nouveaux propriétaires (ainsi qu'on l'a observé dans l'introduction) se voyaient exposés à

celui qui nous est donné dans ces nouvelles mœurs, ces nouvelles lois sorties de la barbarie, dans une conquête d'où sort la liberté.

Nous dirons seulement que ce qui était bon pour assurer la conquête ne valait rien comme institution civile, et que

être troublés dans leurs possessions, par le reste des anciens habitants, et qu'ils couraient le danger, plus redoutable encore, d'être attaqués par des Barbares aussi avides et aussi féroces qu'eux-mêmes, ils sentirent la nécessité de s'imposer volontairement des obligations de défendre la communauté, plus étroites et plus expresses que celles auxquelles ils avaient été soumis dans leurs habitations natales. En conséquence, dès que ces peuples se fixèrent dans leurs nouveaux établissements, chaque homme libre s'obligea à prendre les armes pour la défense de sa nation; et quand il refusait ou négligeait de remplir ce devoir, il encourait une peine considérable. Je ne prétends pas qu'il y ait eu à cet égard aucun contrat revêtu de formalités et ratifié par des cérémonies légales. Cette obligation, ainsi que les autres conventions qui lient ensemble les membres de toute société, n'était fondée que sur un consentement tacite. La sécurité et la conservation mutuelle des individus les engageaient à en reconnaître l'autorité, et à en maintenir l'exécution. Nous pouvons remonter à l'origine de cette nouvelle obligation des propriétaires des terres, et l'observer à un période très-reculé de l'histoire des Francs. Chilpéric, qui commença son règne l'an 562, condamna à une amende (*banas jussit exigi*) certaines personnes qui avaient refusé de l'accompagner dans une expédition. Childebert, qui monta sur le trône en 576, imposa la même peine à quelques-uns de ses sujets coupables du même crime. Charlemagne ordonna que chaque homme libre qui possédait en propriété cinq *mans*, c'est-à-dire soixante acres de terrain, marcherait en personne contre l'ennemi. Louis-le-Débonnaire, en 815, accorda des terres à quelques Espagnols qui s'étaient enfuis à l'approche des Sarrasins, et leur permit de s'établir dans ses Etats, à condition qu'ils serviraient à l'armée comme les autres hommes libres. Par ce mot de terre possédée en *propriété*, dont la loi de Charlemagne fait mention, il faut entendre, conformément au style de ce temps-là, une terre allodiale; car *allodes* et *proprietates*, *alodium proprium*, étaient des mots parfaitement synonymes.

Muratori a publié deux chartes qui contiennent la preuve la plus claire de la distinction établie entre la possession allodiale, et la possession bénéficiaire; et il paraît par ces deux monuments qu'une personne pouvait avoir une partie de son bien en propriété allodiale dont elle avait le droit de disposer à son gré, et l'autre partie à titre de bénéfice, n'en ayant que l'usufruit, et la propriété retournant après sa mort au seigneur supérieur. La même distinction se trouve indiquée dans un capitulaire de Charlemagne, de l'an 812. Le comte Everard, qui avait épousé une fille de Louis-le-Débonnaire, a laissé un testament curieux. En partageant ses vastes domaines entre ses enfants, il distingue ce qu'il possédait par droit de propriété, *proprietate*, d'avec ce qu'il ne te-

le moment devait arriver où le but de l'établissement des Francs étant rempli, de longs intervalles de paix allaient enfanter l'anarchie féodale, de cruelles dissensions et les misères des peuples.

Il est incontestable, dit M. de Gourcy, que les bénéfices et

naît qu'à titre de bénéfice, *beneficio*; et il paraît que la plus grande partie de son bien était allodiale.

Ainsi, le terme d'*homme libre* se prend communément dans un sens opposé à celui de vassal, *vassus* ou *vassallus*; le premier désigne un propriétaire allodial, et l'autre celui qui relève d'un seigneur. Ces hommes libres étaient obligés de servir l'Etat; cette obligation était si sacrée, qu'il leur était défendu d'entrer dans les ordres ecclésiastiques, à moins qu'ils n'en eussent obtenu le consentement du prince. La raison qu'on donne de ce règlement est remarquable. « Car nous savons que quelques-uns en agissent ainsi, non par esprit de dévotion; mais afin de se dispenser du service militaire, auquel ils sont tenus. Lorsqu'un homme libre, sommé de se mettre en campagne, refusait d'obéir, il était condamné, suivant la loi des Francs, à payer le *hercuban*, qui était une amende de soixante couronnes. » Cette expression, *suyant la loi des Francs*, semble supposer que l'obligation de servir et la peine imposée à ceux qui manquaient à ce devoir, étaient d'une date aussi ancienne que les lois faites par les Francs, lorsqu'ils s'établirent pour la première fois dans les Gaules. On exigeait cette demande avec tant de rigueur, « que si la personne condamnée se trouvait insolvable, elle était réduite en servitude et y restait jusqu'à ce que le prix de son travail fût monté à la valeur de l'*hercuban*. » L'empereur Lothaire rendit la peine encore plus sévère: si le possesseur d'une certaine étendue de terre était tenu, par les conditions de sa propriété, de servir en personne, et qu'il refusât de se mettre en campagne, après en avoir été sommé, tous ses biens étaient déclarés confisqués, et il pouvait être lui-même condamné au bannissement.

3° La propriété des terres ayant été ainsi fixée par une forme constante, et obligeant au service militaire, il en résulta un autre changement, mais qui ne se fit que lentement et par degrés. Tacite nous apprend que les chefs des Germains cherchaient à s'attacher des compagnons (*comites*), qui les suivaient dans toutes leurs entreprises et combattaient sous leurs drapeaux. La même coutume subsista parmi eux dans leurs nouveaux établissements, et ces compagnons, attachés et dévoués à leurs chefs, furent appelés *fideles*, *antrustiones*, *homines in truste dominici*, *leudes*. Tacite ajoute qu'on regardait comme honorable le rang de *comes* ou compagnon. On peut juger du rang et de la condition des personnes, dans le moyen âge, par la composition ou peine pécuniaire établie pour chaque délit; or, la composition pour le meurtre d'un homme, *in truste dominici*, était triple de celle qui était fixée pour le meurtre d'un homme libre.

Tant que les Germains restèrent dans leur propre pays, ils cherchèrent à s'attacher ces compagnons par des présents d'armes et de chevaux, et par les services de l'hos-

les vassalages existaient dans les Gaules et dans la Germanie, bien avant la naissance de la monarchie. Mais en quoi les bénéfices et le vasselage ressemblaient aux fiefs et à la dépendance féodale, ou en différaient; quand commencèrent les fiefs proprement dits, quels en furent les progrès et les variations, c'est

plutôt. Tant qu'ils n'eurent aucun droit fixe de propriété sur les terres, c'étaient les seuls dons que les chefs pussent faire, et la seule récompense que leurs suivants pussent attendre. Mais dès que ces peuples se furent établis dans les provinces conquises, et qu'ils eurent connu l'importance de la propriété, les rois et les chefs, au lieu de ces présents peu considérables, donnèrent pour récompense à leurs suivants des portions de terre. Ces concessions s'appelèrent *bénéfices* (*beneficia*), parce qu'elles étaient gratuites; et *honneurs* (*honores*), parce qu'on les regarda comme des marques de distinction. Mais quels étaient les services qu'on exigeait ordinairement en échange de ces bénéfices? C'est ce qu'il n'est pas possible de déterminer exactement et avec précision, parce qu'il n'est point resté de monument assez ancien. Lorsque les possessions de franc-aleu commencèrent à devenir féodales, elles ne furent pas tout d'un coup assujetties aux services de la féodalité, et ce passage, comme tous les autres changements de quelque importance, ne se fit que par degrés. Comme le principal objet que se proposait un vassal feudataire était de s'assurer d'un protecteur, lorsque les propriétaires allodiaux consentirent au commencement à devenir les vassaux de quelques chefs puissants, ils conservèrent de leur ancienne indépendance tout ce qui était compatible avec la nouvelle relation qu'ils venaient de former. L'hommage qu'ils rendaient au supérieur dont ils voulaient relever, s'appelait *hommage plein* (*homagium plenum*), et ne les engageait qu'à la fidélité, sans les obliger ni à servir à la guerre, ni à assister aux justices seigneuriales. On peut encore reconnaître aujourd'hui quelques traces, quoique obscures, de cet hommage plein.

Parmi les anciens actes publiés par Dom de Vic et Dom Vaissette, dans leur *Histoire du Languedoc*, on en trouve plusieurs auxquels ils donnent le nom d'*hommages*, et qui semblent tenir le milieu entre l'*hommage plein* dont parle Brussel, et l'obligation de remplir du cœur l'engagement du service féodal. L'un des deux partis promet protection, et accorde des châteaux ou des terres; l'autre s'engage à défendre la personne du donateur, et à lui fournir du secours pour défendre aussi ses possessions, dès qu'il en sera requis. Mais ces engagements ne sont accompagnés d'aucune formalité féodale, et l'on n'y fait mention d'aucun des services féodaux. C'était plutôt un contrat mutuel entre des égaux, que l'engagement formel d'un vassal à rendre des services à un seigneur supérieur. Dès qu'on se fut accoutumé à ces services, d'autres services féodaux s'introduisirent successivement. M. de Montesquieu regarde ces bénéfices comme des fiefs qui, dans l'origine, obligeaient les possesseurs au service militaire. M. l'abbé de Mably prétend que ceux qui tenaient ces bénéfices ne furent d'abord soumis à d'autre service qu'à celui auquel chaque homme libre était

une question des plus intéressantes sans doute, mais aussi des plus compliquées et des plus obscures que nous offrent nos antiquités, et sur laquelle les auteurs sont le moins d'accord.

Tout le monde sait que les Romains avaient un grand nombre de bénéfices militaires dans les provinces, et particulière-

engagé. Mais en comparant leurs preuves, leurs raisonnements et leurs conjectures, il paraît évident que, puisque chaque homme libre, en conséquence de sa propriété allodiale, était obligé de servir, sous des peines très-graves, on n'aurait eu aucune bonne raison de conférer ces bénéfices, si ceux qui les recevaient n'eussent été soumis à quelque nouvelle obligation. Pourquoi un roi se serait-il dépouillé lui-même de ses domaines, si, en les divisant et en les partageant, il n'eût acquis par-là un droit à des services qu'il ne pouvait exiger auparavant? Nous sommes donc autorisés à conclure que, comme la propriété allodiale assujettissait les possesseurs à servir la communauté, de même les bénéfices devaient obliger ceux qui en recevaient, au service personnel et à la fidélité envers celui de qui ils les tenaient. Ces bénéfices, dans leur institution, ne s'accordaient qu'à volonté, c'est-à-dire pour autant de temps qu'il plaisait au donateur. Il n'y a point de circonstance, relative aux coutumes du moyen âge, qui soit mieux établie que celle-ci.

4^e Mais la possession des bénéfices ne resta pas longtemps dans cet état. Une possession précaire et à volonté ne fut pas suffisante pour attacher à leur seigneur ceux qui en jouissaient; et ils obtinrent bientôt que ces bénéfices leur fussent assurés pour la vie. Du Cange rapporte plusieurs passages tirés des anciennes chartes et des chroniques qui prouvent cette assertion. Après ce premier pas, il fut aisé d'obtenir ou d'extorquer des chartes qui rendissent les bénéfices héréditaires, d'abord en ligne directe, ensuite en ligne collatérale, et enfin dans la ligne féminine.

Il n'est pas aisé de fixer le temps précis auquel chacun de ces changements eut lieu. M. l'Abbé de Mably conjecture, avec quelque vraisemblance, que Charles Martel introduisit le premier la coutume d'accorder les bénéfices à vie. Et il est évident, d'après les autorités sur lesquelles il se fonde, que Louis le Debonnaire fut un des premiers qui les rendirent héréditaires. Mabillon néanmoins a publié un *placite* de Louis le Debonnaire, de l'an 860, par lequel il paraît que ce prince continua de n'accorder les bénéfices qu'à vie. L'an 889, Eudes de Paris, roi de France, concéda des terres à Ricabodus, son vassal, *jure beneficiario et fructuario*, pour sa vie, avec cette condition que s'il mourait et qu'il eût un fils, ce fils jouirait des mêmes terres également pendant sa vie. C'était un pas intermédiaire entre les fiefs purement à vie, et les fiefs héréditaires à perpétuité. Tant que les bénéfices retinrent leur première forme, et ne furent accordés qu'à volonté, le collateur exerçait non-seulement le domaine ou la prérogative du seigneur supérieur, mais il jouissait encore de la propriété, et ne laissait à son vassal que l'*usufruit*. Lorsqu'ils eurent reçu leur dernière forme, et qu'ils devinrent héréditaires, les jurisconsultes, en traitant des fiefs, continuèrent

ment dans les Gaules, qui étaient fort exposées aux incursions des Barbares. C'étaient des terres dans l'intérieur des provinces et sur les frontières, qu'on distribuait aux troupes barbares et aux vétérans romains, pour récompense et à la charge du service militaire. Elles passaient à leurs héritiers

de définir les bénéfices conformément à leur première institution ; mais la propriété n'appartenait plus au seigneur supérieur, et elle avait en effet passé dans les mains du vassal. Aussitôt que les seigneurs, ainsi que leurs vassaux, eurent senti les avantages réciproques de cette manière de posséder les fiefs, elle parut si commode pour les uns et pour les autres, que non-seulement les terres, mais les rentes casuelles, comme les droits d'excise et de péage, les salaires ou émoluments des offices, et les pensions mêmes, furent accordés et tenus à titre de fiefs ; et en conséquence, on promettait et l'on exigeait respectivement le service militaire.

Le même esprit d'usurpation qui rendit les fiefs héréditaires, encouragea les nobles à extorquer de leurs souverains des concessions d'offices également héréditaires. Plusieurs des grandes charges de la couronne devinrent héréditaires dans la plupart des royaumes de l'Europe ; les monarques connaissaient si bien cet esprit d'usurpation de la noblesse, et étaient en même temps si fort en garde contre ses progrès, que, dans quelques occasions, ils obligeaient ceux à qui ils conféraient quelque charge ou quelque dignité, à reconnaître par un acte formel que ni eux ni leurs héritiers ne pourraient prétendre la posséder de droit héréditaire. Cette révolution dans la propriété des biens occasionna un changement analogue dans le gouvernement politique ; les grands vassaux de la couronne, à mesure qu'ils étendaient leurs possessions, usurpèrent un degré proportionnel de puissance, abaissèrent la juridiction de la couronne, et foulèrent aux pieds les privilèges du peuple. C'est surtout par le rapport qui s'établit entre la propriété et le pouvoir, que la recherche des progrès de la propriété féodale devient un objet digne d'attention dans l'histoire : car dès qu'on a découvert quel était l'état de la propriété à une certaine époque, on peut déterminer avec précision quel était en même temps le degré de pouvoir dont jouissait alors le roi ou la noblesse.

Une autre circonstance, relative aux révolutions qu'éprouva la propriété, mérite aussi d'être remarquée. J'ai fait voir que chez les différentes tribus barbares, lorsqu'elles se furent partagé leurs conquêtes dans le cinquième et le sixième siècles, la propriété des terres était allodiale. Cependant, dès le commencement du dixième siècle, la propriété en plusieurs endroits de l'Europe était déjà devenue presque entièrement féodale. Comme la première espèce de propriété paraît être beaucoup plus avantageuse et plus désirable, un tel changement a de quoi surprendre ; surtout si l'on considère que, suivant l'histoire, la propriété allodiale se convertissait fréquemment en féodale, par un acte volontaire du possesseur. M. de Montesquieu a recherché les motifs qui déterminèrent à prendre un parti si opposé aux idées des temps modernes con-

sous la même condition. Voici à ce sujet un passage de saint Augustin, qui est remarquable en ce qu'il parle d'un serment de fidélité et d'un engagement particulier, que contractaient les soldats avant de recevoir ces bénéfices. *Notum est... quod milites seculi beneficia temporalia à temporalibus dominis*

cernant la propriété, et il les a exposés avec son exactitude et son discernement ordinaires. Le motif le plus puissant est celui qui nous est indiqué par Lambert d'Ardres, ancien écrivain cité par du Cange, au mot *alodis*. Au milieu de la confusion et de l'anarchie où toute l'Europe se trouva plongée après la mort de Charlemagne, dans un temps où presque tous les liens d'union entre les différents membres du corps politique étaient brisés, et où les citoyens étaient exposés à l'oppression et à la rapine, sans pouvoir attendre aucun secours du gouvernement, chaque individu sentit la nécessité de chercher un protecteur puissant, sous le drapeau duquel il pût se ranger et trouver une défense contre des ennemis, auxquels il ne pouvait résister avec ses propres forces. Ce fut par ce motif qu'un propriétaire de terres renonça à son indépendance allodiale et se soumit aux services féodaux : c'était afin de trouver de la sûreté sous le patronage de quelque seigneur respectable. Ce changement de la propriété allodiale en propriété féodale, devint si général dans quelques pays de l'Europe, qu'on ne laissa plus au possesseur des terres la liberté du choix ; on l'obligea de reconnaître quelque seigneur-lige, et de relever de lui. Beaumanoir nous apprend que dans les comtés de Beauvais et de Clermont, si le seigneur ou le comte venait à découvrir quelques terres de sa juridiction, pour la possession desquelles on ne fit aucun service et l'on ne payât aucune taxe ni redevance, il pouvait s'en emparer sur le champ ; car, dit-il, suivant notre coutume, personne ne peut posséder en propriété allodiale. C'est sur le même principe qu'est fondée cette maxime, qui, dans la loi de France, est devenue générale : *nulle terre sans seigneur*. En d'autres provinces de France, il paraît qu'on attachait plus de prix à la propriété allodiale, et qu'elle s'y conserva plus longtemps sans être dénaturée.

Les auteurs de l'*histoire générale du Languedoc*, tome 2, rapportent un très-grand nombre de chartes qui renferment ou des concessions, ou des ventes, ou des échanges de terres allodiales, situées dans cette province. Pendant le neuvième et le dixième siècles, et la plus grande partie du onzième, la propriété y semble avoir été absolument allodiale ; et à peine trouve-t-on dans les actes de cette province quelques vestiges de tenures féodales.

Les idées que les hommes ont de la propriété varient selon l'étendue de leurs lumières et les caprices de leurs passions ; car, en même temps que les uns s'empresaient de renoncer à leur propriété allodiale pour relever d'un supérieur par une tenure féodale, les autres paraissent avoir été jaloux de convertir leurs fiefs en propriété allodiale. Nous en avons un exemple dans une charte de Louis le Débonnaire, publiée par Eohard.

accepturi, prius militaribus sacramentis obligantur, et dominis suis fidem se servaturos profitentur.

Nous avons vu dans César que parmi les Gaulois il y avait des braves nommés *ambactes* ou *clients* des chevaliers, qui s'attachaient à eux, et les suivaient dans toutes leurs expédi-

En exposant ces différentes révolutions dans la nature des propriétés, je me suis presque borné jusqu'ici à ce qui est arrivé en France, parce que les anciens monuments de cette nation ont été conservés avec plus de soin, ou bien ont été éclaircis d'une manière plus satisfaisante que ceux des autres peuples de l'Europe.

En Italie, la propriété subit les mêmes révolutions, et elles se succédèrent l'une à l'autre dans le même ordre. Cependant il y a quelque raison de conjecturer que la propriété allodiale fut plus longtemps estimée chez les Italiens que chez les Français. Il paraît que plusieurs des chartes accordées par les empereurs, dans le neuvième siècle, conféraient un droit allodial sur les terres. Mais nous trouvons, dans le onzième siècle, quelques exemples de personnes qui se désistèrent de leur propriété allodiale pour la convertir en tenure féodale. Muratori observe que le terme *feudum*, qui fut substitué à celui de *beneficium*, ne se trouve dans aucune charte authentique, antérieure au onzième siècle. Le monument le plus ancien dans lequel j'ai trouvé le mot *feudum*, est une charte de Robert, roi de France, de l'année 1008. Il est vrai que ce mot se trouve dans un édit de l'an 790, rapporté par Brussel. Mais l'authenticité de cet édit a été contestée; et peut-être même que le fréquent usage qu'on y fait du mot *feudum*, est une raison de plus pour avoir des doutes à cet égard. L'explication que j'ai donnée de la nature des possessions, soit allodiales, soit féodales, est confirmée par l'étymologie même de ces deux mots: *alode* ou *allodium*, est composé des mots allemands *au* et *lot*, qui signifient *terre obtenue par le sort*. Il paraît, suivant les autorités alléguées par cet auteur et par du Cange, au mot *sors*, que ce fut par le *sort* que les peuples du nord partagèrent entr'eux les terres qu'ils avaient conquises. *Feodum* est composé de *od*, possession ou bien, et de *feo*, gage, *paié*; ce qui désigne que le fief était une espèce de salaire accordé en récompense de quelque service.

Le système féodal, chez les Allemands, fit absolument les mêmes progrès que nous lui avons vu faire en France; mais, comme les empereurs d'Allemagne, surtout depuis que la couronne impériale eut passé des descendants de Charlemagne dans la maison de Saxe, furent bien supérieurs en talents aux rois de France leurs contemporains; les vassaux de l'Empire n'aspirèrent pas de bonne heure à l'indépendance, et n'obtinent pas sitôt le privilège de posséder leurs bénéfices par droit héréditaire. Conrad II fut le premier empereur, suivant les compilateurs de la collection des livres des fiefs, qui rendit les fiefs héréditaires. Conrad monta sur le trône impérial en 1024. Louis le Débonnaire, sous le règne duquel les concessions de fiefs héréditaires devinrent communes en France, succéda à son père l'an 814. Cette innovation ne s'introduisit non-seulement que beaucoup plus tard parmi les vassaux des empereurs d'Alle-

tions guerrières. Ceux que Tacite appelle *compagnons* des princes, étaient chez les Germains à peu près ce qu'étaient les ambactes chez les Gaulois, mais tout cela subsistait-il de même sous les rois Francs? Non sans doute. Les ambactes ne purent se soutenir longtemps sous la domination romaine,

mais après que Conrad même l'eût établie, la loi ne cessa pas de favoriser l'ancien usage; et à moins que la charte du vassal ne portât expressément que le fief passerait à ses héritiers, on présumait toujours qu'il n'était donné qu'à vie. Après même l'innovation introduite par Conrad, il n'était point extraordinaire en Allemagne d'accorder des fiefs seulement pour la vie. Il existe une charte de ce genre qui est de l'année 1376. La transmission des fiefs aux lignes collatérales et féminines ne s'introduisit que très-lentement en Allemagne. Il y a une charte de l'an 1201, qui donne aux femmes le droit de succession, mais elle fut accordée comme une marque extraordinaire de faveur, et en récompense de services importants. Une partie considérable des terres, en Allemagne aussi bien qu'en France et en Italie, continua d'être possédée en franc-aleu longtemps après qu'on y eut introduit l'usage des tenures féodales.

Les personnes employées à la culture des terres, pendant les siècles qui font l'objet de nos recherches, peuvent se partager en trois classes : 1° les serfs ou esclaves; cette classe paraît avoir été la plus nombreuse. Elle était composée ou de prisonniers faits à la guerre, ou de personnes sur lesquelles on avait acquis le droit de propriété par quelques-uns des différents moyens rapportés par du Cange, au mot *servus*. On peut juger par diverses circonstances combien était misérable la condition de cette nombreuse classe d'hommes. 1° Un maître exerçait une autorité absolue sur la personne de ses esclaves, et avait le pouvoir de les punir de mort sans qu'aucun juge eût besoin d'y intervenir. Les maîtres restèrent en possession de ce droit dangereux, non-seulement des temps les plus reculés, lorsqu'ils n'avaient encore que des mœurs féroces; ils continuèrent même à en jouir jusqu'au douzième siècle. Après même que cette juridiction des maîtres eut été restreinte, la vie d'un esclave était réputée de si peu de valeur, qu'une fort modique amende expiait le crime de la lui avoir ôtée. Si les maîtres avaient droit de vie et de mort sur leurs esclaves, il est évident qu'on ne saurait mettre presqu'aucune borne à la rigueur des punitions qu'ils pouvaient leur faire subir. Les codes des lois anciennes prescrivaient, pour les crimes commis par les esclaves, des peines différentes de celles qu'on imposait aux hommes libres. Ceux-ci payaient seulement une amende ou composition; mais les autres subissaient des peines corporelles, qui étaient quelquefois excessivement rigoureuses; car, pour les fautes les plus légères, on pouvait, par exemple, appliquer les esclaves à la torture. Puisque le pouvoir des maîtres sur la vie et la personne de leurs esclaves était si étendu, il ne devait pas l'être moins sur leurs actions et sur leurs possessions. Dans les commencements, il n'était pas permis aux esclaves de se

lorsque les Gaulois eurent perdu le droit de faire la guerre. Les compagnons n'étaient plus nécessaires, ni utiles sous un gouvernement monarchique, et pouvaient faire ombrage à la puissance royale. Les bénéfices, dit Mably, devenaient inutiles

marier. Les deux sexes pouvaient se mêler ensemble, et même on les y invitait; mais cette union n'était point réputée mariage, et était appelée *contubernium*, et non *nuptiae* ou *matrimonium*. Ces idées étaient si généralement reçues, que, pendant plusieurs siècles après que les nations barbares eurent embrassé le christianisme, les esclaves qui vivaient comme mari et femme n'étaient unis par aucune cérémonie religieuse, et ne recevaient la bénédiction nuptiale d'aucun prêtre. Lorsque dans la suite on vint à considérer cette union entre les esclaves comme un mariage légal, il ne leur fut pas permis de se marier sans un consentement exprès de leur maître; et tous ceux qui étaient assez hardis pour négliger cette formalité, étaient punis sévèrement, quelquefois même étaient condamnés à mort. Lorsque les nations de l'Europe eurent pris des mœurs plus douces et des idées plus justes, les esclaves, qui se mariaient sans la permission de leur maître, n'étaient condamnés qu'à une amende. 3° Tous les enfants des esclaves restaient dans la condition de leurs pères, et appartenaient en propriété à leurs maîtres. 4° Un maître avait une propriété si entière sur ses esclaves, qu'il pouvait les vendre comme il lui plaisait. Tant que la servitude domestique dura, la propriété d'un esclave se vendit comme celle d'un autre meuble. Les serfs devinrent ensuite attachés à la glebe, *adscripti glebæ*, et se vendaient avec la ferme ou la terre à laquelle ils appartenaient. 5° Les esclaves ne pouvaient exiger de leur maître que la subsistance et le vêtement; tous les profits de leur travail lui appartenaient. Si un maître, par une faveur particulière, donnait à ses esclaves une pécule, ou leur assignait une somme fixe pour leur subsistance, ils n'avaient pas même la propriété de ce qu'ils avaient épargné sur cet objet; tout ce qu'ils amassaient appartenait au maître. Selon le même principe, tous les effets des esclaves appartenaient au maître après leur mort, et ils ne pouvaient en disposer par testament. 6° Les serfs étaient distingués des hommes libres par un habillement particulier. Comme chez toutes les nations barbares la longue chevelure était une marque de dignité et de liberté, les esclaves étaient obligés de se raser la tête; et cette distinction, quelque indifférente qu'elle pût être en elle-même, leur rappelait à chaque instant le sentiment de leur servitude. C'est par la même raison qu'il fut statué par les lois de presque toutes les nations de l'Europe, qu'un esclave ne serait point admis dans les cours de justice à donner témoignage contre un homme libre.

2° Les villains (*villani*) formaient la troisième classe des habitants de la campagne; ils étaient également attachés à la glebe ou à une métairie, dont le nom (*villa*) leur avait donné le leur, et ils passaient avec la métairie à celui qui en devenait le propriétaire. Les villains différaient des esclaves en ce qu'ils payaient à leur maître une rente fixe pour la terre qu'ils cultivaient; et dès qu'ils avaient payé ce tribut,

chez les Francs, tout homme libre étant obligé de porter les armes à ses propres frais.

Malgré ces réflexions, on ne peut disconvenir que les usages antiques n'aient été en bien des points le fondement et le

tous les fruits de leur travail et de leur industrie leur appartenait en toute propriété.

3^e La dernière classe des personnes employées à l'agriculture, était celle des hommes libres. Ceux-ci sont distingués par différents noms que leur donnent les écrivains du moyen-âge, tels que *arimanni*, *conditionales*, *originarii*, *tributales*, etc. Il y a lieu de croire que c'étaient des personnes qui possédaient quelque petit bien en franc-aleu, et qui en outre cultivaient quelque ferme appartenant à des voisins plus riches, et pour laquelle ils payaient un revenu fixe, en s'obligeant en même temps à faire plusieurs petits services, *in prato vel in messé, in aratris vel in vineis*; comme de labourer une certaine étendue de la terre du seigneur, et de l'aider pendant les moissons, les vendanges, etc.

L'exposé que je viens de tracer de la condition de ces trois différentes classes d'hommes, mettra le lecteur en état de sentir toute la force d'un argument que je produirai, pour confirmer ce que j'ai dit dans le texte concernant l'état malheureux du peuple. Malgré l'énorme différence qui se trouvait entre la première et la dernière de ces classes, l'esprit de tyrannie des grands propriétaires des terres était si ardent, et les occasions qu'ils avaient d'opprimer ceux qui s'étaient établis dans leur territoire et de rendre leur condition insupportable, étaient si fréquentes, que plusieurs hommes libres renoncèrent par désespoir à leur liberté, et se soumirent volontairement, en qualité d'esclaves, à leurs tyrans. Ils en vinrent à cette extrémité dans le dessein de donner à leurs maîtres un intérêt plus immédiat de les protéger et de leur fournir leur subsistance et celle de leurs familles.

L'*obnoxiation* est l'état de misère et d'oppression de la personne qui renonce à sa liberté. Il était même plus ordinaire aux hommes libres de céder à des évêques ou à des abbés leur liberté, afin d'avoir part à la sûreté particulière dont jouissaient les vassaux et les esclaves des églises et des monastères, et qu'ils devaient à la vénération superstitieuse qu'on avait pour le saint sous la protection immédiate duquel on était censé se mettre. Il fallait que cette condition fût en effet bien misérable, puisqu'elle portait un homme libre à renoncer volontairement à sa liberté, et à se mettre lui-même, comme esclave, à la disposition d'un autre. Le nombre des serfs, chez toutes les nations de l'Europe, était prodigieux. En France, au commencement de la troisième race, la plus grande partie de la classe inférieure du peuple était réduite à cette condition. En Angleterre, c'était la même chose. On trouve plusieurs faits curieux, relativement à la condition des *villains* ou esclaves en Angleterre, dans les *Observations sur les Statuts*. (ROBERTSON.)

modèle des usages postérieurs. Malgré les changements accessoires, que la différence des circonstances et les révolutions du gouvernement ont amenés, on reconnaît le même génie subsistant dans les deux nations dont nous venons de parler. Les vassaux sont copiés d'après les ambactes et les compagnons. Les fiefs, du moins quant à leur essence, ont été préparés par les bénéfices romains. Presque tous ceux qui ont traité des fiefs s'accordent à les définir, des terres données à la charge de foi et hommage, et ordinairement de quelque service, surtout du service militaire.

Quoique le roi chez les Francs eût pris la place des princes Germains, et que ce fût à lui que la plupart des guerriers se recommandaient pour le suivre contre les ennemis, et pour partager ses récompenses; il faut convenir cependant qu'il n'était pas le seul, qui eût des hommes et des vassaux. De simples particuliers, de même que les prélats, les ducs et les comtes en avaient aussi qui s'engageaient étroitement à leur service. Il est vrai que ces premiers vassaux étaient bien différents de ce qu'ils devinrent dans la suite, sous la seconde et sous la troisième race. Ce n'étaient proprement que des domestiques libres, selon l'étymologie du mot.

Au reste, il y avait une grande différence entre bénéficiaire et vassal, même sous la seconde race. Tout bénéficiaire était vassal, mais tout vassal n'était pas bénéficiaire. La recommandation qui constituait le *vassal*, l'*homme* ou le *dévoté* d'un seigneur, précédait toujours l'octroi du bénéfice et du fief; mais le bénéfice n'en était pas toujours une suite.

Le vasselage, en un mot, était personnel et indépendant du bénéfice. Aussi voit-on beaucoup de vassaux, non-seulement des particuliers, mais du roi, qui n'en ont point.

Les vassaux avaient sous eux d'autres vassaux. Les vassaux du roi, *homines majores*, avaient la prérogative de venir prêter serment entre les mains du roi, tandis que leurs sous-vassaux, *illorum homines*, le prêtaient entre les mains des commissaires. Carloman, fils de Louis le Bègue, permit aux vassaux du roi de ne pas jurer eux-mêmes quand ils seraient accusés, et de faire prêter serment à leur place par leurs vassaux ou leurs hommes. Le comte est seulement autorisé à les réprimer, s'ils font quelques rapines.

Il ne faut pas confondre la qualité de *vassal* avec celle de *sujet*, quoique l'hommage de l'un et le serment de fidélité de l'autre se fissent quelquefois en même temps, et que, sous la seconde race, le nom de *fidèle* paraisse commun à tous. On pourrait citer un foule de passages tirés des Formules et des Capitulaires, pour prouver que *fidèle* signifiait anciennement sujet, ou quiconque était obligé à la fidélité envers le souverain. Dans l'assemblée d'Attigni, ainsi que dans les formules de Marculfe, il est ordonné que tous les sujets du roi sans distinction de nation, lui prêtent serment de fidélité. Voilà les fidèles. Cela n'empêche pas cependant que ce nom, et encore celui de *leudes*, ne se prit souvent pour les vassaux, pour les grands de l'Etat, ou pour les fidèles. ~~dans un~~ sens éminent; pour ceux que leurs places, que l'hommage ou la recommandation attachaient singulièrement au roi. Charlemagne appelait ses fidèles les grands et les principaux officiers de ses armées.

Clotaire II, dans l'édit de 615, met les fidèles au même rang que les pontifes et les premiers de l'Etat. Il appelle fidèles ou leudes tous ceux qui ont reçu des bénéfices royaux. Voyez aussi le traité des fiefs de M. Brussel, il prouve soli-

dement que les termes *foi* et *hommage* ont été mal à-propos confondus ; que *foi* exprime les devoirs de tout sujet envers son souverain, *hommage* les engagements particuliers du vasselage. Il rapporte des exemples de plusieurs évêques, et autres seigneurs, qui, par des actes séparés, font serment de fidélité au roi et hommage pour leurs fiefs. Remarquons seulement ici l'hommage de Tassillon, duc de Bavière, qui mit ses mains dans les mains du roi Pépin à la manière des Francs, pour se recommander comme vassal, et promit avec serment d'être fidèle au roi et à ses fils.

La qualité de vassal et celle de sujet n'ont été confondues que dans l'anarchie de la seconde race, lorsque les seigneurs, s'arrogeant tous les droits régaliens, exigèrent et l'hommage et le serment de fidélité, et firent ainsi de leurs vassaux de véritables sujets.

Ce qui est également difficile et important, nous l'avons dit, c'est de démêler la nature précise des bénéfices anciens, d'en suivre les variations, de saisir le moment où ils se confondent avec les fiefs. Dans le temps des incursions et des conquêtes des Francs, un grand nombre des bénéfices établis dans les Gaules par les Romains se trouvèrent vacants, par la mort et par la désertion de ceux qui les occupaient. Les rois francs ne manquèrent pas de distribuer ces récompenses militaires aux braves qui les avaient servis avec tant de succès. Ils ne pouvaient assurer autrement des établissements convenables à la plupart d'entr'eux ; puisqu'ils ne dépouillèrent pas les habitants de leurs terres, comme avaient fait les Bourguignons et les Visigoths, que même ils ne s'étendirent dans les Gaules qu'à la faveur de leurs intelligences avec les naturels du pays, et du bon traitement qu'ils faisaient aux peuples. Ils détachè-

rent aussi de leurs domaines un grand nombre de terres, qu'ils donnèrent en propre pour toujours, ou à titre de bénéfice pour un temps seulement, au plus pour la vie. C'est ainsi que Clovis donna en bénéfice à Aurélien le duché de Melun.

Par le traité d'Andlaw, les bénéfices et tous les dons du roi ne furent plus amovibles arbitrairement. Mais ils ne devinrent constamment héréditaires que sous Charles le Chauve. Louis le Débonnaire avait auparavant détaché plusieurs terres du domaine de ses pères, pour les donner à perpétuité.

Une objection se présente ici naturellement. Ces bénéfices, du moins sous la première race, n'étaient-ils pas de purs dons et sans aucune charge? Il n'est fait aucune mention de charges dans les actes qui se sont conservés. D'ailleurs, tous les Francs étant obligés au service militaire, qu'était-il besoin de bénéfices sur le modèle de ceux des Romains? En ce cas ces bénéfices ne tiendraient en rien de la nature des fiefs, et ne seraient point de notre sujet.

Si les rois Francs ont pu donner des terres à des femmes et à des Eglises sans aucune charge, il n'est nullement croyable que, dans une nation toute guerrière, ils se soient dépouillés de leurs domaines et des bénéfices militaires en faveur de leurs sujets capables de porter les armes, sans avoir imposé d'engagement particulier à leurs personnes, ni un service. Il nous reste si peu d'actes originaux de cette première race, qu'il n'y a pas lieu d'être surpris que nous ne trouvions rien de formel sur ce point dans nos antiquités. Nous n'avons pas un seul diplôme de la première race en faveur d'un particulier. Ceux de la seconde, que nous avons en assez grand nombre, gardent sur ce sujet un profond silence. Les capitulaires et des pièces particulières y suppléent, et nous apprennent l'obligation spé-

ciale qui était imposée aux bénéficiers de servir à la guerre, et ailleurs, à leurs dépens.

Ces secours nous manquent pour la première race. Mais nous avons lieu de croire que les devoirs des bénéficiers à l'égard du roi étaient à peu près les mêmes sous la première race que sous la seconde; qu'ils étaient obligés au service militaire, sinon à raison de leurs bénéfices, du moins comme vassaux. Le vassal, en se recommandant, se dévouait au service de son seigneur, selon l'usage antique venu des forêts de la Germanie, et contractait des engagements particuliers indépendamment de ceux de sujet. Il n'est pas vrai cependant, comme semble l'assurer Muratori, qu'il n'y eût de recommandation que pour le vasselage, et point du tout à la réception du bénéfice. Dans une lettre d'Eginard on voit qu'un vassal de Charlemagne suppliait qu'il lui fût permis de posséder un bénéfice que cet empereur lui avait donné, jusqu'à ce qu'il pût venir en sa présence, et se recommander entre ses mains.

Malgré la disette des monuments, il ne serait pas impossible de remarquer, dès la première race, quelques vestiges des obligations qu'imposait la qualité de bénéficiaire. Nous voyons dans la vie de sainte Godeberte, qui vivait vers le milieu du septième siècle dans le territoire d'Amiens, que les bénéficiers ne faisaient rien d'important, même dans l'intérieur de leur famille, sans l'ordre du roi. Les parents de cette sainte n'osaient la marier sans la permission du roi, parce qu'ils étaient ses bénéficiers. L'obligation de porter les armes dut être bien plus étroite, du moins jusqu'à ce que la faiblesse des rois et les intérêts particuliers des maires eurent lâché la bride à la licence. L'inobservation du serment prêté au souverain était

punie dès le commencement par la privation des bénéfices.

Bientôt les églises et les particuliers, à l'exemple des rois, voulurent avoir des vassaux, formèrent des bénéfices de leurs possessions et les leur distribuèrent. Ces vassaux étaient encore, comme chez les Germains, un ornement dans la paix et un rempart dans la guerre. Un capitulaire de Compiègne de 757 nous apprend que les bénéficiers vassaux d'un seigneur avaient eux-mêmes des vassaux. Ils sous-inféodaient une partie de leurs bénéfices, aux mêmes conditions qu'ils les avaient reçus.

Quoique nos rois possédassent des domaines fort étendus, leurs profusions les mirent bientôt hors d'état de rien donner. Cependant un grand nombre de propriétaires, qu'ils voulaient favoriser, ambitionnaient d'être agrégés au corps des bénéficiers. Outre la distinction qu'il y avait à tenir des terres du roi, elles étaient exemptes de tout droit onéreux, et soustraites à la juridiction ordinaire, comme le prouvent plusieurs diplômes de la première race. On imagina dans le septième siècle de donner au roi ses alleux. Le roi les recevait et les rendait au donateur en bénéfice pour sa vie, et après sa mort à ses descendants à perpétuité. C'est ainsi qu'on dénatura ses propres, pour les convertir en bénéfices. Dans la suite, au contraire, on chercha à dénaturer les bénéfices et à les faire passer pour des propres. Cela dut arriver sur le déclin de la première race, lorsque l'avisement de l'autorité royale rejaillit sur les bénéfices qui en émanaient, que les impôts cessèrent d'être payés, et que les grands, abusant de leurs forces et de leur crédit, rendirent communes à toutes les terres les prérogatives qui avaient jusque-là distingué les bénéfices. Ce fut alors que le roi et les églises prirent toutes sortes de précau-

tions pour conserver dans leur nature et en leur entier les bénéfices qu'ils conféraient. Il était défendu aux vassaux de rien soustraire des bénéfices, pour le faire passer dans leurs héritages. Les envoyés du roi avaient ordre de faire faire des dénombrements exacts de tous les bénéfices et de tous les hommes casés, *homines casati*, qui les servaient. Ce fut inutilement. Les bénéficiers avaient recours à mille artifices, pour dégrader les bénéfices et les rendre méconnaissables. Ils les donnaient en propriété et les rachetaient ensuite en propriété, ou du produit de la vente ils acquéraient des propres. Ils tiraient des bénéfices les hommes qui y résidaient, pour les transporter dans leurs domaines, et la cour du seigneur demeurait déserte.

Il est ordonné très-souvent aux seigneurs de se rendre à l'armée à la première convocation, et d'y amener tous leurs hommes, sous peine, s'ils y manquent, de perdre leurs bénéfices; et, s'ils ont tardé à remplir ce devoir, de s'abstenir de vin et de viande autant de jours qu'ils ont différé. Les vassaux devaient accompagner leur seigneur; et si celui-ci était retenu à la cour pour le service de l'empereur, ils marchaient sous la bannière du comte, comme les hommes libres qui ne dépendaient d'aucun seigneur.

Jusqu'ici, il n'est question que du service contre les ennemis de l'Etat. Charlemagne avait défendu, en 805, aux vassaux de prêter serment à d'autres qu'au roi et à leur seigneur. Mais le serment prêté au seigneur était subordonné à celui qu'en était obligé de faire auparavant au roi. Un capitulaire de 813 parle expressément de l'obligation imposée aux pairs d'aider le fidèle, qui leur a demandé du secours, pour faire la guerre à son ennemi particulier. Et il est statué que le

vassal qui y manquera sera dépouillé de son bénéfice, lequel sera donné au vassal qui aura rempli exactement son devoir. On ne peut pas hésiter à donner le nom de fief à ces sortes de bénéfices, qui en ont le caractère principal. Au reste, ces lois parlent des devoirs des bénéfices et du vasselage, comme de quelque chose de bien établi, et non pas comme d'une innovation : et par conséquent on est autorisé à faire remonter plus haut l'origine des fiefs proprement dits. La matière du fief, c'est-à-dire le bénéfice, existait avant la naissance de la monarchie. La forme, pour parler le langage de nos feudistes, est aussi dans la condition de foi et hommage du service.

Quant aux droits et aux prérogatives des fiefs, il est bien vrai que nous ne les trouvons pas tous encore : il a fallu plusieurs siècles pour leur donner le jour. Nés à la faveur des troubles et de l'anarchie, ils ne parurent que les uns après les autres, et se diversifièrent sans règle et sans bornes, selon que la force ou le caprice en décida. A l'avènement de Louis le Débonnaire au trône, les comtes avaient droit de disposer des bénéfices de leur district en faveur des hommes libres qui s'étaient recommandés à eux, comme vassaux, et d'en exiger tous les services que les seigneurs avaient coutume de demander à leurs vassaux. Louis parle de ce droit comme d'un usage constant, *more solito*. Dans le second diplôme pour les espagnols réfugiés, il est ajouté que les vassaux, du moins parmi eux, laisseront leurs terres à leurs descendants avec les mêmes charges. Charles le Chauve, en 844, confirma tout ce qu'avait fait son père.

Charlemagne, dans le partage qu'il fit de l'empire français entre ses trois fils, avait déjà permis à tous les hommes libres

de se recommander à qui ils voudraient, et de recevoir des bénéfices, mais dans un seul royaume, tandis qu'ils pouvaient sans difficulté posséder des héritages dans les trois royaumes tout-à-la-fois. Cette différence venait des engagements particuliers de vassal : on craignait qu'ils ne se trouvassent en concurrence avec ceux de sujet. Louis le Débonnaire prit les dispositions de son père pour modèle en 837, lorsque lui-même partagea ses états à ses trois fils.

Dans l'espace de quelques années, les droits des seigneurs et les devoirs des vassaux subirent de grandes révolutions. Charlemagne avait défendu à tout vassal de quitter son seigneur, dès qu'il en avait reçu quelque chose, ne fût-ce que la valeur d'un sou ; à moins qu'il n'eût voulu le tuer, ou le frapper avec un bâton, déshonorer sa fille ou sa femme, ou lui ravir son héritage.

Son petit-fils, Charles le Chauve, varia beaucoup à ce sujet. Il permit d'abord aux vassaux de quitter le seigneur qu'ils avaient choisi, quel qu'il pût être, pourvu qu'ils eussent soin de lui remettre auparavant tout ce qui venait de lui. Trois ans après, il ordonna à tout homme libre de son royaume de choisir un seigneur parmi ses fidèles, ou de le prendre lui-même pour seigneur, et de ne pas quitter son seigneur sans de fortes raisons, selon la coutume établie du temps des rois ses prédécesseurs ; de le servir à la guerre et dans toute autre occasion, à moins qu'il ne s'agit d'une invasion du royaume, pour laquelle tout le peuple était obligé de prendre les armes. Cette constitution obligeait-elle tous les propriétaires à soumettre leurs aleux aux seigneurs, pour les tenir d'eux en fief, ou ne leur imposait-elle que des engagements personnels ? C'est une question entre les savants, qui ont consacré leurs veilles à éclair-

cir nos antiquités. Le Prince ne parle ni d'aleux, ni de fiefs, et les chartes rapportés par Dominicy et par Catel, en nous montrant un grand nombre de francs-alleux après le règne de cet empereur, prouvent ou que son ordonnance ne regardait point les héritages ou qu'elle fut très-mal observée. Mais il n'est pas douteux que, dans la décadence entière de l'autorité royale, les grands n'aient asservi les fonds ainsi que les personnes, et que la plupart des propriétaires ne se soient trouvés trop heureux de conserver, comme vassaux et sujets, des terres dont ils appréhendaient d'être totalement dépouillés.

Enfin les fiefs et les bénéfices de dignité, qui jusqu'alors avaient été à la disposition du souverain, après la mort du bénéficiaire, commencèrent à devenir héréditaires. Le même Prince, dans l'assemblée de Kiersi, en 877, régla que les fils des comtes et des vassaux du roi leur succéderaient dans leurs bénéfices et dans leurs honneurs. Il ordonna aux évêques, abbés, comtes, et généralement à tous les fidèles, d'accorder cette prérogative à tous leurs vassaux. Ce dernier règlement de Charles le Chauve n'était que provisoire selon ses vues, et pour le temps seulement de son expédition en Italie. Il n'était d'ailleurs qu'en faveur des fils des bénéficiaires. Mais les bénéficiaires en prirent droit, pour rendre héréditaires et patrimoniaux leurs fiefs et leurs offices. Ce ne fut guère que pour la forme que quelques seigneurs demandèrent dans la suite l'agrément du souverain, pour les partager entre leurs enfants.

La plupart des auteurs datent de ce moment l'anéantissement de la puissance royale et l'origine du gouvernement féodal.

Une observation importante que nous faisons d'après nos feudistes, c'est qu'il y eut en général deux sortes de fiefs, te-

nus sous des conditions fort différentes. Les uns étaient dans leur origine des propres, pour lesquels les possesseurs consentirent à prêter foi et hommage à des seigneurs, dans la vue de se ménager leur protection, du moins de se rédimmer de leurs vexations, et d'entrer dans le corps féodal, qui, sur la fin de la seconde race, fit le seul corps de l'état. Les autres fiefs étaient des portions du domaine des seigneurs ou des dignités, que les seigneurs et les dignitaires démembraient en faveur de leurs vassaux. Comme ces fiefs tiraient leur existence uniquement de la concession des seigneurs, ils y attachèrent telles conditions qu'il leur plut, et les tinrent dans une étroite dépendance. Il n'en fut pas de même des premiers, pour lesquels les vassaux n'étaient souvent tenus qu'à la prestation de foi et hommage, sans aucun service, et dont ils pouvaient même disposer à leur gré, pourvu qu'ils en gardassent une portion suffisante.

L'hérédité, la multiplication des fiefs, et surtout la faculté de les acquérir, qui fut enfin donnée ou vendue à tout le monde indifféremment, ont dû occasionner bien des abus et augmenter considérablement le nombre des nobles. Mais il ne paraît pas que de leur nature ils conférassent la noblesse. Lors même que les fiefs étaient le plus en honneur dans les premiers siècles de la troisième race, ils ne donnaient certaines franchises et certaines prérogatives de la noblesse aux hommes non nobles, que tandis qu'ils y demeuraient, qu'ils étaient *levants et couchants* sur leurs fiefs.

Enfin, une preuve sans réplique que les fiefs ne donnaient pas la noblesse par eux-mêmes, c'est que nous voyons que les rois ont accordé souvent des lettres de noblesse à des laïques non nobles qui étaient seigneurs de fief, ou quelquefois

même, qui voulaient acquérir des fiefs affectés exclusivement aux nobles.

En un mot, les ordonnances des rois de France, la jurisprudence des Parlements, la disposition des coutumes, la nature même et l'objet des fiefs, tout concourt à établir que bien loin que l'acquisition des fiefs fût une voie ouverte aux non nobles, pour être agrégés et confondus avec le corps de la noblesse, il fallait originairement être noble pour posséder des fiefs, des arrière-fiefs et toutes sortes de biens nobles. C'est une opinion du moins fort vraisemblable et bien appuyée, qu'il n'y eut de changement à cet égard que du temps des Croisades. Les gentilshommes se trouvaient obligés de vendre une partie de leurs fiefs et de leurs seigneuries, pour subvenir aux frais de ces expéditions ruineuses, et il n'y avait guère que des roturiers qui pussent les acquérir, parce que la noblesse allait en foule prendre la croix. Les rois se virent comme forcés de se relâcher de la rigueur de la loi, qui déclarait les roturiers incapables de posséder des biens nobles. Mais pour empêcher la confusion des deux ordres, et pour conserver du moins dans tous les siècles le souvenir de la loi, ils n'accordèrent cette dispense aux laïques non nobles qu'à condition de payer une somme pour chaque fief qu'ils achetaient; et ils eurent soin de renouveler cette taxe de temps en temps, après un certain nombre d'années de jouissance. C'est ce qu'on appelle *le droit de francs-fiefs*. Depuis saint Louis jusqu'à la première révolution, il s'est conservé une foule d'édits et d'ordonnances qui imposent cette obligation aux laïques non nobles, soit pour acquérir ou pour être maintenus dans la jouissance des fiefs.

Il existe aussi plusieurs arrêts du Parlement qui défendent

aux roturiers de posséder des fiefs sans une permission expresse du roi.

Cette défense de faire passer les fiefs aux laïques non nobles était fondée sur la nature et sur l'objet des fiefs. Les rois n'en avaient accordé la propriété aux gentilshommes que dans la vue de se les attacher spécialement par le serment de foi et hommage, et pour les mettre en état de les suivre à l'armée à leurs propres dépens, et à la tête de leurs vassaux et de leurs sujets.

CHAPITRE IV.

Y avait-il des nobles en France sous la première race? Quelle était la position des hommes libres non nobles?

Sans doute il y avait des nobles dans les premiers siècles de la monarchie, mais il ne faut pas attacher à ce terme les mêmes idées qu'il réveille en nous, lorsque nous parlons de l'ancien régime. Sans doute les anciennes distinctions et les privilèges de la noblesse française ne remontent point à l'origine de la monarchie. Il n'y avait pas de nobles alors, tels qu'il y en avait il y a un demi-siècle; et la question prise dans ce sens serait aussitôt résolue que proposée. Mais y avait-il un ordre de citoyens distingué de tout autre par la naissance seule? Voilà ce qu'il faut examiner.

César, nous l'avons vu, ne nous permet pas de douter qu'il n'y ait eu des chevaliers parmi les Gaulois. Les Gaulois ne furent point faits esclaves par les Romains; ils conservèrent sous ces nouveaux maîtres leurs usages, leurs lois, toutes leurs prérogatives. Les changements que le commerce ou la domination des Romains introduisit insensiblement parmi

eux, n'allèrent jamais jusqu'à éteindre la noblesse, qui avait été établie dans Rome même dès son origine. Bien loin de là, le gouvernement romain fut pour les Gaulois la source d'une nouvelle noblesse. Grand nombre de familles gauloises entrèrent dans le sénat de Rome, furent associées aux droits et aux honneurs des familles sénatoriennes, décorées des dignités curules, qui donnaient la noblesse.

Les Romains avaient coutume de désigner sous le nom d'honorés, *honorati*, les citoyens les plus distingués des Gaules, c'est-à-dire les nobles gaulois. Ils avaient la préséance sur les autres dans l'assemblée générale des Gaules, qui se tenait à Arles. Ils donnaient leurs voix séparément du clergé et des bourgeois dans l'élection des évêques, comme il paraît par la lettre de Léon I aux évêques de la province de Vienne.

Sidoine Apollinaire, dans sa lettre à Ecdicius, nous apprend que, sur le déclin de l'empire, la noblesse gauloise était distinguée du peuple par sa longue chevelure. Pour montrer qu'Actard peut demeurer à Nantes, dont il était évêque, Hincmar de Reims dit, dans sa lettre au pape Adrien, que « Nantes est une ville où réside un comte, habitée par des clercs et par des laïques nobles et non nobles. »

Ces expressions de race, de famille, de l'ordre sénatorien, *ex familiâ, ex gente senatoriâ, ex ordine et genere senatorio*, nous font voir sans ambiguïté une noblesse parmi les descendants des Gaulois, qui avaient été agrégés au sénat de Rome. Il y en avait beaucoup dans la Gaule narbonnaise, dès le temps d'Auguste.

Avitus, évêque de Vienne, dans une lettre écrite aux évêques d'Italie au nom des évêques de France, prend le titre de sénateur romain. Grégoire de Tours dit d'Apollinaire, évê-

que d'Auvergne, « que si l'on regarde l'état du siècle, il est très-noble et des premiers sénateurs des Gaules ; » de saint Sulpice, évêque de Bourges, « qu'il est fort noble et des premiers sénateurs gaulois ; » d'Honorius, évêque d'Arles, « qu'il est né à Arles d'une famille consulaire et sénatorienne. » Le mot *consulaire* détermine sans équivoque le sens de celui de *sénatorienne*. Le premier ne peut signifier qu'une illustration héréditaire et perpétuée avec le sang. On ne peut donc entendre autrement le second.

Nous voyons dans plusieurs endroits de l'histoire des Francs, surtout dans Grégoire de Tours, que cette illustration, qui venait d'une extraction sénatorienne, subsista longtemps. Ce sont des *hommes sénatoriens*, que les rois donnent en otage dans leurs traités, et qu'on élève par préférence aux dignités de l'Eglise. On sait que dans les premiers siècles les Barbares étaient exclus des prélatures : les Gaulois seuls paraissaient capables de remplir ces places. Le roi avait coutume de ne nommer, le peuple et le clergé de n'élire que des nobles. La cinquième formule de Marculfe est ainsi conçue : « Le roi N. à l'évêque, etc. « Nous avons résolu de confier la dignité pontificale dans cette ville à un personnage illustre, que sa vertu reconnue rend recommandable, et que sa noblesse relève, etc. »

Venons à la noblesse des Francs. C'est un sujet de discussion bien plus épineux et plus controversé. Plusieurs auteurs, comme l'abbé Dubos et Adrien de Valois, qui reconnaissent sans difficulté des nobles parmi les Gaulois, ne voient qu'un même ordre de personnes parmi les Francs, que l'ordre des hommes libres. Citons fidèlement les autorités les plus claires et les plus décisives : supprimons toutes celles qui ne soutiendraient pas l'examen d'une critique impartiale.

Nous lisons dans Tacite que chez les Germains la valeur décidait du choix des généraux, et la noblesse du choix des rois. Grégoire de Tours ne s'éloigne pas de l'historien romain, lorsqu'il dit que les Francs prenaient leurs rois parmi les Francs chevelus de la première et de la plus noble famille d'entr'eux; que Clodion, roi des Francs, était très-noble. Chacun, dit ailleurs Tacite, est écouté dans l'assemblée des Germains avec les égards que méritent son âge, sa noblesse, ses exploits et son éloquence. Il remarque qu'une noblesse illustre ou les services signalés des pères élèvent au rang de prince même dans la première jeunesse. Il s'agit manifestement d'une noblesse de naissance. Il distingue formellement en plusieurs endroits, comme autant d'états séparés, les serfs, les affranchis, les ingénus et les nobles.

Plusieurs passages nous font voir chez les Francs une noblesse transmise héréditairement. On sait que les premières dignités de l'Etat, comme celle de maire du palais, ne se conféraient guère, dans les commencements de la monarchie, qu'à des Francs d'origine. Eginard observe que le peuple avait coutume de nommer pour la mairie ceux qui étaient les plus distingués par leurs richesses, et par la noblesse de leur famille.

On remarque souvent que nos rois épousent des femmes de leur nation, parce qu'elles étaient d'une noblesse illustre.

Frédégonde, pour animer deux scélérats à commettre un forfait aussi dangereux qu'atroce (il s'agissait d'assassiner le roi Childebert ou sa mère Brunehaut) : « armez-vous de courage, dit-elle, et faites attention que si de braves gens périssent souvent à la guerre, c'est pour leurs descendants une source

de noblesse, de considération et d'opulence, qui effacent les anciennes maisons. »

On lit dans un auteur contemporain : *Chrodegand, fils de Sicramne et de Landrade, était de la première noblesse qu'il y eût parmi les Francs. Il mérita d'être élu évêque de Metz, sous le règne de Pépin.*

Il faut donc qu'il y eût, chez les Francs, des personnes, qui, en vertu de leur naissance seule, étaient distinguées des autres.

La loi des Frisons distingue les nobles, à qui elle donne une composition de quatre-vingts sous, le libre, le lite et le serf, dont les compositions décroissent à raison de leur état. La classe des nobles reparait très-souvent dans ces lois, ainsi que dans celle des Saxons, qui distingue les nobles des libres, les libres des affranchis ou lites, et ceux-ci des serfs, et nous fait voir des hommes libres sous la protection des nobles. Toutes ces classes sont tellement séparées, qu'il leur est défendu sévèrement de se mêler par les mariages. La loi des Bavares fait mention de plusieurs familles parmi la noblesse, plus honorées que les autres, et qui ont de plus fortes compositions. Dans la loi des Allemands et des Lombards, on distingue, outre les serfs et les affranchis, trois classes d'hommes libres ; de la première, *primus, meliorissimus*, de la moyenne, *medianus*, de la dernière, *minofledis*. On fait même une mention particulière des femmes de ces trois classes. Les compositions sont en proportion avec le rang de ces classes ; la naissance les faisait.

Les Francs, c'est-à-dire les nobles Francs, sont souvent assimilés aux nobles de ces nations. Ils étaient donc aussi véritablement nobles qu'eux. *Il périt quantité de nobles français*

et saxons dans les guerres de Charlemagne, dit Eginard : le Capitulaire des Saxons de 797, égale la composition des Francs à la composition des plus nobles Saxons : et par le mot *Franc*, aussi bien que par celui de *Salique*, il faut souvent entendre non pas les Francs en général, quels qu'ils fussent, affranchis, colons, etc., mais les nobles. Othon de Frisingue, parlant de la loi salique, dit : les plus nobles Francs, qu'on nomme Saliques, la suivent encore. *Hâc nobilissimi Francorum, qui Salici dicuntur, adhuc utuntur*. Nous trouvons dans les formules de Marculfe : les Francs tels quels, *Franci tales quales*, et les Francs bien Saliques, *et Franci benè Salici*. Dans la constitution de Childebert, en 595 : « si c'est un Franc, qu'il soit amené devant nous ; si c'est une personne inférieure, qu'elle soit pendue sur la place. » Dans le Capitulaire de 755 : « si c'est une personne plus relevée, le roi en décidera. » *Si major persona est, regis in arbitrio erit*. Les mots *major persona*, personne plus relevée, répondent à *Francus*, Franc, qui est opposé à *debiliior persona*, personne inférieure ; et ces derniers mots ne peuvent signifier qu'un homme libre, d'autant plus qu'il y a un article exprès pour les serfs. Par conséquent *Francus* désigne nécessairement des hommes libres d'un ordre supérieur et privilégié.

Mais, nous dira-t-on, plus il est selon vous certain ou plausible, qu'il y avait chez les Francs une classe de nobles bien distingués des hommes simplement libres ; plus il est étonnant qu'il n'en soit fait aucune nation dans la loi Salique, qui entre cependant dans les détails les plus minutieux sur les conditions les moins relevées. On a répété bien des fois ce mot d'Adrien de Valois, *in lege Salicâ nulla Nobilium fit*

mentio, « la loi salique ne parle point du tout de nobles, » comme une objection péremptoire et sans réplique.

Nous répondons cependant : 1° que quand il serait vrai que la loi Salique n'aurait marqué aucune composition pour le noble, cette preuve négative ne pourrait anéantir, ni même balancer les preuves positives que nous avons déduites, et que nous rapporterons encore : qu'il ne serait même pas difficile de donner des raisons de ce silence, ainsi que l'a fait l'auteur de *l'Origine de la noblesse française* ; que d'ailleurs la composition du Franc noble, qui manque dans cette loi, se trouve dans la loi de Charlemagne, qui a suppléé à ce qui manquait aux lois des Francs.

2° Nous disons qu'on ne peut pas assurer que la loi salique n'ait point fait mention de nobles Francs, parce qu'il est sûr que cette loi ne nous est point parvenue en son entier. Plusieurs formules anciennes la citent comme contenant des réglemens sur l'affranchissement par le denier, et sur le mariage des filles. Or, la loi salique, comme nous l'avons vu, ne parle ni de l'un ni de l'autre objet. Les différents exemplaires de cette loi sont plus ou moins défectueux. Ce sont ces raisons, auxquelles il serait aisé d'en ajouter d'autres, qui ont fait dire au savant Jérôme Bignon, qu'un grand nombre d'articles de la loi salique avaient été perdus.

Nous répondons : 3° qu'il est faux que la loi salique n'ait rapporté aucune composition pour le Franc noble. L'homme, le fidèle ou le vassal du roi, l'antrusion, dont il est parlé dans la loi salique, paraît être le même que le Franc noble du Capitulaire de Charlemagne, puisque la composition est la même. Et qu'en ne dise point qu'on n'était pas antrusion par la naissance, mais que le prince créait les antrusions, comme nous

l'apprennent les formules de Marculfe. Il n'est pas du tout contradictoire que la naissance et la déclaration du prince fissent des antrustions ; bien loin de là , c'est un nouveau trait de conformité avec les nobles.

Dans l'édition de la loi salique par Hérold et Windelin, on trouve la composition due pour la mutilation de l'homme libre, *ingenui*, fixée à cent sous ; pour la mutilation du *Salique*, à deux cents sous. L'homme salique, comme nous l'avons déjà dit, signifie souvent dans nos anciens monuments un noble et très-noble Franc, surtout lorsqu'il est opposé comme ici à l'ingénu. C'est ainsi, selon plusieurs auteurs, que Conrad II fut surnommé *le Salique* dans le onzième siècle, à cause de sa haute naissance. Salique dans la loi ne peut signifier qu'un homme supérieur à l'homme libre par sa naissance, puisque la qualité de salique ne provenait que de là, et n'indiquait aucun office. Elle ne marque pas non plus la nation précisément : le simple Franc vient d'être exprimé par le terme *ingenuus*, qui dans nos lois en est le synonyme. Pourquoi donc, dira-t-on, ne trouve-t-on pas une composition particulière pour le salique, dans le titre des meurtres, comme dans celui des mutilations ? Il est probable que la composition pour le meurtre du noble Franc ou Salique a été omise par les copistes comme l'avait été dans la plupart des manuscrits, et même de nos éditions, l'article de la composition pour la mutilation du Salique, que nous venons de rapporter. En effet, il résulte de cette dernière composition qu'il y en avait une à plus forte raison pour le meurtre, et que l'état défectueux dans lequel cette loi nous est parvenue est la seule raison qui fait qu'on ne l'y trouve pas. Qu'on nous permette de prouver qu'elle y était, par un raisonnement péremptoire. Dans

la récapitulation des compositions de la loi salique, publiée par Charlemagne, il y a quatorze compositions à six cents sous, et dans la loi même on n'en compte que neuf. Qu'on y joigne les titres soixante-quatorze et soixante-quinze de l'édition d'Hérolf, qui ne se trouvent pas dans l'édition de Baluze, et qui renferment quatre compositions à six cents sous, nous en trouverons treize, il n'en manque alors qu'une : nous ne voyons quelle elle peut être, si ce n'est point la composition du noble Franc, laquelle n'a pas dû être omise, et qui est précisément de six cents sous, comme nous l'apprend le Capitulaire troisième de 813 du même empereur.

Dans les commencements de la monarchie, sous les fils et les petits-fils de Clovis, ainsi que sous la seconde race, les hommes d'une condition au-dessus des simples ingénus, les hommes d'une race noble étaient déjà en possession de distinctions et de prérogatives particulières. Ils ne sont point soumis à la peine du fouet. Ils ne peuvent pas être jugés sur les lieux par les juges ordinaires ; mais ils doivent être amenés devant le roi qui se réserve à lui seul de prononcer sur leur sort, et de leur infliger des peines. Selon le règlement d'un ancien concile, les citoyens distingués par leur naissance devaient célébrer la nuit de Pâque et de Noël au lieu où était l'évêque, pour recevoir sa bénédiction.

Il est ordonné, dans un capitulaire de 755, que tous les nobles, ainsi que les non nobles, contracteront publiquement leurs mariages. Si tous les hommes libres eussent été de même condition, et qu'il n'y eût eu aucune distinction de droits et de privilèges, cette loi n'aurait pas pros crit toute exception, prise des qualités de noble et de non noble. Le capitulaire de Charlemagne est encore plus formel. Il déclare en général qu'il est

constant qu'il y a différents ordres de personnes, des nobles, des non nobles, des serfs, des colons, etc. *Constat in ecclesiâ diversarum conditionum homines esse, ut sunt nobiles et ignobiles, servi, coloni et inquilini.*

La chronique de saint Riquier parle aussi d'un Gotselme noble, et d'un Magimbert non noble, qui furent tous deux guéris par saint Riquier. Elle dit ailleurs que l'abbé Angilbert était fort aimé de Charlemagne, pour sa sagesse et pour sa noblesse, *nobilitatis et sapientiæ merito* (1).

(1) Nous croyons devoir placer ici une dissertation qui confirme tout ce que nous venons de dire d'après M. de Gourey, et qui restreint quelques-unes des assertions des Mémoires de ce savant illustre :

« Le mot *noble* est synonyme de *remarquable, distingué*. Ce qui constitue la noblesse de la naissance et les avantages qu'elle procure, varie suivant les temps, les usages, les opinions. De grandes vertus, de grands talents, de belles actions, ont toujours été un titre d'illustration pour les descendants de celui qu'elles avaient rendu célèbre. Dans tous les pays, ce moyen d'ennobler ses descendants est presque infailible; mais on sent bien qu'il est le moins fréquent : les richesses et le pouvoir donnent aussi la considération publique; et les familles de ceux qui en ont longtemps joui, sont bientôt comptées parmi les familles nobles ou remarquables. Chez les Romains, dans le temps où les patriciens possédaient seuls les dignités de la république, ils étaient nécessairement les seuls distingués; et Tite-Live emploie souvent le mot *nobilitas* pour les désigner : mais cet auteur observe que, lorsque les plébéiens furent admis aux premiers emplois, la noblesse ne fut plus le partage exclusif des familles patriciennes. L'illustration qu'ils acquéraient par des fonctions importantes, ou par leurs triomphes, aussi fréquents que ceux des patriciens, ne pouvaient pas manquer de rejaillir sur leurs enfants. Il eût été difficile que les descendants des Marius Rutilius, des Popilius Lenas, des Publicius Philo, des Décus, des Volumnius, des Marcellus, ne fussent pas du nombre des nobles ou des personnes distinguées par leur naissance.

Bientôt on donna le nom de nobles à tous ceux dont les parents avaient occupé la chaire curule, et qui, seuls, étaient autorisés par l'usage à faire placer dans le vestibule de leurs maisons, et porter aux funérailles, les images de ceux de leurs ancêtres qui avaient rempli les premières dignités. Ainsi, la qualité de patricien fut encore un titre d'honneur; mais il y eut des nobles plébéiens, et ceux qui les premiers de leurs maisons parvenaient aux emplois honorables, tels que Caton le censeur, Marius, Cicéron, etc., furent appelés hommes nouveaux. Des que la noblesse de la naissance put appartenir à des familles plébéiennes, que celles-ci purent avoir des charges

CHAPITRE V.

De la situation du clergé dans l'ordre temporel.

Il est aisé de démontrer que le clergé fut regardé constamment comme le premier ordre de l'état (1). Dès le berceau

curules, et prendre place au Sénat sans se faire inscrire parmi les patriciens, la noblesse cessa de former, dans la république romaine, un corps particulier. Elle facilita toujours les moyens d'arriver aux emplois et ceux d'acquérir la considération publique; mais elle ne donnait aucune prérogative légale, aucun droit exclusif.

Il en fut de même sous les empereurs. La noblesse eut un poids dans l'opinion, mais aucun droit réel. Ce n'était pas sous un gouvernement où des hommes, sortis des familles les plus obscures, où de simples soldats parvenaient au suprême pouvoir, que la noblesse devait donner de grands avantages. Il est vrai que, dans le quatrième et le cinquième siècles, on vit multiplier les titres à l'excès; mais ils appartenaient aux emplois et non pas à la naissance. Les trois rangs d'honneur d'illustres, respectables, honorables (*illustres, spectabiles, clarissimi*), étaient affectés aux dignités civiles et militaires, qui même étaient quelquefois le partage des affranchis. Au surplus, il n'y avait aucune règle précise pour discerner la noblesse de la naissance. Il paraît qu'en général on regardait comme nobles les familles qui avaient fourni des généraux, des présidents ou gouverneurs des provinces, des sénateurs ou d'autres magistrats.

Il était très-important de citer ici les usages des Romains, parce que c'est d'eux que nous avons reçu les mots *noble* et *noblesse*, et que les Francs, comme les autres barbares, avaient adopté un grand nombre de leurs institutions.

Tacite nous apprend que les Germains choisissaient leurs rois d'après leur naissance, les généraux d'après la valeur. On voit en effet que, même après leur invasion dans les Gaules, les Barbares élisaient leurs rois dans une seule famille: mais, à l'exception de la famille royale, les personnes d'une origine distinguée n'avaient qu'un moyen de plus, comme les nobles romains, pour arriver à la considération publique, toujours utile chez un peuple qui jouit de la liberté. Lorsque les Francs, ou d'autres peuples barbares, s'emparèrent des Gaules, l'état des personnes ne s'y réglait point suivant les usages des anciens habitants, tels que les a décrits Jules César, mais suivant les lois romaines. Les Gaulois étaient tous citoyens romains; depuis le règne de Vespasien, il n'y avait aucune différence entre eux et les habitants de Rome, pour les lois, les mœurs et le langage. Le système du comte de Boulainvilliers trouve encore des partisans plutôt que des défenseurs; ceux qui le soutiennent ont grand soin de le présenter comme s'il était incontestable, et n'entreprennent pas de l'appuyer sur des preuves. Dans des écrits contre la révolution, on a même eu l'imprudence d'attribuer à la conquête des Gaules l'origine de notre noblesse, et de faire descendre des con-

de la monarchie, les évêques et quelquefois les abbés et les prêtres sont nommés dans les ordonnances et dans les assemblées de la nation, avant les grands et les princes. Ils obtiennent les privilèges les plus étendus et les plus honorables. C'est aux évêques que le prince commet son autorité en son

qu'étaient barbares les familles nobles depuis un temps immémorial : et cette opinion pouvait avoir quelque fondement, il serait prudent de la taire. Ce n'est pas le moyen de faire aimer la noblesse, dans un temps où tant d'ennemis sont conjurés pour sa perte, que de la faire considérer comme la suite d'une conquête, et de mettre en opposition la postérité des vainqueurs avec celle des vaincus ; ou, comme Boulainvilliers, de dire expressément qu'elle a été produite par la violence. Quoique, pour le repos des sociétés, il soit bon de reconnaître que tout est justifié par une longue possession, on ne saurait nier cependant que la conquête est le moins respectable de tous les titres, et que les idées de force et d'oppression, qu'elle rappelle sans cesse, peuvent facilement provoquer dans l'esprit des subordonnés l'emploi des mêmes moyens. Mais si la prudence devrait déguiser ce système, quelque vrai qu'il pût être, à plus forte raison elle conseille de l'abandonner, lorsque sa fausseté est démontrée jusqu'à l'évidence.

Pour que la conquête des Gaules eût créé la noblesse française, il faudrait supposer que les Francs avaient tenu dans la dépendance et l'humiliation les habitants du pays ; qu'ils s'étaient exclusivement réservé les fonctions publiques, et surtout celles qui, par leur nature, illustrent les familles qui les ont remplies. On cite, à l'appui de cette hypothèse, la différence des amendes fixées pour la composition des délits. En général, si en eûtait une plus forte somme pour le meurtre d'un barbare que pour celui d'un simple citoyen romain. Au premier coup-d'œil, cette différence ferait croire que les Romains étaient moins considérés ; mais elle pouvait avoir pour motif de procurer plus de sûreté aux Barbares, parmi les Romains qui étaient en bien plus grand nombre. Ce qui fortifie cette explication, et ce qui détruit, au même temps, tous les arguments qu'on voudrait tirer de la différence des compositions, c'est que la plus forte était destinée à des Romains revêtus d'une certaine dignité, c'est-à-dire à des Romains convives du roi ; et d'ailleurs, il paraît démontré qu'il était au pouvoir d'un romain de se mettre à cet égard au niveau d'un barbare, en consentant à vivre sous la loi salique.

Mais à quoi servent les conjectures, quand les faits sont certains ? On a pu accuser l'abbé Dubos d'exagération, mais on n'a pu démentir ses preuves ; il serait bien plus facile d'y ajouter que de les combattre. Les suivantes sont évidemment sans réplique. Les Bourguignons et les Visigoths ne s'emparèrent d'une partie des Gaules, que du consentement des empereurs. Ils firent un partage des terres avec les Romains ; ils les traitèrent avec une égalité entière, et leurs rois s'avouaient dans une sorte de dépendance envers l'Empire. Dans les provinces envahies par les Francs, l'autorité des em-

absence, pour réformer les jugements iniques de ses juges.

On sait que la différence des compositions réglait le rang que les corps et les particuliers tenaient dans l'état. Or, tandis qu'un Franc libre n'a que deux cents sous de composition, et le romain propriétaire cent; le sous-diacre en a quatre cents,

pereurs s'anéantissait d'elle-même : les habitants, accablés de tributs, indignés de l'avidité et de l'injustice des officiers de l'Empire, se soumettaient facilement aux Barbares.

Les Francs avaient longtemps fourni des corps militaires aux empereurs; des guerriers, des rois même de cette nation, étaient parvenus aux premières dignités romaines, sous Gracien, Valentinien et Théodose. Ils avaient conservé pour l'Empire, en même temps qu'ils profitaient de sa faiblesse, des sentiments de vénération inspirés par le souvenir de sa gloire passée. Ils avaient déjà formé des établissements dans les Gaules, lorsque, mécontents de leur roi Childéric, ils le dépouillèrent de son autorité, et la confièrent à un officier romain, le comte Egidius. Leur puissance avait les fondements les plus solides, quand leur roi Clovis reçut, avec des témoignages de joie, le titre et les ornements de patrice romain. On sait de quelle influence jouissaient les évêques dans les conseils de nos premiers rois; quel respect éprouvait pour eux un peuple animé de toute la ferveur d'un nouveau zèle. On donnait aux prélats le premier rang dans toutes les assemblées. Or, longtemps les prélats furent tous Romains; il était même ordonné à tous les ecclésiastiques de se conformer aux lois romaines. Les Francs avaient non-seulement adopté la religion, mais le langage et beaucoup de magistratures des Romains. C'était à leur imitation qu'ils avaient des ducs et des comtes. Cependant, un des caractères distinctifs des Barbares ne fut point affaibli par le changement de leur situation, je veux parler de leur amour pour les combats. Ils ne purent se résoudre à séparer, comme l'avaient fait les empereurs romains, les fonctions civiles des fonctions militaires; et la réunion des deux autorités dans les mêmes magistrats devait nécessairement produire l'anarchie, ramener l'ignorance, faire naître par degrés le régime féodal, dans tous les pays où les Barbares avaient pénétré.

On ne sait pas quelle portion de propriétés les Francs usurpèrent sur les anciens habitants. On n'a conservé aucun indice de partage; mais il est bien prouvé qu'ils ne s'emparèrent que d'une partie du territoire. Les anciennes lois parlent souvent des Romains propriétaires.

On pouvait être Barbare de nation, et cependant être né dans l'obscurité. On pouvait descendre des Romains, et cependant citer des ayeux illustres. On voit, dans Grégoire de Tours, que plus d'un siècle après l'établissement de la monarchie française, les Romains ou Gaulois distinguaient encore parmi eux ceux qui étaient d'une origine noble. Les Francs étaient si peu disposés à opprimer les Romains, que, voulant maintenir en faveur de tous les citoyens libres une indépendance incompatible avec l'ordre public, ils permettaient à chaque individu de vivre suivant ses lois ou sui-

le diacre cinq cents, le prêtre six cents, et l'évêque neuf cents. Les officiers du roi, les seigneurs, les grands étaient à peine assimilés en ce point aux ministres de l'Eglise. La composition du romain convive du roi est de trois cents sous; celle du juge fiscal, nommé comte ou grafion, de l'antrustion et du

vant celles qu'il voulait choisir. Il était enjoint aux ducs et aux comtes, de maintenir en paix les Francs, les Bourguignons, les Romains, chacun suivant sa loi. Les rois Francs ne tardèrent pas d'employer les Romains dans leurs armées. Des troupes romaines, ayant traité avec Clovis, conservèrent leurs lois, leurs mœurs, le nom de leurs légions, et leur discipline. Grégoire de Tours parle souvent des troupes fournies par les diverses provinces. Il y a plus, sans humilier le peuple conquis, il eût été assez naturel que les rois n'eussent confié qu'à des Francs des places importantes; et, cependant, telle était l'égalité entre les anciens et les nouveaux habitants, que les Romains ou Gaulois parvenaient aux premières dignités de l'état, et qu'ils devenaient ainsi dépositaires de l'autorité civile et militaire. En supposant même qu'on est fondé à soutenir qu'il était avantageux d'être Franc d'origine, il n'en serait pas moins évidemment constaté que la noblesse n'appartenait pas exclusivement aux Barbares; puisque les hautes dignités sont les causes les plus fréquentes de l'illustration des familles, les Romains participaient donc à cette illustration. Sans doute il était plus honorable de pouvoir citer parmi ses aïeux un Romain duc, comte ou maire du palais, qu'un simple soldat, Franc, Bourguignon ou Visigoth.

Il ne s'agit pas d'examiner ici si les Romains, sous le mauvais gouvernement établi par les Francs, n'eurent pas à supporter beaucoup d'actes de violence. Les anciennes municipalités, les *curies* ou sénats des villes, durent bientôt disparaître au milieu de l'anarchie; mais les Romains en furent victimes comme les Barbares, et toutes les distinctions, entre eux et les conquérants, ne tardèrent pas à être anéanties.

Il est donc bien démontré que l'invasion des Francs n'a point avili les anciens habitants, et créé une noblesse exclusive en faveur des nouveaux. La loi salique, ou la loi des Francs, ne renferme pas même un seul mot qui rappelle la noblesse de la naissance; elle ne distingue, quant à l'état des personnes, que des ingénus, des affranchis et des esclaves. Il est fait mention, cependant, des grands, des fideles, des nobles, dans toutes les ordonnances des rois de la première et de la seconde race; mais ces titres ne s'appliquaient qu'aux ducs, aux comtes, aux évêques, aux officiers du palais. Une foule de monuments prouvent que les *Antrustions* étaient des hommes libres qui se recommandaient au roi par un serment particulier, et les *Leudes*, ceux qu'il avait honorés d'un bénéfice ou d'une magistrature; et qu'ainsi l'on n'était ni *Antrustion*, ni *Leude* par la naissance.

Dans les premiers temps de notre monarchie, on avait même sur la noblesse de la naissance des principes qui seraient avoués par la raison la plus sévère. La noblesse était un motif de préférence pour les emplois; mais le mérite pouvait conduire aux

noble franc, est de six cents sous; la composition du duc est la même que celle de l'évêque.

Les rois francs ne se contentèrent pas de confirmer les immunités accordées au clergé par les empereurs. Ils en ajoutèrent de nouvelles, comme le prouve le savant dom Ruinart, d'après

premières dignités des citoyens nés dans la classe la plus obscure. Il fallait que les exemples en fussent assez fréquents, et qu'en sortant de l'obscurité, on ne naquit pas de son origine, puisque celle de Condo, élevé au rang de comte des domestiques du roi Théodebert, fournit un sujet de louange au poète Fortunat, évêque de Poitiers.

Chaque jour on entend soutenir cependant que toutes les personnes d'une origine distinguée formaient un ordre distinct, même sous les rois de la première et de la seconde race. On ne peut donner à ce système une apparence de probabilité, qu'en confondant, avec les nobles de naissance, les principaux magistrats et les bénéficiers, que le monarque nommait à son gré, et qui furent amovibles jusqu'au règne de Charles-le-Chauve; mais on ne voit pas sur quel fondement on appliquerait aux nobles de naissance ce qui concernait les ducs ou les comtes ayant l'hérédité des fiefs. Quoiqu'ils fussent au premier rang par leurs emplois, et qu'ils dussent illustrer leurs descendants, ils pouvaient être choisis par le roi, indifféremment dans toutes les classes, et ils n'avaient pas, suivant les lois, des relations plus particulières avec les familles distinguées qu'avec les derniers citoyens.

Quoique, sous les petits-fils de Clovis, on ait vu un Leudaste, après avoir été esclave, devenir comte de Tours, et qu'on puisse indiquer plusieurs autres exemples semblables, la servitude était non-seulement méprisée, mais encore elle était une sorte de flétrissure dans l'opinion pour l'affranchi, et même pour les enfants, jusqu'à ce que plusieurs générations d'hommes libres eussent effacé cette tache que la justice n'autorisait pas, mais qui a toujours existé dans les pays où l'on a connu l'esclavage. Il n'est donc pas surprenant que l'auteur de la vie de Louis-le-Débonnaire ait dit, en s'adressant à Hébon, évêque de Reims, qui, né serf, s'était signalé dans le nombre des ennemis du roi, son bienfaiteur : « Il t'avait fait libre et non pas noble, ce qui est impossible après l'affranchissement. »

Les habitants des Gaules avaient beaucoup de serfs pour la culture de leurs terres avant l'entrée des Barbares. Les guerres intestines, si fréquentes sous les rois de la première et de la seconde race, augmentèrent d'autant plus le nombre des serfs, que tous les prisonniers de guerre étaient condamnés à la servitude. Ce n'était pas seulement la guerre qui attentait à la liberté des personnes; mais le fisc du roi, comme celui des magistrats ou des bénéficiers, s'efforçait de diminuer le nombre des ingénus ou libres, pour obtenir des cens plus considérables sur les biens et sur les personnes. Les Francs n'étaient pas, à cet égard, plus favorisés que les Romains.

Lorsque les ducs, les comtes et les autres magistrats, abusant de l'excessive autorité dont ils étaient dépositaires, de leur influence sur le grand nombre de ceux qui, sui-

les anciens monuments qui lui étaient si familiers. Non-seulement il était expressément défendu à tout juge séculier de juger et de condamner aucun clerc, ni même aucun homme au service de l'église, sans le consentement de l'évêque; les évêques étaient autorisés à rendre la justice dans leurs diocè-

vant les mœurs du temps, leur étaient dévoués par un serment particulier, eurent acquis une indépendance entière dans l'exercice de leurs fonctions, et transformé en propriété les terres attachées à leurs offices; lorsque les possesseurs des bénéfices royaux eurent réussi à s'en rendre les maîtres absolus; enfin, lorsque les fiefs furent devenus héréditaires, une foule de petits états se formèrent, dont les chefs ou seigneurs ne considéraient le roi que comme le premier d'entre eux, et ne se croyaient pas obligés de le servir, s'ils n'avaient pas envers lui des liens de *vassalité*; on ne distinguait plus les Romains des Francs. Depuis plusieurs siècles, il s'était fait un mélange des mœurs romaines et des mœurs barbares qui avait donné à tous les habitants du royaume un caractère commun.

Ce grand nombre de seigneuries ou de petites souverainetés multiplia les guerres dans toutes les parties de la France, et conséquemment les serfs. La loi des combats dut précipiter dans la misère et dans la servitude des hommes auparavant riches et nobles, et dut en conduire à l'illustration, qui jusqu'alors avaient vécu dans l'obscurité. La terreur et la superstition firent aussi beaucoup de serfs volontaires, qui se choisissaient un maître puissant, ou se donnaient aux églises. Tous les propriétaires s'empressaient de se lier à un seigneur, de lui promettre le service militaire, et de déclarer qu'ils tenaient de lui leurs propriétés, pour acquérir sa protection.

Les préjugés apportés de la Germanie par des guerriers féroces contre les occupations paisibles du laboureur, s'accrurent au milieu de tant de désordres. Il y eut, comme chez les Romains, plusieurs choses intermédiaires entre la servitude complète et la liberté. Quand on affranchissait les serfs, on ne les rendait pas toujours entièrement libres. On appela vilains ou roturiers, tous ceux qui se livraient à l'agriculture, et dont les biens ou les personnes étaient soumis à des redevances.

L'avantage d'être compté dans la première classe devant toujours accompagner le pouvoir, appartenait à tous les propriétaires de fiefs supérieurs, aux vassaux ou possesseurs de fiefs servants.

Il appartenait aussi à leurs enfants; mais les familles de feudataires ne furent pas les seules considérées comme nobles. A mesure que la servitude et le *vildinage* devinrent d'un usage plus général, il suffit bientôt de ne les avoir pas subis pour être un homme distingué. Les possessions soumises à des redevances furent nommées *tenures roturières*, et celles qui devaient seulement le service militaire, *tenures nobles*. Ainsi furent réputés nobles, non-seulement les descendants des anciennes familles qui n'avaient pas été ruinées par le sort des combats, mais encore tous ceux qui étaient restés entièrement libres dans leurs personnes et dans leurs biens.

ses aux laïques, comme aux ecclésiastiques. C'est ce qui est répété plusieurs fois dans les anciennes formules et dans les capitulaires des premiers rois de la seconde race. « Que les évêques, abbés et abbesses, s'accordent avec les comtes pour rendre exactement la justice. » Ainsi s'exprime Charlemagne.

Déjà, sous Charles le Chauve, la liberté rappelait une idée de noblesse ou de distinction. Dans un acte d'affranchissement en faveur d'un Leuthardus, cet empereur déclarait qu'il le rendait libre, comme s'il était né d'une famille noble.

On sait que les personnes libres d'origine étaient appelées *ingénues*. Le mot *ingénu* fut souvent employé comme synonyme de noble, depuis le neuvième siècle. Cependant, il n'avait pas une signification différente de celle que lui donnaient les Romains. Le mot gentilhomme ou *gentilis* fut aussi mis en usage pour exprimer, comme les mots noble ou ingénu, l'origine libre.

Le genre de service militaire le plus distingué chez les anciens peuples guerriers, était celui de la cavalerie, parce qu'il exigeait plus de dépenses que le service des fantassins. Les Français libres préféraient de combattre à cheval. Ils ne voulurent pas même être employés différemment, lorsqu'on fit marcher, dans les guerres, les serfs et les affranchis qui combattaient à pied. Le titre de *miles*, ou de combattant, devint semblable à celui de *caballarius* ou chevalier. Bientôt la chevalerie fut une espèce de dignité personnelle, après un noviciat en qualité d'écuyer.

Les nobles ou gentilshommes, par cela même qu'ils se dévouaient au service des seigneurs, comme pages, écuyers, chevaliers, hommes d'armes, obtinrent dans chaque fief des faveurs et des exemptions. Il fut très-utile, pour les conserver et pour se séparer des serfs et de leurs descendants, d'ajouter à son nom un titre qui pût indiquer la noblesse.

Il faut donc distinguer la noblesse antérieure aux fiefs, de celle qui lui est postérieure. La différence n'est pas seulement en ce que la première ne donnait aucun avantage légal; qu'elle était laissée à l'opinion; qu'on ne portait aucun titre, à moins qu'il ne fût relatif à l'emploi ou à la magistrature dont on était revêtu. Elle n'était que l'illustration d'une famille, par les grands emplois ou des actions mémorables. La seconde comprend aussi beaucoup de familles illustres, mais ne suppose pas toujours l'illustration. Souvent elle n'indique que l'ancienne possession d'un fief ou la franchise d'origine.

La noblesse se confondit tellement avec la franchise d'origine que les mots *noble homme*, *gentilhomme*, ou *franc homme* exprimèrent la même distinction.

Des villes entières, parce qu'elles n'avaient jamais subi le joug de la servitude, obtinrent des privilèges, et tous les habitants furent nobles. On voit, par des lettres de Louis VII, de 1145, que les citoyens de la ville de Bourges portaient le titre de barons.

En 1331, le prévôt de Paris voulut faire payer des droits de *franc-fief* à quelques

« Les évêques de même que les comtes , dit Louis le Débonnaire , sont dépositaires d'une partie des fonctions royales. » Son successeur, Charles le Chauve, ordonna que chaque évêque eût dans son évêché le pouvoir et l'autorité des envoyés du roi.

habitants. Les Parisiens représentèrent au roi Charles V, qu'ils avaient toujours possédé des fiefs et des arrières-fiefs, sans être inquiétés ; qu'ils avaient toujours usé, suivant le mérite et les facultés des personnes , de freins dorés et des autres ornements, appartenant à l'état de chevaliers, ainsi que du droit de recevoir la chevalerie, comme les nobles de race du royaume. Le roi reconnut la vérité et la justice de leurs représentations, et fit cesser les poursuites du prévôt. Les bourgeois de Paris, ayant tous les droits de la noblesse, pouvant recevoir la chevalerie, étaient donc fondés à se dire nobles ou gentilshommes.

Paris n'était pas la seule ville dont les habitants jouissent de pareils privilèges. La Roque cite Rouen , Troyes , Reims , Poitiers , La Rochelle ; on pourrait en ajouter beaucoup d'autres. Suivant le même auteur, Henri III reconnut, aux habitants de toutes les villes franches, le droit de prendre la qualité de nobles.

Quand l'établissement des communes fut devenu général, il était naturel que parmi les descendants des roturiers ou des serfs , ceux qui avaient acquis des richesses fussent ambitieux de porter le titre de nobles ou de gentilshommes , puisqu'il était honorifique et procurait des privilèges. Il était naturel que ceux qui parvenaient à de grands emplois pussent avoir toutes les distinctions propres à leur faire obtenir la considération publique. Nos rois avaient toujours eu le droit, même quand leur puissance était le plus affaiblie, de faire monter au premier rang le plus obscur de leurs sujets ; il était donc très-simple qu'ils donnassent des lettres de noblesse. Les premières que nous connaissons sont du règne de Philippe le Hardi ; mais, auparavant, on anoblissait aussi ses enfants, en épousant une *gentilfemme* ; ces lettres de noblesse, lorsqu'elles étaient méritées, ne faisaient que confirmer une illustration qui n'eût pas moins existé sans témoignage. Les défenseurs des prérogatives royales soutenaient que le monarque seul pouvait anoblir par lettres ; qu'il pouvait seul donner la chevalerie à un roturier ; car celui qui était né noble pouvait la recevoir d'un simple chevalier ; mais beaucoup de seigneurs accordaient des anoblissements et faisaient , dans leur territoire, autant de chevaliers qu'ils le jugeaient à propos. Les gouverneurs des provinces et leurs lieutenants donnaient aussi des lettres de noblesse.

Par cela même que, pour être réputé noble ou gentilhomme, il avait longtemps suffi d'être libre d'origine, et que des villes entières avaient joui de la noblesse, il était impossible de ne pas l'attribuer à tous ceux qui exerçaient des professions honorables. La considération publique suit toujours les préjugés contemporains. Ils ne tardèrent pas de permettre aux nobles l'acquisition des tenures roturières ; mais ils firent regarder la noblesse, comme incompatible avec certaines professions, ce qu'on appela *dérogence*.

Mais qu'y a-t-il d'étonnant que les prélats jugeassent conjointement avec les officiers royaux les causes des particuliers, si le roi avait coutume de prendre leurs avis sur les affaires d'état? Depuis le premier roi chrétien, qui en admit plusieurs dans son conseil, leur considération et leur autorité s'ac-

Cependant, la dérogeance fut longtemps inconnue dans plusieurs provinces; dans d'autres, les privilèges furent seulement suspendus, et non éteints, par le commerce ou par les arts mécaniques, ce qui a toujours subsisté en Bretagne. Les rois relevaient de la dérogeance, et même accordaient des lettres pour la prévenir. Ceux qui vivaient de leurs revenus, ou qui n'avaient pas besoin, pour subsister, de se livrer au commerce, à l'agriculture, aux arts, furent censés vivre *noblement*. Il y eut peu de différence entre vivre noblement et être noble. On vivait surtout noblement quand on faisait profession des armes. Jusqu'au dix-septième siècle, il fut permis à tous les officiers de la maison du roi, de prendre la qualité de nobles. Henri IV défendit ce titre à ceux dont l'aïeul et le père n'avaient pas fait profession des armes. A mesure que les sciences firent des progrès, elles partagèrent l'estime auparavant réservée à l'état militaire. François I^{er} faisait des nobles des juriconsultes et des hommes de lettres. Il permit à l'Université de Toulouse de donner la chevalerie aux docteurs. Il y eut des chevaliers *es-lois*, dès le treizième siècle; Sainte-Palaye observe qu'ils avaient le pas sur les chevaliers d'armes.

Laroque dit que, dans plusieurs Universités de la France, les docteurs récents, après vingt ans d'exercice, obtenaient le titre de comte. Dans la province de Dauphiné, jusqu'au seizième siècle, les docteurs en droit et en médecine transmettaient la noblesse à leurs enfants. Ils avaient encore, au moment de la révolution, ainsi que ceux du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais, le droit de porter ce titre de nobles; et les juges royaux prenaient le titre d'écuyer dans la plus grande partie du royaume.

Plusieurs fois les personnes en possession de la noblesse voulurent jouir du droit exclusif de posséder les fiefs, mais elles parvinrent seulement à empêcher les *roturiers* de les acquérir à prix d'argent et non de les avoir par héritage : encore, ce succès ne dura que peu de temps : tout homme qui put payer un fief eut le droit de l'acheter. Les fiefs anoblirent jusqu'à l'ordonnance de Blois, en 1597. Les rois avaient fait aussi de la noblesse une ressource. Depuis Charles IX, un grand nombre de lettres d'anoblissement ont été vendues; Louis XIV et Louis XV attachèrent la noblesse à des offices dont la plupart avaient des fonctions peu importantes. Beaucoup d'étrangers, en s'établissant dans le royaume, ont conservé le titre de nobles, dont ils jouissaient dans le pays qu'ils habitaient auparavant; ils n'auraient pu l'obtenir légalement que par la concession du roi. De quel droit un étranger pourrait-il, sans l'autorité du gouvernement français, se prévaloir d'une distinction qu'il a reçue d'un autre souverain. Mais il n'y eut jamais de règles bien précises, en France, sur la noblesse, et surtout elles ne furent jamais exactement observées. Les moyens de s'anoblir ont

étaient à un tel point, qu'il ne se faisait presque rien d'important, qu'on ne les consultât. Le roi Gontran veut-il juger ses généraux qui ont prévariqué ? Il assemble quatre évêques avec les principaux seigneurs de son royaume. Frédégonde, pour calmer la colère et diminuer les soupçons de Gontran,

toujours varié, suivant les besoins de l'État, les caprices des ministres, l'adresse des fabricateurs de généalogies.

Les rois de France, voulant établir des subides, sans le consentement des représentants du peuple, eurent soin d'exempter les nobles, parce qu'ils en recevaient des secours militaires, et surtout parce qu'ils voulaient épargner ceux qui avaient les plus grands moyens de résistance. Pour diminuer le nombre des exempts, la couronne eut donc intérêt à restreindre celui des nobles ; ce fut ce qui produisit, dans les deux derniers siècles, une foule d'ordonnances pour ne laisser subsister d'autres anoblissements que ceux que le roi pourrait accorder, ou qui dérivait de certains offices ; pour détruire la noblesse des docteurs en médecine ou en droit, et des habitants des villes franches, et pour ordonner des recherches contre les faux nobles. Au lieu d'abandonner à l'opinion la dérogance des simples gentilshommes sans fonctions politiques, on censura sur ce sujet plusieurs préjugés funestes qui avilissaient d'autres professions. On dégradait les nobles qui devenaient fermiers, marchands ou artisans, et qui n'acquerraient pas assez de richesses pour payer des lettres de réhabilitation, et on leur conservait leurs privilèges, s'ils préféraient être histrions ou satellites des compagnies de finance. La noblesse française, quoique très-nombreuse, relativement aux privilèges dont elle jouissait au commencement de la révolution, l'était donc réellement beaucoup moins que dans les siècles précédents.

En Angleterre, indépendamment de la dignité de la patrie, qui comprend les ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons, il existe encore d'autres titres d'honneur ou de noblesse. Ceux de chevaliers baronnets, héréditaires pour les fils aînés, et ceux de simples chevaliers, ne peuvent être donnés que par le roi. Celui d'écuyer peut être donné par lettres du roi, et alors il passe aux fils aînés à perpétuité. Il appartient aussi aux fils aînés des chevaliers, aux fils cadets des pairs, en succession perpétuelle, aux colonels, aux juges de paix, aux avocats, aux médecins.

Quant à la qualité de gentilhomme, tous ceux qui sont dans l'armée et qui exercent des positions pour lesquelles il faut avoir reçu une éducation libérale, et tous ceux qui jouissent d'une certaine aisance et vivent de leur revenu, ont le droit de le porter. Ainsi, la qualité de gentilhomme est à peu près, en Angleterre, ce qu'elle était en France dans le seizième siècle, ce qu'elle serait encore, si les exemptions qu'on y avait malheureusement attachées, n'eussent pas engagé le gouvernement à interrompre la tendance naturelle de cette distinction.

(1) Le clergé Gaulois était, avant les Francs, établi dans la Gaule. Le Christianisme était venu d'abord de l'Orient.

imagine d'assembler les premiers de son royaume, c'est-à-dire trois évêques, dit Grégoire de Tours, avec trois cents personnages distingués, qui font serment que le petit Clotaire est fils de Chilpéric. C'est dans une assemblée d'évêques et de seigneurs à Andlaw, c'est par la médiation des prélats et des grands, que se conclut ce fameux traité entre les rois Gontran et Childebert, et la reine Brunehaut.

Non-seulement les évêques et les abbés paraissent à la tête des assemblées pacifiques de la nation, et des conseils du prince : on les voit trop souvent dans les assemblées militaires, dans le tumulte des camps, au milieu de la mêlée. Par le conseil de tous nos nobles, dit Charlemagne, voulant nous corriger nous-mêmes, et donner l'exemple à nos successeurs, nous ordonnons que les prêtres et les évêques ne porteront point les armes, n'iront point au combat, et ne répandront

La liturgie de l'Eglise des Gaules est trop différente de la romaine, pour qu'on puisse croire qu'elle en soit issue ; on a, au contraire, tout lieu de la juger d'origine orientale. D'abord, en elle-même, elle présente beaucoup d'analogie avec les rites des Eglises d'Orient, et si l'on considère les pays d'où sont venus les premiers apôtres des Gaules, on s'expliquera aisément cette conformité. Saint Trophime, fondateur de l'Eglise d'Arles, était disciple de saint Paul ; saint Crescent, pareillement disciple du même saint apôtre, prêcha dans les Gaules ; saint Pothin et saint Irénée, apôtres de Lyon, vinrent de l'Asie, aussi bien que saint Saturnin, apôtre de Toulouse ; enfin la lettre des Eglises de Vienne et de Lyon à celles d'Asie et de Phrygie, montre, avec tous ces faits, d'une manière incontestable, que les Eglises des Gaules sont filles de l'Orient ; leur liturgie devait donc l'être aussi. Sans doute, tous ces apôtres passèrent par Rome, centre de toute mission légitime : car telle est la tradition de toutes les Eglises ; mais il n'était pas naturel qu'à cette époque de conquête, le siège apostolique suscitât des entraves indiscrètes aux courageux prédicateurs que l'Orient dirigeait sur l'Occident, et leur imposât des usages différents de ceux qu'ils avaient puisés dans les régions d'où ils étaient partis pour évangéliser avec tant de zèle. Les tendances à l'unité liturgique, suspendues longtemps par les circonstances, se développèrent quand la paix eût été donnée aux Eglises.

La liturgie gallicane est donc, avec l'ambrosienne, un des monuments les plus précieux du premier âge de l'Eglise.

pas de sang, mais enverront leurs vassaux bien armés avec nous ou à nos ordres. Cette ordonnance fut rendue à la requête de tout le peuple, qui avait demandé que les évêques ne fussent plus contraints d'aller à l'armée, comme ils l'avaient été jusqu'alors.

Dans le concile de Verneuil, en 844, les évêques parlent ainsi à Charles le Chauve : « Quelques évêques s'excusent du service de la guerre par la faiblesse de leur corps. Vous avez assez d'indulgence pour en dispenser les autres ; mais il faut prendre garde que leur absence ne nuise au service. C'est pourquoi, si vous le trouvez bon, ils donneront la conduite de leurs hommes à quelqu'un de vos vassaux, qui les retienne dans le devoir. »

On demande s'il y avait dans les premiers siècles de la monarchie, un ordre de citoyens libres. Si l'on entend par là des hommes libres distingués et indépendants du clergé et de la noblesse, jouissant de certains droits, et chargés envers l'état de certains devoirs, qui leur étaient propres, la question paraît résolue par tout ce que nous avons dit jusqu'ici.

Nous trouvons aussi dans une foule de passages des vestiges d'hommes libres différents des nobles. Il y a même des hommes libres plus ou moins puissants, plus ou moins considérés : il y a des hommes libres qui en ont d'autres dans leur dépendance. Il est défendu en plusieurs endroits aux comtes et à qui que ce soit d'opprimer et de réduire en servitude les libres, les faibles, et les pauvres d'entre les libres. Il est ordonné à tout homme libre, français, romain, de quelque nation que ce soit, de faire serment de fidélité au roi, et d'aller à l'armée sous la conduite du comte, de défrayer les envoyés

royaux, de se présenter trois fois l'année aux plaids généraux.

On voit en plusieurs occasions l'ordre du peuple concourir avec le clergé et la noblesse à l'élection des évêques, tant sous la première race que sous la seconde (1). « Nous tous assemblés de toutes sortes de conditions avec les grands de notre royaume, avons délibéré et résolu, dit Childebert I. » Sans doute on n'entend ni les serfs, ni les colons. Mais il s'agit nécessairement et des hommes libres, et de ceux qui leur sont supérieurs par la naissance et par les places.

Cette ordonnance a été portée par le roi, par ses princes et par tout le peuple chrétien, qui compose le royaume des Mérovingiens... Il a été arrêté, entre les Francs et les grands qui sont parmi eux, de couper la racine de toutes les anciennes querelles... Le petit peuple qui a coutume de se trouver à l'assemblée générale de la nation. » Ainsi parle la loi salique, conformément aux usages des Germains qui convoquaient tous les hommes libres à leurs assemblées. Mais on cessa en France de tenir les assemblées générales; et l'autorité dont elles avaient joui se trouva concentrée dans le conseil, composé du prince et des grands.

Sous les Carlovingiens, le peuple reparait dans les assem-

(1) Les anciennes formules d'élection des évêques nous apprennent que l'évêque, à qui tous doivent obéir, doit être élu par tous, par le clergé de la ville et de la campagne, par les moines, par les laïques nobles et par les bourgeois, *laici nobiles et cives*. L'évêque visiteur adressait son discours d'abord au clergé, puis aux vierges et aux veuves, et enfin aux nobles et aux autres laïques mariés. Le décret d'élection de Guifbert pour l'évêché de Châlons ayant été lu dans l'assemblée de Quierzi en 868, on demanda aux chanoines, aux moines, aux curés et aux nobles laïques s'ils y consentaient; le clergé, les nobles laïques, etc., répondirent qu'ils y consentaient. Plus bas, il est fait mention particulière du peuple de Châlons à cette élection. *Clerus, ordo et plebs chalounica illum exposcit.*

blées de la nation. Hincmar, archevêque de Reims, faisant l'énumération des personnes, qui composaient ces assemblées, après avoir nommé les évêques, les comtes, les seigneurs, etc., parle enfin du reste de la multitude, *cætera multitudo*. Il comprend sans doute sous ces termes les députés de chaque comté avec les ayoués des églises, lesquels devaient se rendre aux plaids indiqués par le roi, selon le second capitulaire de 819. « Par l'expression *cætera multitudo*, dit M. l'abbé de Mably, on ne peut entendre que le peuple, ou ce que nous avons appelé depuis le tiers état. »

CHAPITRE VI.

Expéditions contre les hommes du Nord. — Guerre de Thuringe. — Conquête de la Bourgogne.

À présent que nous avons fait connaître la situation extérieure et intérieure, nous devons reprendre la narration des faits.

Clovis avait laissé à ses fils non pas, à proprement parler, une monarchie, mais une puissance militaire à partager, en sorte qu'il y eut après lui quatre armées plutôt que quatre royaumes; car, en ces temps de conquêtes et de batailles, il n'y avait point d'institutions civiles. Les lettres, les arts et les sciences étaient relégués dans les monastères et dans le clergé; toute la vie de la société était dans la guerre.

Nous allons donc entrer dans le récit des événements dont se compose l'histoire de la nation franque sous le règne des fils de Clovis. Nous ne pourrons rien faire de mieux que de reproduire, de temps en temps, quelques traits naïfs de l'historien du temps, Grégoire de Tours.

Les fils de Clovis étant grands par leur valeur et la force

de leurs armées, Amalaric, roi d'Espagne, fils d'Alaric, demanda leur sœur en mariage. Ils la lui accordèrent volontiers et l'envoyèrent en Espagne avec un grand nombre de riches ornements.

Théodoric eut à repousser une invasion d'un peuple qui vivait au-delà du territoire des Saxons. Ce peuple donna son nom à la presqu'île des Cimbres et aux îles voisines (Marche des Danois). Il vint jusqu'à l'embouchure de la Meuse et ravagea le pays situé au nord de Cologne.

La Thuringe, devenue très-puissante en Germanie lors des migrations des peuples de cette contrée dans les provinces romaines, fut entièrement détruite par les fils de Clovis. Ce royaume naissant avait excité la jalousie du grand Clovis lui-même, qui en avait médité la ruine, pour affermir ses propres établissements. Ce prince, d'un génie si éclairé avec des mœurs barbares, après avoir détruit la ligue alémanique, s'était proposé encore, comme on l'a vu, de dissoudre ou d'affaiblir les nouvelles puissances qui se formaient en Germanie à la suite de l'invasion de l'empire romain par les anciens peuples Germains. Ses fils avaient hérité de sa politique. Les Saxons, qui les avaient aidés dans leur expédition en attaquant la Thuringe par l'autre point, obtinrent la partie de cette province qui a pris le nom de Nord-Thuringe ou Thuringe septentrionale; ils s'avancèrent jusqu'à l'Unstrut, rivière qui tombe dans la Sala, sur la rive gauche de ce fleuve. Les Francs se mirent en possession du reste du pays, qui demeura sous la domination de Théodoric. Ils le joignirent à quelques cantons de la Germanie (1) conquis par eux, tant sur les Suè-

(1) La Germanie étant affaiblie par la sortie de tant de peuples, les Francs, après

ves vaincus à Tolbiac que sur les Ripuaires, sujets de Sigebert, dont les quartiers avoisinaient les deux rives du Rhin. Ils en formèrent un gouvernement qui fut nommé ensuite France orientale, et qui comprit dans ses limites la moderne province de Franconie. Ce fut la première conquête que les Francs joignirent à leur empire au-delà du Rhin, comme une partie même de leurs états, et non comme tributaire (1).

Voici comment la guerre contre les Danois et les Thuringiens est racontée par Grégoire de Tours :

« Les Danois traversent la mer sur une flotte avec leur roi Chochiliach, et s'approchent des Gaules. Ils débarquent, dévastent un des cantons du royaume de Théodoric, et font prisonniers les habitants, chargeant leurs vaisseaux de captifs et de butin. Ils se disposaient à retourner dans leur pays ; leur roi était encore sur le rivage, attendant que les vaisseaux prissent la haute mer. Il devait lui-même s'embarquer après. Théodoric, apprenant que son royaume avait été dévasté par des étrangers, envoya dans ces parages son fils Théodebert, avec une forte armée et un grand appareil de guerre. Théodebert tua le roi des Danois, triompha des ennemis dans un combat naval, et ramena à terre tout le butin. » Des Danois passons aux Thuringiens.

« Dans ce temps, trois frères gouvernaient les Thuringiens.

avoir conquis devant eux, avaient fait un pas en arrière et porté leur domination dans les forêts de leurs pères.

(1) *Les Annales du moyen-âge.* — Quelque temps après, la monarchie des Francs s'étant affaiblie à ses extrémités par l'effet des guerres civiles qui survinrent entre les petits-fils de Clovis, les Saxons, s'avancant de proche en proche, s'étendirent de l'Elbe jusqu'au Rhin, et dominèrent au nord la nouvelle province française germanique. Ils succédèrent dans la Germanie à la puissance des Thuringiens, et occupèrent la plus grande partie du pays que ces peuples avaient possédé ainsi que de l'ancienne demeure des Francs qui prit d'eux le nom de Saxe.

giens : Badéric, Hermanfroï et Berthaire. Hermanfroï se jeta sur son frère Berthaire et le tua. Celui-ci laissa orpheline, en mourant, sa fille Radegonde ; mais l'épouse d'Hermanfroï, nommée Amalaberge (1), femme méchante et cruelle, semia la discorde entre ces frères. Hermanfroï, venant un jour prendre son repas, trouva la table à moitié découverte. Comme il en demandait la raison, Amalaberge lui dit : « Celui qui se laisse enlever la moitié de son royaume, peut bien aussi avoir la moitié de sa table nue. » Ces paroles, et d'autres semblables, excitèrent Hermanfroï, qui, marchant contre son frère, envola secrètement des messagers au roi Théodoric pour l'inviter à attaquer Badéric, et pour lui dire : « Si tu lui donnes la mort, nous partagerons ce pays entre nous deux. » Plein de joie en entendant ces paroles, il s'avance contre Badéric. Les deux rois se réunirent, et, s'étant donné mutuellement leur foi, ils se mirent en campagne. Ils en vinrent aux mains avec Badéric, détruisirent son armée et lui coupèrent la tête. Cette victoire remportée, Théodoric revint chez lui. Hermanfroï oublia bientôt ses promesses, et se dispensa de les remplir ; de là naquit entre eux une grande inimitié.

« Après la mort de Gondebaud, son fils Sigismond, lui succéda. Ayant perdu sa première femme, fille de Théodoric, roi d'Italie, dont il avait un fils du nom de Sigéric, il en épousa une seconde qui, selon la coutume des marâtres, se mit à maltraiter le fils de son mari et à lui susciter des querelles. Un jour de fête solennelle, le jeune homme, reconnaissant les vêtements de sa mère, lui dit, plein de courroux :

(1) Niece du grand Théodoric, Amalaberge, accoutumée chez les Goths à ce que la couronne passât toujours à l'aîné des princes, reprochait à son mari de se contenter d'un trône divisé.

« Tu n'étais pas digne de couvrir tes épaules des vêtements qu'on sait avoir appartenus à ma mère qui a été ta reine et ta maîtresse. » Transportée de fureur, elle excite son mari par ces paroles pleines d'astuce : « Ce fils pervers, lui dit-elle, aspire à la possession de ton royaume ; il veut, après t'avoir fait périr, l'étendre jusqu'en Italie, c'est-à-dire se rendre maître du royaume que possédait son aïeul Théodoric. Il sait qu'il ne peut le faire de ton vivant, et qu'il ne s'élèvera que par la ruine de son père. » Excité par ces paroles et par d'autres semblables, suivant les conseils de sa méchante épouse, Sigismond devint un meurtrier. Un jour, son fils était appesanti par le vin, il lui ordonne d'aller se reposer ; pendant qu'il dormait, on lui met autour du cou un mouchoir noué sous le menton ; deux serviteurs tirent chacun un bout de ce mouchoir et l'étranglent. Le père se repent, mais trop tard ; il se précipite sur le cadavre inanimé de son malheureux fils, et se met à verser des larmes amères. On rapporte qu'un vieillard lui tint alors ce langage : « Pleure maintenant sur toi, père barbare qui, par suite d'un perfide conseil, es devenu l'assassin de ton fils ; car celui que tu as fait périr innocent n'a pas besoin qu'on le pleure. » Le roi se rendit au monastère de Saint-Maurice, y passa un grand nombre de jours dans les larmes et les jeûnes pour implorer son pardon. Il fonda dans ce monastère un chant perpétuel, et revint à Lyon, poursuivi pas à pas par la vengeance divine. Le roi Théodoric épousa sa fille.

« La reine Clotilde s'adresse alors à Clodomir et à ses autres fils, et leur dit : « Mes chers enfants, que je n'aie point à me repentir de vous avoir élevés avec tendresse ; partagez ma colère, et vengez avec tout votre zèle la mort de mon père et

de ma mère. » Ses fils se dirigent donc vers la Bourgogne et marchent contre Sigismond et son frère Godomar. Vaincu par eux, Godomar s'enfuit. Sigismond fut arrêté par Clodomir au moment où il cherchait à se réfugier dans le monastère de Saint-Maurice. Clodomir l'emmena, lui, sa femme et ses fils, dans la ville d'Orléans, où il les fit enfermer et les garda prisonniers. Les rois Francs partirent. Godomar, ranimant son parti, réunit les Bourguignons et recouvre son royaume. Clodomir se dispose à marcher une seconde fois contre lui et à faire périr Sigismond. Le bienheureux Avitus, abbé de Saint-Nomin-de-Miry, lui dit à cette occasion : « Si tuournes tes regards vers Dieu, si tu changes de dessein, si tu ne souffres pas qu'on mette à mort ces gens-là, Dieu sera avec toi, et tu remporteras la victoire; mais, si tu les fais périr, tu tomberas toi-même entre les mains de tes ennemis, et ce que tu auras fait à Sigismond, à sa femme et à ses enfants, arrivera, à toi, à ta femme et à tes fils. » Mais Clodomir, ne tenant aucun compte de son avis, lui répondit : « Ce serait une grande folie de laisser chez moi un ennemi quand je marche contre un autre; pendant que les uns m'attaqueraient par derrière et l'autre de front, je serais pris entre deux armées. Si je sépare l'un de l'autre, la victoire sera certaine et plus facile, et, lorsque le premier sera mort, je me déferai facilement du second. » Il fit donc périr Sigismond avec sa femme et ses fils, ordonna de jeter leurs cadavres dans un puits du village de Coulmier, et partit pour la Bourgogne, en demandant du secours au roi Théodoric. Peu jaloux de venger son beau-père, celui-ci le promit, et les deux rois, se réunissant dans un lieu nommé Véseronce, dépendant de la ville de Vienne, en vinrent aux mains avec Godomar qui prit la fuite

avec son armée. Clodomir le poursuivit, et, comme il était éloigné des siens, les Bourguignons imitèrent son cri de guerre, et l'appelèrent en lui criant : « Ici, à nous, nous sommes des tiens ! » Clodomir tomba dans le piège, courut vers eux et se précipita au milieu des ennemis, qui lui tranchèrent la tête et la fixèrent au bout d'une pique. A cette vue, les Francs reconnaissant que Clodomir a été tué, rassemblent leurs forces, mettent en fuite Godomar, triomphent des Bourguignons et soumettent le pays à leur puissance. Clotaire épouse alors la femme de son frère Clodomir, nommée Gonthaque ; et la reine Clotilde, après les jours de deuil, prit et garda avec elle les fils de Clodomir, nommés, l'un Théodoald, l'autre Gonthaïre, et le troisième Clodoald. Godomar rentra de nouveau en possession de son royaume.

« Théodoric n'avait point oublié le parjure d'Hermanfroï, roi des Thuringiens. Il demanda du secours à son frère Clotaire, lui promettant que, s'il remportait la victoire, il lui donnerait une part du butin. Après avoir convoqué les Francs (1), il leur dit : « L'injure que j'ai reçue, la mort de vos pères, n'ont-elles pas soulevé votre indignation ? Souvenez-vous du mal que les Thuringiens ont fait à nos parents. Vous le savez, nos pères leur donnèrent des otages pour obtenir la paix ; mais les Thuringiens les mirent à mort, et enlevèrent à nos parents tout ce qu'ils avaient. Après avoir attaché par le nerf de la cuisse des enfants aux branches des arbres, ils ont donné une mort cruelle à plus de deux cents jeunes filles, en les attachant par les bras au cou des chevaux qui, forcés à coups d'aiguillons pointus de tirer chacun d'un côté différent,

(1) La convocation des Francs était le fondement de la liberté politique apportée de la Germanie.

déchiraient ces infortunées en pièces ; ils en étendirent d'autres sur les ornières des chemins, les clouèrent en terre avec des pieux, firent passer des chars sur leurs cadavres, et livrèrent leurs os brisés en pâture aux chiens et aux oiseaux (1). Aujourd'hui, Hermanfroi manque à ses promesses et refuse de les remplir. Nous avons le bon droit pour nous, marchons donc avec l'aide de Dieu. » Les Francs, indignés de tant de crimes, demandent d'une voix unanime à marcher contre les Thuringiens.

« Théodoric, aidé de son frère Clotaire et de Théodebert son fils, partit avec son armée. Mais les Thuringiens dressent des embûches aux Francs : ils creusent, dans les champs où l'on doit livrer bataille, des fossés dont l'ouverture, cachée par un gazon épais, font voir la plaine unie. Le combat s'étant engagé, un grand nombre de cavaliers francs tomba dans ces fossés, ce qui les mit dans un grand désordre ; mais, le piège une fois connu, ils s'en garantirent. Les Thuringiens ; voyant leur armée battue, et leur roi Hermanfroi mis en fuite, tournèrent le dos à leur tour, et se retirèrent jusqu'au fleuve de l'Undstrutt. Cette victoire rendit les Francs maîtres

(1) Il ne faut pas oublier les mœurs des Barbares avant d'être devenus chrétiens, si l'on veut les juger équitablement après qu'ils eurent embrassé le christianisme. « Les attentats dont nos chroniques sont souillées, dit Mably, sont devenus, entre les mains de quelques écrivains modernes, autant d'arguments pour prouver que le gouvernement des Français était purement arbitraire : ils ont conclu du fait au droit ; ils ont pris l'abus des mœurs pour la loi politique, et pour la constitution naturelle de l'État la confusion forcée dans laquelle la violence d'une part et la faiblesse de l'autre tenaient le corps entier de la nation. Mais les faits ne supposent ni ne donnent aucun droit s'ils ne sont reconnus par les actes d'une autorité légitime. La loi qui les condamne est violée et non pas détruite ; et cette loi, qui n'a pas été la règle de quelques princes ou de quelques citoyens avides ; sanguinaires et ambitieux, doit au moins en servir aux philosophes qui jugent leurs actions. »

de la Thuringe, qu'ils réduisirent sous leur puissance (1).

Clotaire emmena captive Radegonde, fille de Bertaire. Elle avait alors dix ans. Clotaire la fit instruire dans le Christianisme, et lui donna des maîtres qui cultivèrent les heureuses dispositions que la nature avait mises en elle. Plus tard, Clotaire l'épousa, mais Radegonde ne pouvait aimer un prince voluptueux et cruel qui avait fait tuer son frère. Radegonde n'eut plus qu'un désir; désir qu'elle avait eü avant son mariage avec le roi, de se consacrer entièrement à Dieu. Elle se privait d'une partie de sa nourriture pour la donner aux pauvres, ses jeunes étaient rigoureux, et elle portait un cilice sous ses habits. Après la mort de son frère, elle fit part à saint Médard, évêque de Noyon, du dessein qu'elle avait formé de fuir la cour. Saint Médard, craignant le roi, refusa d'entrer dans ses vues. Radegonde alors coupa ses cheveux elle-même, couvrit sa tête d'un voile, et se rendit près du prélat, qui l'ordonna diaconesse. Quelque temps après, elle se rendit à Poitiers, et obtint de Clotaire d'y fonder un monastère de religieuses; elle en donna la conduite à une vierge remplie de vertu nommée Agnès, et lui obéit comme les autres. Clotaire disait souvent : « J'ai pour femme plutôt une religieuse qu'une reine; » mais il se repentit de lui avoir permis de prendre le

(1) Depuis la conquête de la Bourgogne, toute la Gaule obéissait aux fils de Clovis; ils avaient envahi le royaume de Thuringe, et leur puissance indéfinie s'étendait au-delà du Rhin jusqu'au cœur des forêts, leur premier séjour. Les Allemands et les Bavares établis dans les provinces romaines de la Rhétie et de la Norique, au sud du Danube, se reconnaissaient humblement les vassaux des Francs, et la faible barrière des Alpes était incapable de leur résister. Lorsque Clotaire, qui survécut à ses frères (les enfants de Clovis), réunit l'héritage et les conquêtes des Mérovingiens, son royaume s'étendait de beaucoup par delà les limites de la France moderne. (GIBBON.)

voile, et il vint à Tours pour enlever Radegonde. Celle-ci, en proie aux plus vives inquiétudes, écrivit à saint Germain, de Paris, pour le conjurer de mettre tout en œuvre contre ce projet du roi. Saint Germain parvint, à force de prières et de larmes, à empêcher le roi de se rendre à Poitiers. Alors Clotaire se prosterna devant saint Germain et le pria de demander à Radegonde de s'intéresser pour lui auprès de Dieu, afin qu'il obtint le pardon de ses crimes, ainsi que de sa malheureuse facilité à suivre les conseils des pervers.

Le poète Fortunat ayant visité le monastère de Poitiers, fut retenu par la reine. Fortunat s'établit à Poitiers, y prit les ordres, et devint prêtre de l'église métropolitaine. Il devint le conseiller et le secrétaire de la reine et de l'abbesse. Fortunat était né un an après la mort de Sidoine Apollinaire. On sent dans ses vers l'influence de cette époque de barbarie. Ses vers sont pleins d'enflure. Il a composé plusieurs poésies, et on lui attribue le *Pange lingua* et le *Vexilla regis prodeunt*. On voit dans les Epîtres de Fortunat à plusieurs évêques, que *le pouvoir épiscopal protégeait encore d'une main affaiblie, mais toujours secourable, les derniers efforts de la civilisation qui succombe* (1). Les uns rétablissaient des églises et des murailles de villes, les autres élevaient des aqueducs. Un d'eux relevait des thermes et rendait aux hommes le terrain envahi par les animaux sauvages. Plusieurs passages de Fortunat se rapportent à l'existence des châteaux. On fortifiait alors les maisons de plaisance contre les Barbares. « *Et propè castellum hæc casa sola fuit*, ce qui était naguère une simple maison forme presque un bourg fortifié, un château. »

(1) M. Ampère.

Fortunat a décrit la ruine de la Thuringe d'après un récit de Radegonde, et ces vers appartiennent à l'histoire, parce qu'ils peignent l'époque. Il fait parler la reine : « J'ai vu, dit-elle, les femmes trainées en esclavage, les mains liées et les cheveux épars ; l'une marchait nu-pieds dans le sang de son mari, l'autre passait sur le cadavre de son frère ; chacune a eu son sujet de larmes, et moi, j'ai pleuré sur toi. J'ai pleuré mes parents morts, et il faut que je pleure aussi ceux qui sont en vie. Quand mes larmes cessent de couler, quand mes soupirs se taisent, mon chagrin ne se tait pas. Lorsque le vent murmure, j'écoute s'il m'apporte quelque nouvelle ; mais l'ombre d'aucun de mes proches ne se présente à moi. »

Radegonde mourut en 587, à soixante-huit ans. Ses obsèques furent célébrées par saint Grégoire de Tours.

Les rois Francs, étant encore en Thuringe, Théodoric voulut faire périr son frère Clotaire : il apostâ des hommes armés et le fit venir pour traiter de quelque affaire. Il fit arranger, dans une partie de sa maison, une tente d'un mur à l'autre, et il plaça des hommes derrière ; mais cette tente laissait voir leurs pieds. Clotaire, comprenant le piège, entra dans la maison avec des armes et une bonne escorte. Théodoric, se voyant découvert, parla de choses et d'autres. Ne sachant comment faire oublier sa trahison, il donna à Clotaire un grand plat d'argent. Celui-ci le remercia et s'en retourna chez lui ; mais Théodoric se plaignit aux siens d'avoir perdu sans utilité son plat d'argent, et il dit à Théodebert : « Va vers ton oncle, et dis-lui de te céder le présent que je lui ai fait. » Théodebert y alla, et obtint ce qu'il voulait. Théodoric excellait dans ces sortes de ruses.

Théodoric, de retour, fit venir Hermanfroï, en lui ju-

rant qu'il n'avait rien à craindre, et lui donna de magnifiques présents. Mais un jour qu'ils s'entretenaient ensemble sur les murs de la ville de Zulpie, Hermanfroi fut précipité, on ne sait par qui, en bas des murs, et fut brisé. Nous ignorons l'auteur de ce meurtre, dit Grégoire de Tours; toutefois bien des gens assurent qu'on reconnut évidemment là une perfidie de Théodoric.

CHAPITRE VII.

Révolte d'Auvergne. — Expédition contre les Wisigoths. — Mort courageuse de Mondéric, qui se disait du sang royal.

Pendant que Théodoric était en Thuringe, le bruit courut qu'il avait été tué. Arcadius, l'un des sénateurs de Clermont, demanda à Childeberr de venir s'emparer du pays. Childeberr partit sans retard pour Clermont; ce jour-là il s'était élevé un brouillard si épais que la vue ne pouvait s'étendre au-delà des deux tiers d'un jügere. Le roi disait souvent : « Je voudrais bien voir des yeux la Limagne d'Auvergne, qu'on dit si riante et si belle ; » mais Dieu ne lui accorda pas cette joie. Les portes de Clermont étaient fermées à clef, il n'existait aucun passage pour entrer dans la ville; Arcadius l'y introduisit en brisant la serrure d'une porte. Pendant ce temps, on annonça que Théodoric était de retour.

A cette nouvelle, Childeberr quitta Clermont et se rendit en Espagne auprès de sa sœur Clotilde. Elle était tourmentée, à cause de son catholicisme, par son mari Amalaric; souvent, lorsqu'elle se rendait à l'Eglise, il faisait jeter sur elle du fumier et toutes sortes d'ordures. Elle fut si maltraitée qu'elle envoya, dit-on, à son frère un mouchoir teint de son sang.

Plein de colère, celui-ci passe en Espagne : à la nouvelle de son arrivée, Amalaric prépare ses vaisseaux pour fuir. Mais Childebert était déjà bien près quand le roi des Goths se rappelle, au moment de s'embarquer, qu'il a laissé un grand nombre de pierres précieuses ; il revient pour les prendre, mais les Francs l'empêchèrent de regagner le port. Ne pouvant s'échapper, il voulut se réfugier dans l'Eglise des chrétiens, et, avant même d'en avoir atteint le seuil, il fut frappé d'un coup de javelot et mourut sur le lieu même. Childebert reprit avec lui sa sœur et de riches trésors, et il se préparait à la ramener, lorsqu'elle mourut en route. On la rapporta à Paris, où elle fut enterrée près de Clovis son père.

Après cela, Clotaire et Childebert se disposant à marcher en Bourgogne, demandèrent du secours à Théodoric, qui le refusa. Les Francs, qui formaient son parti, lui dirent que s'il refusait d'aller avec ses frères ils le quitteraient et les suivraient (1). Théodoric pensa que les Arvernes lui avaient été infidèles, et dit aux Francs : « Venez, je vous conduirai dans un pays où vous prendrez de l'or et de l'argent tant que vous en voudrez ; vous y enlèverez des troupeaux, des esclaves et des vêtements en abondance : ne suivez donc pas mes frères. » Séduits par ces paroles, les Francs promettent de faire ce qu'il voudra. Théodoric se prépare à partir et répète aux siens la promesse de leur laisser emmener tout le butin et les prisonniers faits en Auvergne. Pendant ce temps Clotaire et Childebert marchent en Bourgogne, assiègent la ville d'Aun-tun, mettent en fuite Godomar et s'emparent de tout le pays.

(1) Voilà encore une preuve que l'unité qui semblait détruite par le partage existait dans la nation.

Théodoric arrive en Auvergne avec son armée, ravage et ruine toute la province. Arcadius, l'auteur de ce crime, et dont la lâcheté avait causé la dévastation de son pays, se rendit dans la ville de Bourges, qui appartenait alors au royaume de Childebert; mais sa mère Placidine et Alchime, sœur de son père, furent prises. On les dépouilla de leurs biens et on les envoya en exil à Cahors. Théodoric s'approcha de la ville de Clermont et y établit son camp; l'armée parcourut ce malheureux pays, le saccagea et détruisit tout.

L'armée de Théodoric assiégea le château de Voloire, puis le château de Merliac; les assiégés furent obligés de racheter leur captivité par une rançon considérable, ce qu'ils firent par lâcheté, car le château était fortifié par sa position naturelle. Il est entouré non par un mur, mais par un roc à pic de plus de deux cents pieds de hauteur. Un grand étang se trouve au milieu; l'eau en est très-bonne à boire; dans une autre partie sont des fontaines si abondantes qu'elles forment un ruisseau d'eau vive qui s'échappe par une porte de la place, et ses remparts renferment un si grand espace de terrain, que les habitants y cultivent les terres et y recueillent une grande abondance de fruits. Pleins de confiance dans la force de leurs murailles, les assiégés sortent au nombre de cinquante, espérant faire quelque butin et se renfermer dans leur château; mais les ennemis s'emparèrent d'eux et les exposèrent, les mains liées derrière le dos et la tête sous le glaive, devant les yeux de leurs parents. Afin de conserver leur vie, ils aimèrent mieux donner quatre onces d'or pour leur rançon. En partant de Clermont, Théodoric y laissa son parent Sigevalde, comme pour garder la place. Parmi les officiers chargés de convoquer l'armée, se trouvait un certain Litigius,

qui tourmentait saint Quintien , et quoique le saint se prosternât à ses pieds , il continuait à résister à toutes ses prières. Il raconte un jour à sa femme , comme ridicule , ce que le saint évêque avait fait ; mais celle-ci lui dit avec grande sagesse : « Si tu t'es oublié aujourd'hui à ce point , jamais tu ne t'en relèveras. » Trois jours après arrivèrent des envoyés du roi , qui l'emmenèrent enchaîné avec sa femme et ses enfants. Il partit de Clermont et n'y revint plus.

Mondéric (1), qui se disait parent du roi , s'écriait , plein d'orgueil : « Qu'ai-je affaire au roi Théodoric ? le trône est aussi bien à moi qu'à lui. Je sortirai , je convoquerai mon peuple , il prêtera serment , et Théodoric saura que je suis roi comme lui. » Se présentant au peuple , il essaie de le séduire par ces paroles : « Je suis votre chef ; suivez-moi donc , et vous vous en trouverez bien. » Une troupe de gens grossiers le suivirent. Ceux-ci , comme c'est le propre de la fragilité humaine , lui prêtèrent serment de fidélité et lui rendirent les hommages dus à un roi. Théodoric , apprenant ce qui s'était passé , lui fait dire : « Viens vers moi ; si quelque portion de mon royaume est à toi , tu la recevras. » Mais ce n'était là qu'une ruse de Théodoric pour attirer Mondéric , et le faire périr. Celui-ci refuse en ces termes : « Dites à votre roi que le trône m'appartient comme à lui. » Théodoric fait marcher une armée pour le réduire.

A cette nouvelle , Mondéric , ne se sentant pas assez fort , arme la place de Vitry , s'y enferme avec ses richesses , et tâche de s'y fortifier en rassemblant tous ceux qu'il avait séduits. Les ennemis entourèrent le château et l'assiégèrent pen-

(1) M. de Fonce-magne , de l'Académie des Inscriptions , croit qu'il était fils naturel de Clovis.

dant sept jours. Mondéric, à la tête des siens, tenait ferme et les encourageait en leur disant : « Combattons vaillamment jusqu'à la mort, et nos ennemis n'auront point le dessus. » Le roi, voyant que les traits que son armée faisait pleuvoir sur les ennemis demeuraient sans effet, envoya un des siens du nom d'Argèsèle en lui disant : « Tu vois, ce traître réussit ; va vers lui, promets-lui qu'il peut sortir sans crainte, et, une fois sorti, tue-le ; qu'il ne soit plus question de lui dans le royaume. Argèsèle part et exécute l'ordre qu'il a reçu. Arrivé près de Mondéric, Argèsèle lui tint ce langage : « Jusques à quand demeureras-tu ici comme un insensé ? Pourras-tu résister longtemps ainsi ? Lorsque tu seras lassé par la famine, tu sortiras et tu te livreras entre les mains de tes ennemis, ou tu mourras honteusement. Ecoute plutôt mon conseil, soumets-toi, tu conserveras ta vie et celle de tes enfants. » Ebranlé par ces paroles, Mondéric lui répond : « Si je sors, les ennemis s'empareront de moi, je serai mis à mort avec mes fils et tous ceux qui se sont réunis sous mes drapeaux. » Ne crains rien, lui dit Argèsèle, reçois le serment que l'on ne te fera aucun mal, présente-toi au roi, et tu seras près de lui comme auparavant. » Argèsèle, les mains posées sur l'autel, lui fit serment qu'il pouvait sortir en toute sécurité. Mondéric passe la porte et donne la main à Argèsèle. L'armée le regardant de loin, Argèsèle s'écrie : « Que regardez-vous donc ? n'avez-vous jamais vu Mondéric ? » Aussitôt on se jette sur lui, et Mondéric, devinant ce qu'il en était, « je vois, dit-il, que ces paroles sont le signal de ma mort ; mais, je t'en avertis, puisque tu m'as trompé par une infâme trahison, personne ne te verra plus vivant. » Et, lui enfonçant sa lance dans les épaules, il l'étendit mort ; puis, tirant l'épée à la tête des siens, il fit un

grand carnage de ses ennemis, et jusqu'à sa mort il ne cessa de tuer tous ceux qu'il put atteindre. Ses biens furent confisqués.

CHAPITRE VIII.

Otages réduits en esclavage. — Délivrance du neveu de l'évêque de Langres.

Théodoric et Childebert contractèrent alliance, se promirent de ne point marcher l'un contre l'autre, et se donnèrent pour gage de leur union des otages, parmi lesquels se trouvaient des fils de sénateurs; mais de nouveaux différends s'étant élevés entre les rois, tous ces otages furent réduits en servitude, et ceux qui les avaient reçus en garde en firent leurs esclaves. Un grand nombre cependant prit la fuite et retourna dans sa patrie; quelques-uns furent retenus en servitude.

Parmi ces derniers se trouvait Attale, neveu de Grégoire, évêque de Langres. Esclave de l'Etat, il fut destiné à la garde des chevaux et au service d'un barbare qui habitait le pays de Trèves. Grégoire envoya à sa recherche quelques-uns de ses serviteurs. Ceux-ci le découvrirent et offrirent à son maître des présents qu'il refusa en disant : « Un homme d'une telle origine doit payer dix livres d'or pour sa rançon. » Les envoyés étant de retour, Léon, l'un des cuisiniers de l'évêque, lui dit : « Si vous voulez me laisser partir, je pourrai peut-être arracher Attale à la captivité. » Plein de joie de cette offre, l'évêque envoya son serviteur. Celui-ci, à son arrivée, chercha d'abord à enlever secrètement Attale, mais ce fut en vain. Il rencontra un homme de sa connaissance, et il lui dit : « Viens me vendre dans la maison de ce barbare, et le prix que tu retireras de ma vente sera pour toi. » Je n'ai qu'un dessein, c'est de pouvoir

exécuter plus facilement mon projet. Le marché se conclut sous serment, l'homme le suivit, et se retira après l'avoir vendu douze sous d'or. Or, le barbare demanda à cet esclave ce qu'il savait faire, il répondit : « Je sais bien apprêter tout ce qui se sert sur la table des maîtres, et je défie d'en trouver un pareil à moi dans cet art. Je te le dis avec vérité, lorsqu'il te faudra traiter le roi lui-même, je peux apprêter un festin royal, et personne ne saurait mieux faire que moi. » Le barbare lui dit : « Le jour du soleil approche (les Barbares ont coutume de donner ce nom au dimanche), j'inviterai ce jour-là dans ma maison mes voisins et mes parents, je veux un repas qui excite l'admiration, et dont ils puissent dire : « Jamais nous ne vîmes rien de mieux dans la maison du roi. » Si mon maître, repartit Léon, veut faire acheter des volailles en abondance, je ferai ce qu'il ordonne. » Ce qui avait été demandé fut donc préparé. Le dimanche arrivé, l'esclave servit un grand festin composé des mets les plus exquis. Après avoir bien mangé, on se retira en faisant de grands éloges du repas. Alors le maître, accordant sa faveur à l'esclave, lui donna le pouvoir sur tout ce qui l'entourait. Il avait pour lui une grande affection, et Léon distribuait toujours les vivres à ses camarades. Un an après, le maître se croyant sûr de son esclave, celui-ci s'en alla dans un pré voisin de la maison avec Attale, le gardeur de chevaux. Tous les deux se couchèrent à terre en se tournant le dos, afin qu'on ne pût soupçonner qu'ils parlaient ensemble. Léon dit au jeune homme : « Il est temps de penser à notre pays, je te le recommande, quand la nuit aura enveloppé la terre de ses sombres voiles, et que tu auras enfermé les chevaux, ne te laisse point aller au sommeil, mais, aussitôt que je t'appellerai, tiens-toi prêt, et nous partirons. »

Ce jour-là le barbare avait invité plusieurs de ses parents, et entr'autres le mari de sa fille. Au milieu de la nuit, on se leva de table, et chacun alla se livrer au repos. Le gendre se retira dans sa chambre; Léon l'y suivant avec du vin, lui versa à boire. « Dis-donc, toi, l'homme de confiance de mon beau-frère, supposons que tu en aies le pouvoir, quand voudras-tu prendre ses chevaux et t'enfuir dans ton pays? » ce qu'il disait par plaisanterie. Léon lui répondit en riant : « Si Dieu le veut, je partirai cette nuit même. — Plaise au ciel, dit l'autre, que mes serviteurs fassent bonne garde pour que tu ne prennes rien de ce qui m'appartient, et ils se séparèrent en riant. » Léon appelle Attale, les chevaux sont sellés, et il lui demande s'il a une épée. « Je n'ai, dit Attale, qu'une petite lance. » Léon entre dans l'appartement de son maître, lui prend son bouclier et sa framée, et celui-ci demandant qui était là et ce qu'on lui voulait : « Je suis, dit Léon, ton serviteur, j'éveille Attale afin qu'il mène paître ses chevaux, car il dort comme un homme ivre. — Fais ce que bon te semblera, lui répond le maître, et il se rendort. » Léon sortit, donna des armes à Attale. Prenant les chevaux ils s'éloignèrent, emportant avec eux leurs effets dans une valise. Arrivés à la Moselle, ils se disposèrent à traverser le fleuve; mais ils furent arrêtés par quelques personnes, et forcés d'abandonner leurs chevaux pour passer le fleuve à la nage. Ils arrivèrent ainsi à l'autre rive, et, favorisés par les ténèbres, ils s'enfoncèrent dans une forêt où ils se cachèrent. C'était la troisième nuit qu'ils marchaient sans avoir pris de nourriture. Ils continuent de s'avancer; mais tout à coup ils entendent un bruit de chevaux qui galopaient. Couchons-nous à terre, disent-ils, pour n'être point aperçus. Ils se couchent derrière un buisson,

et mettent l'épée à la main pour être prêts à se défendre comme s'ils avaient affaire à des brigands. Les cavaliers arrivent devant le buisson, ils s'arrêtent, et l'un d'eux, pendant que les chevaux urinaient, se mit à dire : « Quel malheur de ne pouvoir découvrir ces misérables ; mais j'en fure par mon âme, si je parviens à les arrêter, j'en fais pendre un et couper l'autre en morceaux. » C'était le barbare leur maître qui tenait ce langage ; il revenait de Reims et les cherchait ; et il les aurait rencontrés en chemin, si la faveur de la nuit ne les avait sauvés. Les cavaliers se remirent en marche et s'éloignèrent. Léon et Attalé arrivèrent cette nuit même à Reims ; et, lorsqu'ils y furent entrés, ils rencontrèrent un homme auquel ils demandèrent la maison du prêtre Paulelle. Elle leur fut indiquée. Pendant qu'ils traversaient la place, la cloche sonna matines ; car c'était un dimanche. Ayant ouvert la porte du prêtre, ils entrèrent chez lui, et le serviteur lui dit quel était son maître. « Que le Seigneur nous pardonne, reprit Léon, si nous osons vous demander quelque nourriture malgré la sainteté de ce jour ; mais nous n'avons goûté ni pain ni viande depuis quatre jours. » Le prêtre ayant caché les voyageurs, leur donna un pain trempé dans du vin et s'en vint à matines. Le barbare arriva, il cherchait ses esclaves ; mais il partit. En effet, le prêtre était lié d'amitié avec le bienheureux Grégoire. Après avoir réparé leurs forces, les jeunes gens restèrent encore deux jours dans la maison du prêtre ; ils lui firent leurs adieux et arrivèrent enfin auprès de saint Grégoire. Plein de joie, l'évêque pleura sur le cou d'Attalé ; et ayant délivré Léon de l'esclavage, lui donna des terres, où il vécut le reste de ses jours, libre avec sa femme et ses enfants.

CHAPITRE IX.

Meurtre des enfants de Clodomir.

Pendant que la reine Clotilde séjournait à Paris, Childebart voyant que sa mère avait une tendresse extrême pour les fils de Clodomir, dont nous avons déjà parlé, en devint jaloux, et craignant que la faveur de la reine ne les fit prendre part au royaume, il envoya dire secrètement à son frère Clotaire : « Notre mère a près d'elle les fils de notre frère, et veut leur donner le royaume de leurs pères. Viens promptement à Paris, ta présence est nécessaire, il faut délibérer ensemble sur ce que nous devons en faire : les ferons-nous raser et réduire à la condition commune, ou faudra-t-il les faire périr et partager entre nous le royaume de Clodomir ? » Plein de joie, Clotaire vint à Paris. Childebart avait déjà répandu que les deux rois se réunissaient pour élever au trône ces jeunes enfants. Les deux rois envoyèrent dire à la reine, qui habitait la même ville : « Envoie-nous les enfants pour les élever au trône. » Pleine de joie et ignorant leur ruse, Clotilde fit boire et manger les enfants et les envoya en disant : « Je croirai n'avoir point perdu mon fils si je vois ses enfants lui succéder. » Les enfants partirent, et ils furent arrêtés ; on les éloigna de leurs serviteurs et de leurs gouverneurs, et l'on garda les serviteurs d'un côté et les enfants de l'autre. Alors, les deux rois envoyèrent à Clotilde Arcadius avec des ciseaux et une épée nue. Arrivé près de Clotilde, il lui montra ce qu'il portait et lui dit ; « Glorieuse reine, tes fils nos maîtres désirèrent connaître ta volonté : veux-tu qu'ils vivent avec les cheveux rasés ou qu'ils soient égorvés ? » Epouvantée par ce message et indignée surtout quand

elle vit l'épée nue, Clotilde répondit, sans réfléchir et accablée de douleur : « J'aime mieux, s'ils ne doivent point arriver au trône, les voir morts que tondus. »

L'ambassadeur se retira aussitôt sans attendre d'autres paroles, et porta cette réponse aux deux rois, leur disant : « Vous avez l'aveu de la reine pour achever l'œuvre commencée. »

Les deux rois entrèrent dans le lieu où les enfants étaient gardés, et Clotaire, saisissant par le bras l'ainé des enfants, le jeta par terre et lui enfonça un couteau sous l'aisselle. Aux cris de douleur qu'il jetait, son frère se prosterna aux pieds de Childebert, et le prenant par les genoux, il lui criait en versant des larmes : « Mon père, mon bon père, viens à mon secours, afin que je ne meure pas comme mon frère. » Alors Childebert très-ému dit à Clotaire : « Mon frère, je t'en prie, accorde-moi sa vie, et si tu ne le tues pas, je te donnerai pour le racheter ce que tu voudras. » Mais Clotaire accabla son frère d'injures. « Repousse-le loin de toi, ou tu mourras à sa place, s'écria-t-il, c'est toi qui m'as excité à cette action, et voilà que tu manques à ta parole. » Childebert alors repoussa l'enfant et le jeta à Clotaire, qui le frappa d'un coup de couteau dans les côtes. Ils tuèrent ensuite les serviteurs et les gouverneurs, et après qu'ils furent morts, Clotaire, sans paraître troublé, monta à cheval et se rendit avec Childebert dans les faubourgs de la ville.

La reine après avoir fait placer les corps des deux enfants dans un cercueil, les suivit avec un grand appareil de chants et de deuil jusqu'à la basilique de Saint-Pierre, où elle les fit enterrer tous deux à la même place. L'un de ces enfants avait dix ans, l'autre n'en avait que sept. Le dernier, du nom

de Clodoalde, put être pris et sauvé par le secours d'hommes courageux. Méprisant un royaume sur cette terre, il se consacra au Seigneur, se rasa lui-même les cheveux et devint ecclésiastique : il se voua aux bonnes œuvres et mourut prêtre. Les deux rois Clotaire et Childebert se partagèrent le royaume de Clodomir par portions égales.

La reine Clotilde se distingua tellement par sa bonté et sa grandeur, qu'elle fut honorée de tous ; on la vit constamment répandre des aumônes, consacrer ses nuits à la prière, et donner l'exemple de la chasteté et de toutes les vertus. Elle distribua aux Eglises, aux monastères et à tous les lieux saints des terres avec tant de générosité et de bienveillance qu'alors on la regardait non comme une reine, mais comme la servante du Seigneur, consacrée à son service. Ni la royauté de ses enfants, ni l'ambition, ni la richesse, ne purent l'entraîner à sa perte, mais elle fut conduite à la grâce par son humilité.

CHAPITRE X.

Dernières entreprises de Théodoric. — Avènement de Théodebert.

Théodoric avait fiancé son fils Théodebert à la fille d'un roi du nom de Wisigarde.

Après la mort de Clovis, une grande partie de ses conquêtes furent envahies par les Goths : Théodoric envoya Théodebert, Clotaire et Gontaire, le plus âgé de ses fils, pour les recouvrer. Gontaire s'avança jusqu'à Rhodéz, puis il se retira ; mais Théodebert, allant jusqu'à la ville de Béziers, s'empara de la citadelle de Dion et y fit un grand butin ; il envoya ensuite, vers une autre forteresse nommée Cabrière, des messa-

gers chargés de dire que si l'on ne se soumettait, il livrerait la place aux flammes et ferait les habitants prisonniers.

Il y avait là une dame d'une grande adresse et fort renommée. Son mari avait fixé son séjour dans la ville de Béziers; elle envoya des messagers chargés de dire à Théodebert : « Personne, excellent roi, n'est capable de te résister, nous reconnaissons notre maître en toi; viens et fais tout ce qui te conviendra. » Théodebert vint, entra paisiblement dans la ville, et, voyant que tout le monde lui était soumis, il n'y fit aucun mal. Deutérie alla à sa rencontre; il la trouva belle, en devint épris et lui fit partager son lit.

Dans ce temps là, Théodoric tua à coups d'épée son parent Sigivald, et envoya secrètement vers Théodebert pour qu'il mit aussi à mort le fils de Sigivald, nommé Givald, qui était auprès de lui. Théodebert l'avait tenu sur les fonts de baptême; il ne voulut point sa mort, et, lui communiquant la lettre qu'il avait reçue de son père, il lui dit : « Enfuis-toi loin de ces lieux, car mon père m'a donné l'ordre de te faire périr. Lorsque sa mort sera arrivée, si tu apprends que je règne, reviens vers moi en toute sécurité. » Givald l'ayant remercié, lui fit ses adieux et partit.

Théodebert faisait alors le siège de la ville d'Arles, dont les Goths s'étaient emparés. Givald s'y étant réfugié ne s'y trouva pas en sûreté; et, ayant gagné l'Italie, il y resta caché. Pendant que tout cela se passait, on vint dire à Théodebert que son père était attaqué d'une maladie dangereuse, et que, s'il ne se hâtait de revenir promptement près de lui afin de le trouver encore vivant, il serait exclu du trône par ses oncles et ne rentrerait plus dans le royaume de son père. À cette nouvelle, Théodebert quitta tout et accourut, laissant Deuté-

rie et sa fille à Clermont. Théodoric mourut peu de jours après, après avoir régné vingt-trois ans. Childebert et Clotaire se liguèrent contre Théodebert, et voulurent lui arracher son royaume, mais celui-ci les apaisa par des présents, et, appuyé par ses leudes, il s'affermir sur le trône. Il envoya ensuite chercher Deutérie à Clermont et l'épousa.

Childebert, voyant qu'il ne pouvait l'emporter sur Théodebert, lui envoya une ambassade pour l'engager à venir le trouver, en lui disant : « Je n'ai pas d'enfant, je désire te traiter comme mon propre fils. » A son arrivée, il le combla de tant de présents que tout le monde en fut dans l'admiration. Il lui donna des armes, des habits et d'autres ornements qui conviennent à un roi, et des chevaux, et des bassins précieux. Lorsque Givald eut appris que Théodebert était en possession du royaume de Théodoric, il revint auprès de lui. Théodebert l'embrassa, lui donna le tiers des présents qu'il avait reçus de son oncle, et lui fit rendre tous les biens de Sigivald, que Théodoric avait confisqués.

Affermi dans son royaume, Théodebert se montra plein de bonté et de grandeur ; il gouverna avec justice, honora les évêques, fit du bien aux églises, secourut les pauvres et distribua à beaucoup de monde de nombreux bienfaits. Il remit aux églises d'Auvergne tout le tribut qu'elles payaient à son fisc.

Deutérie, voyant que sa fille était adulte, craignit que le roi n'en devînt amoureux et ne la prit pour lui. Elle la fit donc monter dans un chariot attelé de deux bœufs indomptés, qui la jetèrent d'un pont dans le fleuve où elle périt. Ceci se passa dans la ville de Verdun.

Sept ans s'étaient déjà écoulés depuis que Théodebert était

fiancé à Wisigarde, qu'il refusait de recevoir à cause de Deutérie. Les Francs ligüés contre lui étaient scandalisés de ce qu'il abandonnait sa fiancée. Alors, touché de leurs plaintes, il abandonna Deutérie, dont il avait un fils nommé Théodebald, et il épousa Wisigarde. Elle mourut, il en épousa une autre, mais il ne reprit jamais Deutérie.

Justinien régnaît alors (1), et, grâce à Bélisaire, l'empire d'Orient jetait un nouvel éclat. Bélisaire venait de conquérir l'Afrique sur les Vandales, et Justinien songeait à porter ses armes victorieuses en Italie. L'ingratitude de Théodat pour Amalazonthé qui l'avait élevé à l'empire et l'avait fait entrer dans son lit après la mort d'Athalaric, fut le prétexte de cette guerre. Théodat en apprenant que Bélisaire approchait, fit périr Amalazonthé dans la forteresse où il l'avait reléguée, au milieu du lac de Bolsène. Justinien sentit qu'il fallait susciter des ennemis aux Ostrogoths, et négocier avec les rois Francs. Il accompagna ses propositions de présents et d'une somme considérable, avec la promesse d'un subside pour les frais de la guerre. La ligue fut conclue. Justinien fit marcher une armée en Illyrie, Bélisaire s'empara de la Sicile, et les Francs attaquèrent les Ostrogoths en Provence. Théodat fut assez lâche pour proposer de céder l'Italie à Justinien. Les Ostrogoths le déposèrent et élurent Vitigès à sa place. Vitigès, homme d'une naissance obscure, mais à qui ses talents militaires avaient mérité l'honneur que lui faisait sa nation, envoya des députés aux

(1) La majesté de Rome n'était que bien faiblement représentée par les princes de Constantinople, faibles successeurs d'Auguste. Cependant ils régnaient encore sur l'Orient depuis les rives du Danube jusqu'aux bord du Nil et du Tigre. L'empereur Justinien renversa en Italie les trônes des Goths et des Vandales. (GIBBON.)

princes Francs, et leur proposa d'abandonner tout ce qu'il possédait dans les Gaules, s'ils voulaient le secourir. Comme ils avaient déjà fait un traité avec Justinien, ils acceptèrent, mais ils promirent d'envoyer non une armée de Francs, mais une armée levée chez les peuples qui leur était soumis. Dix mille Bourguignons aidèrent Vitigès à reprendre Milan sur Bélisaire. Les Ostrogoths s'y montrèrent de vrais barbares, ils massacrèrent tous les hommes et les enfants mâles, donnèrent les femmes et les filles aux Bourguignons pour récompense, et rasèrent la ville. C'est un peu avant que Bélisaire était entré à Rome et l'avait soumise de nouveau à l'empire d'Orient, soixante ans après qu'elle en eut été séparée, et ce siège est un des plus grands événements de cette époque. Bélisaire soutint longtemps le siège et obligea Vitigès de le lever, malgré une armée de cent cinquante mille Ostrogoths.

Théodebert se lassa bientôt de jouer un rôle secondaire, et, comme la conquête de l'Italie lui paraissait digne de lui, il entra dans le Piémont avec une armée de cent mille hommes, battit l'armée des Ostrogoths et celle des Romains, s'empara de la Ligurie, et s'avança jusqu'à Plaisance. Procope, qui était en Italie avec Bélisaire, vit alors les Francs, et nous a conservé des détails sur leur manière de combattre. « Ils n'ont, dit-il, ni arc, ni flèches, mais ils portent d'une main un bouclier, une hache à deux tranchants de l'autre ; au premier signal, ils lancent leur hache contre le bouclier de celui qu'ils attaquent, le brisent, et se jettent ensuite sur leur ennemi, l'épée à la main. Procope dit encore qu'au passage du Pô, les Francs firent plusieurs cérémonies païennes. Une maladie, qui se mit dans son armée, força Théodebert de quitter l'Italie, et ce fut en vain par la suite qu'il offrit des secours à

Vitigès, près de succomber sous les armes de Bélisaire. Vitigès aimait mieux se livrer à son ennemi que d'accepter les offres de Théodebert. Après cette expédition en Italie, Théodebert s'unit à Childeberrt contre Clotaire, et Clotaire allait succomber sans un orage épouvantable qui, tombant sur l'armée de Childeberrt, fut regardé comme un prodige, et sépara les deux armées.

Théodebert et Childeberrt levèrent une armée et résolurent de marcher contre Clotaire. Celui-ci, craignant de succomber sous leurs forces réunies, s'enfuit dans une forêt où il se retrancha. Il se fit un rempart des arbres qu'il abattit.

Voici comment Grégoire de Tours raconte cet événement :

La reine Clotilde consternée accourut auprès du tombeau de saint Martin. Prostermée auprès des autels, elle passa la nuit à prier, conjurant le ciel d'empêcher la guerre qui venait de s'élever entre ses enfants.

Coalisés, les rois entouraient la forêt où s'était réfugié Clotaire; on devait l'attaquer le lendemain, et Clotaire était sur le point de périr. Mais au point du jour une tempête horrible s'éleva dans le camp des assiégeants. Un vent impétueux renverse les tentes, détruit les bagages et bouleverse tout, les éclairs sillonnent la nue, le tonnerre gronde, et une grêle énorme tombe des nuages amoncelés. Les chevaux sont dispersés au loin. Les deux rois se prosternent à terre, touchés de repentir d'avoir entrepris cette guerre impie, et demandent pardon à Dieu, qui montrait son courroux d'une manière si éclatante. Ils envoyèrent aussitôt offrir la paix; elle fut conclue, et ils revinrent chacun sur leur territoire.

CHAPITRE XI.

Expéditions en Espagne et en Italie. — Mort de Clotilde. — Avènement de Théodebald. — Révolte des Saxons.

Les frères se réconcilièrent, et ce fut pour la dernière fois. Le concile qui se tint à Orléans, l'année suivante, est fort curieux. Plusieurs canons sont dirigés contre le culte des idoles, ce qui prouve que le paganisme avait encore un culte dans les Gaules. Pendant que Théodebert tournait toutes ses pensées vers l'Italie, Childebert et Clotaire songeaient à une expédition contre l'Espagne. Les Ostrogoths régnaient au-delà des Alpes et des Pyrénées, et ils étaient les seuls ennemis des rois Francs. Childebert et Clotaire levèrent une armée, passèrent les Pyrénées, se répandirent dans la Catalogne et dans l'Aragon, et vinrent mettre le siège devant Saragosse. Une armée de Visigoths vint leur faire lever le siège, et pas un seul Franc n'aurait pu repasser les Pyrénées, parce que leurs rois n'avaient nullement songé à faire garder les passages dont les Visigoths s'étaient emparés, si le général visigoth n'eût accepté une somme considérable pour ne pas s'opposer à leur retraite. Les Francs se vengèrent de leur défaite en Espagne par des conquêtes dans le Languedoc. Il est bien remarquable qu'à toutes les époques, les Français n'ont jamais pu s'établir au-delà des Alpes et des Pyrénées. Ils y ont toujours trouvé des victoires et leur ruine.

Bélisaire ayant été rappelé d'Italie, les Ostrogoths ne profitèrent pas d'abord des divisions des généraux qui y étaient restés, à cause de leurs propres dissensions; mais Totila, étant parvenu au trône, gagna plusieurs batailles et reprit

Rome. Toutefois il l'abandonna bientôt à Bélisaire, que l'empereur avait été obligé de renvoyer en Italie. Ce fut dans ce temps que Justinien, pour s'attacher les Français, leur céda, par un diplôme solennel, les droits de l'empereur sur toutes les Gaules, cession qui avait déjà été faite par Vitigès, comme souverain de Rome. L'établissement de la monarchie française fut donc consommé dans les Gaules. Jusqu'alors le pape n'avait jamais voulu accorder le pallium aux évêques des Gaules qu'avec le consentement de l'empereur. Totila, de son côté, tâcha de se concilier l'amitié de Théodebert et lui demanda sa fille en mariage. Théodebert répondit fièrement que sa fille n'épouserait qu'un roi, et qu'il ne reconnaissait pas pour tel celui qui, ayant pris Rome, ne l'avait pu garder. Théodebert envoya bientôt après en Italie un de ses généraux qui s'empara de plusieurs places de la Ligurie. L'expédition fut malheureuse. Nous avons une curieuse relation qu'un auteur, à peu près contemporain, Agathias, nous a laissée de la journée de Casilin. Nous devons remarquer que jusqu'à cette époque c'est la première bataille décrite d'une manière instructive, et presque la seule qui nous offre quelques images intéressantes et bien exposées du caractère militaire des Francs. On y voit qu'ils allèrent au combat avec l'impatience de la colère et de la rage; qu'ils chargèrent en poussant des cris terribles; qu'avec leur ordonnance en coin ou en triangle ils rompirent d'abord celle des Romains; que la passion terrible du butin fit courir tout de suite les plus avides vers le camp ennemi pour le piller, et que cette aveugle impatience mit leur premier ordre de bataille dans une confusion dont Narsès sut bien profiter. On peut juger encore, par la même relation, que leur défaite ne doit pas s'attribuer uniquement à l'habileté, à la

tactique de ce grand capitaine , ni à la discipline de ses légions, mais aux casques , aux cuirasses , aux solides boucliers dont elles étaient munies , ainsi qu'à leurs longues et fortes lances contre des corps nus ou couverts seulement d'une targe mal fabriquée , et qui , avec l'épée et la hache de guerre , appelée francisque , n'avaient d'autre arme offensive qu'une haste moyenne doublement meurtrière par des hameçons ou crochets proéminents vers la partie inférieure de sa lame. Ils l'appelaient *angon* , et la maniaient également comme pique ou la dardaient comme javelot.

L'armée de Buccelin n'eut même ni cavaliers , ni archers , ni frondeurs à opposer aux troupes légères à pied et à cheval avec lesquelles Narsès mit le désordre dans une infanterie sans appui et l'accabla dans sa déroute. Il est évident , par un discours de Narsès , qu'il regardait les Francs comme une nation très-brave , très-guerrière , et qu'après sa victoire il craignait que leur armée détruite ne fût remplacée par une autre plus nombreuse et plus formidable (1).

La destruction des diverses armées des Francs entraîna rapidement la perte de toutes leurs conquêtes en Italie , ainsi que la ruine des Ostrogoths ; et Théodebald étant mort , les nouvelles affaires qui occupèrent les rois de Paris et de Soissons ne leur permirent pas , quand ils l'auraient voulu , de penser à celles de l'Italie.

- (1) Excussisse citas vastum per inane bipennes
 Ladus, et intortas præcedere saltibus hastas
 Inque hostem venisse prius
 Si forte premuntur
 Seu numero, seu sorte loci, mors obruit illos,
 Non timor. Immoti perstant, animoque supersunt
 Jam prope post animam.....

(*Sidaine Apollinaire.*)

Théodebert, furieux de l'orgueil de l'empereur, qui joignait à ses titres celui de Francisque ou vainqueur des Francs, formait le projet d'aller l'assiéger dans Constantinople, mais il mourut d'une blessure d'un taureau sauvage qu'il avait reçue à la chasse, laissant la réputation d'un guerrier des plus intrépides, d'un général habile et actif, et d'un roi plein d'amour pour ses sujets. Sa réponse à un évêque mérite d'être rapportée. Théodebert refusa de prendre des mains de ce prélat une somme considérable qu'il avait prêtée aux habitants de Verdun, en disant : « Nous sommes trop heureux, vous de m'avoir procuré l'occasion de faire du bien, et moi de ne l'avoir pas laissé échapper. » Comme il fit ses guerres au-dehors, à peine si l'on en sentit le fardeau dans ses états. La victoire que Théodebert avait remportée sur Cochiliac lui avait fait donner le nom de *prince utile*. Petit-fils de Clovis, il s'unit à ses oncles pour partager le royaume de Bourgogne. Appelé en même temps par Justinien et par les Ostrogoths qui se faisaient la guerre, il écouta les propositions des deux partis dans l'intention de les perdre l'un par l'autre, et d'agrandir son empire sur les débris de leurs états. Depuis que les Romains avaient prouvé que le monde peut vivre sous une seule domination, tous les princes qui se sentaient quelque courage élevaient leurs pensées jusqu'à la conquête du monde. Théodebert était doué de toutes les qualités nécessaires à un pareil rôle (4). Après avoir trompé les deux puissances belligérantes par de fausses promesses, il fondit d'abord sur les Ostrogoths, puis sur les Romains, et ravagea la Ligurie. Ce prince ambitieux se disposait à exécuter les plus vastes projets contre l'empire ;

(4) Flévy.

il allait marcher sur Constantinople et avait intéressé dans sa querelle les Gépides, les Lombards et plusieurs autres peuples impatientes du joug de Justinien, quand il fut surpris par la mort.

Totila ayant été tué par l'eunuque Narsès, qui avait succédé à Bélisaire dans le commandement de l'armée, les Francs perdirent tout ce qu'ils avaient pris en Italie, et la fortune des Ostrogoths céda au génie de Narsès. En vain les Ostrogoths firent des prodiges pour retarder leur ruine, leur courage fut inutile, et toute l'Italie reconnut la puissance de l'empire.

Théodebald, fils de Deutérie, succéda à son père Théodoric sans difficulté. « C'était, dit Mézerai, un homme horriblement gourmand, qui prenait de l'aloès pour digérer les viandes dont il se gorgeait. »

CHAPITRE XII.

Théodebald succède à Théodoric. — Mort de Clotilde.

Une sédition passagère troubla les commencements de ce règne. Parthénius, trésorier de l'épargne de Théodebert, avait encouru la haine du peuple; ce fut le sujet d'un soulèvement. Parthénius, voyant le danger, sortit de la ville et alla prier deux évêques de tâcher d'apaiser le peuple furieux. Ceux-ci s'étant rendus à Trèves pour remplir cette mission, Parthénius passa une nuit fort agitée pendant leur absence. Tandis qu'il était couché, il se réveilla tout-à-coup en s'écriant : « Hélas, Hélas, à mon secours ! je pérís ! » Ces cris réveillèrent les personnes qui se trouvaient là, et on lui demanda ce qu'il avait : c'est, dit-il, mon ami Ausonius et sa femme Papianilla, que j'ai fait mourir autrefois et qui m'appellent au tribu-

nal de Dieu. Je les entends me dire : Viens répondre à l'accusation portée contre toi devant le Seigneur. Effectivement, quelques années auparavant, il avait tué par jalousie le mari et la femme.

Les évêques arrivèrent à Trèves, mais ils firent d'inutiles efforts pour apaiser le peuple. Alors ils cachèrent Parthénus dans une église et le placèrent dans un coffre sous un amas d'ornements. Le peuple entra et chercha partout dans l'église, et, ne trouvant rien, il se retirait rempli de colère quand un homme vint leur dire : « Voilà un coffre dans lequel nous n'avons pas cherché. » Les gardiens de l'Eglise affirmèrent qu'il n'y avait que des ornements. Peu importe, répondit la foule, ouvrez ce coffre, ou nous allons l'enfoncer. Les gardiens obéirent, les ornements furent enlevés, et on trouva le malheureux qui fut livré à ses ennemis. Une joie féroce éclata par des hurlements, et, prolongeant à plaisir son supplice, la foule l'accabla d'outrages, le mutila, et enfin, après l'avoir lié mourant à une colonne, elle le lapida.

En ce même temps mourut aussi à Tours la reine Clotilde dans une longue vieillesse remplie de bonnes œuvres. Un clergé nombreux accompagna son corps jusqu'à Paris, où elle fut enterrée dans l'Eglise de Saint-Pierre, à côté du roi son époux, par les soins des rois Childebert et Clotaire ses enfants. C'est elle qui avait fait construire cette église, où était enterrée sainte Geneviève.

« Plusieurs historiens, en rendant justice aux éminentes qualités de cette reine, l'ont accusée de s'être laissée entraîner par la vengeance et par l'ambition. Après treize siècles écoulés, il est difficile de décider si la guerre déclarée aux Bourguignons fut excitée par elle, ou seulement par le désir

qu'avaient ses fils d'accomplir les projets de Clovis. La mort cruelle et la spoliation des enfants de Clodomir ont prouvé qu'en perdant son époux elle perdit toute son autorité; et si la guerre contre les Bourguignons ne fut pas son ouvrage, sur quoi repose le reproche qu'on lui fait de s'être abandonnée à l'ambition et à la vengeance? Nos historiens sont quelquefois légers dans leurs jugements faute de connaître les mœurs des peuples qui les occupent. S'ils pensent que les Francs avaient besoin d'être encouragés par une femme pour faire la guerre à leurs voisins ou pour se combattre entre eux, c'est qu'ils ne réfléchissent pas assez sur le caractère des Barbares, qui s'emparèrent des plus belles provinces de l'empire; la guerre était pour eux un état naturel (1). »

Le roi Clotaire eut de différentes femmes sept fils, Caribert, Gonthaire, Chramn, Childéric, Gonthramn ou Gontran, Chilpéric et Sigebert, et une fille nommée Clotsuinde. Gonthaire, Chramn et Childéric moururent du vivant de leur père. Clotsinde se maria à Alboin, roi de Lombardie.

Théodebald n'était âgé que de treize ans lorsqu'il succéda à son père Théodebert. Parvenu à l'âge de se marier, il épousa Vultrade. Il avait, dit-on, une humeur fâcheuse et malfaisante. Irrité un jour contre un homme qu'il soupçonnait de quelques déprédations, il lui raconta cette fable : « Un serpent s'était introduit dans une bouteille remplie de vin, il en but si abondamment qu'il s'enfla de manière à ne pouvoir en sortir. Le maître voyant ses efforts inutiles, lui dit : commence par rendre ce que tu as pris, et tu sortiras ensuite. » Cet apologue était fait pour exciter la crainte et la haine de celui à qui il le raconta.

(1) *Vie de Clotilde.*

Sous son règne, Buccelin, envoyé en Italie par Théodebert, fut défait et tué par Narsès. Soixante-quinze mille Francs, après des prodiges de valeur, succombèrent parce que Leutaris et Buccelin, leurs deux chefs, se désunirent en présence de l'ennemi; l'un, pour conserver son butin, l'autre, parce qu'il rêvait de se faire roi. L'Italie fut au pouvoir de l'empereur.

Théodebald était attaqué d'une maladie incurable. Une paralysie couvrait son corps depuis la ceinture jusqu'en bas. Il s'affaiblit peu à peu et mourut après avoir régné sept ans. Clotaire son oncle s'empara de son royaume et épousa sa veuve Vultrade. Mais le clergé lui fit de vives réprimandes; alors il quitta Vultrade et la donna pour épouse à un chef nommé Garivald. Il envoya ensuite en Auvergne son fils Chramn. Ainsi Clotaire, que ses frères avaient eu le projet de dépouiller, n'avait plus que Childebart qui l'empêchât de jouir seul de l'immense héritage de Clovis.

Cette année, les Saxons se révoltèrent; Clotaire marcha contre eux avec son armée, les battit complètement et vint ensuite punir les Thuringiens, qui avaient secouru les Saxons.

CHAPITRE XIII.

Révolte de Chramn. — Guerre contre les Saxons.

Chramn avait été envoyé en Auvergne où il faisait sa résidence. Mais les malédictions du peuple s'appesantirent sur lui à cause de ses passions et de ses infâmes débordements. Jamais il ne prenait pour ami un homme capable de lui donner de bons conseils. Il avait pour favoris et confidents des jeunes gens débauchés qui l'entraînaient à toutes sortes de désordres.

Firmin, comte de Clermont, fut dépouillé de son titre, qui fut conféré à Salluste, fils d'Ervodius. Firmin se sauva dans l'église avec Césaria sa belle mère; Chramn ne respectant point cet asile sacré, les en fit arracher et condamner à l'exil. Ils échappèrent à cette peine en trompant leurs gardes; mais Chramn fit confisquer leurs biens. Heureusement cet infâme prince fut enlevé promptement de ce monde dont il n'était pas digne.

Peu de temps après la mort de Théodebald, Clotaire s'avança dans la partie de la France qui lui était échue en partage; il apprit que les Saxons étaient révoltés et qu'ils refusaient de payer le tribut. Il marcha aussitôt contre eux. Quand il fut arrivé sur leurs frontières, les Saxons, effrayés à son approche, lui envoyèrent des députés chargés de lui dire de ne point croire qu'ils l'avaient en mépris, ou qu'ils prétendaient refuser le tribut. « Ils le paieraient, disaient-ils, comme ils l'avaient payé à son frère et à son neveu; » mais ils le priaient de garder la paix, et de ne point forcer leur peuple à en venir aux mains avec lui. Apaisé par cette soumission, Clotaire dit à ses soldats : « Ils parlent avec raison, ne nous avançons pas contre eux de peur d'offenser le ciel. » Les Francs murmurèrent, les traitèrent de fourbes et leur reprochèrent de violer leurs promesses. Les Saxons, de plus en plus effrayés, revinrent et offrirent la moitié de leurs richesses. Malgré le désir et les prières du roi, son armée ne voulut entendre aucune proposition. Ils revinrent une troisième fois en offrant leurs vêtements, leurs troupeaux et tout ce qu'ils possédaient : « Emportez tout cela, dirent-ils, laissez-nous nos femmes et nos enfants, mais qu'il n'y ait point de guerre entre nous. »

Les Francs ne furent point apaisés. Clotaire leur dit alors :

« Quittez , je vous en supplie , quittez cette funeste résolution. Aucun motif ne nous engage à entreprendre la guerre , qui peut nous être fatale ; si vous persistez , je vous déclare que je ne vous accompagnerai pas , à moins d'y être forcé ! »

Aussitôt s'élève dans le camp une sédition effroyable. Les Franks, se jetant sur Clotaire, mettent sa tente en lambeaux, l'accablent de reproches et d'outrages, et, l'entraînant par force, ils le menacent de la mort s'il ne veut les conduire à l'ennemi. Clotaire est forcé de marcher au combat. Mais les Franks éprouvèrent une résistance inattendue. Les Saxons se battent en désespérés et font un grand carnage de leurs adversaires. L'acharnement est égal de part et d'autre, et il serait difficile de compter les morts de chaque armée. Clotaire fut réduit à demander la paix, tandis qu'il pouvait l'imposer avant le combat. La paix conclue, il revint dans son royaume.

Pendant que ce prince était occupé de sa malheureuse expédition, Chramn exerçait des vexations perpétuelles sur les habitants de l'Auvergne. Il fut atteint d'une maladie fort grave qui lui fit tomber les cheveux. Il avait alors auprès de lui un homme recommandable et d'une vertu éminente. C'était un citoyen de Clermont, nommé Ascovinde, qui tâchait, par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, d'arracher Chramn à ses malheureuses habitudes. Vains efforts ! un autre confident, du nom de Léon, homme impie et cruel, était dans sa confiance et l'entraînait à commettre le mal.

Chramn quitta la ville de Clermont, et fit sa résidence à Poitiers, où il vécut quelque temps avec une grande splendeur. De mauvais conseils l'entraînèrent à se liguier avec son oncle Childebert pour attenter à l'autorité de son père.

Childebert aurait dû le blâmer de semblables projets, mais au contraire il les encouragea. Une correspondance secrète s'établit entre eux, et ils convinrent ensemble des moyens à employer pour exécuter leurs desseins impies. Childebert oubliait sans doute que, dans toutes ses expéditions contre son frère, il avait échoué honteusement.

Après avoir fait cette alliance avec son oncle, Chramn se rend de Poitiers à Limoges, et soumet à sa puissance tout le pays appartenant à son père. Clotaire envoie contre lui deux de ses fils, Charibert et Gontran; ceux-ci dans leur marche apprennent que Chramn s'était dirigé du côté de Limoges; ils s'avancent aussitôt à sa rencontre et le joignent au pied de la montagne noire dans le Limousin. Ils dressent leur camp en face du sien, et, pour éviter d'en venir aux mains, ils l'envoient sommer de restituer tout le pays conquis par ses armes, sinon de se préparer à combattre. Celui-ci répondit qu'il ne voulait pas reconnaître l'autorité de son père, qu'il lui était impossible d'abandonner le pays qu'il occupait, mais qu'il voulait le posséder avec le consentement de Clotaire. On se prépara au combat, et les deux armées prenaient déjà les postes qu'on leur avait assignés lorsque survint une horrible tempête qui répandit dans les deux camps une crainte égale. Chacun regagna son camp, et les hostilités furent suspendues.

Chramn imagina une ruse pour éloigner ses frères. Il envoya dans la campagne un étranger qui apportait la nouvelle de la mort de Clotaire. Dans ce temps, en effet, Clotaire faisait contre les Saxons cette expédition malheureuse que nous avons rapportée plus haut. Gontran et Charibert effrayés levèrent leur camp précipitamment et se retirèrent en Bourgogne. Chramn suivit leur mouvement avec son armée, marcha

sur la ville de Châlons, l'assiégea et la prit. De là, il s'avança jusqu'à la forteresse de Dijon. Il fut reçu dans la cathédrale par l'évêque Tétrius qui voulut consulter le sort des saints. D'après le sort, les portes lui furent fermées et il ne put y pénétrer.

Pendant ce temps, Clotaire était engagé, comme nous l'avons dit, dans la guerre des Saxons. C'était, ainsi qu'on l'apprit des Saxons eux-mêmes, par les suggestions de Childeberr, qu'ils avaient pris les armes contre les Francs.

Chramn avait épousé la fille de Wiliachaire, puissant seigneur d'Aquitaine. Il vint à Paris afin de renouveler son alliance avec Childeberr; il jura même à son oncle qu'il resterait l'ennemi acharné de son père. Childeberr, profitant de l'occupation que donnaient les Saxons à Clotaire pour attaquer les états de son frère, entra dans la Champagne Rémoise et la ravagea, après avoir occupé tout le pays jusqu'à Reims.

CHAPITRE XIV.

Mort de Childeberr. — Clotaire règne seul.

De retour de cette expédition, Childeberr tomba malade, et, après avoir languï longtemps, il mourut à Paris. Il fut enterré dans l'église de saint Vincent, qu'il avait fondée. Son royaume et ses trésors passèrent dans les mains de Clotaire, qui réunit ainsi tous les Francs sous une seule domination. Ultrogote, veuve de Childeberr, et ses deux filles furent envoyées en exil.

Le règne de Childeberr ne fut pas sans gloire. Il conquît la Bourgogne et se vengea d'Amalaric, mais le meurtre de ses neveux, sa cruauté envers Godemar, sa trahison envers Théodoric, et sa complicité avec le fils de Clotaire, Chramn, dans

les guerres que celui-ci fit à son père, ont flétri sa mémoire. Il fit abattre les idoles qui se conservaient encore dans les champs, et fit assembler quatre conciles pour abolir des cérémonies païennes que le peuple observait encore dans les baptêmes et les serments. Il ne laissa que des filles, ce qui rendit Clotaire seul roi des Francs; car la famille royale d'Austrasie se trouvait éteinte à cette époque. C'est le premier exemple de la coutume française qui refuse aux femmes tous droits à la couronne, coutume non rédigée en loi, et qui n'avait pas besoin de l'être, parce qu'elle tirait sa force des mœurs d'une nation guerrière, qui, voyant dans son roi le chef des hommes armés, ne supposait pas des soldats marchant sous la conquête d'une femme.

Childebert, malgré son ambition et sa cruauté, fut plein de charité pour les pauvres, et cette charité venait d'un grand zèle pour la religion, ce qui prouve, dit un biographe, que si le christianisme n'avait point changé subitement le caractère des Francs, il l'adoucissait peu à peu en leur inspirant de salutaires remords pour des actions qu'ils étaient bien loin de regarder comme des crimes avant d'avoir été convertis. Il ne faut pas, ajoute le même historien, comme l'ont fait des écrivains légers, demander compte à la religion catholique des cruautés des rois de la première race, mais admirer l'empire que la morale chrétienne parvint à acquérir sur des barbares qui, ne connaissant d'autre vertu que le courage, se croyaient toujours suffisamment justifiés par le succès. Childebert étouffa le schisme que la querelle des trois chapitres avait failli soulever. Il fit réviser la loi salique et y ajouta quelques articles.

Alors Clotaire réunit à sa couronne tous les états de ses frères. Heureux dans toutes ses expéditions guerrières, ex-

cepté en Espagne, où il fut battu devant Saragosse, il aurait été au comble de ses vœux sans les révoltes continuelles de son fils qui avait toutes ses affections. Chramn s'étant présenté à son père, se réconcilia avec lui; mais il prépara à l'instant même une révolte. Ses desseins furent découverts, il se retira en Bretagne accompagné de sa femme et de ses enfants, et demanda un asile à Conobre, comte de Bretagne: son beau-père Wilichaire s'enfuit dans la basilique de Saint-Martin. On dit qu'il y mit le feu, peut-être pour se dérober plus facilement à ceux qui le poursuivaient. Clotaire irrité marcha en Bretagne avec son armée. Chramn s'avança contre lui avec l'armée des Bretons. Ils se rencontrèrent dans une plaine, et le combat commença, mais la nuit suspendit les hostilités. Le jour arriva, on en vint aux mains, le combat fut long. Enfin les Bretons cédèrent et Conobre fut tué. Chramn s'enfuit. Il avait des vaisseaux préparés, mais, en voulant sauver sa femme et ses filles, il fut arrêté par les soldats de son père et chargé de chaînes. A cette nouvelle, Clotaire ordonna qu'il fût brûlé avec sa femme et ses enfants. On les enferma dans la chaumière d'une pauvre femme. Chramn fut lié sur un banc et étouffé avec un mouchoir, on mit ensuite le feu à la maison et ils furent tous brûlés. Cette vengeance terrible remplit le cœur de Clotaire de regrets qui contribuèrent à avancer ses jours. Maître de tout le royaume, en l'an 558, il établit sa résidence à Paris.

La monarchie des Francs, partagée pendant quarante-huit ans entre les enfants de Clovis, fut de nouveau réunie sous un seul chef. Clotaire I^{er}, le plus jeune des fils de Clovis, ayant survécu à tous ses frères et à tous ses neveux, se trouva à la tête de l'un des Etats les plus puissants qu'ait vus l'univers.

La Gaule romaine tout entière, à la réserve de la Septimanie, obéissait à son sceptre; et sous le nom de Gaule se trouvaient comprises la Savoie, la Suisse, les provinces rhénanes et la Belgique, qui n'entrent point dans la France actuelle. Cette Gaule n'était point telle que les Romains l'avaient laissée à son père : une population bien plus nombreuse avait recommencé à en cultiver les campagnes, et des milliers de soldats étaient prêts à prendre les armes au premier appel de la patrie ou de l'honneur. L'empire des Francs au-delà du Rhin n'était guère moins étendu que celui qu'ils possédaient dans les Gaules. Toute l'ancienne France entre le Rhin et le Weser, les duchés d'Allemagne, de Thuringe, de Bavière, le pays des Frisons, celui des Saxons eux-mêmes, étaient considérés comme appartenant à la nation des Francs. Il est vrai que ces vastes contrées étaient bien moins riches et bien moins peuplées que la Gaule; leurs habitants idolâtres et absolument barbares n'avaient point de villes et reconnaissaient à peine un gouvernement régulier; mais, au premier appel, ils fournissaient des essaims nombreux de guerriers, et Clotaire disposait d'armées bien plus formidables que l'empire romain n'aurait pu en mettre en mouvement pendant les trois derniers siècles de son existence.

Le roi Clotaire avait atteint la cinquante et unième année de son règne. Il alla avec de grands présents à l'église de Saint-Martin. Arrivé à Tours auprès du tombeau du saint évêque, il confessa toutes les actions que lui reprochait sa conscience, et pria avec de grands gémissements; il demanda au saint évêque d'obtenir du Seigneur le pardon de ses fautes, et d'effacer par son intervention bienheureuse tout le mal qu'il avait fait.

De retour de ce pèlerinage, il alla chasser dans la forêt de Cuise, où, atteint de la fièvre, il fut forcé de revenir à son château de Compiègne. Comme la fièvre le faisait souffrir cruellement, il s'écria : Uwa, uwa. Qu'en pensez-vous; quelle doit être la puissance de ce roi des cieux qui abat ainsi les rois de la terre? En mourant il ne mesurait encore la grandeur de Dieu qu'à la sienne. Il expira au milieu de ses souffrances. Ses quatre enfants le portèrent avec un grand honneur à Soissons. Il fut enterré dans la basilique de Saint-Médard. Il mourut un jour après l'anniversaire de la mort de son fils Chramn.

« Nous avons, dit l'auteur de l'histoire militaire des Francs, quand il est arrivé à la mort de Clotaire, assez parcouru les champs de bataille des Francs dans la Gaule et la Germanie, dans l'Italie et l'Europe, assez et peut-être trop énuméré leurs triomphes et leurs défaites. Il en résulte que les agresseurs infatigables, les vainqueurs de tant de peuples très-valeureux et très-guerriers, étaient supérieurement braves. On voit aussi qu'habitué et parfaitement exercé au métier de la guerre, ils avaient des principes de tactique dont l'ordre du triangle ou du coin, qu'ils tenaient des anciens Germains et qu'ils opposèrent à la phalange de Narsès, est un exemple. Il fallait aussi, pour attaquer et pour défendre des places fortes, qu'ils connussent la poliorcétique et les machines de guerre usitées alors; et s'ils n'étaient pas très-savants dans cette partie non plus que dans la tactique romaine, ils y suppléaient par ce courage national, tout à la fois fureur impétueuse et constance opiniâtre, comme le dépeignait un poète plus d'un siècle auparavant et dont l'honneur faisait la base; car chez les Celtes et les peuples qui formèrent la ligue francisque, c'é-

tait déjà un grand opprobre que d'abandonner son bouclier pour fuir, et la loi salique, en vigueur dans le temps que nous examinons, infligeait des punitions au Franc qui, sans preuve, dirait d'un autre qu'il avait jeté son bouclier, ou qui l'insultait par le nom de lièvre, c'est-à-dire de fuyard. En un mot, à la mort du dernier fils de Clovis, la fortune n'avait pas seulement soumis à sa nation toute la France d'aujourd'hui, à l'exception de la majeure partie de la Bretagne et du Languedoc ou de la Septimanie, mais encore ce que nous appelons la Flandre, les Pays-Bas et la Hollande, le Palatinat du Rhin, la Bavière, l'Helvétie, la Savoie, les Alpes intérieures, sans compter les accroissements qu'avait reçus en même temps la France germanique, et tant de conquêtes s'étaient faites en moins de quatre-vingts ans.



LIVRE III.

LES FILS DE CLOTAIRE I^{ER}.

CHAPITRE PREMIER.

Nouveau partage.

A peine les funérailles de Clotaire étaient terminées que Chilpéric, le troisième de ses fils, s'empara des trésors de son père rassemblés au palais de Braine. Il distribua ses richesses en présents aux Francs les plus courageux, et les gagna de cette manière. Avec leur secours il marcha vers Paris, et s'établit dans le château qu'avait habité Childebert; mais il ne put y rester, car ses frères se réunirent contre lui et le forcèrent à diviser l'empire en quatre portions et à les tirer au sort.

Charibert eut en partage le royaume de son oncle Childebert, dont Paris était la capitale; Gontran celui de Clodomir, dont la capitale était Orléans; Chilpéric le royaume de Clotaire, avec Soissons pour capitale, et Sigebert le royaume de Reims, qui avait appartenu à son oncle Thierry.

Le partage du royaume fait entre les fils de Clovis servit

de base à celui que firent les fils de Clotaire; cependant l'empire des Francs était tout autre à cette seconde époque qu'à la première. L'accession de la Bourgogne et de la Provence, et celle de tous les pays germaniques ne permettaient point de s'en tenir à la première division. D'ailleurs, les enfants de Clotaire cherchèrent à s'arrondir un peu mieux que n'avaient fait leurs oncles, et leurs nouveaux États furent en même temps plus compactes et plus étrangers l'un à l'autre. L'empire des Francs pouvait alors être considéré comme composé de quatre grandes provinces en Germanie, et de tout autant dans les Gaules. Les premières étaient la France germanique, l'Allemagne, la Bavière et la Thuringe; les secondes, l'Austrasie, la Neustrie, la Bourgogne et l'Aquitaine. Mais les quatre provinces germaniques étaient alliées plutôt que sujettes; elles obéissaient à des ducs héréditaires, qui se maintenaient presque indépendants, et leurs mœurs sauvages, leur religion, leurs lois les rendaient tellement étrangères au reste de l'empire qu'on oubliait presque leur existence. D'autre part, la Bourgogne et l'Aquitaine étaient deux royaumes conquis par les Francs, mais qu'ils considéraient toujours comme étrangers et où les vainqueurs n'avaient formé presque aucun établissement. La France proprement dite ne s'étendait donc que du Rhin à la Loire, encore à l'exclusion de la petite Bretagne, qui était tributaire et non sujette. C'était cette France habitée par les vainqueurs, qu'ils avaient partagée en Austrasie et Neustrie. On ne s'accorde pas bien sur l'étymologie de ces deux noms, dont le premier désignait le pays oriental, le second l'occidental. A cette époque, les deux provinces étaient séparées par une ligne qui s'étendait du nord au midi, à peu près des bouches de l'Escaut jusqu'à Bar-sur-Aube.

L'Austrasie était à droite ou au levant de cette ligne, la Neustrie à gauche ou au couchant. Trois des capitales, Paris, Soissons et Orléans étaient dans la Neustrie; Reims était dans l'Austrasie, mais à peu de lieues de distance de la ligne de partage.

Les quatre provinces germaniques furent à peine considérées dans le partage; on les regarda comme un annexe de l'Austrasie, et à ce titre elles échurent à Sigebert, le plus jeune des fils de Clotaire, qui transporta sa résidence de Reims à Metz, pour se trouver un peu plus au centre de ses états. La Bourgogne échut en partage à Gontran qui, dans le même but, quitta Orléans pour fixer sa résidence à Châlons-sur-Saône. Chilpéric, roi de Soissons, eut la Neustrie, et Charibert, roi de Paris, l'Aquitaine; mais pour établir une contiguïté entre un royaume situé au midi de la Loire et une capitale sur la Seine, on lui céda encore une langue de terre intermédiaire, qui séparait Orléans de la Bourgogne. Comme Charibert mourut sans enfants, au bout de six ans de règne, ses états furent partagés entre ses trois frères, ce qui contribua à confondre davantage encore la géographie et à multiplier les esclaves. La privation de toute carte géographique, et l'impossibilité où se trouvaient les rois de se représenter la forme du pays qu'ils gouvernaient, contribuèrent peut-être à leur faire adopter d'aussi bizarres partages.

Clotaire étant mort, les Huns attaquèrent la Gaule; Sigebert s'avança contre eux et les vainquit. Ensuite il voulut faire alliance avec leur roi. Chilpéric, roi de Soissons, profita de l'absence de son frère pour lui enlever Reims et d'autres villes de ses états. Une guerre s'éleva entre eux; mais elle se termina à l'avantage de Sigebert.

Gontran, roi d'Orléans, eut un fils nommé Gondebaud, d'une esclave qu'il avait prise pour concubine. Il fit encore plusieurs autres mariages avec des personnes d'un rang inférieur. Charibert alla chercher une épouse dans les derniers rangs de la société, et épousa la sœur d'une de ses femmes qui était religieuse. Saint Germain les excommunia tous les deux. Ils moururent l'un et l'autre quelque temps après.

Voyant ses frères contracter des mariages indignes d'eux et épouser des filles du peuple ou des esclaves, Sigebert résolut de ne point suivre leur exemple. Il envoya en Espagne une députation avec de riches présents pour demander Brunehaut, fille d'Athanagilde, roi des Visigoths. C'était une jeune fille élégante dans ses manières, belle de visage, honnête et décente dans ses mœurs, prudente dans les conseils, et très-agréable dans les entretiens. Son père ne la refusa pas, il l'envoya à Sigebert avec des trésors immenses (1). Ayant réuni autour de lui tous les seigneurs de son royaume et fait préparer des festins et des fêtes, Sigebert l'épousa avec joie et une grande allégresse. Elle était alors dans l'hérésie des Ariens; mais la prédication des prêtres et les exhortations du roi amenèrent sa conversion, et elle a persévéré dans la foi catholique du Christ.

Chilpéric, à la nouvelle du mariage de Sigebert, eut honte de s'être associé à des femmes d'un rang inférieur. Quoiqu'il eut déjà plusieurs femmes, il fit demander Galsvinthe, sœur de Brunehaut, promettant par ses ambassadeurs qu'il laisserait toutes ses autres femmes, s'il obtenait une compagne fille de roi et digne de lui. Après ces promesses, Athanalgilde lui

(1) Mahomet naquit en cette année.

envoya sa fille avec de riches présents. Dès qu'elle fut arrivée, elle fut reçue avec de grands honneurs. Chilpéric l'épousa et il l'aima avec d'autant plus de tendresse qu'elle lui avait apporté d'immenses trésors.

Mais bientôt son amour pour Frédégonde, qu'il avait eue pour concubine, excita entre elles un scandale. Galsvinthe était convertie et avait reçu l'onction; mais elle se plaignit au roi des injures journalières qu'elle avait à supporter, déclarant qu'on n'avait pour elle aucun respect. Elle demanda à retourner dans sa patrie avec tous les trésors qu'elle avait apportés. Chilpéric voulut d'abord feindre avec elle, et l'apaiser en lui parlant avec douceur, mais il la fit ensuite étrangler, et on la trouva morte dans son lit. Après avoir feint de pleurer sa mort, Chilpéric épousa Frédégonde. Ses frères jugèrent que c'était à l'instigation de cette femme qu'il avait fait périr Galsvinthe, et ils déclarèrent Chilpéric déchu du trône. Il avait alors trois fils d'une de ses femmes, nommée Audovère; c'étaient Théodebert, Mérovée et Clovis.

Comme cette mort de Galsvinthe eut la plus grande influence sur les événements futurs à cause de la haine que Brunehaut en conçut contre Frédégonde, nous croyons ne pas devoir nous en tenir seulement au récit de Grégoire de Tours, et chercher, dans un récit du poète Fortunat, une foule de circonstances touchantes de cet événement. Fortunat vit Galsvinthe à Poitiers, lorsqu'elle y passa pour se rendre auprès de Chilpéric. A Poitiers vivait Radegonde. Fortunat dut recueillir, dans les entretiens de ces deux princesses, des détails sur son voyage et sur son départ d'Espagne. Dès que l'on apprit que Chilpéric avait promis de renvoyer tout ce qu'il avait de reines et de concubines auprès de lui, le roi Athana-

gilde n'hésita plus. Chilpéric avait pris pour douaire et pour *don du matin* (1) les cités de Limoges, Cahors, Bordeaux, Béarn et Bigorre, avec leur territoire. Dès que Galsvinthe apprend qu'elle va quitter l'Espagne pour s'en aller au fond de la Gaule, elle court se jeter dans les bras de sa mère, elle s'attache à elle; et ne veut pas s'en séparer. Son corps est uni à son corps. Un jour, deux jours, un troisième même se passent; la mère ne veut pas quitter sa fille, ni la fille sa mère. Enfin les ambassadeurs de Chilpéric insistent, et le départ est décidé. « Je vais, s'écrie Galsvinthe toute tremblante, en des lieux inconnus; qui rencontrerai-je sur ma route? quelles mœurs, quels châteaux, quelles villes, quelles forêts? Dites-moi si je pourrai m'accoutumer à une nourrice étrangère pour laver mon visage et orner ma tête? »

Le cortège de Galsvinthe traversa les rues de Tolède. Le roi suivit à cheval jusqu'à un pont sur le Tage à quelque distance de la ville; mais la reine voulut continuer la route, et elle quitta son char pour monter dans celui de Galsvinthe. Sans cesse elle avait de nouvelles raisons pour aller plus loin, et le chemin et le temps lui paraissaient bien courts. Enfin, il fallut se séparer. « O ma fille, s'écrie la reine, quelles mains tresseront et pareront ta chevelure? qui, sans moi, couvrira tes joues de baisers? qui te réchauffera dans son sein? qui te portera sur ses genoux? qui t'entourera de ses bras? Ah! dans les lieux où tu vas, tu n'auras pas de mère. » Enfin elles se quittent. La mère suit de l'œil les mules qui traînent le char.

(1) Suivant une coutume observée chez tous les peuples d'origine germanique, au réveil de la mariée l'époux lui faisait un don quelconque pour prix de sa virginité. Ce présent variait beaucoup de nature et de valeur, c'était une somme d'argent, quelque meuble précieux, des maisons ou des terres.

Galsvinthe s'écrie : « Dieu le veut ; il faut que je me soumette, » et elle s'avance, à travers la Gaule, triste et silencieuse. Le cortège s'arrêtait aux portes des grandes villes. Fortunat raconte qu'à Poitiers Galsvinthe fut placée sur un char de parade élevé en forme de tour. Enfin, elle arriva à Soissons où ses noces furent célébrées avec autant de magnificence que celles de Brunehaut. Chilpéric jura de ne jamais se séparer de Galsvinthe ; et tant qu'elle vivrait de n'avoir jamais d'autre femme. Galsvinthe, pendant ces fêtes, donnait des présents aux uns, de douces paroles aux autres ; et se fit des amis de tous ceux qu'elle ne connaissait pas. Chilpéric fit dresser la donation suivante pour le présent du matin :

« Puisque Dieu a commandé que l'homme abandonne père et mère pour s'attacher à sa femme, qu'ils soient deux en une même chair et qu'on ne sépare pas ceux que le Seigneur a unis ; moi, à celle que j'ai épousée suivant la loi salique par le sou et le denier ; je donne aujourd'hui par tendresse d'amour ; sous le nom de dot et de don du matin, les cités de Bordeaux ; Limoges, Nèarn et Bigorre ; avec leur territoire et toute leur population. »

Chilpéric aima d'abord Galsvinthe ; mais bientôt elle n'eut plus d'attrait pour lui. Frédégonde profita de ce moment pour se présenter à lui, et elle fut reprise pour concubine. Galsvinthe pleura d'abord, puis elle demanda à être répudiée ; mais elle fut trouvée morte un jour dans son lit. On dit qu'une lampe de cristal qui brûlait suspendue devant son tombeau, le jour de ses funérailles, fut détachée sans que personne y touchât, et que, tombant sur le pavé comme dans une matière molle, elle y entra, s'enfonçant à demi sans se briser ni s'éteindre. Douce image de cette princesse pleine de dou-

ceur , de charité , envers les pauvres , et qui passa , en ne faisant que du bien , dans ce palais où nous allons voir apparaître les fureurs de deux reines , fureurs qui ont ensanglanté la Gaule.

Sigebert , beau-frère de Galsvinthe , jura une guerre éternelle à Chilpéric. Chérebent était mort sans enfants mâles. Ses trois frères avaient partagé ses domaines et même la ville de Paris , mais chacun d'eux s'était engagé par serment à ne point entrer dans cette ville sans l'aveu des deux autres , sous peine de perdre sa part et de Paris et du royaume de Chérebent. Chilpéric y entra malgré son serment.

Sigebert prit les armes , et il ne les posa plus jusqu'à sa mort , tant l'ascendant de Brunehaut était grand sur lui ! Chilpéric n'eût que des revers , son fils aîné , Théodebert , attaquant des provinces , fut pris et tué. Frédégonde se réjouit , Théodebert était fils d'Audovère.

« Lorsque Sigebert arriva avec ses étrangers , il trouva les passages de la ville gardés par l'armée de Chilpéric ; alors il fit dire à Gontran que , s'il ne lui livrait passage de ce côté , il irait l'attaquer avec toute son armée. Gontran , effrayé de cette menace , embrassa le parti de Sigebert , et lui laissa le passage libre. Chilpéric , ayant appris que Gontran abandonnait son alliance pour celle de son frère , leva son camp et se retira jusqu'à Albuie , sur le territoire de Chartres. Sigebert l'y poursuivit , et se disposait à le combattre , mais craignant de perdre son royaume s'il ne gagnait la bataille , il demanda la paix. Il l'obtint à condition qu'il rendrait toutes les villes dont Théodebert s'était emparé.

Les étrangers de l'armée de Sigebert avaient incendié la plupart des villages des environs de Paris , pillé et emmené

des captifs. Sigebert voulut s'opposer à ces déprédations, mais ne pouvant retenir la fureur de ces barbares, il prenait patience jusqu'à ce qu'il pût les ramener dans leur patrie. Les païens poussèrent l'audace jusqu'à murmurer de ce que la paix qui venait d'être conclue leur enlevait le butin que leur promettait la continuation de la guerre. Quelques uns d'entre eux joignirent les menaces aux murmures. Alors on vit ce roi courageux monter à cheval, s'avancer au milieu des séditions et les apaiser par un langage à la fois conciliant et ferme. Puis, ayant fait saisir les plus rebelles, il les condamna à être lapidés, ce qui fut exécuté sur-le-champ. »

Après avoir obtenu cette paix sans combat, la guerre civile ne fut pas terminée pour cela, et je suis forcé, dit Grégoire de Tours, de continuer un récit qui remplit mon âme de douleur.

« Dès l'année suivante, Chilpéric voulut s'unir de nouveau avec Gontran contre leur frère; car ils l'appelaient leur ennemi commun. Il y réussit sans difficulté. Ils eurent une entrevue, se firent de grands présents, et Chilpéric, étant entré en campagne, s'avança jusqu'à Reims, brûlant et ravageant tout ce qui se trouvait sur son passage. Aussitôt Sigebert rappelle ses troupes sur la rive droite du Rhin et se porte rapidement sur Paris. Pendant qu'il se dispose à marcher à la rencontre de son frère, il envoie à Tours et à Châteaudun des hommes à qui il donnait sa confiance, afin de solliciter le peuple à prendre les armes et à repousser Théodebert, fils de Chilpéric; mais la crainte que ce premier inspirait rendait plus froide leur obéissance. Alors Sigebert leur donna deux chefs célèbres, Godegisile et Gontran. Ceux-ci levèrent une armée; remplis de confiance, ils marchèrent contre Théodebert.

Ce prince, abandonné de ses soldats, n'avait plus avec lui que quelques guerriers fidèles, et cependant il engagea le combat. Sa petite troupe succomba au premier choc, et lui-même périt sur le champ de bataille. Un bon serviteur, nommé Arnulfé, trouva le cadavre de son maître dépouillé et sanglant. Il le lava, le revêtit d'habillements et l'ensevelit à Angoulême. La défaite de Théodebert eut pour résultat de détacher encore Gontran du parti de Chilpéric; et de le rallier à Sigebert. Cet abandon, joint à la perte de son fils et de son armée, ôta à Chilpéric sa dernière espérance, et il ne vit d'autre ressource que de se retirer à Tournai avec sa femme et ses enfants.

Sigebert prit les villes situées au-delà de Paris. Rouen, qu'il attaqua lui-même, ne put lui résister. Il voulait d'abord livrer ces villes au pillage de ses soldats, mais les Francs l'en détournèrent. Il revint à Paris, et y fut rejoint par Brunehaut et ses enfants.

Pendant qu'il était dans cette ville, les Francs qui avaient appartenu à l'ancien royaume de Chilpéric I^{er} envoyèrent les principaux d'entre eux à Sigebert, lui demandant qu'il vint vers eux et lui promettant qu'ils abandonneraient le roi de Soissons pour le choisir pour leur roi. Sigebert accepta cette proposition. En même temps, son armée se mettait en marche pour envahir Tournai et lui-même se disposait à la suivre; mais saint Germain lui dit ces paroles d'un ton solennel qui semblait présager l'avenir : « Si tu vas sans aucun dessein, contre la vie de ton frère, tu reviendras victorieux, mais si tu as d'autres pensées, tu mourras. Voici ce que le Seigneur a dit par la bouche de Salomon : Celui qui aura creusé une fosse à son frère, s'y précipitera lui-même. Il écrit à Bru-

nehauf : « Répéterai-je les bruits qui courent dans le public ? Ils m'épouvantent, et je les porte à votre connaissance. On dit que c'est par vos conseils, vos désirs, votre instigation, que Sigebert, votre glorieux époux et votre roi, veut perdre ce pays. Je vous en supplie, c'est à vous que j'adresse mes instances, que ce pays ait à se féliciter de vous avoir reçus ; montrez que vous y venez pour le sauver et non pour le perdre. Faites tomber les propos du peuple, apaisez la colère du roi, faites-lui attendre le jugement de Dieu. C'est une victoire honteuse que de vaincre son frère, que d'humilier sa propre maison et de ruiner le royaume fondé par ses pères. C'est contre eux-mêmes que des Francs se battent, c'est leur bonheur qu'ils détruisent ; leurs ennemis se réjouissent en voyant qu'ils se perdent. »

Ces paroles ne firent aucune impression sur l'esprit de Sigebert. Il partit et vint à Vitry près de Douai, dans le territoire d'Arras ; là, il trouva rassemblée toute l'armée de Chilpéric. Tous les Neustriens, dit Frédégaire, se souvinrent à lui ; l'élèverent sur un bouclier où ils le firent asseoir ; et ils le saluèrent roi. Les plus grandes réjouissances eurent lieu ce jour-là et les jours suivants. Pendant ce temps, Tournai était bloqué étroitement, Chilpéric était livré au désespoir et Frédégonde à de tels emportements qu'étant accouchée d'un fils, sa première pensée fut de le faire périr. Chilpéric sauva son fils ; Frédégonde tourna sa fureur contre Sigebert. Elle avait remarqué deux jeunes gens du pays de Théroutane, elle leur fit boire une liqueur enivrante et leur demanda d'aller à Vitry assassiner Sigebert. Elle les arma du couteau de défense le skramasax, dont elle avait empoisonné la lame : « Allez à la tente de Sigebert, leur dit-elle, et tuez-le. Si vous vous

échappez vivants, je vous comblerai d'honneur vous et votre race ; si vous succombez, je distribuerai pour vous d'abondantes aumônes. »

Les deux jeunes gens se glissèrent vers Sigebert au milieu de la multitude, dont ils feignaient de partager la joie. Ils ne rencontrèrent aucun obstacle, l'abordèrent, et au même instant le prince se sentit frappé de chaque côté dans le flanc. Il poussa un grand cri et mourut presque aussitôt. Leur crime accompli, ils veulent s'enfuir ; mais ils sont massacrés. En se défendant, ils tuent Charesille, chambellan du roi, et blessent Sigilia, autre chambellan, Goth d'origine, qui était venu à la cour de Sigebert avec Brunehaut. Ce même Sigilia tomba entre les mains de Chilpéric, qui le condamna à un affreux supplice. On lui brûla les jointures avec des lames de fer chaud, on lui brisa et coupa les membres ; il expira dans les plus horribles tourments.

Chilpéric attendait, plongé dans une grande inquiétude, l'issue du projet de Frédégonde. Il ne savait encore s'il devait échapper ou succomber, quand des messagers arrivés du camp calmèrent cette perplexité et lui apprirent la mort de son frère. Il sortit alors de Tournai et se chargea du soin des funérailles de Sigebert. Il le fit d'abord ensevelir dans le village de Lambres sur la Scarpe, et plus tard il le fit transférer dans la basilique de saint Médard de Soissons. Sigebert mourut en 575, après un règne de quatorze ans et une vie de quarante.

Pendant que Sigebert mourait à Vitry sous le fer des assassins, Brunehaut était restée à Paris avec ses enfants ; elle apprit d'abord les triomphes de son mari, les anxiétés de Chilpéric et de Frédégonde. Lorsqu'elle connut l'horrible malheur

dont elle était frappée, elle en perdit en quelque sorte la raison et fut incapable de prendre aucune résolution. Quel changement dans sa fortune ! Cette reine, naguère élevée au faite des grandeurs, demeura captive dans Paris avec ses deux filles et son fils âgé de cinq ans. Il lui restait encore quelques serviteurs fidèles ; Gondebaud était de ce nombre, quoique ce duc eût combattu sans succès Théodebert à Poitiers.

Gondebaud médita et exécuta un projet hardi. Il pénétra dans la prison où était enfermé le jeune fils de Sigebert, et l'ayant placé dans un grand panier, il le descendit le long du mur du donjon. L'ayant ainsi arraché à la mort, il le transporta dans le pays qui avait été soumis à son père. Son arrivée changea tout, la défection cessa, les Austrasiens le reconnurent pour leur roi, et il fut proclamé le jour de Noël 575, sous le nom de Childebert II. Il avait à peine cinq ans.

CHAPITRE II.

Mérovée et Brunehaut.

Chilpéric arriva à Paris et enleva les trésors qu'avait apportés Brunehaut ; mais l'évasion du jeune Childebert imposait à Chilpéric la nécessité de ménager Brunehaut. Il exila cette reine à Rouen, et ses filles, Ingonde et Clodosvinde, à Meaux. Brunehaut n'avait alors que vingt-huit ans, et sa beauté fit une grande impression sur un des fils de Chilpéric. Chilpéric, ayant envoyé Mérovée à la tête d'une armée pour soumettre le Poitou, ce prince n'exécuta pas les ordres de son père. Il quitta son armée, vint passer les fêtes de Pâques à Tours, et là, feignant d'aller voir sa mère retirée à Tours, il se rendit à

Rouen où il épousa la reine Brunehaut. L'évêque Prétextat bénit leur mariage. Chilpéric, excité par Frédégonde, qui avait contre les enfants de son mari une grande haine, et qui avait vu mourir avec joie Théodebert l'année précédente, Chilpéric, apprenant ce qui s'était passé, en fut extrêmement irrité, et il accourut sans retard à Rouen. Il voulait rompre ce mariage, sachant bien qu'il avait été contracté contre la loi canonique, qui défend d'épouser la veuve de son oncle. Mais les deux époux apprenant qu'on voulait les séparer allèrent se réfugier dans une église de Saint-Martin, bâtie en bois sur les murs de la ville. Chilpéric employa toutes sortes de ruses et de promesses pour les engager à sortir, mais il ne put vaincre leur défiance. Enfin, il fit un serment solennel. « Si telle est la volonté de Dieu, dit-il, je ne les forcerai point à se séparer. » Ce serment les rassura, ils sortirent de l'église. Le roi les reçut avec bonté et leur donna des fêtes. Quelques jours après, il emmena Mérovée à Soissons, et laissa Brunehaut en cette ville.

Durant le séjour du roi à Rouen, Godwin, qui avait abandonné le parti de Sigebert pour celui de Chilpéric, et que ce roi avait comblé de présents, quitta son nouveau maître, leva à la hâte des hommes armés et arriva sous les murs de Soissons. Frédégonde et Clovis, fils de Chilpéric, prennent la fuite. Les Champenois assiègent Soissons. Chilpéric arrive avec une armée. Avant de combattre, il fit proposer aux ennemis de se retirer et de ne pas continuer une guerre où l'on aurait à souffrir des deux parts d'inutiles et nombreuses pertes. Mais Godwin préféra combattre. L'action s'engage, la victoire reste à Chilpéric. L'armée ennemie s'enfuit, et ses plus braves guerriers périrent. Après cette victoire, le roi entra dans Soissons.

Cet événement rendit Mérovée suspect à son père, qui se défiait de lui depuis son mariage. Il attribua ce qui venait de se passer à Brunehaut. Frédégonde envaina la conduite de Mérovée, et Chilpéric fit enlever ses armes à son fils et lui donna des gardes pour le surveiller.

Nous plaçons ici la page suivante de Grégoire de Tours qui fait connaître la barbarie de cette époque.

« Godwin avait pris la fuite le premier. Le roi confisqua tous les biens qu'il avait sur le territoire de Saissons, et les donna à l'église de Saint-Médard. Peu de temps après, Godwin mourut subitement.

Il laissait une veuve jeune et belle que Rauchinge, homme rusé et violent, orgueilleux et plein d'ambition, prit pour épouse. Il exerçait tant de cruautés sur ses serviteurs, qu'on peut dire, avec raison, que cet homme n'avait rien d'humain, et qu'il poussait jusqu'au dernier degré tout le mal que peut imaginer la méchanceté la plus diabolique. Quelquefois dans ses festins un serviteur apportait devant lui un flambeau de cire, il l'obligeait à l'éteindre en appliquant la flamme sur sa jambe nue, le rallumait, et lui faisait recommencer ce jeu barbare jusqu'à ce que les jambes du malheureux fussent entièrement brûlées. Si celui-ci poussait un cri, s'il faisait un mouvement, il le menaçait du poignard. Le serviteur pleurait en silence, et ces larmes faisaient tressaillir de joie cette bête féroce.

On raconte de lui une histoire encore plus horrible. Au nombre de ses serviteurs, se trouvaient un jeune homme et une jeune femme qui avaient conçu de l'amour l'un pour l'autre. Cet attachement durait depuis deux ans. Mais la crainte d'être séparés et punis, leur persuada de fuir et de se sauver.

dans l'église voisine. Rauchinge en fut averti , il accourut demander ses deux esclaves aux prêtres. Le prêtre lui répondit : tu connais le respect que tu dois aux églises de Dieu , tu sais que tu ne peux reprendre tes serviteurs , si tu n'as juré de conserver l'union qui existe entr'eux et de les exempter de tout châtiment. » A ces paroles , il reste d'abord en suspens ; puis , s'étant recueilli , il jura , les mains sur l'autel , qu'il ne les séparerait point , et qu'il prendrait soin au contraire qu'ils fussent toujours réunis. » Le prêtre le croyant sincère , et se contentant de la promesse de ce fourbe , lui rendit ses deux serviteurs. Il fit abattre un arbre dont on creusa le tronc , et ouvrir une fosse de trois ou quatre pieds de profondeur , au fond de laquelle fut placé le tronc creusé. On coucha ensuite la jeune fille dans ce cercueil , et après elle son amant. Une planche referma l'ouverture de l'arbre ; on rejeta sur eux de la terre qui remplit la fosse et la nivela , et ils furent ainsi ensevelis tout vivants. J'ai accompli mon serment , disait Rauchinge , jamais ils ne seront séparés. Le prêtre sut ce qui était arrivé. Il accabla Rauchinge de reproches , et obtint difficilement qu'ils fussent déterrés. Malheureusement on ne trouva que le serviteur encore vivant , la jeune fille était morte.

Telles étaient les horreurs auxquelles se livrait l'infâme Rauchinge , et auxquelles il prenait un plaisir abominable. Enfin , il trouva une mort digne d'une vie si coupable. Nous le verrons dans la suite. Une députation du jeune roi Childebert se rendit alors auprès de Chilpéric , désavoua Godwin , et demanda la mise en liberté de Brunehaut et de ses filles.

Au nombre des seigneurs qui restèrent fidèles à Childebert II , se trouvait aussi Gontran Boson , qui partageait avec Godegésile le commandement de l'armée de Sigebert lorsque

Théodebert fut défait, et à qui on attribuait la mort de ce prince. Redoutant la vengeance de Chilpéric, il s'était réfugié dans l'église de Saint-Martin à Tours.

Mérovée, privé de ses armes et de son baudrier, gémissait en prison. Son père le fit tonsurer et revêtir de l'habit de clerc; ensuite il le força de recevoir l'ordination, et il l'envoya au monastère de Saint-Calais, dans le Mans, pour s'y instruire des devoirs et des règles du sacerdoce.

Gontran Boson, qui n'avait pas quitté la basilique de Saint-Martin, instruit du sort de Mérovée, lui envoya le sous-diacre Riculphe, pour lui donner le conseil de se réfugier dans l'église de Saint-Martin. Mérovée saisit cette espérance, la dernière qui lui restât. Pendant qu'il allait, accompagné d'une faible garde, à Saint-Calais, où l'envoyait son père, Gaïlenus, un de ses serviteurs, se jeta sur ceux qui conduisaient son maître et les dispersa; Mérovée, libre, reprit ses habits séculiers et se dirigea rapidement sur Tours. Le prince y arriva sans danger, et il entra dans l'église de Saint-Martin. « Je célébrais la messe, dit Grégoire de Tours; Raguemode, évêque de Paris, qui avait succédé à saint Germain, était avec moi. La messe étant achevée, le prince se fit connaître et nous pria de lui donner les Eulogies. Nous les lui refusâmes d'abord; mais il s'écria qu'on ne pouvait pas lui ôter ainsi la communion des fidèles. Nous examinâmes sa demande d'après le droit canonique, et avec le consentement de mon collègue, qui m'assistait, je lui donnai les Eulogies. Cet événement fut l'occasion de grands malheurs pour la ville de Tours. J'envoyai mon diacre, accompagné de mon neveu Vicétus, qui était appelé à Soissons par des affaires particulières, afin d'informer le roi Chilpéric de la fuite de Mérovée. Mais à leur aspect Fré-

dégonde les traita d'espions, venus pour savoir tout ce que faisait Chilpéric et le rapporter à Mérovée. Les ayant fait saisir, elle les condamna à l'exil. Ils y restèrent sept mois. Le roi m'envoya des messagers pour me dire : Arrachez l'apostat à la sainte basilique ; si vous ne le faites, j'irai mettre à feu et à sang tout le pays. »

Grégoire de Tours répondit : « On ne peut faire, en un temps chrétien, ce que l'hérésie n'a jamais osé faire. » Chilpéric, enflammé de colère, marcha avec son armée en Tournaine. Mérovée, voyant quelles étaient les intentions de son père, méditait avec Gontran de fuir auprès de Brunehaut, « Je ne veux pas, dit-il, qu'à cause de moi l'Eglise de Saint-Martin soit violée, ou que ce pays ait à souffrir quelque dommage. » Il entra ensuite dans la basilique, y passa la nuit à veiller et à prier. Il offrit au tombeau du saint pontife tout ce qu'il avait, et le pria de venir à son secours, et d'obtenir de Dieu d'être rétabli dans sa première dignité.

Leudaste était alors comte de Tours, il était dévoué à Frédégonde, et tendait toutes sortes de pièges à Mérovée. Tous les jours, quand ses gens s'en allaient, ceux du comte les attaquaient à coups d'épée et de bâton ; plusieurs furent tués, et le prince n'eût pas été épargné si le comte en eût trouvé l'occasion. Mérovée désirait se venger, et exercer quelques représailles sur des gens dévoués à la reine. Marcleife, premier médecin du roi, passa en ce moment à Tours. Gontran donna à Mérovée le conseil de le faire arrêter. Il s'en empara. On lui enleva tout l'or et l'argent qu'il avait, et on lui infligea les plus ignominieux traitements. On l'eût fait périr s'il n'était parvenu à échapper aux mains de ses bourreaux et à gagner l'église. Grégoire de Tours lui donna des vêtements,

et lui ayant assuré une libre sortie, lui donna la facilité de s'en aller à Poitiers.

Mérovée, téméraire dans ses discours, s'emportait souvent contre son père et contre Frédégonde. Il les accusait hautement de crimes. Quoique toutes ses paroles fussent en partie vraies, je ne crois pas, dit Grégoire de Tours, que la révélation de pareilles choses par la bouche d'un fils fût agréable à Dieu. Un jour que j'avais été invité à dîner avec lui, il me pria de lui lire quelques passages des livres saints pour son instruction. J'ouvris le livre des Proverbes de Salomon, et je lus le premier verset qui se rencontra sous mes yeux; il était ainsi conçu : « L'œil de celui qui outrage son père sera arraché par les corbeaux des torrents et mangé par les enfants de l'aigle. » Je considérai ce verset comme une sentence du ciel; mais le prince ne l'entendit pas.

« Il y avait alors à Tours une femme qui faisait profession de prédire l'avenir. Gontran, qui l'avait connue au temps du roi Charibert, lui envoya un de ses serviteurs pour savoir ce qu'il pouvait craindre ou espérer. La réponse de la prétendue prophétesse ne se fit pas attendre. Chilpéric mourrait dans l'année, Mérovée seul lui succéderait, Gontran gouvernerait le royaume pendant cinq ans; la sixième année, il serait évêque de l'une des villes situées sur le cours de la Loire, et il mourrait plein de jours. Après avoir reçu cette réponse, il fut enflé de vanité, et, comme s'il eût déjà été assis sur le siège de Tours, il vint avec joie me le dire. Je ris de sa folie et lui dis : « Dieu seul découvre l'avenir. On ne doit pas croire aux promesses du démon; il est le père du mensonge : il se retira tout confus. » Une nuit, après avoir célébré les Vigiles dans la basilique de Saint-Martin, je venais de me livrer au sommeil, lors-

que je vis un ange qui traversait les airs ; il criait d'une voix retentissante et sinistre : « Hélas ! Dieu a frappé Chilpéric et ses fils , il n'en restera aucun de ceux qui existent pour régner après lui. » Il avait alors de diverses femmes quatre fils , sans compter les filles. »

Pendant que le prince et Gontran séjournèrent dans la basilique de Saint-Martin , Frédégonde , qui protégeait déjà Gontran , l'auteur de la mort de Théodebert , lui envoya un message par lequel elle lui demandait de persuader à Mérovée de sortir de la basilique , disant qu'elle lui paierait ce service , et que de riches dons en seraient le prix. Il changea aussitôt de conduite et de langage avec Mérovée. Comme il croyait les assassins de Frédégonde apostés dans le voisinage , il dit au prince : « Pourquoi languissons-nous ici dans l'oisiveté , et nous tenons-nous timidement renfermés dans l'enceinte de la basilique ? Faisons venir nos chevaux , prenons nos faucons et nos chiens , et allons plutôt chasser et nous divertir dans des lieux plus vastes et plus gais. » Mérovée se laissa séduire ; son inclination et l'ennui de sa captivité aidaient aux sollicitations de Gontran , homme habile et qui avait quelques bonnes qualités , mais âme perfide et toujours prête à la trahison. Ils sortirent donc de la basilique , s'avancèrent jusqu'à Joué , maison de campagne à peu de distance de la ville ; mais personne n'attaqua Mérovée , qui échappa à cette embûche sans l'avoir même soupçonnée.

Gontran , comme nous l'avons dit plus haut , était accusé d'avoir tué Théodebert. Le roi Chilpéric , qui voulait punir ce crime , imagina d'écrire au tombeau de saint Martin une lettre dans laquelle il demandait au saint pontife s'il pouvait ou non arracher Gontran à cet asile. Le diacre Baudin fut

chargé de porter la lettre. Il la déposa au tombeau du saint avec des feuilles de papier blanc pour recevoir sa réponse. Il attendit trois jours, et voyant qu'il n'y avait aucune réponse, il revint près de Chilpéric. Le roi envoya d'autres personnes pour faire promettre à Gontran de ne pas sortir de la basilique sans lui en donner connaissance. Gontran s'empressa de jurer sur le voile de l'autel qu'il ne s'en irait pas sans l'ordre de Chilpéric.

Mérovée ne croyait pas aux promesses de la prophétesse consultée par Gontran Boson ; il voulut savoir, par l'épreuve du sort des saints, ce qui devait lui arriver. Il passa trois jours et trois nuits à veiller, à jeûner et à prier. Alors il prit sur le tombeau le livre des rois, où il lut le verset qui s'offrit le premier à ses yeux : « Parce que vous avez abandonné le Seigneur votre Dieu pour suivre des dieux étrangers, le Seigneur vous a livrés à vos ennemis. » Dans le livre des Psaumes, il trouva ce passage : « A cause de leur perfidie, ô Dieu, vous les avez renversés dans le temps même qu'ils s'élevaient. Comment sont-ils tombés dans la dernière désolation ? Ils ont défailli tout d'un coup, et ils ont péri à cause de leur iniquité. » Il lut ces mots dans l'Evangile : « Vous savez que dans deux jours on célèbre la Pâque et que le Fils de l'homme doit être livré pour être crucifié. »

Ces réponses accablèrent Mérovée ; il fondit en larmes et resta longtemps prosterné devant le tombeau. Enfin, ayant pris une résolution décisive, il partit. Gontran-Boson et plus de cinq cents hommes l'accompagnaient. Lorsqu'ils furent arrivés à Auxerre, ville qui dépendait de l'oncle de Mérovée, le roi Gontran, ils furent arrêtés par Herpon, gouverneur de cette ville. Mérovée parvint, on ne sait comment, à s'échapper et à

trouver un asile dans l'église de Saint-Germain. En apprenant cette nouvelle, le roi Gontran entra dans une grande colère contre Herpon ; il le condamna à une amende de sept cents pièces d'or et à perdre sa place, et lui adressa ce reproche : « Puisque tu l'arrêtais, il fallait me l'amener aussitôt ; si tu ne devais pas le retenir, il ne fallait pas l'arrêter. »

Pendant ce temps, l'armée de Chilpéric arriva jusqu'à Tours, pillà et brûla toute la contrée. Les soldats n'épargnèrent pas même ce qui appartenait au bienheureux saint Martin, et, sans aucun respect, ils s'emparèrent de tout ce qui se trouva sous leurs mains.

Mérovée resta près de deux mois dans l'église de Saint-Germain. Enfin, il quitta cette ville, et, suivant son premier dessein, il parvint jusqu'auprès de la reine Brunehaut, qui était retournée dans les Etats de son fils.

Le royaume d'Austrasie, pendant la minorité de Childebert, était en proie à des dissensions terribles. Brunehaut avait soulevé contre elle tous les grands de l'Austrasie. Les Francs, les Romains, les évêques, les ducs, tous divisés, étaient d'accord dans leur haine contre elle. Ils voulaient lui arracher toute influence sur le gouvernement de son fils. Les chefs de cette ligue étaient Agidius, évêque de Reims, le cruel duc Rauchingue, le plus riche des Austrasiens, Ursion et Bertefred.

Les Austrasiens ne voulurent point recevoir Mérovée. Son père entra en Champagne avec une armée, croyant qu'il était caché dans ce pays ; mais il ne l'y trouva pas et se retira sans avoir causé aucun dommage à ces contrées.

Peu de temps après, le bruit courut que Mérovée cherchait à se réfugier de nouveau dans la basilique de Saint-Martin. Le roi Chilpéric fit entourer l'Eglise et fermer toutes les is-

sues. Les gardes ne laissaient qu'une seule entrée par laquelle passait un petit nombre de clercs pour se rendre à l'office. Mais les autres portes étaient fermées, et le peuple en était très-contrarié.

Ce prince erra d'abord à l'aventure, puis il se tint caché dans la province rémoise, car il n'osait se fier ouvertement aux Austrasiens. Il fut découvert par les habitants de Thérouanne. Ils envoyèrent vers lui, lui disant de venir chez eux, qu'ils abjureraient leur soumission à Chilpéric et obéiraient à ses ordres. Mérovée se fia à leurs promesses, et partit accompagné d'un petit nombre de ses serviteurs les plus dévoués. Mais, pour cacher leur ruse, les habitants de Thérouanne le firent entrer dans une ferme qu'investit presque aussitôt une troupe de gens armés. Au même instant, les messagers se mettent en route pour porter cette nouvelle à Chilpéric. Le roi, en la recevant, s'empressa de se rendre sur les lieux. Mais, dès que Mérovée se fut aperçu qu'il était prisonnier, il craignit que la vengeance de ses ennemis ne s'exercât sur lui par de longs supplices; aussi, ayant appelé son fidèle Gaïlenus, il lui dit : « Nous n'avons jamais eu qu'une âme et qu'une pensée, je te demande de ne pas souffrir que je tombe vivant entre les mains de mes ennemis; c'est pourquoi je te prie de me percer de ton épée. » Gaïlenus lui obéit sans hésiter. Quand Chilpéric arriva, son fils venait d'expirer. Beaucoup de personnes affirment que ces paroles de Mérovée ne sont qu'une fable inventée par Frédégonde, et qu'elle-même donna secrètement l'ordre de le tuer. Cependant, on arrêta Gaïlenus par ses ordres. On lui coupa les mains, les pieds, les oreilles et le nez, et on le fit périr dans les plus horribles supplices. Grindion expira sur la roue. On coupa

la tête à Gueilian, qui avait été maire du pa'ais de Sigebert. La plupart de ceux qui avaient suivi Mérovée périrent par des supplices également cruels. On disait aussi que l'évêque de Reims, Egidius, et Gontran-Boson avaient dirigé les pièges tendus à ce prince infortuné, parce que le premier était lié depuis longtemps avec Frédégonde, et que le second était en secret son ami pour avoir tué Théodebert.

Le roi Gontran fit périr les fils de Magnachaire, à cause des propos infâmes qu'ils tenaient contre la reine Austrigilde et ses enfants; et leurs biens furent confisqués au profit du trésor royal. Il perdit presque en même temps ses deux fils atteints d'une maladie qui les emporta rapidement. Cet événement, qui le privait de postérité, lui causa un profond chagrin.

Le roi Gontran envoya une ambassade à son neveu Childebert II, pour lui offrir son alliance, et lui demander une entrevue. Les grands d'Austrasie acceptèrent avec empressement pour le jeune roi, et l'accompagnèrent à cette entrevue. La rencontre des deux princes eut lieu au Pont-de-Pierre, sur la Meuse (1). Gontran embrassa tendrement son neveu; ensuite il dit: « C'est en punition de mes péchés que je me trouve aujourd'hui privé d'enfants; maintenant je demande que mon neveu devienne mon fils. » S'interrompant à ces mots, il le fit asseoir sur son propre siège, et l'installa en ces termes: « Qu'un même bouclier nous protège! qu'une même lance nous défende! Si je dois de nouveau avoir des fils, je ne t'en compterai pas moins comme un d'entre eux, afin qu'il règne entre vous la même affection que je te promets ici devant Dieu. » Les grands de Childebert firent en son nom des promesses

(1) Village entre Lamothe et Neuchâteau.

semblables. Ils mangèrent et burent ensemble, ils l'honorèrent par des présents dignes de leur rang, après quoi ils se séparèrent en paix. Ils envoyèrent ensuite à Chilpéric une ambassade, pour lui demander de rendre ce qu'il avait enlevé au royaume d'Austrasie, ou de se préparer au combat. Mais Chilpéric, méprisant cette sommation, fit bâtir des cirques à Soissons et à Paris, et y donna des spectacles au peuple.

En ce temps-là, Chilpéric manda près de lui Prétextat, évêque de Rouen, qu'on accusait de faire des largesses au peuple pour l'exciter contre le roi. Après l'avoir interrogé, le roi reconnut qu'il avait eu en sa possession des objets que lui avait confiés la reine Brunehaut, deux ballots remplis d'étoffes et de bijoux, évalués à trois mille sous d'or, et un sac de pièces d'or au nombre de deux mille (1). On lui enleva ces objets, et il fut relégué dans un lieu où le roi le fit garder jusqu'au moment où il serait jugé par l'assemblée des évêques.

Le concile, le cinquième qui se réunit à Paris, se tint dans la basilique de Saint-Pierre, près du palais du roi, et Prétextat y fut amené. Le roi se leva au milieu de l'assemblée, et dit au prélat accusé : « Quel a été ton dessein, ô évêque, en mariant mon ennemi Mérovée, qui devait être mon fils, avec la femme qu'il aimait, c'est-à-dire avec l'épouse de son oncle ? Ignorais-tu les dispositions des saints canons à ce sujet ? ce n'est pas le seul crime que j'ai à te reprocher, car tu as conspiré avec lui, en employant la corruption, pour attenter à ma vie. Tu as rendu le fils ennemi du père, tu as séduit le peuple par des largesses pour qu'il ne me gardât point la fidélité qu'il me devait ; tu as voulu enfin livrer mon royaume à un autre. »

(1) 27,840 fr. valeur intrinsèque, et 298,590 fr. valeur relative.

En entendant cette accusation, les Francs frémissaient d'indignation, et la foule assemblée au-dehors voulait briser les portes de l'église, en arracher Prétextat et le lapider. Le roi cependant contint la fureur de la multitude.

La parole fut donnée à Prétextat, il nia les faits de complot et de trahison qui lui étaient reprochés. On fit venir alors de faux témoins qui montrèrent les présents qu'ils avaient reçus de l'évêque pour engager leur foi à Mérovée. Lui, au contraire, affirmait qu'il n'avait jamais détourné ces hommes de leurs devoirs envers Chilpéric : « les présents dont vous abusez pour m'accuser, s'écria-t-il, vous ont été donnés par moi en échange de ceux que vous m'aviez vous-mêmes offerts.

Le roi se retira alors, et nous allâmes siéger, dit Grégoire de Tours, dans la sacristie de l'église de Saint-Pierre. Tandis que nous étions à conférer ensemble, tout-à-coup Aétius, archidiacre de Paris, se présenta à nous, et nous ayant salués il nous dit : « Ecoutez-moi, ministres du Seigneur, qui êtes assemblés en ce lieu ; voici le temps où vous pouvez honorer votre nom, et lui donner une gloire éclatante, ou bien vous exposer à n'être plus regardés comme les prêtres du Seigneur si vous n'agissiez pas judicieusement et si vous laissiez périr votre frère. » Mais on se taisait et personne ne répondait à Aétius, tant était grande la crainte des ressentiments de Frédégonde, qui, par ses intrigues, dirigeait toute cette affaire !

Grégoire de Tours voyant que tout le monde gardait un silence profond, prit la parole. « Ecoutez-moi, je vous prie, ministres sacrés du Seigneur, et vous surtout qui avez un accès plus familier auprès du roi. Donnez-lui un conseil salutaire et digne du caractère sacerdotal. Obtenez de ce prince qu'il ne s'abandonne pas à sa colère contre un prêtre de Dieu,

de peur qu'il ne perde son âme et sa gloire. » On se tut encore, et voyant que personne ne prenait la parole, Grégoire ajouta : « Souvenez-vous, prêtres de mon Dieu, de ces paroles du prophète : *Si celui qui est chargé de veiller, voit les iniquités de l'homme, et ne les découvre pas, il sera coupable de la perte de cette âme.* Rompez donc le silence, avertissez et prêchez ; car c'est votre devoir. Montrez au roi ses fautes, découvrez-lui ses dangers, afin qu'il ne lui arrive aucun mal et que vous n'ayez pas à répondre de son âme. Nous avons vu périr Clodomir, pour avoir préféré la vengeance aux sages exhortations d'Avitus. La main de Dieu châtia Maxime à cause de ses violences contre saint Martin. Craignez donc pour vous-mêmes les suites de votre coupable silence. » On se tut encore pour la troisième fois, et tout le monde paraissait frappé de stupeur.

Cependant il se trouva, parmi les membres de l'assemblée, deux flatteurs, nom qu'il est douloureux de donner à des évêques, qui allèrent dénoncer Grégoire au roi comme le plus grand ennemi de sa cause. Aussitôt le roi envoya à Grégoire un de ses courtisans avec ordre de se présenter à l'instant devant lui. Lorsqu'il arriva, il trouva le roi dans une cabane de feuillages. A sa droite était Bertrand, évêque de Bordeaux, et à sa gauche Raguemode, évêque de Paris ; devant eux était une table chargée de pain et de différents mets. En voyant Grégoire, le roi dit : « O évêque, tu dois rendre la justice à tous, et voilà que je ne puis l'obtenir de toi ; mais je le vois, tu consens à l'iniquité, et tu es la preuve de ce proverbe que le corbeau n'arrache point les yeux au corbeau. » Grégoire répondit : « Si quelqu'un de nous, ô roi, voulait s'écarter du sentier de la justice, tu as le pouvoir de le punir ; mais, si tu t'en

écartes toi-même, qui te punira? nous n'avons d'autre pouvoir que celui de la parole, mais tu l'écoutes si tu veux; si tu ne le veux pas, personne n'a le droit de te condamner que celui qui a dit qu'il est la justice même. » Excité par ses flatteurs, le roi reprit : « Puisque je ne puis obtenir de toi la justice que je réclame, voici ce que je ferai : j'irai à Tours, j'assemblerai le peuple et je lui dirai : Elevez-vous contre Grégoire, car c'est un homme injuste. Il me refuse, à moi, qui suis roi, la justice que je lui demande, comment vous la rendra-t-il à vous-même qui êtes au-dessous de moi? » Roi, répondit Grégoire, tu ne sais pas si je suis injuste. Celui-là seul le sait qui connaît le fond de ma conscience, qui sonde les replis les plus secrets des cœurs. Si le peuple t'écoute et m'accuse, ces faussetés retomberont sur toi parce qu'elles viendront de toi. Consulte les lois et les saints canons. Le jugement de Dieu te sera redoutable si tu t'en écarteras. » A ces mots, Chilpéric, changeant de ton, adoucit son langage, et croyant sans doute que Grégoire ne remarquerait pas sa ruse, il lui offrit un mets qui se trouvait sur la table en disant d'un air affable : « J'ai fait préparer ce mets pour toi; il n'y a que quelques volailles et un peu de pois. » Mais Grégoire insista en ajoutant : « Notre nourriture est de faire la volonté de Dieu, et non de savourer tes délices. Toi, qui doutes de notre justice, promets donc, afin de ne pas faire douter de la tienne, que tu ne t'écarteras ni de la loi ni des saints canons. » Alors le roi leva la main, et jura par le Dieu tout-puissant qu'il ne transgresserait ni les canons ni les lois. Satisfait de ce serment, Grégoire accepta du pain et du vin, et se retira.

Mais au milieu de la nuit, au moment où il venait de réciter les matines, Grégoire entendit frapper à coups redou-

blés à la porte de la maison qu'il habitait. Il envoya un serviteur qui lui annonça que c'étaient des messagers de la reine Frédégonde. Il les fit entrer, et ils le saluèrent de la part de la reine ; ensuite ils le sollicitèrent de n'être point contraire à sa cause, et ils lui offrirent de sa part deux cents livres d'argent s'il consentait à la condamnation de Prétextat. Ils ajoutèrent qu'ils avaient déjà reçu la promesse de tous les évêques, et que Grégoire était le seul opposant. « Vous m'en donneriez mille et d'argent et d'or, leur répondit-il, que je ne ferais autre chose que suivre l'ordre de Dieu. Je ne promets qu'une chose, c'est de m'unir aux évêques en tout ce qui sera décidé suivant les canons. » Ne comprenant pas ce que Grégoire leur disait, ils se retirèrent en le remerciant. Le matin, quelques évêques vinrent lui apporter un semblable message ; il leur fit la même réponse.

Ce jour-là, quand les évêques furent rassemblés dans la basilique de Saint-Pierre, le roi se présenta de nouveau et leur dit : « Les canons décident qu'un évêque, convaincu de vol, sera privé de ses fonctions. » Les évêques lui demandèrent à quel évêque était imputé ce crime. Il répondit : « Vous avez vu les objets qui m'ont été dérobés. » Effectivement il leur avait montré, trois jours auparavant, deux coffres remplis d'effets précieux, dont on portait la valeur à plus de trois mille sous d'or, et un sac contenant environ deux milles pièces de même métal. Le roi prétendait que l'évêque lui avait volé ces objets.

L'évêque, repoussant cette imputation, répondit aussitôt : « Vous devez vous rappeler, ô roi, qu'à l'époque où la reine Brunehaut quitta Rouen, je suis allé vous trouver, et je vous ai dit que la reine m'avait confié en dépôt cinq paquets remplis

d'objets de grande valeur. Quand elle m'envoya ses serviteurs pour me les redemander, je ne voulus pas les rendre sans votre permission. Vous me répondîtes : « Rends à cette femme tout ce qui lui appartient, de peur que de nouvelles inimitiés ne s'élèvent entre moi et mon neveu Childebert à ce sujet. » Je remis alors un seul paquet aux envoyés de la reine, car ils ne pouvaient en emporter davantage. Quand ils revinrent chercher le reste, je vous consultai encore, et vous me fîtes la même réponse. Je leur délivrai deux autres coffres. Les deux qui sont restés entre mes mains étaient ceux qu'ils n'avaient pas encore retirés. Pourquoi donc m'accusez-vous d'avoir volé des objets qui ne se sont trouvés chez moi que parce qu'ils y étaient à titre de dépôt ? »

Chilpéric, insistant toujours, dit à Prétextat : « Si tu étais dépositaire de ces objets, pourquoi en as-tu détourné des franges tissées d'or, et pourquoi as-tu distribué ces franges à ceux que tu voulais animer contre moi ? » L'évêque reprit : « J'ai déjà fait connaître le motif des présents que vous me reprochez. J'ai disposé de ces franges, parce que c'étaient les seuls effets précieux que j'eusse alors en mes mains pour récompenser ceux qui me gratifiaient de leurs dons. J'ai cru pouvoir en disposer comme d'une propriété personnelle parce qu'elles appartenaient à mon fils Mérovée, à qui j'ai servi de père au baptême. » Chilpéric humilié sortit à l'instant du concile.

L'embarras de ce prince était grand, car il voyait le peu de succès de ses calomnies. Vaincu par les réponses de l'accusé, il ne savait plus quel moyen employer pour satisfaire au désir de la reine. Enfin, il conçut le projet de séduire Prétextat lui-même. Il appela quelques-uns de ses affidés, et leur

dit : « Allez, feignez de lui porter intérêt, et de lui donner des conseils comme de vous-mêmes ; dites-lui : « le roi Chilpéric est bon et n'est pas inaccessible à la prière. Fléchis afin qu'il fléchisse. Humilie-toi, consens à ce qu'il demande. Nous, alors, nous nous prosternerons à ses pieds, et il ne nous refusera pas ton pardon. » Les affidés du roi lui obéirent exactement, et Prétextat, séduit par cette intrigue, promit de suivre leur conseil.

Le jour suivant, les évêques s'assemblèrent au lieu ordinaire des séances. Le roi se présenta au concile et dit à l'évêque : « Quand tu as distribué tes préceptes, si ce n'était que pour t'acquitter de ceux que tu recevais, pourquoi as-tu sollicité les personnes qui en obtenaient de faire serment de fidélité à Mérovée ? » — « On te trompe, répondit l'évêque, je ne leur ai pas demandé leur fidélité, mais leur amitié. Ton fils était mon fils spirituel, c'est moi qui l'ai présenté au baptême. Je lui cherchais des amis parmi les hommes ; je lui en eusse cherché parmi les anges du ciel, si cela m'eût été possible. »

La dispute allait recommencer avec plus d'animosité ; mais tout-à-coup on vit Prétextat se jeter à terre et s'écrier : « J'ai péché ! j'ai péché contre le ciel et contre toi, ô roi très-miséricordieux ! mon cœur a médité l'homicide ; j'ai voulu placer ton fils sur ton trône avant qu'il fût temps. » Quand il eut cessé de parler, le roi se prosterna aux pieds des évêques : « Entendez, s'écria Chilpéric ; pieux évêques, entendez. La voix du coupable vient elle-même de confesser le détestable crime. » Pour nous, fondant en larmes, nous relevâmes le roi, qui fit sortir aussitôt Prétextat de l'église. Lui-même se retira dans son logis. Il envoya au concile le livre des canons,

où il est dit que *l'évêque pris en homicide sera dépouillé du sacerdoce*. Le roi demanda de plus que la robe de Prétextat fût lacérée, ou qu'on récitât sur sa tête le cent-huitième psaume, qui contient les malédictions prononcées contre Iscariote, ou enfin qu'il fût rendu un jugement qui prononçât contre lui une excommunication perpétuelle. Je m'opposai à ces demandes, en rappelant au roi son serment, par lequel il s'était engagé à ne rien faire que ce qui serait ordonné par les canons. Alors Prétextat fut arrêté en notre présence, et remis entre les mains des gardes. Comme il essaya de s'enfuir pendant la nuit, il fut frappé avec violence et relégué dans une île de la Manche (Jersey).

Dans le même temps, Samson, le plus jeune fils de Chilpéric, mourut de la dysenterie. Il était né à Tournay, à l'époque où Chilpéric y était assiégé par son frère. Sa mère Frédégonde fut aussi grièvement malade en ces jours-là, mais elle revint à la santé.

Gontran-Boson vint à Tours avec une petite troupe de gens armés, enleva par force ses filles qu'il avait laissées dans l'église sainte, et les emmena à Poitiers, ville qui dépendait du roi Childebert II. Le roi Chilpéric s'empara ensuite de Poitiers; ses troupes chassèrent celles de son neveu, et amenèrent au roi Ennodius, comte de cette ville. Chilpéric l'exila et confisqua ses biens; mais un an après il fut rappelé, et ses biens lui furent rendus. Gontran-Boson se sauva vers le roi Childebert II, laissant ses filles dans l'église de Saint-Hilaire.

La quatrième année du règne de Childebert II, qui était la dix-huitième du règne de Gontran et de Chilpéric, celui-ci fit faire dans tout son royaume un recensement nouveau et onéreux. A cette occasion, plusieurs abandonnèrent leurs

cités et leurs propriétés, se réfugiant dans d'autres royaumes, préférant vivre loin de leur demeure en étrangers plutôt que de souffrir une telle oppression. En effet, il était ordonné que chaque propriétaire paierait une amphore de vin par arpent pour sa propre terre. D'autres charges nombreuses étaient encore imposées, tant sur le reste des terres que sur les esclaves, en sorte qu'on ne pouvait y suffire. Le peuple de Limoges, accablé d'un tel fardeau, s'étant rassemblé aux calendes de mars (le 4^{er}), voulut tuer le référendaire Marc, qui était chargé de cette opération; et il l'eût fait sans doute, si l'évêque Ferriol n'avait soustrait cet homme à un péril si imminent. La multitude rassemblée brûla les livres du recensement. Le roi en fut très-irrité. Il fit partir d'auprès de lui des personnes qui affligèrent ce peuple, l'accablèrent, et répandirent la terreur par des tourments et des supplices cruels. On assure que des prêtres et des abbés furent alors liés à des poteaux et soumis à différents châtiments, parce que les envoyés du roi les avaient accusés d'avoir excité le peuple à la sédition et à l'incendie des livres de compte. Ils établirent ensuite des tributs plus pesants que les précédents (1).

(1) A Paris, cette année-là, une certaine femme fut accusée d'avoir abandonné son mari pour suivre un autre homme. Les parents du mari allèrent trouver le père de la femme, et lui dirent : « Faites connaître que votre fille est innocente, ou qu'elle soit punie de mort, afin que sa mauvaise conduite ne déshonore pas notre race. » — « Je sais, répondit le père, que ma fille est parfaitement innocente, et que les propos tenus contre elle ne sont qu'une calomnie des méchants. Pour les confondre, je garantirai par serment l'innocence de ma fille. » Ils lui demandèrent de faire ce serment sur le tombeau de saint Denis; le père y consentit. Après cette convention, ils se rendirent à la basilique du saint martyr; alors le père, levant les mains sur l'autel, jura que sa fille n'était pas coupable. Les parents du mari, jurèrent de leur côté que le père était parjure. Une querelle s'éleva aussitôt, les glaives sont tirés; ils se jettent les uns sur les autres, et s'égorgent devant l'autel même. C'étaient des personnages de haut rang, et des premiers de la cour de Chilpéric. Plusieurs furent griè-

La cinquième année du règne de Childebert II, il y eut en Auvergne une inondation qui causa de grands ravages. La pluie avait duré douze jours consécutifs, et la Limagne fut tellement couverte d'eau, qu'un grand nombre de cultivateurs ne purent ensemencer leurs terres. La Loire, l'Allier et les autres affluents de ces rivières, s'enflèrent tellement qu'ils franchirent les bornes que jusque-là ils n'avaient jamais dépassées. Il y eut une perte énorme de bétail et de moissons, et un grand nombre d'édifices furent renversés. En même temps le Rhône et la Saône, sortant de leurs lits, causèrent de grands dommages aux populations voisines, et renversèrent une partie des murailles de la ville de Lyon. Les pluies ayant cessé, les arbres fleurirent de nouveau, quoique ce fût au mois de septembre.

A Tours, le matin avant le lever de l'aurore, un éclair parcourut le ciel, et disparut du côté de l'orient. En même temps on entendit, dans toute la contrée, un bruit semblable au craquement que produit la chute d'un arbre. La ville de Bordeaux fut ébranlée par un tremblement de terre; ses remparts faillirent être renversés, et la population effrayée s'empressa de sortir de la ville dans la crainte d'être engloutie avec elle. Un grand nombre d'habitants se retirèrent dans les villes voisines. Ce tremblement de terre se fit sentir jusqu'en Espagne, mais avec moins de force. Cependant d'immenses rochers se déta-

vement blessés; le sang humain arrosa le pavé de l'église; les portes du temple conservèrent les traces des coups d'épées et de javelots, et le tombeau même du saint fut témoin de l'acharnement impie des combattants. On eut bien de la peine à les apaiser; le service divin fut suspendu jusqu'à ce que le roi eût été instruit de ce qui s'était passé. Les parties intéressées se rendirent avec empressement auprès du roi; mais il refusa de les recevoir, et les renvoya à l'évêque du lieu, qu'il chargea de reconnaître s'ils étaient coupables ou non, et dans ce dernier cas de les recevoir à la com-

chèrent des Pyrénées, et écrasèrent dans leur chute des hommes et des troupeaux. Dans les environs de Bordeaux, des villages et des récoltes furent brûlés, sans qu'on ait pu, dit Grégoire de Tours, attribuer à cet incendie d'autre cause que la volonté de Dieu. La ville d'Orléans fut aussi la proie d'un incendie tellement violent, que les plus riches ne purent rien sauver des flammes ; et si quelques objets furent arrachés au feu, ils devinrent la proie des voleurs.

CHAPITRE III.

Maladie contagieuse. — Mort des enfants de Frédégonde. — Meurtre de Clovis.

A tant d'affreuses calamités, succéda une maladie terrible. Pendant que les rois étaient divisés, et qu'ils se préparaient de nouveau à la guerre civile, une espèce de dyssenterie se répandit dans presque toute la Gaule. Ceux qui en étaient atteints étaient tourmentés d'une fièvre violente, accompagnée de vomissements ; ils éprouvaient une grande douleur de reins, et une pesanteur de tête accablante. Ce qu'on rendait par la bouche était jaune ou verdâtre ; bien des personnes pensaient que c'était un poison secret, et le vulgaire l'appelait *feu de saint Antoine*. Ce qu'il y a de certain, c'est que quand on appliquait des ventouses aux épaules ou aux jambes, les ampoules qui en provenaient rendaient une matière purulente. Ce remède suffisait souvent pour guérir les malades, et les herbes, qu'on emploie ordinairement pour contre-poison, pri-

munion. Alors ils s'accusèrent de leurs fautes, en firent pénitence, et furent reçus par l'évêque Raguemode, qui gouvernait l'église de Paris, dans la communion des fidèles. Quelques jours après, la femme qui avait donné lieu à ce débat, fut jugée et condamnée à être pendue. (GRÉGOIRE DE TOURS.)

ses en décoction , produisaient un grand soulagement. Cette maladie commença au mois d'août ; elle attaqua d'abord les petits enfants , et en fit périr un grand nombre. Nous perdimmes dans cette circonstance, dit Grégoire de Tours , à qui nous empruntons tous ces récits , nos chers et bien-aimés petits enfants que nous avions portés dans nos bras , que nous avions élevés et nourris avec tant de soin ; mais essuyant nos larmes , nous nous écriâmes avec Job : « *Le Seigneur nous les a donnés, le Seigneur nous les a enlevés. Que sa sainte volonté s'accomplisse , et que son nom soit béni à jamais (1).* »

En ces jours-là , le roi Chilpéric , atteint de cette maladie , fut en danger de mort. Il commençait à se rétablir , quand le plus jeune de ses fils , qui n'avait pas encore été baptisé , tomba malade.. Le voyant à l'extrémité , on le baptisa ; il y eut alors quelque relâche , mais en ce moment son frère aîné , nommé Clodebert , fut surpris des mêmes souffrances et menacé de la même mort. En voyant le péril où étaient ses enfants , Frédégonde fut agitée d'un repentir tardif. Elle alla vers le roi et lui dit : « Longtemps la bonté divine nous a supportés , malgré nos péchés , mais voilà que sa main s'est appesantie sur nous , et nous n'avons pas écouté les avertissements qu'il nous a donnés par tant de maladies et de calamités. Nous allons perdre nos fils ; ce sont les larmes des pauvres , les lamentations des veuves , les soupirs des orphelins qui tuent nos enfants. Pour qui thésaurisons-nous désormais ? Ces trésors que les rapines et les malédictions ont remplis vont manquer de possesseurs. Nos celliers regorgent de vin , nos greniers croulent sous le poids du froment ; l'or , l'argent ,

(1) Job, chap. 1, v. 51.

les pierres précieuses abondent dans notre trésor ; et voilà que nous allons perdre ce que nous avons de plus précieux. Venez, je vous en prie ; brûlons ces registres de malheur et d'oppression, et contentons-nous de ce qui a suffi au roi Clotaire notre père. » Tout en parlant ainsi, la reine se frappait la poitrine ; elle se fit apporter les livres des rôles des villes dont le revenu lui était assigné, et que Marc avait envoyés ; elle les jeta au feu, et, s'adressant au roi : « Qu'attendez-vous, lui dit-elle ? Faites ce que vous me voyez faire, afin du moins que si nous perdons nos enfants, nous échappions aux supplices éternels. » Le roi ne résista plus ; il fit brûler tous les registres, et donna des ordres pour supprimer à l'avenir ce genre d'impôts.

Cependant, le plus jeune de leurs enfants, affaibli par ses souffrances, expira. On le porta, en grand deuil, de Braine à Paris, et il fut enterré dans la basilique de Saint-Denis.

On mit Clodebert dans une litière, et on le transporta à Soissons, dans la basilique de Saint-Médard. Le roi et la reine firent des vœux pour lui, en le plaçant devant le tombeau du saint. Mais l'enfant, dont le corps était déjà épuisé et presque sans vie, expira au milieu de la nuit. Ils lui firent donner la sépulture dans l'église de Saint-Crépin et Saint-Crépinien. Le convoi était composé d'hommes et de femmes vêtus d'habits de deuil, qui se frappaient la poitrine, et poussaient des cris de douleur, comme s'ils eussent assisté aux funérailles de leurs proches parents. Le roi Chilpéric fit en cette occasion de grands présents aux églises, et de grandes aumônes aux pauvres.

Dans le même temps, la reine Austrégilde, femme du roi

Gontran, mourut de la même maladie; mais, avant d'expirer, cette méchante femme, voyant qu'elle ne pouvait échapper à la mort, et qu'elle était sur le point de rendre le dernier soupir, ne voulut pas mourir seule, et désira que d'autres funérailles accompagnassent les siennes. Remplie de l'esprit qui animait Hérodiade, elle appela le roi et lui dit : « Je devais vivre encore longtemps, si je n'avais été tuée par la scélératesse des médecins; ce sont leurs remèdes qui m'ont ôté si promptement la vie. C'est pourquoi, ne voulant pas mourir sans être vengée, je vous prie, et je veux que vous juriez par serment, de les faire périr par le glaive, aussitôt que je serai morte. » Le roi eut la faiblesse de jurer, et la reine rendit à l'instant son âme perverse. Les funérailles terminées, il se crut obligé en conscience d'accomplir l'engagement inique que son épouse lui avait fait contracter. Les deux médecins qui avaient soigné la reine pendant sa maladie, furent mis à mort par l'ordre de Gontran; la peur du parjure le rendit meurtrier.

Après la mort de leurs fils, Chilpéric et Frédégonde, accablés de chagrin, se retirèrent, pendant le mois d'octobre, dans le château situé au milieu de la forêt de Villers-Cotterets. La reine détermina son mari à envoyer son fils Clovis à Braine; elle espérait qu'il n'échapperait pas à la mort, car la maladie qui avait fait mourir les jeunes princes ses frères, y régnait alors avec une violence extrême. Mais la contagion l'épargna, et il n'en fut nullement incommodé.

C'est à l'époque du concile que Salvius d'Alby et Grégoire de Tours, après avoir reçu audience, se promenaient ensemble autour du palais. Au milieu de la conversation, Salvius s'interrompit tout-à-coup et dit à Grégoire : « Est-ce que tu

« ne vois pas quelque chose au-dessus du toit de ce bâtiment ?
« — Je vois, répondit l'évêque de Tours, le nouveau belvédère que le roi vient d'y faire élever — Et tu n'aperçois rien de plus ? — Rien du tout, répondit Grégoire ; si tu vois autre chose, dis-moi ce que c'est. » L'évêque Salvius fit un grand soupir et reprit : « Je vois le glaive de la colère de Dieu suspendu sur cette maison. » Vingt jours après mouraient deux fils du roi, et quatre ans après le roi lui-même périssait de mort violente.

Le roi vint ensuite à Chelles, village des environs de Paris, et quelques jours après son arrivée dans cette résidence, il appela Clovis auprès de lui.

Voici comment mourut ce jeune prince. Pendant qu'il était à Chelles avec son père, il tenait des discours imprudents, et laissait échapper des paroles indiscrettes et présomptueuses : « Que la mort de ses frères lui assurait la royauté sans partage ; que la Gaule tout entière lui serait soumise ; que son empire y serait sans bornes et universel ; que ses ennemis tomberaient enfin dans ses mains, et que leur sort dépendrait de sa volonté. » Allant même encore plus avant, il nommait ouvertement sa belle-mère Frédégonde, et prodiguait contre elle les reproches et les mauvais propos. La reine le sut ; elle en fut effrayée, et elle résolut de prévenir l'effet de ces menaces.

Quelques jours après, quelqu'un à qui ce rôle avait sans doute été confié, vint trouver la reine avec un feint empressement, et lui dit : « O reine, si tu as perdu tes enfants, tu ne dois imputer ce malheur qu'au crime de Clovis. Il aime une de tes femmes, dont la mère, adonnée à la magie, a fait mourir tes enfants par ses maléfices. Je te donne cet avertissement,

dont tu pourras profiter, car tu ne dois pas espérer un meilleur sort que celui qu'on a fait subir aux tiens. »

Aussitôt Frédégonde, feignant d'être frappée de crainte, mais, étant plutôt enflammée de fureur, fait saisir la jeune fille sur laquelle Clovis avait jeté les yeux. Elle la fait dépouiller, la fait battre de verges, lui fait couper les cheveux qu'elle avait fort beaux. Ensuite, elle attache cette longue chevelure au bout d'une perche qu'elle fait planter en face du logement de Clovis. La mère de cette jeune fille fut aussitôt jetée en prison, puis livrée à la torture, et la violence des tourments lui arracha l'aveu que l'accusation portée contre elle était vraie.

Frédégonde accourut aussitôt auprès de Chilpéric. Tour-à-tour humble et hautaine, suppliant et commandant à la fois, elle obtint d'être vengée de Clovis. Le roi partit pour la chasse et envoya dire à Clovis de venir le rejoindre. Quand le jeune prince arriva, les ducs Didier et Bobon, selon l'ordre qu'ils en avaient reçu, se précipitèrent sur lui et le désarmèrent. Ensuite on lui ôta ses habits; on lui en donna de grossiers; on le chargea de liens, et on le conduisit ainsi à la reine.

Frédégonde le retint trois jours en prison, essayant si, par artifice, elle ne pourrait pas en arracher quelque aveu qui donnât plus de force à l'accusation. Mais le prince nia avec indignation et persévérance, seulement il fit connaître un grand nombre d'amis dont il s'était ménagé l'affection.

Les trois jours écoulés, Frédégonde le fit charger de chaînes et transporter au-delà de la Marne, dans la ville de Nogent. Dès qu'il fut arrivé dans la prison où il devait être gardé, on lui plongea un couteau dans le cœur, et on l'enterra à l'endroit même où il avait été tué. Cependant des mes-

sagers vinrent annoncer au roi que son fils s'était lui-même percé le cœur, ajoutant que le couteau dont il s'était frappé était encore dans la plaie. Trompé par ces rapports, Chilpéric ne versa pas une larme sur celui qu'il avait pour ainsi dire livré à la mort à l'instigation de la reine. Tous ceux qui lui avaient été attachés furent recherchés et poursuivis de tous côtés. Sa mère Audovère, enfermée au Mans, dans un couvent, fut arrachée de cet asile et mise à mort au milieu des supplices. Sa sœur fut déshonorée et conduite dans un monastère par les serviteurs de la reine; on la fit changer de vêtements et on l'enferma dans un couvent. Tous les trésors de ces deux princesses furent confisqués au profit de la reine.

La femme à qui la torture avait arraché des paroles accusatrices contre Clovis, fut condamnée à être brûlée. En allant au supplice, la malheureuse protestait de son innocence et de celle de Clovis, en disant que ses prétendus aveux n'étaient que mensonges. Mais ses protestations furent vaines; on la lia à un poteau, et elle fut brûlée vive. Le trésorier de Clovis fut arrêté à Bourges par Cappan, comte des écuries du roi, garrotté et amené à la reine. Il allait être exposé à différents supplices, lorsqu'à la prière de Grégoire de Tours la reine lui fit grâce.

Dans le même temps, Chilpéric rendit un décret par lequel il ordonnait que la Sainte-Trinité fût simplement appelée Dieu, sans distinction des personnes, disant qu'il était indigne de donner à Dieu un nom de personne comme à un être de chair, et affirmant que la personne du Fils était la même que celle du Père, et celle du Saint-Esprit la même que celle du Fils; qu'ainsi l'avaient cru les patriarches et les prophètes, qu'ainsi l'avait déclaré la loi. Il fit lire à Grégoire de Tours

ce décret, et dit ensuite : « J'entends que ce soit là désormais la règle de ta foi et de celle des autres docteurs. » L'évêque lui répondit : « O roi, abandonnez une telle croyance, et suivez ce que nous ont enseigné les apôtres, et après eux les docteurs de l'Eglise; ce qu'Hilaire et Eusèbe nous ont appris, ce que vous avez confessé vous-même dans votre baptême. Prenez garde de tomber dans l'hérésie, et soyez bien convaincu que la personne du Père est autre que la personne du Fils, autre que la personne du Saint-Esprit. Ce n'est ni le Père, ni le Saint-Esprit qui s'est fait homme, mais le Fils; c'est le Fils de Dieu qui, pour la rédemption du genre humain, a voulu naître d'une vierge. Ce n'est pas le Père qui a souffert, ni le Saint-Esprit, c'est le Fils. En ce que vous dites des personnes, il ne le faut point entendre corporellement, mais spirituellement. Ces trois personnes réunissent en elles une même gloire, une même éternité, une même puissance. » Le roi, mécontent, dit à l'évêque : « Je ferai voir mon décret à des gens plus sages que toi, qui seront de mon opinion. » Et il le quitta tout irrité.

Quelques jours après arriva Salvius, évêque d'Albi; le roi commanda qu'on lui lût son décret, en le priant de se ranger de son avis. Mais l'évêque fut tellement indigné, que s'il eût tenu le papier sur lequel était écrit ce décret, il l'aurait mis en pièces. Dès-lors le roi abandonna son dessein.

Chilpéric écrivit des livres de poésie, à la manière de Sédulius; mais les règles de la versification et de la mesure y sont à chaque instant violées. Il lui prit aussi fantaisie d'ajouter des lettres à notre alphabet; ce sont l'ω des Grecs, puis æ, the, wi, qui devaient être représentés par les caractères suivants: α, ψ, z, π. Il envoya des ordres dans toutes les

villes, pour qu'on en montrât l'usage aux enfants; il voulut qu'on effaçât avec de la pierre ponce tous les anciens manuscrits, pour en faire d'autres copies, où seraient employés les nouveaux signes.

CHAPITRE IV.

Concile d'Avignon. — Retour des envoyés de Constantinople. — Brunehaut en Austrasie.

Les évêques s'assemblèrent à Avignon; là furent terminées plusieurs discussions, et l'on condamna quelques ecclésiastiques qui négligeaient leurs devoirs; puis on s'occupa d'un grand nombre d'affaires qui avaient rapport à la fuite de Mummole et aux dissensions qui régnaient alors. Cependant, les députés que Chilpéric avait envoyés trois ans auparavant à l'empereur Tibère, revinrent après avoir éprouvé de grands malheurs et de grandes fatigues. Ils n'osèrent aborder à Marseille, à cause de la discorde qui régnaient entre les rois Francs; ils voulurent entrer à Agde, ville qui dépendait du royaume des Goths. Avant d'atteindre le port, leur navire, poussé par la violence du vent, fut jeté sur la côte et brisé contre les écueils. Les ambassadeurs et les gens de leur équipage, voyant le danger, saisirent des planches, et tentèrent de se sauver à la nage. Plusieurs serviteurs périrent, mais le plus grand nombre échappa. Les habitants du pays pillèrent les objets que les flots rejetaient sur la côte. Ils recouvrèrent cependant ce qu'il y eut de plus précieux; mais les habitants d'Agde en gardèrent une grande partie. « J'étais alors à Nogent, dit Grégoire de Tours, dans son *Histoire des Francs*, où j'étais allé voir le roi; il me montra un grand bassin d'or orné de pierres précieuses qu'il avait fait faire et qui pesait cinquante livres, et il

me dit : « J'ai fait faire ceci pour l'honneur et la gloire des Francs ; je ferai bien d'autres choses , si Dieu me laisse vivre encore. » Il me montra en même temps des pièces d'or pesant chacune une livre : c'était un présent de l'empereur. Sur ces pièces était d'un côté l'effigie de l'empereur, avec ces mots qui l'entouraient : *Tiberii Constantini perpetui Augusti* ; de l'autre côté on voyait un char attelé de quatre coursiers , et conduit par un homme monté sur le char, avec cette inscription : *Gloria Romanorum*. Il me fit voir aussi d'autres objets précieux que les ambassadeurs lui avaient apportés. Pendant que Chilpéric était encore dans cette ville , Egidius , évêque de Reims , vint auprès de lui avec les principaux seigneurs du royaume de Childebert II pour faire alliance avec lui , afin de s'emparer du royaume de Gontran. « Mes fils , leur dit le roi , m'ont été enlevés en punition de mes fautes ; je n'ai plus d'autre héritier que le roi Childebert , fils de mon frère Sigebert : qu'on le reconnaisse pour mon successeur dans tout ce que je possède ; mais on doit me laisser , tant que je vivrai , garder sans contrôle et sans scrupule tout ce que je possède ou que je pourrai acquérir. » Les grands d'Austrasie le remercièrent , et , ayant signé le traité , revinrent auprès de Childebert II , comblés de présents. Après leur départ , Chilpéric envoya auprès de son neveu l'évêque Leudewald , suivi des grands de son royaume. Ils donnèrent et reçurent le serment de la paix , confirmèrent le traité d'alliance , et revinrent avec de grands présents.

Lupus , duc de Champagne , fut exposé à de violentes attaques de la part des grands d'Austrasie. Il avait deux principaux ennemis , Ursion et Bertefred , qui se réunirent pour le faire périr et firent marcher une armée contre lui.

La reine Brunehaut voyait avec douleur le danger dont était menacé son fidèle serviteur. En effet, cette fidélité au roi et à la reine avait attiré à Lupus la haine des seigneurs d'Austrasie chargés de la régence. On allait en venir aux mains, lorsque tout-à-coup la reine elle-même, à cheval, en habit de guerre, se précipite au milieu des bataillous, et s'écrie : « Guerriers, arrêtez, n'allez pas commettre une action si coupable; ne poursuivez point un homme innocent. Voulez-vous pour lui seul remplir le pays de désolation? » Quand elle eut parlé, Ursion lui répondit : « Eloigne-toi de nous, femme! qu'il te suffise d'avoir gouverné ce royaume pendant le règne de ton mari. Aujourd'hui que ton fils est sur le trône, notre protection et non la tienne fait ton salut. Eloigne-toi, si tu ne veux pas que nos chevaux t'écrasent! » La reine, sans se rebuter, finit, à force d'adresse et de prières, par empêcher le combat; mais elle ne put empêcher que les ennemis de Lupus ne se jetassent sur ses terres en ravageant et pillant ses maisons et le menaçant de lui arracher la vie. Ils feignirent d'emporter au trésor royal leur butin, mais ils le gardèrent.

A la vue du danger qui le menaçait, Lupus mit sa famille en sûreté dans la ville de Laon, et alla se réfugier auprès de Gontran. Celui-ci l'accueillit avec bonté et le tint caché à la cour de Bourgogne en attendant la majorité de Childeberr II.

Marseille était échue à Gontran et à Sigeberr, après le partage qui s'était fait depuis la mort du roi de Paris. Quand Sigeberr fut mort, Gontran profitant de la confusion qui régnait, s'empara de la seconde moitié et mit la ville entière sous sa domination.

Après l'alliance que Chilpéric fit avec les seigneurs de l'Austrasie, ceux-ci sommèrent Gontran de leur rendre la moitié

de la ville de Marseille, qui appartenait à leur royaume. Gontran refusa, et secondé par Dynamius, qu'il avait nommé gouverneur de cette ville, il résista pendant quelque temps. Théodore, évêque de cette ville, était du parti de Childebert. Dynamius, qui craignait une trahison, lui tendait continuellement des pièges. Le clergé de Marseille le secondait, car il s'était séparé de son évêque et voulait faire prononcer sa déposition. Un jour, ayant découvert que Théodore allait se retirer auprès du roi d'Austrasie, le gouverneur l'arrêta au milieu de la ville et l'accabla d'outrages, cependant il n'osa le retenir et lui laissa la liberté. L'évêque continua son voyage, et, malgré les ordres que Gontran avait donnés pour l'arrêter, il arriva auprès de Childebert.

Ce prince, ou plutôt le conseil de régence, avait choisi Gondulphe, qui de simple officier de la maison du roi, ou domestique, avait été élevé au rang de duc, pour aller à Marseille reprendre possession de la partie de la ville qui était à l'Austrasie. Gondulphe ne put traverser la Bourgogne, dont toutes les routes étaient interdites; il fut donc obligé de passer par Tours (1).

L'évêque Théodore s'était réuni à Gondulphe, mais lors-

(1) Les domestiques des rois Francs étaient des hommes attachés à la personne du prince et qui logeaient dans l'intérieur du palais, ils étaient sous les ordres d'un chef appelé le comte des domestiques; leur condition, loin d'être servile, était au contraire une des plus élevées; les lois barbares leur donnent le titre d'*optimates*; les principaux d'entre eux siégeaient dans les plaids ou cours judiciaires du prince; c'étaient, en un mot, des fideles plus spécialement attachés au service personnel de leur seigneur. Du reste, cette signification du mot *domestique* s'est perpétuée dans le moyen-âge et jusque vers la fin du dix-septième siècle; les jeunes gens qui recevaient dans un château leur éducation chevaleresque étaient souvent appelés domestiques ou gens de la maison, et le cardinal de Richelieu avait un grand nombre de gentilshommes parmi ses domestiques.

(Collection des Mémoires).

qu'ils furent arrivés aux portes de Marseille, Dynamius défendit à l'un et à l'autre d'entrer dans la ville. Cependant ils lui proposèrent une conférence, qui devait avoir lieu dans l'église de Saint-Etienne, à quelque distance de la ville. Dynamius accepta et vint accompagné d'une nombreuse escorte. Mais quand il fut entré dans l'église, les serviteurs de l'évêque en fermèrent aussitôt les portes, et les soldats de son escorte ne purent entrer avec lui. Dynamius ne soupçonnant rien, l'entretien se prolongea quelque temps au pied de l'autel; puis ils entrèrent dans la sacristie. A peine arrivés, on se précipita sur Dynamius, qui fut désarmé et mis sans défense. Les soldats qui étaient restés en dehors entendirent du bruit, et essayèrent de venir à son secours; mais Gondulphe, avec quelques-uns des siens, les repoussa et leur fit prendre la fuite. Il envoya aussitôt prévenir les anciens de la ville, afin de se réunir à leur évêque pour y entrer ensemble.

Dynamius voyant cela, se soumit, et pria le duc et l'évêque de lui pardonner; il fit à Gondulphe de nombreux présents et jura fidélité sur l'autel à Théodore et au roi Childebert. Après le serment reçu, on lui rendit ses vêtements et ses armes, et on se mit aussitôt en route pour Marseille. Le roi alla à la rencontre de Gondulphe et de Théodore, avec des drapeaux, et ils furent reçus avec des acclamations unanimes.

Gondulphe rétablit l'autorité de Childebert dans la ville, et remplaça l'évêque sur son siège. Après cela, il s'en retourna en Austrasie.

Mais Dynamius oubliant bientôt son serment, envoya des messagers au roi Gontran, chargés de lui dire que l'évêque lui enlèverait bientôt la partie même de la ville qui lui appartenait légitimement, et que jamais il ne jouirait tranquillement de la

possession de ce domaine tant qu'on y souffrirait Théodore. Gontran irrité donna aussitôt l'ordre de l'arrêter. Mais il était très-difficile d'exécuter cet ordre au milieu de la ville. Le jour où devait être célébrée la dédicace d'une nouvelle église dans la campagne, à quelque distance, Dynamius crut que cette fête était une occasion favorable. Il fit placer dans un lieu couvert une embuscade d'hommes armés, et aussitôt que l'évêque parut, on fondit sur lui, et les hommes qui le suivaient ayant été dispersés, on le chargea de liens, et sans permettre aux siens de l'accompagner, on le conduisit au roi de Bourgogne. Ce prince, après l'avoir entendu, reconnut la fausseté de l'accusation et lui permit de retourner dans sa ville épiscopale, où il fut reçu par le peuple avec les marques de joie les plus éclatantes. Cet événement contribua à entretenir l'inimitié que la rupture de l'alliance avait fait naître entre Gontran et son neveu, et ils cherchaient l'un et l'autre à se tendre des pièges. Chilpéric, voyant la querelle engagée entre son frère et son neveu, donna l'ordre au duc Didier d'attaquer les états de son frère et d'y porter le ravage. Didier s'avance aussitôt avec une armée contre Ragnowald, duc de l'Aquitaine bourguignonne, le met en fuite et s'empare de Périgueux. Il en exige serment de fidélité au roi Chilpéric, et se dirige sur Agen. La femme de Ragnowald apprend la défaite de son mari et la soumission de ces deux villes, et elle se retire dans l'église du saint martyr Capressius. Mais elle est arrachée de cet asile, dépouillée de ce qu'elle possédait, séparée de ses serviteurs, et obligée de donner caution pour obtenir sa liberté. Elle se retira à Toulouse, et se réfugia dans l'église de Saint-Saturnin.

Didier enleva au roi Gontran toutes les villes qu'il possé-

dait dans cette province et les soumit à l'obéissance de Chilpéric.

Le duc Berulphe apprenant que ceux du Berri menaçaient la Touraine, se porta sur les frontières de cette province pour la préserver.

On envoya le duc Bladaste en Gascogne, mais il perdit la plus grande partie de son armée.

La septième année du règne de Childebert II, et la vingtième de celui de Chilperic et de Gontran, il tomba, au mois de janvier, des pluies extraordinaires accompagnées de tonnerres et d'éclairs; on vit des fleurs aux arbres; une comète remarquable par son éclat et par la longueur de sa chevelure qui ressemblait aux flammes d'un grand incendie, parut dans le ciel. Cette année là, de graves maladies accablèrent le peuple; on dit que la ville de Narbonne fut attaquée d'une peste qui y exerça de cruels ravages.

Dès cette même année, le roi Chilpéric commanda de baptiser un grand nombre de Juifs, et il en tint même plusieurs sur les fonts; mais beaucoup ne furent baptisés que de corps et non de cœur; ils revinrent bientôt à leurs habitudes de fourberie; car ils observaient réellement le sabbat, et faisaient semblant d'honorer le dimanche.

Il se trouvait un pont sur la rivière de l'Orge, qui confinait aux possessions de Gontran. Chilpéric avait fait occuper ce passage par une troupe de soldats assez nombreuse pour repousser ceux qui, du royaume de son frère, tenteraient de faire quelques incursions dans le sien. Une nuit, le duc Alscélapius, l'un des capitaines du roi de Bourgogne, vint les attaquer, les accabla et les tua, en ravageant toute la campagne voisine du pont.

A cette nouvelle, Chilpéric envoya aussitôt des messagers à ses ducs et à ses comtes, pour leur ordonner de lever une armée et de porter leurs armes contre son frère. Mais ses plus sages conseillers le détournèrent de ce dessein. Ils lui firent observer que si l'on avait mal agi à son égard, il devait se conduire avec une grande modération. On obtint de lui qu'il enverrait vers Gontran, pour savoir s'il désavouait tout ce qui avait été fait, et s'il consentait à donner satisfaction. Gontran accorda toutes les réparations exigées, et la bonne intelligence parut rétablie entre les deux frères.

Chilpéric ayant été privé de tous ses enfants, eut enfin un fils qui fut nommé Théodoric. Pour célébrer sa naissance, Chilpéric rendit la liberté aux prisonniers, et remit toutes les anciennes dettes envers le fisc. Mais cet enfant devint plus tard la cause de grands malheurs et de grandes trahisons.

CHAPITRE V.

Tentatives de Gondowald. — Démêlés de Gontran et de Chilpéric.

En ces jours là, l'évêque de Marseille, Théodore, fut exposé à de nouvelles attaques, par suite de l'arrivée en cette ville de Gondowald, qui se disait fils du roi Clotaire I^{er}, et venait de Constantinople. Il était né dans la Gaule, et avait été élevé avec le plus grand soin. Une longue chevelure, selon l'usage de ceux qui sont de la race des rois Francs, tombait sur ses épaules. On cultiva son esprit; on lui enseigna les lettres. Enfin, après quelques années, sa mère le présenta au roi de Paris, Childebert I^{er}, en lui disant : « Voilà ton neveu, fils de ton frère Clotaire, son père l'avait pris en haine;

mais reçois-le, car il est de ta chair. » Childebert n'avait pas d'enfants, il l'adopta et le retint auprès de lui.

Clotaire en fut informé; il envoya des messagers à son frère, demandant que l'enfant fût mis en ses mains. Childebert ne fit aucune difficulté, et remit l'enfant aux envoyés de Clotaire, qui lui fit aussitôt couper la chevelure et le renia publiquement.

Après la mort de Clotaire, Charibert, roi de Paris, recueillit l'enfant; mais Sigebert l'ayant réclamé, il lui fut livré. Celui-ci lui fit couper une seconde fois les cheveux et l'envoya en exil à Cologne.

Mais il parvint à s'échapper, il laissa croître sa chevelure et alla auprès de Narsès, qui gouvernait alors l'Italie. Il se maria dans ce pays et y eut des enfants. Il se rendit ensuite à Constantinople, et il y demeura quelques années, traité tour à tour avec bienveillance par les empereurs qui se succédèrent dans cet intervalle.

Enfin quelqu'un le sollicita de revenir dans la Gaule; il céda aux instances qui lui furent faites, s'embarqua et descendit à Marseille. Il y fut accueilli par l'évêque Théodore qui lui fournit des chevaux pour se rendre auprès de Mummole, alors gouverneur d'Avignon pour Childebert II.

Mais après le départ de Gondowald, le duc Gontran-Boson fit saisir l'évêque Théodore, lui reprochant d'avoir introduit un étranger dans les Gaules, et d'avoir voulu, par ce moyen, soumettre les royaumes Francs à la domination de l'empereur. L'évêque produisait, pour sa défense, une lettre signée de la main des grands du roi Childebert, par laquelle il prouvait qu'il n'avait point agi de son chef, mais qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres de ceux qui avaient droit de lui comman-

der et qui étaient ses seigneurs. Cependant on le retint dans une chambre, sans lui permettre d'approcher de son église. Il fut ensuite conduit au roi Gontran, avec l'évêque Epiphane qui demeurait alors à Marseille où il s'était réfugié pour se soustraire aux poursuites des Lombards. Epiphane était accusé d'être complice de Théodore.

Après avoir été l'un et l'autre examinés par le roi, on ne les trouva coupables d'aucun crime. Cependant le roi leur donna des gardes, et ne leur rendit pas la liberté; pendant cette espèce de captivité, l'évêque Epiphane mourut, après avoir beaucoup souffert. Gondowald s'était retiré dans une île de la mer Méditerranée, pour attendre les événements. Gontran-Boson partagea, avec un des ducs du roi Gontran, tous les trésors de Gondowald, et il emporta avec lui en Auvergne une énorme quantité d'or, d'argent et d'autres objets précieux.

Gontran-Boson, après avoir déposé ses trésors en Auvergne, alla trouver le roi Childebart. Tandis qu'il revenait de ce voyage, avec sa femme et ses fils, il fut arrêté par ordre du roi Gontran, qui lui reprocha d'avoir attiré Gondowald dans la Gaule, et d'avoir, dans ce dessein, fait quelques années auparavant le voyage de Constantinople. Gontran-Boson répondit pour se justifier : « C'est le duc Mummole qui l'a appelé et qui l'a reçu dans la ville d'Avignon. Permits que je t'amène Mummole lui-même; tu l'entendras, et je serai disculpé. » — « Je ne le permettrai pas, répliqua le roi; et tu subiras la peine due à ton crime. » Jugeant que le roi avait résolu sa mort, Boson reprit aussitôt : « Voilà mon fils; prends-le pour ôtage des promesses que je fais à mon roi. Si je ne t'amène pas Mummole, tu te vengeras sur mon fils. » Alors le roi accepta l'ôtage, et permit l'expédition.

Le duc aussitôt rassembla des troupes dans l'Auvergne et dans le Velay, et les conduisit contre Avignon. Mais Mummole, averti de ses desseins, lui avait préparé des pièges pour se garantir de ceux qu'il venait lui tendre. Il fit garnir de mauvais bateaux tous les bords du Rhône, où devaient s'embarquer les soldats de Boson. Quand ceux-ci arrivèrent, ne soupçonnant rien, ils montèrent sur les bateaux; mais parvenus au milieu du fleuve, les barques s'entr'ouvrirent, et ceux qui les montaient tombèrent dans le fleuve. Quelques-uns échappèrent à la nage, d'autres gagnèrent le rivage à l'aide des planches des bateaux submergés; mais le plus grand nombre fut englouti dans les flots. Boson arriva en nageant près de la ville. Là, un autre piège l'attendait. Quand Mummole avait pris le gouvernement d'Avignon, il avait remarqué qu'une petite partie de la ville seulement n'était pas entourée par le Rhône; il y avait fait creuser des fossés larges et profonds, où les eaux furent aisément détournées. Puis, il avait recouvert légèrement ces fossés avec des branchages, de la terre, un peu de gazon, de manière à tromper les yeux et à présenter l'apparence d'un chemin solide. Lorsque Boson fut arrivé au pied de la ville, Mummole, élevant la voix du haut du rempart, cria : « Si Boson est de bonne foi, qu'il approche, et m'explique sans crainte ce qu'il a dessein de me dire. » Le duc consentit, et s'avança, suivi seulement d'un des siens. Arrivés aux fossés, ils y tombèrent tous les deux; le compagnon de Boson, que le poids de sa cuirasse entraînait, disparut; le duc, plus légèrement vêtu, surnagea quelque temps, et parvenant à saisir le bout d'une lance que lui tendait un de ses soldats gagna le bord. Boson et Mummole échangèrent alors quelques injures, et se retirèrent. Gontran-Boson se vit

donc dans la nécessité de faire le siège d'Avignon. Mais Childebert, irrité de cette agression, envoya promptement Gondulphe avec une armée. Celui-ci fit lever le siège et emmena Mummole à Clermont, mais peu de temps après il retourna à Avignon.

La veille de Pâques, le roi Chilpéric se rendit à Paris. Cette ville était restée indivise entre les rois, et il avait été convenu par serment qu'aucun d'eux n'y entrerait sans la permission des deux autres. Pour éviter la malédiction contenue dans le serment contre celui qui pourrait l'enfreindre, Chilpéric entra dans la ville précédé d'une grande quantité de reliques de saints portées devant lui. Il célébra la fête de Pâques avec de grandes réjouissances, fit baptiser son fils, qui eut pour parrain Raguemode, évêque de Paris, et donna à l'enfant le nom de Théodoric.

Le roi Chilpéric reçut des ambassadeurs de son neveu Childebert; à leur tête était Ægidius, évêque de Reims. Quand ils eurent été introduits, et qu'on leur eut accordé la permission de parler, ils s'exprimèrent ainsi : « Votre neveu, le roi notre maître, vous demande de renouveler l'alliance que vous avez faite avec lui. Votre frère lui refuse la paix, il lui dispute Marseille, accueille et retient tous les fugitifs de son royaume. Childebert, votre neveu, vous prie de lui garder votre foi et votre affection. » — Chilpéric répondit : « Mon frère est coupable de beaucoup de choses. Si mon fils Childebert examine attentivement le passé, il reconnaîtra quelle part Gontran avait prise à la mort de son père. » Ægidius reprit : « Restez donc uni avec votre neveu; alors vous lèverez une armée, et la vengeance qui vous est due ne vous manquera point. » Chilpéric accepta; le traité se fit; on se donna mutuellement des otages; on reçut et l'on rendit des serments.

Chilpéric, d'après ce traité, rassembla une armée, et vint occuper les environs de Paris, non sans porter de grands préjudices aux habitants de ce pays. Le duc Bérulphe, ayant réuni ceux de Tours, de Poitiers, d'Angers et de Nantes, se porta sur les frontières du Berry, tandis que Didier et Bladaste, avec toute leur armée, attaquaient la ville de Bourges d'un autre côté, ravageant tout le pays par où ils passaient.

Chilpéric fit traverser Paris à l'armée qu'il commandait, et se rendit avec elle à Melun, après avoir tout incendié et dévasté dans cette contrée. Cependant l'armée de son neveu ne l'avait pas encore rejoint, et il n'avait avec lui que ses ducs et ses ambassadeurs. Alors il envoya ordre à ses trois ducs de pénétrer dans Bourges et de réduire la ville en sa puissance. Mais ceux de Bourges, avec quinze mille guerriers, marchèrent sur Château-Meillan; là, ils rencontrèrent le duc Didier, l'attaquèrent, et le combat fut si acharné qu'il y périt plus de sept mille hommes des deux armées. Après cette bataille, les trois chefs, réunissant leurs armées, arrivèrent à Bourges, en commettant d'affreux ravages, tels que jamais il n'y en avait eu de pareils. Pas une maison, pas une vigne, pas un arbre ne resta sur pied; tout fut renversé, arraché, brûlé. Les églises mêmes ne furent pas à l'abri du pillage et de l'incendie.

Cependant Gontran marchait contre son frère avec une armée, mettant toute son espérance dans le jugement de Dieu. Un soir il attaqua l'armée de Chilpéric et en détruisit la plus grande partie. Le lendemain matin, des négociations commencèrent; on promit de part et d'autre que l'on se donnerait satisfaction, et que les compensations seraient réglées par les

grands et les évêques. Ces conditions acceptées, on se sépara paisiblement.

Mais le roi Chilpéric ne pouvait arrêter les déprédations auxquelles se livrait son armée; il fut obligé de faire mettre à mort le comte de Rouen, qui autorisait ces rapines. Il revint à Paris après avoir abandonné tout le butin, et rendu la liberté aux prisonniers.

Il envoya ordre aux ducs qui assiégeaient Bourges de se retirer, mais leurs armées en s'en allant emportèrent une telle quantité de butin, qu'on pensait qu'elles avaient enlevé tous les hommes et tous les troupeaux du pays abandonné par elles. En entrant dans la Touraine, l'armée de Didier et de Bladaste s'y conduisit comme en pays ennemi; son passage fut marqué par l'incendie, le pillage et le meurtre. Un grand nombre de personnes furent arrêtées, dépouillées, et relâchées ensuite. Cette calamité fut suivie d'une épizootie qui détruisit presque entièrement le bétail et les chevaux, à tel point que c'était chose extraordinaire de rencontrer un bœuf ou un cheval.

Pendant ces événements, le roi Childebert était resté immobile avec ses soldats, sans prendre part ni aux combats ni aux négociations. Mais, une nuit, la révolte éclata dans l'armée; ce n'étaient d'abord que de nombreux murmures; bientôt ce furent des clameurs et des menaces contre Ægidius et les autres chefs du conseil du roi : « Otons de devant la face du roi, ces hommes qui vendent son royaume, qui livrent ses cités à la domination étrangère, et son peuple même au pouvoir d'un autre prince ! » Ce tumulte, ces vociférations et d'autres semblables durèrent toute la nuit. Le matin, les séditeux prirent les armes et marchèrent contre les tentes du

roi, avec l'intention hautement manifestée d'en arracher l'évêque et les autres seigneurs, et de les mettre en pièces. Ægidius, effrayé, monta précipitamment à cheval et s'enfuit dans la direction de Reims. La foule le poursuivit quelque temps en lui lançant des pierres et l'accablant d'injures. Cependant, comme ceux qui poursuivaient l'évêque n'avaient point leurs chevaux, il parvint à leur échapper; mais les chevaux de ceux qui l'accompagnaient étant fatigués, Ægidius continua seul sa route. Sa frayeur était si grande, qu'ayant laissé tomber une de ses bottes, il ne prit pas le temps de la ramasser. Il arriva dans cet état à Reims; et il ne se crut en sûreté que lorsqu'il se vit dans les murs de la ville.

CHAPITRE VI.

Mort d'un fils de Chilpéric. — Supplice de Mummole.

Des ambassadeurs vinrent de nouveau d'Espagne, avec des présents, demander à Chilpéric, suivant la convention qui avait été faite auparavant, d'accorder en mariage sa fille Rigonthe, à Récarède, fils du roi Leuvigild. Chilpéric donna son consentement, et, après avoir réglé toutes les conventions relatives à ce mariage, les ambassadeurs partirent.

Mais au moment où le roi se rendait de Paris à Soissons, un nouveau malheur vint jeter dans sa famille le deuil et l'affliction. Le fils qu'il avait fait baptiser l'année précédente, fut atteint de la dyssenterie, et mourut. Le roi et la reine, accablés de douleur, revinrent à Paris, où ils le firent enterrer. Ils envoyèrent aussitôt un messager aux ambassadeurs d'Espagne, pour leur faire suspendre leur voyage, et retarder la conclusion du mariage de Rigonthe : « Comment, disait le

roi, au milieu du deuil qui nous afflige, pourrais-je célébrer les noces de ma fille? » Il aurait voulu donner à Récarède la fille qu'il avait eue d'Audovère, et qui vivait dans un monastère à Poitiers; mais celle-ci n'y consentit pas, et sainte Radegonde (veuve de Clotaire I^{er}), abbesse de ce monastère, s'y opposa de toutes ses forces, en disant qu'il serait indigne d'arracher de son couvent une jeune fille consacrée à Jésus-Christ, pour la faire rentrer dans les plaisirs du monde.

Cependant quelqu'un vint dire à la reine que l'enfant qu'elle avait perdu lui avait été enlevé par des maléfices et des enchantements. On signalait comme coupable, ou du moins comme complice de ce crime, Mummole, préfet de sa maison (4). Depuis longtemps cet homme lui était odieux. Une circonstance particulière vint encore fortifier cette accusation. Un officier de la maison du roi se trouvant à la table du préfet, s'affligeait pendant le festin, parce que son enfant qu'il chérissait était attaqué de la contagion. Mummole lui dit alors qu'il possédait une herbe, dont la vertu était si efficace que, prise en infusion, elle guérissait infailliblement une personne atteinte de cette maladie, quelque désespéré que fût son état.

Instruite de ce fait, la reine ne mit plus de bornes à sa fureur. Elle fit saisir quelques vieilles femmes à Paris, ordonna qu'on les mit à la torture, et les obligea, à force de tourments, de s'avouer coupables. Elles déclarèrent qu'elles étaient sorcières, qu'elles avaient par leurs maléfices donné la mort à beaucoup de personnes, et ajoutèrent enfin qu'elles avaient pris la vie de Théodoric pour préserver celle de

(4) Il ne faut pas confondre celui-ci avec le patrice du même nom.

Mummolé. Un pareil témoignage , que la raison repousse , fut accueilli. Aussitôt la reine commanda qu'on fit mourir ces femmes par différents supplices. Les unes furent assommées , les autres brûlées vives , et d'autres rompues sur la roue.

La reine se retira ensuite avec le roi à Compiègne. Là , elle lui découvrit tout ce qu'elle avait rassemblé de témoignages contre Mummole. Chilpéric le fit enlever sur-le-champ par ses pages , on le chargea de chaînes , et on l'appliqua à la torture. On le suspendit à une solive par ses mains liées derrière le dos , et pendant ce supplice on l'interrogea sur les maléfices dont il était accusé. Il n'avoua rien ; cependant il déclara qu'il avait pris de ces femmes des philtres magiques , dans l'espoir de gagner la faveur du roi et de la reine. Quand on le détacha de la question , il chargea un huissier de dire au roi de sa part qu'il ne ressentait aucune douleur des tourments qu'on lui avait fait souffrir. Il croyait ainsi donner une preuve de son innocence , mais Chilpéric l'expliqua autrement. « Comment douter , s'écria-t-il , que cet homme ne soit sorcier , puisque de tels tourments ne lui causent aucune douleur ? » On l'appliqua de nouveau à la torture ; ses membres furent étendus avec des cordes , et des bourreaux le frappèrent de leurs triples courroies , jusqu'à ce que les forces leur manquassent à eux-mêmes. On lui enfonça ensuite des pointes de fer sous les ongles des mains et des pieds. Enfin , on allait lui trancher la tête ; déjà l'épée était levée , et prête à frapper , quand Frédégonde lui fit grâce de la vie ; mais cette grâce était plus cruelle et plus humiliante que la mort même. On confisqua tout ce qu'il possédait , puis on le plaça sur un chariot pour le transporter à Bordeaux , sa

patrie. Dans la route il faillit être suffoqué par le sang, et il mourut peu de temps après être arrivé à sa destination.

La reine rassembla tout ce qui avait composé le trésor de son fils Théodoric, elle brûla tous les vêtements qui lui avaient appartenu, en soie, en étoffes précieuses, ou en fourrures. On dit que quatre chariots en auraient été remplis. Quant aux bijoux d'or et d'argent, elle les fit fondre en lingots, afin qu'il ne lui restât rien de ce qui pouvait lui rappeler une perte si douloureuse.

Chilpéric apprit bientôt que son frère Gontran avait fait la paix avec leur neveu Childebert, et qu'ensemble ils se préparaient à lui enlever toutes les villes dont il s'était lui-même emparé dans les états de son frère. Inquiet de cette coalition, il se retira à Cambrai avec tous ses trésors, et s'y enferma avec tout ce qu'il avait de plus précieux. Il envoya aux ducs et aux comtes des villes, des ordres pour en relever les remparts; il leur recommandait de s'enfermer dans l'enceinte des murailles avec leurs femmes et leurs enfants, et de s'y défendre vigoureusement s'ils étaient attaqués; ensuite il mit son armée en marche, puis donna contre ordre, et la fit rester dans l'intérieur de son royaume.

En ces jours-là, il eut un fils (qui fut plus tard le roi Clotaire II); il le fit conduire secrètement à Victoriac, dans la crainte de l'exposer à quelque danger si on l'élevait publiquement.

Childebert II, d'après la demande que lui en avait faite l'empereur Maurice, était allé en Italie. A son arrivée, les Lombards ne se croyant pas en état de résister, se soumirent à sa domination, lui firent de grands présents, et lui promirent de rester toujours fidèles et dévoués à ses intérêts. Chil-

debert ayant obtenu tout ce qu'il demandait revint dans la Gaule, et donna l'ordre à son armée de marcher sur l'Espagne; mais quelque temps après il fit suspendre sa marche. Cependant l'empereur Maurice réclama de lui cinquante mille sous d'or qu'il lui avait donnés pour qu'il chassât les Lombards de l'Italie, et qu'il devait rendre, puisqu'il n'avait pas exécuté la convention, et qu'il avait traité avec les Lombards. Mais le roi d'Austrasie, ne redoutant nullement les menaces de l'empereur, ne daigna pas même lui répondre.

CHAPITRE VII.

Mariage de la fille de Chilpéric. — Mort de ce prince.

Aux calendes de septembre, une grande députation arriva d'Espagne auprès de Chilpéric, venant chercher sa fille Rigonthe. Le roi était de retour à Paris. Il fit enlever un grand nombre de familles des maisons fiscales, et les fit placer sur des chariots : plusieurs de ces hommes pleuraient et ne voulaient point partir; il les fit jeter en prison, pour pouvoir ensuite les envoyer plus aisément avec sa fille. On assure que plusieurs, craignant d'être séparés de leurs parents, s'étranglèrent de désespoir. Le fils était ôté à son père, la mère à sa fille; ils partaient au milieu des gémissements et des malédictions, et les larmes qui se répandaient alors dans Paris, dit Grégoire de Tours, pouvaient se comparer à celles qu'on versa en Egypte. D'autres, d'une naissance plus relevée, qui étaient également contraints de partir, firent leur testament pour donner tous leurs biens aux églises, le déclarant exécutoire dès leur entrée en Espagne, comme s'ils étaient morts.

Cependant, Childebert II envoya à Paris des députés pour

notifier de sa part au roi son oncle, qu'il eût à s'abstenir de donner à sa fille aucune ville, aucune terre, aucunes richesses, de celles qui dépendaient du royaume d'Austrasie, et dont il s'était injustement emparé. Childebert promit ce que demandait son neveu ; mais un des membres de la députation fut assassiné par une main inconnue. Pour moi, dit Grégoire de Tours, je soupçonne que cela s'est fait par ordre du roi.

Chilpéric ayant convoqué les plus notables des Francs, et le reste de ses fidèles, célébra les noces de sa fille ; et, l'ayant remise aux ambassadeurs des Goths, il lui donna de grands trésors. Mais sa mère produisit une immense quantité d'or, d'argent et de vêtements qu'elle lui destinait. Le roi, à la vue de ces richesses, crut qu'il ne lui était plus rien resté à lui-même. Frédégonde devina son inquiétude, et se tournant vers les Francs, elle leur dit : « Ne croyez point, braves guerriers, qu'il y ait là quelque chose qui appartienne aux trésors de vos anciens rois. Tout ce que vous voyez est de ma propriété ; car le très-glorieux roi m'a fait beaucoup de présents ; moi-même je dois beaucoup de richesses à mon travail ; j'en ai amassé sur les fruits et les tributs des maisons qui m'ont été accordées. A votre tour vous m'avez enrichie de vos présents ; c'est ce qui compose les magnificences que vous voyez devant vous, car rien de tout cela ne provient des trésors publics. » C'est ainsi qu'elle trompa la confiance du roi. Cependant la quantité de ces objets précieux était si grande, que cinquante chars furent chargés de l'or, de l'argent et des vêtements qu'emportait Rigonthe. Les Francs lui firent encore beaucoup de présents. Les uns donnèrent de l'or, d'autres de l'argent, quelques-uns des chevaux, le plus grand nombre des vête-

ments. Il n'y eut personne qui n'offrit quelque chose, selon ses facultés.

Enfin la jeune princesse dit adieu à ses parents ; elle les embrassa en versant d'abondantes larmes, et se mit en route. En sortant de la porte de Paris, une des roues de sa voiture se brisa, ce qui fut regardé comme un mauvais présage par tous ceux qui étaient présents. Ce jour là, elle s'arrêta pour camper à huit milles de Paris. Pendant la nuit, cinquante hommes de son escorte prirent cent des plus beaux chevaux, avec autant de brides d'or, et s'enfuirent dans les états de Childebert. Durant tout le chemin, dès que quelqu'un trouvait une occasion favorable, il s'enfuyait en emportant tout ce qu'il pouvait. La princesse et sa suite étaient reçues dans toutes les villes où elle passait avec une pompe inouïe et des frais immenses ; mais le roi avait défendu que l'on prit quelque chose du trésor pour pourvoir à ces dépenses. Elles devaient toutes être supportées par le public.

Chilpéric, redoutant les embûches que son frère ou son neveu pourraient tendre à sa fille pendant ce long voyage, la fit accompagner d'une armée. Elle avait avec elle quelques-uns des plus grands du royaume : le duc Bobon, fils de Mummole, avec son épouse, Domégisile, Ausovald, le maire du palais Waddon, qui avait été autrefois comte de Saintonges. Le duc Bobon remplissait les fonctions de paranymphe (4). Le reste de l'escorte se composait de plus de quatre mille hommes. Les autres chefs et officiers de la chambre qui l'avaient accompagnée, ne dépassèrent pas Poitiers. Ceux qui poursuivaient leur chemin s'avançaient comme ils pouvaient. Pendant

(4) En latin, paranympus, du grec *para*, auprès, et *numphé*, épousee ; c'était celui qui, par honneur, conduisait l'épouse et assistait à ses noces.

ce voyage, ils pillaient et ravageaient tous les endroits qu'ils traversaient. Ils coupaient les ceps des vignes et les emportaient avec les raisins; ils emmenaient le bétail et enlevaient tout ce qu'ils pouvaient prendre, en sorte qu'on peut affirmer qu'ils ne laissaient rien derrière eux.

Tandis que l'armée qui conduisait sa fille s'avancait en commettant ces désordres, Chilpéric, qu'on peut appeler le Néron et l'Hérode de notre temps, s'était retiré à Chelles, à quatre lieues de Paris, pour y prendre le plaisir de la chasse. Un jour, comme il revenait de la forêt, à l'entrée de la nuit, tandis qu'on l'aidait à descendre de cheval, et qu'il avait une main appuyée sur l'épaule de son page, un homme s'approcha de lui, le frappa de son couteau sous l'aisselle, et frappant un second coup, lui perça le ventre. Aussitôt Chilpéric répandit du sang en abondance par la bouche et par l'ouverture de sa blessure, et il rendit ainsi son esprit inique.

Il a ravagé un grand nombre de pays par le pillage et l'incendie, et loin de ressentir aucun remords de pareilles actions, il en éprouvait de la joie; ainsi, Néron s'amusait à réciter des vers pendant l'incendie de Rome; souvent il fit périr injustement des hommes pour s'emparer de leurs richesses. Il était intempérant et présomptueux. Il composa deux livres de poésie à la manière de Sédulius, mais ses vers étaient sans mesure, ni rythme. Jamais il ne protégeait les pauvres; il calomniait sans cesse les prêtres; et dans l'intimité, il ne cessait de tourner les évêques en ridicule et de leur attribuer des crimes et des actions infâmes. Chaque jour il inventait de nouveaux moyens de persécuter le peuple, et les moindre fautes étaient punies par la perte des yeux.

Les ordonnances qu'il adressait aux juges, se terminaient

par cette formule : « Si quelqu'un ne tient compte de mes ordonnances, qu'on lui arrache les yeux. » Jamais il n'a aimé sincèrement personne, et personne ne l'a jamais aimé; aussi tous les siens l'abandonnèrent après sa mort. Mallulphe, évêque de Senlis, qui, depuis trois jours, sollicitait de lui une audience, sans avoir pu l'obtenir, ayant appris cet événement, vint seul prendre soin de son corps, le lava, le couvrit des meilleurs vêtements, et passa la nuit en prières auprès de lui. Le lendemain, il le mit dans un bateau, et alla l'ensevelir dans l'église de Saint-Vincent, à Paris. Cette cérémonie terminée, il se retira, laissant Frédégonde dans l'église.

CHAPITRE VIII.

Frédégonde se réfugie à Paris. — Gontran la prend sous sa protection, comme il avait fait pour Brunehaut.

La reine Frédégonde, remplie d'effroi, se réfugia, avec les trésors qu'elle avait amassés, à Paris, dans l'église, sous la protection de l'évêque Raguemode. Le reste du trésor de Chilpéric laissé à Chelles fut porté par les trésoriers au roi Childebart, qui se trouvait alors à Meaux.

Aussitôt Frédégonde, après avoir consulté ceux qui lui étaient restés fidèles, envoya au roi Gontran des députés pour lui dire de sa part : « Que monseigneur vienne pour recevoir le royaume de son frère. Il ne me reste de lui qu'un petit enfant que je veux déposer entre ses bras, et soumettre ainsi que moi à son autorité. » Gontran, en apprenant la mort de son frère, pleura amèrement; mais bientôt modérant sa douleur, il se rendit à Paris avec son armée.

A peine était-il dans les murs de cette ville, que son neveu

Childebert arrivait d'un autre côté ; on en refusa l'entrée aux Austrasiens ; ceux-ci envoyèrent alors une députation à Gontran pour réclamer l'observation des conventions établies entre les quatre fils de Clotaire relativement à l'occupation de Paris, et l'exécution du pacte d'alliance consenti entre Gontran et Childebert. Gontran , s'adressant aux envoyés, leur répondit : « Hommes misérables et perfides, hommes sans foi et sans vérité , ainsi vous avez oublié les promesses que vous m'aviez faites, et vous vous êtes alliés de nouveau à Chilpéric pour m'enlever mon royaume et le partager entre vous. Je tiens dans mes mains les traités que vous avez signés vous-mêmes pour l'exécution de ce projet. Et de quel front osez-vous me demander d'accueillir mon neveu Childebert , quand par vos perfides conseils vous avez voulu en faire mon ennemi ? » Les ambassadeurs répliquèrent : « Malgré le courage qui vous anime, vous ne pouvez refuser à votre neveu ce que vous lui avez promis, ainsi que la restitution de ce qui lui revient du royaume de Charibert. » — « Voici, reprit le roi, les traités que nous avons jurés, d'après lesquels aucun de nous ne peut entrer dans Paris, sans la permission des autres, sous peine, en cas d'infraction, de perdre la portion de cette ville qui lui appartenait, et ce serment a été placé sous la protection de Polyeucte, martyr, et des saints confesseurs Hilarion et Martin, qui étaient appelés à en punir l'infraction. Malgré ce traité solennel, mon frère Sigebert est entré dans Paris ; frappé par le jugement de Dieu, il a perdu sa part du royaume. Chilpéric a tenu la même conduite et a encouru la même peine. Par suite de cette double violation du traité, le royaume entier de Charibert, avec tous ses trésors, m'appartient légitimement, et je suis libre d'en disposer selon mon bon plaisir,

sans que personne ait le droit de s'y opposer. Retirez-vous maintenant, hommes toujours menteurs et perfides, et rapportez mes paroles à votre roi. »

Les ambassadeurs se retirèrent en disant : « Vous nous refusez, mais la hache qui a abattu la tête de vos pères n'est pas perdue ; » bientôt après, d'autres se présentèrent venant demander qu'on leur livrât Frédégonde. Brunehaut et son fils s'inquiétaient de la conduite de Gontran. Les ambassadeurs dirent au roi, parlant au nom de Childebart : « Donnez-nous cette femme souillée de meurtres ; cette femme qui a fait étrangler ma tante, qui a fait poignarder mon père et mon oncle, et égorger mes cousins. » — « C'est aux plaids du royaume, répondit le roi, que nous renvoyons à connaître de toutes ces affaires et à les juger, car il avait pris Frédégonde sous sa protection ; souvent il l'invitait à manger avec lui, et lui promettait d'être toujours son plus ardent défenseur. Gontran, placé ainsi entre Frédégonde et Brunehaut, et ne pouvant se résoudre à sacrifier l'une à l'autre, les eut toutes deux pour ennemies.

Brunehaut ne s'exerçait qu'à lui susciter des embarras, et Frédégonde à le faire périr ; il s'entoura d'hommes armés, et jamais il ne se rendait à l'église ou dans un lieu public sans une garde nombreuse. Un dimanche que le peuple était rassemblé dans la cathédrale, au moment où le diacre avait imposé silence pour commencer la messe, Gontran se tournant du côté des assistants, leur dit : « Hommes et femmes qui êtes ici rassemblés, je vous conjure de ne point violer la foi que vous m'avez donnée, de ne pas me faire périr comme vous avez fait périr récemment mes frères. Je ne demande que trois ans dont j'ai besoin pour élever mes neveux, mes fils adoptifs. Prenons garde que Dieu ne permette qu'à ma mor

vous ne périssiez avec ces enfants, puisqu'il ne reste de ma race personne d'un âge viril pour vous défendre. » Quand il eut cessé de parler, tout le monde adressa au Seigneur des prières pour le roi.

Rigonthe, fille de Chilpéric, arriva alors à Toulouse avec ses trésors. Se voyant près des frontières des Goths, elle voulut s'arrêter quelque temps dans cette ville pour faire reposer son escorte des fatigues d'un si long voyage, et réparer les vêtements et les chaussures des hommes, les harnais des chevaux et les équipages usés dans la route. Durant le séjour prolongé que tous ces soins occasionnaient, le duc Didier apprit la mort de Chilpéric. Prenant alors avec lui une troupe de ses plus braves guerriers, il entra dans Toulouse, s'empara des trésors de Rigonthe, et les mit dans une maison, en y apposant des sceaux et les faisant protéger par une garde nombreuse; puis il fit dire à la princesse de ne pas quitter son logement jusqu'à son retour. Pour lui, il se rendit en toute hâte auprès de Mummoie, qui demeurait à Avignon avec Gondoald. Depuis deux ans les ducs Didier et Mummoie avaient fait alliance.

CHAPITRE IX.

Gondoald proclamé roi.

Gondoald, secondé de ses ducs, se mit en route pour Limoges. Arrivé à Brives, on l'éleva sur le pavois, et il fut proclamé roi. Mais, comme il faisait pour la troisième fois le tour de l'assemblée, porté sur le bouclier, il chancela, et il serait tombé sans le secours de ceux qui l'environnaient. Il parcourut ensuite les cités voisines pour se faire reconnaître.

Les plaids du royaume s'assemblèrent, le roi Childeberr y députa l'évêque de Reims, Egidius, Gontran-Boson, Sigevald et un grand nombre d'autres seigneurs austrasiens. Lorsqu'ils furent entrés, l'évêque de Reims prit la parole : « Nous rendons grâce au Dieu tout-puissant, dit-il à Gontran, de ce qu'après beaucoup de travaux il t'a rendu à tes provinces et à ton royaume. » — « En effet, répondit le roi, c'est à lui qui est le Roi des rois et le Seigneur des seigneurs, c'est à lui, qui a fait ces choses par sa miséricorde, que nous devons rendre grâce ; ce n'est pas à toi, qui, par tes conseils et tes parjures, as fait brûler mes provinces l'année dernière, toi qui n'as jamais gardé ta foi à aucun homme ; toi dont les fraudes s'étendent partout, et qui te montres, non pas en prêtre, mais en ennemi de notre royaume. » L'évêque irrité ne répondit rien à ce discours ; mais un autre des députés reprit : « Ton neveu Childeberr te supplie d'ordonner qu'on lui rende les cités que son père a possédées. » « Je vous ai déjà dit, s'écria le roi, que les conventions me les ont adjugées, en sorte que je ne veux point les rendre. » Un autre député prit la parole : « Ton neveu demande cette criminelle Frédégonde, qui a fait périr tant de rois, afin de venger la mort de son père, de son oncle et de ses cousins. » « Je ne saurais la livrer à sa puissance puisque son fils est roi, reprit Gontran, d'ailleurs, je ne crois point vraies les choses que vous alléguiez contre elle. » Après tous ceux-là, Gontran-Boson s'approcha du roi, comme s'il avait quelque chose à dire ; mais, comme le bruit s'était déjà répandu que Gondovald avait été proclamé roi, Gontran le prévint et lui dit : « O toi, l'ennemi de ce pays et de notre royaume, tu es allé en Orient il y a quelques années, pour

faire venir ce Ballomer (c'est ainsi que le roi appelait toujours Gondovald) et le conduire dans nos états; toujours tu fus perfide, et tu n'a jamais gardé une seule de tes promesses. » Boson répondit : « Tu es seigneur et roi, et tu sièges sur le trône, en sorte que personne n'ose répondre aux choses que tu avances. Je proteste seulement que je suis innocent de tout ce que tu viens de dire; mais si quelqu'un, de même rang que moi, m'a accusé en secret de ces crimes, qu'il vienne à présent au grand jour, qu'il parle; et toi, roi très-pieux, tu soumettras cette cause au jugement de Dieu, afin qu'il décide entre nous, lorsque nous combatrons au champ-clos. » Chacun gardant alors le silence, le roi reprit : « C'est une cause qui devrait enflammer le cœur de tout le monde, pour repousser loin de nos frontières cet homme dont le père était meunier; car c'est une vérité, son père a cardé la laine. » Or, quoiqu'il eût été possible que le même homme eût fait les deux métiers, quelqu'un des députés répondit aux reproches du roi : « Quoi donc! selon ce que tu affirmes, cet homme a eu deux pères, l'un meunier et l'autre cardeur de laine. Prends donc garde, ô roi, de quelle manière tu parles, car nous n'avons point entendu dire que, excepté dans une cause spirituelle, un fils pût avoir deux pères en même temps. » A ces mots, plusieurs éclatèrent de rire; après quoi, un autre député dit : « Nous prenons congé de toi, ô roi; car, puisque tu n'as point voulu rendre les cités qui appartiennent à ton neveu, nous te répétons que la hache qui a frappé la tête de tes deux frères est encore entière; elle abattra la tienne plutôt encore. » Ils partirent ainsi avec scandale. Le roi, irrité de leurs paroles, ordonna qu'on leur jetât à la tête le fumier des chevaux, la paille, le foin pourri et les boues

de la ville. Ils se retirèrent avec leurs habits tout tachés ; l'affront et l'injure qu'ils reçurent furent immenses.

Tandis que Frédégonde était dans l'église cathédrale de Paris, un des officiers de sa maison, nommé Léonard, arriva de Toulouse, et vint lui raconter la conduite du duc Didier envers sa fille, qu'il retenait prisonnière, et dont il avait enlevé les trésors. Frédégonde entra en fureur ; elle fit dépouiller dans l'église même le malheureux messenger, lui enleva le baudrier que Chilpéric lui avait donné, et le chassa honteusement. Elle fit arrêter également les cuisiniers, les boulangers, tous ceux enfin qui avaient quitté sa fille pendant son voyage, et qu'elle put découvrir. Ils furent par ses ordres dépouillés et battus jusqu'à en perdre l'usage des membres.

Elle tenta aussi de perdre, par d'infâmes accusations, l'évêque Nectaire, frère de Baudégisile, affirmant à Gontran qu'il avait soustrait une partie des trésors du roi Chilpéric, et lui demandant de le charger de chaînes et de le jeter dans une prison obscure. Mais la prudence du roi et le crédit de Baudégisile empêchèrent l'exécution de ses projets. Elle ne montrait nulle crainte de Dieu, dans l'église même, où elle était venue chercher un asile.

Elle reçut avec peine l'évêque Prétextat, que les habitants de Rouen avaient rappelé de l'exil après la mort de Chilpéric, et qu'ils avaient ramené dans leur ville avec honneur et avec la joie la plus vive. Après son retour, il était venu à Paris, s'était présenté au roi Gontran, le priant instamment d'ordonner la révision de son procès. La reine Frédégonde soutenait qu'on ne devait pas recevoir un homme dégradé de l'épiscopat dans une assemblée composée de quarante-cinq évêques. Le roi voulait convoquer un synode pour

juger de nouveau cette affaire; mais l'évêque de Paris, Raguemode, parlant au nom de tous ses collègues, fit observer que cette mesure était inutile, que sans doute les évêques avaient infligé à Prétextat une pénitence à laquelle il s'était soumis, mais qu'il n'avait point été déchu du titre d'évêque. Cette réponse satisfait le roi; il reçut Prétextat, l'admit à sa table, et lui permit de retourner dans sa ville épiscopale.

Un jour que le roi était encore à Paris, un mendiant s'approcha de lui, et lui dit : « Ecoute, ô roi, et ne méprise pas mes paroles. Apprends donc que Faraulf, un des domestiques de ton frère Chilpéric, cherche à te tuer. Il a formé le dessein, et je l'ai entendu, lorsque tu iras à l'église, pour l'office du matin, de te frapper de son poignard ou de sa lance. » Le roi effrayé fit venir Faraulf; il nia tout, mais le roi augmenta le nombre de ses gardes, qui ne le quittaient pas dès qu'il sortait. Faraulf mourut quelque temps après.

Gontran ordonna à Frédégonde de se retirer dans le domaine de Rueil, situé sur le territoire de Rouen. Elle fut accompagnée par les grands du royaume de Chilpéric. Ceux-ci, après lui avoir promis de grands soins pour la personne et pour l'éducation de son fils, retournèrent vers le jeune prince. Il ne resta avec elle que Mélanius qui avait autrefois remplacé Prétextat à Rouen, et qui avait été obligé de lui céder la place à son tour.

Frédégonde ne pouvait supporter son exil; elle était surtout affligée d'avoir perdu une partie de son pouvoir, et sa fureur se tournait contre Brunehaut, qui maintenant était dans une condition bien préférable à la sienne. Elle avait auprès d'elle un clerc qui lui était entièrement dévoué. Elle lui communiqua ses projets, et le détermina à se rendre à Metz, auprès de

la reine Brunehaut, pour tâcher de s'introduire dans sa maison, gagner adroitement sa confiance, et enfin la poignarder. Le clerc part aussitôt. Arrivé auprès de Brunehaut, il obtient une audience, et se jetant à ses genoux, il lui dit à la manière des suppliants : « O reine, je fuis de la présence de Frédégonde, irritée contre moi, et j'implore votre appui. » Ses premiers artifices eurent du succès. Il se montra si humble, si soumis, qu'il gagna peu à peu la confiance de Brunehaut ; mais peu de temps après on eut des soupçons que toute sa conduite n'était que ruse et trahison. On l'arrêta, on le flagella ; il avoua tout, et Brunehaut lui permit de retourner vers sa maîtresse. Quand il eut rendu compte à celle-ci du peu de succès de sa mission, Frédégonde, pour le punir, lui fit couper les pieds et les mains. Frédégonde passa le reste de sa vie à aiguiser le fer, à préparer le poison contre Gontran, contre Brunehaut, contre Childebart, contre Théodebert, fils de Childebart ; enfin contre tous ses ennemis, et à fomentier les troubles que l'administration changeante de Brunehaut faisait naître en Austrasie. Ces complots, continuellement découverts, faisaient place, presque sans interruption, à de nouveaux complots ; elle envoyait de tous côtés des assassins, qu'elle punissait ensuite ou de lui avoir obéi ou d'avoir manqué leur coup.

Le roi Gontran, de retour à Châlons-sur-Saône, s'occupait avec ardeur de faire des enquêtes sur la mort de son frère. La reine fit tomber les soupçons sur Ebérulf, l'un des domestiques de Chilpéric. Après la mort du roi, elle avait engagé cet Ebérulf à venir demeurer avec elle ; mais il avait refusé. Elle regarda ce refus comme un outrage, et, pour s'en venger, elle affirma à Gontran que c'était lui qui avait tué Chilpéric ; qu'il

avait enlevé beaucoup d'argent , et s'était retiré à Tours ; et s'il voulait venger la mort de son frère , c'était cet homme à qui il fallait l'imputer. Le roi jura alors , devant tous les grands de sa cour , que s'il trouvait Ebérulf coupable , il l'exterminerait , lui et les siens jusqu'à la neuvième génération , afin de détruire , par cette punition sévère , l'abominable coutume qui s'était introduite , de tuer les rois.

Ebérulf , instruit des desseins de Gontran et de l'accusation portée contre lui , se retira dans l'église de Saint-Martin , dont il avait souvent violé les privilèges. On établit une garde pour veiller sur lui. Cette garde fut confiée aux Orléanais et aux Blaisois , qui se relevaient tour à tour. Au bout de quinze jours , ils s'en retournèrent emmenant avec eux des chevaux , des bestiaux , et tout ce qu'ils purent emporter. Les Orléanais surtout commirent le plus de dégâts.

Cependant toutes les propriétés d'Ebérulf furent saisies , confisquées et distribuées. D'autres furent pillées , car une maison qu'il avait à Tours , enlevée par lui au domaine de l'église , était remplie de grains , de vins et de provisions de toute espèce ; elle fut pillée et saccagée de fond en comble , et il ne resta que les quatre murailles.

CHAPITRE X.

Continuation des entreprises de Gondovald.

Gondovald , qui voyait l'Austrasie et la Neustrie gouvernées par deux femmes , sous le nom de deux enfants , et le roi de Bourgogne occupé à défendre sa vie contre elles , continuait ses entreprises ; il aurait bien voulu venir à Poitiers , mais la crainte le retint , quand il apprit que l'armée qui marchait

contre lui s'était emparée de cette ville. Lorsqu'il s'approchait des cités qui avaient appartenu au roi Sigebert, il recevait leur serment au nom de Childebert II. Dans les autres, qui appartenaient à Gontran ou à Clotaire II, il recevait le serment en son nom propre. C'est ainsi qu'il entra à Angoulême, dont il reçut le serment, et après avoir fait des présents aux principaux de la ville, il se rendit de là à Périgueux, où il fut également accueilli, excepté par l'évêque, qui lui montra de l'opposition, ce qui l'exposa à de mauvais traitements de la part de Gondovald. Il se dirigea ensuite sur Toulouse, précédé d'une députation pour l'évêque Magnulf. Gondovald entra dans la ville avec son armée.

Peu de temps après, l'évêque se trouvant assis à la table de Gondovald, osa lui parler ainsi : « Tu te dis le fils de Clotaire ; nous ignorons si cela est vrai ou non ; mais ce que nous croyons bien fermement, c'est que tu ne réussiras pas dans ton entreprise. » Gondovald répondit : « Je suis fils de Clotaire ; je réclame la part qui m'appartient de son royaume ; bientôt j'irai à Paris, et j'en ferai ma capitale. » L'évêque reprit : « Si tu accomplis tes desseins, ne sera-t-il pas vrai de dire qu'il ne reste plus personne de la vaillante race des Francs ? » Mummole entendant ces paroles audacieuses, donna un soufflet à l'évêque, en lui disant : « N'est-ce pas toi plutôt qui es dégénéré de ta race, toi qui n'a pas honte de parler avec tant d'insolence à un si grand roi ? » Mais quand le duc Didier apprit ce qui s'était passé, transporté de colère, il fit sur-le-champ saisir l'évêque ; on le chargea de liens, on le frappa avec le bois d'une lance ; on lui donna des coups de pieds et des coups de poings ; enfin il fut condamné à l'exil et dépouillé de tous ses biens.

Waddon, ancien maire du palais, qui avait accompagné la princesse Rigonthe, se réunit aux partisans de Gondovald. Ceux qui restaient encore de son escorte prirent la fuite.

Une armée de Gontran, se trouvant à Poitiers, se mit alors en marche pour aller à la poursuite de Gondovald. Elle s'avanca jusqu'aux bords de la Dordogne, où elle campa, en attendant des nouvelles de l'ennemi.

Les principaux chefs qui avaient embrassé le parti de Gondovald étaient le duc Didier, Bladaste, Waddon, Mummole et l'évêque Sagittaire. On croit que Frédégonde et Brunehaut avaient voulu se servir de Gondovald contre Gontran, dont le joug leur pesait également. On a dit que Brunehaut désirait épouser le prétendant, et l'on a attribué le même dessein à Frédégonde.

Gondovald envoya à ses partisans deux clercs, avec des dépêches. L'un d'eux, abbé de Cahors, fut surpris par les soldats de Gontran. Les lettres, qu'il avait cachées dans des tablettes creuses, furent découvertes. Amené en présence du roi, il fut rigoureusement puni et enfermé dans une prison.

Gondovald se trouvait en ce moment à Bordeaux; l'évêque Bertram avait embrassé sa cause avec chaleur.

Après cela, Gondovald envoya à Gontran deux ambassadeurs, portant avec eux des baguettes consacrées qui, selon l'usage des Francs, devaient être une inviolable sauvegarde, et leur permettre de remplir leur mission en toute sécurité. Mais ces hommes imprudents eurent l'indiscrétion de révéler à plusieurs personnes l'objet de leur ambassade, avant d'avoir obtenu une audience du roi. Ils furent en conséquence arrêtés et chargés de chaînes en présence du roi; mais ils voulurent alors remplir leur mission, et ils dirent à Gontran : « Gon-

dovald, récemment venu d'Orient, affirme qu'il est fils de ton père, le roi Clotaire ; il nous a envoyé vers toi pour te demander la portion du royaume qui lui revient. Si tu refuses de la lui rendre, il viendra lui-même la réclamer à la tête de son armée. Les plus braves guerriers du pays situé au-delà de la Dordogne sont avec lui, et il nous charge de te dire ces paroles : « Quand nous serons au champ de bataille, Dieu jugera si je suis ou non fils de Clotaire. » Le roi, offensé de ce langage, les fit mettre à la torture, afin de leur arracher, s'il le pouvait, de nouvelles révélations. Ils avouèrent en effet que les trésors enlevés à sa nièce Rigonthé, lui avaient été rendus par ordre de Gondovald, et que tous les grands du royaume de Childebert d'Austrasie, le favorisaient et l'avaient provoqué à prendre le titre de roi. Ils ajoutèrent que Gontran-Boson était allé effectivement, comme le bruit en avait couru, à Constantinople pour l'engager à venir dans la Gaule.

Après ces déclarations, les ambassadeurs furent renvoyés en prison ; Gontran s'empressa alors de mander à son neveu Childebert, de venir le trouver, pour entendre ces hommes, et conférer ensuite tous deux sur ce qu'ils auraient à faire. Childebert vint trouver son oncle, et les ambassadeurs de Gondovald répétèrent exactement devant les deux rois ce qu'ils avaient dit devant Gontran, que tous les grands du royaume d'Austrasie avaient embrassé la cause de Gondovald.

Gontran (1) envoya ensuite les grands de son royaume, et

(1) Gontran, pendant son long règne, change à chaque instant ses affections, ou ses alliances, suivant ses craintes ou ses intérêts. Nous l'avons vu tour à tour partisan de Sigebert et de Chilpéric ; nous le voyons maintenant passer tantôt du fils de Chilpéric au fils de Sigebert. Mais ici il avait le plus grand intérêt à gagner l'affection de son

en leur présence ayant mis sa lance dans la main du roi Childebert II, il lui dit à haute voix : « Ceci est le signe que je te donne tout mon royaume. Va, maintenant, parcours toutes mes villes; elles sont à toi, et reçois leur serment. Nos péchés sont cause qu'il ne reste personne de notre race, excepté toi qui es le fils de mon frère. Tu seras mon seul héritier à l'exclusion de tout autre. » Il quitta ensuite l'assemblée, et emmenant son neveu, il eut avec lui une longue conférence particulière, lui recommandant expressément de ne rien révéler à qui que ce fût de ce qu'il allait lui dire. Dans cet entretien secret, Gontran fit connaître à Childebert ceux qu'il devait appeler à son conseil et ceux qu'il devait en éloigner, ceux à qui il pouvait se fier, et qu'il pouvait appeler aux honneurs; ceux, au contraire, qu'il devait craindre, et qu'il fallait dépouiller de leurs emplois. Il lui signala surtout l'évêque Egidius, comme un homme indigne de toute confiance, et qui le trahissait comme il avait trahi son père. Après cette conférence, les deux rois se rendirent à la salle du festin; mais auparavant Gontran présenta son fils à toute l'armée, et dit : « Voyez, braves guerriers, que mon fils Childebert est maintenant un homme, ne le regardez donc plus comme un enfant. Préservez-vous de toutes les fausses croyances que l'on répand, car c'est lui qui est désormais votre roi, et vous devez lui obéir. »

Cette cérémonie fut suivie de trois jours de festins et de fêtes; les rois échangèrent entre eux de nombreux présents, et

neveu Childebert, et à le détacher des grands de son royaume, car Gondovald était déjà maître de toute l'Aquitaine, et secondé par les grands d'Austrasie, il aurait facilement accablé Gontran, si l'adroite politique de ce dernier n'eût été chercher à la source même du mal le remède qu'il devait y appliquer.

se séparèrent avec de grandes démonstrations d'amitié. Dans cette circonstance, Gontran rendit à Childebert tout ce qui avait appartenu à son père Sigebert, mais il exigea de lui qu'il évitât de voir sa mère Brunehaut, de peur qu'elle ne pénétrât leurs desseins et n'en fit avertir Gondoald.

Quand Gondoald apprit que l'armée de Gontran s'approchait, il passa la Garonne, suivi de l'évêque Sagittaire, des ducs Mummole et Bladaste, et de Waddon, l'ancien maire du palais; et il se dirigea sur Comminges. Déjà le duc Didier l'avait abandonné, ce qui pouvait lui faire craindre d'autres défections. La ville de Comminges est une cité forte, placée au sommet d'une montagne isolée, et dont aucune autre montagne n'est voisine. Du pied de la montagne sort une source abondante, défendue par une forte tour. On y descend de la ville par une voie souterraine, ouverte dans l'intérieur du roc, et l'on peut puiser de l'eau sans aucun danger. Gondoald avait fait dans cette ville des approvisionnements si considérables, qu'il eût été facile de s'y défendre pendant plusieurs années. Pour ajouter encore à ces précautions et à ces ressources, on avait fait sortir de la ville tous les habitants.

Les chefs de l'armée de Gontran apprirent alors que Gondoald était au-delà de la Garonne avec une nombreuse armée, et qu'il emportait avec lui les trésors de Rigionthe. Ils se mirent aussitôt à sa poursuite, et firent passer la Garonne à la nage à leur cavalerie; plusieurs chevaux et soldats se noyèrent; les troupes du roi ne purent atteindre que quelques bêtes de somme richement chargées, et quelques chevaux que la fatigue avait forcés de rester en arrière. Quand les chefs surent que Gondoald s'était retiré à Comminges, ils laissèrent en arrière leurs chariots, leurs bagages, et tout ce qui pouvait

les embarrasser, et, prenant avec eux leurs meilleurs soldats, ils coururent après lui. Dans leur marche rapide ils arrivèrent à Saint-Vincent, sur le territoire d'Agen; ils brûlèrent et pillèrent la ville et l'église.

Quand l'armée de Gontran fut arrivée à Comminges, elle dressa des tentes dans la campagne située au-dessous de la ville, et ravagea toute la contrée voisine. Quelques soldats, poussés par l'amour du pillage, s'étant trop écartés, furent tués par les habitants du pays.

Un grand nombre de soldats, montant à l'envi sur les crêtes les plus élevées [de la montagne, provoquaient Gondovald et l'accablaient de leurs outrages. « Qui es-tu? lui demandaient-ils; n'es-tu pas celui qui, du temps du roi Clotaire, gagnais ta vie à peindre les voûtes et les parvis des églises? N'es-tu pas celui que dans toute la Gaule on nommait Ballomer? n'est-ce pas pour les mêmes prétentions que tu montres encore aujourd'hui que tu as été tant de fois exilé et privé de ta chevelure par les rois Francs? Qui t'a donné la hardiesse de violer les frontières de leur royaume? Si tu as été appelé par quelqu'un, fais le connaître à haute voix. Voici ta mort qui s'apprête; voici que s'ouvre la fosse où tu seras précipité. »

Gondovald ne se montrait point irrité de leurs injures. Il venait au contraire sur le rempart, et, se flattant peut-être de leur inspirer des sentiments moins défavorables, il leur racontait avec bienveillance et simplicité son origine, ses droits, ses malheurs : « Qu'il était à la connaissance de tout le monde que son père avait de la haine pour lui; qu'à leur tour quelques-uns de ses frères l'avaient repoussé; mais qu'on interrogeât Radegonde à Poitiers, Ingeltrude à Tours; que les pieuses reines savaient la vérité et ne craindraient pas de la dire; que

Narsès n'avait point hésité à lui donner un asile en Italie ; que les empereurs de Constantinople l'avaient comblé de biens et d'honneurs ; qu'il n'était venu que parce que les grands du royaume de Childebert l'avaient appelé. Reconnaissez donc maintenant, ajouta-t-il, que je suis roi, comme mon frère Gontran, comme mon neveu Childebert. Si votre aversion pour moi est si profonde, conduisez-moi du moins vers mon frère Gontran, qui ne pourrait, en me voyant, refuser de me reconnaître ; si vous ne voulez pas consentir à cette épreuve, laissez-moi retourner dans le pays d'où Boson m'a fait sortir à force de trahisons et d'intrigues. » On ne répondit à ces paroles que par de nouvelles injures.

Le quinzième jour du siège, Leudégisile, qui commandait l'armée de Gontran, avait achevé ses préparatifs pour attaquer la ville. Ses soldats, couverts par de fortes claies, conduisirent les béliers jusqu'au pied des remparts ; mais ils ne purent ni les ouvrir ni les ébranler. De tous côtés tombaient sur eux l'huile et la poix enflammées, une grêle de traits et de pierres, de longues et pesantes poutres armées de fer. La nuit seule mit fin au combat, et les assaillants rentrèrent dans leur camp.

Il y avait auprès de Gondoald un homme fort riche et très-puissant, nommé Cariulf. Ses magasins immenses avaient surtout contribué à l'approvisionnement de la ville.

Bladaste, voyant ce qui se passait, et craignant que, malgré la résistance opiniâtre des assiégés, Leudégisile ne s'emparât de la ville et ne les fit tous périr, mit le feu dans la maison voisine de l'église, et, pendant que la foule se portait en tumulte sur ce point pour arrêter l'incendie, il s'enfuit par la porte opposée.

Le matin, l'attaque fut renouvelée. A l'orient de la ville, se trouvait un fossé large et profond; les soldats y apportèrent d'énormes tas de fascines pour essayer de le niveler; mais ce moyen n'obtint pas un plus heureux succès.

Leudégisile, jugeant qu'il ne pouvait désormais réussir par la force, entreprit d'y suppléer par la trahison. Il envoya en secret des émissaires à Mummole, qui lui dirent : « Pourquoi t'es-tu séparé de ton maître? Quelle espérance t'attache à un inconnu? Ta femme et tes enfants sont déjà en captivité. Peut-être que Gontran va ordonner la mort de tes fils. Renonce à cette entreprise insensée; quel autre moyen as-tu de prévenir ta ruine? » Ce langage ébranla Mummole. « Allez, leur dit-il; il se peut que notre puissance soit à son déclin; rapportez-moi de sincères garanties pour ma sûreté, et je vous épargnerai de longs travaux. »

Quand les émissaires furent partis, Mummole fit part de leurs propositions à l'évêque Sagittaire, à Cariulf et à Waddon; ils se rendirent sur-le-champ à l'église, et, la main sur l'autel, ils firent serment l'un à l'autre, de rester unis, et de traiter ensemble de leur vie, au prix de la liberté de Gondovald.

Les émissaires revinrent, et la convention se conclut. On convint que les quatre chefs livreraient Gondovald à Leudégisile, et que celui-ci, à son tour, si le roi Gontran refusait leur grâce, les conduirait dans un saint asile où nul n'oserait attenter à leur sûreté. On confirma par des serments cette double promesse, et l'on en commença aussitôt l'exécution. L'évêque, Mummole et Waddon allèrent vers Gondovald et lui dirent : « Tu sais quelle fidélité nous t'avons gardée : écoute maintenant notre conseil; tu as souvent demandé d'être con-

duit à ton frère ; le temps est venu. Nous avons parlé à des serviteurs de Leudégisile ; ils disent que Gontran ne veut point ta perte , parce qu'il n'est resté que peu de rejetons de sa race. Sers donc de la ville , tu ne rencontreras point de périls. » Gondovald , soupçonnant leur trahison , leur dit , les larmes aux yeux : « C'est par vos conseils , c'est par suite de votre invitation pressante , que je suis venu dans les Gaules. J'ai apporté avec moi des trésors immenses. Une partie m'a été enlevée par Boson , le reste est enfermé dans Avignon. C'est en vous , après Dieu , que j'avais mis toutes mes espérances ; j'ai suivi tous vos avis ; c'est par vous seuls que je voulais toujours régner. Maintenant j'en appelle à la justice de Dieu ; si vous m'avez trompé , c'est lui qui jugera ma cause et qui vous condamnera. » — Notre bouche , répondit Mummole , n'a point proféré de mensonge. Viens , les hommes de Leudégisile t'attendent à la porte. Sois sans crainte , quitte cependant ce baudrier d'or , dont la vue pourrait les offenser. » Gondovald témoignait encore quelque inquiétude ; mais Mummole lui affirma par serment qu'il ne lui serait fait aucun mal.

Ils sortirent donc , et , à la porte de la ville , ils trouvèrent Olbon , comte de Bourges , et Gontran-Boson , qui étaient venus pour recevoir Gondovald. Après l'avoir livré , Mummole et les autres rentrèrent promptement dans la ville et en fermèrent les portes. Et lui , quand il se vit au pouvoir de ses ennemis , levant les mains et les yeux vers le ciel : « Juge éternel , s'écria-t-il , Dieu de justice et de vérité , protecteur de l'innocence opprimée , ennemi du mensonge et de la fourberie , c'est à toi que je remets ma cause ; venge-moi des traîtres qui m'ont vendu à mes ennemis. » Après avoir parlé ainsi , il fit le signe de la croix et se mit à marcher. La montagne est

escarpée et la descente rapide. Parvenu à une faible distance de la porte, Olbon poussa Gondovald et le renversa, en criant : « Voilà votre Ballomer, qui se dit frère et fils de roi. » En même temps il le frappa de sa lance; mais la cuirasse amortit le coup, et la lance ne pénétra point. Gondovald s'était relevé et s'efforçait de remonter vers la ville, mais une pierre que lui lança Boson le frappa mortellement à la tête. Bientôt les soldats accoururent, ils percèrent de coups de lance son cadavre; ils lui lièrent les pieds avec une corde et le trainèrent avec dérision autour du camp. Il lui arrachèrent ensuite la chevelure et la barbe, le ramenèrent au lieu où il était tombé, et l'y abandonnèrent sans prendre aucun soin de sa sépulture.

On profita de la nuit pour enlever de la ville les trésors qui y étaient enfermés. Le jour venu, les portes s'ouvrirent et l'armée s'y précipita. Tout fut passé au fil de l'épée; les prêtres mêmes ne furent pas épargnés; quand il ne resta plus un être vivant, on mit le feu aux édifices; tout fut détruit, et de cette cité il ne resta que le sol désert (1).

Mummole, Sagittaire, Cariulf et Waddon, s'étaient réfugiés au camp de Leudégisile. Celui-ci envoya secrètement demander à Gontran ce qu'il voulait qu'on fit d'eux. « Qu'on les fasse mourir, répondit Gontran. » Waddon et Cariulf n'attendirent pas la réponse du roi; ils laissèrent leurs enfants en otage, et quittèrent l'armée de Leudégisile. Sur quelque bruit qui vint à Mummole du danger qui le menaçait, il s'arma et va trouver Leudégisile. Celui-ci, en le voyant, lui

(1) Cette ville a été rebâtie, cinq cents ans après cet événement, par le saint évêque Bertrand, d'où elle a reçu le nom de Saint-Bertrand de Comminges.

dit : « Qu'as-tu donc ? pourquoi viens-tu ici comme un fugitif ? » — « Je le vois bien , dit Mummole , on méprise la foi jurée. J'entends que ma perte est résolue , et déjà tes soldats me menacent. » — « Je vais sortir , dit Leudégisile , et je les aurai bientôt apaisés. » Il sortit en effet , mais pour ordonner aux soldats d'entourer la tente , d'y pénétrer et de tuer Mummole. Le patrice se défendit longtemps , et avec une grande vigueur ; mais , au moment où il voulait sortir , deux soldats l'ayant frappé de leurs lances , il tomba et mourut aussitôt. L'évêque Sagittaire avait été témoin de la mort de Mummole ; tremblant pour lui-même , il tenta de fuir. Il s'était voilé le visage et cherchait à gagner la forêt voisine , où il eût réussi peut-être à se dérober ; mais on s'aperçut de sa fuite et on le suivit. Bientôt enveloppé et atteint , on lui trancha la tête à l'instant.

Dans ce temps-là , Frédégonde envoya à Toulouse Cuppan , pour tâcher de lui ramener sa fille. Mais beaucoup de personnes pensent que ce n'était là qu'un prétexte , et que ce messenger était destiné à Gondoald , et qu'il était chargé de lui faire les plus brillantes promesses au nom de la reine ; mais , quand Cuppan arriva , Gondoald n'existait plus. Il ramena alors Rigonthe , dans un appareil bien différent de celui qui avait signalé son départ de Paris.

Didier s'était mis en sûreté avec ses trésors ; Waddon s'était retiré auprès de Brunehaut , qui l'accueillit très-bien et lui fit des présents. Cariulf parvint à se réfugier dans la basilique de Saint-Martin.

Cette année-là , dit Grégoire de Tours , une famine horrible fit d'affreux ravages dans toute la Gaule , un grand nombre de personnes furent réduites à manger des pépins de raisin ,

ou des fleurs de noisetier ; d'autres faisaient du pain avec de la racine de fougère desséchée, réduite en poudre et mêlée avec un peu de farine. D'autres encore coupaient le blé en herbe et essayaient également d'en faire du pain. Plusieurs qui n'avaient point de farine mangèrent de l'herbe des champs ; leur corps enfla, et les uns moururent de maladie, les autres de faim. Les spéculateurs, les usuriers, profitèrent de la misère publique pour dépouiller le peuple. Ils vendaient la mesure de blé ou de vin trois fois plus cher qu'elle ne valait. Les pauvres se vendaient eux-mêmes et se soumettaient à l'esclavage, seulement pour un peu de nourriture.

CHAPITRE XI.

Baptême de Clotaire. — Corps de Clovis et de Mérovée ensevelis.
Synode à Mâcon.

La vingt-quatrième année du règne de Gontran, ce prince partit de Châlons et arriva à Nevers. Il se rendit à Paris, où il était invité à tenir sur les fonts de baptême le fils de Chilpéric, déjà nommé Clotaire II. De Nevers il vint à Orléans, où on lui fit une réception magnifique. Il fit son entrée dans cette ville, le 4 juillet, jour de la translation de saint Martin ; quand il approcha d'Orléans, une foule immense se porta à sa rencontre portant des étendards et des drapeaux et chantant ses louanges dans des hymnes composés en diverses langues. Les Juifs eux-mêmes criaient : « Vive le roi, et qu'il règne de longues années sur ses peuples. » Mais le roi ne tint pas compte aux Juifs de cette flatterie, qui n'avait pour objet que le rétablissement de leur synagogue, détruite depuis longtemps par les chrétiens, et qu'ils voulaient faire relever aux dépens du trésor royal.

Pendant son séjour dans cette ville, il allait manger dans les maisons où il était invité; il recevait et faisait des présents.

Quelques jours après, le roi vint à Paris; mais il n'y trouva ni le jeune roi Clotaire, ni la reine. Il assembla donc les grands et leur parla ainsi : « Mon frère Chilpéric a, dit-on, laissé à sa mort un fils; ses gouverneurs et sa mère m'ont prié de le présenter au baptême, j'y ai consenti. Le jour fut d'abord pris pour la Nativité du Seigneur; ils ne vinrent point. Ils me demandèrent ensuite de remettre la solennité du baptême au saint jour de Pâques; ils ne vinrent pas davantage. Enfin, ils me demandèrent de remettre la cérémonie à la fête de Saint-Jean; la voilà venue et ils persistent à ne pas se rendre ici. On m'a fait sortir inutilement plusieurs fois de ma demeure, me voici arrivé pour la troisième fois, et l'on me cache cet enfant; on n'ose me le présenter. Le soin qu'on prend de l'éloigner de moi m'inspire des soupçons. Je crois maintenant qu'il est fils de quelqu'un des leudes; car s'il était né de ma race on n'aurait pas craint de me l'apporter. Aussi je vous déclare que je cesse de le reconnaître, à moins qu'on ne m'ait solennellement prouvé et certifié sa naissance. »

Quand Frédégonde apprit cette résolution de Gontran, elle réunit les premiers de son royaume, au nombre de trois évêques et de trois cents seigneurs, qui affirmèrent par serment que Clotaire était le fils de Chilpéric. Cette déclaration dissipa tous les soupçons de Gontran.

Gontran déplorait amèrement le meurtre de Clovis et de Mérovée; il aurait bien voulu connaître le lieu où les assassins de ces princes avaient enfoui leurs restes, afin de leur ren-

dre les honneurs dus à leur rang. Un jour, un pauvre pêcheur se présenta à lui; et, se prosternant à ses pieds, il lui dit : « Assure-moi qu'il ne m'arrivera aucun mal, et je te découvrirai l'endroit où se trouve le corps de Clovis. » Le roi lui jura sécurité, et lui promit même une récompense. Alors le pêcheur reprit : « Ce que je vais te dire, ô roi, est la vérité même, et tu pourras facilement t'en convaincre. Après que Clovis eut été tué, son corps fut mis dans la terre, auprès de la porte d'un oratoire. Mais la reine, craignant qu'on ne le découvrit et qu'on ne lui rendit les honneurs de la sépulture, fit retirer ce corps de la terre, et ordonna qu'il fût jeté dans la Marne. Il vint s'arrêter dans les filets que j'avais tendus ce jour-là pour prendre du poisson, et c'est là où je l'ai trouvé en les retirant. Au premier moment, je ne savais de qui pouvait être ce cadavre; mais bientôt, à sa longue chevelure, je reconnus que c'était celui de Clovis; je le chargeai sur mes épaules et le portai au rivage. Ensuite, je lui creusai secrètement une fosse et la recouvris de gazon. Voilà toute la vérité, fais maintenant ce que tu jugeras à propos, pourvu qu'il ne m'arrive aucun mal. » Le roi, satisfait de ce récit, prit prétexte d'une chasse, et se dirigea vers le lieu désigné par le pêcheur. Le corps fut trouvé entier. Une partie de la chevelure se trouvait sous le corps; elle s'était détachée; mais le reste était intact et flottait encore, quand on le releva, en longues tresses blondes. Le roi reconnut sans peine que c'était bien là le corps qu'il désirait trouver. Aussitôt il convoqua l'évêque, le clergé, le peuple lui-même, et conduisit avec une pompe magnifique ces tristes dépouilles dans l'église de Saint-Vincent. Il suivait le convoi en manifestant une douleur égale à celle qu'il avait éprouvée en ensevelissant ses

propres enfants. On apprit aussi où étaient les restes de Mérovée. L'évêque de Chartres fut envoyé pour les exhumer, et on les plaça avec la même solennité auprès du tombeau de Clovis.

Le roi Gontran convoqua un synode à Mâcon pour faire juger les évêques qui avaient favorisé le parti de Gondovald : celui de Marseille, celui de Bordeaux, celui de Saintes, celui de Cahors, celui de Bazas, celui de Dax. Les évêques d'Austrasie et de Bourgogne devaient assister à ce synode ; mais les derniers seuls s'y rendirent. Gontran, étonné, envoya Félix à Coblentz, où était alors Childebert, afin d'apprendre la cause de ce retard ou de ce refus. « Ils n'iront point, répondit le jeune prince. Mon père a conçu d'injustes ressentiments contre Théodore. Priez-le de ne lui faire souffrir aucune injure, s'il ne veut pas que la discorde se mette de nouveau entre nous. » Gontran fléchit ; il renonça à l'accusation contre Théodore ; mais ce fut la seule. Peu de jours avant le meurtre de Chilpéric, était mort l'évêque de Dax. Chilpéric avait désigné pour son successeur le comte Nicet, qui était frère de l'évêque d'Aire. Lorsque Gondovald entra à Bordeaux, le nouvel évêque n'avait pas été mis en possession de son siège. Gondovald en profita pour annuler sa nomination, et il mit à sa place le prêtre Faustian. Celui-ci fut consacré par les trois évêques de Bordeaux, de Bazas et de Saintes. Cette consécration leur était maintenant imputée à crime. Le synode déposséda Faustian et rendit son siège à Nicet. Les trois évêques furent condamnés à nourrir Faustian tour à tour, et à lui payer cent pièces d'or chaque année. Quant à l'évêque de Cahors, son châtiment fut plus rigoureux ; son crime était d'avoir reçu dans sa maison Gondovald ; on l'excommunia. Il lui fut inter-

dit pour trois ans de couper ses cheveux et sa barbe, de boire du vin et de manger de la chair, de célébrer la messe, de bénir les églises, d'ordonner les clercs; cependant on lui laissa l'administration temporelle de son église.

Pendant la durée de ce synode, le roi Gontran fut atteint d'une maladie fort grave et qu'on croyait mortelle; mais il guérit en peu de temps.

CHAPITRE XII.

Accusation contre Gontran-Boson. — Expédition contre l'Espagne.
Nouveau crime de Frédégonde.

Une accusation s'éleva alors contre Gontran-Boson (1). Peu de jours auparavant une proche parente de sa femme était morte sans enfants. Elle avait été enterrée dans la cathédrale de Metz avec de riches ornements et beaucoup d'or. Il arriva que peu de jours après était la fête de Saint-Remy, qui se célèbre au commencement d'octobre. Un grand nombre de personnes étant sorties de la ville avec l'évêque, et surtout les seigneurs avec le duc, des esclaves de Gontran-Boson s'introduisirent dans l'église où avait été enterrée sa parente. Ils refermèrent les portes sur eux, ouvrirent le tombeau et enlevèrent tous les ornements précieux qu'ils purent trouver. Les moines de la cathédrale, s'étant aperçus de ce qui se passait, vinrent à la porte de la basilique; mais ils ne purent entrer. Ils allèrent en toute hâte avertir l'évêque et le duc. Pendant

(1) Ici commence la guerre acharnée que Childebert livre aux grands de son royaume, à ceux surtout qui l'avaient administré pendant sa minorité. Tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, ils sont exilés et condamnés à mort, dépouillés de tous leurs biens, etc. Brunehaut n'était pas étrangère à ces vengeances, qu'elle exerça elle-même avec cruauté, et qu'elle expia plus tard d'une manière si terrible.

ce temps-là les esclaves de Boson étaient montés à cheval et avaient pris la fuite; mais ensuite, craignant d'être arrêtés et d'être livrés à de cruels supplices, ils revinrent à l'église, et placèrent les ornements sur l'autel; toutefois ils n'osèrent sortir, et ils déclarèrent alors à haute voix qu'ils avaient été envoyés par Gontran-Boson.

Childebert tenait son plaïd dans la ville de Belsonac, où il avait réuni les grands de son royaume. Boson fut cité à comparaitre, mais il ne répondit pas à cet appel, et prit la fuite. On lui ôta tout ce qu'il possédait en Auvergne et qui provenait du fisc, ainsi que tous les biens qu'il avait usurpés sur diverses personnes.

Dans ce temps-là mourut Waudelin, gouverneur de Childebert; personne ne le remplaça, et la reine mère Brunehaut voulut seule veiller sur son fils; ce qui lui donna dès lors une grande influence dans le gouvernement.

Ingonde, tombée au pouvoir des troupes de l'empereur, était morte en Afrique. Son mari Herménégild avait perdu la vie par ordre de son père Leuvigild. Gontran, se ressouvenant de ses anciens engagements avec ce malheureux prince, résolut de le venger. Il fit marcher une armée contre l'Espagne, avec ordre de s'emparer d'abord de la Septimanie (Languedoc) qui faisait partie des Gaules. Pendant que cette armée était en route, on saisit sur un paysan des lettres adressées à Frédégonde par Leuvigild. On porta cette correspondance au roi Gontran, et on y lut ce passage: « Ne néglige rien pour arrêter la marche de l'armée. Fais que nos ennemis Brunehaut et son fils périssent le plutôt possible; ensuite tu apaiseras Gontran avec des trésors. Si l'argent te manque, je t'en ferai parvenir secrètement. Quand nous nous serons vengés de nos ennemis,

tu récompenseras l'évêque Amilius , et Lauba , respectable matrone , qui nous ont fourni le moyen de te faire parvenir ce message. » Cette Lauba était la belle-mère du duc Bladaste.

Quand le roi Gontran eut lu ces lettres, il en donna connaissance à son neveu Childebert. Cependant Frédégonde avait fait forger deux couteaux , où l'ouvrier avait eu ordre d'empreindre de larges et profondes lignes , destinées à recevoir du poison , afin que si la blessure qu'aurait faite la lame n'eût pas été mortelle , elle le devint par l'effet des sucs vénéneux dont ces lignes auraient été remplies. Elle remit ces couteaux à deux clercs , et leur dit : « Prenez ces poignards ; allez auprès de Childebert , sous des habits de mendiants ; quand vous vous serez approchés de lui , en lui demandant l'aumône , frappez-le tous les deux , et qu'ainsi Brunehaut perde son arrogance , en perdant le pouvoir qu'elle ne tient que de son fils. Si les gardes qui sont autour du jeune roi vous repoussent , au moins tuez mon ennemie. Je vous réserve un riche salaire ; si vous périssez , je comblerai de biens vos familles , je les élèverai au premier rang dans mon royaume. Pour vous , ne craignez rien , et que la peur de la mort n'entre pas dans vos âmes. Armez votre cœur d'un mâle courage ; c'est par les périls et par le mépris de la mort que tant de braves guerriers sont tombés sur les champs de bataille ; c'est ainsi qu'ils ont obtenu la noblesse , et qu'ils ont acquis la fortune , qui les rendent aujourd'hui les premiers de la nation. » Ces paroles de la reine n'empêchèrent pas les jeunes clercs de trembler en pensant aux difficultés que présentait l'accomplissement de ses ordres. Quand elle vit leur hésitation , elle leur fit prendre un breuvage qui les remplit tout à coup de force et de courage. Ils

promirent tout et partirent. Au moment de leur départ, la reine leur donna un vase plein de son breuvage, en leur disant : « Le matin du jour où vous devez exécuter ce que j'ordonne, prenez ce breuvage, il vous donnera plus de force et de confiance. »

Ils allèrent donc ; mais , à leur arrivée à Soissons , le duc Rauchingue , à qui le commandement de cette ville avait été remis par Gontran , conçut quelques soupçons , les fit arrêter et interroger ; ils avouèrent tout , et furent envoyés en prison. Quelques jours après , Frédégonde , persuadée que ses ordres avaient été exécutés , envoya un de ses serviteurs pour savoir quel bruit courait dans le peuple , et si la nouvelle de la mort de Childebart était déjà répandue. Il suivit le chemin qu'avaient pris les clercs , et il sut à Soissons ce qui leur était arrivé. Il se rendit à la porte de la prison , pour tâcher de pénétrer jusqu'à eux ; mais , au moment où il commençait à parler aux gardes , il fut arrêté lui-même et chargé de liens. Rauchingue les fit conduire tous les trois devant le roi Childebart. Quand ils furent interrogés , ils confessèrent leur crime , et entrèrent dans tous les détails des instructions et des ordres que leur avait donnés Frédégonde. On les condamna à mort , et ils périrent au milieu des supplices. Malgré tant de crimes , soit que Frédégonde connût mieux que Brunehaut l'art de gouverner , soit qu'elle inspirât plus de terreur , on ne vit jamais s'élever dans l'intérieur de son royaume des orages pareils à ceux qui agitérent l'Austrasie sous la régence de Brunehaut. Dès les premières années de son administration tous les grands d'Austrasie s'armèrent contre elle pour accabler Loup , duc de Champagne , devenu leur ennemi , par son attachement pour Brunehaut.

Cependant Gontran faisait marcher son armée contre l'Espagne. Il voulait, comme nous l'avons dit, soumettre la Septimanie : « Il était honteux, disait-il, que ces horribles Goths étendissent leur domination jusque dans les Gaules. »

L'armée était divisée en trois corps. Le premier composé de soldats levés dans les pays de la Saône, du Rhône, de la Seine et de la Bourgogne, parvint jusqu'à Nîmes, après avoir marqué sa route par d'horribles dévastations, faites dans leur propre pays. Les bords de la Saône et du Rhône furent entièrement ravagés. Le meurtre, l'incendie, le pillage signalaient leur passage. Les églises mêmes, les prêtres et les clercs n'étaient pas épargnés.

Le second corps, formé des troupes du Berry, de Saintes, de Périgueux, d'Angoulême, et des autres villes soumises à Gontran, s'avancèrent jusqu'à Carcassonne, en ravageant de même tout le pays qu'ils parcouraient. Mais, s'étant approchés de la ville, les habitants ouvrirent les portes, sans faire aucune résistance. Cependant il s'éleva bientôt une querelle dont on ignore la cause, entre eux et les Francs, qui furent contraints de sortir de la ville. Téreñtiolus, comte de Limoges, fut atteint et tué par une pierre lancée du haut des murailles. Les habitants lui coupèrent la tête, et l'emportèrent comme un trophée dans la ville. Toute cette multitude indisciplinée, saisie de frayeur, ne songea plus qu'à fuir, abandonnant tous les bagages et le butin dont elle était chargée. Mais les Goths les poursuivaient dans leurs retraites, les pressaient, les devançaient dans les passages difficiles et les accablaient. Il en fut fait d'horribles massacres. Quand ils eurent atteint le territoire de Toulouse, on se souvint de leurs pillages, et on les traita

en ennemis ainsi qu'ils s'étaient montrés. Il n'en revint qu'un petit nombre.

Le premier corps, qui s'était avancé jusqu'à Nîmes, ne put entrer dans cette ville, qu'il trouva fermée, et prête à faire une longue résistance. Les soldats se contentèrent de faire des dégâts dans les environs, de couper les oliviers et les vignes, d'incendier les blés, de brûler les maisons. Ils allèrent ensuite attaquer d'autres villes; mais ils les trouvèrent fortifiées, approvisionnées, préparées à une longue défense. Leurs efforts furent impuissants.

Un troisième corps d'armée, tiré de l'Auvergne et commandé par le duc Nicet, assiégeait aussi les villes, mais sans succès. Une seule forteresse lui ouvrit ses portes, mais après qu'on eut juré qu'il ne serait fait aucun mal aux habitants, et qu'on se conduirait envers eux comme avec des amis et des alliés. Mais quand les soldats y furent entrés, violant traitreusement la foi jurée, ils pillèrent tout et emmenèrent les habitants en captivité. Après cette action, ils s'en retournèrent chacun chez eux.

Ils avaient commis tant de dégâts sur leur passage et dans leur propre pays, qu'à leur retour ils ne trouvèrent qu'un vaste désert, où ils périssaient de faim et de misère. Plusieurs se noyèrent en passant les rivières; un grand nombre périt dans des querelles et des révoltes qui éclataient entre eux; on en évalua le nombre à près de cinq mille. Mais le sort de ceux qui avaient succombé n'empêcha pas ceux qui survivaient de continuer leurs désordres. Ils ne cessèrent que quand ils furent rendus chez eux.

Gontran fut profondément affligé. Les généraux qui avaient commandé cette armée, craignant sa juste colère, se réfugièrent.

rent à Autun, dans l'église de Saint-Symphorien martyr. Le roi vint dans la ville pour célébrer la fête de ce saint. Les chefs s'engagèrent à sortir de la basilique, à condition qu'on entendrait leur défense. Le roi donc assembla un plaid, où furent appelés quatre évêques et plusieurs seigneurs laïcs. « Comment, leur dit-il, pourrions-nous maintenant obtenir des succès, nous qui, loin d'imiter l'exemple de nos pères, foulons aux pieds ce qui leur a donné la victoire? S'ils ont triomphé si souvent, c'est moins par leur courage que par leur foi. Ils élevaient des églises, honoraient les martyrs, vénéraient les prêtres, protégeaient les pauvres et mettaient leur confiance en Dieu seul. Nous, au contraire, loin d'avoir la crainte de Dieu, nous profanons les choses sacrées, nous égorgons les ministres des autels, et nous dérobons les saintes reliques. Comment peut-on espérer la victoire quand on commet de tels forfaits? Aussi nos mains sont sans vigueur, nos épées sans force, nos boucliers sans défense. Si le mal vient de mes fautes, je suis prêt à dévouer ma tête à la vengeance divine. Mais s'il vient des vôtres, si vous avez méprisé mes commandements, et trahi mes desseins, la hache doit frapper votre tête. Ce sera pour l'armée entière un salutaire avertissement, quand elle verra punir un de ses chefs. Il vaut mieux la mort de quelque coupable que si la colère de Dieu s'appesantissait sur tout ce royaume. »

Les chefs répondirent : « Roi miséricordieux, roi plein de bonté et de magnanimité, il serait difficile de raconter vos vertus. Quelle crainte de Dieu ! quel amour de son église ! quel respect envers les prêtres ! quelle commisération, quelle bienfaisance envers les pauvres et les malheureux ! nous reconnaissons la justice et la vérité de vos paroles ; mais de quoi

peuvent répondre les chefs de l'armée quand le peuple entier tombe dans l'iniquité? Tout homme, qui se complait dans le mal, ne craint et ne respecte ni roi, ni duc, ni comte. Si les chefs entreprennent d'arrêter le mal, on se soulève contre eux; la sédition éclate, le désordre redouble, on les menace, et ils échappent même avec peine à la violence, en gardant un silence forcé. »

Le roi reprit : « Nous ne connaissons que la justice; que celui qui l'observe vive, que celui qui la viole périsse. Proclamer d'autres principes est un blasphème que nous ne saurions entendre plus longtemps. »

Le roi parlait encore quand des messagers arrivèrent, et leurs récits suspendirent ce grave procès. Récarède, fils de Leuvigild, était venu d'Espagne avec une armée. Il s'était emparé du château de Calarat, il avait ravagé une partie du territoire de Toulouse, et de celui d'Arles, enlevant du butin et des prisonniers; il avait pris le château de Beaucaire, et s'était enfermé dans Nîmes.

Aussitôt le roi choisit Leudégisile pour remplacer le duc Calomniosus, surnommé Agilan. Il lui confia toute la province d'Arles, avec un corps de plus de quatre mille hommes pour garder les frontières. Nicet, duc d'Auvergne, fut envoyé dans cette province avec des troupes pour en défendre les frontières.

CHAPITRE XIII.

Meurtre de Prétextat et de Magnovald.

Vers ce temps-là, Frédégonde, qui avait fixé sa résidence à Rouen, eut une contestation vive avec l'évêque Prétextat;

des paroles amères s'échangèrent entre eux. « Il viendra un temps , lui dit-elle , où tu retrouveras ton exil. » — « Que je sois exilé ou libre , lui répondit Prétextat , je ne cesserai point d'être évêque. Mais toi , il y aura un jour où tu auras cessé d'être reine. Nous , par l'assistance de Dieu , nous nous élèverons de l'exil au céleste royaume ; toi , par sa justice , tu tomberas de ton royaume terrestre au fond des abîmes. Il t'eût fallu faire pénitence et dépouiller l'orgueil qui fermente en toi , pour obtenir la récompense des saints , et conduire jusqu'à âge d'homme le fils que tu as enfanté. » Ces paroles blessèrent le cœur de Frédégonde , et mirent le comble à sa haine et à sa fureur.

La fête de Pâques arriva. L'évêque était allé dès le commencement du jour célébrer les offices à la cathédrale , selon la coutume. Pendant qu'il chantait les psaumes , assis dans sa stalle , un meurtrier se glissa furtivement jusqu'à lui , et le frappa de son couteau sous l'aisselle. L'évêque pousse un cri , appelle les clercs à son secours ; mais il était trop tard , et au milieu du trouble l'assassin s'enfuit. Cependant Prétextat étend ses mains sanglantes vers l'autel , pour offrir à Dieu le sacrifice de la vie. Aussitôt ses serviteurs accourent , l'enlèvent dans leurs bras , et le portent sur son lit.

Bientôt Frédégonde , accompagnée de Beppolène et d'Ausvald , se présenta devant lui. « Nous regrettons , ainsi que tout le peuple , dit-elle , cette détestable profanation. Plut à Dieu qu'il nous en fit connaître l'auteur , afin qu'il nous fût possible de lui infliger la peine due à son crime. » — « L'auteur ! répondit l'évêque , qui n'était pas dupe de sa fourberie , mais c'est l'auteur de tant d'autres crimes , qui a fait assassiner le roi , qui a si souvent versé le sang innocent , et qui a causé

tant de mal à ce royaume. » Poussant l'audace et l'hypocrisie encore plus loin, cette femme feignit de ne pas comprendre. « Nous avons avec nous d'habiles médecins, ajouta-t-elle, ils pourront guérir ta blessure. Permets-nous de te les envoyer. » — « Dieu me rappelle, reprit Prétextat. Toi, de qui sont venus tous ces crimes, tu seras maudite dans les siècles, et tu paieras à Dieu le prix de mon sang. » A ces mots, elle se retira. L'évêque mit ordre à ses affaires, et mourut quelques instants après. Il fut enterré par Romacaire, évêque de Coutance.

La consternation fut universelle à Rouen, et surtout parmi les chefs des Francs. L'un d'eux alla voir Frédégonde, et lui dit : « Tu avais déjà commis bien des crimes, mais celui-ci l'emporte sur tous. Que Dieu venge promptement le sang innocent ! Nous poursuivrons tous à l'envi le châtimement de ce meurtre ; car il est temps de mettre un terme à tes cruautés. » Ces paroles dites, il s'éloigna et voulut sortir ; mais Frédégonde l'envoya convier à sa table. Le chef refusa. La reine envoya de nouveau, insistant pour qu'au moins il ne sortit pas de la maison royale sans y avoir pris quelques rafraichissements. Cette fois il accepta. On lui apporta une coupe pleine d'un breuvage mêlé, à la manière des barbares, de vin, d'absinthe et de miel ; mais un poison subtil avait été ajouté à cette boisson. A peine eut-il achevé de boire qu'il se sentit saisi d'atroces douleurs, comme si on lui eût déchiré les entrailles. « Fuyez, malheureux, cria-t-il à ceux qui l'accompagnaient ; fuyez, si vous ne voulez pas mourir comme moi. » Ils s'enfuirent ; lui-même, remontant avec effort à cheval, essaya de les suivre ; mais à trois stades (1) de là il tomba mort.

(1) Environ huit cent cinquante pas.

Leudovald, évêque de Bayeux, écrivit à tous les prêtres, et, après avoir tenu conseil, il ordonna que toutes les églises restassent fermées, et les saints offices suspendus, jusqu'à ce qu'on eût découvert les auteurs du crime. Quelques-uns furent arrêtés et mis à la torture; ils déclarèrent unanimement que le meurtre avait été commis par l'instigation de Frédégonde; mais celle-ci niait avec force. Le zèle de Leudovald le mit même en péril. Des assassins furent envoyés contre lui; mais il était sur ses gardes, et ce nouveau crime ne s'accomplit pas.

Gontran partagea l'indignation générale. Il envoya trois évêques auprès du jeune Clotaire, qui passait pour le fils de Chilpéric (1). C'étaient Arthémios, évêque de Sens; Véran, évêque de Cavaillon; et Agrécius, évêque de Troyes. Leur charge était de se concerter avec les gouverneurs du jeune roi, pour rechercher l'auteur du crime, et le faire amener en sa présence. Quand les évêques eurent déclaré l'objet de leur mission, les grands répondirent : « Nous gémissons profondément sur ces crimes, et en souhaitons avec ardeur la vengeance. Mais nous avons pleine autorité pour l'obtenir; la justice de notre roi nous suffit, et le coupable, s'il est parmi nous, ne doit point subir celle du vôtre. » Les évêques insistèrent. « Nous vous déclarons que si on refuse de nous livrer le coupable, notre roi viendra avec une armée porter la flamme et le fer dans ce pays; car il est évident que la même main, qui a mis le poison dans la coupe du Franc, a dirigé le poignard contre Prétextat. » Ils se retirèrent sans rien obtenir; ils protestèrent toutefois contre la réintégration de Mélantius

(1) Il paraît que le serment des Leudes n'avait pas inspiré à Grégoire de Tours la même confiance qu'à Gontran.

sur le siège de Rouen, siège qu'il avait déjà occupé pendant l'exil de Prétextat.

Des ambassadeurs vinrent d'Espagne avec de grands présents, pour demander la paix au roi Gontran; mais ils n'obtinent pas de réponse positive. Car l'année précédente, pendant la guerre de Septimanie, des vaisseaux qui se rendaient des Gaules en Galice, avaient été pris par ordre du roi Leuvigild. Leur chargement avait été enlevé; un grand nombre de ceux qui les montaient avaient été massacrés, plusieurs mis en esclavage; quelques-uns à peine s'étaient sauvés sur de faibles barques, pour venir dans leur patrie raconter ce qui leur était arrivé.

Magnovald, un des plus puissants ducs d'Austrasie, fut tué par ordre de Chilbert II. Le roi était à Metz; un jour qu'il s'amusait à regarder du haut des fenêtres de son palais un combat d'animaux, il fit appeler Magnovald. Celui-ci se présente sans se douter de rien, et rit aux éclats comme les autres spectateurs. Mais l'homme qui avait reçu les ordres secrets du roi, saisissant l'instant où il voit Magnovald tout occupé de ce spectacle, lui abat la tête d'un coup de hache. Son corps fut aussitôt jeté par la fenêtre, et recueilli par les siens, qui lui donnèrent la sépulture. Ses maisons furent pillées, et le fisc s'empara de tout ce qui lui avait appartenu. On répandit le bruit qu'il avait été mis à mort parce qu'il avait lui-même tué sa femme pour épouser la veuve de son frère. La véritable cause de la mort de Magnovald venait de la haine et de la crainte qu'inspiraient à Brunehaut et à son fils les grands du royaume. Ceux-ci avaient administré l'état pendant douze ans, et avaient avec jalousie le jeune roi leur échapper, et passer tout entier sous l'influence de sa mère. Brunehaut fit mourir

plusieurs autres grands d'Austrasie qui , de concert avec Frédégonde , avaient formé le projet de tuer Childebert , de s'emparer de Théodebert , son fils , et de l'éloigner elle-même des affaires.

Quelque temps après , Childebert eut un fils. Brunehaut avait fait marier son fils très-jeune , et elle avait choisi elle-même son épouse. Elle se nommait Faileube , et elle était entièrement dévouée à Brunehaut. Aussi elle ne se servait de son influence sur son mari que pour seconder Brunehaut. Le roi Gontran eut tant de joie de cet événement , qu'il envoya des ambassadeurs à son neveu pour le féliciter , et offrir des présents à l'enfant. Il disait : « C'est par lui que Dieu daignera relever le royaume des Francs , pourvu qu'il conserve le père à l'enfant , et l'enfant au père. »

Comme le bruit s'était répandu partout que Frédégonde avait fait mourir l'évêque Prétextat , elle imagina , pour se laver de ce crime , de faire saisir un de ses serviteurs , qu'elle livra au neveu de l'évêque , disant que c'était lui qui avait conçu et commis le crime , et se plaignant , avec de grands témoignages de douleur , qu'il en eût attiré sur elle la honte et le blâme. Le neveu de l'évêque fit mettre ce misérable à la torture ; il confessa effectivement qu'il avait tué Prétextat , mais d'après les ordres de Frédégonde. « La reine , dit-il , m'a donné cent sous d'or ; l'évêque Mélantius m'en a donné cinquante , et l'archidiacre cinquante autres ; et , de plus , on m'avait promis ma liberté et la liberté de ma femme. » A ces mots , le neveu de Prétextat se précipite , l'épée à la main , sur ce malheureux , et le met en pièces. Frédégonde , rassurée désormais sur l'accusation dont elle avait été l'objet , ne craignit pas de rétablir Mélantius sur le siège épiscopal de Rouen.

Le duc Beppolène, mécontent de la manière dont le traitait Frédégonde, se retira auprès du roi Gontran. Ce roi lui conféra la puissance ducale sur les villes qui appartenaient au jeune Clotaire. La plupart reçurent et reconnurent Beppolène ; mais d'autres refusèrent et lui résistèrent. Rennes fut de ce nombre. Réduit à en faire le siège, Beppolène confia cette entreprise à son fils. Mais celui-ci se laissa surprendre. Attaqué lui-même avant d'avoir attaqué, il fit, pour réparer cette faute, de grands et nombreux efforts de courage. Ce fut en vain, il fut défait et tué. De son côté, Frédégonde, voulant à la fois braver Gontran et punir le duc, saisit toutes les terres que celui-ci possédait dans les contrées où il n'avait pas établi son autorité.

Elle ne s'en tint pas là. Des députés se rendirent par son ordre près de Gontran, sous prétexte d'une affaire qui touchait aux intérêts de son fils. Les lettres remises, et la réponse reçue, les députés prirent congé du roi ; mais on ne sait sous quel prétexte ils restèrent encore un peu de temps dans la résidence royale. Le lendemain matin, le roi se rendant à son oratoire pour assister aux matines, on aperçut, à la lueur des flambeaux de cire qu'il faisait porter devant lui, un homme caché dans un angle de l'oratoire, et qui paraissait plongé dans un sommeil causé par l'ivresse. Il portait une épée au côté et sa lance était appuyée contre la muraille. A cette vue, le roi s'écria qu'il n'était pas naturel qu'un homme vint tout armé passer la nuit dans un pareil lieu. On le saisit, on le chargea de chaînes, et on lui demanda ce qu'il était venu faire où on l'avait trouvé. D'abord il garda le silence ; mais, appliqué à la torture, il avoua bientôt qu'il avait été chargé par les envoyés de Frédégonde de tuer Gontran. On les arrêta sur-

le-champ; mais ils nièrent avec persévérance, disant qu'ils étaient venus apporter au roi les lettres qu'ils lui avaient remises et en obtenir une réponse. Alors Gontran ordonna que l'homme fût retenu en prison et que les envoyés fussent exilés. Cependant tout le monde demeura convaincu que leur mission était une ruse de Frédégonde pour tuer le roi, et que la miséricorde divine n'avait pas permis l'accomplissement de ce crime. Parmi ces envoyés était le duc de Baddon.

CHAPITRE XIV.

Nouvelle expédition contre les Goths d'Espagne. — Accord entre Gontran et Childebert.

Les ambassadeurs d'Espagne se succédaient presque sans interruption auprès de Gontran. Mais ce prince, bien loin de renoncer à la guerre, la reprit avec une nouvelle ardeur. Il envoya contre les Goths le duc Didier, dont il avait eu à se plaindre quelque temps auparavant, mais auquel il avait fait grâce. Le duc leva des troupes dans le territoire de Toulouse, et, prenant avec lui le comte Austrovald, il marcha contre Carcassonne. Les habitants de cette ville, qui avaient eu connaissance de ces mouvements, s'étaient préparés à faire une vigoureuse défense. Les Goths allèrent au-devant de lui, il les combattit et les mit en fuite. Didier et Austrovald se mirent à leur poursuite, le duc arriva seul jusqu'auprès de la ville, suivi d'un très-petit nombre des siens. Leurs chevaux, épuisés par la fatigue du combat, n'avaient pu aller plus loin. Ceux de la ville, voyant une si faible troupe à leurs portes, sortirent et l'enveloppèrent. En peu d'instants, le duc et tous

ceux qui étaient avec lui succombèrent. A peine quelques-uns parvinrent à s'échapper pour en porter la nouvelle. Austrovald, apprenant la mort de Didier, revint sur ses pas. Il se rendit ensuite auprès du roi, qui le nomma duc de cette province à la place de Didier.

Sur ces entrefaites, Leuvigild mourut, après avoir renoncé publiquement à l'arianisme, et avoir confessé la foi catholique. Son fils Récarède lui succéda.

A la fête de saint Marcel, qui se célèbre à Châlons au mois de septembre, le roi Gontran, après avoir assisté à l'office solennel, se présente à l'autel pour recevoir la communion. En ce moment un homme s'approche de lui comme pour lui parler. En se hâtant d'avancer, il laisse échapper un couteau qu'il portait. A l'instant on l'arrête, et l'on trouve sur lui un second couteau ouvert. Aussitôt il est entraîné hors de l'Eglise, chargé de chaînes et appliqué à la torture. Il avoua dans les tourments qu'il avait été envoyé pour tuer le roi par quelqu'un qui savait que Gontran était toujours entouré de gardes dans la crainte des assassins, excepté à l'église, où il allait plein de sécurité, se fiant sur la protection du lieu saint. Plusieurs de ceux qu'il avait nommés furent pris et mis à mort. L'assassin fut battu de verges, mais le roi lui fit grâce de la vie, parce qu'il pensait qu'il n'était pas permis de faire périr un homme qu'on avait arraché de l'église, où il aurait dû trouver un asile inviolable.

Cette année le roi Childeberrt eut un second fils, qui fut tenu sur les fonts de baptême par Véramès, évêque de Châlons, et reçut le nom de Théodoric.

Gontran-Boson, se voyant dans la disgrâce de la reine, s'adressait aux évêques et aux grands, pour obtenir, par leur

intervention, le pardon de celle qu'il méprisait autrefois. Car, pendant la minorité de Childebert II, il avait souvent attaqué la reine Brunehaut par des propos injurieux et piquants, et toujours il s'était montré le partisan des injustices et des insultes dont elle était l'objet de la part de ses ennemis. Mais le roi, voulant venger sa mère, ordonna de le poursuivre et de le tuer.

Peu de temps après, le duc Rauchingue, sous prétexte de quelques conventions proposées pour la sûreté des deux royaumes de Soissons et de Metz, s'était concerté avec les principaux du royaume de Clotaire II.

Rauchingue, déjà enivré de la puissance suprême dont il allait être revêtu, et qui lui mettrait en quelque sorte le sceptre royal dans les mains, ne songeait plus qu'au moyen d'approcher de Childebert, et d'exécuter le plan tracé par la conjuration. Mais la Providence divine permit que Gontran fût instruit de ces projets. Il envoya aussitôt un messenger à Childebert, pour le prévenir secrètement de toutes ces machinations; et il l'engageait en même temps à une entrevue pour régler ensemble les mesures qu'exigeait ce nouveau péril.

Childebert voulut sur-le-champ approfondir les faits qui venaient de lui être révélés; il eut bientôt acquis la preuve de leur vérité. Alors il manda Rauchingue, et dès qu'il le sut arrivé, avant même de lui donner une audience, il fit partir en secret des émissaires chargés de saisir ses biens dans tous les lieux où il en avait. Ensuite on l'introduisit auprès du roi; celui-ci l'entretint de choses indifférentes, et enfin le congédia. Au moment où Rauchingue sortait, à la porte même de la chambre, deux gardes le saisirent précipitamment par les jambes, et le renversèrent. Il tomba sur l'escalier, de manière qu'il avait

une partie du corps dans l'appartement, et l'autre en dehors. Au même moment, des soldats apostés le frappèrent à coups redoublés sur la tête, et le tuèrent. Aussitôt on le dépoilla, on le jeta par la fenêtre, et enfin on l'ensevelit. Il était léger dans ses mœurs; sa cupidité était effrénée, et son ambition égalait sa cupidité. Il voulait se faire passer, comme Gondovald, pour un fils de Clotaire. On lui trouva des richesses immenses.

Après sa mort, un de ses serviteurs courut promptement porter cette nouvelle à sa femme. Au moment où il arriva, elle traversait la place de Soissons pour se rendre à l'église de Saint-Crépin et Saint-Crépinien, dont on célébrait la fête ce jour-là. Elle était magnifiquement parée de riches vêtements ornés de pierres précieuses; elle était à cheval, précédée et suivie d'une foule de serviteurs. Dès qu'elle aperçut celui qui lui apportait de si tristes nouvelles, elle arracha ses brillantes parures et les jeta à terre; puis elle se retira dans l'église de Saint-Médard, espérant trouver un refuge sous la protection de ce saint confesseur.

Les serviteurs, envoyés par le roi pour s'emparer de ses richesses, en trouvèrent plus qu'on n'en eût trouvé même dans le trésor public. Tout fut confisqué au profit du roi.

Le jour de la mort de Rauchingue, il y avait auprès du roi un grand nombre d'habitants de Tours et de Poitiers. Si le complot contre la vie du roi eût pu s'exécuter, on devait détourner sur eux le soupçon du crime; on les eût fait promptement périr dans les tourments, et les conjurés eux-mêmes se seraient montrés hardiment comme les zélés vengeurs de la mort du roi. Mais le Seigneur confondit leurs perfides desseins, et ainsi s'accomplit cette parole de l'Ecriture: *Tu tom-*

beras toi-même dans la fosse que tu auras creusée pour ton frère.

Déjà Ursion et Berthefred, ne doutant point que Rauchingue n'eût accompli le projet dont ils étaient convenus ensemble, s'avançaient avec une armée. Mais, en apprenant la mort de Rauchingue, ils virent bien que le complot était découvert; alors il augmentèrent encore le nombre de leurs soldats, et se retirèrent, avec toutes leurs richesses, dans la forteresse de Vaivres, non loin de la maison de campagne d'Ursion, résolus de s'y défendre contre les attaques de Childebert. C'était Ursion qui avait conçu et dirigé la conjuration; aussi la reine Brunehaut envoya en secret vers Berthefred, et lui fit dire « qu'il se séparât d'Ursion s'il voulait conserver la vie; que s'il refusait, il périrait avec lui. » La reine d'ailleurs voulait du bien à Berthefred, dont elle avait tenu la fille sur les fonts baptismaux. Berthefred repoussa ce moyen de salut. » Je puis en effet être séparé de lui, dit-il, mais par la mort seulement. »

Pendant que ces choses se passaient, le roi Gontran envoya de nouveau auprès de son neveu pour lui demander une prompte entrevue, devenue indispensable, afin d'aviser ensemble aux mesures qu'il serait nécessaire de prendre, tant pour leur sûreté personnelle que dans l'intérêt public. Childebert ne différa point, et vint au-devant de son oncle; sa mère, sa femme et sa sœur étaient avec lui. Margueric, évêque de Trèves, s'y trouvait aussi, ainsi que Gontran-Boson, qui avait été confié à la garde d'Agéric, évêque de Verdun. Celui-ci ne parut point, parce qu'il avait été convenu que Gontran-Boson se présenterait seul et sans défenseur devant le roi, qui devait prononcer sur son sort. Mais, quand les deux rois furent réunis, ils décidèrent qu'il méritait la mort, à cause des nom-

breuses trahisons dont il s'était rendu coupable. Lui, dès qu'il fut informé de sa condamnation, se réfugia dans la maison de Margueric.

Les clercs, brisant les portes de la maison à laquelle on avait mis le feu par ordre des deux rois, réussirent à en arracher l'évêque. Alors le malheureux Boson, se voyant enveloppé par les flammes qui faisaient de rapides progrès, ceignit son épée, et s'avança pour sortir ; mais au moment qu'il touchait la porte, un trait lancé par un soldat le frappa au front. Saisi d'un étourdissement subit, il s'arrêta, cherchant à tirer son épée ; aussitôt il est assailli et percé de coups par une si grande quantité de lances et de javelots, que son corps ne put tomber sur la terre, et resta debout, soutenu par le bois des lances dont les pointes étaient enfoncées dans ses flancs. On tua aussi un petit nombre de gens qui l'avaient accompagné. Leurs corps, ainsi que celui de Boson, furent exposés dans un champ, et l'on n'obtint que très-difficilement des rois la permission de les recouvrir de terre.

Telle fut la fin de Gontran-Boson, homme intrigant, ambitieux, avare, toujours disposé à prêter serment à tout le monde, et ne gardant à personne ni promesse, ni serment. Sa femme et ses enfants furent exilés, et ses biens confisqués. On trouva dans ses trésors une grande quantité d'or, d'argent et de toutes sortes de richesses ; on en découvrit aussi qu'il avait enfouies dans la terre, par une précaution que justifiait sa mauvaise conduite. Il avait souvent recours aux sorcières et aux devins pour connaître l'avenir, qui n'en demeura pas moins caché pour lui.

Le roi Gontran renouvela l'alliance avec son neveu et les deux reines ; ils se donnèrent mutuellement des présents, et

fixèrent leurs droits réciproques par un traité (4). Le roi Gontran ne cessait de répéter cette prière : « Je vous rends grâce, ô mon Dieu, d'avoir permis que je voie les enfants de mon fils

(1) Ce traité est connu sous le nom de traité d'Andlaw. C'est sans contredit le plus ancien monument de la diplomatie française.

« Au nom de Jésus-Christ, les très-excellents seigneurs rois, Gontran et Childeberrt, et la très-glorieuse reine Brunehaut, s'étant réunis à Andlaw, dans un esprit d'union et de paix, pour résoudre et terminer par une mûre délibération, tout ce qui pourrait occasionner entre eux quelque difficulté ou contestation; en présence et avec l'aide des évêques et des grands de leurs royaumes, et sous la protection de Dieu, il a été arrêté, voulu et convenu entre eux que pendant toute leur vie ils conserveraient l'un pour l'autre une fidélité et une amitié pures et sincères. »

Les principales choses que réglait ce traité, dont nous allons donner l'analyse, étaient la succession de Gontran; la possession des villes que Sigebert avait autrefois obtenues dans le partage de la succession de Charibert; la possession de celles qu'avait la reine Galsvinthe, et qui furent depuis sa mort attribuées à Brunehaut. Outre cela, des assurances de protection de la part de Childeberrt en faveur de Clotilde, fille de Gontran, et de la part de Gontran en faveur de Théodebert, de Théodoric, de Brunehaut, de Faileube et de Chlodosinde; puis des dispositions relatives aux leudes des deux royaumes et aux dons faits à l'église; puis enfin une clause de peine et de garantie contre les transgressions du traité.

Il était établi que le survivant des deux rois hériterait du royaume de l'autre, si celui-ci n'avait point de fils *. Gontran retiendrait la troisième partie de la cité de Paris, avec Châteaudun et Vendôme, et tout ce que Sigebert avait possédé dans le pays d'Etampes et de Chartres. Childeberrt aurait Melun et Senlis, Tours, Poitiers, Avranches, Conserans, Aire, Bayonne et Albi. Au lieu de la part qui lui revenait dans la cité de Senlis, Gontran recevrait la part qui appartenait à Childeberrt dans la cité de Rosson. Des villes qu'avait possédées Galsvinthe, l'une, Cahors, serait remise immédiatement à Brunehaut; les autres, Bordeaux, Limoges, Lescar et Bigorre, lui seraient remises aussi, mais après la mort de Gontran. Si Gontran mourait le premier, sa fille Clotilde serait maintenue par Childeberrt dans la pleine et libre possession des biens qu'elle aurait reçus de son père. Que si c'était Childeberrt, Gontran prendrait sous sa tutelle Théodebert, Théodoric, et les autres enfants qu'il pourrait avoir encore; et sous sa protection Brunehaut, Faileube et Chlodosinde. Les leudes transfuges seraient chassés, dans les deux royaumes, des lieux où ils s'étaient retirés.

* *Ed igitur conditione servatâ, ut quem Deus de ipsis regibus superstitem esse præceperit, REGNUM ILLIUS QUI, ABSQUE FILIIS, de præsentis seculi luce migraverit, ad se in integritatem jure perpetuo debeat revocare, et posteris suis, Domino auxiliante, relinquere. (Conventus apud Andlaw.)* Cette clause du traité, conforme aux principes de la loi salique, n'en était pas la première application; à la mort de Childeberrt I^{er}, qui n'avait laissé que des filles, son royaume fut partagé entre ses frères.

Childebert ; j'ose croire que vous ne m'avez point abandonné, puisque vous m'avez accordé cette faveur. »

Avant de se séparer, les rois et les princesses mangèrent ensemble, et se donnèrent des témoignages d'amitié et de satisfaction. Après avoir rendu grâce à Dieu et avoir signé le traité, ils s'embrassèrent, et retournèrent chacun dans la capitale de leurs états.

CHAPITRE XV.

Peste à Marseille. — Expédition en Italie et en Languedoc.

Théodore, évêque de Marseille, vint dans ces jours-là auprès du roi Childebert, pour se plaindre du patrice Nicétius ; mais le roi n'ayant pas accueilli les réclamations de l'évêque, celui-ci s'en retourna. Pendant ce voyage de Théodore, un navire, venant d'Espagne, était entré dans le port de Marseille pour y trafiquer. Malheureusement ce navire avait la peste à bord, et la communiqua bientôt à ceux qui achetèrent de ses marchandises. Une maison habitée par huit personnes resta en un instant vide par l'effet de la contagion. Cette affreuse maladie

Les donations faites aux églises seraient respectées. Enfin, si l'on violait le traité, l'auteur de l'infraction perdrait sans retour les avantages qu'il lui assurait. Puis venait la formule du serment ainsi conçue : « Tout étant ainsi réglé et terminé, les parties jurent par le nom du Dieu tout-puissant, par l'indivisible Trinité, par tout ce qu'il y a de plus sacré, et par le redoutable jour du jugement, qu'elles observeront inviolablement les conventions ci-dessus écrites et sans aucun esprit de dol ou de fraude. Fait et convenu le quatre des calendes de décembre, la vingt-sixième année du règne du roi Gontran, et la douzième du règne du roi Childebert II * . »

* 28 novembre 587. Il reste peu de monuments de cette époque qui portent une date aussi précise, et cependant plusieurs historiens se sont trompés en la fixant. Vertot assigne pour date à ce traité l'année 591, et M. Sismondi l'année 585. Or, Gontran régnait depuis 562, et Childebert depuis 575 ; ainsi la vingt-sixième année du règne de l'un, et la douzième année du règne de l'autre, répondent à 587.

ne se répandit pas d'abord dans toutes les maisons; elle resta quelque temps comme étouffée, puis, semblable à un feu allumé dans un champ de blé, elle courut embraser toute la ville. Cependant l'évêque arriva dans sa ville, et se tint renfermé dans l'enceinte de la basilique de Saint Victor, avec un petit nombre de personnes qui étaient restées avec lui. Là, il passait tout son temps en veilles et en prières, implorant la miséricorde divine pour arrêter le fléau qui affligeait le peuple.

La maladie cessa au bout de deux mois. Les habitants qui avaient quitté la ville rentrèrent pleins de sécurité; mais la contagion reparut avec une nouvelle activité, et les atteignit à leur tour. Plusieurs fois depuis ce temps-là, cette ville a été attaquée de cette maladie.

Le roi Childebert, sur la demande que lui en avaient faite les ambassadeurs du roi des Lombards (Autharis), avait promis sa sœur en mariage à ce prince. Il en avait même reçu des présents; mais Récarède, roi des Goths, ayant abjuré l'arianisme, avait à son tour proposé d'épouser Chlodosinde, et Childebert avait accueilli avec faveur cette nouvelle proposition. Déterminé à rompre la paix, il envoya des ambassadeurs à l'empereur grec, pour lui demander des secours afin de l'aider à expulser les Lombards de l'Italie. Aussitôt il fit partir son armée pour l'expédition d'Italie. Les chefs qui la commandaient livrèrent une bataille aux ennemis; mais leurs troupes furent taillées en pièces; une partie périt sur le champ de bataille; un grand nombre furent faits prisonniers, et ceux qui se dérobèrent par la fuite à l'esclavage ou à la mort, ne parvinrent que difficilement à regagner leur pays. Les pertes de l'armée des Francs furent telles, qu'on ne se souvient pas, dit Grégoire de Tours, d'en avoir jamais vu d'aussi grandes.

Le roi Childebert fait de nouveau marcher son armée et se prépare à recommencer la guerre en Italie contre les Lombards. Ceux-ci envoyèrent au roi des ambassadeurs pour offrir la paix, et même un tribut et un traité d'alliance offensive et défensive. Childebert fit aussitôt part de ces propositions au roi Gontran. Loin d'être opposé à la paix, celui-ci donna le conseil à son neveu d'accepter en toute hâte toutes ces propositions. Childebert arrêta la marche de ses troupes, et envoya des députés au roi des Lombards pour lui dire que s'il donnait des garanties de ses promesses, il ferait rétrograder son armée. Mais tous ces préliminaires n'eurent aucun résultat.

Cependant le roi Gontran fit marcher son armée en Septimanie. Austrovald, qui en commandait une partie, s'avança jusqu'à Carcassonne, s'en empara, fit prêter serment de fidélité au roi, et soumit toute la contrée. Le roi envoya Boson avec Antestius pour s'emparer des autres villes. Ce dernier arriva plein d'orgueil, méprisant Austrovald et le blâmant d'avoir eu la témérité d'attaquer sans lui Carcassonne. Il marcha vers cette ville avec les troupes de Saintes, de Périgueux, de Bordeaux, d'Agen et de Toulouse. Comme il s'avancait ainsi plein d'arrogance, les Goths, instruits de ce qui se passait, se préparèrent à lui dresser des embûches. Il campa sur une petite rivière, à quelque distance de la ville. Là, négligeant toute discipline, il se livrait habituellement aux plus viles débauches. Un jour, il donna un festin, s'enivra et s'emporta contre les Goths en injures grossières; mais voilà que tout à coup les Goths surviennent et se jettent sur les Francs, qu'ils surprennent au milieu de leur repas. Ceux-ci poussent un cri et se préparent à les repousser. Les Goths résistent quelque

temps, puis font semblant de prendre la fuite. Les Francs les poursuivent pleins d'ardeur et de confiance; mais bientôt une troupe d'ennemis, placée en embuscade, s'élance sur eux, les enveloppe, et en fait un grand carnage. Il n'échappa, et encore avec beaucoup de peine, que quelques cavaliers qui abandonnèrent tout, armes et bagages, heureux de pouvoir conserver leur vie. Les Goths, qui les suivaient de près, firent un grand butin, et emmenèrent prisonniers tous les fantassins qui avaient échappé à la mort pendant le combat.

On évalue à cinq mille le nombre des hommes tués dans cette rencontre, et à plus de deux mille celui des prisonniers; mais plusieurs de ces derniers furent relâchés et rendus à la liberté.

Quand Gontran apprit cette fatale nouvelle, il fut saisi d'une violente colère. Il défendit le passage par son royaume à tous les sujets de son neveu Childebart, accusant ce prince, qui avait fait des traités avec Récarède, d'être la cause de la destruction de son armée. Une circonstance ajoutait encore à son mécontentement; il savait que Childebart avait dessein de placer son fils aîné à Soissons, et il prétendait que de là il se dirigerait sur Paris et s'emparerait de son royaume. Grégoire de Tours dit à cette occasion : « je suis persuadé que jamais Childebart n'a eu une pareille pensée. » Gontran se plaignait aussi beaucoup de Brunehaut; il l'accusait de diriger son fils dans tout ce qu'il faisait; il lui attribuait de coupables correspondances avec les deux fils de Gondovald. Il convoqua même un synode; mais Brunehaut attesta par serment la fausseté de ces accusations. Gontran s'apaisa; il renonça au synode, et rouvrit le passage sur son territoire aux sujets de Childebart.

Rigonthé, fille de Chilpéric et de Frédégonde, autrefois fiancée à Récarède, roi des Visigoths, accablait sa mère d'injures et de calomnies. Elle se disait la maîtresse, et prétendait que sa mère était sa servante. Souvent leurs querelles se terminaient par des soufflets ou des coups de poing. Un jour, Frédégonde dit à sa fille : « Pourquoi me chagrines-tu sans cesse ? voici les richesses que ton père m'a laissées ; prends-les et disposes-en à ton gré. » Alors, entrant dans sa chambre, elle ouvrit un coffre plein de bijoux et d'ornements d'un grand prix. Après en avoir tiré un grand nombre d'objets qu'elle présentait à sa fille, elle lui dit : « Je suis fatiguée ; mets toi-même la main dans ce coffre et tire ce que tu trouveras. » Au moment où Rigonthé se baissa pour introduire son bras dans le coffre, sa mère abattit le couvercle sur sa tête, et lui pressa le cou avec une telle violence que ses yeux étaient près de sortir de leur orbite. Alors une des femmes de Rigonthé qui se trouvait là jeta de grands cris, en appelant au secours de sa maîtresse que sa mère allait étrangler. Les personnes qui se trouvaient en dehors de l'appartement accoururent, et arrachèrent la princesse au danger qu'elle courait. La haine qui existait entre la mère et la fille ne fit que s'accroître, et les querelles et les coups ne devinrent que plus fréquents.

La même année du règne de Childebert, ce prince se trouvait à Strasbourg avec sa femme et sa mère, lorsqu'arrivèrent des députés choisis parmi les citoyens les plus distingués des villes de Soissons et de Melun, afin de lui demander un de ses fils pour régner sur elles (1). Le roi les accueillit avec joie, et

(1) Soissons, l'ancienne capitale du royaume de Chilpéric, voulait, comme on voit, se soustraire à la domination de Frédégonde. Melun faisait partie du royaume

leur accorda pour roi son fils aîné Théodebert. On lui donna des comtes, des gouverneurs, des domestiques, un maire du palais, et tous les gens nécessaires pour composer le service d'un roi. Au mois d'août de la même année, Théodebert partit pour son nouveau royaume. Le peuple le reçut avec de grandes démonstrations de joie, et en priant le ciel d'accorder une longue vie au père et au fils.

Faileube était malade des suites d'un accouchement avant terme. Dans l'abattement que lui causaient ses souffrances, elle recueillit quelques mots d'une conversation qui avait lieu en sa présence, mais qu'on ne la soupçonnait pas d'entendre. Elle apprit ainsi qu'il se tramait un complot contre elle et contre la reine Brunehaut. Quand elle fut rétablie, elle vint trouver le roi, et lui révéla ainsi qu'à sa mère tout ce qu'elle avait entendu. Voici quel était le sujet de cette conversation, et ce qu'elle en avait pu savoir.

Septimine, gouvernante de ses enfants, devait persuader au roi d'exiler sa mère, de répudier la reine, et de prendre une autre femme, par l'influence de laquelle les conjurés pourraient obtenir et faire tout ce qu'ils voudraient. Si le roi résistait, on le ferait mourir par des moyens lents et mystérieux; on élèverait les jeunes princes au trône; on chasserait également leur mère et leur aïeule, et on règnerait sous le nom de ces enfants. Les auteurs de cette conjuration étaient avec Septimine, Sonnégisile comte des Ecuries, le référendaire Gallomagne, et Droctulf, gouverneur des jeunes princes. Septimine et Droctulf furent arrêtés les premiers; Gallomagne et

d'Austrasie, mais elle aspirait à former un nouveau royaume avec Soissons. Childebart était vraisemblablement l'instigateur de cette démarche qui allait ainsi affaiblir le royaume et la puissance de Frédégonde et de son fils.

Sonnégisile se réfugièrent dans une église. Septimine confessa tout ce qu'avait déclaré la reine. Elle avoua même qu'elle avait fait mourir son mari Jovius, pour entretenir plus librement des liaisons coupables avec Droctulf; elle nomma également ses complices Gallomagne et Sonnégisile. Ceux-ci à leur tour confirmèrent tous les détails du complot; ils avouèrent que des propositions leur avaient été faites pour s'y engager; mais ils en avaient eu horreur, disaient-ils, et il les avaient repoussées. Le roi leur répondit que s'ils n'avaient eu aucune intention coupable, ils l'auraient averti du danger qu'il courait, et que leur silence dans cette circonstance était une preuve de leur participation. Cependant l'asile où ils s'étaient renfermés protégeant leur vie, on se contenta de les envoyer en exil, et de leur reprendre les biens qu'ils tenaient du fisc. On épargna même la vie de Droctulf et de Septimine, mais ils perdirent leurs biens et leur liberté. On brûla le visage de Septimine avec des lames ardentes (1) et on les condamna à tourner la meule. Pour Droctulf, il eut les cheveux et les oreilles coupés, et il fut condamné à bêcher la vigne.

CHAPITRE XVI.

Retour de Grippon, envoyé à Constantinople. — Nouvelle expédition en Italie.

La quinzième année du règne de Childebert, Grippon revint de son ambassade auprès de l'empereur Maurice. Il raconta que l'année précédente il avait été forcé de relâcher à Car-

(1) Ce supplice de Septimine ferait supposer ce que ne dit pas Grégoire de Tours, qu'elle était la femme même qu'on aurait proposée pour remplacer Faileube; sans doute elle était belle, et le genre de tourment qu'on lui fit souffrir annonce bien la vengeance d'une femme outragée.

thage, avec ses compagnons Bodégisile de Soissons et Evance d'Arles. Ils attendaient dans ce lieu qu'on leur fournit les moyens de continuer leur voyage, quand un des serviteurs d'Evance déroba quelque objet à un marchand, et l'emporta chez lui. Ce marchand le poursuivit en vain; mais l'ayant un jour rencontré sur la place, il le saisit par ses vêtements, en lui disant : « Je ne te lâcherai pas que tu ne m'aies rendu ce que tu m'as pris. » Le Franc, après avoir fait d'inutiles efforts pour se dégager, tire son épée, et tue le marchand; puis il rentre au logis, sans dire à personne ce qui s'était passé. Les ambassadeurs venaient de finir leur repas, et s'étaient livrés au sommeil. Quand le gouverneur de la ville eut appris ce qu'avait fait un de leur serviteurs, il envoya chez eux des soldats, bientôt suivis de tout le peuple irrité et en armes. Les ambassadeurs, réveillés tout-à-coup, sont frappés d'étonnement en voyant ce tumulte. Celui qui était à la tête du rassemblement leur cria : « Déposez vos armes et sortez, afin que nous examinions paisiblement comment ce meurtre a eu lieu; nous jurons que vous n'avez rien à craindre. » Sur cette assurance Evance et Bodégisile se hasardèrent à sortir; mais à peine eurent-ils fait quelques pas hors de la maison, qu'ils furent assaillis à coups d'épées et tués devant la porte. Alors Grippon arma tous ses gens, et s'avançant vers la foule, il dit : « Nous ignorons ce qui s'est passé, et voici que mes deux compagnons d'ambassade ont été massacrés par vous contre le droit des gens. Nous sommes venus pour apporter la paix et une alliance utile à votre pays, et votre action vient de rompre désormais toute paix et toute alliance entre votre empereur et le roi notre maître. » Ce discours calma l'effervescence de la multitude qui se dis-

persa aussitôt. Le préfet s'efforça d'apaiser le mécontentement de Grippon, et lui fournit avec empressement tout ce qui était nécessaire pour son voyage. Arrivé à Constantinople, Grippon fit entendre à l'empereur des plaintes et des menaces. Maurice fut profondément affligé, et promit de venger la mort des ambassadeurs de Childebert comme ce prince le désirerait. Grippon, après avoir reçu des présents, prit congé de l'empereur et s'en retourna.

Quand il eut rendu compte au roi de son ambassade, celui-ci s'empressa de faire marcher son armée contre l'Italie. Vingt ducs la commandaient. Grégoire de Tours n'a pas cru nécessaire de les nommer tous; les principaux étaient Andovald, Ollon et Cédin. La marche de cette nombreuse armée avait été signalée dans son propre pays par toutes sortes de désordres. Quand ils arrivèrent sur les frontières de l'Italie, Andovald avec six ducs se dirigea sur la droite, du côté de Milan; ils campèrent dans une plaine à quelque distance de la ville. Le duc Ollon, s'étant approché du château de Bellinzone, fut frappé d'un trait au-dessous de la mamelle, et tomba mort. Les soldats, qui sortaient du camp pour aller fourrager et chercher des vivres, étaient attaqués par les Lombards et tués isolément.

Non loin de Milan est un lac nommé Corèse (1), d'où sort une rivière étroite et profonde. En ce lieu s'étaient arrêtés les Lombards. Au moment où l'armée des Francs approchait de la rivière, un guerrier lombard, couvert de ses armes, se montra seul et témérairement sur le rivage opposé, défiant les Francs, et criant: « Le jour est venu où l'on va re-

(1) *Coresium*. Peut-être faut-il lire *Comesium*, et appliquer ce passage au lac de Côme, situé en effet dans le territoire de Milan et traversé par l'Adda.

connaître à qui Dieu veut accorder la victoire. » C'était comme un présage aux yeux des Lombards, et comme une épreuve de la fortune. Alors quelques guerriers Francs traversèrent la rivière, attaquèrent le Lombard et le tuèrent ; aussitôt toute l'armée ennemie prit la fuite. Bientôt l'armée des Francs passa la rivière ; mais elle ne trouva plus que l'enceinte et les traces du camp des ennemis, et reconnut seulement la place occupée par leurs tentes, et l'endroit où ils avaient allumé leurs feux. N'ayant pu faire même un seul prisonnier, les Francs revinrent au lieu qu'ils occupaient avant le combat.

Des députés de l'empereur (1) s'y rendirent, annonçant que l'armée impériale marchait pour se réunir à eux, et qu'elle arriverait dans trois jours. « Voici, dirent les envoyés, quel sera le signal de notre venue : Quand vous verrez brûler le village situé sur cette montagne, et quand vous apercevrez la flamme ou la fumée de l'incendie s'élancer vers le ciel, vous saurez que nous sommes là avec l'armée que nous vous promettons. » On attendit six jours, au lieu de trois, et l'on n'eut aucun signe de l'arrivée des Grecs.

Cédin, avec treize ducs, avait pénétré dans l'Italie, en prenant sa route à gauche. Il s'empara de cinq forteresses, dont il exigea le serment de fidélité. Cependant la dyssenterie, occasionnée par la chaleur d'un climat auquel les soldats n'étaient point accoutumés, faisait de grands ravages dans son armée. Enfin le vent s'éleva, une pluie salutaire vint rafraîchir l'air, et la maladie disparut. Pendant trois mois, cette armée parcourut l'Italie, sans rencontrer d'ennemis, car les Lombards s'étaient retirés dans les meilleures forteresses, et

(1) On plutôt de l'exarque de Ravenne, qui commandait les troupes impériales. C'était alors Smaragde, qui avait remplacé Longin, successeur de Narsès.

sans pouvoir atteindre le roi, qui s'était enfermé dans Pavie. Cédin, voyant son armée affaiblie par la maladie, épuisée par la famine et accablée de fatigues, résolut de rétrograder. Il soumit cependant à l'autorité du roi le pays qui avait jadis appartenu à son père; il en exigea le serment, et enleva des captifs et un grand butin.

Au retour, l'armée fut tellement tourmentée par la famine, que les soldats avant d'arriver dans leur pays furent obligés de vendre leurs armes et leurs vêtements pour acheter des vivres.

Aptacaire, roi des Lombards, envoya une députation au roi Gontran; les députés parlèrent ainsi: « Roi très-pieux, nous désirons rester soumis et fidèles à toi et à ta race, comme nous l'avons été à tes pères. Nous n'avons point violé le serment que nos prédécesseurs ont fait aux tiens. Cesse donc de nous accabler; que la paix et la concorde règnent entre nous, afin que lorsque cela sera nécessaire nous nous prêtions un mutuel secours contre nos ennemis, et que cette union, qui garantira notre sûreté et la tienne, jette parmi tous nos adversaires une terreur plus grande encore que la joie qu'ils ont ressentie de nos discordes. » Gontran écouta très-bien ces paroles de paix, il fit un accueil favorable aux ambassadeurs, et les envoya auprès de son neveu Childebert. Ils lui tinrent le même discours; mais, avant qu'ils eussent quitté la demeure royale, d'autres ambassadeurs vinrent annoncer la mort d'Aptacaire (1), et l'élévation de Paul (2), son successeur. Ces nouveaux ambassadeurs étaient chargés d'un message

(1) Autharis, qui régna de 585 à 591.

(2) On a remarqué que les historiens ne font aucune mention de ce Paul, et que le successeur d'Autharis fut Agiluf, duc de Turin, élevé au trône par le choix de Théodelinde, veuve d'Autharis, et du peuple Lombard; mais, comme il était arien,

semblable à celui des envoyés d'Aptacaire. Childeberr fixa aux ambassadeurs un terme pour leur faire connaître sa résolution, puis il les congédia.

Maurice envoya, les mains liées et chargés de chaînes au roi Childeberr, douze des Carthaginois qui, l'année précédente, avaient tué ses ambassadeurs, lui donnant toute liberté de les faire mourir, s'il le voulait ; mais s'il consentait à les renvoyer pour une rançon, il promettait de lui donner trois cents pièces d'or pour chacun d'eux. Il lui demandait de choisir, afin que tout sujet de querelle étant assoupi, il ne s'élevât plus entre eux aucun motif de haine. Mais le roi Childeberr refusa de recevoir ces hommes, et il dit : « Nous ne savons pas si les hommes que vous nous amenez sont vraiment les meurtriers ; ce sont peut-être des esclaves, tandis que ceux des nôtres qui ont été massacrés chez vous étaient de race libre. » Grippon surtout, qui avait fait partie de l'ambassade, insistait pour la recherche des vrais coupables. Il offrit même de se rendre sur les lieux, déclarant qu'il reconnaîtrait ceux qui avaient tué ses compagnons, et sur lesquels devait retomber la vengeance. Le roi étant convenu d'un terme pour envoyer sa réponse, l'empereur leur donna ordre de s'en retourner.

CHAPITRE XVII.

Combat d'épreuve. — Nouvel attentat de Frédégonde contre la vie de Childeberr.

La quinzième année du règne de Childeberr, la ving-neuvième du règne de Gontran, celui-ci, chassant dans

quelques historiens prétendent que sa femme Théodelinde le ramena à la foi catholique, qu'il fut baptisé et prit alors le nom de Paul. C'est là sans doute le fait qui a donné lieu à l'assertion de Grégoire de Tours. Du reste, ce fait est demeuré douteux.

la forêt des Vosges, y trouva les restes d'un buffle qu'on avait tué. Il interrogea sévèrement le garde de la forêt, pour savoir qui avait eu l'audace de tuer un buffle dans la forêt royale. Le garde dénonça Chaudon, chambellan du roi. Alors Gontran ordonna qu'il fût saisi et conduit à Châlons chargé de chaînes. L'un et l'autre ayant été confrontés en la présence du roi, et Chaudon prétendant qu'il n'avait jamais commis l'action dont on l'accusait, le roi ordonna le combat en champ clos. Alors le chambellan présenta son neveu pour combattre à sa place, et les deux champions se trouvèrent en présence. Le jeune homme lança un javelot contre le garde des forêts, et lui perça le pied. Celui-ci tomba aussitôt en arrière; mais, au moment où le jeune homme ayant tiré le couteau qui pendait à sa ceinture, tâchait de couper la gorge du blessé, ce dernier lui perça le ventre de son couteau. Tous deux tombèrent morts. A cette vue Chaudon prit la fuite pour gagner la basilique de Saint-Marcel; mais le roi criant qu'on l'arrêtât avant qu'il atteignît le seuil de l'église, il fut pris, lié à un tronc d'arbre, et lapidé. Le roi eut ensuite un grand repentir de s'être laissé emporter si promptement à la colère, et d'avoir fait mourir avec tant de précipitation, pour une légère faute, un homme fidèle et très-utile.

Clotaire II, fils de Chilpéric, fut attaqué d'une maladie dangereuse et son état parut tellement désespéré, qu'on annonça sa mort au roi Gontran, ce qui le détermina à partir de Châlons pour se rendre à Paris; mais, arrivé sur les confins du territoire de Sens, il apprit que Clotaire se portait mieux, et il revint sur ses pas. Quand sa mère Frédégonde l'avait cru près de mourir, elle avait voté une grande somme d'argent à la basilique de Saint-Martin.

Vers ce temps-là, le roi Childebert II entrant dans l'oratoire de sa maison de Marlheim, ses serviteurs virent de loin un homme inconnu qui se tenait debout, et lui dirent : Qui es-tu ? d'où viens-tu ? que fais-tu ? nous ne te connaissons pas. » Il leur répondit : « Je suis un de vous ; » ils le mirent aussitôt hors de l'oratoire, et il fut interrogé. Il avoua, aussitôt que la reine Frédégonde l'avait envoyé pour tuer le roi, et il dit : « Nous sommes douze qu'elle a envoyés comme moi, six sont arrivés ici, et six sont demeurés à Soissons pour surprendre le fils du roi ; et moi, comme j'attendais l'occasion de frapper le roi Childebert dans cet oratoire, j'ai été saisi de crainte, et je n'ai pu me résoudre à ce que j'avais projeté. » Après avoir ainsi parlé, il fut livré aux plus cruels supplices, et il nomma ses complices. On alla les chercher partout où ils se trouvaient ; les uns furent condamnés à la prison, d'autres à avoir les mains coupées ; on enleva le nez et les oreilles à plusieurs, et on les livra en cet état à la risée publique. Plusieurs de ceux qui avaient été pris, craignant les supplices auxquels ils pouvaient être condamnés, se percèrent eux-mêmes avec leur épée. Plusieurs périrent dans les tourments, afin que le roi fût vengé.

Sonnégésile fut de nouveau livré aux tourments, et frappé chaque jour à coups de verges et de courroies. Quand ses plaies venaient à suppurer, et qu'après le premier écoulement, elles commençaient à se fermer, on recommençait son supplice. Au milieu de ces tourments, il s'avoua coupable, non-seulement de la mort du roi Chilpéric, mais encore de divers autres crimes. Dans ces aveux, il ajouta qu'Egidius, évêque de Reims, était le complice de Rauchingue, d'Ursion et de Bertefred dans le complot qu'ils avaient formé pour tuer le roi Childebert. Egi-

dus fut enlevé aussitôt, et conduit à Metz, puis, sur l'observation des autres évêques, on lui permit de retourner à Reims jusqu'au moment de son procès. Le roi convoqua une assemblée générale de tous les évêques de son royaume pour juger Egidius. Les principaux chefs d'accusation étaient : 1° d'avoir entretenu des liaisons avec le roi Chilpéric, au préjudice du roi Childebert ; 2° d'avoir fabriqué de fausses chartes pour s'emparer de plusieurs des métairies du fisc ; 3° d'avoir, dans sa correspondance avec Chilpéric, écrit des injures contre Brunehaut, et d'avoir reçu de ce prince des lettres pour l'engager à faire périr cette princesse ; 4° enfin, d'avoir, pendant la minorité de Childebert, fait en son nom un traité d'alliance avec Chilpéric, dans lequel on était convenu de chasser Gontran de son royaume et de le partager, ce qui occasionna une guerre civile, le pillage et la dévastation de plusieurs pays et de plusieurs villes, ainsi que la mort d'un grand nombre de personnes. On accorda trois jours à l'évêque pour préparer sa défense ; ce délai expiré, Egidius se présenta de nouveau dans l'assemblée, et s'avouant coupable sur tous les chefs, demanda lui-même sa condamnation. Après cet aveu, les évêques, tout en déplorant l'opprobre de leur frère, obtinrent qu'on lui conservât la vie ; ensuite ils le dépouillèrent de la dignité du sacerdoce, et le condamnèrent à l'exil. Il fut conduit dans la ville d'*Argentoratum*, aujourd'hui Strasbourg.

Les habitants de Tournai et les Francs eurent entre eux une grande querelle, parce que le fils de l'un d'eux reprochait souvent avec colère au fils d'un autre, qui avait épousé sa sœur, d'abandonner sa femme pour de viles courtisanes. Comme il ne changeait point sa mauvaise conduite, l'emportement du jeune homme fut tel, qu'il se jeta sur son beau-frère et le

tua, avec l'aide des siens ; il fut tué lui-même par ceux avec lesquels était venu son adversaire, et des deux troupes, il ne resta qu'un seul homme qui avait manqué d'ennemi pour le frapper. Alors les parents des deux côtés s'élevèrent les uns contre les autres. La reine Frédégonde les engagea plusieurs fois à renoncer à leur inimitié et à faire la paix, de peur que l'obstination de leur querelle n'entraînât à de plus grands désordres. Mais ne pouvant les calmer par des paroles de douceur, elle eut recours à la hache pour les apaiser. Elle invita un grand nombre de personnes à un festin, où furent aussi conviés les trois principaux chefs des familles ennemies, qui se nommaient Charivald, Landovald et Waldin. Elle les fit asseoir tous trois sur un même banc. Le repas se prolongea jusqu'à la nuit ; on enleva les tables, selon la coutume des Francs, et les convives demeurèrent assis sur les bancs où ils avaient été placés, continuant de causer et de boire. Après avoir pris beaucoup de vin, tous étaient tellement appesantis, que les serviteurs ivres s'endormirent dans tous les coins de la maison où ils étaient tombés ; alors Frédégonde ordonna à trois hommes de venir avec des haches derrière les trois dont j'ai parlé, et, comme ils s'entretenaient ensemble, au même instant et pour ainsi dire d'un seul mouvement, les exécuteurs de la reine firent tomber leurs haches, et abattirent la tête de ces trois hommes. On quitta le festin, et on courut porter cette nouvelle aux parents de ceux qui venaient d'être tués d'une manière si horrible. Il y eut un soulèvement général, on s'empara de Frédégonde, et elle fut étroitement gardée. Les parents de ceux qu'elle avait fait mourir s'empressèrent d'envoyer des messagers au roi Childebert, pour lui offrir de la lui livrer, afin qu'il lui fit subir la mort qu'elle avait tant de

fois méritée; mais, pendant les délais de cette affaire, elle eut l'adresse de faire soulever le peuple de Champagne en sa faveur, et, délivrée par ce secours, elle se hâta de quitter Tournai, et de se retirer dans un autre lieu.

Après cet événement, elle fit partir des envoyés pour aller trouver le roi Gontran, et lui dire : « Que le roi, mon seigneur, vienne jusqu'à Paris; qu'il y fasse venir mon fils son neveu; qu'il le fasse sanctifier par la grâce du baptême, et que, le tenant lui-même sur les fonts, il daigne le regarder comme son propre enfant. » Le roi ayant entendu cette requête, donna ordre à Æthérius, évêque de Lyon, à Syagrius, évêque d'Autun, à Flavius, évêque de Châlons, et à quelques autres personnes encore, de se rendre à Paris, pour annoncer sa prochaine arrivée. Il vint aussi à cette assemblée beaucoup d'hommes de son royaume, tant domestiques que comtes, pour faire les préparatifs nécessaires à la dépense de la maison royale; mais, au moment où le roi se préparait à partir, il fut retenu par une douleur aux pieds. Dès qu'il fut guéri, il vint à Paris; de là il se rendit à sa maison de Rueil, où il fit venir l'enfant, et ordonna qu'on préparât son baptême dans le bourg de Nanterre.

Sur ces entrefaites arrivèrent vers lui des envoyés du roi Childebert pour lui dire : « Ce n'est pas là ce que tu avais promis dernièrement à ton neveu le roi Childebert, tu es lié d'amitié avec ses ennemis; car, autant que nous pouvons le voir, tu ne gardes nullement ta parole; mais plutôt tu violates ce que tu as promis, et tu élèves cet enfant sur le trône dans la ville de Paris. Dieu va te juger, parce que tu oublies tes promesses. » Le roi leur répondit : « Je tiens toujours à la promesse que j'ai faite au roi Childebert mon neveu, et je n'y

manque point. Qu'il ne se blesse pas si je tiens sur les fonts du baptême son cousin, le fils de mon frère; car c'est une demande à laquelle aucun chrétien ne doit se refuser. J'y ai consenti, et je veux agir dans cette occasion, comme Dieu le sait très-certainement, sans aucune fraude et dans la simplicité d'un cœur pur, parce que je crains d'offenser le Seigneur. Il n'y a rien dans cette action qui blesse l'honneur ou la dignité de notre race. Car, si les maîtres tiennent sur les fonts du baptême leurs serviteurs, pourquoi ne me serait-il pas permis d'en faire autant pour un proche parent, et de le reconnaître pour mon fils spirituel par la grâce du baptême? Retirez-vous maintenant et rapportez ces paroles à votre maître : « Je veux observer inviolablement le traité que j'ai fait avec toi. »

Lorsqu'il eut ainsi parlé, les ambassadeurs se retirèrent, et le roi, s'étant rendu à l'Eglise, présenta l'enfant au baptême. Il lui donna le nom de Clotaire, et ajouta : « Que cet enfant croisse, et qu'il accomplisse les promesses de ce nom, et qu'il parvienne à la même puissance que celui qui l'a autrefois porté. » Le mystère célébré, il invita l'enfant à un festin, et le combla de beaucoup de présents. Le roi fut invité à son tour par Clotaire, et le quitta après en avoir reçu de grands présents, puis il retourna à la ville de Châlons.

CHAPITRE XVIII.

Fin de l'histoire de Grégoire de Tours. — Continuation du récit des événements
par Frédégaire.

L'histoire de Grégoire de Tours finit au baptême de Clotaire et au retour de Gontran à Châlons sur Saône, c'est-à-dire en

l'an 591. Nous ne savons plus rien sur l'histoire de France depuis cette époque jusqu'à la mort de Gontran, en 593 (4).

Les monuments historiques manquent presque absolument jusqu'au huitième siècle. Nous n'avons plus que des chroniques sèches et courtes, avec une chronologie de chaque règne; mais il est impossible de joindre aux noms qu'on y

(1) Grégoire de Tours est le plus ancien des historiens français. Evêque, d'une famille illustre d'Auvergne, il naquit vers l'an 544. Saint Gallus ou Gall, évêque de Clermont, son oncle, le fit élever dans les sciences et dans la vertu. Devenu évêque de Tours en 573, Grégoire de Tours assista à plusieurs conciles et montra, comme on l'a vu, beaucoup de fermeté en diverses occasions, surtout contre Chilpéric et Frédégonde, qu'il reprit souvent de leurs désordres. Sur la fin de ses jours il se rendit à Rome, y fut reçu comme il méritait par le pape Grégoire, et mourut en 595, à cinquante-un ans. On a de lui une *Histoire ecclésiastique et profane*, depuis l'établissement du christianisme dans les Gaules, par saint Pothin, évêque de Lyon, jusqu'en 591, et divisée en seize livres. Grégoire de Tours est le père de l'Histoire de France; mais il n'est pas le modèle des historiens. Simple, crédule, il n'a mis du choix ni dans les faits, ni dans le style. Le sien est rude et grossier. Il ne se fait pas scrupule de mettre un cas pour un autre. Mais malgré ces défauts, il faut le lire et l'étudier, parce que nous ne savons sur les premiers rois Francs que ce qu'il nous en a appris.

Nous avons donné dans ce volume tout ce qu'il y a de plus intéressant dans les dix livres de Grégoire de Tours.

Cette *Histoire des Francs* est divisée en dix livres. Le premier est un résumé confus de l'histoire ancienne et universelle du monde, dépourvu d'intérêt et de vérité chronologique. On y trouve seulement quelques détails sur l'établissement du christianisme dans les Gaules, qui peignent naïvement l'état des esprits et des mœurs. Ce livre finit à la mort de saint Martin de Tours, en 397; le second livre s'étend de la mort de saint Martin à celle de Clovis I^{er}, c'est-à-dire de l'an 397 à l'an 511; le troisième, de la mort de Clovis, à celle de Théodebert I^{er}, roi d'Austrasie, de l'an 511 à l'an 547; le quatrième, de la mort de Théodebert à celle de Sigebert I^{er}, roi d'Austrasie, de l'an 547 à l'an 575; le cinquième comprend les cinq premières années du règne de Chilpéric II, roi d'Austrasie, de l'an 575 à l'an 580; le sixième finit à la mort de Chilpéric, en 584; le septième est consacré à l'année 585; le huitième commence au voyage que fit le roi Gontran à Orléans, au mois de juillet 585, et finit à la mort de Leuvigild, roi d'Espagne, en 586; le neuvième s'étend de l'an 587 à l'an 589; le dixième, enfin, s'arrête à la mort de saint Irieix, abbé en Limousin, c'est-à-dire au mois d'août 591.

trouve une idée ou une action quelconque. C'est dans les vies des saints de cette époque que nous rencontrerons des indications précieuses pour rétablir l'histoire des personnages dont les chroniques nous donnent seulement les noms.

Voici comment Frédégaire, qui a écrit l'histoire après Grégoire de Tours, s'exprime à la tête de son ouvrage ; cette préface sert elle-même à faire connaître l'esprit du temps : « Arrivé à la fin du volume de Grégoire de Tours (1), j'ai dit-il, continué à écrire dans ce livre les faits et gestes des temps postérieurs, les recherchant partout où j'en ai pu trouver le récit, et racontant, sur les actions des rois et les guerres des peuples, tout ce que j'ai lu ou entendu dire, ou vu moi-même, et ce que je puis attester. J'ai tâché d'insérer ici tout ce que j'ai pu savoir depuis le temps où Grégoire s'est arrêté et a cessé d'écrire, c'est-à-dire depuis la mort du roi Chilpéric II (2). »

(1) Frédégaire a d'abord abrégé Grégoire de Tours, puis il a raconté ce qu'il a vu lui-même.

(2) Ceci est la fin de la Préface de Frédégaire :

Je ne sais comment exprimer exactement et par un seul mot le travail auquel je me livre ; et, en cherchant à y réussir, je perds en longs efforts le temps déjà si court de la vie. Le mot d'*interprète*, en effet, qui est celui de notre langue, semble absurde et ne convient nullement ; car si, par nécessité, je change quelque chose à l'ordre des récits, je paraîtrai m'écarter tout-à-fait de l'office d'un interprète. J'ai lu avec grand soin les chroniques de saint Jérôme, d'Idace, d'un certain sage, d'Isidore et de Grégoire, depuis l'origine du monde jusque vers la fin du règne de Gontran, et j'ai reproduit successivement dans ce petit livre, sans omettre beaucoup de choses, ce que ces savants hommes ont habilement raconté dans leurs cinq chroniques. Dans ce dessein, et pour me bien instruire de la vérité, j'ai commencé par établir exactement la série des temps et des règnes, comme pour servir d'introduction à un autre ouvrage. J'ai mis ensuite dans le style d'à-présent le récit des actions des diverses nations que ces hommes habiles avaient si bien racontées dans leurs chroniques, mot grec qui signifie les actions des temps ; ils ont écrit aisément et comme une source pure qui coule avec abondance. J'aurais souhaité avoir le même talent de langage, ou

Le portrait suivant que Frédégaire fait de Gontran fera juger le style de ses chroniques :

« Gontran, roi des Francs, gouvernait depuis vingt-trois ans avec bonheur le royaume de Bourgogne; il était plein de bonté, se montrant partout avec les évêques comme un évêque, en très-bonne intelligence avec ses leudes, faisant aux pauvres d'abondantes aumônes, régnant enfin avec une si grande sagesse et tant de prospérité, que les nations voisines même célébraient ses louanges. »

« De longtemps il n'y aura plus d'histoire, dit l'auteur de l'*Histoire littéraire de la France*, après avoir parlé de la mort de Grégoire de Tours; quelques lambeaux seulement s'en rencontreront ça et là dans les vies des saints. Jusqu'à Charlemagne, on écrira peut-être encore quelques chroniques arides, quelques nomenclatures de faits et de dates, mais rien qui ait vie historique. Après Grégoire de Tours, l'histoire que sa main avait soulevée un moment au-dessus de la chronique y retombe. » Ce jugement est trop rigoureux, on trouve dans Frédégaire quelques fragments qui reportent le lecteur à la situation de la société d'alors, et aucune réflexion ne pourrait remplacer ses récits. Nous allons, après cette digression nécessaire pour faire connaître à nos lecteurs la source où nous puisons, reprendre la narration des faits et des événements.

quelque chose d'approchant. Mais on ne puise qu'avec peine dans une source qui ne coule pas toujours. Maintenant le monde vieillit, et le tranchant de l'esprit s'émousse en nous; nul homme de ce temps n'est égal aux orateurs des temps passés et n'ose même y prétendre. Je me suis efforcé pourtant, aussi bien que me l'ont permis la nécessité et la faiblesse de mon savoir, de reproduire, aussi brièvement que je l'ai pu, ce que j'ai appris dans les livres dont j'ai parlé. Que si quelque lecteur doute de moi, qu'il ait recours à l'auteur même; il trouvera que je n'ai rien dit qui ne soit vrai. »
(Suit le passage cité dans le texte).

Gontran mourut. Childebert fut son héritier et joignit le royaume de Bourgogne à celui d'Austrasie.

Childebert avait recueilli sans obstacle la succession de son oncle. C'est lui qui, pour réunir sous ses ordres toute la monarchie des Francs selon les conseils de Brunehaut, leva une armée, ravagea la Champagne et vint sur le territoire de Soissons. Frédégonde donna le commandement de ses soldats au maire du palais Landri, soupçonné d'avoir assassiné Chilpéric; elle conduisait elle-même par la main son fils, âgé de dix ans. « Elle se montrait partout, dit Mézerai, menant son fils avec elle, et, l'élevant quelquefois entre ses bras, elle le faisait voir aux troupes, et les animait par la compassion de son innocence. » Elle surprit à Troucy l'armée de Childebert, fort supérieure à la sienne, au moment où le jour commençait. On se battit avec un tel acharnement, que trente mille morts restèrent sur le champ de bataille.

Cette victoire de Troucy affermit le trône de Clotaire.

Après la mort de Childebert, son héritage fut partagé entre ses deux fils, Théodebert, qui eut l'Austrasie, et Théodoric la Bourgogne. Brunehaut gouverna les deux royaumes.

Frédégonde leva aussitôt une armée, elle surprit Paris et les autres cités, *à la manière des Barbares*, dit Frédégaire, *et sans déclaration de guerre*. Brunehaut marcha rapidement à sa rencontre, et ces deux femmes furent bientôt en présence. C'est à Latofa, lieu inconnu, que se livra cette bataille (1). « Une armée, dit le continuateur de Grégoire de Tours, partit d'un lieu nommé Latofa pour marcher contre les

(1) Quelques écrivains placent ce lieu près de Sens, d'autres près de Laon, d'autres près de Moret.

fil de Childebert, Théodebert et Théodoric. Les deux armées en étant venues aux mains, Clotaire, se précipitant avec ses guerriers sur Théodebert et Théodoric, fit un grand carnage de leurs soldats. » Frédégonde l'emporta ; mais son triomphe ne fut pas de longue durée, elle succomba à une maladie aiguë. Frédégaire se contente de dire : « Frédégonde mourut la deuxième année du règne de Théodoric. » Ce n'est pas avec ce laconisme que la postérité a parlé de cette femme.!

« Frédégonde, dit un de ses biographes, semble avoir été destinée à effrayer l'univers par ses forfaits, et à l'éblouir par ses succès. Elle était arrivée au plus haut point de prospérité. Une couronne obtenue par l'éclat de ses charmes, conservée par la force de son génie, un mari rétabli par elle sur un trône que ses perfidies lui avaient fait perdre ; une minorité conduite avec tout l'art de la politique la plus consommée ; une régence illustrée par deux grandes victoires, un nouveau royaume conquis et assuré au roi son fils, tout publiait la gloire de cette habile princesse. On oubliait presque qu'elle avait immolé à son ambition ou à sa sûreté un grand roi, son mari, deux vertueuses reines, trois fils de rois, des prélats, des généraux, et une infinité d'autres victimes moins illustres. Ce fut ce moment de triomphe que le ciel choisit pour l'enlever de ce monde et terminer sa carrière, comme s'il eût appréhendé que le brillant éclat de tant de succès ne diminuât l'horreur qu'on devait à tant de forfaits. » Frédégonde mourut de mort naturelle, en 597, âgée de cinquante-cinq ans, et fut enterrée dans l'église de Saint-Germain-des-Prés. Il y a dans le chœur de cette église, dit le P. Daniel, un tombeau sur lequel on voit la figure plate d'une reine, en mosaïque. On prétend que c'est la figure de Frédégonde,

et l'inscription le prouve. Il y a beaucoup d'apparence que cette figure est originale, et que ce n'est point un ouvrage fait plusieurs siècles après la mort de la princesse qu'elle représente, comme les tombeaux de Childebert et de Chilpéric, conservés dans la même église (1).

CHAPITRE XIX.

Brunehaut en Austrasie et en Neustrie.

Brunehaut se voyant à la fois délivrée de Gontran, qui voulait la tenir sous sa tutelle, de son fils qui voulait échapper à la sienne, et d'une rivale dont la haine l'obligeait de veiller sans cesse sur elle-même, se livra entièrement à la fougue de son caractère et à l'ardeur de ses passions. Cependant elle renouvela l'alliance faite par Sigebert avec les Avars et les Lombards; elle forma des relations avec les Saxons de la Grande-Bretagne, et saint Grégoire-le-Grand l'a remerciée de tout ce qu'elle a fait pour la conversion de ce peuple au christianisme.

Frédégonde avait laissé à Clovis le royaume de Neustrie riche, puissant, et en état de se défendre contre l'Austrasie et la Bourgogne.

Brunehaut gouvernait ces deux royaumes, et demeurait en Austrasie auprès de Théodebert; elle poursuivait le cours de ses violences. Wintrion, duc de Champagne, devint en Austrasie la dernière victime de sa cupidité. Tous les grands de ce pays, dit Frédégaire, se soulevèrent à la fois contre Brunehaut, et obligèrent son petit-fils à l'abandonner. Elle fut

(1) Biographie de Frédégonde.

chassée du royaume et conduite sur la frontière, où, ayant été laissée seule, elle fut rencontrée dans les campagnes d'Arcis-sur-Aube par un homme à qui elle se fit connaître et qu'elle pria de la conduire vers son autre petit-fils, Théodoric.

Rien n'était plus favorable à Clotaire que cette révolution d'Austrasie. Cependant les choses ne tournèrent pas comme il l'avait pensé; les Bourguignons et les Austrasiens marchèrent contre lui : vaincu, il recula jusqu'à Melun, puis jusqu'à Paris, et fut obligé de demander la paix.

Brunehaut avait été très-bien reçue par Théodoric; elle se rendit aussi puissante en Bourgogne qu'en Austrasie; mais elle y fut violente, avide, sans frein dans sa conduite. Pour assurer à jamais son empire sur l'esprit et sur les états de son petit-fils, elle l'empêcha de prendre une femme légitime, qui aurait pu devenir pour elle une rivale de crédit et d'autorité. Saint Didier, évêque de Vienne, ayant cru devoir lui faire quelques remontrances sur les désordres de sa vie, elle le fit déposer et condamner à l'exil par une assemblée de prélats dévoués à ses caprices; mais saint Didier ayant été rappelé, et ce prélat montrant toujours la même fermeté, elle le fit lapider.

Nous allons la voir expulsant de tous les états de son fils un homme d'un grand caractère, saint Colomban. Nous croyons devoir donner ici le récit même de Frédégaire, il est écrit dans le style de la Bible. On croit lire l'entrevue d'un prophète et d'un roi d'Israël :

« La quatorzième année du règne de Théodoric, la réputation de saint Colomban, fondateur de l'abbaye de Luxeuil, en Franche-Comté, s'était répandue dans les cités et dans

les provinces de la Gaule et de la Germanie. Il était tellement vénéré de tous, que le roi Théodoric se rendait souvent auprès de lui à Luxeuil pour lui demander humblement la faveur de ses prières. Comme il y allait très-souvent, l'homme de Dieu crut devoir lui faire des reproches, et lui demander pourquoi il se livrait à des concubines plutôt que de vivre dans les liens d'un mariage légitime. Il ajoutait que la race royale devait sortir d'une honorable reine et non pas d'un lien condamnable. Comme déjà le roi obéissait à la parole de l'homme de Dieu, et promettait de s'abstenir de tous les plaisirs illicites, le vieux serpent se glissa dans l'âme de son aïeule Brunehaut, cette seconde Jésabel, et l'excita contre le saint de Dieu par l'aiguillon de l'orgueil. Voyant Théodoric obéir à l'homme de Dieu, elle craignit que son fils, méprisant les concubines, ne plaçât une reine à la tête de la cour, et qu'elle ne se vît retrancher par là une partie de sa dignité et de ses honneurs. Or, un jour saint Colomban se rendit auprès de Brunehaut, alors dans le domaine de Bourcheresse. La reine, l'ayant vu venir de loin, amena au saint de Dieu les fils que Théodoric avait eus de ses concubines. Le saint demanda ce que ces enfants lui voulaient. Brunehaut lui dit : « Ce sont les fils du roi, donne-leur la faveur de ta bénédiction. » Colomban répondit : « Sachez qu'ils ne porteront jamais le sceptre royal, car ils sont le fruit de liens réprouvés. » Brunehaut, furieuse, ordonna aux enfants de se retirer. L'homme de Dieu étant sorti de la cour de la reine, au moment même où il passait le seuil, un bruit terrible se fit entendre, mais rien ne put réprimer la fureur de cette misérable femme, qui se préparait à lui dresser des embûches. Elle fit ordonner par des messagers aux voisins du

monastère de ne permettre à aucun des moines d'en dépasser les limites, et de ne leur accorder ni retraite, ni secours.

Saint Colomban, voyant la colère royale excitée contre lui, se rendit promptement à la cour, pour réprimer par ses avis ce déplorable acharnement. Le roi était alors à Espoisse, sa maison de campagne. Colomban y étant arrivé au soleil couchant, on annonça au roi que l'homme de Dieu était là, et qu'il ne voulait pas entrer dans la maison du roi. Alors Théodoric dit qu'il valait mieux honorer à propos l'homme de Dieu que de provoquer la colère du Seigneur en offensant un de ses serviteurs. Il ordonna donc de préparer toutes choses avec une pompe royale, et d'aller au-devant du serviteur de Dieu. Les envoyés, selon l'ordre du roi, offrirent leurs présents. Colomban, voyant qu'ils lui présentaient des mets et des coupes avec un tel appareil, demanda ce qu'ils voulaient. On lui dit : « c'est ce que t'envoie le roi. » Mais lui, les repoussant avec malédiction, répondit : « Il est écrit : « Le Très-Haut récompense les dons des impies, il n'est pas digne que les lèvres des serviteurs de Dieu soient souillées de ses mets, celui qui leur interdit l'entrée, non-seulement de sa demeure, mais de la maison des autres. » A ces mots, les vases furent mis en pièces, le vin et la bière répandus sur la terre, et tout ce qui avait été apprêté jeté çà et là. Les serviteurs, épouvantés, vinrent annoncer au roi ce qui se passait ; celui-ci, saisi de frayeur, se rendit au point du jour avec son aïeule auprès de l'homme de Dieu. Tous deux le supplièrent de leur pardonner ce qui avait été fait, promettant de se corriger par la suite. Colomban, apaisé par ces promesses, retourna au monastère : mais ils n'observèrent pas longtemps leurs promesses ; ils recommencèrent bientôt, et le roi se livra à ses désordres accou-

tumés. A cette nouvelle, saint Colomban lui adressa une lettre pleine de reproches, le menaçant de l'excommunication s'il ne voulait pas se corriger. Brunehaut, irritée de nouveau, excita l'esprit du roi contre saint Colomban, et fit tout ce qu'elle put pour le perdre; elle pria tous les seigneurs et tous les grands de la cour d'animer le roi contre l'homme de Dieu : elle osa solliciter aussi les évêques, afin qu'élevant des soupçons sur sa foi, ils accusassent la règle qu'il avait imposée à ses moines. Les courtisans, obéissant aux discours de cette misérable reine, excitèrent l'esprit du roi contre le saint de Dieu, l'engageant à le faire venir pour prouver la pureté de sa foi. Le roi, entraîné, alla trouver l'homme de Dieu à Luxeuil, et lui demanda pourquoi il s'écartait des coutumes des autres évêques, et pourquoi l'entrée de l'intérieur du monastère n'était pas ouverte à tous les chrétiens. Saint Colomban, avec une fierté et un courage admirable, répondit au roi qu'il n'avait pas coutume d'ouvrir l'entrée de l'habitation des serviteurs de Dieu à des hommes séculiers et étrangers à la religion; mais qu'il avait des lieux préparés et destinés à recevoir tous les hôtes. Le roi lui dit : « Si tu désires acquérir nos dons, nos largesses et le secours de notre protection, tu permettras à tout le monde l'entrée de tous les lieux du monastère. » L'homme de Dieu répondit : « Si tu veux violer ce qui a été jusqu'à présent soumis à la rigueur de nos règles, sache que je repousserai tes dons et tous tes secours; et si tu es venu ici pour détruire les retraites des serviteurs de Dieu et renverser les règles de la discipline, sache que ton empire s'écroulera de fond en comble, et que tu périras avec toute la race royale; » ce que l'évènement prouva dans la suite. Déjà, d'un pas téméraire, le roi avait pénétré

dans le réfectoire; épouvanté de ces paroles, il retourna promptement sur ses pas. Assailli des vifs reproches de l'homme de Dieu, Théodoric lui dit : « Tu espères que je te donnerai la couronne du martyr; apprends que je ne suis pas assez fou pour commettre un si grand crime; mais reviens à des conseils plus prudents, qui te vaudront de grands avantages, et que celui qui a renoncé aux mœurs de tous les hommes séculiers rentre dans la voie qu'il a quittée. » Les courtisans s'écrièrent tous d'une même voix qu'ils ne voulaient pas souffrir dans ces lieux un homme qui ne faisait pas société avec tous. Mais Colomban dit qu'il ne sortirait pas de l'enceinte du monastère, à moins d'en être arraché par force. Le roi s'éloigna donc, laissant un certain seigneur, nommé Baudulf, qui chassa aussitôt le saint de Dieu du monastère et le conduisit en exil à la ville de Besançon, jusqu'à ce que le roi décidât, par une sentence, ce qui lui plairait.

« Le saint de Dieu s'aperçut qu'il n'était gardé ni insulté par personne; car tout le monde voyait briller en lui la vertu de Dieu, ce qui empêchait qu'on lui fit aucune injure, de peur de participer au crime commis contre lui. Il monta un dimanche sur une cime escarpée, car telle est la position de la ville que les maisons sont bâties sur le penchant rapide de la montagne, et franchissant des lieux d'un difficile accès et entourés de tous côtés par le fleuve du Doubs, le saint attendit là jusqu'au milieu du jour, regardant au loin si quelqu'un avait été envoyé pour l'empêcher de retourner au monastère. Comme personne ne paraissait, il traversa la ville avec les siens et rentra dans sa retraite. A la nouvelle qu'il avait quitté le lieu de son exil, Brunehaut et Théodoric, animés d'une plus violente colère, envoyèrent pour le chercher, sans retard, le

comte Berthaire et Baudulf, dont nous avons parlé plus haut, avec une troupe de guerriers. Ils trouvèrent saint Colomban dans l'église, chantant des psaumes et des oraisons avec toute la communauté des frères, et ils parlèrent ainsi à l'homme de Dieu : « Nous te prions d'obéir aux ordres du roi et aux nôtres, et de retourner à l'endroit d'où tu es revenu ici. » Mais lui répondit : « Je ne crois point qu'il plaise au Créateur que je retourne dans un lieu d'où je me suis éloigné pour obéir à la voix redoutable du Christ. » Voyant que l'homme de Dieu n'obéissait pas, Berthaire se retira, laissant quelques hommes plus hardis que lui. Ceux-ci prièrent l'homme de Dieu d'avoir pitié d'eux laissés malheureusement pour accomplir, à leur grand regret, un si cruel dessein, et d'avoir égard à leur danger, car ils couraient risque de la mort s'ils ne l'enlevaient par force. Colomban répliqua qu'il avait déjà assez souvent répété que la violence seule pourrait le faire sortir. Les soldats, au milieu d'un double péril et en proie à plus d'une peur, saisirent le manteau dont le saint était enveloppé ; d'autres s'étant jetés à ses genoux le supplièrent, en pleurant, de leur pardonner un si grand crime, car ils obéissaient non à leur volonté, mais aux ordres du roi. L'homme de Dieu voyant qu'il pourrait amener du mal s'il n'écoutait que la fierté de son cœur, sortit en pleurant et se désolant, accompagné de gardes qui ne devaient pas le quitter avant de l'avoir mis hors de toutes les terres soumises au pouvoir du roi. Le chef de ces soldats était Ragamond, qui le conduisit jusqu'à Nantes. Ainsi chassé du royaume de Théodoric, le saint se disposa à retourner une seconde fois en Irlande. Mais comme nul prêtre ne doit prendre une voie ou une autre sans la permission du Seigneur, saint Colomban alla en Italie, et construisit, dans un endroit

nommé Bobbio, un monastère consacré à une sainte vie, et, plein de jours, il monta vers le Christ. »

CHAPITRE XX.

Mort de Brunehaut.

Brunehaut fit tuer OËgila, patrice de Bourgogne, qui n'était coupable d'aucun crime, dans le seul but de s'emparer de ses biens.

Elle préférait à tous ses autres favoris Protade, jeune gaulois. Pour qu'il eût l'office de maire du palais, elle voua Bertoald, maire actuel, à une mort certaine. Protade, élevé à cette dignité, fut mis à la tête de l'armée de Bourgogne. Mais quand l'armée d'Austrasie se trouva devant lui, les Leudes de Bourgogne supplièrent Théodoric de renoncer à son entreprise. Protade, au contraire, excita le roi à persévérer. Alors éclata une révolte terrible. Protade, retiré dans la tente de Théodoric, jouait aux dés avec le premier médecin de ce prince. Les soldats environnèrent la tente et en arrachèrent Protade, qui fut tué. La paix fut alors conclue, mais Brunehaut dissimula son profond ressentiment, et plus tard le patrice Wolf, un des instigateurs de la révolte, fut mis à mort, et Uncilène, son complice, eut les pieds coupés et fut dépouillé de ses biens.

Brunehaut excitait sans cesse Théodoric contre Théodebert, à qui elle ne pouvait pardonner son expulsion d'Austrasie. « Que ne redemandez-vous à Théodebert, disait-elle, les trésors de votre père dont il s'est emparé? Vous savez qu'il n'est point votre frère, mais le fils d'un jardinier. » Les deux petits-fils de Brunehaut, animés ainsi l'un contre

l'autre, ne tardèrent pas à se rencontrer sur les champs de bataille, à Andelau et à Tolbiac. Théodebert, vaincu, s'enfuit jusqu'à Cologne, où quelques-uns des siens le tuèrent et jetèrent sa tête à Théodoric. Son fils, jeune enfant du nom de Mérovée, fut saisi par un soldat qui lui brisa la tête contre une muraille.

« Théodebert, prince faible, n'avait que des passions; il avait le goût de la guerre et n'en avait pas le génie. Il avait l'ardeur de l'ambition, non l'habileté. De la volupté, il ne connaissait que les emportements et les désordres. Une jeune esclave lui parut belle; il crut l'aimer et la donna pour reine à l'Austrasie. Une plus belle lui inspira des désirs, il tua la première de sa propre main. Il n'avait ni jugement, ni intelligence, ni modération, ni sagesse; mais il mourait à vingt sept ans. Peut-être avec l'âge fut-il devenu un moins mauvais roi (1). »

Tous les fils de Théodebert avaient été égorgés ou de la main de Théodoric ou de la main de Brunehaut.

Théodoric devint amoureux d'une fille de Théodebert, sa prisonnière, et parla de l'épouser. Brunehaut, qui ne voulait pas qu'il se mariât, lui dit : « Vous ne pouvez vous unir à votre nièce. » Théodoric furieux, s'écria : « Femme, l'horreur de Dieu et des hommes, ne m'avais-tu pas dit que Théodebert n'était pas mon frère? Tu m'as donc rendu fratricide. » Alors il se jeta sur elle l'épée à la main, et il l'aurait tuée, si on ne l'eût dérobée à sa fureur.

La mort de Théodoric suivit de près cet accès de violence. Au moment où il marchait contre Clotaire, la dysenterie le saisit, et il mourut.

(1) M. de Peyronnet.

Théodoric n'avait vécu que vingt-cinq ans. Ce jeune prince avait un brillant courage, mais terni par des crimes.

Brunehaut crut pouvoir régner en Austrasie et en Bourgogne sous le nom de ses arrière-petits fils, enfants de Théodoric ; tous les quatre étaient nés de concubines, Sigebert, Childebart, Corbe et Mérovée.

Brunehaut destinait l'Austrasie à Sigebert l'ainé, âgé de douze ans, et la Bourgogne à Childebart, âgé de dix ans, mais les leudes de Bourgogne et d'Austrasie aspiraient à secouer le joug de Brunehaut. Warnachaire, maire du palais en Bourgogne, Arnould et Pepin, puissants en Austrasie, haïssaient la reine.

Brunehaut ne se laissa point abattre. Elle s'établit à Worms avec Sigebert, au centre des deux Austrasies, Gauloise et Germaine. Mais la trahison était autour d'elle.

On dit que, se défiant de Warnachaire, elle avait écrit à un de ses fidèles, Alboin, de le saisir et de le tuer. Alboin déchira la lettre et en dispersa les lambeaux. Ils furent portés à Warnachaire, qui, après les avoir rassemblés et lus, n'hésita plus à prendre le parti du roi de Soissons.

Quand l'armée, rassemblée par Brunehaut, se trouva en présence de celle de Clotaire, les rangs des Austrasiens et des Bourguignons se rompirent ; tout se dissipa. Brunehaut s'enfuit, accompagnée de sa fille Théadelone, restée seule auprès d'elle ; elle franchit le Jura et parvint jusqu'à l'Orbe ; mais là le connétable de Théodoric, Herpon, sujet parjure, s'empara d'elle et la livra à Clotaire. Au milieu de l'assemblée des Francs, le fils de Frédégonde accusa Brunehaut.

Tous les Francs, Austrasiens, Bourguignons, Neustriens, s'écrièrent qu'elle avait mérité les plus cruels supplices ;

elle fut livrée aux plus horribles tortures pendant trois jours, promenée dans tout le camp sur un chameau, enfin attachée à la queue d'un cheval fougueux, et les restes de son cadavre sanglants et déchirés furent jetés dans les flammes.

Ainsi périt, à près de quatre-vingts ans, une reine, fille et mère de roi. L'auteur des Gestes des Français dit qu'elle ne désespéra pas de séduire Clotaire, et qu'elle se présenta devant lui dans tout l'éclat de la parure.

Deux femmes ont fait le malheur des règnes de Chilpéric et de Sigebert. « L'ambition de ces princes, dit un historien, ne pouvait se contenir dans les limites qui leur avaient été assignées. Chilpéric surtout cherchait sans cesse les occasions de s'agrandir aux dépens de ses frères ; il leur fit souvent la guerre, surtout à Sigebert ; mais leur ambition ne devint insatiable et leur haine implacable que quand deux femmes violentes les animèrent l'un contre l'autre. Caribert et Gontran n'avaient fait que s'avilir par leurs mariages avec des servantes ou des filles de cardeurs de laines ou de bergers ; Sigebert et Chilpéric, par leur mariage, firent leur malheur et celui de leurs peuples. Le germe de méchanceté que Brunehaut cachait sous un extérieur séduisant ne tarda pas à se développer. Gogon, maire du palais d'Austrasie, qui avait été la chercher en Espagne, fut sa première victime : la place qu'il occupait, et plus encore son mérite, lui donnaient beaucoup de part au gouvernement ; ce fut par là qu'il déplut à Brunchaut, qui voulait régner seule. Elle ne cessa d'irriter Sigebert contre lui, jusqu'à ce qu'elle en eût arraché l'ordre de faire mourir ce ministre. Quant à Chilpéric, les artifices de Frédégonde lui firent quitter Audovère et étrangler Galsvinthe. « Je ne puis être à vous, lui avait dit Frédégonde, tant que Ga'svinthe

vivra ; un serment inviolable vous unit à elle seule tant qu'elle respire. » Les frères de Chilpéric eurent horreur de ce crime ; Brunehaut poursuivit ardemment la vengeance de la mort de sa sœur. Sigebert, gouverné par Brunehaut comme Chilpéric par Frédégonde, jura une guerre éternelle à Chilpéric. A la mort de Caribert éclata la longue et funeste rivalité de ces deux femmes, qui produisit tant de malheurs et de crimes, sans qu'aucune des deux succombât jamais sous les coups de sa rivale. Gontran tint la balance entre ses deux frères et leurs deux femmes.

« Lorsqu'elle eut la permission de retourner en Austrasie, où régnait son fils encore mineur, Brunehaut trouva les grands en possession du pouvoir, et n'obtint pas même assez de crédit pour pouvoir garder auprès d'elle le fils de Chilpéric, Mérovée, qu'elle avait épousé avec beaucoup d'imprudence. Cette humiliation l'entraîna dans des cabales, qui ne tournèrent pas toujours à son avantage, mais elle se montra digne de ses premiers jours lorsque, voyant en présence les partis formés en Austrasie, elle prit un habit de guerre, s'élança sur un cheval de bataille, se jeta entre les deux armées, et, malgré les injures et les menaces dont on l'accablait, parvint à arrêter l'effusion du sang en sauvant ceux qui s'étaient trop exposés pour la servir. Comment cette princesse, qui montra tant de courage et de générosité, à laquelle les papes témoignèrent publiquement leur reconnaissance pour le zèle qu'elle mit à les servir dans le dessein d'attirer à l'Eglise les Anglais encore païens ; qui fonda des hôpitaux, fit réparer des voies romaines dont les débris portent encore son nom, qui fut épouse fidèle de Sigebert, sœur trop sensible, et mère digne d'être consultée par son fils Childebert ; comment devint-elle, dans

sa vieillesse, une femme dissolue, l'auteur présumé de vingt assassinats, la marâtre d'un de ses petits-fils, et l'horreur de la France entière?

« Plusieurs écrivains ont essayé de rétablir sa mémoire ; on ne doit pas s'en étonner ; les accusations portées contre elle par ses bourreaux, l'ayant chargée des crimes même qui avaient été commis pour la perdre, il n'est pas extraordinaire que cette injustice ait frappé quelques esprits jusqu'à leur inspirer le désir de la trouver innocente, mais les pièces manquent pour revoir ce grand procès. Le résultat d'un nouvel examen serait sans doute que cette reine n'a pas commis tous les crimes dont elle a été accusée, sans qu'on puisse en conclure qu'elle n'a pas mérité la réputation que les historiens lui ont faite. La postérité a confondu dans le même jugement Frédégonde et Brunehaut. On peut remarquer cependant que la première fonda son élévation sur les forfaits, et que la seconde fut entraînée par la vengeance jusqu'à imiter celle qu'elle voulait punir.

« L'histoire de la première race de nos rois, ne présente rien de plus frappant que les fureurs et les crimes de Frédégonde et de Brunehaut. Ces deux femmes, si implacables dans leur haine, si terribles dans leurs vengeances, si impétueuses dans toutes leurs passions, si jalouses de l'autorité, si peu scrupuleuses sur les moyens de l'acquérir et de la conserver, étonnèrent à force de cruautés même leur siècle barbare. L'une avec une plus insolente audace, employant presque publiquement contre tous ses ennemis le fer et le poison, outragea sans doute l'humanité par un plus grand nombre d'attentats ; l'autre, ménageant avec plus d'art ces détestables ressources, mais les employant presque toujours contre son

propre sang , outragea plus particulièrement la nature : Leurs noms sont également voués à l'exécration publique(1). »

Les rivalités de Frédégonde et de Brunehaut , les horribles forfaits qui en furent la suite et dont l'imagination s'épouvante, nous révèlent la sagesse des Francs , qui par leurs lois avaient voulu que les femmes ne pussent hériter du trône ni avoir le gouvernement des affaires.

Frédégonde , c'est l'ambition effrénée qu'aucun obstacle n'arrête dans la carrière du crime ; Brunehaut , la haine et la vengeance d'autant plus extrêmes que la femme entraînée par ces passions est pleine de faiblesse. Les femmes en général agissent sous l'empire de leurs impressions. Chez elles , le sentiment , l'imagination ont plus de puissance que la réflexion et le jugement. Si elles dominent , c'est d'une manière absolue et en s'irritant contre les obstacles. Si elles sont dominées , il y a chez elles une sorte d'aveuglement qui les empêche de voir le mal et les trouve désarmées contre l'intrigue. Pour une Blanche de Castille on a des Frédégonde , des Brunehaut , des Catherine de Médicis , des Elisabeth d'Angleterre , des Catherine de Russie. Les femmes sur le trône ou à la tête des affaires sont telles qu'on les voit dans la vie privée , admirables dans le bien , extrêmes dans le mal , et toujours incapables de diriger d'une main ferme de grands intérêts.

La reine Elisabeth d'Angleterre et Marie-Stuart nous offrent les exemples les plus frappants des périls et des malheurs qui attendent un royaume sous le règne d'une femme. L'Angleterre et l'Ecosse furent remplies de troubles par des pré-

(1) Gaillard et Fiévée.

tentions et des rivalités qui eurent une grande ressemblance avec les sanglantes querelles de Frédégonde et de Brunehaut. Elisabeth, altière, ambitieuse, vindicative, jetait des regards de convoitise sur le royaume d'Ecosse, et soufflait la discorde entre Marie-Stuart et ses sujets, tandis que la reine d'Ecosse, se regardant comme appelée à la couronne après la mort d'Elisabeth, fomentait des ambitions et nourrissait des complots. Des petitesses et des jalousies de femme vinrent compliquer les ardentes discussions de la politique. Marie-Stuart périt par la main du bourreau. Tous les maux furent déchainés sur l'Angleterre et sur l'Ecosse, parce que deux reines se haïssaient, parce qu'il y eut dans l'une excès d'énergie, et dans l'autre excès de faiblesse.

Jamais la France n'a eu de femmes régnantes comme d'autres pays de l'Europe. La loi salique n'a pas cessé d'être observée. Aucun intérêt étranger n'est venu se mêler aux intérêts de la nation; sous prétexte d'alliance, aucune influence étrangère ne s'est introduite dans notre pays en venant s'asseoir sur le trône ou auprès du trône. La France a fait d'importantes acquisitions de provinces au moyen de mariages et de traités contractés par ses rois, elle n'en a perdu aucune et elle a dû cette situation au soin avec lequel la loi fondamentale a été gardée. Si la loi salique n'avait pas régi chez nous la succession au trône, la France fût devenue anglaise sous Charles VI; car c'est la succession des femmes que le roi d'Angleterre invoquait pour motiver son usurpation.

On voit que toutes les expériences ont été faites en France, et que les irrégularités, les imperfections, les crimes même, ont servi au progrès de notre nation, parce que le mal a montré la route du bien.

L'époque de Frédégonde et de Brunehaut fut un tissu d'adultères, d'incestes, de cruautés, de meurtres et d'horreurs selon l'expression de Velly, mais ces violences et ces excès avaient l'unité pour but. Ce fut pour régner seul que Clotaire I^{er} massacra de sa propre main ses neveux, enfants de Clodomir. La même pensée semble inspirer Frédégonde, lorsqu'elle immole un roi, deux reines, un fils de roi, et une infinité d'autres personnes.

Tous ces désordres devaient enfanter plus tard la loi de succession par ordre de primogéniture et l'unité de la France.

CHAPITRE XXI.

Travail du principe d'unité.

La nation des Francs fut réunie tout entière sous Clotaire II, après la mort de Frédégonde et de Brunehaut comme elle l'avait déjà été deux fois sous Clovis et Clotaire I^{er} ; mais Clotaire n'avait régné seul que trois ans. Le principe d'unité s'est établi en France au prix des batailles et des meurtres. Ce travail a été indépendant des combinaisons humaines. L'unité monarchique, sans cesse défaite par les lois de partage, se refaisait toujours par les catastrophes et la nécessité. Il semble qu'il ne pouvait pas y avoir de repos jusqu'à ce qu'on fût arrivé à cette unité. Sept frères, les aînés de Clotaire, avaient péri ; tous les fils de cinq d'entre eux avaient été tués, Clotaire était le seul descendant de Clovis, et il semble que Frédégonde et Brunehaut avaient également travaillé par leurs intrigues et par leurs crimes à réunir en lui tous les titres de la maison royale et à lui donner l'Austrasie, la Bourgogne, l'Aquitaine, la Neustrie. Le nombre des rois et des

filz de rois, morts de mort violente en France ou sur les frontières, dans l'espace de temps que nous venons de parcourir, est vraiment surprenant.

Clovis meurt dans son lit ; mais plus de dix rois ou filz de rois ont été tués soit de sa main, soit dans les combats, soit hors des combats ou par ses intrigues : Syagrius, filz de cet OEgidius, roi des Français, en concurrence avec Childéric ; Alaric, roi des Visigoths et le roi des Allemands, tués dans les batailles ; Godegisile, roi de Bourgogne, tué par Gondebaud son frère, mais par une suite de ses intrigues avec Clovis. Nous ne parlons point de Gondemar et de Chilpéric, frères de Gondebaud et de Godegisile, le premier brûlé par Gondebaud, dans une tour où il se défendait ; le second, père de Clotilde, massacré avec ses deux filz par le même Gondebaud, et sa femme jetée dans la rivière, une pierre au cou.

Ces événements précèdent le règne de Clovis ; mais Sigebert, roi de Cologne, et son filz Clodoric ; Cararic, roi des Morins, et son filz ; Ragnacaire, roi de Cambrai, et Riguier son frère ; Renomer, roi du Mans et son frère, tous parents de Clovis, furent assassinés par lui ou par ses ordres ; quelquefois les uns par les autres, quelquefois le filz par le père.

Sous les enfants de Clovis, Théodebert est tué à la chasse ; Clodomir, roi d'Orléans, dans une bataille ; deux de ses filz égorgés par leur oncle Clotaire, qui brûle vif Chramn, son propre filz, avec ses enfants, dont on ne sait pas le nombre.

Sigismond, roi de Bourgogne, filz de Gondebaud, fait étrangler Sigeric, son filz, dans son lit. Clodomir le fait massacrer lui-même avec sa femme et ses deux enfants ; Gondomar, frère de Sigismond, meurt en prison.

Mondéric, qu'on croit avoir été fils de Clovis, est assassiné par ordre de Thierry, son frère.

Badéric et Bertaire, rois de Thuringe, sont tués par leur frère Hermanfroy, que Théodoric, roi d'Austrasie, fait précipiter du haut des murs de Tolbiac; Amalafroy, fils de Bertaire, est tué par Clotaire son beau-frère.

Sous les enfants de Clotaire I^{er}, Sigebert, roi d'Austrasie; Chilpéric, roi de Neustrie; trois fils de Chilpéric, Théodebert, Mérovée et Clovis, sont assassinés : on croit que Childeburt, fils de Sigebert, fut empoisonné par Brunehaut sa mère. Théodebert, son fils aîné, fut tué par Théodoric son frère, à l'instigation de Brunehaut leur aïeule. Les deux fils de Théodebert, Clovis et Mérovée, sont tués ou par Théodoric leur oncle, ou par Brunehaut leur bisaïeule. On croit que Théodoric lui-même fut empoisonné par Brunehaut son aïeule. Quatre fils qu'il laisse sont égorgés ou engagés dans les ordres. On ignore le sort comme le nom de deux autres. Aribert, second fils de Clotaire II, et Chilpéric, fils d'Aribert, furent, suivant l'opinion commune, empoisonnés par Dagobert I^{er}, frère d'Aribert et oncle de Chilpéric. Dagobert, en dépouillant Aribert et ses enfants du partage qui leur était dû, mérita d'être soupçonné de leur mort.

Voilà, dans l'espace d'environ cent cinquante ans, depuis l'an 484 jusqu'à l'an 650, époque de la mort d'Aribert et de Chilpéric, plus de quarante rois ou de fils de rois ou tués dans les batailles, ou assassinés de sang-froid, ou empoisonnés, sans compter beaucoup d'enfants de ces princes, tués au berceau, et dont on ne sait ni les noms, ni le nombre.

Nous ne parlons pas encore de Childeburt II et d'un de ses fils, assassinés par Bodillon, ni de Dagobert I^{er}, fils de Sige-

bert, assassiné par ses sujets ; ces événements sont postérieurs à l'époque où nous nous arrêtons en ce moment.

Observons encore que la vie de ces rois, active jusqu'à l'agitation et la turbulence, ne remplissait jamais le temps ordinaire de la vie de l'homme. La fatigue, poussée jusqu'à l'épuisement, consumait avant le temps ceux dont le fer et le poison respectaient la vie. Clovis mourut à quarante-cinq ans ; Théodebald avant vingt ans ; Childebert et Clotaire ne passèrent pas soixante ans ; Chérebent ne passa pas cinquante ; Gontran fut le seul qui , ayant mené une vie plus paisible, la poussa jusqu'au delà de soixante-huit ans. Clotaire II, dont le règne est réputé long parce qu'il fut roi à quatre mois, mourut vieux à quarante-cinq ans, et Dagobert à trente-six.

Cette liste est courte, parce qu'elle ne contient que les rois morts dans leur lit ; le plus grand nombre est de ceux qui périrent d'une mort violente.

La brièveté de la vie des premiers est plus sensible encore dans le reste de la première race.

Des deux fils de Dagobert I^{er}, Sigebert II, roi d'Austrasie, et Clovis II, roi de Neustrie, moururent à vingt-un ans.

Des trois fils de Clovis II, Clotaire III mourut avant dix-huit ans, et Thierry avant quarante.

Nous ne parlons pas de Chilpéric, qui fut assassiné avec son fils, ni de Dagobert II, fils de Sigebert II, assassiné par ses sujets.

Des deux fils de Thierry, Clovis III mourut avant quinze ans, et Childebert à vingt-huit.

Dagobert III, fils de ce dernier, mourut à seize ans ; Chilpéric II n'atteignit pas cinquante ans.

Thierry de Chelles, fils de Dagobert III, mourut à vingt deux ou à vingt-trois ans.

La durée de la vie des rois est à peu près la même sous la seconde race.

Sous la troisième, elle est plus longue et plus égale. Le plus grand nombre est de ceux qui meurent de cinquante à soixante ans; Charlemagne, Louis XIV, Louis XVIII, et Charles X, ont été septuagénaires (1).

Nous venons d'offrir à nos lecteurs des images de crimes, d'assassinats, d'empoisonnements, commis dans l'intérieur de la famille royale et parmi les chefs de la nation. C'est là sans doute un spectacle horrible; mais il importe de remarquer que ces désordres n'ont point atteint les institutions, et que le trouble qu'ils ont produit dans la société ne s'est pas étendu au-delà de l'époque où ils furent commis. C'est que les assassinats des princes n'altéraient point les lois fondamentales. La morale était blessée, la religion condamnait tous ces actes; mais, à côté de ces exemples de cupidité et d'ambition, les plus grands exemples de désintéressement et d'abnégation étaient donnés. La loi d'hérédité, la représentation par les assemblées subsistaient toujours, et la monarchie croisait malgré les crimes individuels.

Il n'en sera pas ainsi dans les événements que nous allons maintenant faire connaître. Là, des atteintes réelles furent portées à la loi fondamentale, et les conséquences de cette violation des principes entraînèrent une suite de malheurs incalculables. Lorsque Pepin, au lieu de se contenter d'être maire du palais ou régent sous des rois légitimes qui ne gênaient en

(1) C'est à M. Gaillard que nous avons emprunté ces réflexions frappantes de justice.

rien sa puissance, fit prononcer la déchéance de Childéric, il détruisit la loi de succession au trône, les droits d'une dynastie, et le principe d'hérédité, base de l'ordre politique. Dès lors toutes les ambitions se trouvèrent déchainées, les grands se déclarèrent indépendants de lui, et l'on vit naître bientôt cette anarchie féodale qui, quelques siècles plus tard, occupa le trône par une usurpation, régime funeste, lutte contre l'esprit monarchique et national qui a rempli l'histoire de la seconde et de la troisième race de sang et de ruines. Pepin ne se borna pas à créer l'anarchie féodale, il fit encore intervenir la papauté. Elle lui dut sa puissance temporelle, dans la politique de la France et dans les questions de gouvernement, et il lui reconnut, pour déposer Childéric, le droit dont elle argua au seizième siècle contre les droits de Henri IV.

Tous les désordres de notre histoire : les guerres contre les Anglais sur notre territoire, les guerres de religion même ont leur source dans cette première usurpation, tant il est vrai que les crimes qui frappent les institutions sont les plus terribles parce que leur effet compromet l'avenir des générations !

Sans doute Pepin avait de grandes qualités personnelles ; mais l'exemple de ses aïeux, qui non moins grands que lui firent respecter la royauté dont ils exerçaient le pouvoir, est la condamnation de ce prince et en fait un des grands coupables de notre histoire.

FIN DU TOME SECOND.

ERRATA

DU PREMIER VOLUME.

PRÉFACE. — Page 6, ligne 1^{re}, ou dans les conseils du roi, ou dans cette assemblée ; *lisez* : soit dans les conseils du roi, soit, etc.

Page 62, honneur ; *lisez* : bonheur.

AVANT-PROPOS. — Page 10, note, de saint Polycarpe à saint Jean ; *lisez* : disciple de saint Jean.

INTRODUCTION. — Page 68, ligne 7 de la note, du dernier des Gaulois ; *lisez* : du premier.

Page 123, ligne 13, entourent ; *lisez* : encourent.

Page 147, ligne 3, plutôt pasteurs qu'agriculteurs ; *lisez* : plutôt agriculteurs que pasteurs.

Page 160, ligne 23, chevaux ; *lisez* : cheveux.

Page 183, ligne 16, la ruine de son cortège ; *lisez* : son cortège ruineux.

Page 229, ligne 23, Nicée ; *lisez* : Nice.

Page 249, ligne 21, qu'on ne trouve pas dans l'Evangile ; *lisez* : qu'on ne trouve que dans l'Evangile.

Page 278, ligne 3, fils d'Agrippine et seconde femme ; *lisez* : fils d'Agrippine, seconde femme.

Page 290, ligne 12, on n'ouït ; *lisez* : on n'entendit.

Page 299, ce n'est que plus tard que ; *lisez* : c'est plus tard seulement que.

TOME SECOND.

I^{re} ÉPOQUE. — Page 75, dernière ligne de la note, prises; *lisez* : pris.

Page 82, ligne 9, Romains; *lisez* : Francs.

Page 170, ligne 27, sang; *lisez* : rang.

Page 323, lignes 5 et 6, beau-frère; *lisez* : beau-père.

Page 344, avant dernière ligne, séparée; *lisez* : séparées.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

Préface.	I
INTRODUCTION.	
LIVRE QUATRIÈME. — LES GERMAINS DANS LES GAULES.	3
Chap. 1 ^{er} . — Des lois, des mœurs et des coutumes des Germains.	5
II. — Du livre de Tacite sur les Germains.	10
III. — Lutte des Germains contre les Romains et les Gaulois.	21
IV. — Suite des événements jusqu'à l'entrée des Francs dans les Gaules.	32
V. — Pourquoi les Germains ont résisté aux Romains, tandis que les Gaulois ont succombé.	38
Note du quatrième livre.	37

PREMIÈRE ÉPOQUE.

CONQUÊTE DU TERRITOIRE GAULOIS PAR LES FRANCS.

LIVRE PREMIER. — CLOVIS.	67
Chap. 1 ^{er} . — Situation des Gaules avant la conquête des Francs.	ib.
II. — Invasion de Clovis. — Bataille de Soissons.	77

III.	— Mariage de Clovis. — Bataille de Tolbiac. Sa conversion.	82
IV.	— Guerres contre les Bourguignons.	96
V.	— Guerre contre les Visigoths. — Bataille de Vouglé.	102
VI.	— Clovis s'empare des états des petits rois francs établis en deçà du Rhin.	106
VII.	— Réflexions sur le meurtre des petits rois francs.	112
Chap. VIII.	— Réflexions sur la fondation de la monar- chie française.	115
IX.	— Jugement des historiens sur Clovis.	121
X.	— De l'état des personnes chez les Gaulois.	126
XI.	— Etat des personnes chez les Francs.	144
XII.	— Des impôts.	165
XIII.	— De la liberté politique établie par Clovis après sa conquête.	171
XIV.	— De l'Eglise et du clergé catholiques.	186
LIVRE SECOND. — LES FILS DE CLOVIS.		235
Chap. I ^{er} .	— Coup-d'œil sur le passé et sur l'avenir.	<i>ib.</i>
II.	— Partage entre les quatre fils de Clovis.	241
III.	— La féodalité et le vasselage.	255
IV.	— Y avait-il des nobles en France sous la pre- mière race? Quelle était la position des hommes libres non nobles?	284
V.	— De la situation du clergé dans l'ordre tem- poral.	294
VI.	— Expéditions contre les hommes du nord. Guerre de Thuringe. — Conquête de la Bourgogne.	307
VII.	— Révolte d'Auvergne. — Expédition contre les Visigoths. — Mort courageuse de Mondéric, qui se disait du sang royal.	318

TABLE.

511

VIII.	— Otages réduits en esclavage. — Délivrance du neveu de l'évêque de Langres.	523
IX.	— Meurtre des enfants de Clodomir.	527
X.	— Dernières entreprises de Théodoric. — Avènement de Théodebert.	529
XI.	— Expéditions en Espagne et en Italie. — Mort de Clotilde. — Avènement de Théodebald. — Révolte des Saxons.	535
XII.	— Théodebald succède à Théodoric. — Mort de Clotilde.	539
XIII.	— Révolte de Chramn. — Guerre contre les Saxons.	542
XIV.	— Mort de Childebert. — Clotaire règne seul.	546
LIVRE TROISIÈME. — LES FILS DE CLOTAIRE I ^{er} .		553
Chap. I ^{er} .	— Nouveau partage.	ib.
II.	— Mérovée et Brunehaut.	565
III.	— Maladie contagieuse. — Mort des enfants de Frédégonde. — Meurtre de Clovis.	587
IV.	— Concile d'Avignon. — Retour des envoyés de Constantinople. — Brunehaut en Austrasie.	595
V.	— Tentatives de Gondovald. — Démêlés de Gontran et de Chilpéric.	402
VI.	— Mort d'un fils de Chilpéric. — Supplice de Mummole.	409
VII.	— Mariage de la fille de Chilpéric. — Mort de ce prince.	413
VIII.	— Frédégonde se réfugie à Paris. — Gontran la prend sous sa protection, comme il avait fait pour Brunehaut.	417
IX.	— Gondovald proclamé roi.	420
X.	— Continuation des entreprises de Gondovald.	426
XI.	— Baptême de Clotaire. — Corps de Clovis et de Mérovée ensevelis. — Synode à Mâcon.	438

XII.	— Accusation contre Gontran-Boson. — Expédition contre l'Espagne. — Nouveau crime de Frédégonde.	442
XIII.	— Meurtre de Prétextat et de Magnovald.	449
XIV.	— Nouvelle expédition contre les Goths d'Espagne. — Accord entre Gontran et Childebert.	456
XV.	— Peste à Marseille. — Expédition en Italie et en Languedoc.	463
XVI.	— Retour de Grippon, envoyé à Constantinople. — Nouvelle expédition en Italie.	469
XVII.	— Combat d'épreuve. — Nouvel attentat de Frédégonde contre la vie de Childebert.	474
XVIII.	— Fin de l'histoire de Grégoire de Tours. — Continuation du récit des événements par Frédégaire.	480
XIX.	— Brunehaut en Austrasie et en Neustrie.	486
XX.	— Mort de Brunehaut.	493
XXI.	— Travail du principe d'unité.	501

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

JAN 26 1943

